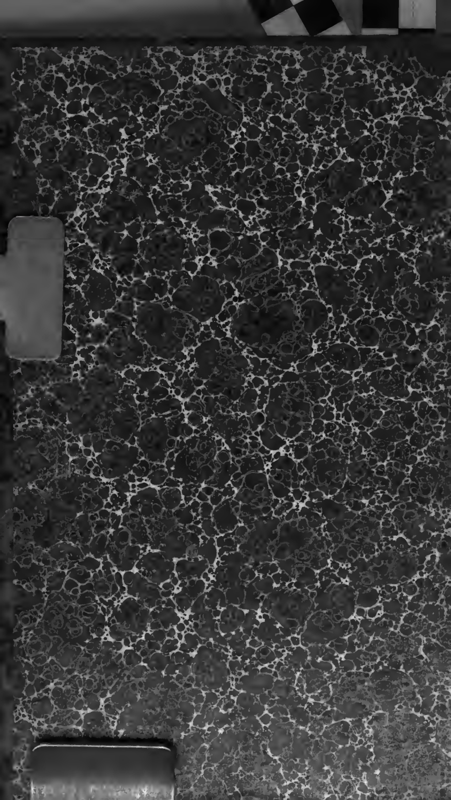












HISTOIRE
DE LA FRANCE

ET DE

NAPOLÉON BONAPARTE,

DE 1799 A 1815.

VI.



IMPRIMÉ CHEZ PAUL RENOUARD, RUE GARANCIÈRE, N° 5.

LE CONSULAT ET L'EMPIRE,

OU

HISTOIRE
DE LA FRANCE

ET DE

NAPOLÉON BONAPARTE

DE 1799 A 1815.

PAR A. C. THIBAUDEAU.

*

EMPIRE. — TOME SIXIÈME.

*



PARIS.

JULES RENOUARD, LIBRAIRE,

RUE DE TOURNON, N° 6.

*

1835.



HISTOIRE
DE LA FRANCE

ET DE

NAPOLÉON BONAPARTE,

DE 1799 A 1815.

EMPIRE.

CHAPITRE QUATRE-VINGTIÈME.

Ouverture de paix à l'Angleterre. — Pologne ; la question de son rétablissement. — Mission projetée de Talleyrand. — *Ultimatum* de l'Empereur Alexandre. — Pénurie des subsistances. — Tentative pour ramener la Suède. — Départ de l'Empereur. — Le pape à Fontainebleau. — Opinion en France sur la guerre. — Réunion et fêtes à Dresde. — Mission de Lauriston auprès d'Alexandre. — Mission de l'abbé de Pradt en Pologne. — Narbonne revient de Wilna. — Napoléon se rend à l'armée. — Prétentions de Bernadotte ; rejetées. — Andréossi, ambassadeur à Constantinople. — Paix entre la Porte et la Russie. — Napoléon annonce au sénat la guerre. — Sa proclamation à l'armée. — Force des armées ; plans d'opérations ; passage du Niémen. — Entrée dans Wilna. — Organisation de la Lithuanie. — Confédération à Varsovie. — Réponse d'Alexandre à Lauriston.

Napoléon ne voulut point commencer la guerre avant d'avoir pour la quatrième fois offert la paix à

l'Angleterre. Le ministre des relations extérieures écrivit à lord Castelreagh; il réduisait les causes de la guerre entre la France et la Grande-Bretagne à deux points les plus difficiles à concilier, les affaires d'Espagne et celles des Deux-Siciles; il proposait d'en établir l'arrangement sur les bases suivantes: L'intégrité de l'Espagne serait garantie; la France renoncerait à toute extension du côté des Pyrénées; la dynastie actuelle serait déclarée indépendante, et l'Espagne régie par une constitution nationale des cortès; l'indépendance et l'intégrité du Portugal seraient également garanties, et la maison de Bragance y régnerait. Le royaume de Naples resterait au roi de Naples; le royaume de Sicile serait garanti à la maison actuelle de Sicile. Par suite de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal, la Sicile seraient évacués par les troupes anglaises et françaises de terre et de mer. Quant aux autres objets de discussion, ils pourraient être négociés sur cette base, que chaque puissance garderait ce que l'autre ne pourrait lui ôter. [1]

Avant d'entrer en explications sur cette ouverture, lord Castelreagh demanda qu'on fixât le sens précis de ces mots relatifs à l'Espagne, « la dynastie actuelle serait déclarée indépendante et l'Espagne régie par une constitution nationale des cortès. » S'il s'agissait de Joseph et de cortès formées sous son autorité, il déclarait franchement et explicitement

[1] Lettre du 17 avril

que des engagemens existans ne permettaient pas d'adopter cette base. S'il s'agissait de Ferdinand VII et des cortès gouvernant en son nom, on était disposé à s'expliquer pleinement sur cette base.[1]

Par les mots de dynastie actuelle Napoléon entendait celle de son frère. La négociation ne fut donc pas poussée plus loin; s'il eût cédé sur ce point, l'Angleterre aurait-elle fait la paix ? cela n'est pas probable; elle avait eu des avantages en Espagne; avec la Russie les choses étaient trop avancées. Napoléon ne pouvait restaurer Ferdinand, sans livrer l'Espagne à l'Angleterre. Son ouverture à cette puissance ne pouvait avoir d'autre but, que de paraître avoir tout épuisé pour faire la paix avant de s'engager dans une nouvelle guerre.

Dans une guerre avec la Russie, la question du rétablissement de la Pologne revenait en premier ordre. Les Polonais desiraient donc vivement la guerre, comme devant amener nécessairement la résurrection de leur patrie. On a douté et nié même que Napoléon ait jamais voulu refaire de la Pologne une nation indépendante; c'était un projet qui touchait aux intérêts de trois grandes puissances, et qui dès-lors présentait de graves difficultés. Il y aurait eu de la folie à se heurter contre elles pour se faire, par un sentiment de pure chevalerie, le don Quichotte des Polonais. Napoléon n'étant que général des armées républicaines avait conçu le rétablissement de leur

[1] Lettre du 23

nationalité. Parvenu au gouvernement, il avait nourri ou laissé dormir ce projet suivant les intérêts variables de sa politique; des actes solennels prouvent qu'il ne l'abandonna jamais. La création du duché de Varsovie et l'adjonction d'une partie de la Galicie étaient un assez beau commencement d'exécution.

En 1812 il n'y avait plus à craindre d'opposition de la part de la Prusse; pour sa portion, la victoire et les traités l'avaient mise hors de cause. Quant à l'Autriche elle s'était montrée, par le traité du 14 mars, disposée à céder sa part moyennant une large indemnité. La Saxe ne gênait pas, elle tenait fort peu au grand-duché de Varsovie, qui la plaçait dans une fausse position à l'égard de la Prusse, de la Russie et de l'Autriche; il était facile de l'indemniser. Il ne restait donc que la Russie. A mesure qu'Alexandre s'était refroidi pour la France et qu'il avait manifesté ses craintes sur le rétablissement de la Pologne, Napoléon lui avait fait les protestations les plus rassurantes; mais la guerre, qui rompait les traités, affranchissait de tout ménagement; le rétablissement de la Pologne était un moyen de faire la guerre à la Russie, et promettait à la France un puissant auxiliaire; il satisfaisait à-la-fois à la politique actuelle de Napoléon et aux vues qu'on lui suppose, à cette époque, sur l'organisation de l'Europe.

Pour préparer d'avance le mouvement de la Pologne, le lui imprimer et le diriger, quand le moment serait venu, il fallait un homme habile, adroit,

et expérimenté dans les révolutions. Dès la fin de 1811, l'Empereur jeta les yeux sur Talleyrand, depuis la guerre d'Espagne étranger aux affaires, et avide d'y rentrer. Il accepta une mission qui le rappelait dans la politique. Le secret lui avait été recommandé, elle fut cependant ébruitée à Vienne, où il importait le plus qu'elle fût ignorée, suivant les uns, pour la faire avorter, suivant d'autres, par une spéculation financière. Napoléon, indigné, fut sur le point de sévir; mais au moment de frapper Talleyrand, son bras s'arrêtait toujours; il différa la mission jusqu'après l'alliance avec l'Autriche.

Les sentimens exprimés par l'empereur Alexandre dans ses conversations avec l'envoyé prussien Knesebeck, les explications données par Napoléon à l'aide-de-camp, Czernicheff, et les propositions qu'il avait été chargé de porter à Pétersbourg, permettaient de croire qu'il n'était pas difficile aux deux empereurs de s'entendre, et de concilier leurs différends. Mais le temps avait changé les dispositions modérées d'Alexandre, ou plutôt ses démonstrations n'avaient pas été sincères; c'est le colonel Boutourlin qui l'apprend. L'empereur de Russie sentait trop bien que les griefs avoués ne portaient que sur des accessoires; que le fond de la querelle qui divisait les deux empires consistait dans la domination arbitraire que la France s'arrogeait sur toute l'Europe. D'après cela, on n'eût pas avancé grand'chose en obtenant le redressement de ces griefs, car la question principale, celle du pouvoir dictatorial de la France sur

toutes les autres puissances, n'était susceptible d'être résolue que par les armes.[1]

Czernicheff était arrivé le 10 mars à Pétersbourg : son gouvernement fit long-temps attendre une réponse. Le baron Serdobin l'apporta enfin, le 24 avril. Kourakin alla de suite la communiquer au ministre Maret; elle était impérieuse et offensante. L'ambassadeur sollicita une audience de Napoléon. Elle lui fut accordée, le 27. Il paraît que l'Empereur évita d'entrer en explication; il le renvoya au ministre pour la discussion des propositions de la Russie, et donna à Maret l'ordre secret de l'éluder. Le prince Kourakin prit le parti de lui écrire. D'après sa lettre, la conservation de la Prusse et son indépendance de tout lien politique dirigé contre la Russie, était indispensable aux intérêts de cet empire. Pour arriver à un véritable état de paix avec la France, il fallait nécessairement qu'il y eût entre elle et la Russie un pays neutre, qui ne fût occupé par les troupes d'aucune des deux puissances. La première base de toute négociation ne pouvait être que l'engagement formel de l'entière évacuation des états, et de toutes les places fortes de la Prusse, une diminution de la garnison de Dantzig, l'évacuation de la Poméranie suédoise, et un arrangement avec le roi de Suède propre à le satisfaire ainsi que la France. A ces conditions, l'empereur de Russie, sans déroger aux principes adoptés par lui pour le

[1] Campagne de Russie, t. 1, p. 71.

commerce de ses états, et pour l'admission des neutres dans ses ports, principes auxquels il ne pourrait jamais renoncer, s'obligeait, par un effet de son attachement pour l'alliance formée à Tilsit, à n'adopter aucun changement aux mesures prohibitives établies en Russie, et sévèrement observées jusqu'à présent, contre le commerce direct avec l'Angleterre; à convenir avec l'Empereur Napoléon d'un système de licences à introduire en Russie à l'exemple de la France, bien entendu qu'il n'augmenterait pas par ses effets le préjudice qu'éprouvait déjà le commerce de la Russie; à traiter, par un arrangement particulier, de certaines modifications que la France pouvait desirer, pour l'avantage de son commerce, dans le tarif des douanes de Russie de 1810; à conclure un traité d'échange du duché d'Oldenbourg contre un équivalent convenable. Ces conditions étaient définitives. Le prince Kourakin ne pouvait y admettre aucune modification.[1]

Après la bataille d'Austerlitz, où l'armée russe était cernée, après la bataille de Friedland, où elle avait été défaite, Napoléon n'avait pas tenu un langage aussi impérieux; il n'y avait jamais été accoutumé. Loin d'être réduit à une situation qui justifiât ou permît une telle exigence, il était dans la plénitude de sa puissance; ce fut donc à ses yeux comme une déclaration de guerre. Rejeter les conditions imposées par la Russie, c'était hâter la rupture; si

[1] Lettre du 30 avril.

elle devait avoir lieu, il voulait du moins gagner le temps nécessaire à la réunion de tous ses moyens. Accepter ces conditions, c'était recevoir au fond et surtout dans la forme une loi par trop dure, pour qui l'avait si souvent dictée. Il dissimula l'offense, parut croire que Kourakin avait mal compris ses instructions, et le laissa de côté pour s'adresser directement à l'empereur Alexandre. Napoléon voulait-il sincèrement, espérait-il encore éviter une rupture? Dès le 25 avril il avait envoyé à Pétersbourg son aide-de-camp, le comte de Narbonne, qui était à Berlin. Sa mission toute confidentielle était une continuation de celle de Czernicheff, qu'on pouvait supposer n'avoir pas été fidèlement remplie. La communication au cabinet russe des dernières ouvertures faites à l'Angleterre, servit de prétexte au voyage de Narbonne. Dans une lettre au comte de Romanzow, le ministre Maret rappelait les griefs de la France contre la Russie et renouvelait le desir de concilier les différends.

Lorsque l'Empereur, pour s'engager dans une entreprise lointaine et périlleuse, allait abandonner pour ainsi dire la France à elle-même, elle éprouvait une de ces perturbations qui remuent facilement les peuples et produisent des désordres.

La pénurie de grains qui s'était fait sentir en 1811, à l'entrée de l'hiver, devint encore plus sensible au commencement de 1812. Le prix du pain s'éleva à un taux auquel la classe laborieuse pouvait difficilement atteindre avec le produit de son

travail. Le gouvernement fut obligé de prendre des mesures extraordinaires dans toute la France. Les sociétés libres de bienfaisance reçurent des fonds pour concourir avec les autorités au soulagement des pauvres. Ce fut encore une occasion pour les flatteurs d'encenser le pouvoir. A l'assemblée de la société philanthropique de Paris, son président, le sénateur Pastoret, dit de l'Empereur : « Heureux aujourd'hui de pouvoir faire entendre avec quelque solennité notre dévoûment et notre reconnaissance ! au milieu de tant d'éclatans hommages dont son trône est environné, il ne dédaignera pas l'humble tribut du pauvre ; et quand du Tibre au Nil, du sommet des Cordilières au fond des forêts de la Dalécarlie, tout parle de sa gloire, nous, ne nous occupant que de ses bienfaits, organes des malheureux, nous dirons : il nous aima, il nous secourut ; que son nom soit à jamais béni dans la cabane du pauvre, comme il est honoré et respecté dans le palais des rois ! »

Une distribution journalière et gratuite de deux millions de soupes dites *à la Rumfort*, fut ordonnée à compter du 1er avril jusqu'au 1er septembre. Elles devaient être composées d'une telle quantité de légumes, que deux soupes fussent équivalentes au moins à une livre de pain. Cette quantité de soupes fut répartie entre les départemens, et par les préfets entre les cantons. Une somme de 22,500,000 francs, présumée nécessaire pour subvenir à cette dépense, fut mise à la disposition des préfets. Ce fonds se com-

posait de ce qui restait disponible sur les budgets des communes, sur le vingtième affecté aux compagnies de réserve, sur le fonds de non-valeur, sur les centimes variables et facultatifs; d'un emprunt que les communes feraient à la caisse d'amortissement, égal au quart du produit net de leur octroi; enfin d'une addition de nouveaux centimes sur les contributions directes votés par les conseils généraux de départemens.[1]

Ces mesures n'étaient que de faibles palliatifs. Le gouvernement en adopta qu'il jugea devoir être plus efficaces; il se trompa, il aggrava le mal au lieu de le guérir.

Partant du fait, vrai ou supposé, que les grains existans dans toute l'étendue de l'Empire formaient une masse, non-seulement égale, mais supérieure à tous les besoins, il attribuait la pénurie des subsistances aux entraves apportées à la circulation par les achats surabondans que faisaient par précaution les consommateurs, à la lenteur avec laquelle les cultivateurs approvisionnaient les marchés, aux spéculations du commerce et des capitalistes, pour emmagasiner et provoquer la hausse du prix. Pour faire cesser ces calculs de l'intérêt personnel, qui n'étaient plus légitimes dès qu'ils compromettaient la subsistance du peuple, il fut enjoint à tout individu, faisant le commerce des grains, d'opérer publiquement, et après en avoir remis sa déclaration

[1] Décret du 24 mars.

au préfet ou au sous-préfet. Il fut défendu de faire aucun achat ou approvisionnement pour les garder en magasin, comme objet de spéculation. Tout fermier, cultivateur ou propriétaire, ayant des grains en magasin, fut tenu de les déclarer à l'autorité, et de les conduire aux marchés qui leur seraient indiqués. Il fut défendu d'en vendre ou acheter ailleurs. Pendant la première heure, les habitans et boulangers pouvaient seuls acheter pour la consommation, les commissionnaires et commerçans ne pouvaient acheter qu'après.[1]

Ces mesures n'ayant pas empêché la hausse des prix, on en vint à établir un *maximum*. On allégua que les propriétaires, fermiers et marchands, de six départemens centraux de l'Empire, s'étaient engagés à en approvisionner les marchés à 33 francs l'hectolitre, prix le plus haut auquel le blé s'était élevé dans les années les moins abondantes, notamment en l'an x, où l'on avait à pourvoir, par des achats journaliers, aux besoins de la capitale, dont maintenant l'approvisionnement était entièrement assuré jusque après la récolte. Ce prix fut adopté pour régulateur dans tout l'Empire. Il fut défendu de vendre des blés dans les marchés des départemens de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Aisne, Oise, Eure-et-Loir, à un prix excédant 33 francs l'hectolitre. Dans les départemens où les blés récoltés et existans suffisaient aux besoins, les préfets devaient

[1] Décret du 4 mai.

tenir la main à ce qu'ils ne fussent pas vendus au-dessus de ce prix. Dans les départemens qui s'approvisionnaient hors de leur territoire, les préfets devaient faire la fixation du prix des blés, conformément aux instructions du ministre du commerce, et prenant en considération les prix de transport, et les légitimes bénéfices du commerce; cette fixation était obligatoire jusqu'à la récolte.[1]

Le gouvernement impérial s'embarrassa donc dans les mauvaises voies qu'on avait tant reprochées à la Convention nationale. Le principal but de cette mesure était l'approvisionnement de Paris, qui était loin d'être assuré, comme on l'avait dit dans les motifs du décret. Dans les départemens environnant la capitale, on forçait les propriétaires à porter leur blé sur les marchés pour les vendre à la taxe; et des agens achetaient à tout prix dans les greniers pour Paris. La circulation et le commerce étaient arrêtés. On organisait ainsi la famine dans des contrées où il n'y avait pas disette. La plupart des préfets firent exécuter le maximum, et augmentèrent leurs embarras. Qui aurait osé laisser de côté un décret impérial! Il y en eut pourtant, mais en très petit nombre, qui l'osèrent : ceux-ci, sans nager dans l'abondance, avaient le nécessaire; les autres, affamaient leurs départemens. Partout on en vint à laisser tomber le maximum en désuétude; on ferma les yeux. Le prix de l'hectolitre de blé qui, prix moyen, était

[1] Décret du 8 mai.

d'environ 17 francs en temps ordinaire, s'éleva considérablement surtout dans des départemens du midi; à Marseille l'hectolite valut jusqu'à 52 francs. Grâce à la liberté du commerce, le blé n'y manqua pas; et les départemens voisins s'y approvisionnèrent. Le peuple eut à souffrir sans doute, mais telles étaient l'opinion qu'on avait de la force du pouvoir, et l'habitude de l'obéissance et de l'ordre qu'il n'y eut pas de soulèvement, excepté en Normandie. Le gouvernement fut obligé d'y envoyer en poste de la garde impériale, pour réprimer les troubles. Heureusement la récolte de 1812 vint réparer les fautes de l'administration, et mettre un terme à la détresse.

Au moment de son départ, l'Empereur ayant vu dans les rapports de la marine qu'une croisière anglaise s'était établie devant Gênes, eut des raisons de craindre qu'on ne projetât l'évasion du pape, et décida qu'il serait transféré à Fontainebleau. Des ordres furent donnés pour ne point ébruiter ce voyage, et pour procurer au pape toutes sortes de commodités. Il ne fit aucune difficulté de partir, et arriva, le 20 juin, dans cette résidence impériale, accompagné de l'archevêque d'Édesse. Il fut reçu par les évêques de Nantes et de Trèves, et traité avec les plus grands égards. L'Empereur écrivit, de l'armée, pour que les ministres et les personnes de sa maison allassent lui faire visite. Il y reçut celle des cardinaux qui se trouvaient à Paris. Le cardinal Maury y faisait de fréquens voyages et était rarement admis. Le pape ne pouvait le souffrir.

La translation du pape était un pas de plus pour l'exécution des grandes vues qu'on prête à l'Empereur et la destination que sa politique réservait au chef de l'Église. Sous le déguisement et le mystère, elles allaient s'accomplir; il avait amené les choses au point que le développement en était infaillible, sans nul effort, naturellement. Le pape venait à Paris, il logeait à l'archevêché; c'était dans ce but qu'on l'avait réparé, orné, meublé richement. Là, on réunissait le sacré collège, la daterie, la pénitencerie, les missions, les archives. Rome était transportée dans l'ancienne Lutèce.

Il fut en effet question de transférer le pape à l'archevêché: le cardinal Maury désigna pour son logement l'hôtel de Nivernois, rue de Tournon. L'Empereur décida que Pie VII resterait provisoirement à Fontainebleau.

En attendant, les affaires ecclésiastiques étaient restées stationnaires; la guerre absorbait toute l'attention de l'Empereur. Les chances hasardeuses d'une campagne aussi lointaine ne pouvaient être qu'un sujet d'espérances pour le pape et son parti.

La guerre paraissant inévitable et imminente, Napoléon tenta un dernier effort por ramener la Suède à la France. Une lettre dictée à l'épouse de Bernadotte, fut remise à Signeul, consul général de Suède à Paris, pour la porter à Stockholm.

Tandis que l'ambassadeur russe remettait l'ultimatum de son maître, Alexandre quittait sa capitale pour se rendre à son armée, et arrivait, le 28, à Wilna.

La marche des troupes françaises continuait : le 1er mai, la grande armée était sur la Vistule.

Conformément aux ordres de Napoléon, Maret évitait toute explication avec le prince Kourakin. Cet ambassadeur se plaignit de ce retard, et déclara que si les propositions de l'empereur Alexandre n'étaient pas admises immédiatement, sans modification, il regarderait ce refus comme une option pour la guerre, et demanderait ses passeports.[1]

Maret lui demanda en réponse s'il avait des pleins pouvoirs pour arrêter, conclure et signer un arrangement, et dans ce cas d'en donner communication.

Le prince Kourakin témoigna sa surprise de cette question, après la communication qu'il avait faite de ses instructions. Quoiqu'il n'eût point de pouvoirs spéciaux, il ne se croyait pas moins autorisé à signer une convention, dans tous les cas, sujette à ratification.

Les démarches de Kourakin avaient décidé l'Empereur à quitter Paris; il partit, le 9 mai, avec l'Impératrice, et fut suivi le lendemain par Maret.

L'ambassadeur russe cessa ses fonctions, et se retira à la campagne, en attendant ses passeports qu'il sollicitait avec instance.

Par la levée de cent cohortes, du premier ban de la garde nationale, l'Empereur avait pourvu à la sûreté des côtes et des frontières, et au maintien de

[1] Lettre du 7 mai.

l'ordre dans l'intérieur. Il laissait la capitale, sans garde nationale, avec deux régimens de garde municipale, un corps de cinq cents pompiers, organisés militairement, un dépôt de la garde impériale, en tout quelques mille hommes. Il n'avait délégué le pouvoir à personne. A quelque distance que le portassent les opérations de la guerre, toutes celles du gouvernement devaient aboutir à lui, recevoir son impulsion ou son approbation.

Quelle était l'opinion en France sur la guerre de Russie? Après la chute de l'Empire, on a publié à ce sujet beaucoup de romans. Le gros de la nation et de l'armée, gâté par la victoire, ne doutait pas que l'Empereur ne battît les Russes, et d'avance s'enorgueillissait de ses triomphes. Les chefs de l'armée, les maréchaux, comblés d'honneurs, de richesses et de gloire, auraient préféré d'en jouir en paix; mais entraînés par l'honneur et la jalousie, ils ne voulaient pas laisser leur place à de jeunes rivaux. Malgré son affaiblissement physique et moral, Masséna ne pardonnait pas à l'Empereur de ne pas l'employer dans cette campagne. L'émulation gagnait des jeunes gens appartenant à des familles distinguées par leur position sociale, avides de prendre part à une expédition aventureuse et gigantesque. C'était au nord le pendant de l'expédition d'Égypte, où il n'y avait pas eu assez de place pour tous ceux qui auraient voulu en être. Quant aux grands corps de l'état, échos habituels de l'Empereur, ce n'est pas la peine d'en parler; un seul, le sénat, fut

appelé à concourir à des mesures préparatoires, et s'y prêta avec sa docilité accoutumée. Un sénateur, ami de Talleyrand, et qui fut un de ses complices en 1814, écrivait dans une correspondance intime, le 17 juillet 1812 : « S'emparer des côtes, passer et border la Dwina, s'étendre jusqu'à la mer Noire, ouvrir des canaux, séparer ainsi la Russie civilisée de la Russie barbare, et faire par les fleuves une île de l'Europe, telle serait à-la-fois la grande et sage mesure dans laquelle se renfermerait l'immense politique du maître du monde. » La France était fascinée. Voilà la vérité.

Un écrivain, dont l'ouvrage sur cette campagne a eu une grande vogue[1], dit qu'il y avait une forte opposition à cette grande entreprise, autour de Napoléon, à sa cour, dans son palais. Elle se composait de l'archi-chancelier, des ministres Mollien, Gaudin, Daru, du prince Poniatowsky, à qui l'expédition semblait promettre un trône, de Ségur, grand-maître des cérémonies, de Caulaincourt, des généraux Lobau (Mouton), Rapp, Lauriston[2], de Berthier, du cardinal Fesch, enfin de toute la famille impériale. Suivant la diversité des caractères, on lui tenait les discours les plus hardis; sans céder, on s'enveloppait d'impassibilité; on résistait avec rudesse; on gémissait, et l'on se retirait les larmes aux yeux; on pâlissait, on rougissait de colère; on se retirait

1 *Histoire de Napoleon et de la Grande-Armée pendant la campagne de 1812*, par Ségur.

2 Le premier était à Dantzick, le second à Pétersbourg.

brusquement en fermant la porte avec violence. Quand on a connu les personnages, vu leur attitude, entendu leurs discours devant l'Empereur, il est permis, sans leur faire tort, de croire que plusieurs d'entre eux, au portrait qu'en fait l'auteur, auraient quelque peine à se reconnaître. Du reste, suivant le même écrivain, l'habileté et l'éloquence de l'Empereur triomphaient facilement de cette opposition.

Suivant le Moniteur, Napoléon était parti pour faire l'inspection de la Grande-Armée réunie sur la Vistule; l'Impératrice l'accompagnait jusqu'à Dresde, où elle devait voir sa famille.

Les princes d'Allemagne attendaient partout Napoléon à son passage; à Mayence, le grand-duc et la grande-duchesse de Hesse-Darmstadt, et le prince d'Anhalt-Coethen; à Aschaffenbourg, le prince primat; à Wurtzbourg, le grand-duc, le roi de Wurtemberg et le grand-duc de Bade; à Freyberg, le roi et la reine de Saxe, qui l'accompagnèrent, le 16, à son entrée dans leur capitale. Le lendemain s'y trouvèrent réunis les princes de Saxe-Weimar, de Saxe-Cobourg, de Dessau, le grand-duc de Wurtzbourg et la reine de Westphalie; l'empereur et l'impératrice d'Autriche y arrivèrent le 18, et successivement les archiducs. Le roi de Prusse attendait Napoléon à son passage par Berlin pour se rendre à l'armée. Une route plus directe ayant été préférée, le roi en fut prévenu, et invité à se rendre à Dresde; il y accourut, y arriva le 26, et fut suivi le lende-

main de son fils, le prince royal. A la suite de toutes ces cours étaient les principaux ministres, entre autres Metternich et Hardenberg, et une foule de conseillers, de chambellans, de valets. On ne décrira point le mouvement de toutes les fêtes dont Napoléon fut l'objet; assez d'autres ont employé leur éloquence à en retracer l'éclat. Tout ce monde, sans exception, était devant lui, en admiration, en extase; heureux de le voir, d'en obtenir un regard, une parole, faisant des vœux pour le succès de ses grands desseins, et l'accablant de protestations de dévoûment. Il est probable que par-derrière, ce n'était pas tout-à-fait la même chose. Il en était réduit à insinuer qu'on s'occupât un peu plus de son beau-père, et en donnait l'exemple en le faisant passer devant lui. Le roi de Prusse offrit son fils à Napoléon pour l'accompagner comme aide-de-camp, et le présenta à ceux de l'Empereur, en leur demandant leur amitié pour cet illustre compagnon d'armes. Ferdinand avait demandé, pour son frère don Carlos, l'honneur de commander les Espagnols qui allaient en Russie.

Les hommages, l'assentiment, le concours de tant de rois, de princes, et une armée de cinq cent mille hommes, c'était plus qu'il n'en fallait pour que Napoléon ne doutât pas du succès de son expédition. Cependant il se montrait toujours disposé à la paix. Instruit qu'Alexandre était arrivé à Wilna, Napoléon craignit que Narbonne n'eût pu le rejoindre, et même qu'on ne l'eût pas laissé passer la fron-

2.

tière. Le 20 mai, il fit écrire à Lauriston de partir de Pétersbourg pour se rendre à Wilna, de franchir les intermédiaires, et de parvenir jusqu'à Alexandre, pour obtenir de sa bouche un mot d'explication qui pût laisser la voie ouverte à un accommodement.

Le même jour, Napoléon écrivait au maréchal Victor, qui avait la Poméranie suédoise dans son commandement: « Il faut continuer à traiter les Suédois en amis; les choses ne sont pas encore décidées. »

Il fut question de donner l'Illyrie à l'Autriche en échange de la Gallicie. Cet arrangement, qui aurait été décisif pour le rétablissement de la Pologne, ne put se conclure.

Par les grâces qu'il prodiguait à la noblesse lithuanienne, Alexandre annonçait le projet de se concilier l'affection des Polonais, et d'ébranler la fidélité du grand-duché de Varsovie. Il devenait donc urgent d'agir fortement sur la Pologne, et de la faire déclarer. Il s'agissait de remuer profondément une nation, déjà bien disposée, pour en obtenir un grand élan. Ce fut l'abbé de Pradt, qui était à Dresde, que Napoléon chargea du rôle auparavant destiné à Talleyrand. Il semblait que pour le jouer, il fallait absolument un prêtre. Il y avait, pour l'habileté et l'importance, une grande différence entre l'archevêque de Malines et l'évêque d'Autun; il est vrai que l'abbé de Pradt, qui s'était intitulé l'*aumônier du dieu Mars*, faisait profession d'un zèle et d'un

dévoûment sans bornes; il avait de l'esprit et une grande facilité d'élocution. Mais cela ne suffisait pas pour révolutionner une nation. Ce fut le 24 mai qu'il reçut sa mission, et que l'Empereur lui en expliqua l'objet.[1]

Napoléon apprit que le gouvernement russe avait fait connaître aux divers cabinets, la condition imposée, par la note de Kourakin du 30 avril, de l'évacuation du territoire prussien comme un préalable indispensable de toute négociation; il sentit la nécessité de quitter Dresde et de se rapprocher de son armée.

Narbonne arriva de Wilna le 28, il avait vu l'Empereur Alexandre, et l'avait trouvé dans la meilleure attitude, sans abattement, sans jactance, et inébranlable dans la résolution qu'il avait prise. Romanzow avait remis une réponse définitive, par laquelle on se référait aux conditions proposées par Kourakin.

Le 29 Napoléon partit pour l'armée laissant l'Impératrice à Dresde, attendant pour aller à Prague que l'Empereur son père y eût fait tous les préparatifs de sa réception. Elle y passa près d'un mois dans les honneurs et les fêtes, ce fut une répétition de Dresde. Elle fut de retour à Saint-Cloud le 18 juillet; elle y reçut les hommages des autorités.

[1] L'abbé de Pradt a publié l'*Histoire de son Ambassade*. Son livre tient plus du pamphlet ou du libelle que de l'histoire. Il ne faut pas perdre de vue l'époque de sa publication, 1815, où l'auteur se flattait d'avoir été un des principaux coopérateurs de la restauration.

Pendant son absence le roi de Rome avait habité Meudon. On annonça au public que le travail de la dentition était terminé pour les dents du premier âge, qu'il était sevré et qu'il jouissait de la santé la plus parfaite. Les poètes ne chantèrent pas le sevrage, parce que cela ne fut ni ordonné ni payé comme pour la naissance.

Signeul, de retour de sa mission à Stockholm, arriva à Dresde, le 29 mai, quelques heures après le départ de Napoléon. Tout est entendu si l'Empereur s'engage à faire obtenir, à la paix, la Norwège à la Suède, et si, dès à présent, il lui donne un subside. Telles étaient les instructions dictées par Bernadotte et mises par écrit sous ses yeux par Signeul. Un courrier expédié par le ministre des relations extérieures en informa Napoléon à Posen : « Quoi, dit-il, quand la Prusse et l'Autriche recherchent mon alliance, Bernadotte ose la marchander! il me traite à la turque, il me rançonne! L'argent ne sera jamais un moyen dans ma politique. Je ne veux pas de ces amis qu'on ne garde qu'en les payant; d'ailleurs l'Angleterre ne serait-elle pas toujours là pour enchérir sur moi? La demande de la Norwège est une autre impertinence; certes je n'irai pas dépouiller le Danemark parce que Bernadotte s'est mis cette idée en tête! Qu'est-ce au surplus que la Norwège et quelques misérables millions dans ce moment, où la Suède peut avoir Pétersbourg à sa discrétion?... Bernadotte n'est que mon lieutenant; qu'il marche quand ses deux patries le lui ordon-

nent; s'il hésite qu'on ne me parle plus de cet homme. Répondez à M. Signeul, écrivit-il à Maret, que je n'acheterai point un allié douteux aux dépens d'un allié fidèle. »

En vain on a élevé des doutes sur la réponse de Bernadotte apportée par Signeul; on en trouve l'aveu dans la lettre du prince royal à Napoléon du 23 mars 1813. La réunion de la Norwège en indemnité de la Finlande était son grand cheval de bataille. Cet arrangement rassurait Alexandre sur la possession de la province suédoise. On ne peut croire que même au prix de la Norwège, Napoléon eût reconquis l'amitié de la Suède, puisque par le traité du 24 mars elle s'était alliée avec la Russie qui lui avait assuré la dépouille du Danemark.

Par le traité du 14 mars, La France et l'Autriche avaient garanti l'intégrité du territoire de l'empire ottoman en Europe, et étaient convenues d'inviter la Porte à accéder à l'alliance. On se hâta donc de l'en informer; découragée par ses revers de 1811 elle était alors en négociation avec la Russie au congrès de Bucharest. On ne négligea aucun moyen pour la faire revenir de son abattement, et pour l'empêcher de conclure la paix. Napoléon envoya le général Andréossi comme ambassadeur à Constantinople, « Demandez, lui dit-il, au sultan Mahmoud son alliance; qu'il ne craigne pas de rompre avec les Russes. Décidez-le à commander son armée en personne: que cent mille Turcs, leur sultan à leur tête, passent le Danube, et je leur promets en

retour non-seulement la Moldavie et la Valachie, mais encore la Crimée. » La marche des négociations fut entravée. Il y eut un moment où l'on crut que le congrès de Bucharest serait dissous, les hostilités recommencèrent même sur le Danube.

Mais l'or et les intrigues de l'Angleterre et de la Russie corrompirent le divan; l'arrivée d'Andréossi fut retardée par la lenteur avec laquelle on lui expédia le firman du grand-seigneur. Kutusof montra aux négociateurs turcs une lettre vraie ou fausse de Napoléon, qui proposait le partage de la Turquie. Les Turcs signèrent, le 28 mai, à Bucharest, un traité de paix honteux. Il est vrai que la conduite tenue envers eux par Napoléon après la paix de Tilsit, leur avait laissé de justes préventions. Ils ne perdirent pas moins la plus belle occasion qui se fût jamais présentée à eux, pour reprendre aux Russes toutes leurs conquêtes sur l'empire ottoman.

Napoléon partit de Posen et le 2 juin se rendit à Thorn; plusieurs chefs de l'armée, le roi de Westphalie, le prince Eugène et les directeurs des principaux services l'y attendaient. Il leur donna ses ordres pour mettre en mouvement les colonnes, faire cesser l'encombrement et les désordres, et éprimer les excès commis par les troupes. Il adressa de vifs reproches au roi de Westphalie et au prince héréditaire de Wurtemberg dont les soldats s'étaient signalés par leurs dévastations.

Le 7, Napoléon était à Dantzig. Importante

comme forteresse, cette place l'était aussi comme un grand entrepôt pour l'armée. Rapp en était gouverneur. Murat s'y trouvait, mécontent de ce qu'on ne lui avait pas permis de venir à la réunion des rois et princes à Dresde. L'Empereur s'entretint familièrement avec eux et Berthier de la guerre, de ses projets, de ses espérances. Il parcourut tous les ouvrages, ceux de Weichselmund, et les différens points de la rade; il passa les troupes en revue, reçut le sénat de Dantzig; organisa les transports des approvisionnemens par la navigation. Rapp lui demanda et obtint de reprendre, pendant la campagne, son service d'aide-de-camp.

Le 11 au matin, l'Empereur reprit la grande route de Kœnigsberg à Marienbourg, rejoignit le beau corps du maréchal Davoust, fort de 70,000 hommes, parfaitement organisé et tellement pourvu de tout ce qui était nécessaire à ses besoins, qu'il pouvait se suffire à lui-même.

Le 12, l'Empereur arriva à Kœnigsberg et pendant cinq jours s'occupa jour et nuit avec son ministre Daru des subsistances, des transports et de la police de l'armée. Il y reçut par son aide-de-camp Flahaut, qu'il avait envoyé au prince Schwarzenberg, les rapports les plus satisfaisans sur l'armée autrichienne, prête à ouvrir la campagne du côté de la Galicie.

La connaissance acquise à Dresde par Napoléon de la communication faite par le cabinet russe aux divers cabinets des conditions exigées, le 30 avril,

par Kourakin, l'avait décidé à quitter cette ville. Il ne pouvait plus feindre de croire, comme il l'avait fait en donnant l'ordre à Lauriston de se rendre auprès d'Alexandre, que l'ambassadeur russe avait mal compris ses instructions. Le mauvais succès de la mission de Narbonne, ne permettait plus d'espérer que celle de Lauriston eût une meilleure issue. Sans l'attendre, Napoléon lui fit écrire, le 12 juin, par son ministre des relations extérieures, qu'il eût à demander ses passeports. Kourakin fut en même temps prévenu que puisqu'il n'était plus possible de douter qu'il n'eût, dans sa note du 30 avril, suivi les instructions de son cabinet, l'ordre était donné de lui expédier les passeports, dont ses demandes réitérées étaient regardées par l'Empereur comme une déclaration de guerre. [1]

Le 17, il s'arrêta à Welhau, le 18 à Insterbourg. Il se trouva au milieu de deux cent mille hommes qui y arrivaient à-la-fois par quatre chemins différens, et leur fit distribuer des vivres pour gagner le Niémen et Wilna.

Le 19, à Gumbinen, un courrier annonça que Lauriston n'avait pu obtenir d'aller trouver Alexandre; on lui avait seulement permis d'envoyer un exprès pour solliciter une audience; on lui avait répondu, le 8 juin, qu'il eût à s'expliquer par écrit. « Les vaincus, dit Napoléon, prennent un ton de vainqueurs. La fatalité les entraîne; que les destins s'accomplissent! »

[1] Lettres du duc de Bassano.

Ce fut à ce moment, suivant plusieurs écrivains, que, pour Napoléon, s'évanouit le dernier espoir de paix. On a vu que depuis le 12, il n'en avait plus. Il est même probable que, depuis la fin d'avril, ses tentatives pour la conserver eurent pour but de compléter son armement et de rejeter sur la Russie tous les torts d'une rupture.

En partant de Paris Napoléon n'avait fait aucune communication officielle aux grands corps de l'état sur le but de son voyage, il était assez connu. Prêt à ouvrir la campagne, il fit donner connaissance au sénat des mésintelligences survenues entre lui et la Russie, des négociations vainement suivies pendant long-temps pour le maintien de la paix, et des traités d'alliance par lui conclus avec la Prusse et l'Autriche.

Napoléon s'arrêta deux jours à Gumbinen pour expédier et mettre à jour toutes les affaires intérieures et extérieures de l'Empire, et régler la suite des mouvemens de l'armée. Le 22 la proclamation suivante fut publiée dans tous les corps, excepté les Prussiens et les Autrichiens, dont les commandans furent autorisés à leur faire des proclamations particulières.

« Soldats, la seconde guerre de Pologne est commencée, le première s'est terminée à Friedland et à Tilsit; à Tilsit, la Russie a juré éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses sermens. Elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite avant que les

aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. La Russie est entraînée par la fatalité! ses destins doivent s'accomplir. Nous croirait-elle donc dégénérés? ne serions-nous donc plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre. Le choix ne saurait être douteux, marchons donc en avant! passons le Niémen! portons la guerre sur son territoire: la seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armes françaises comme la première; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie, et mettra un terme à cette orgueilleuse influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

A son départ, l'armée française et alliée était ainsi composée :

				Hommes.
Vieille garde.		Maréchal	Lefebvre.	40,000
Jeune garde.		—	Mortier.	
1er corps.		—	Davoust.	70,000
2e —		—	Oudinot.	42,000
3e —		—	Ney.	40,000
4e —	Italiens.	Prince vice-roi.		45,000
5e —	Polonais.		Poniatowski.	35,000
6e —	Bavarois.	Maréchal	Saint-Cyr.	22,000
7e —	Saxons.	Général	Reynier.	16,000
8e —	Westphaliens.	—	Junot.	16,000
9e —		Maréchal	Victor.	32,000
10e —	Prussiens.	—	Macdonald.	32,000
11e Réserve.		—	Augereau.	50,000
Cavalerie.				
1er corps.		—	Nansouty.	12,000
			A reporter.	452,000

		Report. . .	452,000
2ᵉ corps.	—	Montbrun.	10,000
3ᵉ —	—	Grouchy.	7,700
4ᵉ —	—	Latour Maubourg. . .	8,000
Armée autrichienne.		Schwarzenberg. . . .	32,000
		Total.	509,700

On estime qu'à l'arrivée de l'armée sur la Dwina, il fallait compter en moins un tiers de diminution sur chaque corps; car ces masses formidables étaient arrivées de la Poméranie, de Mayence, de Paris, de Boulogne, de Valladolid, de Milan et de Naples.

Elle traînait plus de douze cents pièces de canon, trois mille voitures d'artillerie, quatre mille voitures d'administration, sans compter les fourrages des régimens, les équipages des chefs, les voitures enlevées dans le pays, en tout environ vingt mille voitures et deux cent mille chevaux.

C'était une opération gigantesque que de former sur les bords du Niémen un tel rassemblement.

Les forces des Russes s'étendaient depuis la Baltique jusqu'à la Gallicie; elles étaient divisées en trois armées et ainsi cantonnées : la première, de cent trente mille hommes, derrière le Niémen, depuis Rossieny jusqu'à Lida, commandée par Barclay de Tolly, ayant son quartier général à Wilna; la deuxième, de cinquante mille hommes, dans les environs de Wolkowisk, commandée par Bagration; la troisième, de quarante mille hommes, à Lutsk, en Volhynie, sous les ordres de Tormasow; Platow, avec huit mille cosaques, en face de Grodno. Outre

les trois armées déployées en première ligne, il y avait sur cette frontière une réserve de quatre-vingt-sept bataillons et cinquante-quatre escadrons. Quoique éloignée du théâtre de la guerre, l'armée de Moldavie, forte de plus de cinquante mille hommes, non compris les cosaques, commandée par Tschichagof, venait d'être rendue disponible.[1]

Un million d'hommes, huit cent mille au moins, le plus grand armement des temps modernes, étaient en présence et prêts à en venir aux mains.

Les Russes, prévoyant que le pays entre le Niémen, la Bérésina et la Dwina serait le théâtre de la guerre, avaient établi un camp retranché à Drissa, à la gauche de la Dwina, pour assurer un point de de retraite aux différens corps de la première armée.

On n'est pas d'accord sur le plan qu'avaient adopté les Russes. L'empereur Alexandre voulait, dit-on, défendre Wilna; le général Barclay de Tolly, au contraire, éviter le combat jusqu'à ce que toutes les forces eussent été ralliées. On assure même que des ordres éventuels de retraite furent expédiés d'avance aux chefs de corps, et que le rendez-vous général fut indiqué à Swenziany.[2]

Napoléon divisa ainsi son armée. A la gauche Macdonald, avec trente mille hommes, la plupart Prussiens, marchait de Kœnigsberg sur Tilsit; à la droite le roi de Westphalie, avec soixante-cinq

[1] Les évaluations des armées agissantes de la Russie, à cette époque, varient de deux cent cinquante à trois cent mille hommes.

[2] Boutourlin, p. 155.

mille hommes, se portait de Varsovie sur Grodno; le prince Eugène, avec soixante-dix mille hommes, devait empêcher la réunion de Bagration à Barclay de Tolly; enfin Napoléon, à la tête de deux cent mille hommes, s'avançait pour passer le Niémen à Kowno, percer le centre de la ligne ennemie, et pousser vivement à Wilna.

Il reconnut les rives du fleuve et y fit jeter trois ponts; l'armée passa sans opposition le 24 juin.

De Kowno Napoléon s'avança sur la route de Wilna et Troki, à la tête du corps de Davoust, de la cavalerie de Murat et de la garde.

En apprenant le passage du Niémen, Barclay de Tolly, sentant qu'il n'avait pas un instant à perdre pour concentrer son armée, envoya sur-le-champ l'ordre aux chefs de corps de se mettre en retraite. Par un ordre du jour, l'empereur Alexandre annonça la guerre à ses troupes. « Guerriers, disait-il, vous défendez la religion, la patrie, la liberté. Je suis avec vous : Dieu est contre l'agresseur. »

On pouvait croire que l'ennemi défendrait Wilna. Le 28, à la pointe du jour, Murat se mit en mouvement avec l'avant-garde et la cavalerie légère du général Bruyères, appuyé par le corps de Davoust. Après avoir échangé quelques coups de canon, les Russes se reployèrent partout, repassèrent la Wilia, brûlèrent le pont, détruisirent leurs magasins, et abandonnèrent la ville, emportant les archives, et emmenant les fonctionnaires publics. Ils se retirèrent par Swenziany sur Drissa, pour s'y rallier à

la faveur du camp retranché. Précédé et suivi de régimens polonais, Napoléon entra dans Wilna aux cris d'admiration et de reconnaissance des habitans. Le pont fut de suite rétabli; on se mit à la poursuite de l'ennemi.

Le mouvement des Français sur Wilna avait été si rapide et sa retraite si précipitée, qu'il avait laissé à l'abandon plusieurs corps éloignés se dirigeant sur cette ville.

Witgenstein, commandant le 1er corps de l'armée russe, parti de Keidani, donna sur le maréchal Oudinot, qui tomba sur lui à Develtowo, et le força à évacuer toute la Samogitie et le pays situé entre Kowno et la mer.

Le corps de Doctorow, et Bagration avec son armée, étaient obligés de changer de direction, et de se frayer de nouvelles routes pour s'échapper, et se rallier à l'armée principale.

Ainsi dès le début, un grand désordre régnait parmi les Russes. Leurs magasins étaient perdus ou détruits; il fallait en former de nouveaux. Les provinces du centre étaient déclarées en état de guerre.

Tandis que Murat marchait sur les pas de Barclay de Tolly, Napoléon faisait poursuivre les colonnes russes restées en arrière sur sa droite. Il s'agissait de recevoir celles qui viendraient sur Wilna, de couper de la Dwina celles qui tenteraient de s'y rendre, enfin de tomber sur tout ce qu'on pourrait atteindre. Le roi de Westphalie, le maréchal Davoust, le prince Eugène, furent chargés de traquer Bagration.

Schwarzenberg qui se trouvait, appelé par Napoléon, dans la direction de Slonim, devait gagner l'extrême gauche du général russe.

Il n'y avait pas encore eu de combats meurtriers: des manœuvres seules avaient mis au pouvoir de l'armée française une bonne partie des provinces polonaises, la capitale, et trois lignes de magasins. Mais les chevaux, qui bivouaquaient et ne se nourrissaient que de seigle vert, furent abîmés par des pluies battantes. Il en périt quatre mille; il fallut laisser cent pièces de canon et cinq cents caissons dételés. Par suite de l'embarras des vivres, qui s'était manifesté avant même le passage du Niémen, et du désordre inséparable de la marche de trois cent mille hommes, il y eut trente mille traîneurs, et par conséquent beaucoup de dévastations.

L'Empereur organisa un gouvernement et une administration provisoire pour la Lithuanie, composés de notabilités du pays et d'agens français; Bignon y eut la haute-main, en qualité de commissaire impérial. Des levées furent ordonnées pour la formation de six régimens d'infanterie et cinq de cavalerie; elle ne fut pas complétée. Un troisième régiment de chevau-légers-lanciers de la garde fut créé. Pour y être admis, il fallait être Polonais, propriétaire ou fils de propriétaire, se monter, s'habiller et s'équiper à ses frais.

Les premiers succès de l'armée réveillèrent les Lithuaniens, déjà préparés par l'exemple que leur avait donné Varsovie.

Une diète y avait été convoquée, et, le 28 juin, s'était constituée en confédération générale, sous la présidence du vieux prince Adam Czartorinski. Son premier acte avait été de proclamer le rétablissement du royaume de Pologne, et de voter l'envoi d'une députation à l'Empereur pour demander son approbation et sa protection. « Au nom de la Pologne, toutes les mains avaient battu à-la-fois, et toutes les voix éclaté en acclamations prolongées; les cours du palais, les rues adjacentes avaient retenti des mêmes cris; l'ivresse avait été générale, jamais on n'avait rien vu de pareil. » [1]

On eut dans ce moment une lueur de paix. Le général Balachow, aide-de-camp de l'empereur de Russie et son ministre de la police, vint apporter à Wilna la réponse à la démarche de Lauriston. Il annonça la disposition où était Alexandre de persévérer dans le système continental, et d'entrer en arrangement sur tous les différends, mais à condition que préalablement l'armée française repasserait le Niémen, étant résolu à vaincre ou à mourir plutôt que traiter tant qu'un soldat étranger serait sur le territoire russe. Napoléon crut que les Russes ne cherchaient qu'à gagner du temps pour rallier et sauver l'armée de Bagration; qu'il ne devait pas renoncer à ses avantages, et compromettre toute la campagne, sans avoir aucune garantie que sa retraite serait promptement suivie de la paix. Il proposa donc de traiter

[1] De Pradt, p. 119.

sur-le-champ, à Wilna même, sans rien laisser en arrière. Mais l'évacuation du territoire russe étant au préalable impérieusement exigé, la mission de Balachow n'eut aucun résultat.

A l'occasion de cette mission, on a donné tort à l'Empereur, et on lui a prêté des propos plus qu'acerbes tenus à l'envoyé russe sur son maître, et à Caulaincourt une réprimande de la dernière violence, à Napoléon. Dans les propos, on n'a été que l'écho des Russes; on ne peut croire à tant d'inconvenances de la part du grand-écuyer, à tant de tolérance de la part d'un prince qui n'était pas accoutumé à les entendre. On ne peut pas élever de doute sur la condition exigée par Balachow. Dans sa lettre, du 25 juin, au commandant de Saint-Pétersbourg pour lui annoncer la guerre, Alexandre écrivait : « Je ne poserai pas les armes, tant qu'un seul guerrier ennemi sera sur le territoire de mon empire. »

Les Russes ne tenaient nulle part devant Murat; il entra le 4 juillet à Swenziani. Barclay de Tolly se hâtait de gagner le pont de Druia, et Witgenstein celui de Dunabourg. A la gauche Macdonald avait quitté Rossiena et s'avançait dans la Samogitie et la Courlande que l'ennemi lui abandonnait. A la droite la poursuite des corps russes qui avaient perdu leur route, n'eut pas les résultats que Napoléon s'en était promis. Après avoir donné successivement contre plusieurs têtes de colonnes qui lui fermaient le chemin de Swenziani, Doctorow, par de longs détours et des marches forcées, devança Nansouty à

Swir, d'où, en sacrifiant partie de ses bagages, il s'échappa et rejoignit l'arrière-garde de Barclay de Tolly. Dorokow et Platow ne furent pas aussi heureux. Ayant trouvé fermés les débouchés sur Ochmiany et Smorgony, ils se décidèrent à rétrograder sur Bogdanow et Wologin pour se rallier à Bagration. Informé par eux que cette route, par laquelle il se dirigeait pour gagner la Dwina, était coupée par le maréchal Davoust, le général rétrograda le 5 pour aller chercher par Mir une route qui le ramenât vers Minsk. Mais Davoust avait pris les devans pour l'y précéder, et si le roi de Westphalie ne perdait pas de temps, Bagration devait entre ces deux corps se trouver gravement compromis. Toute l'attention se portait sur son armée. Napoléon écrivait au roi de Westphalie qui était entré, le 30, à Grodno : « Lancez les Polonais, mettez l'avant-garde aux ordres de Poniatowsky, donnez-lui tout ce que vous avez de troupes légères, et vous-même tenez-vous toujours à portée de le soutenir. Ne craignez pas de compromettre vos troupes. Bagration a bien autre chose à faire qu'à se retourner pour combattre et pour manœuvrer; il ne cherche qu'à gagner du pays. Harcelez donc les Russes; retardez leur marche s'ils avancent, barrez-leur le chemin s'ils reculent. »

La perte de temps, occasionée par le faux mouvement de Bagration sur Vologin par Nicolaew, avait donné à Jérôme la faculté d'arriver sur les derrières de cette armée. Les Russes en conviennent. Mais il

hésita alléguant les mauvais temps; il est vrai que pendant 36 heures il avait tombé des torrens de pluie; mais les Russes n'en avaient pas été plus à l'abri que les Français. « Il est impossible, lui écrivit Napoléon, de manœuvrer avec plus de maladresse. Vous serez cause que Bagration aura le temps de se retirer; vous m'aurez fait perdre le fruit des combinaisons les plus habiles, et la plus belle occasion qui puisse se rencontrer dans cette guerre. »

Une troisième armée, celle de Schwarzenberg, était chargée de poursuivre Bagration. Napoléon l'avait appelé de la Gallicie pour entrer dans l'armée qu'il commandait en personne. L'Empereur d'Autriche, dit-on, le lui avait demandé à Dresde; mais Napoléon avait déjà bien d'autres raisons pour que la garde du grand-duché de Varsovie ne restât pas confiée aux Autrichiens. Sa méfiance n'était pas déplacée. Le colonel Boutourlin a révélé (tom. 1, p. 128) que la neutralité de la Gallicie avait été maintenue sur le principe que l'Autriche, quoique auxiliaire des Français, n'était pas en état de guerre avec la Russie. Napoléon laissa la garde du grand-duché au général Reynier dont le corps était composé de Polonais et de Saxons. Schwarzenberg avait passé le Bug le 1er juillet et se dirigeait sur Slonim.

Napoléon créa une commission prévôtale pour juger les crimes de pillage et maraudage, et trois colonnes mobiles pour en arrêter les auteurs. Il ordonna l'établissement à Wilna d'hôpitaux pour six mille malades, la construction d'une citadelle sur les rui-

nes du palais des Jagellons pour la sûreté de ce premier centre des opérations, et d'un camp retranché sur la rive droite de la Vilia, pour les milices de la province. Il nomma son aide-de-camp, le général hollandais Hogendop, gouverneur militaire de cette ville, et le remplaça à Kœnigsberg par le général Loison. Augereau reçut l'ordre d'amener sa réserve des bords du Rhin sur l'Elbe et l'Oder, et Victor celui d'échelonner son corps entre le Niémen et la Vistule.

Les reproches que Napoléon avait adressés au roi de Westphalie et ses prévisions ne se trouvèrent que trop fondés. Bagration arriva, le 5, à Korelitza et le 6 à Mir, laissant à trois journées en arrière Jérôme parti le 1er de Grodno. Le général russe prit la route de Minsk. Apprenant que Davoust l'y avait prévenu, il s'arrêta à Koïdanow; renonçant à l'espoir de rejoindre Barclay de Tolly au camp de Drissa, il chercha par un détour sur sa droite à gagner la seule route qui lui restait, celle de Bobruisk. Le 8 il atteignit Nesswig, où il fut forcé de séjourner pour donner quelque repos à ses troupes harassées par neuf jours de marche, et le temps à son artillerie et à ses bagages de le rejoindre. Sa position était toujours critique; mais Davoust, qui n'avait que la moitié de son corps d'armée, ne la connaissant pas avec précision, restait immobile à Minsk, et Jérôme était toujours en arrière. Cependant les Polonais qui formaient son avant-garde s'avancèrent sur Mir, où leur cavalerie eut les 9 et 10 deux engagemens avec Platow et Wazilzikoff. Elle combat-

tit avec bravoure et s'empara de la ville; mais elle y éprouva des pertes. Bagration se tira encore du nouvel embarras où il s'était trouvé, et prit, le 11, la route de Bobruisk pour gagner Mohilow; il n'était pourtant pas encore hors de danger. Davoust était toujours en mesure de lui fermer les défilés par où il devait passer. Mécontent de Jérôme, Napoléon ordonna à Davoust de prendre le commandement supérieur des troupes du roi et de se diriger par Ighumen et Berezino sur Mohilow, qu'il pouvait atteindre en huit marches, tandis qu'il en fallait dix ou douze aux Russes pour y arriver. Le roi Jérôme reçut l'ordre de les pousser plus vivement, et Schwarzenberg de venir sur leurs flancs.

L'assassinat commis le 11 mai, sur Spencer Perceval, premier ministre d'Angleterre, avait fait espérer une révolution ministérielle. Après quinze jours d'attente parut une nouvelle organisation du cabinet, où les noms de Liwerpool, Castelreagh, Bathurst, Harrowby, etc., annonçaient qu'il n'y aurait rien de changé dans le système jusqu'alors suivi. Pendant son séjour à Wilna, Napoléon reçut aussi la nouvelle d'un évènement qui aurait pu avoir une grande influence sur les affaires de l'Europe, si les hostilités avec la Russie n'eussent pas été commencées: c'était la déclaration de guerre des États-Unis à l'Angleterre. On était trop engagé pour pouvoir profiter de cette diversion tardive.

CHAPITRE LXXXI.

Députation de la diète pour le rétablissement de la Pologne. — Réponse évasive de Napoléon. — Il marche sur Witepsk. — Combat d'Ostrowno. — Entrée à Witepsk. — Combat de la Drissa. — Napoléon apprend la paix avec les Turcs. — Traité d'Oerebro entre l'Angleterre, la Suède et Russie. — Alexandre à Moscou. — Opinions pour s'arrêter à Witepsk. — Combats d'Inkowo, de Krasnoï, de Smolensk. — Opinions pour rester à Smolensk.

La députation de la diète de Varsovie fut admise, le 14 juillet, par Napoléon. Le discours du sénateur Wibicki se terminait par ces mots : « Sire, dites un mot, dites que la Pologne existe! Votre décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité. »

Napoléon répondit : « J'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire.

« Polonais, je penserais et j'agirais comme vous, j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie; l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

« Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier, bien des devoirs à remplir. Si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage

de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toutefois prolonger une guerre qui eût fait couler encore le sang de mes sujets.

« J'aime votre nation : depuis seize ans j'ai vu vos soldats à mes côtés, sur les champs d'Italie comme sur ceux d'Espagne.

« J'applaudis à tout ce que vous avez fait; j'autorise les efforts que vous voulez faire; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions je le ferai.

« Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits; mais dans ces contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'unanimité des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès.

« Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne; je dois ajouter ici que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses états, et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre ni aucun mouvement qui tendrait à le troubler dans la paisible possession de ce qui lui reste des provinces polonaises. Que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, Polotzk, Mohilow, la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie soient animés du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la providence couronnera, par le succès, la sainteté de votre cause;

elle récompensera ce dévoûment à votre patrie, qui vous a rendus si intéressans et vous a acquis tous les droits à mon estime et à ma protection, sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances. »

L'abbé de Pradt s'était constitué, à Varsovie, le rédacteur des discours d'apparat. Il avait rédigé celui d'ouverture de la diète; Napoléon lui fit écrire, avec raison, qu'il aurait préféré *un mauvais style, mais évidemment polonais;* il n'en composa pas moins celui de la députation; Napoléon en porta le même jugement. Le fit-il remplacer, ainsi que le dit le rédacteur, par un discours de fabrique *dure et grossière?* Cependant le langage des députés fut noble, franc et conforme en tout point au vœu des Polonais. La réponse entortillée, évasive de Napoléon, ajoute l'archevêque-ambassadeur, gâta tout et consterna les Polonais; ils étaient partis de feu, ils revinrent de glace. Ils durent, sans contredit, éprouver quelque mécompte. Cependant, quand les députés rapportèrent à Varsovie la réponse de l'Empereur, la confédération éclata en cris de *vive Napoléon-le-Grand!* Elle décréta qu'elle serait gravée sur marbre, en lettres d'or, et placée dans la salle de ses séances. Elle fit chanter un *Te Deum*. D'après le sixième bulletin, le peuple polonais s'émouvait de tous côtés, du moins dans les provinces occupées par les Français; prêtres, nobles, paysans, femmes, tous demandaient l'indépendance de la nation. Ce mouvement ne fut pas général ni de longue durée; il ne

remplit pas les conditions que Napoléon avait exprimées dans sa réponse aux députés de la confédération. Le gouvernement, séparé de celui de Varsovie, et dans le fait français, donné à la Lithuanie, les charges dont la guerre accabla le pays, la crainte chez les grands seigneurs de l'affranchissement de leurs serfs, et dans toutes les classes des vengeances de la Russie, telles sont les causes auxquelles on attribua la tiédeur et le refroidissement de l'enthousiasme. En effet, pour l'allumer partout et le soutenir, il aurait fallu que l'Empereur ne se fût pas borné à promettre de *récompenser le dévoûment par tout ce qui pourrait dépendre de lui dans les circonstances;* qu'il n'eût pas exigé une condition presque impossible, l'*unanimité des efforts.* Insurger la Pologne, après lui avoir déclaré solennellement qu'on avait garanti à l'Autriche la possession de la Gallicie, c'était commander à un corps mutilé de prendre une attitude pour laquelle il avait besoin de tous ses membres. L'Empereur se serait autrement prononcé s'il avait eu la ferme volonté de rétablir alors la nation polonaise. Il craignit de s'attirer la guerre avec l'Autriche, et, quand le moment serait venu de traiter avec la Russie, de se créer un obstacle de plus à la paix.

L'Empereur laissa à Wilna le ministre Maret avec de grands pouvoirs, et les agens diplomatiques qui avaient suivi le quartier général. Ce ministre était chargé de la direction des affaires de la Pologne et des provinces conquises; de correspondre avec tous

les généraux commandant sur les derrières de la Grande-Armée, et de pourvoir aux cas imprévus et urgens; de surveiller les approvisionnemens et tous les services; il était le centre des communications administratives, militaires et politiques avec Napoléon.

L'issue de manœuvres contre Bagration n'exigeant plus sa présence à Wilna, il se décida à prendre lui-même le commandement des masses qui se serraient vers la Dwina, et partit, le 16 à dix heures du soir. La prolongation de son séjour dans cette ville a été vivement critiquée, comme ayant peut-être décidé du sort de la campagne. Le camp, que la première armée russe avait pris à Drissa, était une preuve manifeste que ses généraux n'avaient pas compris leur position, et une preuve plus positive encore que le prétendu projet de Barclay pour attirer les Français en Russie était une fable. Il se doutait si peu du danger de sa manœuvre excentrique qu'à l'instant où il leur abandonna les routes centrales de Witepsk et de Borizow, il prescrivit à Bagration de rejoindre de Slonim à Drissa par un mouvement immense, qui n'aurait pu s'exécuter qu'au milieu des colonnes françaises, et qui par cette raison ne fut pas tenté. Napoléon aurait donc dû profiter de la faute capitale des Russes. S'il eût marché incontinent avec sa garde et Davoust sur Minsk, il eût sans doute enveloppé Bagration; s'il eût, au contraire, suivi Barclay avec la garde, Davoust et le prince Eugène, il fût arrivé, le 12 juillet, à Polotsk, il eût

rejeté Barclay sur Riga : la campagne était glorieusement terminée; mais le génie si vaste et toujours de plus en plus actif et audacieux n'était plus secondé comme autrefois par une vigoureuse constitution. On s'étonnait de ne plus le trouver insensible aux ardeurs d'une température brûlante; l'embonpoint dont son corps était surchargé était le signe précurseur d'un affaiblissement prématuré. La nature paralysa le génie, et l'homme manqua au héros.

Le fait de l'embonpoint est vrai; on oppose aux conséquences qu'on en tire les campagnes impériales de 1813, 1814, et le retour de l'île d'Elbe, dans lesquels peut-être l'homme ne manqua pas au héros. Si Napoléon s'arrêta dix-huit jours à Wilna, ce fut pour donner du repos aux chevaux, remplacer ceux qu'on avait perdus, réparer les voitures, presser l'arrivage des vivres, former des magasins, faire la chasse aux traîneurs, attendre le résultat des opérations dirigées contre les colonnes ennemies qui erraient à la droite et contre l'armée de Bagration, donner le temps au prince Eugène et aux Bavarois de rejoindre et de se mettre en ligne sur la Dwina. Au centre, il attendait l'évènement, prêt à se porter vers Davoust, Murat ou Macdonald. Il organisait la Lithuanie. Cependant, ce séjour de la part du vainqueur de Ratisbonne et d'Ulm a paru, à des militaires instruits, si extraordinaire, qu'on a cru ne pouvoir l'imputer qu'à une cause qui ne serait sans doute jamais connue.

On a laissé Bagration partant, le 11, de Nesswig

et prenant la route de Bobruisk; c'était son unique voie de retraite, il résolut de se l'ouvrir à tout prix. La cavalerie de Latour-Maubourg, formant l'avant-garde du roi Jérôme, n'atteignit l'arrière-garde des Russes que le 14 à Romanow, où elle eut un engagement sans résultat. En mettant le roi sous les ordres de Davoust, Napoléon avait sous-entendu que ce serait seulement dans le cas où les deux corps seraient réunis, et sur le champ de bataille. Mais, impatient d'exercer ce commandement, Davoust le fit connaître au roi sans que leur réunion fût opérée, et lorsqu'à peine ils communiquaient par quelques postes. L'orgueil de Jérôme en fut blessé, il abandonna le commandement des Westphaliens au général Thareau, enjoignit à Poniatowski de prendre les ordres de Davoust, et quitta l'armée le 16. Cette incartade, ainsi que Napoléon appela l'étrange conduite de son frère, jeta encore plus de mollesse et d'incertitude dans la poursuite de l'ennemi; il en profita. Le 18, Bagration bivouaqua, avec toute son armée, sous les remparts de Bobruisk, sans avoir rencontré aucun obstacle dans sa marche. Cette place lui fut très utile : sans elle, Davoust aurait pu se diriger sur ce point, et empêcher les Russes de passer la Bérézina, ou les combattre avec avantage au passage.

Le 18 au matin, Napoléon arriva à Gloubokoë; il y reçut la nouvelle qu'une avant-garde de Barclay avait, le 15, passé la Duna, surpris les postes du général Sébastiani et enlevé le général Saint-Geniez. Après ce coup de main, les Russes avaient repassé

la rivière; cependant on crut que c'était Barclay qui revenait sur ses pas avec son armée pour reprendre l'offensive. Les rapports de Wilna, de Varsovie, du général Reynier étaient remplis d'inquiétudes. A Wilna, c'était sur l'arrivage des subsistances et le peu d'activité du gouvernement; à Varsovie, sur les forces des Russes dans la Volhynie, évaluées à trente ou quarante mille hommes, menaçant la partie méridionale du grand-duché. Réduisant à leur véritable valeur les exagérations de ces rapports, Napoléon répondit, au sujet des subsistances : « Il est absurde de dire qu'on n'a pas de pain quand on a cinq cents quintaux de farine par jour; au lieu de se plaindre, il faut aller aux moulins et aux boulangeries; mais si l'on dort ou si l'on pleure, il n'arrive rien. J'allais moi-même tous les jours voir la manutention. Le général Jomini, qui n'a pas les mêmes occupations, peut bien faire comme je faisais. Quant au gouvernement lithuanien, il faut l'encourager et l'aider au lieu de le critiquer. » Napoléon ordonna au général Reynier, déjà en marche vers le Bug, de se tenir exactement informé des mouvemens de l'ennemi vers le grand-duché, de marcher dessus sans s'inquiéter du nombre, qu'une invasion dans la Volhynie, pour l'insurger, était le meilleur moyen de couvrir Varsovie; que si pourtant cette ville était réellement menacée, sur l'avis que ce général en donnerait à Victor, ce maréchal, qui serait le 1er août à Marienbourg avec trente mille hommes, viendrait à son secours.

L'attaque dirigée par Barclay contre Sébastiani avait eu pour but de masquer l'évacuation du camp retranché de Drissa; cette position était bonne tout au plus pour le cas où les Français auraient manœuvré sérieusement sur Pskow ou la Livonie. Mais en y restant, lorsque Napoléon portait la masse de ses forces sur sa droite, les Russes couraient le risque d'être tournés par leur gauche, coupés de toutes leurs communications avec l'intérieur de l'empire, et rejetés sur la mer. Le 14 juillet, ils abandonnèrent donc le camp pour remonter la rive droite de la Duna par Polotsk vers Witepsk. Outre l'avantage qu'avait cette direction de rapprocher l'armée de la ligne importante du centre par Smolensk à Moscou, elle convergeait encore avec celle que devait prendre Bagration, et facilitait sa jonction. On ne laissa, dans les environs de Drissa, que le corps de Wittgenstein, fort de vingt-cinq mille hommes, avec l'ordre de couvrir la route de Saint-Pétersbourg. On sentit alors la nécessité urgente d'augmenter la force des armées. Dès le 13 juillet, un édit impérial avait ordonné une levée de cinq hommes sur cinq cents dans la Russie blanche, la Podolie, la Volhynie, la Livonie et l'Esthonie. Le 18, Alexandre fit, de Polotsk, à la ville de Moscou, l'appel le plus pressant, ne doutant pas, qu'à l'exemple donné par cette ancienne résidence de ses ancêtres, *les enfans de la patrie ne refluassent vers elle de toutes les autres villes environnantes, comme le sang reflue toujours vers le cœur*. Il annonça qu'il ne tarderait pas à s'y

rendre de sa personne. Il fit en même temps un appel à tous ses sujets, en les invitant à une levée unanime et générale. Il fallait que l'ennemi trouvât dans chaque gentilhomme un ***Pojarskoï,*** dans chaque ecclésiastique un ***Palistyn,*** dans chaque bourgeois un ***Minin.*** « Peuple russe, portait enfin la proclamation, digne descendant des valeureux Slaves, plus d'une fois tu as brisé les dents des lions et des tigres qui s'élançaient sur toi. Unissez-vous tous avec la croix dans le cœur et le fer dans la main, et aucune force humaine ne prévaudra contre vous. »

Alexandre quitta son armée à Polotsk, et arriva le 23 à Moscou.

L'évacuation du camp de Drissa par les Russes fut une nouvelle contrariété pour Napoléon; ils étaient déjà à Polotsk lorsqu'il arriva à Gloubokoë. On a vu l'emploi qu'il fit des quatre jours qu'il y resta. Ce séjour donna aussi au roi de Naples, qui avait quitté Opsa, lorsqu'il eut appris le départ des Russes, le temps de rentrer dans le mouvement général de la Grande-Armée. Napoléon espérait encore tourner la gauche de Barclay et le prévenir à Witepsk. Le 23, après avoir marché toute la nuit et avoir pris quelques heures de repos à Ouchatz, l'Empereur entra à Kamen, et le 24 à Bechenkowiczi, où arrivaient tous les corps agissant sous ses ordres immédiats. Il fit jeter à la hâte un pont sur la Duna, et poussa lui-même une reconnaissance sur les traces de l'ennemi; mais Barclay avait déjà filé sur Witepsk, espérant toujours que Bagration pourrait l'y rejoindre.

Davoust s'était porté sur Mohilow avec environ vingt mille hommes, appelant à lui le corps de Poniatowski, et chargeant les Westphaliens de suivre en queue l'ennemi. Bagration marcha aussi sur cette ville dans l'espoir d'y prévenir les Français. Le 19, il partit de Bobrouisk, renforcé par six bataillons qu'il tira de cette place. Le 21, il trouva Davoust en possession de Mohilow. Voyant qu'il ne pouvait plus espérer de gagner Smolensk sans combattre, Bagration s'y décida. Davoust, s'attendant à être attaqué et n'ayant que deux divisions harassées par des marches longues et pénibles, occupait la position de Soultanowka, derrière le pont de la route où il s'était fortifié. Le 23, à la pointe du jour, les Russes attaquèrent avec vigueur; constamment repoussés, ils revinrent plusieurs fois à la charge. A quatre heures du soir, Bagration, jugeant que ses efforts seraient inutiles, ordonna la retraite, après avoir perdu plus de trois mille hommes et plusieurs centaines de prisonniers. Pendant le combat, Davoust s'était attendu à ce que le roi de Westphalie serait tombé sur les derrières de l'ennemi; mais, à la fin de la journée il apprit, par un officier d'état-major, le départ de Jérôme, et l'état d'incertitude où s'étaient trouvés les Westphaliens et les Polonais. Après avoir annoncé prématurément qu'il avait été investi du commandement supérieur, il fit la faute de ne pas s'en saisir à l'instant : l'Empereur lui reprocha cette hésitation.

Après avoir reconnu que les Russes avaient filé

sur Witepsk, Napoléon dut continuer à se porter sur cette ville par la rive gauche de la Duna, espérant toujours de les forcer à une bataille. Tandis que les corps qu'il avait sous la main marchaient dans ce dessein, lui à Bechenko-Wiezi s'occupait de ceux qui étaient en arrière. Il avait laissé sur la Basse-Duna les maréchaux Macdonald et Oudinot; Wittgenstein était resté entre eux pour couvrir la route de Saint-Pétersbourg. Le dessein de Napoléon était de le contraindre à quitter sa position, afin de débarrasser les deux rives de la Duna et de mettre les deux maréchaux en communication, et en état de combiner leurs manœuvres. Macdonald qui, le 19 juillet, après le combat d'Eckau, était arrivé devant Riga, fut chargé principalement de pousser le siège de cette place et de celle de Dunabourg. Oudinot qui était plus spécialement opposé à Wittgenstein, reçut l'ordre de se porter sur Sebège pour couper sa retraite sur Saint-Pétersbourg. « Marchez haut la main sur lui, lui écrivit l'Empereur, pressez-le vivement l'épée dans les reins, et balayez la rive droite que vous avez devant vous, je marche sur Witepsk : quand vous serez à Sebège, nous nous mettrons en communication par Nevel où j'enverrai du monde. »

Barclay, sentant que le projet de l'Empereur était de se jeter en masse entre le Dnieper et la Duna pour empêcher la réunion des deux armées russes, avait résolu de le prévenir en se portant directement par Babinowiczi à Orcha. Il avait ordonné à Bagration de percer sur cette ville en attaquant le

flanc droit des Français, où il ne les supposait pas en force, voyant la plus grande partie de leur armée se concentrer sur leur gauche. Il détacha le général Osterman sur Ostrowno, pour les contenir autant que possible et donner le temps au corps de Doctorof qui formait l'arrière-garde de rejoindre. Ostermann se trouva bientôt aux prises avec le roi de Naples ; le combat fut animé. Faute d'infanterie Murat ne put entamer les Russes que favorisait un pays boisé. Le prince Eugène accourut. La division Delzons, qui marchait en tête, arriva la première. Ostermann fit sa retraite, à une lieue au-delà d'Ostrowno, où Murat établit son quartier général. Le lendemain, réuni au prince Eugène, il marcha à l'ennemi. Mais dans la nuit Barclay avait envoyé le général Konowitsyn avec sa division et le premier corps de cavalerie, pour recueillir et remplacer Ostermann qui se replia et prit poste en arrière. Murat recommença son attaque. Le combat fut encore plus chaud que la veille ; les Russes tinrent ferme ; vers dix heures du matin quinze à vingt mille hommes se trouvèrent engagés. La gauche des Français voulut déborder l'ennemi, elle fut assaillie par sa réserve et ramenée. La gauche, sous le général Roussel, fut plus heureuse ; tous les chefs payèrent de leur personne. Konowitsyn se mit en retraite sur Komarki, où il trouva le général Touczof que Barclay avait envoyé à son secours ; il prit le commandement et parut disposé à tenir. Le roi de Naples et le prince Eugène hésitaient ; Napoléon se porta à la tête de la colonne,

observa la position des Russes et lança sur eux le quatrième corps à travers les bois. Ils avaient déjà disposé leur retraite et la continuèrent jusqu'à Dobreika. Napoléon prit son quartier général à Koukowiczi. Les Russes avouent une perte, dans ces deux journées, de deux mille cinq cents hommes parmi lesquels le général Akoulof tué, et de six canons. Il est vrai qu'ils portent celle des Français à plus de trois mille. Le général Roussel, qui avait si bravement combattu, visitant les avant-postes à dix heures du soir, fut tué d'un coup de feu tiré, suivant le dixième bulletin, par un éclaireur français qui le prit pour ennemi.

Barclay réunit son armée près de Witepsk derrière la Soucketza. Après les combats des 25 et 26, il jugea qu'il ne pouvait plus effectuer sa marche sur Orcha, sans risquer d'être fortement inquiété sur son flanc droit. S'il reculait davantage vers Poreizié ou Sourage, il renonçait entièrement à sa réunion avec Bagration, qu'il supposait en marche sur Orcha. Dans cette extrémité il se décida à livrer bataille. Il n'avait que quatre-vingt-deux mille combattans ; Napoléon pouvait lui en opposer cent vingt mille. Ayant appris que Bagration, n'ayant pu percer sur Mohilow, s'était rabattu sur Smolensk, Barclay résolut de quitter sa position et de se replier sur cette ville. Napoléon employa la journée du 27 à reconnaître le terrain, à rassembler et à placer ses troupes pour livrer bataille le lendemain. Mais pendant la nuit, Barclay ávait mis son armée en marche. Le 28 au point du jour, tout avait disparu. Les Français en-

trèrent en silence à Witepsk que ses habitans avaient déserté, incertains de la direction qu'avait prise l'armée russe. On ne tarda pas à apprendre qu'elle marchait sur Smolensk. Les deux armées russes s'y réunirent le 3 août.

N'ayant plus l'espoir de les battre isolément, Napoléon se prépara à poursuivre les opérations contre elles; ses troupes avaient beaucoup souffert par les mauvais temps et la mauvaise nourriture dans leur marche, depuis le Niémen. Il y avait un grand nombre de malades; la chaleur était excessive, il était indispensable d'accorder du repos à l'armée; elle s'arrêta donc à Witepsk et, renforcée par les corps de Davoust, de Poniatowsky et de Westphalie, elle prit des cantonnemens dont la gauche s'appuyait à Sourage, sur la Dwina; la droite s'étendait à Mohilow sur le Borysthène, ayant son avant-garde à Doubrowna.

Napoléon porta alors son attention sur les ailes de l'armée russe, dont ses succès au centre n'avaient point entraîné la retraite. A la gauche Tormazoff, que la marche du roi de Westphalie et l'appel de Schwarzenberg auprès de l'Empereur avaient laissé sans ennemis, avait reçu l'ordre de prendre l'offensive sur les derrières de Jérôme. A la tête de trente-cinq mille hommes, il tomba à l'improviste sur les Saxons qui s'étaient aventurés sans être en force, et enleva, le 23 juillet, à Kobrin, la brigade Klingel qui formait la tête de leurs cantonnemens. N'ayant plus que treize mille hommes, Reynier se replia sur Slonim et demanda des secours.

On avait eu une bien fausse idée des forces de Tormazoff. Cinq jours avant la fâcheuse expérience qu'on venait d'en faire, Napoléon, donnant à Reynier carte blanche pour entrer en Volhynie et l'insurger, lui écrivait que le corps russe ne pouvait lui imposer en rien, que ce n'était qu'un ramassis de troisièmes bataillons, de recrues sans aucune consistance; que les renforts annoncés étaient des chimères; que jamais l'ennemi ne serait assez insensé pour détacher quinze ou vingt mille hommes de bonnes troupes sur Varsovie, lorsque Saint-Pétersbourg et Moscou étaient menacés; que le grand-seigneur avait refusé de ratifier la paix, et que les Russes étaient obligés d'envoyer de nouvelles forces en Moldavie et en Valachie [1]; on fut détrompé par l'échec qu'avait éprouvé Reynier; on reconnut la nécessité de le renforcer. Napoléon fut obligé de rendre les Autrichiens à leur première destination. « Ralliez toutes vos forces, écrivit-il, le 2 août, à Schwarzenberg; vous avez plus de quarante mille hommes; marchez sur Tormazoff, livrez-lui bataille, battez-le et suivez-le sans relâche, jusqu'à ce que vous en soyez venu à bout.»

A la droite des Russes, Wittgenstein se trouvait toujours placé entre Macdonald et Oudinot. Le dernier de ces maréchaux avait reçu l'ordre de marcher haut la main sur les Russes et de se porter à Sebège. Inquiété par Macdonald, Wittgenstein jugea devoir marcher au devant du deuxième corps. La rencontre

[1] Lettre du 22 juillet.

eut lieu le 30 juillet à Kliastitsy; on combattit toute la journée, et le 31 au matin, Oudinot fut ramené sur la Drissa. Le 1er août, le général Koulneff, à la tête de dix mille hommes, passa la rivière, persuadé qu'il aurait bon marché d'un ennemi en retraite. Oudinot les foudroya, les mit en désordre, lança sur eux les divisions Legrand et Verdier et les rejeta avec de grandes pertes au-delà de la Drissa. Oudinot tomba à l'instant dans la même faute; il lança la seule division Verdier, à la poursuite de l'ennemi. Ce général donna tête baissée sur toute l'armée russe qui le ramena à son tour avec une perte notable. Oudinot rentra le 2 à Polotsk; pour le mettre en état de tenir la campagne, l'Empereur lui envoya les Bavarois commandés par Saint-Cyr. Les Russes évacuèrent Dunabourg; Macdonald y entra sans coup férir, et s'occupa à en détruire les ouvrages. Le général prussien Grawert, qui était devant Riga, somma cette place. Le général russe, Essen, répondit comme s'il n'avait rien à craindre de sérieux de la part d'un ennemi qui ne pouvait être un allié sincère des Français, et il ne se trompait pas.

A Witepsk, Napoléon partageait son temps entre les soins qu'il donnait à son armée, les ordres qu'exigeaient les opérations et l'expédition des affaires intérieures de l'Empire. Il y apprit deux évènemens funestes et plus utiles à la Russie que le gain de batailles; le premier, que le traité de paix avec la Russie avait été ratifié par le sultan, le 14 juillet. « Ils paieront cette faute bien cher, dit Na-

poléon; elle est si grossière que je ne devais pas la prévoir. » Le second qu'un traité avait été signé le 24 mars, entre la Russie et la Suède; il en soupçonnait d'autant moins l'existence que, le 29 mai, Bernadotte avait encore envoyé Signeul à Dresde, porter ses propositions d'arrangemens. D'autres traités d'alliance étaient conclus à Œrebro, le 18 juillet, par l'Angleterre, avec la Suède et la Russie. L'Angleterre payait en 1812 à la Suède, un subside d'un million de livres sterling; à la Russie un subside de 700,000 livres, et lui fournissait des armes et des approvisionnemens. Sous prétexte que l'invasion des Français menaçait la flotte russe, composée de dix-huit vaisseaux de ligne et de douze frégates, si on la laissait prendre dans les glaces, ou plutôt en garantie des engagemens de la Russie, il fut stipulé que cette flotte serait envoyée dans les ports de la Grande-Bretagne pour être réunie à l'escadre de l'amiral Siniavin, consignée aux escadres anglaises jusqu'à la paix, par la capitulation du mois d'août 1808.

Les gazettes et d'autres documens imprimés apprirent l'effet produit à Moscou par la présence de l'Empereur Alexandre. Le 27 juillet, les nobles et les marchands avaient été rassemblés au palais impérial. Le gouverneur Rostopchin leur avait fait voter des levées d'hommes et d'argent. Alexandre était venu à l'assemblée, pour lui exprimer sa reconnaissance. Il avait par ses paroles et la franchise de cette communication électrisé tous les cœurs,

exalté l'enthousiasme. Après avoir par un édit régularisé les sacrifices qu'il exigeait ou qui lui étaient offerts, il était parti pour Saint-Pétersbourg, où il avait ordonné un nouveau recrutement.

L'influence de la paix avec les Turcs et des traités entre l'Angleterre, la Russie et la Suède se faisait déjà sentir. Les Russes de l'armée de Moldavie pouvaient venir renforcer celle de Tormasoff en Volhynie. Il y avait lieu de croire que le corps d'armée d'observation de Finlande se joindrait tôt ou tard à l'armée de Wittgenstein. Dans la marche, dans les opérations, dans les actes de l'ennemi on remarquait de la confiance, de la hardiesse, un ton décidé qu'il n'avait pas eus depuis l'ouverture de la campagne.

Cet état de choses était propre à inspirer de sérieuses réflexions. Les inquiétudes, le découragement et les murmures qui s'étaient déjà manifestés autour de Napoléon à Vilna, se renouvelèrent à Witepsk. Ils avaient des prétextes ou des motifs de plus dans les évènemens qu'on avait appris ; cet esprit gagna jusqu'à des chefs éloignés. Augereau écrivait de Berlin : que les Anglais et les Suédois menaçaient les bouches de l'Elbe et celles de l'Oder avec soixante mille hommes. Napoléon traita ces bruits d'absurdités. Des ordres furent cependant expédiés dans toute l'Allemagne, pour que sur tous les points des troupes fussent tenues à la disposition du maréchal.

Le but du séjour de l'armée à Witepsk était rempli : elle s'était réunie et reposée, les circonstances

exigeaient que Napoléon prît un parti. Bornera-t-il ici la campagne, ou la continuera-t-il?

Si l'on en croit quelques écrivains, il manifesta son intention de s'arrêter. En entrant à Witepsk, son premier mot fut que la campagne de 1812 était finie, que celle de 1813 ferait le reste; la guerre de Russie était une guerre de trois ans. D'un autre côté, on lui prête ce propos contradictoire : « Croyez-vous donc que je sois venu de si loin pour conquérir cette masure[1]? » Lorsque des discours ne sont pas conformes au caractère connu d'un personnage, à sa position, et qu'ils n'ont pas été entendus par celui qui les rapporte, il est permis d'en douter. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Empereur, contre son habitude, tint conseil; les uns voulaient, en effet, s'arrêter sur la Dwina et le Borysthène, les autres pensaient qu'il était plus sage de continuer les opérations; ce fut l'avis de Napoléon : il le motiva. Une campagne active, disait-il, pouvait avoir des chances défavorables, mais la guerre qui tirerait en longueur en aurait de plus fâcheuses. Si l'on attendait une réunion complète de circonstances favorables, on n'entreprendrait jamais rien. La fortune jouait un rôle dans toutes les entreprises; on ne pouvait pas, au mois de juillet, prendre des quartiers d'hiver. La guerre d'invasion plaisait aux soldats, une défensive stationnaire et prolongée n'était pas dans le génie français. S'arrêter derrière des rivières, y rester can-

[1] Ségur, t. 1, p. 212.

tonnés dans des huttes, manœuvrer tous les jours pour être à la même place après des mois d'ennuis et de privations, ce n'était pas ainsi qu'on avait l'habitude de faire la guerre. Les lignes de défense que présentaient la Duna et le Borysthène étaient illusoires, les gelées les feraient disparaître. Il ne fallait pas laisser aux alliés le temps de réfléchir à la bizarrerie de leur position. Pourquoi s'arrêter pendant huit mois, lorsque, dans un mois, on pouvait être à Moscou? La Russie était trop grande pour céder sans combattre; Alexandre ne pouvait traiter qu'après une grande bataille : la paix était à Moscou. Dans tous les cas, il fallait marcher sur Smolensk où l'ennemi avait réuni ses forces; on verrait ensuite à prendre un parti.

Du reste, les Russes reprirent l'offensive, dès-lors plus d'incertitude. Il fut résolu, dans un conseil de guerre, de profiter de la dissémination des corps français pour attaquer le centre de leurs cantonnemens, et de se porter en masse sur Roudnia. Si on l'enfonçait, ce dont on ne doutait pas, on opérerait ensuite, à volonté, contre l'une ou l'autre de leurs ailes.

Au lieu d'opérer rapidement, les Russes perdirent leur temps en marches et contre-marches. Le 10 août, Platof, qui continuait à s'avancer vers Roudnia avec dix mille hommes, surprit, près de Molewo-Boloto, l'avant-garde de la cavalerie, commandée par Sébastiani : un combat sérieux de cavalerie s'engagea. Ce général se tira avec peu de perte de ce danger par sa contenance ferme et une retraite bien ordonnée.

Croyant l'occasion favorable pour porter aux Russes un coup décisif, l'Empereur serra toute son armée sur sa droite. Le 14 août, il lui fit passer le Borysthène; son intention était de se porter vivement sur Smolensk, de prendre à revers ou en queue les Russes : c'était la plus belle manœuvre, au dire des Russes eux-mêmes, que Napoléon eût peut-être faite dans toute la campagne. Barclay manœuvrait avec une hésitation qui plaçait son armée dans la position la plus périlleuse. L'avant-garde française rencontra, à Krasnoï, un corps russe de huit à neuf mille hommes, commandé par le général Newerofskoï, que Bagration y avait laissé en observation; Ney l'attaqua. La situation de Newerofskoï était extrêmement critique, mais il fit bonne contenance, et, quoique enveloppé de toutes parts, il se retira sur Smolensk, avec perte de son artillerie et de quinze cents hommes.

Le 16 au matin, Ney, à la tête de l'avant-garde, arriva devant la place; elle était défendue par vingt mille hommes; elle n'était pas assez fortifiée pour soutenir un siège régulier, mais elle était en état de résister à un coup de main. Après avoir reconnu le côté faible, Napoléon ordonna l'assaut. Les colonnes de Ney s'élancèrent; deux fois elles pénétrèrent jusque sur le talus de la contrescarpe de la citadelle, elles furent toujours repoussées. La résistance de la garnison donna le temps aux deux armées russes d'accourir à son secours vers midi; les corps français arrivèrent aussi successivement. Alors se trou-

vèrent en présence cent trente mille Russes et cent quarante-cinq mille Français, sans compter les corps du prince Eugène et de Junot, forts de quarante mille hommes, restés en arrière.

Napoléon se proposa de tourner Smolensk, de jeter un pont au-dessus, et de couper l'ennemi de la route de Moscou. Junot, avec les Westphaliens, devait prendre cette direction, mais il fit fausse route et n'arriva pas. En attendant, le combat s'était engagé sous la place; l'Empereur renonça à son projet.

Le 17, les Russes se déployèrent sur la rive droite du Borysthène et relevèrent, par un corps frais, les troupes qui avaient défendu Smolensk. L'Empereur ayant en vain espéré qu'ils engageraient la bataille, ordonna l'attaque. A deux heures après midi l'armée s'ébranla, Ney à la gauche, Poniatowski à la droite, Davoust au centre. La défense fut aussi vigoureuse que l'attaque; l'ennemi fut rejeté dans la place, mais on ne put l'emporter. La nuit seule mit fin au combat le plus acharné, qu'on peut appeler une bataille vu le grand nombre d'hommes qui y furent engagés et qui y périrent. Le colonel russe Boutourlin porte cette boucherie, de chaque côté, à vingt mille hommes hors de combat.

Les Français avaient conservé les glacis de la place, leurs batteries enfilaient tous les chemins couverts, le mineur s'attachait aux remparts, tout se prépara pour donner l'assaut le lendemain. Cependant le feu allumé par des obus dans la ville, partie construite

en bois, la perte considérable essuyée par les Russes, la crainte toujours plus fondée de perdre leur communication avec Moscou, les décidèrent à évacuer Smolensk dans la nuit. Le général Korff, avec une forte division, y resta jusqu'à ce que les autres divisions eussent repassé le Borysthène, et se retira ensuite après avoir détruit les ponts, dans le faubourg de Saint-Pétersbourg. Au point du jour, les Français entrèrent dans la ville; déserte, tout en feu, remplie de cadavres, elle offrait l'aspect le plus hideux. La propagation de l'incendie, allumé par les obus des Français, a été imputée au général Korff, même à des habitans. La moitié de la ville fut consumée, et elle l'aurait été tout entière, sans l'activité des sapeurs. On porta d'abord des soins aux blessés; six cents hommes employés à enterrer les cadavres étaient encore loin, le 21, d'avoir terminé cette opération, il fallut leur adjoindre deux cents prisonniers russes.

A Smolensk recommencèrent les mêmes murmures qu'à Witepsk et à Wilna. Sébastiani, Murat, qui avait montré tant d'ardeur, Rapp, arrivant de Dantzig, et Lauriston, venant de Saint-Pétersbourg, augmentèrent le nombre des mécontens. Suivant eux, il fallait s'arrêter à Smolensk; l'Empereur l'avait promis, ou fait espérer. Depuis les considérations qu'on avait mises en avant en faveur de ce parti, la perte faite par l'armée leur donnait un nouveau poids. Avec eux, Napoléon dissimulait, et paraissait décidé à prendre des quartiers d'hiver; aux géné-

raux commandant les divisions, il confiait son intention de pousser en avant. On ne doute pas que derrière lui, quelques hommes comblés de faveurs ne murmurassent : « Que nous importe qu'il nous ait enrichis, si nous ne pouvons pas jouir; qu'il nous ait mariés, s'il nous rend veufs par une absence continuelle; qu'il nous ait donné des palais, s'il nous force de coucher au loin sur la terre nue, au milieu des frimas.... » Mais c'était un petit nombre. Malgré ses fatigues et ses privations, la masse de l'armée n'était point atteinte de ce découragement. Il était donc tout simple que, sans se laisser imposer par les frondeurs, Napoléon eut quelques ménagemens pour eux. D'ailleurs, plus d'une fois, réfléchissant sur sa situation, mesurant le chemin qu'il avait parcouru et celui qui lui restait à faire, il dut lui-même éprouver quelque inquiétude, et exprimer de l'hésitation. De là des accusations de contradictions et de duplicité. A sa place, après avoir franchi le Niémen, lequel de ses désapprobateurs, au lieu de marcher sur Moscou, se fût décidé à le repasser, ou à prendre des quartiers-d'hiver au milieu de la Russie?

CHAPITRE LXXXII.

Combat de Wolontina, de Gorodeczna, de Polotsk. — Napoléon marche sur Moscou. — Bataille de la Moskowa. — Combat de Krinskroié. — Entrée à Moscou. — Ouvertures de paix. — Séjour à Moscou.

Décidé à passer le Borysthène pour poursuivre les Russes, l'Empereur fit réparer les ponts; les travaux furent contrariés par la présence du général Korf dans le faubourg. En attendant, Napoléon chercha un gué en amont, et donna l'ordre à Junot de passer à l'extrême droite à Proudichewo. Avant l'attaque de Smolensk, Bagration avec la deuxième armée russe avait été détaché, sur la route de Moscou. Barclay venait de prendre celle de Saint-Pétersbourg. cette divergence laissa du doute sur ses projets ultérieurs. Le 19 au matin, Ney et Murat passèrent la rivière pour tomber sur son arrière-garde, tandis que Junot manœuvrerait sur la gauche de l'ennemi. Les divisions Gudin et Compans, du corps de Davoust, prirent position derrière celui de Ney; la garde resta à Smolensk. Le prince Eugène allait s'y

rendre. Les Polonais devaient continuer leur marche sur la rive gauche du Borysthène. On apprit par les coureurs qui se répandaient entre les routes de Saint-Pétersbourg et de Moscou, que les chemins de traverse étaient couverts de détachemens qui se rendaient de la première à la seconde. C'était la première armée que Barclay avait mise en mouvement pour rejoindre celle de Bagration. Elle marchait en deux colonnes commandées par les généraux Doctorof et Toucskof; le point de réunion était au passage du Borysthène à Solowicwo. Ney eut à Gorbounowo un engagement sérieux, avec la division du prince Eugène de Wurtemberg chargée de flanquer la marche de la colonne russe la plus rapprochée, et de donner le temps à l'arrière-garde de Korf de rejoindre. Cette division fut dégagée par les renforts qu'elle reçut.

Touczkof avait atteint les hauteurs de Wolontina, et s'y était réuni aux Cosaques de Karpof, formant l'arrière-garde de Bagration. Ney, que cette action avait entraîné trop à gauche, reçut l'ordre de se rabattre sur la droite, arriva en présence de Tonczkof, vers dix heures, l'attaqua, et, après trois heures d'un combat acharné, le repoussa derrière le ruisseau de Strachan, où il fut renforcé par des corps qui rétrogradèrent pour le soutenir. Cette position couvrait le ralliement des colonnes russes; de sa conservation dépendait le sort de leur armée : Barclay s'y porta. Le combat recommença des deux côtés, avec courage et acharnement. Murat se présenta

avec sa cavalerie, culbuta les Cosaques de Karpof, mais gêné par des marais et des bois, il fut arrêté par des charges de flanc du général Orlof-Denizof. Dans ce moment devait avoir lieu la coopération de Junot, elle eût été décisive. Après avoir passé le Borysthène à Pronditchewo, il était resté immobile; il n'avait qu'un pas à faire pour se trouver derrière les Russes; malgré les instances de Ney et de Murat, il ne voulut jamais déboucher sur la route. Décidément, il avait perdu toute énergie. Il fallut envoyer d'autres troupes au secours de Ney, la division Gudin, du corps de Davoust, ensuite la division Razout, du 3e corps, et, en réserve, les divisions Ledru et Marchand. A l'arrivée de la division Gudin, Ney renouvela son attaque; Gudin eut la cuisse emportée par un boulet de canon, et fut remplacé par Gérard. L'ennemi fut culbuté, son centre enfoncé; il allait perdre la bataille, lorsque le général Konotwnitzin arriva, avec une division d'infanterie, plusieurs bataillons de grenadiers, trois mille chevaux, et rétablit le combat. Vers sept heures, Baggawouth et Korf rejoignirent l'armée russe et entrèrent en ligne. Ignorant cette circonstance, Ney revint à la charge. De huit à neuf heures, la division Gudin passa le Stragan, s'élança avec fureur sur la droite des Russes, et parvint à demi-portée de mitraille de leur batterie. Mais malgré les plus glorieux efforts, elle fut ramenée par des forces supérieures. Dans cette dernière mêlée, le général-major Touczkof fut fait prisonnier par Étienne, lieutenant de voltigeurs,

du 12e. La nuit sépara les combattans : les deux partis s'attribuèrent l'honneur de la victoire dans cette sanglante échauffourée. Mais la perte des Russes fut au moins compensée par l'avantage d'avoir réuni sur la route de Moscou leurs deux armées, et de se retirer d'une position qui aurait dû leur être funeste, si elle avait été mieux prévue et jugée, si Junot avait fait son devoir, et si l'Empereur eût été sur les lieux et eût commandé en personne. Il crut si peu à une affaire aussi sérieuse qu'il était rentré à cinq heures du soir dans Smolensk, après avoir pourvu aux principaux incidens, et envoyé son aide-de-camp Gourgaud, pour faire coïncider les mouvemens de Ney, Murat et Junot. L'absence de Napoléon fut un malheur, sinon une faute.

En apprenant, à minuit, l'issue de cette bataille, son premier mouvement fut d'ôter à Junot le commandement de son corps, et de le donner à Rapp. Il monta à cheval. A trois heures du matin il était arrivé sur le terrain, l'ennemi était en pleine retraite; Murat, avec la cavalerie, se mit à sa poursuite, soutenu par le corps de Davoust qui remplaça celui de Ney. L'Empereur s'entoura successivement de chaque régiment de ce corps et de la division Gudin; il interpella à haute voix les officiers, les sous-officiers et les soldats de lui nommer les plus braves, et sur leur désignation, il décerna des grades et des décorations. Le 127e régiment n'avait pas encore conquis son drapeau, Napoléon lui remit une aigle. Gudin, transporté à Smolensk, mourut de sa

blessure, et fut enterré à la citadelle. Pour caractériser ce général, il suffit de dire que sa mort frappa de consternation l'armée et son chef.

Une des plus belles occasions de la campagne encore perdue, les désastres et les calamités qui environnaient l'armée, la pénurie des subsistances et des approvisionnemens, l'insuffisance des hôpitaux pour le grand nombre de blessés et de malades, l'incendie et le ravage propagés par les Russes, la désertion des habitans, l'exaspération des peuples, tant d'obstacles et de difficultés jetèrent Napoléon dans de nouvelles perplexités. Ses plus grands admirateurs le représentent, de retour à Smolensk, assiégé d'une foule de pensées, abandonné à une rêverie profonde, ne pouvant se défendre d'un moment de dégoût, se sentant découragé, hésitant à aller plus loin, parlànt du projet de s'arrêter. Il donna des ordres pour former des établissemens administratifs, pour explorer les rives fertiles de la Kmora. Il projeta d'amasser des approvisionnemens suffisans pour l'époque de la rentrée de ses troupes. On était alors dans l'incertitude sur les opérations des deux ailes de l'armée. Leur situation mieux connue déterminera les résolutions.

A la droite, Shwarzenberg avait couru au secours de Reynier, après l'échec qu'il avait essuyé à Kobrin, rallié ce général, et marché sur Tormazof pour le rejeter en Volhynie, et dégager les communications avec le duché de Varsovie.

La rencontre eut lieu le 12 août à Gorodeczna.

Tormazof n'avait pas vingt-cinq mille hommes en ligne; Schwarzenberg en avait quarante mille. Il ne sut ou ne voulut pas profiter de sa supériorité et de la mauvaise position de l'ennemi. Il manœuvra pour déborder la gauche des Russes avec les Saxons, mais il ne les soutint pas assez vigoureusement. A midi, Tormazof, voyant le danger qui menaçait sa gauche, ordonna à Kamenskoï un changement de front en arrière. Reynier se prolongeait toujours sur sa droite. Tormazof y dirigea toutes ses forces. Par ce revirement fait à propos dans son ordre de bataille, il tint tête jusqu'à la nuit à Reynier qui ne se trouva plus assez fort. Les alliés avouèrent dans leurs rapports une perte de deux mille hommes, et les Russes une de trois à quatre mille. Tormazof profita de la nuit pour faire sa retraite.

A la gauche, après la bataille de Kliatitsy, Wittgenstein manœuvra pour se replacer dans une position centrale entre Oudinot et Macdonald. Assuré de son côté d'être renforcé par les Bavarois, Oudinot se détermina à reprendre l'offensive, sortit de Polotsk et poussa une avant-garde à Swolna; Wittgenstein l'attaqua le 12 avril et la délogea. Le maréchal, sentant qu'il aurait fait plus sagement d'attendre Saint-Cyr, rétrograda sur Polotsk, et fut suivi par les Russes. Rejoint par les Bavarois, il rangea son armée dans la plaine en avant de la ville. Ignorant probablement la présence de Saint-Cyr, Wittgenstein attaqua le 17; on se battit jusqu'à la nuit

sans autre résultat qu'une perte réciproque d'environ deux mille hommes. Oudinot fut blessé. Saint-Cyr prit le commandement.

Le général russe ayant reconnu qu'il avait affaire à des forces supérieures, renonça à l'offensive; craignant d'un autre côté, en hâtant sa retraite, qu'elles ne tombassent sur lui, il resta dans sa position, le 18, fit bonne contenance et même des démonstrations d'attaque sur ses deux flancs. Saint-Cyr ne prit pas le change, et attendit de pied ferme. A midi voyant que les Russes ne prenaient pas l'offensive, il résolut de les attaquer, et pour leur en imposer, il fit des dispositions de retraite. Ils donnèrent dans le piège, et se préparèrent à déboucher en masse par la rive droite de la Polota. A cinq heures, Saint-Cyr attaqua leur gauche et leur centre, refoula tout ce qui résistait, et pénétra jusqu'à Presmenitza. Les réserves et la cavalerie russe arrêtèrent ses colonnes, et les repoussèrent à leur tour. Le combat se termina dans la position occupée le matin par l'ennemi, qui profita de la nuit pour se replier sur Gamsélowo. Les Russes perdirent plus de deux mille hommes et dix canons; la perte des Français, en hommes, fut à-peu-près égale. Les généraux bavarois Deroy et Siebein, et le général Verdier furent blessés; les deux premiers moururent de leurs blessures. Maison remplaça Verdier. Vu la supériorité des Français, on ne peut mettre la bataille de Polotsk au nombre de leurs victoires; cependant elle rassurait sur la gauche de l'armée. Aussi

valut-elle à Saint-Cyr le bâton de maréchal : il l'avait gagné par de longs et brillans services. L'Empereur donna une dotation à la famille du brave général Deroy.

Il ne se passait rien de remarquable du côté de Macdonald. Depuis la destruction des ouvrages de Dunabourg, la brigade Ricard avait quitté cette ville; le maréchal avait rapproché son aile droite de Jakobstadt; le corps prussien occupait Mittau et observait toujours Riga.

Tranquille sur ses ailes, et informé que les Russes hâtaient leur retraite sur Moscou, Napoléon fit marcher son armée dans cette direction. On espérait les entamer sérieusement dans cette retraite. Barklay prit position sur la rive droite de la Lougea; on ne douta pas qu'il ne voulût accepter la bataille. Dans la nuit du 24, l'Empereur partit avec sa garde, espérant rejoindre l'ennemi, arriva, le 25, sur le terrain; les Russes n'y étaient plus. Murat, dans son impatience, avait lancé sa cavalerie contre leur gauche; Davoust, plus prudent, ne voulut pas engager une affaire générale; ils ne furent pas d'accord; l'attaque n'eut pas lieu. Les Russes, craignant d'être coupés, abandonnèrent leur position dans la nuit du 23 au 24. On les suivit; ils évacuèrent Dorogobuje, et atteignirent Wiazma. Lorsque Napoléon entra dans Dorogobuje, la ville était en flammes et abandonnée par ses habitans, il prit son logement dans un petit bâtiment dépendant d'un reste de château-fort. Là, décidé à marcher sur Moscou, dont on n'était

plus éloigné que de huit marches, avant de pénétrer plus avant, il dicta et expédia ses instructions à tout ce qui était derrière lui, au ministre Maret, aux maréchaux Victor, Macdonald, Saint-Cyr, au prince Schwarzenberg. Prévoyant le cas où Wittgenstein et Tormazof viendraient à intercepter momentanément les communications, il leur écrivit de se tenir pour avertis, d'étudier la position générale et de le seconder. Smolensk, où il plaçait un chef qui pût au besoin prendre le commandement, et agir selon les circonstances, était une position fortifiée, sur laquelle une réserve s'appuierait avec solidité, et serait le centre des communications. Il recommandait à Schwarzenberg de pousser plus vivement Tormazof; à Saint-Cyr, de contenir Wittgenstein; à Macdonald, de se porter tout entier sur Riga et d'investir la place. C'était Victor, avec le 9e corps, qui occuperait Smolensk pour faciliter et assurer les communications, et maîtriser les évènemens qui surviendraient en arrière. Il aurait le commandement supérieur en Lithuanie, et de toutes les troupes laissées en échelon sur la route de l'armée; il dirigerait ses forces suivant le besoin du moment, et toujours vers le but général; il partagerait sa surveillance journalière entre la route de Wilna à Smolensk, et celle de Smolensk à Moscou; il formerait la réserve de l'armée; si la route de Smolensk était interceptée, il s'avancerait avec toutes ses forces pour la rouvrir. L'Empereur pouvait ne pas trouver la paix où il allait la chercher; mais appuyé sur une

réserve aussi forte et aussi bien placée, sa retraite se ferait avec sécurité et sans précipitation. Augereau, qui avait cinquante mille hommes sur l'Oder, porterait des divisions à Kœnigsberg, à Varsovie, à Kowno, pour garder les ponts. Les premiers bataillons des cohortes qui avaient été instruits dans les places du Rhin se rendraient sur l'Elbe; la conscription de 1813 serait levée. On ne rapporte que la substance des instructions et des ordres de l'Empereur. Sa prévoyance entra dans tous les détails propres à en assurer l'intelligence et l'exécution.

Le 28, l'ennemi envoya demander des nouvelles de l'officier Orloff, qui était venu en parlementaire à Smolensk. On l'avait retenu pour qu'il ne fût pas témoin des mouvemens de l'armée, et, depuis, réexpédié. Dans la réponse qu'il dicta à Berthier, l'Empereur expliqua les causes de ce retard, et saisissant cette occasion de montrer des dispositions pacifiques, il écrivit, de sa propre main sur la minute de la lettre, la nouvelle proposition d'un cartel d'échange, et d'un mode de communication des deux armées; il exprima le desir que l'empereur de Russie, pour diminuer les maux de la guerre, laissât des gouverneurs civils. Enfin il ajouta : « L'Empereur à qui j'ai communiqué cette lettre, me charge de vous prier de faire ses complimens à l'empereur Alexandre, s'il est à l'armée, ou au premier rapport que vous lui ferez. Dites-lui que, ni les vicissitudes de la guerre, ni aucune circonstance, ne peuvent altérer l'estime et l'amitié qu'il lui porte. »

Cette courtoisie n'était plus de saison : la guerre était devenue nationale ; la population entière désertait ses foyers et tombait sur les fourrageurs.

Le 1er septembre, l'armée traversa Gjatsk, et prit position en avant de cette ville ; Napoléon y établit son quartier général. Il y apprit que l'armée russe avait un nouveau chef, le vainqueur des Turcs, le général Kutusof, et qu'il s'apprêtait à livrer bataille. L'Empereur resta trois jours à Gjatsk, pour réunir tout ce qu'une longue route avait dispersé, connaître avec précision ses moyens d'attaque, les compléter, reposer l'armée, et y rétablir l'ordre et la discipline. Il dicta une foule d'ordres et d'instructions ; il réprimanda vigoureusement l'état-major sur le désordre de la marche encombrée par les voitures, et sur la débandade avec laquelle on allait aux vivres, qui compromettait la sûreté des détachemens et celle de l'armée ; il écrivit aux commandans des corps de rallier leurs troupes, d'annoncer aux soldats que le moment du combat approchait, et qu'il fallait s'y préparer, de faire, le 2, à la même heure, sur toute la ligne, l'appel des hommes présens et de le lui envoyer ; de faire l'inspection des armes ; au général Lariboissière de remettre l'état de l'artillerie, et du nombre de coups qu'il pouvait tirer ; à l'intendant général de passer la revue des ambulances, et de dire combien de pansemens on pouvait faire. Cent soixante mille hommes avaient passé Smolensk ; déduction faite des pertes, de ce qu'on avait laissé dans les places, et des divisions qui

étaient encore en arrière, l'armée ne comptait que cent vingt mille combattans.

Le 4, elle se reporta en avant. Le 5 à deux heures après-midi on découvrit toute l'armée russe à Borodino où elle s'était retranchée. En avant de sa gauche, près du village de Schwardino, était une redoute qui empêchait de reconnaître la position principale et de l'aborder. La division Compans fut chargée de l'attaquer et l'enleva de la manière la plus brillante.

Le 6, à la pointe du jour, Napoléon était à cheval pour bien reconnaître la ligne ennemie et le terrain sur lequel on allait opérer. Il fut interrompu par l'arrivée de deux courriers. Le colonel Fabvier apportait de mauvaises nouvelles d'Espagne où Marmont avait perdu la bataille de Salamanque. Le préfet du palais de Bausset apportait des lettres de Marie-Louise et le portrait du roi de Rome peint par Gérard. Il était représenté à demi-couché dans son berceau se servant comme de hochets d'un sceptre et d'un globe. Napoléon contempla avec attendrissement les traits de son fils, appela ses officiers, des généraux, et leur dit : « Messieurs, si mon fils avait quinze ans, croyez qu'il serait ici au milieu de tant de braves autrement qu'en peinture. » Il fit placer le portrait en dehors de sa tente sur une chaise, il y resta tout le jour.

En examinant le terrain, il fut reconnu que trois flèches couvraient la gauche des Russes vers Semenofskoié; qu'une grande redoute bastionnée avait été tracée au centre, sur la hauteur entre ce village

et Borodino; enfin que plusieurs redans couvraient la droite jusque vers la Moskowa.

Barclay, avec trois corps d'infanterie et un de cavalerie, formait la droite depuis la grande redoute bastionnée jusqu'à la Moskowa; elle était coupée en deux par le ravin de Gorki. Bagration, avec les 7e et 8e corps, formait la gauche depuis la grande redoute jusqu'à un bois taillis entre Semenofskoié et Oustiza.

L'Empereur fit en conséquence ses dispositions d'attaque. Il résolut de faire gagner la vieille route de Moscou par son extrême droite sous Poniatowski, de faire accabler la gauche des Russes par Davoust et Ney, et de refouler ainsi leur centre et leur droite dans la Moskowa, tandis que le vice-roi contiendrait cette partie de l'armée ennemie.

Ces dispositions étaient motivées sur ce que la position de l'ennemi avait de défectueux à sa gauche; mais il paraît qu'elle fut rectifiée dans la soirée. L'Empereur changea aussi d'avis sur la destination du vice-roi, auquel il réserva une coopération plus active, en le chargeant d'attaquer le centre de l'ennemi, tout en couvrant par sa gauche la grande route de Gjatsk à Moscou. Il le renforça à cet effet de deux divisions de Davoust. Ce maréchal réclama, il était d'avis de commencer la bataille en s'établissant perpendiculairement sur l'extrémité de l'ennemi; si on lui laissait ses divisions et même Poniatowski, il se flattait de tourner l'aile gauche des Russes et de les culbuter, tandis que l'Empereur occuperait leur front. Quoique le plan parût bon, il ne

l'adopta pas, par la crainte que les Russes, se voyant menacés d'être coupés, évitassent encore la bataille et se retirassent par le chemin de Mojaïsk. Il persista donc à attaquer la ligne ennemie en échelons par la droite. Il disposa ses masses et donna ses instructions.

Rien ne vint troubler le calme de cette journée. Seulement, pour électriser ses troupes, Kutusof fit porter en procession dans tous les rangs une image de la Vierge, réputée miraculeuse, qui avait été sauvée de Smolensk.

Le 7, aux premiers rayons du jour, Napoléon sortit de sa tente. « Il fait un peu froid, dit-il aux officiers déjà rassemblés; mais voilà un beau soleil, c'est le soleil d'Austerlitz. » A cinq heures il monta à cheval et se porta au galop sur la droite. La garde se mit en mouvement pour le suivre. Toute l'armée prit les armes. Les capitaines lurent à leurs compagnies l'ordre du jour suivant:

Soldats,

« Voilà la bataille que vous avez tant desirée. Désormais la victoire dépend de vous: elle nous est nécessaire; elle nous donnera de l'abondance, de bons quartiers et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée; que l'on dise de vous: « Il était à cette grande bataille dans les plaines de Moscou! »

A cette lecture éclatèrent des cris mille fois répétés de vive l'Empereur.

Napoléon se plaça en avant de la redoute de Schwardino, enlevée aux Russes le 5. De cette hauteur sa vue embrassait leur ligne à environ huit cents toises, la grande redoute qui couvrait leur centre, les ouvrages de Semenowskoié qui protégeaient leur gauche. La garde impériale, formée en carré, entourait la position choisie par l'Empereur.

Vers six heures du matin, l'artillerie se fit entendre, c'était le signal; les troupes se mirent en mouvement, Poniatowski pour tourner le bois auquel s'appuyait la gauche des Russes; Davoust avec les divisions Compans et Desaix sur les flèches de Semenowskoié; le prince Eugène sur le village de Borodino.

Le brigade Plauzolles, de la division Delzons, chargée de cette attaque, enleva le village malgré la résistance des chasseurs de la garde russe, et les rejeta au-delà de la Kolocza. Animé par cet avantage, le 106e régiment passa le pont pour les poursuivre, et donna sur le corps entier de Doctorof, qui le ramena avec perte. Victime de l'ardeur de sa troupe, Plauzolles fut tué dans cet engagement.

Compans était parvenu jusqu'à la flèche la plus voisine du bois et avait pénétré dans son enceinte, il fut blessé; les généraux Desaix et Rapp, qui prirent successivement le commandement de sa division, et la ramenèrent à l'attaque, eurent le même sort. Davoust fut lui-même entraîné dans la chute de son cheval, frappé d'une balle. Le bruit de sa mort se répandit un instant; il en fut quitte pour une forte contusion, et resta à la tête de son corps. On conçoit que

les accidens, accumulés dans moins d'une heure, et les pertes éprouvées, par ces braves divisions, durent ralentir leurs mouvemens et y jeter de l'indécision.

Ney, à la tête de la division Ledru, se porta sur la même redoute, et, secondé par les troupes de Compans, il y entra par la gauche pendant qu'elles y pénétraient par la droite.

La division Razout attaqua la troisième flèche. Une charge de cuirassiers russes l'arrêta. La cavalerie de Bruyères la dégagea; Razout se précipita sur les retranchemens et y pénétra.

Dès que Kutusof avait vu les masses dirigées contre sa gauche, il avait ordonné à sa droite de marcher pour la soutenir. A neuf heures le corps de Baggawout dépassait déjà la hauteur de Semenowskoië; une de ses divisions marcha à Oustiza, l'autre se jeta dans le taillis.

Junot se déploya derrière Ney et engagea sa première ligne. Le maréchal lança sur l'ennemi la droite de la sienne. La seconde ligne des Westphaliens reçut l'ordre de pénétrer dans le taillis qui séparait Davoust de Poniatowski. Ils furent repoussés par la cavalerie de Galitzin et la division Eugène de Wurtemberg.

Pour donner à tous les renforts tirés de la droite le temps d'arriver, Bagration sentit qu'il importait de prolonger la résistance. Toute la ligne ennemie marcha de nouveau sur Ney et Davoust. Une des redoutes fut reprise. Murat fut forcé de se réfugier

au milieu de la division Razout. Ney s'élança à la tête de ses réserves, et reprit la redoute. La division Friant franchit le ravin de Semenowskoié et s'empara du village, elle fut arrêtée par la division Konownitzin qui arrivait de la gauche.

Bagration continuant à recevoir des renforts, Ney et Davoust se disposèrent à le culbuter derrière le ravin; le vice-roi se prépara à les seconder en attaquant le centre. Une terrible mêlée s'engagea. Bagration et son chef d'état-major, Saint-Priest, furent grièvement blessés, les Russes, sans direction, étaient près de leur défaite. Konownitzin en prit le commandement, les ramena derrière le ravin et protégé par de l'artillerie arrêta les Français. Murat lança la cavalerie de Nansouty et de Latour-Maubourg. Le ravin fut chaudement disputé avec des succès balancés.

De son côté le vice-roi avait franchi la Kolocza pour attaquer la grande redoute bastionnée, entre Borodino et Semenowskoié, couvrant le centre de l'ennemi. La division Morand lança Bonami avec le trentième régiment, le suivant en colonne profonde. Il pénétra dans la redoute malgré un feu terrible de la première ligne de Paskiewitsch. Il s'avança à la tête de la seconde, appuyé par Iermolow, Wassiltschikoff et l'artillerie de Doctorof. Assailli de toutes parts, Morand recula, abandonnant le trentième dans la redoute, où il fut en partie détruit et Bonami criblé de blessures. Les batteries de réserve placées en arrière de Semenowskoié arrêtèrent les Russes.

Sur la vieille route de Moscou, Poniatowski n'avait point obtenu de succès notables: il avait enlevé un mamelon, poste important; il avait été repris par Tousczkof qui y avait été tué.

Ney et Davoust étaient solidement établis sur les hauteurs de Semenowskoié, mais exposés au feu d'une artillerie formidable, et en présence d'un ennemi qui avait reçu des renforts. A onze heures Ney demanda des secours pour achever la victoire. Napoléon allait lancer sa jeune garde, lorsque des cris tumultueux et un désordre inquiétant attirèrent son attention vers la gauche. Il suspendit le mouvement de la garde, et fit avancer la division Claparède du côté du prince Eugène. Le général Ouvarof, à la tête du premier corps de cavalerie, venait de passer la Kolocza, et, aidé des cosaques, il avait obligé la cavalerie légère d'Ornano à repasser la Waïna. La division Delzons, qui soutenait le village de Borodino, n'avait eu que le temps de se former en carrés par régimens. Le prince Eugène, accouru de sa personne à sa gauche, s'était jeté lui-même dans le carré du quatre-vingt-quatrième de ligne. Ouvarof après avoir essayé quelques charges, ne se croyant pas assez fort prit le parti de repasser la Kolocza. Il avait cependant rempli en partie le but de ce mouvement, qui lui avait été ordonné par Kutusof, pour distraire les Français de leur attaque contre sa droite et leur donner des inquiétudes sur leur gauche. En effet cet incident les tint pendant plus d'une heure en suspens. L'ennemi en

profita pour se rasseoir dans ses nouvelles positions.

Rassuré pour sa gauche, Napoléon fit ses dispositions pour renouveler une attaque sur la grande batterie du centre, en même temps que sa droite déboucherait en avant de Semenowskoié. L'ennemi, de son côté, rassembla tous ses moyens de défense. Depuis Borodino jusqu'à Semenowskoié, et même jusqu'au bois, sur l'espace d'une demi-lieue, huit cents pièces de canon vomissaient la mort. Au moment où tout se disposait pour l'attaque générale, Montbrun, un des meilleurs généraux de cavalerie, fut tué par un boulet; Auguste Caulaincourt le remplaça à la tête du 2e corps; il se précipita au galop, dépassa la grande redoute, s'y rabattit brusquement, et y pénétra par la gorge. Mais il y trouva la mort, et ses braves, abîmés par le feu de l'infanterie d'Ostermann et de la vieille garde russe, menacés par les corps de cavalerie de Korf et de Pahlen, furent forcés de se reformer sous la protection de l'infanterie.

Pendant que cela se passait d'un côté de la redoute, les colonnes du prince Eugène l'abordaient de l'autre, et s'en emparaient après avoir détruit la division Likaczew qui l'occupait, et fait ce général prisonnier. Eugène, voulant profiter d'un succès qui semblait propre à consterner l'ennemi, lança la cavalerie de Grouchy sur les bataillons de Kaptzewicz. Le général Chevicz, avec les chevaliers-gardes et la garde à cheval, marcha à sa rencontre. Ces troupes d'élite l'arrêtèrent assez pour donner aux 2e et 3e corps de

cavalerie le temps d'arriver et d'empêcher ses progrès.

Informé des succès obtenus par le centre, Poniatowski avait recommencé ses attaques contre les Russes qu'il avait en face, commandés alors par Baggowouth. Il enleva de nouveau le mamelon auquel s'appuyait l'extrême gauche de leur armée. Le général russe fut repoussé jusqu'à une hauteur qui domine les sources du ruisseau de Semenowskoié.

Des deux côtés on s'arrêtait épuisé de fatigue. Les Français restaient maîtres des ouvrages par lesquels l'ennemi avait fortifié sa position. Ils semblaient tenir dans leurs mains le nœud de la bataille. Que fera Napoléon? Se contentera-t-il d'une demi-victoire chèrement achetée, ou, par un dernier effort achèvera-t-il la défaite des Russes? Il s'avança jusque sous le feu de leurs tirailleurs pour mieux reconnaître la dernière position où ils s'arrêtaient. Leurs masses étaient acculées sur le ravin de Psarewo. Les troupes françaises étaient harassées. Il aurait fallu faire donner la garde impériale, elle était de vingt mille hommes et intacte. Napoléon ne le jugea pas prudent. Il n'était que quatre heures lorsque finit la bataille.

On lui a amèrement reproché cet excès de prudence. La plupart des militaires ne doutent pas qu'un corps frais de cette force, employé lorsque les Français eurent définitivement enlevé les ouvrages de Semenowskoïé, ou lorsqu'ils se furent emparés de la grande redoute, n'eût complété la défaite des Russes, dont toutes les réserves avaient donné. — On

répond : avant la conquête de la grande redoute, la position des Russes était encore trop forte pour hasarder la réserve. Napoléon dit que rien n'était encore assez débrouillé, qu'il voulait voir plus clair sur son échiquier. Après la conquête de la redoute, on y voyait plus clair sans doute. Cependant on ne connaissait pas encore d'une manière assez précise les ressources qui restaient à l'ennemi; il était adossé à sa capitale, il pouvait recevoir des renforts. Napoléon se trouvait à une grande distance des siens. L'Europe était entre lui et la France. On devait conserver au moins cette poignée de soldats. S'il y avait le lendemain une seconde bataille, et il est certain que Kutusof eut un instant l'intention de l'accepter, avec quoi la livrerait-on? Enfin, a-t-on ajouté, si la garde avait été entamée à la bataille de la Moskowa, l'armée française, dont cette garde forma constamment le noyau et soutint le courage pendant la retraite, n'aurait pu que difficilement ramener ses débris au-delà du Niémen.

L'attitude de Napoléon pendant la bataille a été l'objet de beaucoup de critiques et de conjectures peu bienveillantes. C'était, suivant l'historien Ségur, une triste résignation, un calme lourd, de l'appesantissement, de l'immobilité. Gourgaud a vengé l'Empereur en rappelant son attention suivie aux divers mouvemens de la bataille, et les ordres multipliés qu'il donna. Tout le monde convient qu'il était ce jour-là fortement indisposé.

Un témoin oculaire atteste que Napoléon, allant

et venant dans un petit espace, repoussait doucement les boulets ennemis qui venaient en expirant rouler et s'arrêter à ses pieds, comme on écarte une pierre qui gêne dans une promenade.

Des esprits impartiaux conviennent que l'on ne retrouve pas dans cette bataille la même vigueur de conception et surtout d'exécution qui signale les grandes batailles des précédentes campagnes. La cause de l'excessive circonspection de l'Empereur leur paraît toute naturelle. Elle était dans les antécédens, dans tout ce qui avait précédé la bataille, dans la situation respective des deux armées. Celle de Napoléon avait franchi huit cents lieues, souffert mille privations; elle était composée de vingt peuples divers, exposée à toutes les chances défavorables, si elle éprouvait un revers. L'armée russe était homogène, fortement disciplinée, combattant avec un enthousiasme religieux pour ses foyers; dans une retraite longue et pénible, elle avait donné la mesure de sa résignation et de son dévoûment. Enfin, lorsqu'une victoire, quoique incomplète, conduisait à Moscou, où l'on espérait trouver les résultats de la guerre, pourquoi s'exposer volontairement aux conséquences de la journée de Pultava?

La bataille de la Moskowa est une des plus sanglantes qui aient jamais été livrées. D'après les calculs les plus approximatifs de la vérité, et l'aveu de leurs propres historiens, les Russes eurent environ cinquante mille hommes hors de combat, sa-

voir : quinze mille tués, parmi lesquels Bagration, trente mille blessés, deux mille prisonniers. Ce fut le résultat de leur acharnement à reprendre leurs positions. Ils évaluent la perte des Français à soixante mille hommes hors de combat; elle est évidemment exagérée. Elle a été portée par le dix-huitième bulletin à dix mille hommes, par les Mémoires de Sainte-Hélène à vingt mille, par le chirurgien en chef Larrey à vingt-deux mille, dont neuf mille tués, et treize mille blessés. Douze ou quinze mille blessés russes regagnèrent Moscou, où la plupart furent ensuite la proie des flammes [1]. L'artillerie française seule tira quatre-vingt-onze mille coups.

A la fin de la bataille Napoléon fit avancer le maréchal Mortier avec la jeune garde, pour prendre position devant les Russes, et lui recommanda de garder le champ de bataille et de ne rien faire de plus. Vers quatre heures il monta à cheval et se porta aux corps de Murat, de Ney et d'Eugène. A sept heures, il rentra dans sa tente, reçut les rapports, se fit rendre des comptes, pourvut aux besoins de l'armée, et surtout des blessés. Il dîna avec Berthier et Davoust. Il avait, contre son habitude, le teint animé, les cheveux en désordre et l'air fatigué.

[1] Tués ou morts de leurs blessures : les généraux français Montbrun, Auguste Caulaincourt, Compère, Plauzolles, Lanabère, Romeuf, Marion. Blessés : le maréchal Davoust, les généraux Morand, Compans, Rapp, Belliard, Desaix, Friant, Nansouty, Grouchy, Latour-Maubourg, Lahoussaye.

Le soir et toute la nuit on s'empressa de porter des secours aux blessés. Le lendemain, Napoléon parcourut le champ de bataille. Quand la plupart des historiens ne se seraient pas complu à en faire le hideux tableau, on se peindrait sans peine les horribles suites de cette boucherie et de l'insuffisance des moyens pour secourir à temps le nombre immense des blessés des deux armées. C'est du plus au moins le spectacle qu'offrent tous les champs de bataille, et la conséquence de toutes les guerres.

Le 8, Kutusof se mit en retraite sur Moscou. Le 9, Murat eut à Mojaisk un engagement assez vif avec Platow. La ville était remplie de blessés russes. Contrarié par une extinction de voix, qui l'empêchait de dicter, Napoléon y fut obligé de prendre la plume, et donna pour copier ce qu'il écrivait de l'occupation à tout ce qui l'entourait. Le bulletin de la bataille de la Moskowa fut rédigé; il écrivit à l'Impératrice; il adressa une circulaire pour chanter un *Te Deum*; le mot *victoire* ne s'y trouvait pas. Du reste, les Russes ne s'épargnaient pas non plus les cantiques en actions de grâce.

Le 10, Murat, dans son impétuosité, eut à Krimskoïé un engagement inutile avec Miloradowich, qui avait remplacé Platow, à l'arrière-garde; la perte de chaque côté fut d'environ deux mille hommes.

D'après quelques indices, on crut un moment que Kutusof pourrait tenter encore le sort d'une bataille en l'honneur de Moscou. Napoléon ordonna

que des renforts éloignés se rapprochassent de Smolensk. Le 13 au soir, Kutusof, qui avait pris son parti, assembla pour la forme une conseil de guerre: il y eut une grande divergence d'opinions. Considérant que la perte de Moscou n'était pas celle de la Russie, Kutusof déclara qu'il regardait comme son premier devoir de conserver l'armée, de se rapprocher des renforts qu'il attendait, et enfin de profiter même de la cession de la capitale pour tendre à l'ennemi un piège où sa ruine deviendrait infaillible; qu'en conséquence il était décidé à abandonner Moscou, et à prendre la route de Kolomna.

Le 14, à trois heures du matin, il leva son camp. Ce fut seulement au moment où les troupes entrèrent en ville qu'elles apprirent que la retraite était décidée. La consternation se répandit dans tous les rangs. Moscou présentait l'aspect le plus lugubre, les maisons paraissaient désertes; on ne rencontrait dans les rues que quelques habitans qui se hâtaient de fuir, emportant ce qu'ils avaient de plus précieux. La marche de l'armée avait plutôt l'air d'une pompe funèbre que d'une marche militaire; des officiers et des soldats pleuraient de rage et de désespoir.[1]

L'armée française avait continué son mouvement. Vers midi, Murat couronna la hauteur appelé *du Salut;* des cris de *Moscou! Moscou!* éclatèrent à la

[1] Boutourlin, p. 357, 363.

vue des toits dorés de cette ville. Après tant de glorieuses fatigues, cette joie était naturelle, et se répandit rapidement dans l'armée. Toutes les troupes russes n'avaient pas encore évacué la ville lorsque l'avant-garde française parut à la barrière de Dorogomilow : un combat engagé dans les rues aurait pu amener la ruine entière de l'arrière-garde russe, et la perte d'une partie du matériel de l'armée; le général Miloradowich envoya un parlementaire à Murat, pour lui déclarer que si on l'attaquait pendant qu'il traverserait la ville, il y mettrait le feu. Des pourparlers s'établirent pendant lesquels Murat se laissa approcher par les Cosaques, curieux de voir un guerrier dont la renommée était répandue parmi eux. Il donna sa montre à un chef, et à plusieurs des bijoux qu'il emprunta aux officiers qui l'entouraient; il s'engagea verbalement à ne pas inquiéter la sortie des Russes. Napoléon approuva cette convention. L'évacuation s'acheva librement, sans autre perte que celle des individus trop dangereusement blessés pour être transportés.

Murat entra dans Moscou, sur les pas des Russes, ses troupes en bon ordre; il avait, sous les peines les plus sévères, défendu le pillage. Napoléon arriva de sa personne, s'arrêta à la barrière, expédia divers ordres pour la conservation et la sûreté de la ville, et donna le temps aux troupes de la droite et de la gauche de développer leur mouvement autour de ses murs. La tête de l'avant-garde touchait au Kremlin; des cris et des coups de fusil vinrent interrom-

pre le morne silence et la solitude qui avaient régné jusque-là. C'était une troupe de gens du peuple, de recrues, de traînards; ils voulurent même, dit-on, disputer l'entrée de la forteresse. Murat les dispersa sans peine.

Le maréchal Lefebvre était entré dans la ville, avec la garde. Napoléon franchit la barrière, s'avança de quelques pas, et prit provisoirement son logement dans une auberge. Il nomma le maréchal Mortier gouverneur de la province, et le général Durosnel commandant de la ville; il chargea Lefebvre de la police du Kremlin, et ordonna à Murat de suivre vivement l'ennemi, et de ne pas perdre ses traces. Il traversa la ville, et poussa ses avant-postes sur la route de Kolomna.

Napoléon s'était attendu à ce qu'une députation des habitans de Moscou demanderait à lui être présentée, pour solliciter la clémence du vainqueur. Il n'en parut point; Moscou était à-peu-près désert : tout ce qui tenait à l'administration publique, la noblesse, le gros de la population, avaient disparu. De deux cent mille habitans, il n'en restait qu'environ vingt mille. Ce fut pour l'Empereur un rude mécompte : que les Russes s'en fassent honneur, rien de plus juste; mais on ne voit pas quel intérêt ont jamais pu avoir des Français, non-seulement à se montrer satisfaits du désappointement de l'Empereur, mais encore à supposer qu'il voulait, bon gré, mal gré, une députation, et qu'un officier, pour lui plaire, lui amena, comme députés, cinq à six vaga-

bonds qu'il poussait devant son cheval[1]. C'était une réunion de marchands étrangers et du pays qui, dans l'abandon où les autorités avaient laissé la ville, craignaient le pillage et demandaient protection.

Le 15 au matin, Napoléon fit son entrée à Moscou, en silence, sans appareil, et porta son quartier général au Kremlin. Quoique abandonnée par ses habitans, cette ville offrait des ressources immenses : les palais de la noblesse, les maisons des riches, étaient restées meublés et approvisionnés, comme si leurs propriétaires ne s'étaient absentés que pour une promenade, ou n'en étaient rapidement sortis que pour échapper à un tremblement de terre. Des traînards russes, que l'appât des liqueurs et du butin avait retenus en grand nombre, se livraient à des excès. Malgré les ordres donnés pour prévenir le pillage, il fut impossible, dans le premier moment, d'empêcher une armée victorieuse, excitée par toutes sortes de besoins, de commettre quelques désordres, dans une grande ville où il n'existait plus d'autorités pour seconder les chefs militaires, et où les propriétés restaient sans maîtres. La garde impériale conserva la plus rigoureuse discipline; cependant l'ordre aurait été bientôt rétabli, sans l'horrible catastrophe qui vint tout dévorer.

Dès le 14 au soir, quelques incendies partiels avaient éclaté. On les attribua à l'imprudence du sol-

[1] Ségur, t. II, p. 39.

dat; les troupes se portèrent au feu et s'en rendirent maîtres. Mais les incendies se multiplièrent dans la nuit du 15 avec une telle rapidité qu'il ne fut plus possible de les considérer comme des accidens, ni d'en arrêter les ravages. Toutes les pompes avaient disparu; les efforts des travailleurs étaient impuissans. L'embrasement devint général; on acquit la triste conviction qu'il avait été résolu et préparé par l'autorité russe, et exécuté par des incendiaires russes; plusieurs d'entre eux, pris la torche à la main, avouèrent leur fatale mission, et furent exécutés. L'air et le sol étaient brûlans. L'incendie gagnait le Kremlin, on y était environné de flammes, les vitres éclataient, il fallut songer à l'évacuer pour éviter une explosion; l'Empereur ne se décida à le quitter, le 16 après midi, qu'aux instances réitérées de tout ce qui l'entourait, et se retira au château de Pétrowskoïé, à une petite distance de la barrière de Pétersbourg. Les neuf dixièmes de la ville furent la proie des flammes; le Kremlin fut sauvé. A l'incendie succéda le pillage, où une populace et une soldatesque russes jouèrent le plus grand rôle.

Moscou brûlé, le but de l'incendie rempli, il importait peu d'en connaître les ordonnateurs. Cependant la première rumeur l'imputa à l'armée française; elle avait intérêt à se laver de cet attentat. Le dix-neuvième bulletin le rejeta sur Rostopchin. C'était en effet ce gouverneur. C'est lui qui le conçut, et organisa tous les moyens d'exécution, sans aucun doute avec l'autorisation d'Alexandre. En vain il a

publié en 1822 une déclaration par laquelle il répudie sa gloire érostratique et la rejette sur des soldats ivres, elle lui demeure éternellement acquise. Puisque les Russes se glorifiaient du sacrifice de leur capitale, comme d'une œuvre patriotique, pourquoi s'en défendait-il?

Voyant Moscou lui échapper au moment où il y entrait, Napoléon mesura les conséquences de cette grande catastrophe. La route de Pétersbourg était libre, il n'en était qu'à quinze marches. Il fut tenté de manœuvrer sur cette capitale. On doute que ce fût sérieusement. On assure cependant que son intention était, non de porter toute son armée sur cette capitale, mais de faire une simple démonstration, et tandis que son arrière-garde conserverait Moscou, de commencer à effectuer sa retraite sur la Basse-Dwina; de prendre ainsi Wittgenstein à dos, de rallier les armées de Saint-Cyr, de Macdonald, de Victor; de s'appuyer d'un côté sur Riga, de l'autre sur Smolensk, avec des réserves à Witepsk, Mohilow, Minsk et Wilna. On pouvait espérer que les dangers qui menaceraient Pétersbourg et Wittgenstein triompheraient de l'obstination du cabinet russe. Ce plan, communiqué à quelques chefs de l'armée, n'eut point leur assentiment. Ils préféraient encore passer l'hiver à Moscou, ou revenir à Smolensk par les routes du midi; ils desiraient surtout la paix, et conseillaient de la négocier. Napoléon ne persista pas dans son projet.

L'incendie s'étant apaisé, l'Empereur quitta Pe-

trowskoïé le 18 au matin, et revint au Kremlin; sa première pensée fut pour la paix. Le général Toutelmine, sous-directeur de la maison des Enfans-Trouvés, demanda la permission d'écrire à l'Impératrice, protectrice de cette maison, qu'elle avait échappé à l'incendie. Sur l'invitation de Napoléon, il fut glissé dans la lettre quelques mots sur sa diposition pacifique et sur ses sentimens personnels pour Alexandre. Elle fut portée par un officier russe.

Napoléon se fit aussi amener un M. de Jakowleff, dont le frère avait été ministre de Russie à Stuttgardt, et lui exprima des regrets sur la tournure qu'avait prise la guerre. Jakowleff ne parut pas douter qu'une ouverture pacifique ne fût bien accueillie. L'Empereur lui remit une lettre qu'il se chargea d'aller porter à Alexandre en personne.

Le trouble et la préoccupation causés par l'incendie avaient suspendu lès opérations militaires. Les Russes s'étaient retirés par la route de Kolomna, suivis à quelque distance par la cavalerie de Murat. Le 16, il y eut entre lui et leur arrière-garde une convention, en vertu de laquelle ils cédèrent sans combat une hauteur qui domine toute la plaine jusqu'à Moscou. Kutusof ayant jugé que les deux marches exécutées sur la route de Kolomna devaient avoir fait prendre le change aux Français, leva le 17 au matin son camp de Koulakowo, et faisant une conversion à gauche, remonta la rive droite de la Pakra, qui couvrait cette marche de flanc. Son but était de se rapprocher de la route de Smolensk et

d'intercepter l'unique ligne de communication de l'armée française, en se basant sur Kalouga, où étaient de grands magasins.

Ce mouvement s'opéra en trois jours de marche, à l'insu des Français et sans obstacle de leur part. Napoléon n'apprit que dans la nuit du 21 au 22 que son avant-garde avait perdu les traces de Kutusof, et que ses communications avec Mojaisk étaient menacées. Aussitôt il envoya toutes les troupes qu'il avait sous la main sur les pas des Russes, dont la position n'était pas encore bien connue. Pendant ce temps-là, ils interceptaient des convois et des détachemens sur la route de Mojaisk. Ce fut seulement le 25 qu'on retrouva enfin Kutusof et son armée, et que Napoléon put juger le véritable but de son mouvement. Ainsi, pendant dix jours encombrée de toutes sortes d'embarras, sans ligne de marche réglée, présentant le flanc aux Français, elle avait tourné autour de Moscou pour regagner la route de Kalouga. Elle fut, dit un témoin oculaire, protégée par des transactions que tout le monde ignore.[1]

Murat ayant manœuvré pour rejeter les Russes derrière l'Oka, ils se retirèrent en combattant. Il y eut des engagemens assez vifs. Kutusof s'arrêta dans une bonne position aux environs de Tarontino, sur la Nara, où il reçut des renforts. Le 4 octobre, Murat campa à Wilkowo. On resta des deux côtés en présence et en observation.

[1] Sir Robert Wilson, p. 22.

On a vu les ouvertures confidentielles que Napoléon avait faites pour la paix; il se détermina alors à faire une démarche directe auprès de Kutusof. Le 4, il envoya le général Lauriston au camp russe, en apparence pour prendre des arrangemens qui donnassent à la guerre un caractère plus conforme aux règles établies entre des armées civilisées, et préservassent le pays de tous les maux qu'il était possible de lui épargner. Dans la nuit du 5 au 6, Lauriston arriva chez le général en chef russe, et lui communiqua l'objet de sa mission; c'était d'aller à Pétersbourg pour remettre à Alexandre une lettre de Napoléon. Murat eut aussi un entretien avec Beningsen. On a beaucoup varié sur les discours tenus dans ces entrevues. Les uns ont prêté aux généraux russes une jactance presque insolente. Les autres, un accueil caressant et les dispositions les plus pacifiques. On suppose tantôt qu'ils étaient sincères dans leurs vœux, tantôt qu'ils ne cherchaient qu'à endormir Napoléon pour qu'il prolongeât son séjour à Moscou dans l'espoir de la paix. On prétend que les Russes enivrèrent Murat de leurs éloges. Au milieu de ces récits contradictoires, un point seul est constant : c'est que Kutusof répondit qu'il n'était point autorisé à traiter ni à suspendre la guerre, et que tout ce qu'il pouvait faire, c'était de prendre les ordres de son maître sur la proposition de Napoléon. Il expédia à Pétersbourg l'aide-de-camp-général prince Volkonsky.

Depuis son retour à Moscou, Napoléon avait essayé d'y rétablir l'ordre. On y organisa une municipalité et

un bureau de police. Ce corps municipal, mélange de Russes et d'étrangers de toutes les nations, remplit cependant, autant qu'il le put, sa destination. Lesseps, ci-devant consul à Pétersbourg, nommé intendant de Moscou, y contribua avec zèle et rendit de grands services. Le pillage cessa; les habitans sans asile furent reçus dans des établissemens publics échappés aux flammes; on leur donna des vêtemens et des vivres. L'exercice des cultes fut rétabli dans les temples encore existans. On pourvut au soin des malades russes que l'incendie n'avait pas dévorés. Il s'en fallait de beaucoup qu'on pût satisfaire à tous les besoins, ni réparer les calamités produites par les fléaux qui avaient accablé cette ville; mais on y vit renaître le calme, la sûreté et une sorte de confiance. On trouva dans les caves de grandes provisions qui servirent à la subsistance de l'armée; mais l'incendie avait consumé la plus grande partie des fourrages; il fallait, pour s'en procurer, envoyer des détachemens dans la campagne, et les arracher aux paysans dans des engagemens meurtriers. Enfin on eut des représentations théâtrales données par une troupe de comédiens français trouvés à Moscou; et deux artistes italiens procurèrent quelques distractions à l'Empereur.

Les circonstances de la bataille de la Moskowa et de l'entrée à Moskou pouvaient ralentir le zèle des alliés. Napoléon le stimula et pressa tous les princes de la confédération du Rhin d'envoyer des renforts. Il se proposait de lever en France une conscription

de cent quarante mille hommes et une de trente mille en Italie. Il s'occupait sans relâche des besoins de son armée et de réparer ses pertes. L'estafette de Paris arrivait en dix-huit jours; les courriers se succédaient avec régularité. Au Kremlin, on ne restait pas vingt-quatre heures sans recevoir des nouvelles de France. L'Empereur expédiait les affaires et pourvoyait au gouvernement de l'Empire. Il sortait tous les jours et passait des revues. L'histoire de Charles XII par Voltaire était constamment sur son bureau, et même sur sa table de nuit.



CHAPITRE LXXXIII.

Situation fâcheuse des affaires en Espagne. — Opérations du corps autrichien. — Entrevue d'Abo entre Bernadotte et Alexandre. — Napoléon se prépare à la retraite; ses motifs. — Combat de Winkowo. — L'armée quitte Moscou. — Mortier fait sauter le Kremlin. — Combat de Malo-Jaroslawetz. — Retraite des Russes. — L'armée continue sa retraite sur Smolensk. — Opérations des corps de Saint-Cyr et Schwarzenberg. — Combat de Wiazma. — Froid, désastres de l'armée. — Napoléon apprend le complot de Mallet. — L'armée à Smolensk.

Au moment de livrer la bataille de la Moskowa, Napoléon avait reçu de mauvaises nouvelles d'Espagne : c'était, comme on va le voir, une complication fâcheuse. Les succès de la campagne de 1811 étaient en grande partie effacés. Trois circonstances favorisèrent Wellington : la dispersion de l'armée de Portugal en cantonnemens très étendus; l'absence d'une grande partie de sa cavalerie détachée en pure perte avec le général Montbrun pour renforcer l'armée d'Aragon; enfin le départ de Dorsenne pour Pampelune avec une grande partie de l'armée du nord. Wellington en profita, se rapprocha de Ciudad-

Rodrigo avec son armée, en fit le siège; après treize jours de résistance, la garnison se rendit à discrétion le 19 janvier; elle était de mille sept cents hommes commandés par le général Barrié. Les Anglais y trouvèrent un arsenal bien fourni.

Wellington entreprit ensuite le siège de Badajoz. Cette place, quoique vaillamment défendue par le général Philippon et une garnison de quatre mille hommes, ne tint que vingt jours; elle se rendit le 6 avril.

Ces deux conquêtes importantes s'exécutèrent sans que les maréchaux Marmont et Soult y missent aucun obstacle.

L'approche de la guerre de Russie avait décidé l'Empereur à rappeler d'Espagne ce qui y était de sa garde, les légions de la Vistule, des cadres de régimens de dragons et des hommes d'élite, pour compléter la vieille garde. L'armée du nord avait été dissoute. Cependant il restait à Soult, en Andalousie, quarante-cinq mille hommes, autant à Marmont vers Salamanque, douze mille à Souham dans la Vieille-Castille. Joseph, avec sa garde et l'armée du centre, tenait la Manche, les rives du Tage et Madrid. Des divisions d'occupation stationnaient en Navarre, dans les Asturies, à Léon et en Biscaye. Maître de l'Aragon, Suchet avait conquis le royaume de Valence. Mais il manquait à toutes ces forces un même but, une direction et une impulsion communes. L'Empereur avait bien rendu au roi Joseph le commandement général; le maréchal Jourdan était retourné auprès de lui. Mais il n'avait pas donné au

roi la capacité militaire, ni ôté aux chefs des armées le sentiment de leur supériorité et leurs habitudes d'indépendance.

Il n'en était pas ainsi des forces ennemies. Wellington avait porté l'armée anglo-portugaise à soixante-quinze mille hommes; les cortès lui avaient donné le commandement supérieur de soixante mille Espagnols. Après la conquête de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, il avait repris ses positions en Portugal; et Marmont, après y avoir fait une pointe inutile dans le Beyra, était revenu sur ses pas et avait repassé l'Agueda.

Libre de se porter au midi ou au nord, Wellington prit le dernier parti, et déboucha du Portugal au mois de mai. Une expédition de seize mille Anglo-Espagnols fut faite sur la côte de Catalogne pour empêcher Suchet de porter secours à Joseph. Une seule communication existait entre Soult et Marmont, par le pont d'Almaraz, sur le Tage. Marmont l'avait fait fortifier. Wellington envoya le général Hill pour s'en emparer, et amusa Marmont par des démonstrations de bataille. Les têtes de pont furent faiblement défendues; Hill les enleva, brûla le pont et détruisit tous les ouvrages (18 mai).

Dès que Joseph avait été informé que Wellington s'était mis en mouvement, craignant pour l'armée de Marmont, il avait envoyé l'ordre à Soult de porter à vingt-cinq mille hommes le corps de Drouet, qui passerait le Tage, au premier avis, pour rejoindre l'armée de Portugal. Soult ne fit partir Drouet,

et avec des forces insuffisantes, dans la direction de Medellin, qu'après la perte du pont; Marmont porta aussi une forte diversion sur le Tage. Le mal était sans remède. Hill retourna tranquillement dans sa position devant Badajoz. Les deux maréchaux français restèrent isolés.

Wellington reprit l'offensive : il passa la Tormès, le 17 juin, et investit Salamanque. Marmont se présenta, le 20, pour sauver la place et, craignant de se compromettre, se retira après deux jours de démonstrations, en demandant des renforts au roi Joseph et à Caffarelli, commandant en Castille. Trois petits forts, construits pour couvrir Salamanque, se rendirent aux Anglais, après avoir été vivement battus. Marmont se replia sur le Douro, entre Toro et Tordesillas, où il fut rejoint par la division Bonnet revenant des Asturies; il avait environ quarante-cinq mille hommes, et Wellington au moins autant. Encouragé par ce renfort, et jaloux probablement de se mesurer avec le général anglais, Marmont renonça à son système de temporisation et s'avança vers l'ennemi. Le 22 juillet, il rassembla le gros de ses forces derrière les mamelons des Arapiles, pour en chasser les Anglais. Jusqu'à midi, on avait manœuvré des deux côtés, sans en venir aux mains. A une heure, Marmont fit ouvrir un feu très vif sur le front de l'ennemi, et la bataille s'engagea dans une position défavorable, par la faute du général de la 5e division qui, après avoir pris un plateau, s'abandonna avec trop de vivacité dans la plaine. Au moment où

Marmont donnait des ordres pour parer à ce faux mouvement, il eut le bras fracassé par un projectile, et fut obligé de quitter le commandement. Cet accident, et surtout la promptitude de Wellington à profiter de la fluctuation des divisions de gauche, pour attaquer avec impétuosité, lui assurèrent la victoire. Il ne resta plus à Clausel, qui avait pris le commandement, et aussi blessé, que la triste gloire de rétablir l'ordre de bataille, de rallier l'armée, et d'assurer la retraite. Elle eut de sept à huit mille hommes hors de combat.

Sous le rapport stratégique, on a fait beaucoup de reproches à Marmont; on lui en a fait aussi sur son empressement à livrer une bataille qu'il pouvait éviter, avant d'avoir été rejoint par les renforts qu'il avait demandés. D'un autre côté, on prétend que le roi Joseph, ayant reçu cette demande le 1er juillet, et le fait est vrai, il répondit qu'il ne pouvait rien envoyer, et que ce fut par réflexion qu'il partit de Madrid avec quatorze mille hommes dont les coureurs furent rencontrés, le 23 au soir, sur la Puyserga, par l'armée de Portugal en retraite. Mais même quand le roi aurait hésité, Marmont avait-il pu ignorer qu'il s'approchait? L'Empereur lui ôta son commandement, sans lui retirer son amitié.

Les résultats militaires et politiques de la bataille de Salamanque furent si funestes, qu'on peut lui attribuer la perte de l'Espagne. Clausel ne crut pas pouvoir tenir Valladolid, et se retira sur Burgos. Joseph n'ayant pu se réunir à lui, sans danger, revint

par Guadarama sur Madrid, et, le 11 août, évacua cette capitale, où Wellington fit le lendemain une entrée triomphale. Le roi se retira sur Valence, traînant à sa suite deux ou trois mille voitures remplies de tous les personnages de la cour et du gouvernement en déroute.

L'Espagne donna au monde un spectacle inattendu et imposant : les cortès publièrent, le 19 mars, la constitution du royaume : fondée sur le principe de la souveraineté du peuple, elle en développait hardiment toutes les conséquences. La royauté y était conservée, seulement comme une haute magistrature au service de la nation. Renouveler d'un seul jet toutes les institutions d'une vieille monarchie, c'était une entreprise courageuse, mais qui devait rencontrer bien des obstacles. Ainsi, en abolissant l'inquisition, on révolta le clergé; en rendant la couronne à Ferdinand, on remettait l'existence de la constitution entre les mains de son ennemi le plus implacable. Les cortès auraient fait un acte de haute sagesse, si elles s'étaient arrangées du roi Joseph. On assure qu'une négociation avait été commencée, et que la bataille de Salamanque l'interrompit pour jamais. Les auteurs de la constitution seront indignement, traîtreusement persécutés; leur œuvre sera foulée aux pieds, et mise au banc de tous les despotes; elle ne périra point. L'ébranlement a été imprimé, il restera; tôt ou tard le mouvement révolutionnaire reprendra son cours en Espagne, elle entrera dans le régime constitutionnel.

L'invasion française aura eu deux grands résultats, la régénération de la péninsule hispanique, et l'affranchissement de ses esclaves dans le Nouveau-Monde.

Au milieu de ces nombreuses occupations, l'Empereur embrassait en vain l'ensemble des opérations militaires; il était à une telle distance de ses deux ailes qu'elles agissaient pour ainsi dire d'une manière indépendante.

Depuis la bataille de Gorodeczna (11 août), où les Autrichiens secondèrent faiblement Reynier, Scharzenberg ne profita pas de ses avantages et de sa supériorité. Il poursuivit mollement Tormasof, lui donna le temps de rallier ses troupes éparses, et de se retirer presque sans combattre derrière le Styr, où l'armée du Danube commandée par Tschichagof vint le rejoindre, le 14 septembre, jour de l'entrée des Français à Moscou. Cette complaisance de Schwarzenberg, qu'on pourrait appeler trahison, était sans doute le prix de la neutralité de la Gallicie. Alors les rôles furent changés. Le général autrichien se trouvant avec quarante-trois mille hommes devant plus de soixante mille Russes, se mit en retraite et repassa le Bug; Tschichagof prit l'offensive. Ces faits ne pouvaient qu'augmenter la défiance que Napoléon avait montrée dès l'ouverture de la campagne; mais il n'y avait plus moyen de changer la destination des Autrichiens; il écrivit donc à Schwarzenberg pour lui inspirer plus de résolution, et à l'empereur François pour lui demander d'envoyer un renfort de dix mille hommes, et pour que

le corps d'observation réuni à Lemberg, sous le prince de Reuss, opérât une diversion en inquiétant les derrières de l'armée de Tschichagof.

A la gauche l'état des affaires n'était pas moins inquiétant. La fameuse entrevue d'Alexandre et de Bernadotte avait eu lieu à Abo, en Finlande, le 28 août. Là, s'était encore resserrée leur alliance. L'empereur de Russie avait garanti à Bernadotte sa position en Suède, la Norvège en compensation de la Finlande, et lui avait donné l'espérance qu'il pourrait remplacer Napoléon sur le trône de France[1]. Il avait été convenu que l'expédition de la Norvège serait ajournée, et que les troupes qui y avaient été destinées, reviendraient de la Finlande et seraient employées contre les Français. Elles étaient arrivées le 22 septembre à Riga. A la même époque, vingt-huit mille hommes, partis de Pétersbourg et de Nowgorod, étaient venus renforcer Wittgenstein. Le plan du cabinet russe était, tandis que Kutusof ferait tête à Napoléon, de manœuvrer sur ses flancs, de les culbuter, et de rassembler sur les derrières de la Grande-Armée française une masse de cent mille hommes, qui lui couperait sa retraite et assurerait sa ruine.

Que l'Empereur fût vivement affecté des embarras de toute espèce qui s'accumulaient autour de lui, il est facile de le croire; mais qu'il en fût accablé au point de ne plus savoir quel parti prendre,

[1] Madame de Staël, Wilson, Bourienne. Mémoires de Fouché.

d'être harcelé par les conseils de tous ceux auxquels il commandait, et de rester dans l'inaction, c'est ce que contredisent hautement les documens et les faits.

Tout se mit en mouvement pour évacuer Moscou et se mettre en retraite. On varie sur les causes de cette résolution. Alexandre avait repoussé les ouvertures de paix; on ne pouvait pas le savoir; Wolkonski n'était parti que le 6 octobre du camp de Kutusof, et la réponse négative de l'empereur de Russie est datée, du 21, de Pétersbourg. Il tomba de la neige le 13, et Napoléon dit qu'en vingt jours il fallait être dans les quartiers d'hiver; c'est ce qu'on lit dans le vingt-quatrième bulletin, en date du 14. Ce symptôme, avant-coureur des froids, ne dut pas être sans influence; mais si l'on examine avec attention les dispositions faites par l'Empereur, on peut conjecturer que dans sa pensée, la retraite était à-peu-près arrêtée dans les premiers jours d'octobre.

Dès le 4, il avait écrit au maréchal Victor pour lui faire connaître la situation des ennemis, et lui indiquer les forces qu'il pouvait réunir formant quarante mille hommes, et la conduite qu'il aurait à tenir dans les diverses suppositions auxquelles donnaient lieu les mouvemens des Russes. Il devait avoir son quartier général à Smolensk, former la réserve générale pour se porter, soit au secours de Schwarzenberg et couvrir Minsk, soit au secours de Saint-Cyr et couvrir Wilna, soit enfin à Moscou pour renforcer la Grande-Armée.

Dès le 6, il avait ordonné les dispositions néces-

saires pour que l'évacuation des blessés fût terminée le 15. Le 9, étaient emballés et chargés des trophées consistant en curiosités trouvées au Kremlin, et la croix dorée du clocher d'Yvan-Veliki; l'Empereur fit écrire à Paris que son intention était qu'elle fût placée sur la flèche du dôme des Invalides. Éloignée d'environ deux cent cinquante lieues des frontières de ses alliés, isolée au milieu d'un pays soulevé, menacée sur ses communications, gênée dans ses approvisionnemens, l'armée française était dans une situation extrêmement critique. La petite guerre que lui faisaient avec acharnement les corps de partisans et les paysans minait ses forces par des pertes journalières, et circonscrivait ses moyens de subsistance dans un cercle très étroit. Excepté la garde, les corps ne recevaient plus de distributions, et ne vivaient que de ce qu'ils pouvaient se procurer. Il en résultait un grand relâchement dans la discipline. La cavalerie surtout et les équipages d'artillerie souffraient infiniment de la pénurie des fourrages; une partie des chevaux mourait d'inanition, les forces des autres dépérissaient.

Au contraire l'armée russe, appuyée sur Kalouga, tirait sa subsistance des magasins de cette ville alimentés par les provinces les plus fertiles de la Russie. Elle profitait de la suspension des grandes opérations militaires pour se reposer de ses fatigues; les milices et les recrues venaient de toutes parts la renforcer. Vingt-deux nouveaux régimens de cosaques du Don y étaient arrivés. Tout annonçait que

loin d'être découragés par les calamités de la guerre, le gouvernement et la nation étaient résolus à la poursuivre jusqu'à extinction.

Enfin si l'on ajoute à tous ces faits l'attitude menaçante que les Russes avaient aux extrémités des deux ailes de l'armée française, on apercevra facilement les véritables motifs qui déterminèrent Napoléon à la retraite. Moscou n'était pas une position militaire, depuis qu'elle avait été brûlée, elle n'avait plus d'importance politique. Il allait donc en chercher une plus favorable au début de la campagne prochaine. A Witepsk, il ne se trouverait plus qu'à cent trente lieues de Pétersbourg, et à cent douze de Kiow. C'était donc à Witepsk qu'il devait se placer, concentré entre ses réserves et ses deux ailes, appuyé sur un pays ami, la Pologne, et sur de nombreux approvisionnemens préparés de longue main. Il se proposait de quitter Moscou, le 19, et de sortir par la route de Kalouga. Si l'ennemi voulait couvrir cette ville, il le battrait; ensuite, suivant l'exigence de la saison, il ferait un coup de main sur Toula, ou il reviendrait directement sur Wiazma. Dans tous les cas, vers les premières semaines de novembre, il aurait ramené ses troupes dans le carré, entre Smolensk, Mohilow, Minsk et Witepsk. Au surplus, dans des affaires de cette nature, l'évènement se trouvait quelquefois différer beaucoup de ce qui avait été prévu.

Le corps de Murat était destiné à masquer le mouvement de l'armée, Napoléon lui écrivit de tenir

dans la position de Vinkowo, ou s'il ne le pouvait pas, sans courir des risques, de se replier sur celle Woronowo, où l'infanterie pourrait couvrir la cavalerie; de faire bien reconnaître les débouchés sur Mojaïsk, pour le cas où il serait obligé de faire une retraite devant l'ennemi. L'ordre fut donné au prince Eugène et à Ney, qui avaient leurs corps hors de Moscou, de les ramener. Les trophées partirent le 15, sous l'escorte de Claparède; l'évacuation des hôpitaux fut terminée le 17; Nansouty, qui était parti avec le dernier convoi, fut chargé d'arrêter et de faire rétrograder tout ce qui serait en route pour Moscou; Junot, qui était à Mojaïsk, formait l'arrière-garde de cette route; Mortier, avec la jeune garde, conservait Moscou quelques jours après le départ, et ne quittait cette ville qu'après avoir fait sauter le Kremlin, miné d'avance. On distribua aux soldats les vivres et effets qui pouvaient leur être utiles; on établit dans la maison des Enfans-trouvés les malades et les blessés qui n'étaient pas transportables.

L'évacuation de Moscou était propre à ébranler la fidélité justement suspecte de quelques alliés de la France; loin de montrer de la crainte ou de la défiance, et d'user de ménagemens envers eux, Napoléon continuant à se prévaloir de son ascendant, cherchait à en obtenir des renforts. Il en avait demandé à l'Autriche, il demanda à la Prusse d'augmenter son contingent de mille chevaux et de six mille hommes d'infanterie. Il lui paraissait facile de faire comprendre au roi qu'il était de son intérêt

que la guerre finît promptement, puisqu'elle le gênait et le fatiguait. Cette considération était applicable à l'Autriche, et à tous les alliés. Il n'y avait qu'une bonne manière de terminer la lutte; c'était de montrer à la Russie l'impossibilité de miner l'armée comme elle l'espérait, et l'inutilité de ses efforts contre les grands moyens de recrutement qu'il avait dans ses états, et dans la bonne volonté de ses alliés. Il desirait non-seulement que de toutes parts on lui envoyât des renforts, mais qu'on exagérât les envois, et même que les souverains fissent doubler dans les gazettes le grand nombre de troupes qui partaient.

Les dispositions de la retraite s'exécutaient, un incident vînt y apporter quelque trouble. Depuis la mission de Lauriston, il existait une suspension d'hostilités, et des communications entre Murat et les avant-postes de Kutusof. On dit même qu'on était d'accord de ne pas s'attaquer sans se prévenir, c'est un point douteux. L'armistice paraissait plutôt de fait que convenu. La position qu'occupait Murat, avec vingt ou vingt-cinq mille hommes, en face d'une armée de cent mille, était déjà par là même hasardée. Cet inconvénient ne pouvait être compensé que par une extrême vigilance. On poussait au contraire la négligence jusqu'à ne pas éclairer les bois qui bordaient une petite plaine où la gauche de ce corps était postée. Kutusof se proposa d'attaquer Murat et d'enlever son corps. Le 17, l'armée russe se mit en mouvement; mais ce plan bien conçu fut exécuté avec lenteur et mollesse. Murat se sauva

d'une défaite totale par sa résolution et son intrépidité; mais il perdit des canons, des bagages et de braves soldats. Ce fut un coup funeste pour sa cavalerie, qui avait déjà beaucoup souffert. Les généraux Fischer, Polonais, et Dery, aide-de-camp de Murat, furent tués. Les Russes perdirent aussi deux généraux, Baggowout et Muller-Zamokelskoi. Cette affaire prouva que l'ennemi avait le sentiment de sa force.

Napoléon l'apprit au moment où il passait la revue du corps de Ney qui venait de rentrer à Moscou. A cette nouvelle, il retrouva le feu de ses premières années. Mille ordres d'ensemble et de détail, tous différens, tous d'accord, tous nécessaires, jaillirent à-la-fois de son génie impétueux. La nuit n'était point encore venue, et déjà toute son armée était en mouvement. Il envoya Lauriston aux avant-postes pour chercher une réponse et parlementer avec Kutusof, tandis que Murat et Poniatowski, lui dérobant leur contre-marche, se rallieraient aux colonnes les plus proches.

Le 19 au matin, Moscou était évacué. Mortier y resta avec sept ou huit mille hommes, pour couvrir les communications jusqu'à ce que la marche de l'armée fût prononcée, et faire sauter le Kremlin. L'armée, entrée à Moscou forte de quatre-vingt-dix mille combattans, en comptait, à son départ, plus de cent mille[1], dont quatre-vingt-dix mille d'infan-

[1] Chambray cent quatre mille, y compris les corps de Junot, Murat

terie et douze ou treize mille de cavalerie. Cette augmentation provenait de la rentrée dans leurs corps des malades et blessés. L'infanterie était rétablie de ses fatigues et composée de soldats éprouvés. L'artillerie traînait six cents pièces de canon et deux mille voitures. Ses attelages étaient médiocres. Pour les compléter, on avait sacrifié les lourds équipages de ponts : on avait des ponts sur toutes les rivières; on conserva des équipages de ponts sur chevalets pour les cas urgens. La cavalerie avait encore plus souffert que l'artillerie. Excepté celle de la garde, qui était encore de quatre mille six cents hommes, tout le reste était en mauvais état. Mais à la suite des colonnes marchait une autre armée qui n'était propre qu'à embarrasser, qu'à ralentir leur marche, qu'à gêner leurs mouvemens. Il y avait presque autant de charrettes, de voitures de toute espèce et de bras inutiles que de combattans. C'étaient des équipages que chaque compagnie, les officiers sans troupes, les employés, s'étaient formés pour le transport des provisions et du butin ramassés dans les ruines de Moscou et dans les environs. C'étaient des hommes de toutes les nations, sans uniforme et sans armes, des femmes françaises, allemandes, russes, des enfans appartenant à la population de Moscou,

et Mortier. Ségur plus de cent mille. Jomini quatre vingt mille, non compris quinze mille malingres ou convalescens. Dans ce nombre n'étaient pas compris, la gendarmerie, les troupes du grand quartier général, des grands parcs d'artillerie, du génie, des équipages militaires, des ambulances, etc., etc., évaluées à douze mille.

et qui aimaient mieux se sauver avec leur avoir que d'y attendre le retour des Cosaques. C'était une immense caravane ou l'armée de Darius. Napoléon fut obligé de tolérer tous ces empêchemens. Comment priver le soldat de ses vivres, quand on ne lui assurait plus de distributions? Comment distinguer les provisions du butin? D'ailleurs, à défaut de transports militaires, ces voitures étaient une ressource pour les malades et les blessés qu'occasionnerait la retraite. Enfin, on espérait que la consommation, le temps et la route en diminueraient le nombre.

Au moment de quitter Moscou, Napoléon écrivit à Maret : « L'armée est en marche. Je me déciderai demain à faire sauter le Kremlin, et à passer par Kalouga ou par Wiazma ». Il se proposait de suivre la route de Borowsk; mais l'armée prit d'abord la vieille route de Kalouga pour donner le change aux Russes et recueillir Murat. Le 20, le prince Eugène, formant l'avant-garde, tourna à droite, et alla gagner, à Bycassowo, la route de Borowsk sur Malojaroslawetz.

Pour endormir probablement Kutusof, et peut-être aussi pour savoir s'il avait reçu une réponse à l'ouverture que lui avait faite Lauriston, Berthier écrivit au général en chef russe pour l'inviter à la lui faire connaître. Il ne s'agissait toujours, dans sa lettre, que d'arrangemens à prendre pour donner à la guerre un caractère plus conforme aux règles établies. Le colonel Berthemy fut chargé de la porter.

Le 21, Napoléon envoya à Mortier l'ordre défini-

tif de faire sauter le Kremlin et de quitter Moscou du 22 au 23, de rejoindre l'armée par Wereïa, en ralliant à lui tous les détachemens qui occupaient encore la route entre cette ville et Mojaïsk. « Je ne saurais trop vous recommander, écrivait-il au maréchal, ce qui nous reste encore de blessés. Placez-les sur les voitures de la jeune garde, sur celles de la cavalerie à pied, enfin sur toutes celles qu'on trouvera. Les Romains donnaient des couronnes civiques à ceux qui sauvaient des citoyens! Combien n'en mériterez-vous pas à mes yeux pour tous les malheureux que vous sauverez! Il faut les faire monter sur vos propres chevaux et sur ceux de tout votre monde. C'est ainsi que j'ai fait à Saint-Jean-d'Acre. On doit commencer par les officiers, passer ensuite aux sous-officiers et préférer les Français. Assemblez les généraux et les officiers sous vos ordres; faites-leur sentir tout ce que l'humanité exige dans cette circonstance. »

Le colonel Berthemy rapporta, le 22, la réponse de Kutusof à Berthier. Vu la distance des lieux et la difficulté des routes dans cette saison, il était physiquement impossible qu'il lui fût déjà parvenu une réponse; il ne pouvait donc que se référer personnellement à ce qu'il avait dit à Lauriston. Mais le colonel annonça qu'il avait trouvé et laissé l'armée russe immobile dans sa position de Tarontino. On n'y avait pas connaissance du mouvement de l'armée française.

Après trois jours de marche, elle n'avait encore

fait que dix lieues. Il paraît que cette lenteur inaccoutumée fut la suite des pluies qui gâtèrent les chemins. Cependant la position des Russes était tournée. On les avait prévenus à Borowsk. On n'avait plus qu'une marche à faire pour les devancer à Malojaroslawetz; si l'on y réussissait, on arrivait sans obstacle à Kalouga. Dans cet espoir, des ordres furent envoyés à Viazma et à Smolensk de diriger une colonne de trois à quatre mille hommes à l'intersection de la route de Kalouga à Znamenskoié.

Le 23 au matin, Napoléon se porta au galop à Borowsk pour presser la marche sur Malojaroslawetz. Le prince Eugène avait remarqué sur sa gauche des partis qui dénotaient quelque mouvement important des ennemis. S'ils venaient attaquer l'armée à Borowsk, il craignait d'être obligé de revenir sur ses pas. L'Empereur ne pouvait s'arrêter à une supposition; le prince Eugène se mit en marche.

Un officier de Mortier vint annoncer que le maréchal était sorti de Moscou à deux heures du matin, et qu'une heure après, l'explosion de cent quatre-vingt milliers de poudre, avait fait sauter les tours principales du Kremlin. Dès le 21, une poignée de cosaques avait osé traverser la ville au galop. Le 22, le général Wintzingerode, arrivé à la barrière de Twer, avec son avant-garde, s'approcha du Kremlin, accompagné de son aide-de-camp Narischkin, pour sommer les troupes qui l'occupaient. Un détachement français l'ayant entouré, il agita son mouchoir pour se donner un air de parlemen-

taire. Il fut conduit devant Mortier qui, sans égard pour une manière aussi inusitée de venir parlementer, le fit prisonnier ainsi que son aide-de-camp, et les emmena avec lui.

Dans la nuit du 23 au 24, Napoléon écrivit au maréchal Victor d'envoyer sur-le-champ la division Baraguay d'Hilliers, forte de dix mille hommes, sur la route de Kalouga, à la rencontre de l'armée, si d'ailleurs il n'était survenu aucun événement du côté de Smolensk.

Le 23, toujours préoccupé de la crainte que les ennemis n'attaquassent l'armée à Borowsk, le prince Eugène ne s'avança que jusqu'à Ouwarowskoïé; le général Delzons, formant son avant-garde, ne fit le soir occuper la position de Malojaroslawetz que par deux bataillons, et s'arrêta avec le reste de sa division sur les hauteurs à la gauche de la Lougea; ce tâtonnement devint funeste.

Au quartier général russe, on ne soupçonnait pas la retraite de l'armée. Instruit seulement de la marche du prince Eugène sur Borowsk, et la prenant pour un mouvement isolé, Kutusof crut devoir tenter un coup de main sur le 4e corps. Doctorof marcha avec vingt-cinq mille hommes : en s'approchant de Borowsk, il apprit par le partisan Seslawin que l'armée française y était réunie; il envoya annoncer à Kutusof qu'elle avait quitté Moscou, et qu'elle se dirigeait sur le chemin de Kalouga. En même temps Doctorof se dirigea sur Malojaroslawetz, Kutusof leva son camp, le 24, et, avec toute son armée,

prit la même direction. Le 25 au matin, Doctorof atteignit cette ville, et en chassa les deux bataillons français qui l'occupaient. Le prince Eugène arriva avec tout son corps, et la reprit. Le combat fut opiniâtre; les Russes se renforçaient continuellement; le prince Eugène leur tint tête malgré leur supériorité. La ville en flammes fut prise et reprise jusqu'à sept fois; à la fin de la journée elle resta aux Français. Ils eurent quatre mille hommes hors de combat; le brave Delzons fut tué; les Russes perdirent cinq mille hommes. L'armée était partie le matin de Borowsk : averti par le canon, Napoléon se porta en avant, et fut témoin d'une partie du combat; Davoust, qui avait hâté le pas, n'arriva que vers la fin; cependant deux de ses divisions aidèrent à propos le prince Eugène à se maintenir. Aux yeux des ennemis même, cette affaire lui fit, ainsi qu'à ses troupes, le plus grand honneur. « C'est votre plus beau fait d'armes, » lui dit l'Empereur en l'embrassant.

Ce choc sanglant était en pure perte et ne décidait rien : Kutusof avait pris position à une petite distance, et barrait la route de Kalouga. Pour s'ouvrir passage, il fallait lui livrer bataille : la chance était hasardeuse; on pouvait l'éviter en regagnant la route de Wiazma. Il était permis d'hésiter : Ségur représente Napoléon comme hors d'état de prendre un parti; Fain et Gourgaud attestent qu'il était décidé à attaquer les Russes, mais que les chefs des corps d'armée ne furent pas de cet avis.

Le 25, les deux armées restèrent dans une posi-

tion extrêmement menaçante, à portée de canon. Napoléon, à cheval, avec une faible escorte, faillit être enlevé par un houra des cosaques de Platow. Rapp eut son cheval renversé d'un coup de lance; Bessières arriva avec les escadrons de la garde et les mit en fuite.

Au quartier général russe, on était aussi divisé sur le point de savoir si on s'engagerait dans une nouvelle bataille. Le 26, au même moment, dans les deux armées, on se décidait à l'éviter. Napoléon donna l'ordre de regagner la route de Wiazma; Kutusof ordonna un mouvement rétrograde. Les deux armées se tournèrent le dos. Ce fut un parti funeste pour l'armée française, et la principale cause des malheurs de la retraite.

Pour alléger la marche et éviter l'encombrement, l'armée française fut partagée en quatre corps, qui se suivaient à environ une demi-journée de distance. Napoléon ouvrit la marche avec sa garde; après lui venaient successivement les corps de Ney, du prince Eugène, de Davoust; le dernier formait l'arrière-garde.

Le 27, Napoléon trouva Mortier à Werreia, avec les dernières troupes sorties de Moscou. Apercevant le général Wintzingerode, « Qui êtes-vous? lui dit-il; un homme sans patrie. Vous avez toujours été mon ennemi personnel; quand j'ai fait la guerre aux Autrichiens, je vous ai trouvé dans leurs rangs. L'Autriche est devenue mon alliée, et vous avez demandé du service à la Russie. Vous avez été l'un des plus ardens fauteurs de la guerre actuelle. Ce-

pendant vous êtes né dans les états de la confédération du Rhin; vous êtes mon sujet; vous n'êtes point un ennemi ordinaire; vous êtes un rebelle; j'ai le droit de vous faire juger.

« Pour vous, comte Narischkin, ajouta l'Empereur en se tournant vers l'aide-de-camp, je n'ai rien à vous reprocher; vous êtes Russe; vous faites votre devoir. Mais comment un homme des premières familles de Russie a-t-il pu devenir l'aide-de-camp d'un étranger mercenaire, soyez l'aide-de-camp d'un général russe, cet emploi sera beaucoup plus honorable. »

La menace de l'Empereur n'eut aucune suite. Les deux prisonniers suivirent l'armée comme prisonniers; ils furent traités avec égards, et délivrés dans la retraite.

Laissant Mojaïsk sur la droite, l'armée passa la Kolocza, et rentra sur la grande route de Smolensk, en vue du champ de bataille de la Moskowa encore couvert de cadavres, et de toutes sortes de débris. L'Empereur ordonna que les blessés transportables, restés faute de charriots d'ambulance à l'abbaye de Kolotskoï, fussent placés sur les voitures, à commencer par les siennes.

Kutusof lança à la poursuite de l'armée les cosaques et une avant-garde de vingt-cinq mille hommes, commandée par Miloradowitch. Après quelques tâtonnemens, le gros de l'armée russe se dirigea droit sur Wiazma, pour y prévenir les Français et leur couper la retraite. Cependant Napoléon y arriva, le

31 octobre, avec sa garde; les colonnes le suivaient lentement; il s'y arrêta pour les attendre. Il y trouva des nouvelles de Paris, de Wilna, de Schwarzenberg, des maréchaux Macdonald et Victor. Elles étaient fâcheuses : les contrariétés, les embarras, s'accumulaient; partout l'ennemi déployait de l'activité, de l'audace, et prenait de l'ascendant.

Saint-Cyr avait repoussé une rude attaque de Wittgenstein sur Polotsk, combinée avec le corps de Steinheil, débarqué récemment de Finlande, que de Wrède avait culbuté. Mais le maréchal n'étant pas assez fort pour s'exposer à une seconde attaque, avait évacué Polotsk, et s'était replié sur Czereya; Victor avait quitté Smolensk, le 24 octobre, pour courir en toute hâte au secours de Saint-Cyr, et contenir Wittgenstein; Napoléon se trouvait donc privé de l'appui de Victor.

Du côté de Schwarzenberg, l'état des choses n'était pas moins inquiétant : pressé par les forces supérieures de Tormasof et de Tschichakof, il avait été, ainsi que Reynier, obligé de battre en retraite. Mais au lieu d'adopter Minsk pour pivot de ses opérations, il avait repassé le Bug, et s'était basé sur Varsovie, renonçant ainsi à toute coopération avec l'armée française. C'était plus qu'une faute grave et la suite de la trahison; car il en résultait que Tschichakof, laissant à Sacken le soin d'observer au besoin les Autrichiens, pouvait se diriger librement avec le reste de l'armée de Moldavie sur Minsk, d'où il était à portée de se concerter avec Wittgen-

stein, pour s'établir en force sur les derrières de l'armée française.

D'après cet état de choses sur les flancs de l'armée auquel Napoléon ne pouvait pas apporter de remède, il devenait plus que jamais urgent d'accélérer la retraite. L'expédition de divers ordres de détail à Smolensk et à Wilna, pour préparer en avant des approvisionnemens, et la correspondance de l'Allemagne et de Paris, remplirent le reste du temps qu'il crut devoir rester à Wiazma.

Il en partit le 2 novembre, et ordonna à Ney d'y rester pour y attendre les corps du prince Eugène et de Davoust. Le premier s'arrêta à Federowskoïé, où Davoust arriva aussi. On croit qu'ils auraient pu pousser plus loin.

Le 3, les corps du prince Eugène et de Poniatowski avaient déjà filé sur Viazma. Celui de Davoust débouchait de Federowskoïé. Il était huit heures du matin. Miloradowich l'attaqua ; sa cavalerie se mit à cheval sur la grande route. D'un autre côté Platow, averti par le canon, attaqua l'arrière-garde de Davoust ; elle se défendit avec opiniâtreté. Informé du danger que courait le maréchal, Eugène, dont les premières troupes avaient déjà atteint Wiazma, courut à son secours, et assaillit les Russes, qui, pressés d'un autre côté par les troupes de Davoust, furent forcés d'ouvrir le passage. Mais ayant reçu des renforts, les Russes continuèrent vivement leur poursuite, emportèrent la ville de Wiazma sur l'arrière-garde des Français, et la repoussèrent

au-delà de la rivière. Cette journée, quoique glorieuse pour eux, leur coûta quatre ou cinq mille hommes hors de combat. Elle aurait eu des suites bien autrement désastreuses, si le gros de l'armée russe, forte de soixante mille hommes, qui avait déjà gagné la route de Juknow à Wiazma, s'était porté franchement sur Ney. Mais Kutusof, s'arrêtant à trois lieues de cette ville, à Bykowo, se borna à pousser un gros détachement de cavalerie que Ney contint pendant tout le jour. Il craignit de hasarder une bataille décisive contre un ennemi encore redoutable, et de le mettre dans la nécessité de vaincre. Comptant, pour la détruire, sur deux puissans auxiliaires, le défaut de vivres et la rigueur de la saison, il préféra de continuer à le harceler. Ney releva Davoust et forma l'arrière-garde.

Pendant le combat de Wiazma, Napoléon était resté à Slawkow, cherchant à mettre le plus d'ordre possible dans la marche, et expédiant des ordres en avant d'envoyer des vivres et des renforts Le 4, l'armée continua sa retraite sans avoir d'engagement sérieux, harcelée seulement par les cosaques. Mais elle fut alors assaillie par un ennemi plus dangereux que les Russes, et auquel elle ne pouvait rien opposer. La saison n'était pas rigoureuse lorsque la retraite avait commencé. Le bulletin du 27 octobre avait dit avec quelque exagération : « Le temps est superbe, les chemins sont beaux; c'est le reste de l'automne; ce temps durera encore huit

jours, et à cette époque nous serons rendus dans nos nouvelles positions ». Malheureusement après dix jours de marche on n'y était pas; on ignorait même où on pourrait les prendre. Dès le 28, à Mojaisk, les vents s'étaient établis au nord-est, et le froid était allé en augmentant. Sur le champ de bataille de la Moskowa on avait trouvé des cadavres gelés. Cependant ce froid avait été supportable, on n'en avait pas beaucoup souffert. Du 6 au 7, il tomba de la neige et le froid augmenta. Les chemins, devenus glissans, furent impraticables pour le peu de chevaux qui restaient, et qu'on n'avait ni le temps ni le moyen de ferrer à glace. Les bivouacs furent mortels pour des hommes mal nourris, exténués de fatigues, et qui n'étaient pas vêtus assez chaudement. Alors commencèrent ces horribles désastres, trop connus pour qu'il soit besoin de les décrire, et qui causèrent la ruine de l'armée.

Napoléon reçut des nouvelles de sa droite, elles n'étaient pas consolantes. Saint-Cyr était allé à Wilna pour soigner une blessure. Legrand, qui lui avait succédé dans le commandement du 2e corps, et de Wrède, commandant le 6e, s'étaient repliés lentement pour se rapprocher de Victor et couvrir Wilna. De Wrède avait montré de la jalousie et des prétentions; on soupçonnait déjà sa fidélité. Le 31 octobre, Wittgenstein, avec toute son armée, avait attaqué Legrand. Après s'être bravement défendu, il s'était rallié aux troupes de Victor, qui s'était replié sur Senno. « Vous avez tout à perdre, lui écrivit

l'Empereur, en vous y prenant ainsi avec un adversaire dont la supériorité sur vous est en cavalerie légère. Vous risquez de voir toutes nos communications coupées. Marchez donc sur Wittgenstein, rejetez-le au-delà de la Dwina; reprenez Polotsk, et contenez les Russes sur cette rivière. Une victoire est indubitable avec les troupes que vous avez. L'armée sera demain à Smolensk. Maintenez-vous toujours en communication avec le quartier général. Vous en sentez la nécessité.»

C'est à Michalewka que l'Empereur apprit par des lettres de Paris la conjuration du général Mallet, qui avait éclaté dans cette ville le 23 octobre. Le récit de cet épisode nous détournerait trop longtemps de la retraite de l'armée; il trouvera sa place ailleurs. La conjuration n'avait pas réussi; elle n'en était pas moins propre à donner des inquiétudes sur la solidité de l'Empire. Napoléon en fut vivement affecté. Voyant la conduite de quelques fonctionnaires publics, notamment du préfet de la Seine, « Et Napoléon II, dit-il, on n'y pensait donc pas!» Il s'emporta contre l'impéritie de la police, contre Savary, Pasquier et Frochot. Il manifesta de justes inquiétudes sur l'instabilité de sa couronne et le besoin de retourner en France, de se remontrer dans la capitale pour raffermir son pouvoir, remonter l'opinion et réparer ses pertes.

On n'était plus qu'à une ou deux marches de Smolensk. Dans la déplorable situation de l'armée, c'était la terre promise, on comptait y trouver des

ressources capables de la refaire et de la mettre en état de continuer sa pénible retraite. Le quartier impérial y arriva le 9, l'armée n'y fut réunie que le 13. Les approvisionnemens étaient au-dessous des besoins; les difficultés des transports, la négligence ou l'infidélité des employés avaient déjoué la prévoyance de l'Empereur. Le corps de Victor pendant deux mois de séjour, la garnison, quinze mille blessés ou malades, les troupes de passage avaient consommé soixante mille rations par jour. Du moins si l'on avait pu, par des distributions régulières, proportionnellement répartir ce qui restait! mais la désorganisation avait produit l'indiscipline, la faim força les consignes, les magasins furent au pillage.

Napoléon apprit que, le 4, Victor avait quitté Senno pour se reporter en avant et regagner Lukoml. Cette contre-marche mettait à découvert Witepsk et les magasins qui y avaient été formés, mais elle devait empêcher les Russes de s'avancer entre de Wrède et le 9e corps pour s'emparer des communications de la Grande-Armée et des passages de la Bérézina. Chaque manœuvre avait des inconvéniens; le pire de tous était l'indécision et la perte du temps. L'Empereur écrivit à Victor de marcher, sans perdre un moment, droit à l'ennemi, dans la direction de Polotsk, et de rejeter Wittgenstein au-delà de la Dwina, ou s'il était difficile de lui livrer bataille, de manœuvrer de manière à menacer sa retraite et ses communications sur cette rivière. Oudinot, rétabli

de sa blessure, venait de reprendre le commandement du 2e corps; Napoléon lui ordonna de se diriger sur Bobr, pour gagner la route de Smolensk à Minsk, se placer en échelons entre la Bérézina et l'armée française, et lui servir d'avant-garde.

CHAPITRE LXXXIV.

Combat du Woop. — Force de l'armée à Smolensk. — Augmentation de désastres. — Combats de Krasnoï. — Opérations des corps de Victor, Oudinot, Schwarzenberg. — Minsk pris par les Russes. — Ney perdu et retrouvé. — Passage de la Bérézina. — A Smorgoni Napoléon quitte l'armée; il en laisse le commandement à Murat. — Elle arrive à Wilna. — Désordre, confusion. — Elle passe le Niémen, sa force. — Combat de Kowno. — Murat songe à ses intérêts. — Napoléon après son départ de Smorgoni. — A Wilna, Varsovie, Dresde. — Il écrit à son beau-père. — Complot pour l'enlever. — Son retour à Paris.

Baraguay-d'Hilliers, qui avait été détaché sur la route de Kalouga, rentra à Smolensk en désordre, après avoir perdu la brigade du général Augereau, forte de mille cinq cents hommes, surprise et faite prisonnière par trois partisans russes réunis pour cette expédition. Accusé de n'avoir pas, suivant ses instructions, tenu sa division réunie, le général fut renvoyé en France, en état d'arrêts chez lui, pour être jugé.

Un plus grand malheur, quoiqu'il ne fût pas sans gloire, était réservé au prince Eugène : en quittant

Dorogouboje, il avait pris la route de Doukowchina. Pressé par Platof, il s'était trouvé resserré au passage de la petite rivière de Woop, gonflée par les pluies. Les ponts étaient détruits, on ne put en établir; les berges étaient raides et glacées. On tenta un gué. Les premiers canons passèrent; mais le gué se trouvant défoncé, il fallut abandonner les autres, tous les équipages, détruire les munitions, et se résoudre à traverser la rivière ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et à travers les glaçons. Les cosaques n'osèrent pas avancer; il suffit, pour les contenir, de quelques centaines d'hommes décorés du nom d'arrière-garde. Le 10, Eugène continua sa marche. La division Broussier, qui avait encore douze canons, faisait l'arrière-garde. Tout le reste du corps suivait, en colonne informe, la route de Doukowchina. Au moment où l'on apercevait cette ville, plusieurs milliers de cosaques qui l'occupaient se présentèrent avec du canon, tandis que Platof attaquait l'arrière-garde et les flancs. Eugène, conservant son sang-froid, lança contre les cosaques qui lui disputaient le passage la garde italienne formée en carré et appuyée de quelques escadrons bavarois, les culbuta et les chassa de la ville, où il s'établit. Il y séjourna le 11, et arriva le 13 à Smolensk. Ney n'en était plus qu'à quelques lieues.

On rallia l'élite des soldats, les plus robustes, les plus courageux. On en comptait armés, suivant encore leurs chefs et gardant quelque apparence de discipline, environ de quarante-cinq à cinquante

mille. Mais le même nombre d'individus de tout rang, de toute condition, marchaient confondus; la tête de ces colonnes empressées de se devancer était déjà à Krasnoï et à Liadi. Des officiers intelligens, avec des sapeurs, prenaient les devans pour rendre les routes praticables et recueillir tous les hommes de bonne volonté, éclairer avec eux le chemin et préserver les ponts.

Kutusof s'était déjà emparé des routes de Roslawl et de Mtislawl, et menaçait les communications avec Orcha, Borisow et la Bérézina. Il n'y avait plus de temps à perdre pour atteindre cette rivière avant que les armées de Wittgenstein et de Tschichagof se fussent réunies pour en barrer le passage.

Le 13, la division Claparède s'était mise en marche, escortant le trésor. Napoléon et la garde partirent le 14. Le prince Eugène devait suivre. Le 15, Davoust fut chargé de soutenir Ney, pour se reployer, le 16 ou le 17, les deux corps réunis, sur Krasnoï; le général Charpentier quitterait ensuite la ville avec sa garnison. Il était ordonné de faire sauter les tours de l'enceinte, des mines étaient préparées; de brûler les munitions, caissons, fusils, tout ce qu'on ne pourrait pas emmener; de scier les tourillons des canons et de les enterrer.

Du 14 au 15 et au 16, le thermomètre marqua seize et dix-huit degrés au dessous de glace. On a remarqué que le froid avait été au moins aussi fort dans la campagne de 1807, mais alors les soldats étaient bien vêtus, recevaient des vivres, du vin, de l'eau-

de-vie, et ne bivouaquaient pas toutes les nuits.

« Cette armée si belle le 6, dit le vingt-neuvième bulletin, était bien différente le 14; presque sans cavalerie, elle ne pouvait pas s'éclairer à un quart de lieue; sans artillerie, sans munitions, elle ne pouvait pas risquer de bataille et attendre de pied ferme. Il lui fallait marcher pour ne pas y être contrainte. Il lui fallait occuper un certain espace pour n'être pas tournée, et cela sans cavalerie qui éclairât et liât les colonnes. A ces difficultés se joignait un froid excessif. Les chemins furent couverts de verglas, les chevaux périssaient non par centaines, mais par milliers. Plus de trente mille périrent en peu de jours; la cavalerie se trouva toute à pied, l'artillerie et les transports furent sans attelages. Il fallut abandonner et détruire une bonne partie des pièces et des munitions de guerre et de bouche. » Qu'on ajoute à cette esquisse la mortalité des hommes dont le bulletin ne parlait pas, on n'aura encore qu'une idée imparfaite de ce grand désastre.

En arrivant à Krasnoï, Claparède y trouva des éclaireurs russes, et les en chassa. Le 15, au moment où la garde impériale défilait pour s'y rendre, Miloradowich parut sur la gauche, et se borna à une canonnade qui ne l'arrêta pas.

Le 16, Kutusof quittait Jourouwa, et marchait vers Krasnoï. La situation de l'armée devenait très critique, car l'ennemi se prolongeant par la gauche pouvait intercepter la seule ligne de communication. Mais Eugène, Davoust, Ney, étaient encore en

arrière, il fallait bien les attendre. Napoléon se détermina donc à rester à Krasnoï, jusqu'à leur arrivée.

Eugène, parti de Loubnia avant le jour, avait marché pendant toute la matinée sans obstacles : vers trois heures de l'après-midi, il rencontra Miloradowich, à cheval sur la grande route, lui barrant le passage. Il essaya de le rouvrir l'épée à la main, et ne put y réussir. Miloradowich le fit sommer de mettre bas les armes. Entouré de ses aides-de-camp et de ses généraux, il rejeta bien loin la proposition. Son arrière-garde amusa par des démonstrations d'attaque, sur la grande route, le gros de son corps fila entre cette route et le Borysthène, et atteignit Krasnoï. Ce ne fut pas sans perte; mais il eut la gloire, avec six mille soldats, de se tirer des mains de vingt mille Russes.

Le danger auquel il avait échappé attendait à leur tour Davoust et Ney. Un péril encore plus grand menaçait la partie de l'armée qui était dans Krasnoï; Kutusof y était arrivé et se préparait, le 17, à frapper un grand coup.

Napoléon, avec sa garde et le prince Eugène, pouvait filer sur Orcha; il prit la résolution de rétrograder, de prévenir les Russes, et d'ouvrir le chemin à Davoust et à Ney. A la pointe du jour, Mortier se mit en marche avec la jeune garde; Napoléon, à la tête de la vieille garde, suivait à pied; Claparède défendait Krasnoï; Eugène commençait sa retraite sur Liady. L'Empereur fit attaquer le village d'Ouwarowo, occupé par les Russes.

Les Français, au nombre de quinze mille hommes, dont deux mille de cavalerie, étaient environnés de plus de soixante mille Russes. Mais là étaient Napoléon, avec l'ascendant de ses victoires et de son génie, la garde impériale avec sa vieille renommée. Elle s'en montra digne; redoutant ses baïonnettes, l'ennemi la foudroyait avec ses canons; privée des moyens de lui répondre, elle resta inébranlable. Mais il déployait ses forces, elles s'avançaient et débordaient de toutes parts, il menaçait de couper la seule route de retraite. Davoust était arrivé: il n'y avait pas un moment à perdre pour éviter une ruine complète. Ney restait en arrière; une fatale nécessité ne permettait plus de l'attendre; la retraite fut décidée. Le gros de l'armée fut sauvé, traversa Krasnoï, et passa la nuit à Liady.

L'honneur de cette journée quoique fatale fut tout entier pour les armes françaises. Les Russes conviennent qu'ils auraient pu couper complètement l'armée, et la réduire à la cruelle alternative, soit de chercher à se faire jour l'épée à la main, soit de se rejeter vers le Dniéper, où, acculée sans moyens de passage, elle aurait été entièrement détruite.

Mais il faut bien le reconnaître, à la gloire de l'armée française, au milieu des fléaux conjurés contre elle, sa constance, son courage, et sa noble attitude, ne cessèrent d'imposer à l'ennemi. La conduite de Napoléon à Krasnoï, comme dans toute la retraite, réfute victorieusement les reproches d'engourdissement, de caducité, d'indécision et d'in-

sensibilité, que lui ont prodigués ses ennemis. Il sauva le corps de Davoust; il aurait de même dégagé Ney, si, pour l'attendre, il n'eût pas fallu tout compromettre.

Il semblait perdu: le 18, à trois heures de l'après-midi, il trouva l'armée russe à cheval, sur la grande route, et fut accueilli par quarante bouches à feu tirant à mitraille. Loin d'en être déconcertés, les Français se jetèrent sur les batteries russes, avec une fureur et un courage admirables. Des rangs entiers tombaient, et se trouvaient remplacés sur-le-champ; mais ils ne purent forcer le passage. Ne prenant conseil que de son courage, Ney se mit en marche avec trois mille hommes, les seuls en état de le suivre, et se dirigea sur Gousinoë, où il passa le Borysthène sur la glace mal affermie. Les premiers bataillons gagnèrent la rive droite; la glace se rompit sous les derniers, il y eut une centaine de noyés. Au jour, Miloradowich ne trouva plus personne.

Le 17, l'armée était arrivée à Liady; il y avait des maisons et des habitans; on n'y trouva qu'une partie des ressources sur lesquelles on comptait; la plus grande partie avait été enlevée par les premiers qui y avaient passé. Napoléon prit des mesures pour la sûreté et la distribution régulière des approvisionnemens qui étaient en avant sur la route. Le 18, l'armée se remit en marche, le froid était moins rigoureux, il y avait même de la boue sur le chemin: l'Empereur était à pied au milieu des soldats; on at-

teignit Doubrowna; on y reçut encore de mauvaises nouvelles.

Wittgenstein avait enlevé à Witepsk le général Pouget, avec une faible garnison. Victor et Oudinot s'étaient enfin mis en mouvement, d'après les ordres que l'Empereur leur avait envoyés de Smolensk. Le 13, Victor culbuta et défit l'avant-garde russe; le 14, il attaqua Wittgenstein dans sa position de Smoliantzi, et ne put le forcer : le combat dura depuis onze heures du matin jusqu'au soir; Smoliantzi fut pris et repris jusqu'à six fois, il resta aux Russes. Victor établit son corps près de la route de Bechenkowiczi, comme pour menacer la Dwina; Oudinot se retira à Czereia. Sans avoir rempli son but, ce combat fut meurtrier, et la perte de chaque côté de trois mille hommes. Victor commandait en chef les deux corps, comme le plus ancien des deux maréchaux, mais malheureusement ils n'étaient point d'accord. Dans les récits de ce combat, il n'est pas plus parlé du concours d'Oudinot que s'il en eût été très éloigné.

Les manœuvres de Schwarzenberg et de Reynier n'avaient pas été plus heureuses. Minsk, un des grands dépôts de l'armée française, était défendu par un corps de six à sept mille hommes aux ordres du général Bronikowski. Il crut que les Russes, qui se dirigeaient de Slonim sur Neswige et Nowogrodek, n'étaient que des détachemens de partisans, et qu'il les arrêterait avec quatre à cinq mille hommes tirés de sa garnison, commandés par le général

Kossecki. Cette erreur fut d'autant plus funeste que la garnison de Minsk aurait pu être renforcée par la division Dombrowski postée à Stoutsk, par Oudinot, qui, à cette époque, avait atteint la route de Borissow à Orcha, près de Bobr, et même par la division Loison qui, détachée du 11ᵉ corps, venait d'arriver à Wilna. Tschichagof n'eut pas de peine à détruire le détachement de Kossecki, qui rentra à Minsk avec quelques débris. Le gouverneur Bronikowski, n'ayant plus que deux mille hommes, l'évacua sans détruire ses immenses magasins, et se retira sur Borissow. Sacken seul occupait Schwarzenberg et Reynier qui le poursuivaient sur le Bug, s'éloignaient de la Grande-Armée et lui tournaient le dos.

«Eh bien, dit Napoléon, en apprenant la prise de Minsk, il ne nous reste plus qu'à nous faire jour avec nos baïonnettes.» Il envoya l'ordre à Dombrowski d'occuper promptement le pont de la Bérézina à Borissow; à Oudinot de se séparer de Victor et de se porter en toute hâte sur le même point; et, après s'être assuré du pont, de marcher pour réoccuper Minsk; à Victor de prendre une position plus rapprochée de Borissow, de Wilna et d'Orcha que l'armée de Wittgenstein, de masquer le mouvement d'Oudinot, et de donner à croire au général russe que l'Empereur arrivait sur lui : son intention étant de se porter sur Minsk, et quand on aurait reconquis cette ville, de prendre la ligne de la Bérézina.

La cavalerie était tellement démontée, qu'on dut

réunir les officiers auxquels il restait un cheval, pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient fonction d'officiers, et les colonels celle de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy, et sous les ordres de Murat, ne perdait pas de vue l'Empereur dans tous les mouvemens.

Le 19 après midi, on atteignit Orcha. On y trouva des magasins de vivres, quarante pièces de canon et deux équipages de pont. Il n'y avait pas assez de chevaux pour tout emmener; on donna la préférence aux canons; pour doubler les attelages conservés, on brûla, outre les équipages de pont, des voitures de bagages, de papiers. L'assurance de Napoléon croissait avec le péril; à ses yeux, au milieu de ces déserts de boue et de glace, quelques milliers d'hommes qui lui restaient étaient toujours la Grande-Armée, et lui le conquérant de l'Europe. Il hésita sur le parti à prendre. Irait-il avec tout ce qui lui restait de forces organisées au devant de Tschichagof? Se jetterait-il, au contraire, sur Wittgenstein, en allant se réunir à Victor? La crainte que Kutusof ne se joignît à l'armée de Moldavie, et ne le prévînt à Wilna, lui fit craindre de s'aventurer sur la direction de Polotsk. D'ailleurs, en forçant de marches, il espérait encore prévenir Tschichagof sur la Bérézina.

Le 20, on quitta Orcha et le Dniéper. Davoust et Eugène y attendirent quelques heures le maréchal Ney. Depuis qu'on avait quitté Krasnoï, on n'avait

plus eu de ses nouvelles. Napoléon ne s'en était éloigné que lentement, le cœur navré du malheur de son lieutenant et du désespoir de l'abandonner. A tout moment en route, le nom de Ney s'échappait de sa bouche avec des exclamations de douleur. Après avoir fait huit lieues, l'Empereur s'arrêta à Baranoui; il y dînait avec Berthier et le maréchal Lefebvre, lorsque Gourgaud, accourant d'Orcha, vint annoncer que Ney n'était plus qu'à quelques lieues, et qu'Eugène s'était porté au-devant de lui. « J'ai, s'écria l'Empereur, deux cents millions dans les caves des Tuileries : je les aurais donnés pour sauver le maréchal Ney. »

Après le combat du 18 et le passage du Dniéper, qui lui avaient coûté tant de sacrifices, il s'était arrêté à Gousinoé pour reposer sa troupe. Le 19, il se remit en route. Après midi, parurent des milliers de cosaques : c'était Platof qui descendait la droite du Dniéper. Ney les contint par la fermeté de sa contenance. Il décampa la nuit, regagna les bords du Dniéper, et s'avança de bois en bois, profitant de tous les accidens du terrain. Le 20, près du village de Doubrowka, Ney fut atteint par Platof. Le maréchal gagna Iakoubowo, où il opposa la plus vive résistance, s'y soutint jusqu'à la nuit qui termina le combat, et marcha sur Orcha où il entra avec Eugène qui était allé à sa rencontre. En le revoyant, la joie de l'armée fut d'autant plus vive qu'on l'avait cru perdu sans ressources, et qu'il s'était tiré d'une situation presque désespérée par son imperturbable

fermeté, sa présence d'esprit, son intrépidité et celle de ses compagnons.

Après la perte de Minsk, Dombrowski s'était porté à Borissow, et réuni à Bronikowski. Il n'avait pas encore eu le temps de s'y établir. Tschichagof le fit attaquer le 21. Les Russes emportèrent les retranchemens et s'emparèrent du pont et de la ville. Ce malheur fut imputé à la négligence de Bronikowski, et même à Oudinot qui, averti par ce général, ne lui envoya pas de renfort.

Alors éclatèrent dans l'armée les alarmes et les perplexités. Quant à Napoléon, suivant Ségur, il était consterné; suivant le Russe Boutourlin, sans se laisser abattre par l'imminence du danger, il osa le mesurer avec l'œil du génie, et il trouva encore des ressources là où un capitaine moins habile ou moins déterminé n'en aurait pas soupçonné. Reprendre le pont de Borissow; chercher, pour le cas où les Russes le détruiraient, un autre passage, par exemple, au-dessus de cette ville, vis-à-vis Zembin, au-dessous vis-à-vis de Berezino; tels furent ses premières pensées, ses premiers ordres.

Le 23, Oudinot partit de Bobr; Tschichagof avait passé la Bérézina; ils se rencontrèrent. Les Russes furent mis en déroute et rejetés sur Borissow; ils repassèrent le pont, mais ils le brûlèrent. Dès-lors, plus d'espoir de ce côté, nécessité de chercher un autre passage, embarras, incertitude, redoublement d'anxiétés, désespoir.

Outre les deux points que Napoléon avait indi-

qués à Oudinot, on en désigna un troisième à Wesselowo, au-dessus de Borissow. On examinait, on discutait, on se perdait en projets, en hypothèses; mais la position devenait à chaque instant plus effrayante, il fallait se décider. Ce fut presque l'affaire du hasard : le général Corbineau, parti de Gluboskoë, avec sa brigade de cavalerie, pour rejoindre le 2[e] corps, guidé par un paysan, traversa la Bérézina à gué vis-à-vis de Stoudianska, près de Wesselowo, et rejoignit Oudinot. L'épreuve était décisive : le génie y porta ses travailleurs et toutes ses ressources. Des démonstrations furent faites sur divers points pour donner le change à l'ennemi, occuper et diviser ses forces. En effet, craignant que les Français ne surprissent le passage sur la basse Bérézina, et ne pénétrassent sur Igoumen pour se joindre à Schwarzenberg, Tschichagof se prolongea par sa droite, ne laissant que son avant-garde devant Borissow, et des cosaques devant Stoudianska.

Le 25, toute l'armée fut réunie à Borissow, excepté Victor, opposé à Wittgenstein, et par lui suivi de près. Des troupes sorties de Moscou, il ne restait que quinze mille combattans, y compris la garde. Les corps de Victor et d'Oudinot n'en présentaient pas davantage. Les Français avaient devant eux vingt-huit mille hommes de Tschichagof, à leur droite vingt-cinq mille de Wittgenstein, à leur gauche cinquante mille de Kutusof. Depuis plusieurs jours on avait détruit un grand nombre de voitures qui auraient augmenté les embarras du

passage et réservé les chevaux pour l'artillerie.

A onze heures du soir, l'Empereur sortit de Borissow et s'arrêta dans une ferme. Murat, regardant le passage de la Bérézina comme impraticable, lui proposa de sauver au moins sa personne. Des Polonais dévoués s'offraient à le conduire, dans cinq jours, à Wilna; Napoléon repoussa cette proposition, s'indignant qu'on le crût capable de quitter l'armée dans un si grand péril.

Le 26, avant le jour, il monta à cheval et se rendit aux ponts. Après une sorte de dégel qui avait eu lieu les jours précédens, une forte gelée avait repris le 24; les marais qui bordent la Bérézina étaient raffermis par le froid, mais la rivière n'était pas prise, et les nombreux glaçons qu'elle charriait contrariaient beaucoup les travaux; les sapeurs avaient de l'eau jusqu'aux épaules; leur constance et leur dévoûment étaient admirables. En attendant que les ponts fussent terminés, Napoléon ordonna à Corbineau de passer le gué avec sa brigade pour occuper la rive droite avant que l'ennemi n'y fût en force. Chaque cavalier prit en croupe un tirailleur; la division Dombrouski passa sur des radeaux. Ces troupes balayèrent quelques détachemens de l'avant-garde de Tschaplitz. L'Empereur fit établir quarante pièces de canon en batterie sur les hauteurs de Studianska pour protéger le passage, dans le cas où les Russes se présenteraient pour le disputer.

Le pont destiné à la troupe ayant été achevé après midi, Oudinot défila avec son corps; le second pont

destiné aux voitures ayant été terminé quelques heures après, l'artillerie passa ensuite, celle d'Oudinot en tête; il y avait encore deux cent cinquante bouches à feu avec leurs approvisionnemens. Ce passage fut interrompu plusieurs fois par des accidens. Les pontonniers, les sapeurs, les marins se dévouèrent pour les réparer; plusieurs d'entre eux moururent de fatigue et de froid.

Oudinot attaqua et repoussa Tschaplitz jusqu'à Stakow. Là il fut rejoint par Pahlen; ils reprirent ensemble l'offensive. Pénétré de l'extrême importance du combat, chaque soldat redoubla d'énergie et fit des prodiges : Oudinot parvint à se maintenir. Il fallait encore s'assurer du chemin de Zembin qui traverse un marais sur une chaussée coupée par trois ponts de plus de cent toises chacun, sans quoi tout était perdu. Oudinot y envoya un détachement qui s'en empara. L'Empereur lui envoya Ney avec deux mille cinq cents hommes de la jeune garde pour s'opposer à Tschichagof.

Le 27, Napoléon se porta au-delà de la Bérézina; le passage continua; il ne put pas s'achever à cause de plusieurs ruptures survenues aux ponts. Tschichagof eut ainsi le temps de revenir à Borissow avec les deux divisions qu'il avait emmenées. Dans la nuit du 26 au 27, Victor, partant de cette ville pour Studianska, y avait laissé Partouneaux pour la garder jusqu'au milieu du jour et occuper l'ennemi. Wittgenstein vint, avec toute son armée, lui couper le chemin; Partouneaux voulut se faire jour, mais il

n'était pas de force. Investi de toutes parts, il tenta pendant la nuit de s'échapper avec un bataillon d'élite, il fut fait prisonnier. Le lendemain, sa division se rendit au nombre d'environ trois mille hommes, outre quatre mille isolés qui s'étaient joints à lui. Ce malheur était d'autant plus déplorable, qu'avec quelque réflexion on aurait pu l'éviter. Un bataillon, parti de Borissow après Partouneaux, arriva à Studianska par un autre chemin.

Dans la même nuit, le général Yermolof arriva à Borissow; Tschichagof y fit jeter un pont; la communication fut établie avec l'armée de Wittgenstein. Ces généraux réunis concertèrent une attaque générale sur les deux rives; Yermolof et Tschichagof sur la rive droite, Wittgenstein sur la rive gauche.

Malheureusement on n'avait pas profité de la nuit autant qu'on l'aurait pu pour accélérer le passage des bagages et de la foule des traîneurs. Le prince Eugène et Davoust reçurent l'ordre de filer par la route de Zembin et d'entraîner tout ce qu'ils pourraient.

Le 28, à sept heures du matin, le canon se fit entendre, les Russes s'ébranlèrent. Le plus grand danger était sur la rive droite, où se trouvait Napoléon. Il courut du côté de Tschichagof qui attaquait Oudinot, trouva ce général blessé qu'on emportait, et donna le commandement au maréchal Ney. Les généraux russes Tschaplitz et Pahlen ne purent percer la ligne des Français et des Polonais. Ney forma en colonne les cuirassiers de Doumerc,

s'élança à leur tête, enfonça les carrés ennemis, les sabra, les rejeta en déroute sur Stakow, laissant bon nombre de prisonniers. Tschichagof envoya des renforts, ils ne purent rétablir le combat. Les Français conservèrent le terrain qu'ils avaient gagné et restèrent maîtres des débouchés. Davoust et le prince Eugène filèrent avec leurs corps sur Zembin.

Sur la rive gauche, Victor, avec sept ou huit mille hommes, eut, pendant tout le jour, sur les bras, l'armée de Wittgenstein, et conserva sa position de Studianska, d'où il protégeait le passage de la Bérézina. Il ne la quitta que le 29 au matin, passa la rivière avec trois mille hommes qui lui restaient et brûla les ponts.

Mais le 28, aux premiers coups de canon, tout ce qui n'était pas combattant et se trouvait sur la rive gauche, se précipita vers les ponts : c'étaient une innombrable quantité de voitures et de charrettes, dix mille individus, hommes, femmes, enfans entassés, et dans le plus affreux désordre, se disputant le passage. Les batteries de Wittgenstein, en y semant l'épouvante et la mort, augmentèrent les horreurs de cette confusion ; elle durait encore le 29 au matin. Il périt un grand nombre d'individus ; Victor en sauva une partie par sa belle contenance. Il en resta encore quelques milliers sur la rive gauche après la rupture des ponts. Assez de plumes se sont exercées sur cette catastrophe, pour que nous essayions d'en retracer les détails. Cette journée déplorable n'en fut pas moins glo-

rieuse; l'ennemi s'était flatté que la Bérézina serait le tombeau de toute la Grande-Armée. Des Français, exténués par la faim et le froid, dans le plus grand dénûment, à six cents lieues de leur pays, triomphèrent des efforts des Russes, beaucoup plus nombreux, pourvus de tout, combattant dans leurs foyers. Heureusement Kutusof, avec ses quarante-cinq mille hommes, ne prit point de part à la bataille.

« Dans cette circonstance importante, dit l'historien russe, la conduite de l'Empereur des Français fut au-dessus de tout éloge. Le danger imminent où il se trouva ranima encore une fois son génie militaire. Investi de tous côtés, il ne perdit pas la tête : il trompa par des démonstrations habiles, les généraux qui lui étaient opposés; et glissant pour ainsi dire entre les armées qui s'apprêtaient à fondre sur lui, il exécuta son passage sur un point bien choisi, où tout l'avantage du terrain se trouva de son côté. Le mauvais état des ponts, dont il ne dépendait pas de lui d'améliorer la construction, fut l'unique cause qui, en ralentissant l'opération, la rendit si périlleuse. Ainsi, les grandes pertes que les Français éprouvèrent ne sauraient être attribuées à Napoléon, et ne doivent être mises que sur le compte des circonstances malheureuses où son armée se trouvait, et qu'il n'était plus en son pouvoir de maîtriser. [1]

La position de Kutusof, en arrière de plusieurs marches, et le retard que le rétablissement des ponts

[1] Boutourlin, t. II, p. 405.

sur la Bérézina apporta au passage de Wittgenstein, ne permirent pas aux Russes de lancer d'abord de grandes forces à la poursuite de l'armée française. Mais elle eut alors à souffrir d'un ennemi plus dangereux qu'elle ne pouvait combattre; le froid augmenta et porta le ravage dans ses rangs. Le 1er décembre, elle gagna Staïki, et le lendemain Selitche. En approchant des villes de Malodeczno et de Smorgoni, on espérait y trouver des ressources, un appui à droite dans le corps bavarois de Wrède, à gauche dans celui de Schwarzenberg, et donner à l'armée quelque repos derrière la Wilia.

On ne tarda pas à acquérir la triste conviction qu'il ne fallait plus compter sur ces deux généraux. Schwarzenberg, s'étant obstiné à suivre Sacken sur le Bug, n'était plus à temps, quand il l'aurait voulu, de revenir utilement sur ses pas. Wrède, attaqué par le général major Kutusof, avait battu en retraite sur Wilna. On n'avait plus en perspective que le corps du maréchal Augereau qui commençait à entrer en ligne, la division Loison prête à sortir de Wilna pour venir à la rencontre de l'armée, la division Heudelet approchant du Niémen. Macdonald était toujours devant Riga, où sa présence était nécessaire pour contenir les Russes qui, sans lui, pouvaient percer jusqu'à Tilsit. Ainsi, les débris de la Grande-Armée étaient à-peu-près abandonnés à eux-mêmes jusqu'à Wilna, devenu le centre de tous les mouvemens rétrogrades.

Le 3 décembre, l'Empereur arriva à Malodeczno. On y trouva quelques provisions, et vingt estafettes

de Paris. Depuis Smolensk on n'avait pas publié de bulletins. Il eût été imprudent de révéler les désastres de l'armée; il fallait qu'on crût toujours à son existence et à la puissance de l'Empereur; il le fallait pour contenir les alliés et empêcher les défections. Maintenant le danger n'était plus le même, la retraite était avancée; d'ailleurs la vérité commençait à percer. Le vingt-neuvième bulletin fut rédigé, et Napoléon fit ses préparatifs de départ pour la France. Ses ennemis le lui ont reproché comme une lâche désertion et une fuite. Ils auraient sans doute préféré qu'il eût sacrifié aux devoirs d'un général ordinaire ceux du chef d'un grand Empire, et les intérêts de sa haute position à un intérêt secondaire. Les évènemens l'ont absous de ce reproche et ont justifié sa prévoyance. On l'a accusé aussi d'être parti sans avoir laissé d'ordres, sans avoir pourvu à rien. Ses instructions détaillées prouvent le contraire, tout y était prévu. Après avoir séjourné, le 5, à Smorgoni, il annonça son départ aux chefs de l'armée, et leur en développa les motifs. Ils les comprirent et l'approuvèrent. Il leur fit ses adieux. Il voulait laisser le commandement à Eugène. Berthier ne consentait à servir que sous un roi. Le commandement échut à Murat, l'administration à Daru. Berthier resta major-général. Napoléon partit dans un traîneau, ayant à ses côtés Caulaincourt, et sur le devant l'interprète polonais Wonzowich. Sa suite ne se composait que du mameluk Rustan, et d'un valet de pied. Un pi-

queur courait en avant. Caulaincourt avait un passeport de Berthier pour se rendre à Paris. L'Empereur voyageait sous le nom de Rayneval. Duroc et Lobau le suivirent de près.

Le départ de Napoléon, l'insuffisance de Murat, la faiblesse de Berthier, et le redoublement du froid qui s'éleva jusqu'à 30 degrés, portèrent le dernier coup aux débris de l'armée. Tous les liens furent rompus. Sauf quelques exceptions, chefs et soldats, chacun, plus que jamais, ne pensa plus guère qu'à soi. Poursuivie par le corps de Tschichagof, accablée par le froid et tous les besoins, elle partit de Smorgoni le 6, et arriva le 9 à Wilna, ayant perdu dans ces trois jours plus de vingt mille individus. Il y avait dans cette ville des ressources immenses et de toute espèce qui, malgré les accusations d'imprévoyance, y avaient été rassemblées par les ordres de l'Empereur et les soins de l'administration. Mais il fut impossible d'en régulariser la distribution à une foule affamée; une partie fut livrée au pillage, ce qui ne fut pas gaspillé profita à l'ennemi, car on ne pensa pas à le contenir; cependant on l'aurait pu, il avait aussi beaucoup souffert, et ne marchait que péniblement. Abattu, peu capable de résolution et de volonté, Murat se déchargeait sur Berthier, dont le moral était encore plus affaibli. Dès que le canon des Russes se fit entendre, on prit l'épouvante; dans la nuit du 10 au 11, l'ordre de la retraite fut donné.

La confusion fut à son comble. On sortit de Wilna

avec la même précipitation et encore plus d'encombrement qu'on y était entré. Les efforts de quelques chefs pour rallier les soldats étaient inutiles. Un seul qui, depuis le commencement jusqu'à la fin de cette fatale campagne, s'immortalisa par son intrépidité et l'énergie de son caractère, le maréchal Ney, eut assez d'ascendant pour réunir quelques braves que n'abandonnait pas leur force morale, et se dévoua pour servir d'arrière-garde et couvrir la déroute. Les Russes entrèrent dans Wilna où ils trouvèrent les magasins encore bien fournis, et des milliers d'individus laissés dans les hôpitaux, ou qui étaient restés dans la ville, préférant les rigueurs et la honte de la captivité aux dangers et aux souffrances de la retraite. A une lieue de Wilna, l'armée rencontra la hauteur et le défilé de Ponari, c'était comme un mur de glace : les chevaux ne purent y gravir; les bagages, les canons, les blessés, quatre mille charrettes, tout vint achever de s'abîmer devant cet obstacle insurmontable, qu'avec quelque prévoyance on aurait pu tourner. On fut obligé de mettre le trésor de l'armée à la disposition du soldat, pour qu'il ne tombât pas au pouvoir de l'ennemi.

Enfin, le 13 décembre, après quarante-six jours de marche, l'armée repassa le Niémen à Kowno. Les historiens ne sont pas d'accord sur la force de ce grand débris; ils varient depuis vingt mille jusqu'à trente-six mille hommes. Avec les corps de Poniatowski, de Reynier, de Schwarzenberg, de Macdonald, composés pour la plus grande partie d'é-

trangers, il ne restait pas plus de cent vingt mille hommes des quatre cent mille qui, six mois auparavant, avaient passé le Niémen. Tout le reste était mort ou prisonnier.

Les armées russes réunies sous le commandement de Kutusof fortes, à la retraite de Moscou, de cent soixante-dix mille hommes étaient réduites à cinquante mille.

Napoléon, s'il eût encore commandé l'armée, aurait arrêté la guerre entre le Niémen et la Vistule. Les Français ne tinrent pas à Kowno; harcelés par l'ennemi, il se divisèrent : les uns prirent la route de Varsovie; Murat, avec le plus grand nombre, suivit le chemin de Kœnisgberg; Ney, resté à Kowno, avec une très faible arrière-garde, voulant, le 14, évacuer la ville, trouva le pont du Niémen occupé par les Russes.

L'intrépide maréchal devint encore soldat, saisit un fusil, se précipita sur eux à la tête de trente ou quarante braves, s'ouvrit le passage, et ajouta à sa gloire celle de sortir le dernier du sol fatal de la Russie.

L'ennemi fit un nouveau plan d'opérations. La grande armée russe abîmée par les marches, se cantonna pour se refaire entre Wilkomir et Wollogin. A la droite Paulucci, avec la garnison de Riga, fut chargé de suivre Macdonald dans sa retraite, tandis que Wittgenstein se porterait à Gumbinen, pour le couper de la Vistule. Les corps des généraux Touczhof, Essen et Sacken furent destinés à agir contre Schwarzenberg et Reynier; ceux de Tschichagof et

Platow au centre, de poursuivre les débris de la Grande-Armée française, sans cependant porter le gros de leurs forces au-delà du Niémen, afin de se trouver en mesure, suivant les circonstances, d'opérer contre Macdonald ou Schwarzenberg.

Murat continua sa retraite sur Gumbinen, où il fut rejoint par Ney, s'y arrêta plusieurs jours, et dirigea les restes des différens corps sur les places de la Vistule. Dès ce moment il manifesta son projet de quitter le commandement, et d'abandonner la France à son destin, pour retourner dans ses états et soigner ses intérêts. Il dit au maréchal Davoust, en présence de Ney et de Berthier, que personne en Europe n'avait confiance dans les paroles et les traités de Napoléon; que lui, il aurait pu faire sa paix avec les Anglais. Il cita avec éloge Bernadotte, et critiqua amèrement les procédés de l'Empereur envers Louis, roi de Hollande. Sur l'observation qui lui fut faite qu'il n'était roi que par la grâce de l'Empereur, et qu'il ne pouvait traiter avec ses ennemis sans son agrément, il répondit qu'il était roi de Naples, comme François était empereur d'Autriche, et qu'il pouvait faire ce qu'il voulait. Murat se rendit à Kœnigsberg avec les débris de la garde, et y fit venir de Dantzig la division Heudelet; Rapp reprit le commandement de cette dernière place.

A son départ de Smorgoni, le 5 décembre, Napoléon passa à Oszmiana, il y avait très peu d'heures que le partisan Seslavin y avait paru, affrontant la

division Loison. En approchant de Wilna, il trouva Maret qui venait à sa rencontre; sans discontinuer sa route, il concerta avec son ministre des mesures pour l'exécution des instructions qu'il venait de laisser à Murat sur le ralliement de l'armée dans cette ville. Il arriva, le 10, à Varsovie, il y resta quelques heures en conférence avec l'abbé de Pradt et les ministres polonais; il traversa rapidement la Silésie, où il fut sur le point d'être retenu. Le 14, il s'arrêta à Dresde chez son ministre le comte de Serra; il y eut une entrevue avec le roi de Saxe.

A Vienne les ennemis de la France n'avaient pas osé faire éclater la joie que leur avait causé la nouvelle des désastres de l'armée. On avait peine à croire qu'ils n'eussent pas été exagérés. D'ailleurs Napoléon avait si souvent montré quelles étaient les ressources inépuisables de son génie pour se tirer de situations critiques. Ne pouvait-il pas encore s'arrêter en Pologne, y concentrer ses forces, et partir de là pour recommencer une nouvelle campagne? Malheur alors à ceux qui se seraient déclarés prématurément contre lui! Rien ne pressait; il était prudent d'attendre; on se contint donc.

De Dresde, Napoléon écrivit à l'empereur d'Autriche pour lui annoncer son retour à Paris, et lui insinuer d'y envoyer quelqu'un en l'absence de son ambassadeur, le prince de Schwarzenberg, dont la présence était nécessaire aux armées; qu'il serait important, dans les circonstances, qu'il rendît mobile un corps de Galicie et de Transylvanie, en portant

ainsi ses forces entières à soixante mille hommes. Napoléon assurait son beau-père d'une pleine confiance dans ses sentimens. L'alliance qu'ils avaient contractée formait un système permanent dont leurs peuples devaient retirer de si grands avantages, qu'il pensait que sa majesté ferait tout ce qu'elle lui avait promis à Dresde, pour assurer le triomphe de la cause commune, et les conduire promptement à une paix convenable. Elle pouvait être persuadée que de son côté, elle le trouverait toujours prêt à faire tout ce qui pourrait lui être agréable, à la convaincre de l'importance qu'il attachait à leurs relations actuelles, etc. »

Napoléon expédia diverses dépêches à Wilna, à Varsovie et Berlin. Il y eut un complot formé à Dresde pour l'enlever; il manqua parce que le ministre qui était à la tête du parti anglais à Vienne ne donna pas l'ordre à temps. A Erfurt, il dicta des lettres pour ses différens envoyés près des cours de la confédération d'Allemagne, et pour les principaux commandans militaires; il passa par Mayence, et, le 18, à onze heures du soir, il était aux Tuileries, vingt-quatre heures après la publication du 29e bulletin. Personne ne l'attendait; il courut à la chambre de l'Impératrice qui, triste et souffrante, venait de se mettre au lit.

Le 19, dès neuf heures du matin, il reçut les princes grands dignitaires, les grands-officiers, les ministres, et travailla avec eux tout le jour et jusqu'à une heure du matin. Le 20, c'était un dimanche, il

donna audience aux premiers corps de l'état. On s'attendait à des reproches sur le complot de Malet: tous les visages étaient empreints d'une sorte de stupeur causée par les dernières nouvelles; on l'interrogeait d'un œil inquiet et curieux; il parut calme, et fut le premier à parler des revers. Il s'en montra moins préoccupé que de l'affaire de Malet. Elle avait été l'objet de ses premières informations. Pendant son absence, le gouvernement l'avait traitée comme une tentative insignifiante, pour ne pas répandre l'effroi ou altérer la confiance. L'Empereur y attacha plus d'importance; elle fut en grande partie le texte des discours et de ses réponses qui se succédèrent pendant plusieurs jours.

CHAPITRE LXXXV.

Complot de Malet. — Instabilité du principe monarchique. — Disgrâce de Frochot, remplacé par Chabrol. — Hostilités du clergé. — Travaux publics. — Défection des Prussiens. — L'Autriche infidèle à l'alliance. — Système continental. — Mission de Bubna à Paris. — Napoléon organise une armée. — Guerre d'Espagne.

Le général Malet, depuis son arrestation en 1808, presque oublié et sans importance, avait eu la permission d'habiter une maison de santé où il jouissait d'une certaine liberté. Il forma, dès que Napoléon partit pour la campagne de Russie, le projet de le renverser du trône. Il mit dans sa confidence deux individus, l'abbé Lafon, agent bourbonnien, prisonnier comme lui; Rateau, jeune caporal de la garde municipale, employé dans cette maison. La supposition de la mort de l'Empereur en Russie fut la base des combinaisons de Malet, une série d'actes en était la conséquence. Une proclamation du sénat au peuple, pour annoncer cet évènement, contenait une critique amère de son gouvernement; un sénatus-consulte qui déclarait Napoléon et sa famille

déchus du trône, et nommait une commission de cinq membres pour exercer provisoirement le pouvoir exécutif; des lettres de service par lesquelles elle chargeait Malet du commandement des troupes de la première division et de la place de Paris; un arrêté qui lui conférait le grade de général de division; l'épuration des autorités; le remplacement du ministre de la police générale et du préfet de police par les généraux Lahorie et Guidal, ennemis du gouvernement, détenus à Paris; tout fut prévu, calculé, préparé. Malet projetait, Lafon soignait la rédaction et la forme, Rateau faisait les expéditions. Ce travail, qui devait être secret, renfermé entre trois personnes, était considérable, il dura plusieurs mois, et ne se trouva terminé qu'au commencement d'octobre; le moment était favorable, depuis quinze jours Paris était sans nouvelles de l'armée de Russie. Alors Malet se décida à agir. Il réunit, chez le prêtre espagnol Caamagno, autre connaissance de prison, place Royale, tous ses documens, des armes, un uniforme de général pour lui, un d'aide-de-camp pour le caporal Rateau, et une ceinture de commissaire de police. Il s'assura de deux chevaux et de leur harnachement. Il fixa l'exécution de son plan à la nuit du 22 au 23 octobre.

A onze heures du soir, Malet et Rateau se rendirent chez Caamagno, prirent leurs costumes, allèrent rejoindre leurs chevaux, et se dirigèrent successivement aux quartiers du 2e régiment d'infanterie de la garde de Paris et de la 10e cohorte des gardes nationales.

Malet montra toutes ses fausses paperasses aux deux chefs, Rabbe et Soulier, qui eurent la bonhomie d'y croire et de mettre leurs corps à sa disposition. Malet les harangua, leur annonça la mort de l'Empereur, les résolutions prises par le sénat, et envoya plusieurs détachemens au trésor, à la Banque, à la poste aux lettres et à l'Hôtel-de-Ville.

A la tête du reste de ses troupes, il se dirigea vers la *Grande-Force*, où les généraux Lahorie et Guidal étaient détenus, les délivra, leur expliqua en peu de mots l'état des affaires, leur remit leurs nominations, et leur donna à chacun un détachement en leur recommandant d'aller promptement occuper leurs postes, et d'envoyer dans leurs places, à *la Force*, les deux fonctionnaires auxquels ils succédaient. Un Corse, nommé Boccheciampo, fut aussi mis en liberté, et nommé préfet de la Seine.

Malet marcha ensuite à la place Vendôme, il faisait grand jour; il entra chez le général Hullin, lui annonça les nouvelles, et lui déclara qu'il le remplaçait et qu'il était chargé de le faire garder à vue: Hullin lui demanda de représenter ses ordres; Malet tira un pistolet et le lui déchargea au visage, Hullin tomba baigné dans son sang.

Malet se porta à l'état-major de la première division militaire, situé aussi place Vendôme, fit arrêter le chef de bataillon Laborde, entra chez l'adjudant-commandant Doucet, chef de l'état-major de la place, lui remit ses pièces, et l'informa de ce qu'il avait

déjà fait. Pendant leur conversation, Laborde, qui avait échappé à ses gardes, arriva; Doucet et lui s'élancèrent sur Malet, le désarmèrent, le terrassèrent et le livrèrent à des gendarmes. Laborde descendit sur la place, harangua la troupe, la détrompa sur la mort de l'Empereur et sur le caractère du prétendu général, qui n'était qu'un prisonnier d'état évadé, actuellement entre les mains de la gendarmerie, et qui serait incessamment fusillé : les soldats répondirent par des cris de *vive l'Empereur!*

Pendant ce temps-là, Guidal avait envahi la préfecture de police, s'était emparé du préfet Pasquier et l'avait envoyé, sous escorte, à la Force. Lahorie en avait fait autant du ministre Savary et s'était établi au ministère de la police. Le chef de bataillon Soulier, envoyé par Malet à l'Hôtel-de-Ville, s'y était rendu avec des instructions de ce général pour le préfet Frochot, dans lesquelles il lui était prescrit, entre autres dispositions, de faire préparer un local pour recevoir le gouvernement provisoire. Frochot avait couché à la campagne. En revenant à Paris, le 23 au matin, il reçut un billet d'un de ses employés qui lui annonçait de grands évènemens et se terminait par ces mots : *Fuit Imperator*. Il hâta sa marche, arriva à l'Hôtel-de-Ville, où Soulier lui remit une dépêche de Malet. Frochot, étourdi et profondément affecté, ne conçut pas le moindre doute, et donna l'ordre de préparer un local pour les séances du gouvernement provisoire, en présence de Soulier, qui ne le quitta pas.

Le conseiller d'état Réal, informé seulement à huit heures du matin de l'arrestation du ministre de la police par Laborie, qui avait pris sa place, courut chez l'archi-chancelier, qui resta interdit. Il fut convenu d'avertir le ministre de la guerre, afin qu'il fît venir en poste les élèves de l'école de Saint-Cyr pour la garde du roi de Rome, et diriger sur les Tuileries tous les hommes disponibles des dépôts de la garde impériale. Mais avant que ces ordres fussent exécutés, l'arrestation de Malet avait coupé court au complot, il était avorté. Doucet, que des rapports successifs informaient de ce qui s'était passé, donnait des ordres pour rétablir les choses dans leur état ordinaire. Laborde, à la tête des troupes, arrêta sans résistance Laborie et Guidal, qui s'occupaient niaisement de leurs costumes, des détails de leur établissement et d'affaires courantes. Il débarrassa Frochot de l'espèce de surveillance où le tenait le chef de bataillon Soulier; il délivra de la Force Savary et Pasquier. Les complices de Malet furent arrêtés; à neuf heures du matin tout était fini et rentré dans l'ordre, avant que, dans Paris, on eût soupçonné l'existence du complot. Le public n'en fut informé que par cet avis laconique du ministère de la police : « Trois ex-généraux, Malet, Laborie et Guidal ont trompé quelques gardes nationales, et les ont dirigées contre le ministre de la police et le commandant de la place de Paris. Ils ont exercé des violences contre eux; ils répandaient faussement le bruit de la mort de l'Empereur. Ces

ex-généraux sont arrêtés, ils sont convaincus d'imposture : il va en être fait justice. Le calme le plus absolu règne à Paris, il n'a été troublé que dans les trois hôtels où les brigands se sont portés. »

Pendant le reste de la journée du 23, divers détails venaient à la connaissance du public. Il se livrait à toutes sortes de conjectures, et s'attendait à ce que l'autorité satisferait la curiosité et la juste impatience des citoyens. Les journaux du lendemain furent presque muets, ou ne firent que d'insignifians commentaires de l'avis du ministère de la police, qui n'apprenaient rien. On se dédommagea du silence de l'autorité par des suppositions et des calembourgs sur Savary et Pasquier, qui avaient *fait*, dit-on, *un fameux tour de force* (prison).

Les généraux Malet, Lahorie, Guidal, le colonel Rabbe, le chef de bataillon Soulier, le caporal Rateau et dix-huit officiers, en tout vingt-cinq accusés, furent traduits à une commission militaire présidée par le général Dejean, premier inspecteur général du génie. Les pièces de la procédure n'ayant point été publiées, on ne connut point l'étendue du complot, ses ramifications, son but. On sait seulement que, dans le cours des débats, Malet ne démentit point son caractère; qu'il se montra constamment calme, ferme et réservé, et qu'à la décharge de ses coaccusés, il assuma sur lui toute la responsabilité du complot. Il répondit au président, qui lui demandait s'il avait des complices : « Toute la France; vous-même, si j'eusse réussi ». Par jugement du 29,

la commission militaire acquitta dix accusés, et en condamna quinze à mort, comme coupables ou complices, dont les six ci-dessus nommés et huit officiers; ils furent fusillés le même jour à la plaine de Grenelle, excepté Rabbe et Rateau, auxquels il fut accordé un sursis, depuis converti en grâce.

Malet marcha à la mort avec son calme accoutumé, mêlé d'un peu d'ironie, adressant aux spectateurs des allocutions conformes à sa cause. Ses compagnons, la plupart non moins fermes, restaient muets, s'étonnant d'aller au supplice pour un complot et avec un homme qui leur étaient également inconnus. Guidal, seul, s'exhala en pleurs, en cris, en vociférations contre l'Empereur.

Le crime de plusieurs des accusés ne fut que d'avoir été trop crédules. L'Empereur blâma la rigueur du jugement et la promptitude de son exécution. Il n'est pas probable que Malet eût écrit d'avance la liste des cinq membres de son gouvernement provisoire. On lui en a cependant attribué plusieurs. On y voyait figurer pêle-mêle des hommes de tous les partis, Mathieu de Montmorency, Alexis de Noailles, le général Moreau, Frochot, Férand, Puyvert, les Polignac, Sieyes, Destutt de Tracy, Garat et l'abbé Grégoire.

En renversant le gouvernement impérial, que se proposait réellement Malet? On n'a nul aveu de lui, nuls documens avérés. Après la restauration des Bourbons, on a dit qu'il avait travaillé pour eux. Cependant Malet avait servi honorablement dans

les armées républicaines; pour tous ceux qui avaient eu des relations avec lui, c'était un républicain. Les principaux complices de son choix, Lahorie et Guidal avaient toujours professé les mêmes principes. Le but du complot semblerait donc avoir été la liberté. On a dit qu'au premier bruit de la conspiration, une réunion de sénateurs eut lieu pour aviser aux moyens à prendre, qu'ils en donnèrent même avis à Fouché, qui habitait son château de Ferrières, et que ce fut alors qu'il fit cette réponse : « Je ne travaille pas en serre chaude. »

Au premier avis qui vint à Cambacérès de l'entreprise de Malet, son premier mot, dans sa frayeur, fut d'envoyer au Luxembourg fermer les portes des salles du sénat.

On a traité de folie cette conspiration. On y voit une audace, une prévoyance, une résolution qui dénotent un grand caractère. Le moment était bien choisi; Napoléon était, avec toutes les forces de l'Empire, à six cents lieues de la capitale. Son armée avait fait de grandes pertes dans le cours de cette campagne. Il était stationnaire dans les ruines de Moscou. L'avenir ne présentait pas un aspect rassurant. Malet, dans quelques heures, avait réussi à se rendre maître des principales forces militaires et des deux magistratures essentielles de Paris. Si Laborde eût été mieux gardé, et ne se fût pas mis en communication avec Doucet, le complot, pour le moment, eût probablement réussi. Ensuite que serait-il arrivé? Il est difficile de le dire. Mais préci-

sément à cette époque, Napoléon évacuait Moscou, et commençait cette tardive retraite qui détruisit son armée. Personnellement, nous avons lieu de croire que le complot de Malet avait des ramifications dans les départemens. Depuis plusieurs années, il existait, dans le midi, une conspiration contre l'Empereur, qui recevait l'impulsion et attendait le mot d'ordre de Paris. Elle était tramée par les restes du parti dit anarchiste, ranimé et entretenu par Barras. Guidal y avait joué un rôle, et avait été par ce motif arrêté à Marseille, et traduit à Paris.

Lacépède, au nom du sénat, Defermon, du conseil d'état, Muraire, de la cour de cassation, Jard Panvilliers, de la cour des comptes, Fontanes, de l'université, Séguier, de la cour impériale, Chabrol, du corps municipal de Paris, en parlant du complot de Malet, protestèrent de leur attachement à la monarchie, à Napoléon et à sa dynastie.

Fontanes, d'un ton d'inspiré, invoqua, vanta le bon sens; il s'arrêtait avec respect devant le mystère du pouvoir et de l'obéissance; il l'abandonnait à la religion, qui rendit les princes sacrés en les faisant l'image de Dieu même, et proclamait l'hérédité du trône; la nature ordonnait en vain que les rois se succédassent, le bon sens voulait que la royauté fût immortelle.

« Nos pères, dit Séguier, ont affronté les périls pour maintenir l'hérédité de la couronne; leur esprit vit encore parmi nous, et il appartenait à votre majesté de le susciter. Nous sommes prêts à tout

sacrifier pour votre personne sacrée, pour la perpétuité de votre dynastie; veuillez recevoir ce nouveau serment, nous y demeurerons fidèles jusqu'à la mort. »

« Au premier cri d'alarme, s'écria Chabrol, le berceau de l'héritier du trône serait environné de cette population fidèle, tous tiendraient à honneur de lui faire un rempart de leur corps. Qu'importe la vie devant les immenses intérêts qui reposent sur cette tête sacrée!....... Pour moi qu'un regard inattendu de votre majesté appela de si loin à tant de confiance, ce que je chéris le plus dans vos bienfaits, sire, c'est l'honneur et le droit de donner le premier l'exemple de ce noble dévoûment. »

Quinze mois après, une belle occasion se présenta au courage, à la fidélité des orateurs Fontanes, Séguier et Chabrol; aucun d'eux ne mourut, aucun d'eux ne se dévoua; ils renièrent, ils outragèrent Napoléon et l'Empire; ils coururent se prosterner aux pieds des Bourbons et leur tenir les mêmes discours, en attendant l'occasion de les abandonner, de les insulter à leur tour.

Appréciant à leur juste valeur ces protestations ampoulées d'un dévoûment qui ne s'était pas montré au moment du danger, l'Empereur flétrit la pusillanimité du magistrat qui ne prenait pas pour cri de ralliement *le roi est mort, vive le roi!* et qui, à l'exemple des présidens Harlay et Molé, n'était pas prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois. Ensuite, mettant le doigt sur la plaie, il s'en

prit à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique qui recherchait avec subtilité les causes premières, qui avait proclamé l'insurrection comme un devoir; il attaqua les assemblées législatives, il fit le procès à la révolution.

Dans cet évènement de Malet, la plate attitude des premiers fonctionnaires, la docilité machinale des troupes, l'indifférence des citoyens, la résignation de tout le monde, il y avait une éclatante leçon pour l'Empereur; malheureusement il ne pouvait pas la voir dans toute son étendue, son esprit était fasciné. Quand il l'aurait vue, il était trop tard. Ses anathèmes, impuissans contre les principes de la révolution, ne pouvaient changer les mœurs nouvelles de la France; la royauté avait perdu tous ses prestiges. Il l'avait rétablie pour lui, elle était sans racines, flottante, menacée de s'abîmer au premier occupant. Dans une communication de ses théories sur le Corps-Législatif, il avait dit au conseil d'état: « Un caporal pourrait s'emparer du gouvernement dans un moment de crise. » Ce caporal, on l'avait vu?

Le 22, il ouvrit la séance du conseil par un très long signe de croix en disant : « Messieurs, il faut croire aux miracles!... vous allez entendre le rapport de M. Réal. »

L'exposé étant terminé, l'Empereur s'étendit avec gravité et amertume sur le défaut, en France, d'habitude et d'éducation en fait de stabilité. « Triste reste de nos révolutions! Au premier mot de ma mort, sur l'ordre d'un inconnu, des officiers mènent

leurs régimens forcer les prisons, se saisir des premières autorités! Un concierge enferme les ministres sous ses guichets! Un préfet de la capitale, à la voix de quelques soldats, se prête à faire arranger sa grande salle d'apparat pour je ne sais quelle assemblée de factieux! tandis que l'Impératrice est là, le roi de Rome, mes ministres et tous les grands pouvoirs de l'état! Un homme est-il donc tout ici? les institutions, les sermens rien?...... Frochot est un honnête homme, dévoué; mais son devoir était de se faire tuer sur les marches de l'Hôtel-de-Ville....... Il faut un grand exemple à tous les fonctionnaires. »

Un homme est-il donc tout? Oui, Napoléon était tout en France; il l'avait voulu. Les institutions? Elles étaient illusoires, elles n'avaient point de vie propre, elles ne fonctionnaient que par lui. Ainsi se développaient les funestes conséquences qu'avait laissé entrevoir la création de l'Empire, création gigantesque qu'un souffle pensa renverser!

Frochot avait été remplacé, comme préfet, par Chabrol, préfet de Montenotte, qui se trouvait en congé à Paris. Il avait bien mérité de l'Empereur, en secondant avec zèle sa politique à l'égard du pape pendant son séjour à Savone : il était gendre de l'archi-trésorier Lebrun. Frochot était aussi conseiller d'état. Toutes les sections du conseil furent chargées de donner leur avis sur le parti qu'il convenait de prendre à son égard. Toutes opinèrent, et quelques-unes en termes fort amers, qu'il ne pouvait pas continuer ses fonctions. Ces délibérations furent

publiées dans le Moniteur. Frochot, honnête homme, bon et probe administrateur, coupable seulement d'un moment de faiblesse, fut le bouc émissaire; Pasquier et Savary, coupables au moins d'imprévoyance et déconsidérés par leur arrestation, conservèrent leurs places.

L'Empire avait triomphé du coup de tête de Malet, mais il avait un autre ennemi avec lequel Napoléon était aux prises depuis le commencement de son règne, c'était le clergé. Il exploitait les revers militaires; il était toujours divisé en quatre classes :

1° Les constitutionnels qui n'avaient pas rétracté leur serment, et qui ne s'étaient pas soumis au concordat de 1801, en haine du pape;

2° Les constitutionnels qui, sans se rétracter, s'étaient soumis au concordat;

3° Les puristes qui n'avaient pas prêté le serment, et qui, plus catholiques que le pape, ne s'étaient pas soumis au concordat; ils tenaient pour les évêques émigrés qui avaient refusé de renoncer à leurs sièges;

4° Les prêtres qui s'étaient soumis, en 1791, aux brefs de Pie VI, et, en 1801, aux brefs de Pie VII.

La première classe était insignifiante; la seconde animée des meilleurs sentimens; la troisième, ennemie déclarée et dangereuse; la quatrième, la plus nombreuse, rien moins que sûre, était prête à défectionner.

Des symptômes l'annonçaient. Dans les livres d'église et de théologie, on insérait des passages

favorables à l'autorité et à la cause du pape, et contraires à celles de la puissance civile. Dans des *Ordo,* on ne faisait pas mention de la Saint-Napoléon ni de l'anniversaire du couronnement. Il en résulta une petite guerre entre le clergé et le conseiller d'état Pommereuil, directeur général de la librairie; guerre pitoyable, mais chacun se servait de ses armes; c'était pour le clergé un rude adversaire. Mettant de côté le décret du 7 germinal an XIII, qui n'exigeait que l'autorisation des évêques pour l'impression des livres d'église, il les soumettait au droit commun, à la censure, à la saisie.

Le jour anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz, Lemaître, vicaire général du diocèse de Dijon, prononça le discours d'usage en présence des autorités. C'était une audacieuse et sanglante critique de la guerre, de la victoire, de l'Empereur; les désastres de la retraite de Moscou n'étaient pas connus, le 29e bulletin n'était pas arrivé.

Lorsque les revers de la campagne furent publics, le clergé ne se contint plus; il y voyait, il prédisait la chute prochaine de Napoléon, la délivrance du pape, le triomphe de Rome. Dans la mauvaise voie où l'Empereur s'était engagé pour avoir restauré le clergé, il se défendait à sa manière, par une surveillance plus exacte du pape, les arrestations, les détentions des prêtres, principalement dans les États Romains. De leur côté, les anti-concordataires, encore plus violens contre le pape que contre l'Empe-

reur, se réjouissaient de ces persécutions, c'était l'accomplissement de leurs prophéties. Ils répétaient avec l'abbé Blanchard, prêtre réfugié en Angleterre, que ce qui arrivait était le résultat nécessaire du concordat; qu'il fallait dénoncer le pape à l'Église universelle comme hérétique et schismatique. Ces prêtres prêchaient leurs doctrines et officiaient dans des oratoires particuliers ou secrets. Un décret rendu en conseil d'état prescrivit aux procureurs impériaux, aux préfets, aux maires et officiers de police, de faire fermer ces oratoires, et statua qu'il ne pourrait en exister dans les villes que pour causes graves, et pendant la vie de la personne qui l'obtenait.

Les dépenses extraordinaires de la guerre n'apportèrent point d'interruption dans les travaux publics.

Au premier rang de ceux de Paris, l'Empereur plaçait toujours ceux relatifs aux eaux, ce premier besoin d'une grande ville. Il en mit la fourniture et l'administration exclusives dans les mains de l'autorité, et ordonna qu'à compter du 1er mars l'eau fût fournie gratuitement à toutes les fontaines. La direction des eaux fut confiée à une commission composée de trois conseillers d'état et des deux préfets, sous la présidence du ministre de l'intérieur; elle fut chargée spécialement d'augmenter le nombre des fontaines.[1]

[1] Décret du 24 février.

On commença la *Galerie Napoléon* pour distribuer les eaux de l'Ourcq dans les quartiers de la Chaussée d'Antin, des Capucines, de la place Vendôme et du marché des Jacobins. On continuait avec activité les travaux pour établir une communication plus courte entre la Seine au-dessous de Paris et le bassin de la Villette.

On démolissait les maisons comprises dans la circonscription de la grande halle; elle devait se prolonger jusqu'à la halle aux farines, occuper une superficie de douze arpens, contenir plusieurs marchés, des fontaines jaillissantes, un béfroi, un phare.

Les travaux de la coupole de la halle aux farines, de cent vingt pieds de diamètre, étaient en grande activité. La charpente était en fer coulé, la couverture en cuivre laminé.

Ceux de l'entrepôt général des vins étaient commencés. Cet édifice, sans y comprendre les celliers du côté de la rue Saint-Victor, le bâtiment destiné à l'administration, sur le quai Saint-Bernard, devait être formé de deux grands marchés, l'un à l'est, l'autre à l'ouest, composés chacun de sept halles. Entre les deux marchés une rue de soixante-six pieds de large, bordée de deux rangs d'arbres.

Les cinq abattoirs, commencés en 1811, s'avançaient; on y employait deux mille ouvriers.

Le pont d'Iéna, les travaux de l'archevêché, étaient presque achevés.

On appropriait *le Temple* au ministère des cultes.

La tête hideuse de l'égout de la rue Montmartre avait disparu.

On réunit par une belle avenue le palais et les jardins du Luxembourg avec l'Observatoire. Les doubles terrasses de cet établissement, restées imparfaites depuis 1667, furent achevées. On y ajouta deux pavillons et une grille en fer. On isolait le palais du sénat, on formait deux nouvelles entrées au jardin, on y continuait les embellissemens.

On redora le dôme des Invalides; on fit de grandes réparations dans l'hôtel. La place, jusque-là restée inculte, fut couverte de gazons et entourée de barrières.

Dans l'église de Notre-Dame, on plaça de superbes candélabres et un magnifique aigle de bronze doré, servant de pupître.

La sculpture du Panthéon était terminée, la reconstruction du dôme presque achevée.

Le défaut de parallélisme et l'inégalité du sol entre le Louvre et les Tuileries était un fait qui laissait toujours une grande incertitude dans les projets. Un seul point était invariablement arrêté, la construction de l'église de Saint-Napoléon au bout de l'aile neuve, près du Louvre, pour servir de paroisse. L'Empereur disait que le palais ne serait jamais une habitation commode. Il le regardait comme un palais de parade, dans lequel il fallait réunir toutes les richesses des arts et des sciences. Quant à la galerie transversale, il ne se convertissait pas à l'avis des architectes.

Il blâma la façade de la caserne de la garde, sur le quai Bonaparte, disant que jusque dans la cabane d'un charbonnier on pouvait faire de l'architecture.

Les idées de Napoléon pour les embellissemens de Paris s'agrandissaient en même temps que sa puissance. Il fallait, disait-il, élever des monumens nouveaux, former un quartier peuplé d'édifices dont la grandeur et la magnificence effaceraient tout ce qui existait. On avait un terrain disposé pour cela, celui du Gros-Caillou, qui servirait de point de vue au palais du roi de Rome.

Trois grandes constructions furent ordonnées entre le pont de la Concorde et le pont d'Iéna sur le quai de la rive gauche de la Seine : 1° un édifice tout en pierre et en fer devant contenir un emplacement de cent mille mètres cubes, destiné à recevoir toutes les archives de l'Empire ; 2° une suite de bâtimens affectés au palais du grand-maître de l'université, à l'école normale, à l'institution des émérites et à la distribution des prix, avec de vastes jardins ; 3° une école des beaux-arts contenant les salles nécessaires pour les divers enseignemens, une galerie pour l'exposition des tableaux, et dix grands ateliers, dont cinq pour les peintres et cinq pour les sculpteurs. Les plans étaient commandés pour le 1er mai, et des fonds affectés aux travaux[1]. Le 15 août, le ministre de l'intérieur posa les premières pierres.

[1] Décret du 21 mars.

Dans une de ses promenades, l'Empereur entra dans un cimetière au bas de Montmartre. Il y trouva peu d'ordre et de décence; il en fut blessé. Il conçut le projet de quatre grands cimetières aux quatre points cardinaux de Paris, qui coûteraient chacun un million. Le cimetière du Père Lachaise devait toujours exister. On lui présenta des plans; il en approuva les dispositions générales, et fit des critiques de détail. Par exemple, un dépositoire des corps figurait un petit temple d'ordre dorique, il le trouvait trop gai. Il se plaignait de ne voir nulle part l'image de la croix. On lui objectait que les cimetières étaient destinés aux morts de toutes les religions. Il répondit que tout le monde reconnaissait la croix, excepté les juifs, qui avaient des sépultures particulières. Le préfet de la Seine et le ministre de l'intérieur furent chargés de faire un travail sur l'établissement des quatre cimetières.

Trois cents ouvriers étaient employés au Mont-Valérien, pour l'établissement d'une des cinq maisons de la Légion d'Honneur.

Bien que les travaux du palais du roi de Rome, fussent en grande activité, l'Empereur aimait à se faire représenter les plans des résidences des rois étrangers, dans la vue d'y trouver de meilleures dispositions. Il demanda le plan du château Saint-Michel ou Michaëlow, bâti par Paul Ier. Mais on n'avait pu en obtenir les détails de Saint-Pétersbourg. « Je suis peu surpris, dit Napoléon, que l'on ait hésité à faire connaître les distributions d'un lieu qui

fait horreur. On aura voulu empêcher de montrer les traces encore sanglantes d'un crime dont mon alliance a été la principale cause; et certes il y a ici lieu à répugnance. Voilà, messieurs, ajouta-t-il en s'adressant aux militaires présens, à quels ennemis nous avons affaire, et les armes avec lesquelles on nous fait la guerre! » Alors tout était prêt pour la campagne de Russie.

On rapporta à l'Empereur qu'on avait entendu dire que le palais du roi de Rome serait une forteresse entourée de fossés et de canons, comme Mikaélow; une espèce de citadelle pour effrayer et contenir Paris, en cas de révolte.

« Eh ne voyez-vous pas, reprit Napoléon, que ces mesures de sûreté, ces prévoyances sont de bien petits moyens contre ceux de la perfidie et de la trahison? Les fossés remplis d'eau, les bastions, les corps-de-garde, les ponts-levis, dont l'empereur Paul avait entouré son habitation, la porte secrète qu'il s'était fait faire, n'ont pas empêché que ceux-là même qu'il avait pris pour garder sa personne, n'attentassent à ses jours. La confiance et l'estime, voilà les remparts de la demeure que je veux bâtir. Ma vie est à celui qui n'aura pas craint de perdre la sienne; et je compte moins sur les baïonnettes, les portes et les verroux, que sur l'affection de ceux qui m'entourent. Un souverain absolu, chef d'une armée à sa solde, est bien certainement plus exposé qu'aucun autre. Il faut qu'il soit aimé; sa plus grande force, sa puissance la plus certaine est l'admiration

et l'attachement de ses sujets. Faisons le palais du roi Rome, ne l'environnons pas de fossés, de bastions; donnons-lui tout ce qui pourra le rendre agréable et commode. Que les Parisiens se rassurent, je n'ai jamais prétendu les effrayer. Mon fils apprendra de moi à les gouverner sans forteresses, sans canons. »

En 1808, pendant son voyage dans la Vendée, l'Empereur avait affecté un fonds de 6 millions pour exécuter et terminer, avant le 1er janvier 1815, les constructions de la ville Napoléon et des routes. Elle avait été tracée pour quinze mille âmes. On y avait successivement construit l'hôtel de la préfecture, l'hôtel-de-ville, le palais de justice, les prisons, le lycée, seize maisons pour les fonctionnaires, la halle, une grande auberge, la caserne de la gendarmerie, une caserne pour deux ou trois mille hommes, un magasin, une manutention, un hôpital militaire pour deux ou trois cents malades. Deux routes traversaient la ville; la population était de dix-neuf cents individus, dont quatre cents y étaient venus de l'ancienne La Roche-sur-Yon.

Quatre maisons centrales de détention furent établies pour cinq cents condamnés, dans le château de Gaillon (Eure), huit cents à Rennes, six cents dans un couvent à Sienne (Ombrone), six cents dans le château de Montcalier (Pô).

A Rome, les travaux de déblaiement et de restauration des monumens antiques étaient en grande activité; 1,500,000 francs furent affectés à celle du palais Quirinal.

On établissait des cimetières hors des murs et deux dépôts de mendicité; on travaillait à rendre le Tibre navigable dans l'intérieur de la ville.

Une école de sourds-muets fut établie à Gênes pour les départemens français en Italie, à l'instar de celles de Paris, Bordeaux et Groningue.

L'Empire ne s'était pas encore trouvé dans une situation aussi grave; chaque jour elle devenait plus critique. Napoléon, qu'on a peint comme affaibli de corps et d'esprit dans la campagne de Russie, ne déploya jamais plus d'activité physique et morale, de vigueur de tête et de force de pensée, que depuis son retour. Les travaux multipliés du cabinet et ceux des nombreux conseils qu'il présidait se succédaient avec rapidité, le jour, la nuit, et sans interruption. Il embrassait à-la-fois, dans ses méditations, au-dedans, les moyens de réparer les pertes des armées; au-dehors, les affaires du nord, celles d'Espagne, les dispositions de ses alliés, les chances ouvertes à la paix ou à la continuation de la guerre.

En apprenant que l'armée de Russie avait traversé Wilna, il vit avec peine qu'elle ne s'y fût pas arrêtée pour s'approvisionner et se rallier; il espérait qu'elle prendrait position sur la Pregel; que Schwarzenberg et Reynier couvriraient Varsovie. Il doutait si peu de la fidélité des Prussiens, qu'il se flattait que la Prusse enverrait des renforts pour couvrir son territoire, du moins il l'écrivait à Berthier; mais chaque jour amenait un mécompte.

Depuis trois mois, pour le corps de Macdonald,

la campagne s'était presque réduite à une longue défensive devant Riga. Il se composait encore de vingt-quatre mille hommes, dont dix-huit mille Prussiens. Ils s'étaient conduits avec honneur et courage; mais Yorck était soupçonné de servir à contre-cœur, et d'avoir découvert Mittau pour laisser le grand-parc de siège aux Russes. Macdonald éclata en reproches, et surveilla plus attentivement les Prussiens. Cependant, le 15 novembre, ils concoururent franchement au succès de l'attaque qu'il dirigea contre les Russes : le lendemain de ce combat, le maréchal apprit la retraite de Napoléon sur Smolensk. Le 3 décembre, les Prussiens repoussèrent encore une attaque de la garnison de Riga. Dans des bulletins, elle publiait les revers de l'armée française. Le maréchal ne recevait point d'ordre de retraite; par précaution, il réunit ses troupes jusque-là disséminées. La division Grandjean, qui formait sa droite, se replia sur Nerft; les Prussiens, formant son centre et sa gauche, furent réunis à Eckau et à Mittau; il porta son quartier général à Stalgen sur l'Aa. Dans cette position, il attendait avec anxiété des ordres, il en reçut le 18, qui lui prescrivaient de se retirer sur Tilsit. Le 19, il se mit en mouvement, et y arriva le 27. Les Prussiens ne se conduisirent pas mal, la retraite ne fut pas malheureuse. Le lendemain commencèrent à se manifester de funestes symptômes. Bachelu, s'étendant vers Reynitz, à la poursuite des Russes, les officiers prussiens opposèrent la fatigue de leurs troupes et marchèrent

à contre-cœur. Macdonald, ne voyant point arriver Yorck, lui expédiait en vain des ordres. Bachelu, rappelé par le maréchal à Tilsit, eut beaucoup de peine à y ramener le corps de Massenbach. Il n'y rentra que pour s'échapper à la faveur de la nuit, et se réunir à Yorck qui, le 30, avait traité avec le général russe Diébitsch.

Yorck écrivit à Macdonald qu'il y avait été forcé par l'alternative de tout perdre en essayant de le rejoindre, ou de tout sauver en traitant. Les troupes prussiennes formeraient un corps neutre et ne se permettraient d'hostilités envers aucune partie. Les évènemens à venir, suite des négociations qui devaient avoir lieu entre les puissances belligérantes, décideraient de leur sort futur. Quel que fût le jugement que le monde porterait sur sa conduite, le général en était peu inquiet. Le devoir envers ses troupes et la réflexion la plus mûre la lui avaient dictée : quelles que fussent les apparences, il avait été guidé par les motifs les plus purs.

Macdonald n'avait séjourné à Tilsit les 29 et 30 que pour attendre Yorck. Quand il se vit lâchement abandonné par les Prussiens, il sentit qu'il n'avait pas un moment à perdre pour sauver ce qui lui restait. Il partit, le 31, avec sept mille hommes d'infanterie et vingt pièces de canon, et se dirigea sur Kœnigsberg, où il arriva sans avoir éprouvé de perte notable.

Du moins n'avait-on pas à craindre une semblable défection de la part des troupes autrichiennes; l'em-

pereur François était le beau-père de Napoléon. Ne pouvait-il pas compter sur ce lien de famille? Depuis les revers, on avait, à Vienne, mal dissimulé la joie. En apprenant toute l'étendue des pertes, et que Napoléon revenait à Paris, on ne se contint plus. Lord Walpole, qui s'enveloppait du secret, se montra ouvertement. Le cabinet était circonvenu par l'intrigue et la corruption.

On disait à l'empereur François que la France n'avait plus d'armée; on lui représentait toute l'Allemagne comme épuisée et prête à se soulever contre Napoléon. La France étant à la veille d'une grande révolution, on lui disait que le moment était venu de rendre aux peuples leurs anciennes lois et leur indépendance. On faisait à l'Autriche les offres les plus brillantes; on lui rendrait l'Illyrie, la suprématie en Allemagne; on lui donnerait la plus grande partie de l'Italie et dix millions sterling de subsides.[1]

Dès le commencement de décembre, Metternich avait, devant l'ambassadeur de France, montré de l'embarras et de la crainte pour le maintien de l'alliance. Il s'était oublié plusieurs fois jusqu'à dire que si l'Autriche prenait un autre parti, elle verrait en peu de temps plus de cinquante millions d'hommes de son côté. Suivant lui, toute l'Allemagne, toute l'Italie se déclareraient pour elle. Il croyait que l'Autriche faisait une faveur particulière à Napoléon en refusant de prendre les armes contre lui.

[1] Lettres d'Otto des 16 et 28 décembre.

D'après cette disposition des esprits, qui jetait un grand jour sur la conduite passée de la cour de Vienne, et sur les fausses manœuvres du corps auxiliaire, il était facile de prévoir la conduite de Schwarzenberg. En effet, il se tenait toujours à distance des Russes pour éviter d'en venir aux mains avec eux. Lui portait-on des plaintes, il répondait que ses troupes faisaient cette guerre à contre-cœur, et que la prudence lui prescrivait de ne pas les mettre en présence des Russes, de peur qu'elles n'imitassent l'exemple des Prussiens.

Il ne disait pas tout. Depuis que, par sa marche sur le Bug, il avait facilité à Tschichakof son arrivée à Minsk, il n'avait pas cessé d'être en rapport avec les Russes. Il s'était trouvé avec Reynier à Slonim et à Proujani, lorsqu'il avait appris les désastres éprouvés par l'armée française au passage de la Bérézina et sa retraite sur Wilna. Il s'était replié sur Bialystok. Le 20 décembre, une négociation fut entamée entre lui et le général russe Wassilezikof, et suivie par le conseiller d'État d'Anstett. Schwarzenberg s'engagea à évacuer le territoire russe. Il quitta Bialystok, repassa la frontière pour se rendre à Wissoko-Masowets, d'où il continua sa retraite jusqu'à Pultusk. Sa marche fut une promenade. Ce fut seulement le 26 que les Russes occupèrent Bialystok. Comment se flatter de conserver l'Autriche pour alliée, lorsqu'elle ne l'avait jamais été sincèrement, lorsque, depuis long-temps, elle ne l'était plus?

Metternich ne prit plus la peine de dissimuler

envers l'ambassadeur de France. L'Autriche ne pouvait persister plus long-temps dans une entreprise devenue impossible. Tout ce qu'elle pouvait faire était d'offrir son intervention entre la France et la Russie; elle tâcherait même d'amener l'Angleterre à la paix. Il ne doutait pas que Napoléon ne trouvât encore des ressources pour fournir une campagne brillante; mais quel en serait le résultat? Il ne serait pas plus avancé quand il arriverait à Saint-Pétersbourg, qu'il ne l'avait été à Moscou. Cette guerre prolongée ne servirait qu'à mieux instruire les Russes à envahir l'Europe. Le système de prohibition du commerce anglais exigeait le concours de la Russie, de l'Espagne, de la Porte. Il fallait y renoncer, puisqu'on n'avait pas ce concours. Metternich employait toutes les ressources de sa rhétorique pour prouver que le système continental était moins nuisible qu'utile à l'Angleterre. La Russie pouvait soutenir long-temps la lutte avec les sept millions sterling de subsides que lui fournissait le cabinet anglais; il en offrait dix à l'Autriche, si elle voulait faire la guerre à l'Empereur Napoléon; mais elle ne s'y déciderait qu'à la dernière extrémité, et quand il serait bien démontré qu'on ne pouvait le déterminer à faire la paix à des conditions raisonnables.

Certes, en paraissant défendre les intérêts du continent, et même ceux de la France, on ne pouvait plaider plus adroitement pour l'Angleterre. Les argumens du ministre autrichien contre le système continental n'étaient pas nouveaux. Quoiqu'il fût

impossible de fermer hermétiquement tout le continent au commerce anglais, il n'en avait pas moins souffert un très grand dommage, et la durée de ce système, quoique incomplet, encore pendant un an ou deux, devait amener une catastrophe. La misère des classes industrielles était à son comble. Cette situation déplorable fut établie par des enquêtes. Elle fut l'objet d'une discussion solennelle et approfondie dans le parlement, tendant à révoquer les ordres du conseil. Le ministère ne pouvait contester le fâcheux résultat qu'ils avaient eus pour le commerce; mais il n'hésitait pas à le sacrifier à l'intérêt de sa politique, qu'il appelait la dignité nationale. Cependant il fut forcé de faire un sacrifice à l'opinion. D'ailleurs les discussions entre l'Angleterre et les États-Unis s'envenimaient.

Par une proclamation du 21 avril, le prince régent déclara que, si les décrets de Berlin et de Milan étaient révoqués absolument et sans condition, aussitôt les ordres du conseil des 7 janvier 1807 et 26 avril 1809 seraient rapportés. Deux mois après, le 23 juin, une déclaration du prince régent les révoqua. Mais tandis que le gouvernement anglais faisait enfin cette concession, les États-Unis lui déclaraient la guerre (13 juin). De son côté, l'Empereur annonça la résolution de ne point révoquer les décrets de Berlin et de Milan, tant que l'Angleterre ne renoncerait point au droit de blocus *sur le papier,* qu'elle avait établi en 1806, et ne le réduirait pas aux termes du traité d'Utrecht.

Lorsque la révocation des ordres du conseil fut connue en Amérique, les hostilités y étaient commencées; elle ne les arrêta point et ne changea rien à la disposition des esprits. On espérait conquérir le Canada : on entra en campagne, elle ne fut pas heureuse; mais c'était sur mer que la guerre devait être funeste à l'Angleterre. Dans leurs premiers combats, les Américains déployèrent une bravoure et une habileté qui donnèrent lieu aux Anglais de faire de sérieuses réflexions sur les moyens de cette nouvelle puissance maritime, qui osait lui disputer l'empire des mers.

Depuis que les Américains avaient déclaré la guerre, pour soutenir leur zèle, l'Empereur parut disposé à traiter avec eux sur les indemnités qu'ils réclamaient pour les torts faits à leur commerce. Le ministre Barlow se rendit à Wilna, et mourut dans la retraite, sans que rien fût réglé.

Avec les meilleures raisons pour se défier de la Prusse et de l'Autriche, Napoléon ne paraissait pas les soupçonner et faisait bonne contenance; il le croyait utile à sa puissance d'opinion plus encore qu'à sa puissance réelle; il ne voulait pas prendre l'initiative des sacrifices. Échos des intrigues de lord Walpole à Vienne, les journaux anglais proclamaient que sa carrière était terminée et bornée à l'ancienne France, ils annonçaient même le prochain retour des Bourbons.

Dans le Moniteur, il bravait l'Angleterre et l'Europe; avec l'Autriche, il le pouvait, sans elle il ne

craignait rien, il maintiendrait toutes ses conquêtes. Ce langage orgueilleux, Napoléon l'aurait tenu en tout temps. Mais l'envoyé que, dans sa lettre de Dresde, il avait demandé à l'empereur d'Autriche, venait d'arriver à Paris : c'était le général Bubna, annoncé comme chargé de complimenter Napoléon sur son retour, et d'une mission toute militaire relative à la réorganisation du corps auxiliaire. Du reste, avec les ressources qui restaient à l'Empire, quelque exagération était permise. Les conscrits de 1813 étaient dans les dépôts, habillés et armés. Pour les recevoir, cent cinquante cadres de bataillons, composés d'officiers et de sous-officiers expérimentés, furent appelés d'Espagne. Les équipages des vaisseaux, recrutés par la conscription, fournirent à l'armée de terre trente ou quarante mille canonniers. On remontait, on réorganisait la cavalerie à Berlin, sur l'Elbe, à Metz, à Mayence, et avec trois mille officiers et sous-officiers de gendarmerie. Les premiers bataillons, partant des dépôts du nord, allaient à Magdebourg, ceux des départemens de l'est à Mayence, ceux de l'Italie, où l'organisation n'était pas moins active, se réunissaient à Vérone.

Ces ressources étaient encore imposantes, mais elles étaient nécessaires au nord. Au midi restait un chancre dévorant, la guerre d'Espagne. Pour être fort partout, ne risquait-on pas de ne l'être assez nulle part, et pour vouloir tout conserver de tout perdre?

L'abandon de Madrid et de toute la Nouvelle-

Castille, par le roi Joseph, n'avait pas été la dernière conséquence de la bataille de Salamanque, elle entraîna l'évacuation de l'Andalousie, et le sacrifice des immenses travaux élevés autour de Cadix.

Après avoir réorganisé l'armée de Portugal, Clausel avait repris l'offensive contre les divisions anglaises qui l'avaient suivi vers Burgos. Il s'était avancé sur le Douro pour dégager Toro et Zamora. Wellington, laissant le général Hill à Madrid, marcha contre Burgos, et le 19 septembre en entreprit le siège. Pendant trente-cinq jours, une garnison de dix-huit cents hommes, commandée par le général Dubreton, résista aux efforts d'une armée et se couvrit d'une gloire immortelle. Le 22 octobre, Wellington se mit en retraite, et se retira sur Salamanque, harcelé par l'armée de Portugal, qui lui fit éprouver des pertes sensibles.

Après une entrevue avec le roi Joseph et Suchet à Almanza, Soult avait continué son mouvement par la grande route d'Alicante à Madrid, pour arriver sur le Tage; à la fin d'octobre, il était à Aranjuez. Joseph, avec l'armée du centre, avait suivi le mouvement de Soult; le général Hill évacua Madrid pour se réunir à Wellington; le roi y rentra le 2 novembre. Le 10, les trois armées françaises étaient réunies sur la Tormès : elles comptaient encore quatre-vingt mille fantassins et dix mille chevaux; elles étaient jalouses de venger la défaite de Salamanque; Joseph en confia le commandement à Soult. L'armée anglaise

était dans la position de San-Cristoval, la même qu'elle avait occupée deux mois auparavant. Tout annonçait une bataille et promettait une glorieuse revanche. Le 15, toutes les dispositions étaient faites: favorisé par un orage affreux et un brouillard épais, Wellington eut le temps de décamper et de se diriger sur Ciudad-Rodrigo; mais il avait délivré tout le midi de l'Espagne.

A une suite rapide de brillans faits d'armes, par lesquels l'armée d'Aragon s'était étendue depuis les Pyrénées jusqu'aux portes d'Alicante, Suchet ajouta la prise de Peniscola. Le pays était certainement tranquille; mais la prise de Ciudad-Rodrigo, de Badajoz et la bataille de Salamanque y rallumèrent le feu de l'insurrection; on y attendait une expédition anglaise. L'Empereur mit le royaume de Valence, l'Aragon, la Catalogne et toutes les troupes qui occupaient ces provinces sous le commandement direct de Suchet. Après avoir battu l'armée de Murcie, il concentra son armée et la rapprocha de Valence. Lorsque Joseph et Soult se furent portés sur le Tage, l'expédition anglaise donna de l'occupation à Suchet; elle avait débarqué à Alicante et était campée sous ses murs. Suchet marcha, le 8 octobre, sur cette place, et ne put attirer l'ennemi hors du canon. Les troupes françaises rentrèrent dans leurs cantonnemens. Maitland n'osa plus rien entreprendre; il fut remplacé par lord Murray.

En Catalogne, Lascy avait remplacé Campo-Verde dans le commandement. Les insurgés soutenaient

toujours la lutte la plus acharnée, malgré l'habileté des trois généraux, Decaen, Maurice-Mathieu, et Lamarque qui y avait remplacé Baraguay-d'Hilliers. Excepté les villes et les forteresses où ils avaient des garnisons, les Français ne possédaient que le terrain où campaient les divisions mobiles : preuve qu'un peuple qui veut sérieusement défendre son indépendance est invincible.

La bataille de Salamanque et l'entrée des Anglais à Madrid avaient ranimé l'ardeur des Catalans comme celle de tous les Espagnols. Lascy, Eroles, Milans, menacèrent Tarragone, Tortose, Balaguer, Olot, Banols, se firent souvent battre, mais ne tinrent pas moins la campagne, inquiétant tous les cantonnemens. En Aragon, les bandes, quoique moins entreprenantes, harcelaient aussi les troupes qui défendaient cette province.

Les désastres de la campagne de Russie eurent le funeste effet de décourager l'armée française fatiguée d'un genre de guerre dont le but et la gloire ne compensaient pas les périls, et d'exalter jusqu'à l'enthousiasme la confiance des Espagnols.

Leur vieux roi Charles IV était à Marseille, où il souffrait de la goutte. Il exprima le desir d'habiter un climat plus analogue à celui d'Espagne. Il se rendit à Rome et reçut des honneurs sur sa route. Son apanage fut définitivement fixé à 150,000 francs par mois et régulièrement payé.

CHAPITRE LXXXVI.

Offres amicales de l'Autriche. — La Prusse désavoue le général Yorck. — Levées et armemens en France. — Mouvement national. — Murat quitte l'armée ; remplacé par Eugène. — Schwarzenberg s'arrange avec les Russes. — Ney, prince de la Moskowa. — Concordat de Fontainebleau. — Etablissement de la régence. — Session du corps législatif ; exposé de situation ; résumé des travaux publics ; loi de finances. — Recettes et dépenses de la liste civile pour neuf ans. — Système continental. — Sciences et arts, travaux.

En 1812, l'Autriche ne voulait certainement pas que Napoléon écrasât la Russie. A part la sympathie de ces deux puissances légitimes, ce n'était pas l'intérêt de l'Autriche. De là le caractère équivoque de son alliance, qui, tout calculé, fit plus de mal que de bien à la France. Maintenant que Napoléon avait échoué et que la Russie menaçait à son tour, était-il de l'intérêt de l'empereur François de laisser abîmer son gendre? Il crut devoir non-seulement l'abandonner, mais encore se réunir à ses ennemis pour l'accabler, venger ses défaites, et reprendre ce que lui avait arraché la victoire. Sur le but, il n'y a rien à

dire, l'Autriche était dans son droit; mais, pour l'atteindre, elle entra dans une carrière de fausseté et de perfidie qui flétrit à jamais et son principal ministre et son empereur. Tandis que Bubna renouvelait, à Paris, les protestations d'attachement de François, il écrivait au roi de Prusse qu'il n'avait jamais cessé de vouer un vif intérêt à sa prospérité et à ses efforts pour secouer le joug qui lui avait été imposé; il lui conseillait de ne point arrêter le noble élan qui l'avait porté à préparer les moyens de seconder les efforts que l'empereur de Russie avait annoncé vouloir consacrer au soutien de l'indépendance de l'Europe.[1]

L'intervention de l'Autriche, qui, par une subtilité diplomatique, n'était pas la médiation, ne devait en rien préjudicier à l'alliance. Cependant elle était singulièrement ébranlée par le nouveau rôle que l'allié allait jouer. Voici comment il entendait tout concilier : le rétablissement de la paix était actuellement son vœu le plus cher. L'Autriche ne demandait qu'à être mise dans le cas d'agir envers la France comme une bonne alliée, et envers les autres comme une puissance indépendante. Elle prenait des mesures pour rendre mobiles les troupes de la Gallicie et de la Transylvanie. Malgré les derniers revers de Napoléon, sa position était toujours la plus brillante. Ce n'était pas lui qui avait le plus besoin de la paix. S'il lui répugnait d'agir offensi-

[1] Cette lettre est rappelée dans celle de Metternich à Hardenberg, du 28 octobre 1814. Schœll, t. VI, p. 61.

vement, il dépendrait de lui de rester pendant un an, pendant deux ans, sur la Vistule; jamais les Russes ne franchiraient cette barrière; il conserverait avec facilité l'attitude qu'il avait avant la guerre. C'était l'Allemagne, la Prusse, la Pologne, et surtout l'Autriche, qui souffraient de l'état des choses. Il était donc naturel qu'elle élevât la voix et qu'elle demandât la paix à hauts cris. Aussitôt que Napoléon aurait fait connaître ses vues, elle les ferait valoir, car lui seul était intact, lui seul était en mesure de dicter la paix. Comme la Russie était trop engagée avec l'Angleterre pour traiter seule, on offrit d'entrer en relation directe avec cette puissance, et d'y mettre les formes qui conviendraient à Napoléon, en ayant toujours l'air d'agir spontanément. C'était Metternich qui s'exprimait en ces termes envers l'ambassadeur de France[1]. A Paris, Bubna n'était que son écho. Napoléon se conduisit comme s'il les avait crus de bonne foi, sans négliger, dans tous les cas, les précautions que lui conseillait la prudence.

Le cours des évènemens les rendait tous les jours plus urgentes. Après la défection du général Yorck, Murat avait quitté Kœnigsberg, laissant à Pillau une garnison de douze cents hommes. Tous les corps d'armée s'étaient retirés en désordre derrière la Vistule. Les Russes s'avançaient sans obstacle.

La défection d'Yorck était une bonne fortune pour la Prusse. Les sentimens de ce général étaient con-

[1] Lettre d'Otto du 3 et 8 janvier.

nus d'avance et lui avaient valu le commandement. Cependant le roi parut indigné; ses premiers mots furent : « Il y a de quoi prendre une attaque d'apoplexie : que faire? » Il y avait encore du danger à lever le masque. On adopta une série de mesures où l'on se donnait un air de loyauté et d'honneur. Kleist nommé commandant du contingent pour le conduire aux ordres de Murat; envoi de l'aide-de-camp Natzmer pour lui porter une lettre du roi; publication de son désaveu et de son indignation; arrestation et jugement d'Yorck; envoi du prince de Hatzfeld à Paris, pour porter à l'Empereur l'expression des sentimens du roi. Toutes ces belles démonstrations ne réparaient pas le mal, Napoléon ne pouvait en être dupe.

La défection des Prussiens lui servit de motif pour faire des levées que les malheurs de la campagne rendaient indispensables. Un sénatus-consulte mit à la disposition du ministre de la guerre trois cent cinquante mille hommes, savoir : 1° cent mille formant les cent cohortes du premier ban de la garde nationale, dès la fin de 1812, on leur avait suggéré de faire des adresses à l'Empereur pour le *supplier* de les appeler aux armées; elles formèrent trente-quatre nouveaux régimens de ligne; 2° cent mille conscrits de 1809, 1810, 1811 et 1812 pris parmi ceux qui n'auraient pas été appelés à faire partie de l'armée active; 3° cent cinquante mille conscrits de 1814; ce qui, avec la conscription de 1813 déjà en marche, formerait cinq cent mille hommes.

Le corps municipal de Paris offrit à l'Empereur un régiment de cavalerie de cinq cents hommes, et l'assura qu'aucun sacrifice ne lui coûterait pour soutenir l'honneur national. « Que le monde reconnaisse, disait-il, que sous votre gouvernement tutélaire vos fidèles sujets feront plus qu'il ne leur est demandé; que l'ennemi apprenne, en frémissant, que rien ne nous fera descendre de cette hauteur de gloire où votre génie nous a élevés, et où la postérité doit nous contempler un jour. »

L'exemple donné par la capitale fut suivi avec une noble émulation dans tout l'Empire et dans le royaume d'Italie. Les villes, les communes, les cantons, des corps, des autorités offrirent, suivant leurs moyens, des cavaliers équipés et montés; ce fut un concert unanime de générosité et de dévoûment. Pendant trois mois les colonnes du Moniteur furent remplies de ces adresses et de ces offres : elles étaient signées par les notabilités des départemens, les grands propriétaires, une foule de personnages de l'ancienne noblesse qui composaient les conseils généraux de département et les conseils municipaux, enfin, par ce qu'on appelait des noms historiques. Alors ils n'avaient point de termes assez forts pour exprimer à l'Empire leur attachement, à Napoléon leur amour; ils juraient, comme l'avaient fait les autorités de la capitale au retour de Napoléon, de se sacrifier corps et biens pour lui. On remarquait parmi eux Lynch, maire de Bordeaux, qui depuis, comme tant d'autres courtisans ou flatteurs, trahirent leurs sermens,

désertèrent la cause nationale, allèrent au-devant de l'ennemi, et leur livrèrent la patrie. Ces adresses, ces sacrifices furent, dit-on, commandés; non, Paris donna l'impulsion, le mouvement fut spontané, général. Par patriotisme, par honneur, par imitation, nulle part on ne voulut rester en arrière. On était fatigué de la guerre, on trouvait pesant le joug de Napoléon, mais on était indigné de la défection des Prussiens; après avoir étonné le monde par leurs victoires, les Français se soulevaient à l'idée d'une invasion étrangère.

Le prince de Hatzfeld apporta à Napoléon une lettre du roi qui exprimait son indignation contre le général d'Yorck, et protestait de son attachement invariable à la France. Il était, en outre, chargé de sonder l'Empereur sur une alliance plus intime par le mariage d'une princesse de la famille impériale avec le prince royal. Ce projet souriait au baron Hardenberg; le roi n'en était pas éloigné, si, par ce moyen, il pouvait replacer la monarchie prussienne au rang dont elle était déchue[1]. Il y avait des gens qui croyaient à la sincérité de ces démarches; ils se fondaient sur le caractère moral du roi. Le maréchal Augereau, qui commandait à Berlin, avait la plus grande confiance dans le dévoûment de Frédéric-Guillaume à Napoléon; mais ce maréchal était un mauvais juge.

Murat précipita sa retraite jusqu'à Posen, disséminant ses troupes dans les places de Thorn, Modlin, Zamosc, Graudentz et Dantzig; à Posen, malgré

[1] Lettres de Saint-Marsan, 12 janvier.

les représentations du vice-roi, de Berthier et des généraux, il abandonna l'armée et partit pour ses états (16). Le prince Eugène prit le commandement. Napoléon écrivit à la reine de Naples : « Votre mari est un fort brave homme sur le champ de bataille, mais il est plus faible qu'une femme ou qu'un moine quand il ne voit pas l'ennemi : il n'a aucun courage moral. » Il écrivit à Murat lui-même à-peu-près dans les mêmes termes, et ajouta : « Je suppose que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort. Si vous faisiez ce calcul, il serait faux. Vous m'avez fait tout le mal que vous pouviez depuis mon départ de Wilna : le titre de roi vous a tourné la tête. »

Quelle que fût la pensée du Murat, il cédait évidemment à un calcul tout personnel. Il espérait seul conserver son trône..... Illusion fatale! exemple funeste! Sur quel allié devait compter Napoléon, abandonné par son beau-frère? Cet évènement fut annoncé par le *Moniteur*, dans des termes peu honorables pour Murat : « Le roi de Naples étant indisposé, a quitté le commandement de l'armée qu'il a remis entre les mains du vice-roi. Ce dernier a plus d'habitude des grandes administrations, il a la confiance de l'Empereur. »

La défection des Prussiens ne pouvait être qu'agréable à l'Autriche, mais elle n'en parut point ébranlée. Cet évènement fut considéré par Metternich comme une preuve de ce qu'il avait dit souvent

[1] Lettres des 24-26 janvier.

à Otto de la *græca fides* des Russes et de la position embarrassante où se trouvaient la plupart des souverains à l'égard de leurs troupes et de leurs peuples. La Prusse ayant soin de communiquer ses doléances au cabinet de Vienne, il la rassurait et l'engageait à ne pas dévier de son système; il applaudissait aux bases proposées par Napoléon pour la paix avec la Russie et avec l'Angleterre, les trouvait trop généreuses, et priait instamment de ne pas en parler et de le laisser faire; il prenait sur lui toute la responsabilité. Metternich envoyait à Londres Vissenberg, homme habile, discret, parlant la langue anglaise, connaissant à fond le système commercial de l'Europe. Sa mission était purement autrichienne, et il laisserait entrevoir que si l'Angleterre ne faisait pas la paix, les puissances du continent travailleraient sans elle à une pacification générale qui pourrait être suivie de l'exclusion totale du commerce anglais. Lebzeltern fut envoyé à Wilna pour parler de paix, écouter et voir venir les Russes.[1]

Dans le même moment (22 janvier), l'Autriche ordonnait à Schwarzenberg d'abandonner le grand-duché de Varsovie, de séparer sa retraite de Reynier et de rentrer en Gallicie. Il céda la capitale aux Russes, avec une capitulation pour les habitans.

La conduite du maréchal autrichien n'était pas une défection ouverte comme celle du général Yorck. En laissant à Tschichagof le champ libre pour arri-

[1] Lettres d'Otto, 11 et 21 janvier.

ver sur la Bérézina, il avait cependant porté à l'armée française un coup beaucoup plus fatal que le général prussien. La fin de sa campagne répondait au commencement : il ne livra pas Reynier, il lui donna même du temps pour se replier; mais en neutralisant l'armée autrichienne, il permit à l'ennemi de poursuivre librement les Français.

En récompense des services du maréchal Ney, spécialement dans la dernière campagne, l'Empereur érigea en principauté, sous le titre de principauté de la Moskowa, le château de Rivoli, département du Pô, et les terres qui en dépendaient, pour être possédées par le maréchal et ses descendans (8 février). Aucune distinction n'avait été mieux méritée.

Depuis la séparation du concile, à la fin de 1811, les négociations avec le pape avaient été interrompues, et les différends existans pour les affaires de religion subsistaient toujours. Sur la crainte qu'il ne fût enlevé par les croisières anglaises, au mois de juin 1812, Napoléon l'avait fait transférer de Savonne à Fontainebleau, où il jouissait de plus de liberté et tenait une sorte de cour. A peine l'Empereur fut de retour à Paris, qu'il sentit le besoin de rétablir la paix religieuse et d'en finir avec le chef de l'Église; le commencement de la nouvelle année en fournit l'occasion. Napoléon fit complimenter le pape, qui lui envoya le cardinal Doria pour le remercier. Il fut convenu de rouvrir les négociations; l'évêque de Nantes, Du Voisin, en fut chargé. Des conférences eurent lieu au palais de Fontainebleau, où se trou-

vaient alors l'archevêque de Tours, les évêques de Trèves et d'Évreux, et les cardinaux Doria, Dugnani, Ruffo et de Bayanne. Lorsqu'on jugea la négociation assez avancée pour arriver à une conclusion, l'Empereur se rendit à Fontainebleau, le 19 janvier, sans être attendu. Il alla directement auprès du pape; il était en conversation avec les cardinaux et évêques qui demeuraient dans le palais; ils se retirèrent; Napoléon l'embrassa et lui donna des témoignages d'amitié; le pape s'en montra extrêmement satisfait. L'Impératrice et la cour arrivèrent. Les conférences continuèrent, elles se terminèrent, le 25, par la signature d'un concordat qui décidait les principales questions en litige et rétablissait la bonne harmonie entre Pie VII et l'Empereur. Un revenu de 2 millions de francs était assigné au pape. Des règles étaient déterminées pour l'institution des évêques. Le pape était rétabli dans l'exercice du pontificat. Quant à sa résidence, pour ne pas se heurter contre Paris ou Rome, on convint d'Avignon.

Que, fatigué de sa longue captivité, entraîné par ses conseillers, séduit par Napoléon, Pie VII eût signé le concordat, il n'y a là rien que de très probable; mais que l'Empereur eût, comme on l'a imprimé, employé la violence, et saisi le pape par les cheveux [1], c'est une absurde calomnie démentie par le pape lui-même. [2]

[1] *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques*, Jauffret. *Bonaparte et les Bourbons*, par Châteaubriant.

[2] Mémoires du cardinal Pacca, t. II, p. 85.

Le lendemain de la signature, l'Empereur envoya des présens et des décorations aux cardinaux et évêques qui avaient concouru au concordat.

Au moment de la signature, Pie VII avait paru craindre qu'il ne portât une renonciation implicite à ses prétentions sur les états romains; Napoléon lui écrivit pour l'assurer qu'à cet égard rien n'était préjugé; qu'il n'avait traité qu'avec le pape, en sa qualité de chef de l'Église, dans les choses spirituelles.

Le ministre des cultes écrivit aux évêques pour leur annoncer la conclusion du concordat, et faire chanter un *Te Deum* dans toutes les églises. Il fut publié comme loi de l'état (13 février). Toutes les consignes restrictives de la liberté de Pie VII furent levées; on put librement assister à sa messe, le voir, le visiter. Il fut bientôt entouré de dix-sept cardinaux, dont neuf étaient logés au palais.

Jusque-là tout était au mieux. On croyait la paix religieuse sincèrement rétablie, on fut bientôt détrompé. Pie VII se repentit et se rétracta; ce fut l'ouvrage des cardinaux plus encore que de sa réflexion. Dès qu'ils connurent le concordat, la plupart le désapprouvèrent. Les premiers arrivés, les cardinaux di Pietro, Gabrielli et Litta, commencèrent à l'ébranler. Le cardinal Pacca le félicitant sur la constance avec laquelle il avait supporté sa captivité, il répondit : « Mais nous nous sommes déshonorés à la fin : ces cardinaux (les trois qui avaient pris part à la conclusion du concordat) m'ont traîné à cette table, et m'ont fait signer. »

Le pape leur demanda à tous leur avis par écrit; ils se divisèrent. Les opinions furent long-temps controversées dans des conciliabules secrets; celle de la rétractation prévalut. Quant à sa forme, on adopta celle d'une lettre de Pie VII à l'Empereur. Le pape y travailla en cachette, et y employa plusieurs jours. Pour que sa détermination devînt publique, il lut sa lettre aux cardinaux, et une allocution qui en expliquait les motifs; le 24 mars, il l'envoya à l'Empereur[1]. Depuis qu'il avait signé le concordat, son âme avait été déchirée par les plus grands remords et le plus vif repentir. Sa conscience lui opposait des obstacles insurmontables à l'exécution de cet acte. Le vicaire infaillible du Christ déclarait qu'il l'avait inconsidérément signé, par fragilité humaine, et comme n'étant que cendre et poussière. Quelques articles étaient susceptibles de modifications, d'autres intrinsèquement mauvais et contraires à la justice et à la constitution de l'Église. *Sa conscience* lui reprochait surtout d'avoir oublié totalement ses droits sur les domaines du saint-siège. Il proposait de recommencer des négociations pour conclure un nouveau traité.

Au palais de Fontainebleau toute la cour papale attendait dans la plus grande anxiété l'effet de la lettre du pape. On ne doutait pas que Napoléon ne se portât à quelque extrémité. Il prit le parti le plus sage, celui de paraître indifférent à la rétractation

[1] Mémoires du cardinal Pacca, t. II, p. 95.

et de n'y avoir aucun égard. Le lendemain, 25 mars, fut publié un décret par lequel le concordat du 25 janvier, déjà publié comme loi de l'état, était rendu obligatoire pour les archevêques, évêques et chapitres. La connaissance de toutes les affaires connues sous le nom d'***appels comme d'abus***, et de toutes celles qui résulteraient de la non-exécution des lois des concordats fut attribuée aux cours impériales. Le grand-juge fut chargé de présenter un projet de loi pour déterminer la procédure et les peines applicables dans ces matières.

Par un autre décret du même jour, grâce entière fut accordée à tous les individus des départemens de Rome et du Trazimène qui avaient encouru les peines portées par les lois pour avoir refusé le serment à l'Empereur, pourvu qu'ils le prêtassent dans le delai de trente-cinq jours.

L'Empereur nomma sénateurs, dans les termes les plus honorables, le cardinal Bayanne, et Bourlier, évêque d'Évreux. Il desirait que le clergé de son Empire vît dans ces choix un témoignage de la satisfaction qu'il avait de sa fidélité, de ses lumières, de son attachement à sa personne.

Le même jour, le cardinal di Piétro, regardé à juste titre comme le principal auteur de la rétractation du pape, fut relégué à Auxonne. Les autres cardinaux restèrent auprès de lui, avec défense d'exercer aucune fonction, de se mêler d'aucune affaire. Cependant, d'après leur conseil, il leur adressa, le 9 mai, une allocution, dans laquelle il déclarait

protester contre les décrets des 13 février et 25 mars.

Excepté un parti de dévots et de nobles, boudeurs et mécontens, en France, on ne se passionnait pas pour ces différends entre l'Empereur et le pape; à peine si on y faisait attention : c'est le cardinal Pacca lui-même qui l'atteste. Etant à Fontainebleau, il remarqua dans les habitans un esprit général d'indifférence en matière de religion. Les églises étaient peu fréquentées et ne l'étaient que par les gens du peuple, et presque seulement par les femmes; on n'observait ni ne sanctifiait les fêtes. Beaucoup de personnes ne pratiquaient aucun acte religieux, ne demandaient pas même les sacremens à l'article de la mort, et s'inquiétaient fort peu de l'assistance des prêtres. Les jours de fêtes, on travaillait, on vendait comme les autres jours[1]; il en était ainsi dans toute la France.

Les malheurs de la campagne de 1812, les dangers dont le trône et la dynastie avaient été menacés par le complot de Malet, les absences obligées de l'Empereur, les vicissitudes d'une guerre dont on ne voyait plus le terme, donnèrent lieu à des réflexions sérieuses. Napoléon pouvait mourir, son fils étant mineur. Rien n'avait été prévu pour la régence. Il jugea à propos d'y pourvoir. On voit avec peine un grand homme, né pur de la contagion princière, saisi dans sa jeunesse par la révolution, par elle revêtu de la plus haute de toutes les missions, depuis

[1] Mémoires du cardinal Pacca, t. II, p. 142.

douze ans risquant lui, son trône, sa dynastie, dans un jeu hasardeux et terrible, s'imaginer qu'un senatus-consulte, un chiffon de papier, sauverait un édifice gigantesque qui ne reposait que sur sa tête, et faisant chercher des garanties dans les vieux fatras des traditions de la monarchie, dans les exemples surannés de ses annales, depuis la reine Brunehaut jusqu'à Marie de Médicis! Qu'y trouva-t-on? que le suffrage des peuples, le vœu des grands, les résolutions du conseil, les testamens des monarques, les arrêts des parlemens, avaient tour-à-tour et presque toujours, sous l'influence publique ou secrète des passions, de l'intrigue, de la corruption, de la séduction, de la force, déféré la régence. Ce qui pendant douze siècles s'était joué de l'intérêt dynastique, Napoléon se crut assez sage, assez fort, pour lui imposer des règles fixes, immuables. Un sénatus-consulte du 5 février organisa la régence pendant la minorité des Empereurs. Elle était déférée par l'Empereur; s'il n'avait pas disposé, elle appartenait à l'Impératrice, à son défaut au premier prince du sang, enfin aux princes grands-dignitaires. Des titres réglaient l'étendue du pouvoir, de la régence et de sa durée, la formation du conseil de régence, le mode de ses délibérations, la garde de l'Empereur mineur, le serment de l'Impératrice régente et celui du prince régent, l'administration du domaine impérial et la disposition des revenus, le sacre et le couronnement de l'Impératrice, ceux du prince impérial roi de Rome.

Le rapport sur ce sénatus-consulte fut fait par Pastoret: « heureux, dit-il, comme membre du premier corps de l'empire, de pouvoir admirer et bénir cette prévoyance qui ajoute à la stabilité des constitutions de l'état par des institutions sages et fortes, qui deviennent un bienfait de plus pour les Français. »

En 1812, il n'y eut point de convocation du Corps-Législatif. On était au faîte de la puissance. En 1813, on avait déchu. Le 14 février, l'Empereur ouvrit la session. Il commença par la campagne de Russie; après avoir parlé de ses succès, « la rigueur excessive et prématurée de l'hiver, dit-il, a fait peser sur mon armée une affreuse calamité. En peu de nuits j'ai vu tout changer. J'ai fait de grandes pertes. Elles auraient brisé mon âme, si dans ces grandes circonstances j'avais dû être accessible à d'autres sentimens qu'à l'intérêt, à la gloire, à l'avenir de mes peuples. » La joie des ennemis, et surtout de l'Angleterre, avait été à son comble. L'énergie des peuples avait ramené les ennemis à un sentiment plus juste des choses. Les malheurs avaient fait ressortir la grandeur et la solidité de l'Empire. Les nouveaux Français rivalisaient de dévoûment avec les anciens. Les différends avec le pape étaient terminés par un concordat. La dynastie française régnait et régnerait en Espagne. Il était satisfait de la conduite de tous ses alliés, il n'en abandonnerait aucun. Il desirait la paix, elle était nécessaire au monde. Quatre fois, depuis la rupture du traité d'Amiens, il l'avait offerte solennellement. Il ne ferait jamais qu'une paix hono-

rable, et conforme aux intérêts et à la grandeur de son Empire. Sa politique n'était point mystérieuse. Il avait fait connaître les sacrifices qu'il pouvait faire. Une mauvaise paix ferait tout perdre, jusqu'à l'espérance. Dans aucun siècle, l'agriculture et les manufactures n'avaient été en France à un plus haut degré de prospérité. On avait besoin de grandes ressources pour faire face à toutes les dépenses; il n'imposerait aucune charge nouvelle à ses peuples.

Le ministre de l'intérieur fit l'exposé de la situation de l'Empire dans les années 1811 et 1812. C'était le tableau le plus complet qui eût encore été présenté, une véritable statistique. Il était accompagné d'états détaillés des ressources du pays. L'Empereur espérait ainsi, sinon effacer, du moins affaiblir le sentiment pénible que la fatale campagne de 1812 avait propagé dans la nation, ranimer sa confiance, et imposer à l'étranger. Montalivet hasarda malencontreusement ce paradoxe, qui suscita tant de clameurs, savoir : « que la conscription elle-même, qui, chaque année, faisait passer sous les drapeaux l'élite de la jeunesse, avait contribué à l'accroissement de la population, en multipliant le nombre des mariages, en les favorisant, parce qu'ils fixaient pour toujours le sort du jeune Français qui, une première fois, avait obéi à la loi. »

D'après le ministre, la population de l'ancienne France était de vingt-huit millions sept cent mille individus. Le territoire produisait annuellement pour 5,031,000,000 de matières brutes et premières; la

richesse industrielle s'élevait à 1,300,000. La nouvelle industrie, c'est-à-dire les fabriques de sucre de betteraves, d'indigo-pastel, de soude, etc., étaient estimées à 65,000,000; la dernière main-d'œuvre des matières, telles que le blé à convertir en pain, les draps à fournir des vêtemens, etc., était évaluée à 639,600,000. Ainsi, la valeur réelle des matières que chaque année leur reproduction réelle donnait aux consommations était au moins de 7,035,600,000. La balance du commerce était en faveur des exportations de 126 millions. Il pouvait y avoir quelque exagération dans ces calculs. Mais, malgré les guerres et le système continental, la situation de la France, comparée à 1788, ou à une époque quelconque postérieure, présentait d'immenses améliorations résultant d'abord de la révolution, et ensuite de l'administration impériale.

Un calcul incontestable et fondé sur des faits, portait la dépense faite en travaux publics, dans tout l'Empire, depuis l'avènement de Napoléon (douze ans), à un milliard, savoir :

Palais impériaux et bâtimens de la couronne. . . .	62,000,000
Fortifications.	144,000,000
Ports maritimes.	117,000,000
Routes.	277,000,000
Ponts.	31,000,000
Canaux, navigation, dessèchement.	123,000,000
Travaux de Paris.	102,000,000
Édifices publics des départemens et principales villes. .	149,000,000
Total.	1,005,000,000
Dont pour l'ancienne France près de.	700,000,000

Les grands travaux publics en France ne remon-

taient pas au-delà du dix-septième siècle; Louis XIV leur donna une grande impulsion. Il fit construire de vastes palais, des jardins magnifiques, des aqueducs superbes, le canal du Midi, les ponts de Saintes, de Blois, et à Paris celui de la Tournelle, le Pont-au-Change, le Pont-Royal; mais aussi quel long règne! Peu ou presque rien pour les besoins du peuple, tout au faste. Quelques routes importantes ouvertes ou terminées, mais de préférence celles qui avoisinaient la capitale ou qui conduisaient aux palais des rois; les provinces négligées. Sous les règnes suivans, on ouvrit beaucoup de belles routes, de grands canaux furent entrepris. On fit les ponts de Toulouse, de Châtellerault, de Saumur, de Tours, de Neuilly, de Louis XV à Paris, de Saint-Maxence, d'Orléans, de Mantes. Ce qui caractérisait le règne de Napoléon, c'était la multiplicité, l'utilité et la rapidité des travaux.

D'après le compte des finances, les revenus de 1811, estimés à 980,000,000, n'avaient produit que 953,200,000. Le déficit provenait d'une diminution dans le produit des bois et de la non-réalisation de quelques ressources extraordinaires. Les dépenses de cet exercice furent fixées à un milliard; pour le parfaire, on lui affecta un supplément de 46,800,000.

Les recettes de 1812, évaluées à 1,030,000,000, ne devaient en produire que 992,000,000, à cause d'une forte diminution dans les produits de la vente des tabacs et des ventes de bois. Il exigeait donc un supplément de 37,500,000.

On aurait pu pourvoir aux besoins de 1813 avec un budget égal à celui de 1812, si des évènemens au-dessus de toute prévoyance n'étaient venus commander de nouveaux sacrifices en créant de nouveaux besoins. Le budget de 1813 fut donc fixé à 1,150,000,000, y compris un fonds de réserve de 48 millions.

Ainsi, pour couvrir les dépenses de 1811, 1812, et assurer le service de 1813, il était nécessaire d'accroître les recettes ordinaires de 232,000,000.

Il était difficile d'augmenter les tarifs des contributions pour se procurer cette somme. Vu la situation de la France, ils étaient à leur maximum. On trouva une ressource extraordinaire dans les biens des communes; on proposa la vente des terres, maisons et usines leur appartenant. On leur laissa les bois, pâtis, pâturages, tourbières et autres biens dont les habitans jouissaient en commun, ou ne tiraient aucun loyer; les édifices affectés à un service public; les emplacemens qui concouraient à la salubrité des lieux ou à l'agrément. Les biens à vendre étaient estimés 370,000,000; ils étaient cédés à la caisse d'amortissement. Les communes recevaient, en inscription à 5 pour 100, une rente proportionnée au revenu net de leurs biens cédés. Les ventes étaient faites dans les formes ordinaires sur une mise à prix de vingt fois le revenu pour les terres, et de quinze fois pour les maisons et usines; un sixième du prix était payé comptant, un second sixième dans les trois mois de l'adjudication, et les deux autres tiers d'année en

année, à partir de l'échéance du premier terme, avec intérêt à 5 pour 100, à dater du jour de l'adjudication. La caisse d'amortissement versait au trésor les sommes affectées aux trois exercices. Le produit total des ventes était ainsi réparti :

1° Pour l'amortissement de la rente d'un million destinée à l'acquittement des exercices 1809 et antérieurs, quoique la loi de finances 1811 en eût terminé les comptes. . . .	5,000,000
2° Pour les exercices 1811, 1812 et 1813.	232,500,000
Il restait sans emploi.	132,500,000

Sur cet excédant, la caisse d'amortissement employait, en achat de 5 pour 100, la somme nécessaire pour procurer à chaque commune la rente réglée à son profit.[1]

Lorsqu'en 1806 on établit un prélèvement de 25 pour 100 sur le produit des coupes des quarts de réserve appartenant aux communes, l'Empereur avait dit que l'aliénation de leurs biens était, sous le rapport des progrès de l'agriculture, la plus grande question qu'on pût agiter. Elle fut tranchée par les besoins impérieux de la guerre. Le conseiller d'état Molé, rapporteur du budget, se borna, pour justifier la vente, à l'argument connu sur l'inconvénient de laisser de grandes propriétés en main-morte. Sentant qu'on pouvait le rétorquer contre les majorats, il s'empressa de pré-

[1] Loi du 20 mars.

venir l'objection, et dit que cet inconvénient ne pouvait être racheté, aux yeux du gouvernement, que par des considérations de haute politique, telles que l'avantage de conserver de grands biens dans de grandes familles, et de constituer dans l'état des races qui devenaient à-la-fois l'appui du trône et la meilleure garantie de la liberté du peuple : on verra bientôt le néant de cet appui, de cette garantie.

Ensuite l'orateur s'étendit en éloges sur la publicité des comptes rendus par le gouvernement. Il ne doutait pas que, si sous l'ancienne monarchie, on en avait rendu et publié d'aussi complets, on eût prévenu bien des catastrophes, probablement la révolution; il comparait Napoléon à Charlemagne, ***ordonnant la vente des herbes inutiles de ses jardins, lorsque sa main distribuait à ses peuples les richesses des nations vaincues.*** L'administration financière de l'Empereur n'avait pas besoin de ces conjectures hasardées ni de ces flatteries puériles : personne ne contestait l'ordre et l'intégrité qui y régnaient. Malgré cette régularité, l'excès toujours croissant des dépenses n'existait pas moins : c'était la suite d'une situation dont le peuple ne pouvait apprécier les nécessités, et d'entreprises guerrières qu'on commençait à blâmer depuis qu'elles étaient malheureuses.

L'Empereur, usurpant plus que jamais les fonctions législatives, il fallait bien chercher un prétexte au vide des sessions. Molé le trouvait dans l'existence des codes et des lois, qui n'étaient respectées que

lorsqu'on les croyait immuables, et auxquelles on n'obéissait que parce qu'on savait qu'elles ne ***changeaient*** ni ne fléchissaient ***jamais***. Mais la réunion du Corps-Législatif n'aurait-elle pour objet que l'examen des comptes, son importance serait immense. L'administration pouvait s'égarer, se corrompre; les besoins de l'état, variant ainsi que ses ressources, il était nécessaire que des députés de toutes les parties de l'Empire vinssent au moins, ***tous les trois ans***, recevoir, dans la capitale, le compte des revenus publics. Dans ce peu de mots, glissés d'une manière presque inaperçue, on voyait pourquoi le Corps-Législatif n'avait pas été convoqué en 1812, et le projet de l'annuler entièrement ou de le réduire à la condition d'une espèce de cour des comptes, convoquée, quand le pouvoir le jugerait convenable à ses vues, pour approuver sans examen.

Enfin l'orateur, après avoir vanté outre mesure la prospérité de l'Empire, s'écriait, en terminant : « Si un homme du siècle des Médicis ou du siècle de Louis XIV, revenait sur la terre, et qu'à la vue de tant de merveilles, il demandât combien de règnes glorieux, de siècles de paix, il a fallu pour les produire, vous répondriez qu'il a suffi de douze années de guerre et d'un seul homme. »

Il ne manquait pas d'objections à faire à plusieurs dispositions de la loi de finances, notamment à l'expropriation des communes, présentée non comme une grande mesure d'économie politique, mais comme une nécessité de la guerre. Le rapporteur de la

commission ne les indiqua que superficiellement, toutefois en annonçant avec une précaution extrême le regret qu'elle éprouvait d'être obligée de les écarter.

La loi de finances de 1811 avait indiqué et promis que la dette publique, montant, depuis la réunion de la Hollande, à 88 millions serait réduite au maximum de 80; par la création d'un nouveau million elle s'élevait à 89.

Une opposition dans ce Corps-Législatif façonné depuis long-temps à une complaisante docilité, était-elle à craindre? On serait tenté de le croire, d'après les précautions que prit le rapporteur pour en écarter le soupçon. « La loi, dit-il, qui fixe le tribut que le peuple français doit à la gloire du trône et à la prospérité de l'Empire, est soumise à notre acceptation; mais que les défenseurs du gouvernement monarchique, et nous le sommes tous, n'en conçoivent pas d'inquiétude. Cette part qui nous est donnée dans la sanction des lois, repose en des mains sûres et fidèles; et loin d'affaiblir le pouvoir du souverain, c'est un lien qui l'unit plus étroitement avec le peuple, et qui ôte à l'obéissance tout ce qu'elle a de pénible. »

La loi de finances de 1813 fut la dernière qui régla les budgets de tous les exercices. Vers la fin de l'année, un compte arrêté au 1er octobre fut préparé; il contenait les états de situation des budgets des anciens exercices, et le projet du budget de 1814. Jusqu'à l'exercice de 1811, la marhce des fi-

nances avait été régulière; les recettes et les dépenses s'étaient compensées; tout avait été apuré. A compter de 1812, toutes les prévisions furent renversées par les désastres de la guerre. On fut jeté forcément dans toutes sortes d'expédiens. Le triomphe de l'Empire aurait réparé le désordre, sa chute le laissa à découvert et le légua à la restauration.

Ainsi, d'après le compte arrêté au 1er octobre, l'exercice 1812, évalué en recettes à 1,070,000,000
ne présentait qu'une rentrée de. . . 1,013,339,621
Il restait à recouvrer.. 56,600,379
Mais dans les recettes une vente de biens dans les États Romains et un prélèvement sur les ventes des biens des communes ne furent pas réalisés; ils figuraient pour. 123,500,000

Il n'y eut point de compte arrêté pour l'exercice 1813, ni de budget présenté pour 1814. Les évènemens de la guerre ne le permirent pas. Ils eurent une influence fatale sur les recettes, augmentèrent les dépenses et accrurent le déficit. Il fallut créer des ressources extraordinaires. Un décret du 11 novembre ordonna la perception de 30 centimes additionnels au principal des contributions directes, des portes et fenêtres et des patentes de 1813, d'un double décime par kilogramme de sel, et de 10 centimes par addition aux droits réunis et aux tarifs des octrois. Le produit de ces contributions fut évalué à 109 millions. Un nouveau budget de 1813 fut réglé, par un décret du 26 novembre, à la même

somme que par la loi du 20 mars. Il s'en fallut de beaucoup que les dernières évaluations des recettes se réalisassent. Dans les départemens réunis, les recouvremens cessèrent à mesure que les armées françaises furent obligées de les évacuer, et s'arrêtèrent tout-à-fait lorsqu'elles eurent repassé le Rhin. Pour couvrir ce déficit et subvenir aux dépenses, il fallut disposer des fonds déposés dans la caisse de service et dans la caisse d'amortissement.

Après la loi de finances, le gouvernement ne présenta au Corps-Législatif qu'une loi pour autoriser un grand nombre d'échanges. Une députation porta une adresse à l'Empereur. C'est un thème assez connu; on ne rapportera que sa réponse : ce ne sont pas des phrases oiseuses; chaque mot portait coup.

« Le Corps-Législatif m'a donné pendant cette courte, mais importante session, des preuves de sa fidélité et de son amour. J'y suis sensible.

« Les Français ont justifié entièrement l'opinion que j'ai toujours eue d'eux.

« Appelé par la providence et la volonté de la nation à constituer cet empire, ma marche a été graduelle, uniforme, analogue à l'esprit des évènemens, et à l'intérêt de mes peuples. Dans peu d'années ce grand œuvre sera terminé, et tout ce qui existe complètement consolidé.

« Tous mes desseins, toutes mes entreprises, n'ont qu'un but : la prospérité de l'Empire, que je veux soustraire à jamais aux lois de l'Angleterre.

« L'histoire, qui juge les nations comme elle juge les hommes, remarquera avec quel calme, quelle simplicité et quelle promptitude, de grandes pertes ont été réparées; on peut juger de quels efforts les Français seraient capables, s'il était question de défendre leur territoire, ou l'indépendance de ma couronne.

« Nos ennemis ont offert au roi de Danemark, en compensation de la Norwège, nos départemens de l'Elbe et du Weser. Par suite de ce projet, ils ont ourdi des trames dans ces contrées. Le Danemark a rejeté ces propositions insidieuses, dont le résultat était de le priver de ses provinces, pour lui léguer en échange une guerre éternelle avec nous.

« J'irai bientôt me mettre à la tête de mes troupes, et confondre les promesses fallacieuses de nos ennemis. Dans aucune négociation, l'intégrité de l'Empire n'est, ni ne sera mise en question.

« Aussitôt que les soins de la guerre nous laisseront un moment de loisir, nous vous rappellerons dans cette capitale, ainsi que les notables de notre Empire, pour assister au couronnement de l'Impératrice, notre bien-aimée épouse, et du prince héréditaire, roi de Rome, notre très cher fils.

« La pensée de cette grande solennité, à-la-fois religieuse et politique, émeut mon cœur. J'en presserai l'époque pour satisfaire aux desirs de la France. »

La session fut close le 25 mars; le président Montesquiou la termina par l'éloge obligé de l'Empereur.

En donnant, lors de la fondation de l'Empire (t. 1er, p. 193), le budget de la liste civile, nous avons annoncé que nous donnerions en 1813 la récapitulation de ses recettes et dépenses. Nous la plaçons ici à cause de son rapport avec les finances. Elle forme une démonstration irrécusable de l'esprit d'ordre et de l'économie que l'Empereur apportait dans ses dépenses personnelles comme dans l'administration des finances de l'État. Il est peut-être le seul exemple du chef d'une puissante monarchie qui, loin de s'endetter, ne dépensa pas plus des deux tiers de son revenu.

Recettes et dépenses**, **depuis et compris l'an** **XIII** (**du 23 septembre 1804 au 23 septembre 1805**)**; jusque et compris 1813. Neuf ans et trois mois.

Grand-aumonier.	3,745,785
Grand-maréchal.	27,284,185
Grand-chambellan.	26,224,157
Gouvernement des enfans de France (roi de Rome) 3 ans.	924,887
Grand-écuyer.	32,824,008
Grand-veneur.	3,828,177
Grand-maître des cérémonies.	1,474,387
Bureaux.	1,817,511
Pension de l'Impératrice (Joséphine) 4 ans.	4,000,000
Maison militaire.	7,612,241
Service de santé.	2,580,757
Parcs et jardins.	3,740,963
Eaux	552,070
Bâtimens.	25,261,808
Musée.	1,960,720
Monnaie des médailles.	392,839
Manufactures.	2,932,968
Mobilier.	16,063,193

Menus plaisirs.	24,616
Pensions et secours.	549,980
Fêtes publiques.	1,430,000
Dépenses imprévues.	600,000
Tableaux et statues.	2,214,526
Gravures et souscriptions	178,000
Présens ordonnés par l'Empereur.	347,330
Hospices de Compiègne.	30,000
Secours aux indigens.	420,000
Manufacture de sucre de betterave.	250,000
Trésorier général.	2,224,442
Secrétairerie d'État.	3,317,387
Total.	174,808,937
Recettes.	249,021,956
Excédant.	74,213,019

Le terme moyen de la recette par an était d'environ 27 millions, et celui de la dépense de 15 à 16. Si Napoléon fût resté premier consul, dans l'espace de moins de dix ans, 200 millions de plus eussent été employés à des dépenses utiles pour la France.

Les effets du système continental avaient été singulièrement atténués par les mesures qu'avait prises la Russie dès la fin 1810, et par la résistance de la Suède à sa stricte exécution dans ses ports. Les désastres de la campagne de 1812 avaient porté un coup fatal au système, et rendu un grand service à l'Angleterre; les puissances du Nord favorisaient à l'envi son commerce, à mesure qu'elles échappaient à la domination de la France. Le système y dégénérait en une spéculation fiscale.

Chacun des bâtimens expédiés par licence, ayant payé à son retour environ un million de droits d'en-

trée, on jeta les licences à pleines mains pour procurer de l'argent au trésor, et soutenir l'industrie en vidant ses magasins par les exportations obligées de ses produits. Au mois de janvier, cent onze licences furent délivrées. Pour faciliter les expéditions, on étendit la liste des objets à exporter en contre-valeur, aux porcelaines, meubles, bronzes dorés et livres. L'armateur qui voulait importer pour un million de denrées coloniales, aurait fait un marché de dupe, s'il avait exporté pour un million, valeur réelle, de produits fabriqués. Il cherchait donc à faire admettre au-dessus de leur valeur des objets achetés à vil prix. Il en empruntait à des propriétaires moyennant une prime qui s'éleva de 5 à 25 pour cent. Ces spéculations devinrent à Paris la matière d'un agiotage très animé. Les livres entrèrent pour une grande masse dans ce trafic : on vida les magasins de vieux ouvrages qui ne se vendaient plus, on fit même exprès de nouvelles éditions; on jetait tout cela à la mer; c'était, disait-on, non plus ***ad usum Delphini***, mais ***ad usum delphinorum***. Toutes ces expéditions n'eurent pas le même succès, il y en eut de fort mauvaises; elles produisirent un mouvement factice et désordonné dans le commerce; le bénéfice le plus clair fut pour la douane.

On publiait des calculs séduisans sur la fabrication de l'indigo-pastel, mais elle n'avait pas acquis un grand développement. On ne persista pas moins à l'encourager : le droit perçu à l'importation de

l'indigo étranger fut augmenté de 200 francs par quintal métrique; la somme provenant de cette augmentation fut affectée aux dépenses des trois fabriques impériales établies, et l'excédant réparti en encouragement aux fabricans qui justifiaient d'une fabrication annuelle au-dessus de deux cents kilogrammes d'indigo. Trois fabriques impériales furent créées à Toulouse, à Turin, à Florence; trente élèves y étaient entretenus.[1]

Quant à la fabrication du sucre de betterave, le problème était résolu; elle était en progrès et en grande activité.

Malgré les désastres de la campagne de Russie, l'Empereur continua à s'occuper des grands travaux qui étaient en exécution. Il y fut employé moins de fonds, aucun ne fut abandonné, soit qu'il craignît d'ébranler la confiance publique, soit qu'il en eût toujours dans sa fortune. Après avoir visité les ateliers de Chaillot, il dicta au grand-maréchal une note pour servir d'instruction à l'architecte Fontaine et à l'intendant Costaz, au sujet du palais du roi de Rome. Il ne voulait pas qu'on l'entraînât dans des dépenses trop fortes; le palais devait être moins grand que Saint-Cloud, plus grand que le Luxembourg, le second après le Louvre, un peu plus beau que l'Élysée, qui était un des plus beaux de Paris, et ne coûter que 16 millions. Il voulait pouvoir l'habiter quand le seizième million serait dépensé.

[1] Décret du 14 janvier.

Il fallait commencer par les plantations, déterminer l'enceinte et la former. Le projet une fois adopté serait par lui mené grand train. Il s'agissait, non d'une chimère pour le plaisir de l'architecte, mais d'une chose réelle pour lui. Si l'on faisait des choses à prétention, il en serait de ce palais comme de celui du Louvre qui n'avait jamais été achevé.

L'Élysée ne plaisait point à l'Empereur, il trouvait les Tuileries inhabitables. Rien ne pourrait lui plaire que ce qui serait extrêmement simple et bâti suivant ses goûts et sa manière de vivre. Il lui fallait en quelque façon un *Sans-Souci renforcé*, un logement d'habitation, comme celui d'un riche particulier, celui de son petit appartement à Fontainebleau, très près de celui de l'Impératrice et au même étage. Il lui fallait enfin un palais de convalescent ou d'un homme sur le retour de l'âge.

Dans le plan général des embellissemens de Paris, la salle de l'Opéra ne devait pas rester où elle existait. On proposait de la construire sur l'emplacement de la fontaine du Palais-Royal, dans l'espoir que son exécution nécessiterait la démolition des maisons situées entre le Louvre et les Tuileries, faciliterait l'adoption du projet favori de l'architecte, Fontaine, l'aile transversale.

Les architectes seuls, dit l'Empereur, étaient de cet avis; cette subdivision détruisait la grandeur. Il importait peu qu'un grand édifice n'eût pas une régularité complète. Les gens de l'art voyaient seuls ces défauts. C'étaient des niaiseries qui frappaient

le plus petit nombre. Ce qui était vrai était toujours beau. Les petits édifices, ceux qui pouvaient avoir été bâtis en peu d'années, devaient avoir une symétrie parfaite; mais les monumens des siècles avaient la couleur et la forme des divers temps où ils avaient été élevés.

On travaillait encore aux embellissemens des jardins du sénat, au palais de la Bourse, à celui du Temple, à l'obélisque du Pont-Neuf. On y détruisit la machine hydraulique dite la Samaritaine.

L'avant-port de Cherbourg, entrepris depuis dix ans, était achevé. Le bassin, taillé à cinquante pieds de profondeur dans le roc, avait neuf cents pieds de long sur sept cent vingt de large, quatre-vingt-seize pieds d'ouverture ou passe; il pouvait contenir quinze vaisseaux de ligne. Le 15 août avait été choisi pour y introduire les eaux de la mer; pour cela, il fallait détruire un immense batardeau qui soutenait tous les efforts de l'Océan. Cette opération, dont on fit une fête, s'exécuta, le 26, en présence de l'Impératrice. On pratiqua trois ouvertures dans le batardeau. La mer y entra successivement, finit par le briser et s'y répandit en torrent.

L'Empereur approuva le projet du canal de la mer Baltique au Rhin.

A Turin, les fortifications étaient détruites, les remparts, qui masquaient la vue de la belle colline que côtoie le Pô, transformés en boulevards, en allées, en plantations; au pont en pierre sur le

Pô, des cinq arches trois étaient achevées, et les deux autres sur le point de l'être.

Les écoles vétérinaires furent portées au nombre de cinq, savoir : de première classe, celle d'Alfort, et de seconde classe celles de Lyon, de Turin, d'Aix-la-Chapelle et de Zutphen, département de l'Yssel supérieur. L'enseignement se divisait en deux cours : le premier pour former des maréchaux vétérinaires, et le second des médecins vétérinaires. Ils pouvaient être seuls employés dans les établissemens et pour les services publics, militaires et civils. Il y avait des élèves du gouvernement et des pensionnaires. Cette institution reçut un grand développement, tant pour les besoins de l'agriculture que pour ceux de l'armée. [1]

[1] Décret du 15 janvier.

CHAPITRE LXXXVII.

Défection du roi de Prusse. — L'Autriche propose son intervention. — Traité de Kalisch entre la Prusse et la Russie. — Activité de Napoléon, efforts de la France. — Appel de la coalition aux princes et aux peuples. — Traité de Stockholm entre la Suède et l'Angleterre. — Otto remplacé à Vienne par Narbonne. — Intelligences de l'Autriche avec la Russie. — Communications au sénat, levées de gardes nationales, de conscrits, de gardes d'honneur. — Promesses des rois aux peuples. — Déclaration du comte de Lille. — Régime constitutionnel suspendu dans la 32e division militaire. — L'Impératrice nommée régente. — Napoléon cherche la popularité; faveurs, promotions. — Départ de Bubna; arrivée de Schwarzenberg à Paris. — Départ de Napoléon pour l'armée. — Il arrache le roi de Saxe à l'Autriche. — Explications de Narbonne avec Metternich, de Maret avec Schwarzenberg.

Malgré l'indignation du roi de Prusse, ses protestations de fidélité à l'alliance, la mission du prince de Hatzfeld, et son offre de remplacer les troupes d'Yorck par un nouveau contingent, Frédéric-Guillaume quitta brusquement Potsdam, le 22 janvier, pour se rendre à Breslau au-devant de l'empereur Alexandre. D'après l'invitation qui lui fut faite,

l'ambassadeur de France, Saint-Marsan, y suivit le cabinet.

Comme on l'avait prévu, l'aide-de-camp Natzmer ne se rendit, ni auprès du général Kleist, ni auprès du général d'Yorck. Ce général publia une proclamation portant qu'il continuerait sans hésiter à garder le commandement des troupes, attendu qu'il n'avait connaissance de la décision du roi que par les gazettes, et que ce n'était pas par cette voie qu'il devait recevoir des ordres.

A peine le roi fut-il arrivé à Breslau que le général Bulow, imitant Yorck, ouvrit ses cantonnemens, et facilita le passage de l'Oder aux troupes légères russes, qui vinrent livrer de petits combats aux portes de Berlin.

Par trois ordonnances successives, le roi appela aux armes les jeunes gens assez riches pour s'habiller et s'équiper à leur frais, ensuite toute la jeunesse de dix-sept à vingt-quatre ans, et enfin tous les hommes au-dessus de cet âge. Des officiers prussiens furent envoyés avec éclat au quartier général russe; des agens russes se succédèrent à Breslau; l'empereur Alexandre y arriva.

Après que Schwarzenberg eut livré Varsovie aux Russes, il se retira sur Cracovie avec un bataillon français détaché du corps de Reynier, et le corps polonais de Poniatowski, obligés de suivre le mouvement des Autrichiens. Reynier, commandant le 7e corps et les Saxons, prit la route de la Saxe. Le 13 février, atteint à Kalisch par le corps d'armée de

Winzingerode, il subit un combat inégal, d'autant plus fâcheux qu'une brigade de cavalerie saxonne fut séparée de son corps, et forcée de se retirer dans la Galicie autrichienne. Il continua sa retraite sur Glogau.

Sous prétexte d'avancer l'œuvre de la paix, mais plutôt pour gagner du temps, le cabinet prussien imagina un projet de trève d'après lequel les armées françaises se retireraient derrière l'Elbe, et les armées russes derrière la Vistule. On demanda à Napoléon s'il consentirait à remettre la garde des forteresses de l'Oder, de Pilau et de Dantzig aux troupes prussiennes. La conduite de la Prusse n'inspirait pas assez de confiance pour qu'on se mît ainsi à sa discrétion. En vain elle protestait de sa persévérance dans l'alliance, et de son dessein de fournir le contingent de trente mille hommes lorsque ses armemens seraient achevés; tout annonçait qu'ils avaient un autre but que celui de venir au secours de la France, ou d'une médiation. D'ailleurs, en supposant que le roi fût de bonne foi, il n'était plus maître chez lui. La nation était exaspérée, et les Russes entraînaient le monarque et les sujets par l'appât de leur indépendance.

La guerre continuait toujours entre les journaux de Paris et ceux de Londres : Metternich s'en plaignit vivement à l'ambassadeur de France, comme d'un obstacle possible aux négociations. Le langage des journaux anglais, disait-il, ne pouvait justifier celui des journaux français. Il répétait cet éternel

argument tiré de ce qu'en Angleterre la presse était libre, tandis qu'en France elle ne l'était pas.

C'était une vieille querelle qui datait du commencement de la guerre. On ne voit pas pourquoi Napoléon aurait renoncé à l'usage d'une arme que ses ennemis employaient contre lui. Cependant une circonstance se présentait de faire du scandale, il n'en usa pas. On saisit à Hambourg un agent, porteur de lettres du prince d'Orange à sa mère; il lui écrivait de Londres des détails très peu honorables sur toute la famille royale d'Angleterre, la cour et le gouvernement. Pour se venger de toutes les injures vomies contre lui, Napoléon était disposé à faire publier ces lettres dans le *Moniteur*. La mère du prince, qu'il avait connue en 1806 à Berlin, lui écrivit pour le conjurer de ne pas les rendre publiques, à cause du tort que cela ferait à son fils et à sa famille. Les lettres ne furent pas publiées, et durent même être rendues.

A Vienne, on paraissait très satisfait des rapports que Bubna y envoyait de Paris : on croit rêver en lisant ceux que l'ambassadeur de France faisait des conversations de Metternich. L'alliance de la France avec la Russie, disait-il, était monstrueuse; elle n'avait qu'un seul point d'appui très précaire, celui de l'exclusion du commerce anglais. C'était une alliance de guerre commandée par le vainqueur, elle devait se dissoudre. Celle de l'Autriche au contraire se fondait sur les rapports et les intérêts les plus naturels, les plus permanens, les plus essentiellement salu-

taires; elle devait être éternelle comme les besoins qui l'avaient fait naître. C'était l'Autriche qui l'avait recherchée, elle avait bien réfléchi avant de la conclure. Si elle avait à la refaire, elle ne voudrait pas la minuter autrement. Elle la voulait tout entière, elle menerait à la paix, et servirait ensuite à la consolider. Schwarzenberg était arrivé à Vienne : on se proposait de l'envoyer à Paris, dans le double objet de faire connaître à Napoléon la position actuelle des choses, et de donner à l'Europe une preuve éclatante des dispositions de l'Autriche, en faisant paraître à la cour de France le commandant du corps auxiliaire se rendant près de son chef pour prendre ses ordres. Metternich mettait le plus grand prix à saisir toutes les nuances propres à convaincre les cours de Londres et de Pétersbourg de l'accord intime qui subsistait entre la France et l'Autriche.

Cette puissance, prenant des mesures pour recruter son armée, expliqua par une déclaration que son système d'alliance était inébranlable, et qu'elle n'armait que pour arriver à une pacification générale. La France pouvait s'alarmer d'une *médiation armée ;* Metternich en éloignait l'idée : c'était l'*intervention* d'un allié. Il épuisait toutes les ressources de son esprit pour énumérer les avantages que l'alliance offrait à l'Autriche, et les craintes que lui inspirait la puissance toujours croissante de la Russie. L'équilibre de l'Europe qui, pour lui, n'était pas une chimère, devait se fonder d'un côté sur la

France, l'Autriche, la Porte-Ottomane, de l'autre sur la Russie et l'Angleterre.[1]

Un incident inattendu vint exciter une grande rumeur à Vienne. Weissenberg, envoyé par l'Autriche à Londres, fut arrêté à son passage à Hambourg. On fit semblant de le prendre pour lord Walpole, on ne le relâcha qu'après avoir examiné ses papiers. Il était porteur d'un passeport visé par l'ambassadeur de France. L'Empereur d'Autriche en fut vivement blessé : il ne douta pas que Napoléon n'eût voulu savoir si l'intervention était sincère, et ne cachait pas une intelligence avec l'Angleterre et la Russie. Il se plaignit à l'ambassadeur de France, et demanda que l'autorité française à Hambourg fût punie.

A peine le projet de trève proposé par la Prusse était parvenu à Paris, que le roi consomma, à Kalisch, par un traité, du 28 février, conclu avec la Russie, ce que, deux mois auparavant, le général d'Yorck avait commencé. La destruction totale des forces ennemies qui avaient pénétré dans le cœur de la Russie, avait préparé la grande époque de l'indépendance de tous les états qui voudraient la saisir pour s'affranchir du joug que la France avait fait peser sur eux depuis tant d'années. Dans ces circonstances solennelles et décisives, un mouvement spontané avait rapproché l'empereur et le roi. Tous deux également guidés par le généreux motif

[1] Lettres d'Otto des 15 et 17 février.

de la délivrance de l'Europe, commençaient par resserrer les liens de leur ancienne alliance, par rétablir dans le sens le plus étendu leur première intimité. L'alliance était défensive et offensive; son but immédiat était de reconstruire la Prusse dans la proportion qui devait assurer la tranquillité des deux états, et en établir la garantie. C'était d'après un article secret son état avant 1806. Les premières opérations seraient dirigées de manière à chasser du nord de l'Allemagne les forces de la France. La Russie s'engageait à mettre en campagne cent cinquante mille hommes; la Prusse quatre-vingt, et à augmenter ce nombre par tous les moyens, y compris une milice nationale. Les deux parties s'engagèrent à ne point faire de paix séparée; à mettre tous leurs soins pour porter la cour de Vienne à s'unir le plus tôt possible à leur cause. L'empereur de Russie promettait d'appuyer les démarches que le roi allait faire en Angleterre pour s'allier avec cette puissance, et en obtenir armes, munitions et subsides. Toutes ces dispositions devaient être tenues secrètes pendant deux mois, mais elles pouvaient être communiquées à l'Autriche, à l'Angleterre et à la Suède.

Le général d'Yorck fut déclaré innocent, et confirmé dans son commandement. Pour lui donner en outre une preuve de satisfaction et de confiance illimitée, on lui conféra le commandement en chef du corps du général Bulow.

Le 2 mars, deux jours après le traité, Krusemark

remettait encore une note pressante, relative à des griefs de la Prusse, dictée, y disait-il, par le constant desir du roi de continuer à remplir ses engagemens envers son auguste allié, à la justice et à l'amitié duquel il en appelait. Des instructions en réponse furent envoyées, le 6, à Saint-Marsan. En les recevant, le 17, il demanda un rendez-vous au baron de Hardenberg, pour lui faire connaître les bonnes dispositions de Napoléon. Pour toute réponse, le ministre prussien lui envoya une note, du 16, qui était une déclaration de guerre. Elle fut également remise, par Krusemark, au ministre Maret.

A une puissance si maltraitée par la guerre, les griefs ne manquaient pas, il n'était pas difficile de trouver des récriminations. Il serait oiseux de les rappeler, ainsi que les réfutations du gouvernement français. Elle avoua alors, ce dont on n'aurait jamais dû douter, que dans tous ses traités, dans toutes ses relations amicales, pacifiques, avec Napoléon, depuis la campagne de 1806, elle n'avait agi que comme forcée et contrainte par une nécessité impérieuse. La Prusse avait le droit de rompre l'alliance, si elle la croyait contraire à ses intérêts; mais la rompre au moment où l'on jurait d'y être fidèle, où un envoyé prussien était à Paris, et où l'ambassadeur de France était traité amicalement à Breslau, c'était, malgré tout ce qu'on a pu dire de la bonne foi du roi, un acte fort peu loyal.

Napoléon était préparé à cet évènement et avait agi en conséquence. En moins de trois mois, plus

de six cents pièces de canon et deux mille caissons attelés furent expédiés vers l'Elbe. Le nombre des régimens de ligne fut porté à cent cinquante. Les dépôts des régimens qui se trouvaient en Espagne furent complétés et érigés en régimens provisoires. Les cadres de cent bataillons, le 7[e] régiment des chevau-légers polonais, une légion de gendarmerie, et quatre régimens de la garde, furent tirés de l'armée d'Espagne. Les régimens de la jeune garde furent portés à seize. Le personnel de l'artillerie fut réorganisé au moyen des compagnies de canonniers qui avaient été attachées à chaque cohorte des bans. Soixante-dix de ces compagnies furent envoyées en Allemagne, ainsi que six régimens de canonniers de marine. Quant à la cavalerie, les escadrons démontés en Russie furent remontés en Hanovre. On leva une partie des postillons, des fils des maîtres de postes et des gardes forestiers à cheval. Deux mille officiers et sous-officiers de gendarmerie aidèrent à former les cadres des nouveaux régimens. Par sa prodigieuse activité, Napoléon s'éleva à la hauteur des circonstances. Il fut énergiquement secondé par la France.

La guerre n'avait plus pour but de réduire la puissance de l'Empire; les proclamations d'Alexandre aux Allemands annonçaient hautement son invasion et son déchirement.

Obséquieuse envers les peuples, la coalition leur prodiguait les plus brillantes promesses et tous les genres de séductions. Envers les princes, elle pre-

nait un autre ton. Par une convention conclue à Breslau entre la Prusse et la Russie, le 19 mars, il fut stipulé que, par une proclamation annonçant que les deux puissances n'avaient d'autre but que de soustraire l'Allemagne à la domination et à l'influence de la France, tous les princes allemands seraient appelés à concourir, dans un délai fixé, à l'affranchissement de leur patrie, sous peine d'être privés de leurs états; qu'un conseil central serait créé pour administrer, au profit des alliés, les provinces conquises; qu'il serait organisé une armée de ligne, une milice et une levée en masse dans les états de la confédération du Rhin. Six jours après, Kutusof annonça, par une proclamation, que cette confédération était dissoute. Le conseil administratif fut composé de quatre membres, le comte de Kotschubey et le baron de Stein, pour la Russie; les conseillers de Schoen et de Redeger, pour la Prusse. Ses attributions consistaient dans l'administration générale de la police et des finances, et dans tout ce qui avait rapport aux armemens, aux réquisitions et aux arrangemens avec les princes d'Allemagne. Une convention fut signée le 7 avril pour régler tout ce qui concernait la marche et l'approvisionnement des armées russes sur le territoire prussien.

On assure qu'à la fin de mars l'Autriche adhéra à la convention du 19. Le duc de Meklenbourg s'y soumit le premier. Abandonné à lui-même, il ne pouvait pas faire autrement. Après l'évacuation de Ham-

bourg et du cercle de la Basse-Saxe, Napoléon avait relevé le roi de Danemark des engagemens qu'il avait contractés par le traité du 31 octobre 1807. Des conférences ouvertes à Copenhague avaient amené la neutralité armée du Danemark. Mais ce n'était pas assez pour les puissances alliées; elles exigeaient la cession de la Norvège, promise et garantie à la Suède par les traités des 14 mai 1812 et 13 mars 1813, comme prix de son accession à la coalition. Le roi de Danemark n'y voulait pas consentir, quoiqu'on lui promît, en indemnité, Hambourg et son territoire. Quant à la Suède, on n'avait pas besoin de lui faire violence. Depuis le commencement de 1812, et surtout l'entrevue d'Alexandre et de Bernadotte à Abo, elle était irrévocablement entrée dans la coalition. Après des revers, pouvait-on obtenir ce qu'elle avait refusé, dès 1812, en présence d'armées formidables? Napoléon essaya, à tout évènement de la rattacher à la cause de la France, ou de l'amener à la neutralité; il y échoua. Le 3 mars, la Suède conclut un traité d'alliance avec l'Angleterre, et s'engagea à employer un corps de trente mille hommes dans une opération directe sur le continent, et pour agir de concert avec les troupes russes, placées sous le commandement du prince royal, conformément aux conventions déjà existantes entre les deux cours. On lui promettait la Norvège, un subside d'un million sterling, l'île de la Guadeloupe. La Suède accordait à l'Angleterre, pendant vingt ans, le droit d'entrepôt dans les ports de

Gothenbourg, de Carlsham et de Stralsund. Ce traité pouvait servir à expliquer le véritable but de la mission de Weissenberg à Londres.

On a publié une lettre du 23 mars, par laquelle Bernadotte expliquait sa conduite, celle du gouvernement suédois, à Napoléon, et lui donnait des conseils. Il y rappelait ses griefs personnels et ceux de la Suède. C'étaient la perte de la Finlande et le système continental, le refus d'indemniser la Suède par la Norvège. Il reprochait à l'Empereur son ambition, ses guerres, et le sang versé sur les champs de bataille. Connaissant les bonnes dispositions de l'Empereur Alexandre et du cabinet de Saint-James pour la paix, il invitait Napoléon à ne pas la repousser, à y penser sérieusement, et à rejeter l'idée d'une monarchie universelle. En politique, disait-il, il n'y avait ni amitié ni haine, il n'y avait que des devoirs à remplir envers les peuples qu'on était chargé de gouverner. Son ambition personnelle était de servir la cause de l'humanité, et d'assurer l'indépendance de la presqu'île scandinave. Pour y parvenir, il comptait sur la justice de la cause que le roi lui avait ordonné de défendre, sur la persévérance de la nation et sur la loyauté de ses alliés. Quelle que fût la détermination de Napoléon pour la guerre, il n'en conserverait pas moins pour lui les sentimens d'un ancien frère d'armes.[1]

A Sainte-Hélène, cette lettre a été arguée de faux;

[1] Mémoires de Charles-Jean, t. 1, p. 323.

du moins on assure qu'elle ne parvint pas à Napoléon. Ce n'était pas un mois avant Lutzen qu'on écrivait ainsi à l'Empereur. C'est un fait indifférent. Au point où les choses en étaient venues entre la coalition et Bernadotte, il n'y avait plus de rapprochement possible avec la France. Son destin était désormais de faire la guerre à son pays natal, au pays dont il tirait une illustration qui l'avait conduit au trône.

La retraite de l'armée française ayant découvert la Saxe, le roi, forcé de quitter sa capitale, se réfugia d'abord à Plauen et ensuite à Ratisbonne. Par une proclamation, il annonça à ses sujets les motifs de sa détermination, et leur rappela ses engagemens avec son allié l'Empereur Napoléon.

Il n'était plus guère permis de conserver quelque espoir de paix; l'intervention de l'Autriche n'aboutissait à rien. Napoléon essaya en vain d'ouvrir secrètement une négociation directe à Londres, où Weissenberg, depuis un mois, n'avait encore rien entamé, parce que sans doute sa mission n'était que de pure forme. L'Autriche disait que l'empereur Alexandre, en regrettant qu'elle ne voulût pas profiter de la circonstance pour recouvrer ce qu'elle avait perdu, acceptait l'intervention de cette puissance pour la paix, mais avec des modifications que lui commandaient ses engagemens avec l'Angleterre et l'alliance qu'il venait de conclure avec la Prusse[1]. La marche de la diplomatie était évidemment éva-

[1] Lettre d'Otto du 8 mars.

sive. Cependant l'ambassadeur Otto, peu soupçonneux, paraissait avoir confiance dans la bonne foi du cabinet autrichien; Napoléon ne partageait pas cette sécurité : il rappela son ambassadeur et le remplaça par Narbonne. C'était un homme de cour plus propre, croyait-on, à gagner les bonnes grâces de l'aristocratie autrichienne, et à pénétrer les véritables intentions du cabinet. On assure qu'en partant pour Vienne il dit, en homme d'esprit qui ne craint pas de faire ses honneurs : « Là où le médecin ne peut plus rien, on envoie le charlatan. » Il y arriva le 17 mars.

Lebzeltern concluait à Kalisch, avec Nesselrode, une convention par laquelle il était stipulé que, vers les premiers jours d'avril, le général russe dénoncerait l'armistice au général autrichien et s'avancerait avec une force d'au moins trente mille hommes; que Frimont recevrait l'ordre de préparer et effectuer sa retraite sur la rive droite de la Vistule et conserverait des postes à Cracovie, à Opatowice, à Sandomir; que la retraite à-peu-près consommée, les généraux russe et autrichien conviendraient de nouveau d'une suspension d'armes, sans terme fixé et à quinze jours de dénonciation; que cette transaction resterait à jamais secrète et ne pourrait être communiquée uniquement qu'au roi de Prusse. L'Autriche était donc en pleine intelligence avec les ennemis et trahissait son allié!

L'Empereur fit communiquer au sénat toutes les pièces de la négociation du traité de 1812 avec la

Prusse, celles relatives à sa défection, un rapport du ministre des relations extérieures, et fit présenter deux sénatus-consultes. Par le premier, une force de cent quatre-vingt mille hommes était mise à la disposition du ministre de la guerre, savoir : quatre-vingt mille appelés sur le premier ban de la garde nationale; quatre-vingt-dix mille de la conscription de 1814, destinés à la défense des frontières de l'ouest et du midi, et spécialement des chantiers d'Anvers, de Cherbourg, de Brest, de Lorient, de Rochefort et de Toulon.

Il était créé dix mille gardes d'honneur à cheval, composant quatre régimens, pour la formation desquels il était assigné des contingens aux départemens de l'Empire. Les hommes devaient s'habiller, s'équiper et se monter à leurs frais. Ils avaient la solde des chasseurs de la garde, et, après douze mois de service, le grade de sous-lieutenant. Après la campagne, lorsqu'il serait procédé à la formation de quatre compagnies de gardes-du-corps, une partie de ces compagnies serait choisie parmi les gardes d'honneur qui se seraient le plus distingués. Les membres de la Légion-d'Honneur ou leurs fils pourraient, à défaut de fortune, être équipés et montés aux frais de la Légion.

Les quatre-vingt mille hommes de la conscription des années 1807, 1808, 1809, 1810, 1811 et 1812, pris dans le premier ban de la garde nationale, étaient destinés au recrutement de l'armée active et à la formation d'une armée de réserve.

Pour rendre disponibles les quatre-vingt-dix mille hommes de la conscription de 1814, destinés à la défense des ports militaires, elle fut confiée au courage et à l'honneur des gardes nationales des départemens formant les six arrondissemens maritimes organisées en compagnies de grenadiers et chasseurs, de manière à présenter, dans chaque arrondissement, une force de quinze à trente mille hommes effectifs présens et toujours disponibles, dont un contingent de quinze cents à trois mille serait en activité. Six sénateurs présidaient à l'organisation de ces compagnies et en prenaient le commandement.

L'orateur du gouvernement, Defermon, évaluait les forces de l'Empire en troupes de ligne et en gardes nationales actives, en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, à un million cent cinquante-six mille hommes, et disait que cette lutte était la dernière.

Pour motiver la création des gardes d'honneur, on supposa que les départemens avaient demandé la formation de compagnies de gardes-du-corps, institution nécessaire au trône, à réaliser progressivement. On ne doutait pas que cette perspective ne portât les enfans des membres des colléges électoraux de départemens et d'arrondissemens, des conseils municipaux, les fils des plus imposés des départemens et des communes, de tous les dépositaires de l'autorité publique à se faire inscrire dans les gardes d'honneur.

Pour sa sûreté et l'éclat du trône, Napoléon avait

une garde impériale, nombreuse, éprouvée, et il pensait à placer entre elle et lui des gardes-du-corps. Les gardes d'honneur n'étaient que la pépinière de ce corps privilégié, qui aurait été formé de fils de l'ancienne noblesse, boudeurs ou hostiles! La vanité aurait-elle à ce point aveuglé l'Empereur? Quelques courtisans, admirateurs serviles de la cour des Bourbons, pouvaient desirer le rétablissement des gardes-du-corps, ce ne fut jamais le vœu des départemens. Une autre pensée présida à la création des gardes d'honneur. Au moment où il allait recommencer la lutte avec toute l'Europe, et entraîner sur les champs de bataille, pour ainsi dire, les dernières forces de la France, Napoléon voulait la purger de tous les élémens de trouble, et lier à sa destinée tout ce qui avait jusqu'alors refusé de s'y associer. Les gardes d'honneur étaient des otages qui lui répondaient que leurs familles ne comploteraient pas dans l'intérieur de l'Empire; enfin c'étaient dix mille hommes de plus dans les rangs de l'armée. Ce renfort n'était pas à dédaigner, lorsque les ennemis prêchaient une croisade contre lui, et soulevaient les populations en masse pour les lancer sur la France et faire une guerre d'extermination.

L'Allemagne continuait à être inondée de proclamations des généraux russes et prussiens. Blücher, Kutusof, Wittgenstein étaient les apôtres de la liberté et de l'égalité. Les nobles renonçaient à leurs privilèges, et fraternisaient avec le bourgeois et le paysan. Les rois se mettaient aux pieds des

peuples, et leur promettaient de payer par de larges concessions le sang qu'ils verseraient pour l'indépendance des trônes. Que les rôles étaient changés! L'ennemi marchait enflammant toutes les passions généreuses, armé de toutes les ressources révolutionnaires. La France ne se présentait au combat que pour défendre, avec des moyens réguliers, une monarchie fondée sur les ruines de sa liberté, une domination qui n'avait été, pour la plupart des peuples alliés ou conquis, qu'une source d'humiliations, de tributs onéreux, qu'un changement de maîtres. Les promesses des rois quoique trompeuses produisaient leur effet. Après tout, les Allemands préféraient leur joug à celui de l'étranger. La France n'aurait point été réduite à cette dure extrémité, si l'homme auquel elle avait confié sa révolution eût respecté ce dépôt, et entretenu la sympathie de la liberté entre la nation française et les autres peuples, en la leur offrant comme modèle.

Les revers de Napoléon et les projets des puissances coalisées ranimèrent les espérances des Bourbons. Après neuf ans de silence, le comte de Lille lança d'Hartwell, le 1er février, une déclaration contre l'*instrument de la colère de la providence, l'usurpateur du trône de saint Louis, le dévastateur de l'Europe*. Il invitait les Français à se jeter dans les bras de leur roi légitime, seul gage de la paix. Il promettait le maintien des fonctionnaires dans leurs places, l'oubli du passé, la conservation du code civil, purgé des dispositions contraires aux

dogmes religieux, une destinée glorieuse au sénat, à l'armée ses grades, l'abolition de la conscription. Cette déclaration avait été publiée à Londres, et jetée par les croisières anglaises sur les côtes de France. La surveillance de la police l'avait empêché de pénétrer dans l'intérieur. La publication de cette pièce avait suscité une discussion dans le parlement anglais (12 mars). Interpellé par Withbread de déclarer si elle avait été publiée avec le *concours* des ministres, Castelreagh s'était contenté de répondre qu'elle l'avait été sans leur *sanction*.

Jusqu'au 24 février, les autorités françaises avaient été respectées, et s'étaient maintenues à Hambourg et à Lubeck : l'insurrection y éclata et se répandit dans les campagnes. Toutes les autorités, toutes les troupes, cantonnées sur les côtes de la Baltique, et entre Berlin et Hambourg, se réfugièrent dans cette ville. Sur le bruit de l'approche des troupes russes et prussiennes, le général Carra Saint-Cyr ne se crut pas en état de s'y maintenir, l'évacua, le 12 mars, rejoignit le général Morand, sur la rive gauche de l'Elbe, et se retira à Brême. Carra Saint-Cyr fut accusé de trop de précipitation. La réaction des Hambourgeois contre les Français fut extrêmement ardente. Ils reçurent avec un fol enthousiasme Tettenborn et ses cosaques, qui les pillèrent et dévastèrent le pays.

Par un sénatus-consulte, du 4 avril, le régime constitutionnel fut suspendu pendant trois mois dans les départemens de l'Ems-Supérieur, des Bou-

ches-du-Weser et des Bouches-de-l'Elbe, composant la 32e division militaire. Des pouvoirs extraordinaires, une grande dictature, furent attribués au général commandant en chef l'armée dans cette division. Le prince Eugène transmit, le 16 avril, au maréchal Davoust l'ordre de l'Empereur d'en prendre le commandement en chef ainsi que de l'armée destinée à agir sur Hambourg.

Les circonstances étaient trop pressantes pour s'occuper du couronnement de l'Impératrice et du roi de Rome; ces futiles cérémonies furent ajournées. Le sénatus-consulte du 2 février avait statué sur la régence en cas de minorité; rien n'avait été prévu en cas d'absence de l'Empereur régnant. Pendant les campagnes de Napoléon, les ministres administraient, chacun dans son département ou réunis quand il y avait lieu, sous la présidence d'un grand dignitaire par lui désigné. Tout était soumis à son approbation, quelque part qu'il fût, en voyage ou à la tête de ses armées, à Vienne, à Berlin, à Madrid, à Moscou. Avant d'entrer en campagne, il jugea cette fois devoir nommer l'Impératrice régente. Elle présidait le sénat, le conseil d'état, le conseil des ministres et le conseil privé, notamment pour l'examen des recours en grâce, sur lesquels elle était autorisée à prononcer. Elle ne pouvait autoriser, par sa signature, la présentation d'aucun sénatus-consulte ou proclamer aucune loi [1]. Cette régence

[1] Lettres patentes du 30 mars.

n'était que nominale et honorifique. Dans un grand conseil de cabinet, l'Impératrice jura fidélité à l'Empereur, de se conformer aux actes des constitutions, et d'observer les dispositions faites ou à faire par l'Empereur, son époux, dans l'exercice de l'autorité qu'il lui plairait de lui confier pendant son absence. Napoléon donna à la régente l'archi-chancelier pour conseil, Champagny comme secrétaire de la régence, le général Caffarelli pour commandant de sa garde.

A mesure que son étoile pâlissait, Napoléon sentait le besoin de ranimer la confiance, de réchauffer les esprits et de se populariser pour obtenir des sacrifices. Le premier trimestre de cette année, il se montra beaucoup dans les lieux et les établissemens publics, aux Invalides, aux orphelines de la Légion-d'Honneur, aux théâtres, aux marchés, dans divers ateliers, dans les faubourgs. Il se laissait approcher, il conversait avec des ouvriers. Le peuple, auquel il ne donnait rien, ni places ni rubans, voyant en lui le symbole de la gloire et de la grandeur de la France, lui montrait du respect, de la sympathie, du dévoûment.

Le 6 mars, accompagné de l'Impératrice, il passa en revue les invalides, visita tout l'hôtel, entendit un *Te Deum* dans la chapelle, se fit présenter quatre centenaires, vétérans de Fontenoy, accorda des croix de la Légion-d'Honneur et vingt dotations.

Pour satisfaire les fonctionnaires et les gens de cour, il en coûtait un peu plus que pour plaire au peuple. Sur le point de quitter Paris, Napoléon dis-

tribua des faveurs dans le militaire et le civil. Il nomma sénateurs Champagny, Duroc, Montesquiou, Ségur, Caulaincourt; les généraux Legrand, Chasseloup-Laubat, Gassendy; le comte Saint-Marsan, Barbé-Marbois, le comte de Croix; deux inspecteurs-généraux des côtes, Werhuel, de la mer du Nord, Émériau, de la Ligurie; duc, le ministre Decrès; le ministre Mollien, grand-aigle de la Légion; Cambacérès, grand-dignitaire de la couronne de fer; enfin, cinquante-cinq grands-croix de l'ordre de la Réunion.

Arrivé à Vienne, Narbonne avait démasqué la politique tortueuse de la cour de Vienne, et s'était convaincu que les Russes et les Anglais y avaient repris toute leur influence; il ne s'agissait plus d'intervention, tout annonçait que c'était le rôle de médiateur armé que l'Autriche voudrait prendre, ou plutôt qu'elle abandonnait la France pour se lier avec ses ennemis. Si jamais Napoléon avait eu quelque confiance dans les belles protestations de son beau-père, les révélations de Narbonne n'étaient pas propres à la maintenir; mais il lui importait d'éviter une rupture et de conserver au moins tous les dehors de l'alliance, jusqu'au moment où la victoire lui permettrait de provoquer des explications. Il congédia le général Bubna le 12 avril, et lui remit une lettre par laquelle il proposait à l'empereur François les moyens les plus propres à établir une négociation véritable et sérieuse.

Schwarzenberg, annoncé depuis le mois de fé-

vrier, arriva enfin, apportant une lettre de son maître, comme ambassadeur chargé de mission. Napoléon évita toute discussion diplomatique, et, affectant de ne voir en lui que le général en chef du corps auxiliaire, lui dit : « Je pars, et probablement, du 22 au 25 avril, j'enverrai à votre lieutenant, le général Frimont, l'ordre de dénoncer l'armistice que vous avez consenti. Je serai de ma personne, dans les premiers jours de mai, sur la rive droite de l'Elbe, avec trois cent mille hommes. L'Autriche pourrait porter à cent cinquante mille hommes votre armée de Cracovie, en même temps qu'elle en rassemblerait trente à quarante mille en Bohême; et le jour que j'arriverais sur l'Elbe, nous déboucherions tous à-la-fois contre les Russes; c'est ainsi que nous parviendrons à pacifier l'Europe. Schwarzenberg se borna à répondre que si les instructions du major-général étaient envoyées au général Frimont, il ne doutait point qu'on y obéit aussitôt.

Le ministre Maret fit connaître à Narbonne les intentions manifestées par Napoléon à Schwarzenberg relativement au corps auxiliaire, et le chargea d'en prévenir Metternich, et de s'expliquer sans détour avec lui pour s'assurer positivement que les ordres de l'Empereur seraient exécutés sans discussion, et de l'inviter à avertir le général Frimont, afin d'ôter toute possibilité à un malentendu dont les conséquences seraient très fâcheuses.

Le moment était venu pour Napoléon de se mettre

à la tête de son armée. Il dicta à Daru deux notes contenant les détails les plus minutieux pour l'administration, principalement pour les hôpitaux, pour la division de l'armée en celle de l'Elbe et de celle du Mein, leurs lignes d'opération, etc. Le 15 avril, il partit de Saint-Cloud, et le 16, à minuit, il était à Mayence.

Le roi de Saxe avait repoussé la proposition du roi de Prusse d'accéder à la coalition, mais en quittant ses états, il s'était livré à la direction de l'Autriche, non qu'il la crût bien fidèle à son alliance avec la France, mais espérant, dans le cas où Napoléon ne pourrait pas lui rendre son royaume, l'obtenir par la protection de la cour de Vienne. Cette dernière conjecture est justifiée par des actes. Elle ne nuit point à la réputation de probité du roi. Ce serait trop exiger du prince le plus honnête homme, qu'il poussât la fidélité jusqu'à risquer de perdre sa couronne. Il fut donc facile à l'Autriche d'abuser de sa position, de le mettre dans sa dépendance et de le lier à sa politique. Par une convention du 8 avril, l'empereur François permit aux corps sous les ordres du général Gablentz et du prince Poniatowski, qui avaient suivi Schwarzenberg dans sa retraite, de quitter le duché de Varsovie et de traverser la Gallicie, la Moravie et la Bohême, avec des précautions fort peu honorables, telles que le transport des armes à feu sur des charriots. Le bataillon français qui se trouvait avec ces troupes fut soumis à la même humiliation. Une convention ayant été signée à

Torgau pour la remise de cette place, si elle n'était pas secourue dans six semaines, il fut convenu que cette forteresse et celle de Kœnigstein ne seraient ouvertes à aucune puissance, pas même à Napoléon, que d'après l'ordre du roi et de concert avec l'Empereur d'Autriche. Enfin, le roi autorisa son ministre à Vienne, à signer avec l'Autriche une convention pour l'appui de la médiation armée, et pour faciliter l'œuvre de la paix, il offrit, dit-on, de renoncer au grand-duché de Varsovie moyennant une indemnité. Ces stipulations furent consenties à l'insu de Napoléon. Il en fut instruit à Mayence par le roi de Wurtemberg. Ce prince, jusque-là reconnaissant et fidèle, lui révéla la marche que suivait le roi de Saxe, les vues secrètes de l'Autriche et ses intrigues auprès des alliés de la France. Elle se montrait au Danemark, à la Bavière, au Wurtemberg, à Naples, à la Westphalie, comme une amie de Napoléon, qui ne voulait rien que la paix, qui ne desirait rien pour elle-même. Mais elle les engageait à ne pas faire d'armemens inutiles; à ne pas s'épuiser pour donner à la France des secours qui ne feraient que rendre l'Empereur moins traitable, et qui, d'ailleurs, seraient sans objet, puisque l'Autriche avait cent cinquante mille hommes à mettre dans la balance contre celui des deux partis qui voudrait continuer la guerre.

Napoléon expédia un de ses aides-de-camp au roi de Saxe, pour lui annoncer l'ouverture de la campagne et sa prochaine rentrée dans ses états.

En même temps, le roi faisait connaître à l'Empereur son rapprochement de l'Autriche, et que, sur l'invitation de cette puissance, il ne croyait plus devoir hésiter à se rendre à Prague, avec les deux mille cinq cents hommes de cavalerie qu'il avait auprès de lui. Il partit en effet le 20 avril. Cette conduite du roi parut à Napoléon une intrigue de gens faibles, tiraillés en sens contraire, et qui avaient désespéré au moment où il marchait et allait les sauver. Il fut surtout très sensible à ce que le roi ne lui eût pas remis sa cavalerie avant de partir, comme l'alliance et l'honneur lui en faisaient un devoir. Il craignait, non sans raison, que le roi passât, comme la Prusse, du côté de la Russie, ou qu'imitant l'Autriche, il restât neutre. Narbonne fut chargé d'éclaircir ces mystères. Metternich, qui se faisait un jeu de mentir, lui déclara que l'Autriche n'avait pas de traité avec la Saxe, et que la cour de Dresde était tombée à Prague comme une bombe.

Dans ses rapports avec le ministre des relations extérieures, l'ambassadeur autrichien renouvelait les mêmes protestations d'attachement et de fidélité à l'alliance que Metternich avait faites à Otto; mais, quand on lui demandait si, l'intervention de l'Autriche pour la paix étant sans effet par la faute des ennemis, elle n'augmenterait pas son contingent, il éludait de répondre.

Pressé par Narbonne de s'expliquer sur cette question, Metternich répondit : l'Autriche voulait la paix, elle se préparait à y forcer si on n'acceptait

pas ce qu'elle croirait acceptable; dans les négociations, toute sa partialité serait pour la France; c'était pour cela qu'elle avait cent mille hommes en Bohême et rien en Italie. Elle voulait la réunion d'un congrès, et que Napoléon commençât par s'expliquer sur les sacrifices qu'il entendait faire à la paix.

Narbonne poussa Metternich dans ses derniers retranchemens par une note du 7 avril : L'Autriche, y disait-il, qui s'était mise en avant pour la paix et qui la desirait si vivement, devait prendre, pour tendre à ce but, une couleur prononcée, insister sur l'ouverture immédiate d'une négociation, et entrer dans la lutte comme partie principale. Dans les premiers jours de mai, lorsque l'Empereur des Français serait de sa personne sur lá rive droite de l'Elbe avec trois cent mille hommes, l'Autriche, à la tête de cent cinquante mille, ferait sa déclaration à l'empereur Alexandre.

Metternich répondit, le 14 : l'empereur François se décidait à prendre l'attitude d'une médiation armée; si, contre tous ses vœux les plus chers, le retour de la paix ne couronnait pas ses efforts, il ne pourrait désormais prendre part à la guerre dans la qualité de puissance auxiliaire; en conséquence, les stipulations de secours limités du traité d'alliance, du 14 mars 1812, cessaient d'être applicables à la conjoncture actuelle. Metternich traçait ainsi les conditions de paix : « L'Empereur Napoléon renoncera aux départemens anséatiques, sans cela paix impossible. Il ne faut pas que la confédération

aille jusqu'au Niémen; l'Autriche ne se battra point pour les Polonais. Elle ne desire aucune suprématie en Allemagne, et ferait la guerre à la Russie et à la Prusse, si ces puissances cherchaient à s'en arroger une quelconque. Mais aussi l'Autriche ne se battra point pour conserver à Napoléon le titre de protecteur de la confédération. »

De son côté, avec le ministre Maret, Schwarzenberg s'expliqua dans le sens de cette nouvelle détermination de sa cour. Si la guerre continuait, il ne resterait à l'Autriche que le choix entre les deux seuls partis prononcés, ou de se retirer derrière ses frontières, en neutralisant son territoire, ou de prendre une part plus active à la guerre comme partie principale. Cette disposition ne préjugeait en rien les bases de son alliance avec la France, qui paraissait à l'empereur François naturelle et applicable surtout à un temps de repos, et qui formait le plus beau de ses rêves.

Le ministre Maret s'efforçait de retenir au moins l'Autriche dans les termes de l'alliance, s'il ne pouvait en tirer un meilleur parti, et d'empêcher que la médiation armée n'eût de funestes conséquences. Il s'appliquait à gagner du temps, dans l'espérance que les évènemens militaires modifieraient les résolutions de la cour de Vienne. Narbonne, moins patient, ne garda plus de ménagemens et remit, le 21 avril, une note qui força Metternich à sortir du cercle des subtilités diplomatiques. Il invoqua formellement l'exécution du traité de Paris, de mars

1812, et demanda que des ordres fussent donnés sur-le-champ au général Frimont d'employer tous ses moyens pour conserver la position que lui assignait l'armistice, et d'attendre les ordres qu'il plairait à l'Empereur Napoléon de lui faire parvenir.

CHAPITRE LXXXVIII.

Retraite et positions de l'armée. — Napoléon à Mayence. — Ouverture de la campagne. — Combat de Weissenfels. — Mort de Bessières. — Bataille de Lützen. — La négociation avec l'Autriche sans résultat. — Davoust marche sur Hambourg. — Napoléon à Dresde. — Retour du roi de Saxe. — Trahison de l'Autriche. — Le prince Eugène envoyé en Italie. — Dotation à sa fille. — Débats avec le Danemark. — Le corps de Poniatowski appelé à l'armée. — Négociation avec l'Autriche. — Bubna à Dresde. — Stadion auprès des coalisés. — Proposition d'un congrès. — Départ de Bubna pour Vienne.

Le hideux tableau des défections et des fourberies diplomatiques a fait perdre de vue les opérations militaires; il est temps d'y revenir. Elles ne présentent plus ni batailles, ni grands revers, ni victoires. L'armée française continuait sa retraite avec plus d'ordre, mollement suivie par un ennemi qui avait aussi beaucoup souffert. Les combats n'étaient que des escarmouches plus ou moins fortes, dans lesquelles elle soutenait sa renommée. A mesure qu'elle s'éloignait de la Vistule, elle se rapprochait des renforts qui marchaient de tous les points de l'Empire.

Après avoir pris le commandement, le prince Eugène se retira sur l'Oder; il y trouva le 11e corps, fort de quinze mille hommes, amené d'Italie par le général Grenier. La défection de la Prusse ne lui permettait pas de conserver cette position : après avoir jeté des garnisons dans les places, il se mit en marche sur Berlin. Le pays était en feu; Bulow ayant livré l'Oder aux Russes, Eugène fut obligé de se retirer sur l'Elbe par la route de Vittenberg. Là se trouvaient différens corps d'armée, en tout ou en partie formés. Pour surveiller tous les points de la ligne, le prince Eugène porta son quartier général à Leipzig.

Les ennemis, en force, l'avaient suivi, et s'étaient répandus sur la rive droite de l'Elbe, depuis Magdebourg jusqu'à Dresde. Davoust brûla le pont de Meissen, et, après avoir essayé de se maintenir dans la capitale de la Saxe, il évacua la ville neuve et fit sauter une arche du pont. Le 26 mars, Reynier abandonna la vieille ville. Le prince Eugène concentra ses forces sur Magdebourg, fit passer le corps de Lauriston sur la rive droite de l'Elbe, menaça le centre des ennemis, et arrêta leur mouvement, par lequel ils cherchaient à déborder ses ailes. Ney, avec son corps d'armée, était à Wurzbourg, et débouchait des montagnes de la Thuringe. Marmont réunissait ses divisions à Hanau. L'avant-garde du corps d'observation d'Italie, commandé par Bertrand et formé de cinq divisions, était arrivé à Augsbourg. Tout ce corps traversait le Tyrol. Vandamme était à

Brème. Les divisions Dumonceau et Dufour avaient dépassé Wesel. Davoust faisait ses dispositions pour reprendre Hambourg. Tel était l'état des choses lorsque Napoléon partit de Paris.

Il resta huit jours à Mayence, occupé à recevoir quelques princes de la confédération, encore empressés de lui faire leur cour, à visiter les fortifications, et à attendre l'arrivée des troupes. Il se rendit à Erfurt le 25, et y mit la dernière main à l'organisation de son armée. Elle était toute en mouvement, et se composait de quatorze corps dont la formation était plus ou moins complète, et qui successivement prirent part à la campagne. Pour le moment, il avait sous la main les 3e, 4e, 6e et 12e corps, commandés par Ney, Bertrand, Marmont, Oudinot, et la garde sous les ordres de Soult et Mortier; le tout fort de cent quarante mille hommes. Sur la gauche, le prince Eugène manœuvrait pour se rapprocher, avec son armée composée des 2e, 5e et 11e corps, commandés par Victor, Lauriston et Macdonald, forte de quarante mille combattans. L'Empereur pouvait compter sur environ deux cent cinquante mille hommes, et les réunir avant que les ennemis fussent en état d'en opposer un pareil nombre. Mais de ces deux cent cinquante mille hommes, cinquante mille étaient Allemands, et peu favorablement disposés; les autres étaient de jeunes troupes, surtout la cavalerie, excepté la garde, les Polonais, deux ou trois régimens de cavalerie légère, quatre ou cinq de grosse cavalerie.

Fatiguée de ses longues marches, et ayant laissé des corps devant les places et en Pologne, l'armée coalisée ne comptait encore que soixante-dix mille Russes et soixante-quinze mille Prussiens.

A la place de Kutusof, mort à Bunzlau, Wittgenstein commandait les forces combinées. Il se trouvait avec trente mille hommes entre Dessau et Halle; Blücher en avait vingt-cinq mille à Altenbourg; Miloradowitsch était à Chemnitz avec quinze mille Russes; les réserves russo-prussiennes s'avançaient de Dresde sur Leipsig; les corps de Bulow et de Woronzof masquaient Magdebourg, et couvraient Berlin contre le prince Eugène. L'ennemi marchait avec une grande confiance, ne soupçonnant pas que l'Empereur eût en quatre mois improvisé pour ainsi dire une aussi belle armée.

Le 28 avril, il partit d'Erfurt pour ouvrir la campagne, et opérer sa jonction avec l'armée du prince Eugène. Il arriva à Naumburg; Ney entra à Weissenfels; le prince Eugène passa la Saale à Mersebourg, la jonction fut faite entre les deux armées. Wittgenstein se concentra sur Leipzig; Blücher vint à Borna; Miloradowitsch et les réserves s'avancèrent dans la direction d'Altenbourg. Dans ces mouvemens, des 29 et 30, il n'y eut de remarquable qu'un engagement près de Weissenfels où une division de cavalerie du général Lanskoï ne put entamer des carrés de jeunes bataillons, et fut forcée à la retraite.

Napoléon résolut de marcher sur Leipzig pour

attaquer les ennemis. Le 1er mai, l'avant-garde russe, qui voulait défendre le défilé de Ripach, fut rejetée sur Pégau.

Le premier coup de canon ennemi tiré dans cette journée tua le maréchal Bessières, simple spectateur du combat. Depuis seize ans, il avait accompagné Napoléon sur tous les champs de bataille, et commandé la cavalerie de sa garde. Ce fut une perte sensible pour l'Empereur et l'armée. Il écrivit à sa veuve:

« Votre mari est mort au champ d'honneur. La perte que vous faites et celle de vos enfans est grande sans doute, mais la mienne l'est davantage encore. Le duc d'Istrie est mort de la plus belle mort et sans souffrir. Il laisse une réputation sans tache, c'est le plus bel héritage qu'il ait pu léguer à ses enfans. Ma protection leur est acquise; ils hériteront aussi de l'affection que je portais à leur père. Trouvez dans toutes ces considérations des motifs de consolation pour alléger vos peines, et ne doutez jamais de mes sentimens pour vous. »

Le corps de Bessières fut transféré à Paris. L'état-major général de la place et de forts détachemens de la garnison le reçurent à la barrière et l'accompagnèrent jusqu'à la porte de l'hôtel des invalides; on le transporta sous le dôme, où il resta exposé jusqu'à ce qu'on lui rendît les honneurs dus à son rang.

Le quartier général impérial passa la nuit à Lutzen, où Gustave-Adolphe avait été tué en 1632. Napoléon s'informa avec empressement du jour où avait été donnée la bataille, de la position des armées,

et de l'endroit où le héros suédois avait été frappé.

L'armée française était échelonnée de Naumbourg à Leipzig; le 2 mai, elle se remit en route sur cette ville. Lauriston, du corps d'Eugène, arriva à neuf heures du matin devant le faubourg, et tira le canon pour forcer le passage de l'Elster et de la Pleisse. L'Empereur monta à cheval avec Ney et Eugène, et s'y porta au galop. Il n'attendait que le moment où ce passage serait forcé pour mettre en mouvement toute son armée dans cette direction, la faire pivoter sur Leipzig, centre de toutes les grandes communications de l'Allemagne du nord, passer sur la droite de l'Elster et prendre les alliés à revers. Il avait mis pied à terre : il était onze heures. Une épouvantable canonnade se fit entendre sur la droite, presque en arrière, dans la direction des villages de Gross et Klein-Gœrschen, et de la position où les troupes de Ney avaient passé la nuit : c'était l'armée ennemie qui débouchait vers Kaïa, pour assaillir en queue l'armée française. Napoléon prit sur-le-champ son parti et fit ses dispositions. « Nous n'avons pas de cavalerie, dit-il, n'importe; ce sera une bataille d'Égypte; partout l'infanterie française doit savoir se suffire. Je ne crains pas de m'abandonner à la valeur innée de nos jeunes conscrits. » Ney était parti au grand galop pour rejoindre son corps, Eugène reçut l'ordre de faire rétrograder ses troupes et alla se mettre à leur tête; il lui fallait trois heures pour exécuter ce mouvement. L'Empereur, à la tête de sa garde, se porta derrière le

centre de l'armée, au secours de Ney. Souham et Girard avaient soutenu le combat avec gloire; mais, après avoir disputé Gross-Gœrschen et Rahna, ils avaient été forcés de les céder et de se replier sur Klein-Gœrschen, que Souham avait aussi abandonné. Ney arriva, rassembla ses cinq divisions, et lança celles de Souham, de Girard et de Brenier sur Klein-Gœrschen et Rahna, d'où il délogea les Prussiens. Ce coup de vigueur ralentit les progrès des alliés et donna le temps aux corps de droite et de gauche d'accourir au secours du centre.

Marmont arriva; les divisions Compans et Bonnet, formées en carré, soutinrent et repoussèrent constamment les charges de la nombreuse cavalerie de l'ennemi, qui cherchait à déborder la droite.

Depuis plus de quatre heures on se battait avec acharnement. L'ennemi voulait à tout prix reprendre les villages et déboucher sur Lutzen : ils furent pris et repris plusieurs fois. L'Empereur, au milieu du feu, faisait relever les troupes fatiguées, pressait l'arrivée des renforts, ralliait les bataillons, et pourvoyait à tous les incidens. Dans cette lutte sanglante, les jeunes conscrits furent admirables. Ramenés, dispersés, écrasés, ils se ralliaient aux cris de *vive l'Empereur!* « Il y a vingt ans, dit Napoléon, que je commande des armées françaises, et je n'ai pas encore vu autant de bravoure et de dévoûment. » Le village de Kaïa, dont l'ennemi s'était emparé, fut repris.

Le corps de Bertrand s'approchait; Eugène en-

trait en ligne sur la gauche; Macdonald attaquait la réserve des alliés. Ils redoublèrent leurs efforts sur le centre. Leurs dernières lignes s'ébranlèrent pour frapper un coup décisif sur Kaïa et enlevèrent le village. Le centre fléchit, quelques bataillons se débandèrent. Napoléon se jeta au milieu d'eux : « Conscrits, leur dit-il, quelle honte! c'était sur vous que j'avais fondé mes espérances; j'attendais tout de votre jeune courage, et vous fuyez! » A peine il avait parlé, ils se rallièrent et retournèrent à l'ennemi aux cris de *vive l'Empereur!* Au plus fort de l'action, il parcourait en arrière le troisième rang de l'infanterie, le soutenait parfois de son cheval en travers, et criant à ces jeunes soldats : « Ce n'est rien, mes enfans, tenez ferme; la patrie vous regarde, sachez mourir pour elle. »

Il jugea que le moment de crise qui décide du gain ou de la perte des batailles était arrivé. Il n'y avait plus un moment à perdre : il ordonna au maréchal Mortier, avec seize bataillons de la jeune garde, de donner tête baissée sur Kaïa, de culbuter l'ennemi et de reprendre le village; à son aide-de-camp Drouot de partir au galop, avec une batterie de quatre-vingts pièces, en avant de la vieille garde, soutenue par la cavalerie en bataille. Le feu devint épouvantable; l'ennemi plia de tous côtés; Mortier emporta, sans coup férir, le village de Kaïa, culbuta l'ennemi, et continua à se porter en avant, battant la charge. Cavalerie, infanterie, artillerie de l'ennemi, tout se mit en retraite.

On le poursuivit pendant une lieue et demie. On arriva bientôt sur la hauteur qu'occupaient pendant la bataille l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et sa famille.

Craignant quelque surprise pendant la nuit, l'Empereur arrêta la poursuite de l'ennemi, et alla reconnaître l'établissement des avant-postes. Vers neuf heures du soir, il revenait à Lutzen, à travers le champ de bataille, la nuit était sombre, un feu de mousqueterie se fit entendre autour de lui. Les éclaireurs de Marmont avaient poussé dans l'obscurité au-delà de Starsiedel. Blücher chargea à la tête de sa réserve de cavalerie; quelques escadrons pénétrèrent entre les lignes françaises qui ne s'attendaient pas à cette attaque. L'alerte fut générale : revenues de leur premier moment de surprise, les troupes coururent aux armes, et firent payer cher à l'ennemi cette échauffourée aventureuse. L'Empereur rentra à Lutzen, à dix heures du soir, et dicta le bulletin de la bataille. Des courriers avaient été expédiés pour en porter partout la nouvelle.

La journée fut sanglante : la perte des Français se montait, suivant le bulletin, à dix mille tués ou blessés, et celle de l'ennemi à vingt-cinq ou trente mille. Un écrivain porte celle du seul corps de Ney à douze mille hommes, et cinq cents officiers hors de combat. Il y eut peu de prisonniers; on ne fit mention ni de canons, ni d'aucuns trophées. Le défaut de cavalerie ne permit pas de profiter de la victoire; car l'armée qui conserve le champ de bataille

peut se dire victorieuse. Napoléon n'y avait combattu qu'avec la moitié de ses forces, quatre-vingt-cinq mille hommes contre cent cinq mille. Forcer à la retraite un ennemi qui s'avançait enorgueilli du résultat de la dernière campagne et plein de confiance, c'était un beau début.

Napoléon adressa à l'armée la proclamation suivante :

« Soldats, je suis content de vous! vous avez rempli mon attente! Vous avez suppléé à tout par votre bonne volonté et par votre bravoure. Vous avez, dans la célèbre journée du 2 mai, défait et mis en déroute l'armée russe et prussienne, commandée par l'empereur Alexandre et le roi de Prusse. Vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire de vos aigles; vous avez montré tout ce dont est capable le sang français. La bataille de Lutzen sera mise au-dessus des batailles d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland et de la Moskowa! Dans la campagne passée, l'ennemi n'a trouvé de refuge contre nos armes qu'en suivant la méthode féroce des barbares ses ancêtres. Des armées de Tartares ont incendié ses campagnes, ses villes, la sainte Moscou elle-même! Aujourd'hui, ils arrivaient dans nos contrées, précédés de tout ce que l'Allemagne, la France et l'Italie, ont de mauvais sujets et de déserteurs, pour y prêcher la révolte, l'anarchie, la guerre civile, le meurtre. Ils se sont faits les apôtres de tous les crimes; c'est un incendie moral qu'ils voulaient allumer entre la Vistule et le Rhin, pour, selon l'usage des gouverne-

mens despotiques, mettre des déserts entre nous et eux. Les insensés! ils connaissaient peu l'attachement à leurs souverains, la sagesse, l'esprit d'ordre et le bon sens des Allemands. Ils connaissaient peu la puissance et la bravoure des Français!

« Dans une seule journée, vous avez déjoué tous ces complots parricides.... Nous rejetterons ces Tartares dans leurs affreux climats, qu'ils ne doivent pas franchir. Qu'ils restent dans leurs déserts glacés, séjour d'esclavage, de barbarie et de corruption, où l'homme est ravalé à l'égal de la brute. Vous avez bien mérité de l'Europe civilisée. Soldats! l'Italie, la France, l'Allemagne, vous rendent des actions de grâces! »

Napoléon était maître de toute la rive gauche de l'Elbe, depuis la Bohême jusqu'à Hambourg. Mais il n'y avait rien eu de décisif. Il avait espéré recommencer le lendemain. Wittgenstein n'attendit pas, il profita de la nuit pour repasser l'Elster. Le 3 mai, l'armée française se mit à sa poursuite. Le 5, le prince Eugène atteignit l'arrière-garde prussienne, l'attaqua et la culbuta au passage de la Mulde. Le corps de Miloradowich prit sa place pour couvrir la retraite. Il n'avait pas donné à la bataille de Lutzen. Le prince Eugène l'attaqua et le poussa vivement, avec perte, trois jours de suite, les 5, 6 et 7, à Elsdorf, Nossen et Wilsdruf. Les Russes repassèrent l'Elbe, le 7, à Dresde, et les Prussiens à Meissen après avoir perdu quelques mille prisonniers et détruit un nombre de voitures et de bagages. Leurs

convois de blessés s'échappèrent en Bohême, où l'Autriche leur donna refuge.

En marchant sur Dresde, l'Empereur faisait de grandes combinaisons. Il avait laissé le corps de Ney sur le champ de bataille de Lutzen, afin de prendre un peu de repos, de se porter sur Torgau, pour se rallier avec le maréchal Victor, qui amenait le 2ᵉ corps de Magdebourg sur Wittenberg, et de faire ensuite une expédition sur Berlin.

De son quartier général de Waldheim, Napoléon fit ordonner au maréchal Davoust de se porter à Hambourg, de s'emparer de cette ville, et de diriger sur-le-champ le général Vandamme dans le Mecklenbourg. La conduite qu'avait à tenir le maréchal, lui fut ainsi tracée : faire arrêter sur-le-champ tous les sujets de Hambourg qui avaient pris du service sous le titre de sénateurs; mettre le séquestre sur leurs biens et les déclarer confisqués; désarmer la ville; mettre une contribution de 50 millions sur Hambourg et Lubeck; désarmer le pays; arrêter les gendarmes, canonniers, gardes-côtes, officiers, soldats ou employés qui, étant au service, auraient trahi; confisquer leurs propriétes; armer la place de Hambourg, établir des ponts-levis aux portes, des canons sur les remparts, relever les parapets, construire une citadelle du côté de Naarbourg, pour y mette quatre ou cinq mille hommes à l'abri de la population et de toute incursion; armer également Lubeck, pour que cette ville fût aussi à l'abri d'un coup de main; réorganiser Cuxhaven;

toutes ces mesures étaient de rigueur, l'Empereur ne laissait à Davoust la liberté d'en modifier aucune.[1]

Les opérations militaires allaient plus vite que les négociations avec l'Autriche. Dans sa réponse du 26 avril à la note de Narbonne du 21, Metternich se référa aux instructions envoyées à Schwarzenberg, et communiquées par cet ambassadeur au ministre Maret. Il tira parti d'une circonstance survenue depuis, la dénonciation de l'armistice par les Russes, probablement concertée avec l'Autriche, qui avait complètement changé l'ordre de choses dans le duché de Varsovie. Ce n'était pas avec trente mille hommes qu'elle pouvait appuyer sa médiation; les moyens les plus efficaces de négociation se trouvaient dans le développement de forces plus imposantes, qui ne laisseraient aucun doute que la puissance médiatrice serait prête à paraître en scène comme partie principale, et à donner à ses paroles de paix l'appui nécessaire.

Napoléon avait reçu à Erfurt les dépêches qui lui annonçaient les étranges changemens survenus dans le langage du cabinet autrichien; ce que disait Metternich contrastait tellement avec ses protestations de fidélité à l'alliance, et les assurances données par Schwarzenberg, que, pour asseoir son opinion sur la politique de la cour de Vienne, Napoléon manda à son ambassadeur qu'il avait besoin d'éclaircissemens. Il voulait la paix, mais non une

[1] Lettre de Berthier du 7 mai.

paix offerte comme une capitulation; il la voulait sur des bases qu'il comprît, et qui ménageassent les intérêts permanens de la France.[1]

Ces éclaircissemens ne se firent pas long-temps attendre. Napoléon reçut la note de Narbonne, du 21; la réponse de Metternich, du 26. La médiation armée ne faisait plus une question, l'Autriche l'avait tranchée. Sans admettre ni combattre le principe, Napoléon chercha à en éloigner le plus possible les conséquences. Il reçut aussi le rapport d'une audience que son ambassadeur avait obtenue de l'empereur d'Autriche. Narbonne s'était exprimé très vivement; Napoléon en fut contrarié.

Il voyait clairement que, si les évènemens étaient contraires à la France, l'opinion des peuples entraînerait le gouvernement autrichien et le rangerait contre elle; tandis que l'armée française, étant victorieuse comme elle l'avait été, il serait de l'intérêt de l'Autriche de rester avec la France. L'explication précipitée de Narbonne semblait affranchir l'Autriche de ses engagemens; il eût été à desirer que l'ambassadeur se fût épargné ce faux pas. Il devait donc se borner à tout observer, ne préjuger aucune question, et se tenir dans une grande réserve. Napoléon le chargea de dire à Metternich qu'il préférait que le bataillon français se battît et fût envoyé en Sibérie, plutôt que d'être désarmé pour traverser les états autrichiens; c'était la plus importante des

[1] Lettre à Narbonne du 26 avril.

affaires, puisqu'elle touchait à l'honneur. Sur ce point, l'Empereur admettrait plutôt une discussion pour la cession de trois provinces, que la pensée que ce bataillon, attaché au corps auxiliaire de son allié, de son beau-père, fût désarmé pour traverser un pays ami. La prétention d'une médiation armée était trop ridicule pour que l'empereur d'Autriche ne le sentît pas; car il fallait le dire net, c'était mettre les intérêts de la France à la disposition de l'impératrice d'Autriche et de Stadion.[1]

Dans ses relations avec Maret, Schwarzenberg s'efforçait de lui persuader que la médiation armée, loin d'être alarmante pour la France, était la mesure la plus conforme à ses intérêts. D'ailleurs, la situation des rois vis-à-vis des peuples leur imposait le devoir de tout faire pour la paix et rien pour la guerre. Si la guerre se prolongeait, ou si elle se terminait de lassitude et sans qu'il en résultât un état tel que les rois, toujours incertains de l'avenir, ne pussent consacrer toute leur attention et tous leurs efforts à étouffer le ferment jacobin qui se développait journellement davantage, l'existence même des trônes ne tarderait pas à être menacée. L'empereur François ne séparerait pas ses intérêts de ceux de la monarchie fondée en France; il n'y avait dans sa politique ni subtilité ni arrière-pensée. Il ne voulait rien dans les combinaisons nouvelles qui pouvaient se présenter pour l'agrandissement

[1] Lettre à Narbonne, Pegau, 4 mai.

de l'Autriche ou l'amélioration de sa position actuelle.

Ce ferment jacobin, qui menaçait les trônes, ne pouvait avoir quelque sens que comme allusion à la révolution française et à l'Empereur sorti de son sein, et aux yeux des rois légitimes son représentant. C'était la pensée fondamentale et persistante de toutes leurs coalitions. Ce ferment jacobin, s'il existait en Allemagne, c'étaient les coalisés qui le créaient en soulevant les peuples par de trompeuses promesses.

Quant au désintéressement de l'Autriche, c'était une insigne fausseté, car il eût été absurde à elle de ne pas tirer parti d'une circonstance favorable pour réparer ses pertes.

Dans tous les cas, il lui restait à s'expliquer sur deux questions importantes que suscitait la médiation armée, savoir : le maintien de l'alliance et le corps auxiliaire. Suivant Schwarzenberg, l'alliance subsistait, elle était basée sur des intérêts trop identiques, trop inhérens à la nature des choses, trop invariables pour que ni les revers ni les succès fussent d'aucune influence sur elle. Quant au corps auxiliaire, son concours n'était ni désavoué, ni refusé, il n'était que suspendu. Maret parut abonder dans le sens de l'ambassadeur, et croire que la sincérité de l'Autriche était garantie par les liens de famille qui unissaient les deux empereurs. Schwarzenberg laissa échapper ces paroles significatives que Maret parut n'avoir pas entendues : *La poli-*

tique a fait le mariage, la politique pourrait le défaire.

Quelques jours après, Schwarzenberg communiqua des dépêches de Weissemberg, annonçant que les ouvertures par lui faites à Londres n'avaient pas réussi. « L'Autriche, disait-il, était bien loin de subordonner la paix continentale aux lubies de l'Angleterre; le zèle du cabinet de Vienne n'en serait pas ralenti, et, avant peu, il ferait connaître la marche très péremptoire qu'il comptait suivre vis-à-vis des puissances alliées pour les amener à des explications finales. Ainsi se termina la mission de Schwarzenberg : il quitta Paris. Là s'arrêta la négociation avec l'Autriche; tout désormais fut soumis au sort des batailles.

Napoléon voulait-il sincèrement la paix? Il n'était pas dans son caractère d'en traiter après de grands revers; du moins il en exprima le desir en demandant l'intervention de l'Autriche; ce ne fut pas sa faute si cette intervention fut sans résultat. La guerre continuant, il dut chercher à retenir l'Autriche dans les termes de l'alliance, même à en obtenir un plus fort contingent, enfin, à l'empêcher de céder à son penchant pour la coalition, jusqu'à ce qu'il eût rétabli son ascendant par un retour de la fortune. Il n'y avait rien de blâmable dans cette politique; on n'en peut pas dire autant de celle de l'Autriche; elle ne présenta que faiblesse, fausseté et déception. Arbitre de la paix de l'Europe, elle laissa rallumer la guerre pour n'y jouer qu'un rôle secondaire, finir

par trahir son allié et se joindre à ses ennemis. Tout porte à croire que, même avant la bataille de Lutzen, elle avait pris des engagemens avec eux; le roi de Prusse le donna à entendre dans une proclamation du 8 mai.

Ce même jour, l'avant-garde de l'armée parut devant Dresde; l'empereur Alexandre et le roi de Prusse quittèrent cette capitale. A midi, le prince Eugène prit possession de la vieille ville; Napoléon descendit dans la vallée de l'Elbe. Miloradowich avait fait sauter les ponts, brûler les magasins, et s'apprêtait à défendre la ville neuve, située à la droite de l'Elbe.

A quelque distance des barrières de Dresde, Napoléon trouva une députation de la municipalité. « Vous mériteriez, lui dit-il, que je vous traitasse en pays conquis; je sais tout ce que vous avez fait pendant que les alliés occupaient votre ville. » Il le récapitula. C'était ni plus ni moins que ce qui arrive partout en pareil cas, des démonstrations d'allégresse dans l'espoir d'un meilleur sort. Celle des habitans de Dresde avait été courte, accablés qu'ils avaient été par les exigences brutales des Russes et des Prussiens, et l'insolence des derniers. Il les renvoya à leur roi, en faveur duquel il leur pardonnait, et leur annonça que, pour gage de sa clémence, il nommait le général Durosnel gouverneur de Dresde.

Napoléon reconnut les rives de l'Elbe, choisit le point de Priesnitz pour y jeter un pont, et revint loger dans le palais du roi, exposé à la fusillade et

au canon des Russes, qui tiraient de l'autre côté du fleuve. Il expédia différens ordres, et porta toute son attention sur les affaires de la Saxe. Le roi était toujours à Prague sous l'influence de l'Autriche, et le général Thielmann, gouverneur de Torgau, refusait d'en ouvrir les portes aux Français. Pendant le séjour de l'empereur de Russie et du roi de Prusse à Dresde, il y était venu leur faire sa cour. L'aide-de-camp de Berthier, Montesquiou, fut envoyé à Prague avec une lettre pour le ministre de France. Il était chargé d'exiger que le roi de Saxe, dans le délai de six heures, se mît en mesure de remplir tous ses engagemens comme membre de la confédération, de fournir ses troupes, etc., faute de quoi l'Empereur déclarait le roi felon, hors de sa protection, et qu'en conséquence il avait cessé de régner.

Le 9, à la pointe du jour, Napoléon, à cheval, se rendit à Priesnitz pour présider au passage. Il s'engagea une terrible canonnade; les Russes foudroyés abandonnèrent le terrain. A l'aide d'échelles, des voltigeurs franchirent l'intervalle entre les piles de l'arche du pont qui avait été rompue : le colonel du génie, Bernard, jeta une arche provisoire.

Le 10 au matin, la division Charpentier prit possession de la ville neuve. Les ponts de Priesnitz furent achevés; deux ponts de bateaux furent établis au-dessus et au-dessous du grand pont de Dresde. L'armée passa sur la rive droite, et, le 11, se mit à la poursuite de l'ennemi qui se retirait par la route de Bautzen sur la Lusace et la Silésie.

L'Empereur resta à Dresde : les doutes qu'il avait pu avoir sur le parti que prendrait le roi, s'étaient dissipés. L'Autriche ne voulant pas encore se démasquer, avait permis à ce prince de satisfaire à tout ce qu'on avait exigé de lui, et de retourner dans ses états. Napoléon lui prépara une réception solennelle. Le 12, à dix heures du matin, l'Empereur passait une revue de la garde impériale; le roi de Saxe arriva : ils descendirent de cheval, s'embrassèrent, et entrèrent à la tête de la garde dans Dresde, au bruit du canon, au son des cloches, et aux acclamations des troupes et de la population. Une députation de la ville reçut les deux monarques à l'entrée de la ville; l'Empereur lui répéta qu'il la traitait avec ménagement en considération du retour du roi. C'était un évènement important; il donnait à l'armée française onze mille Saxons qui étaient à Torgau, quatre mille cavaliers que ramenait le roi. Son retour avait une grande influence sur les autres princes de la confédération, sur la tranquillité de la Saxe et de toute l'Allemagne.

Le roi avoua franchement à l'Empereur tout ce qui s'était passé entre lui et la cour de Vienne, et lui communiqua la correspondance des deux cabinets. L'Empereur pardonna au roi, persuadé, comme tout le monde, que ce prince avait été séduit, mais qu'il était resté le meilleur et le plus fidèle de ses amis.

La duplicité, la perfidie de Metternich et la trahison de l'Autriche étaient évidentes. Elles avaient

été révélées avant les aveux du roi, par des lettres interceptées de Stackelberg, ex-ambassadeur de Russie à Vienne à Nesselrode. Le ministre autrichien promettait à celui de Russie de le réveiller pendant la nuit s'il avait des nouvelles, et lui donnait des détails sur l'armée française. Ces découvertes furent communiquées à Narbonne, et motivèrent des instructions sur la conduite qu'il aurait à tenir. En l'absence du ministre Maret, Caulaincourt était chargé de la correspondance. A toutes les cachoteries, il fallait opposer de la froideur, et que le cabinet de Vienne s'aperçût qu'on l'observait. Tant qu'on avait été allié, on avait pu se parler avec confiance; à présent qu'on ne l'était plus, c'était le tour des formes officielles. Metternich prenait l'intrigue pour la politique. Napoléon recommandait la froideur, parce qu'il ne voulait pas tromper. Le mensonge n'était bon à rien, il ne trompait qu'une fois; laisser croire à l'Autriche que les rapports étaient toujours les mêmes, ce serait perfidie.[1]

L'attitude de cette puissance obligeait à prendre des précautions en Italie. Les ordres les plus pressans avaient été donnés pour y remplacer les troupes françaises qu'on en avait tirées, et recréer l'armée italienne, que ses pertes en Catalogne et en Russie avaient presque anéantie. L'Empereur y renvoya le prince Eugène. Pour lui donner une preuve éclatante et signalée de sa satisfaction, il érigea son

[1] Lettre de Caulaincourt à Narbonne du 12 mai.

palais de Bologne et la terre de Galliera en duché, en faveur de la princesse de Bologne, Josephine-Maximilienne-Eugénie-Napoleone, sa fille aînée, pour en jouir elle et ses héritiers mâles.

Libre de ses engagemens envers la France et prêt à entrer dans la coalition si elle n'avait pas exigé la cession de la Norwège à la Suède, le Danemarck hésitait et devait finir par suivre la loi du plus fort. Davoust avait repris les opérations sur le bas Elbe; Vandamme travaillait à l'investissement de Hambourg et attaqua les îles. Le commandant d'Altona demanda leur neutralisation et que la ville ne fût pas enlevée de vive force. Vandamme refusa la neutralisation, et répondit que Hambourg ne serait point assiégé s'il se soumettait. Les Danois ne cherchaient qu'à retarder l'occupation de cette place. A l'attaque sur l'île de Wilhemsbourg, les Français eurent à combattre des troupes danoises, et firent prisonniers un capitaine et quelques soldats. Napoléon fit écrire à son ambassadeur à Copenhague, Alquier, qu'il avait éprouvé une vive indignation; c'était, lui mandait-on, le dernier coup de pied de l'âne. Croyait-on que le lion fût mort. Cette conduite répondait mal à celle de l'Empereur, qui s'était brouillé avec la Suède pour n'avoir pas consenti à voir enlever la Norwège au Danemarck; elle répondait mal aussi à l'empressement qu'il avait mis à renvoyer les équipages danois. Il était ordonné à l'ambassadeur de demander que le colonel commandant à Altona fût désavoué et puni. Si le Danemarck manquait à ce qu'il devait

à la France, si le moindre acte d'hostilité était commis, l'intention de l'Empereur était que l'ambassadeur demandât ses passeports et déclarât la guerre.[1]

Le corps du prince Poniatowski était, pour l'Empereur, un renfort important. Il lui envoya l'ordre de se diriger sur Zittau, si la nouvelle de la bataille de Lutzen ne l'avait pas fait rétrograder sur Cracovie; la même destination était donnée au bataillon français. Pour qu'il ne fût mis aucun obstacle à celle du corps polonais, le roi de Saxe écrivit à l'empereur d'Autriche; Narbonne fut chargé de l'appuyer, et, si cela était indispensable, de remettre une note, d'élever même le ton, de parler des lettres interceptées, de dire à Metternich, s'il fallait en venir là, que la mesure était comblée, d'aller enfin jusqu'à menacer de demander ses passeports; l'Empereur préférait qu'on n'en vînt pas à ces extrémités, l'intérêt du moment était de gagner du temps. Il était probable qu'à l'arrivée de cette dépêche la gauche de l'armée serait à Berlin et l'Empereur à Breslau; cette position appuierait donc aussi les démarches de l'ambassadeur. L'Autriche n'était pas assez forte pour faire un éclat dans cette circonstance. L'entrée à Dresde, la retraite de l'ennemi, tout ce qui se passait devait lui dessiller les yeux; il était probable qu'elle les ouvrirait tout-à-fait, quand on compterait cent vingt mille hommes à Vérone et autant à Mayence.

[1] Lettre de Caulaincourt du 14 mai.

Napoléon doutait que l'Autriche eût un plan arrêté, il croyait au moins à son desir de reprendre ce qui pourrait lui convenir, si les circonstances étaient favorables. Cependant de nouvelles lettres interceptées de Stakelberg à Nesselrode, et de Humboldt au roi de Prusse, ne laissaient plus de doute sur la duplicité de Metternich. Le roi de Saxe avait aussi remis à l'Empereur toutes ses notes avec l'Autriche. Mais, malgré sa force, il ne pouvait être indifférent à une nouvelle guerre qui mettrait cent cinquante mille hommes de plus contre lui. Il pardonnait à l'Autriche ce qui s'était passé, il voulait même l'ignorer, il voulait la paix; il n'était pas éloigné d'adopter le *statu quo ante bellum*. Quelque chose qui arrivât, il desirait même rester l'ami de la maison d'Autriche, à moins que cela ne devînt tout-à-fait impossible. Quant aux Bourbons, Narbonne ne devait jamais en parler, personne en France ni en Europe, pas même en Angleterre, ne songeait à eux. Une nation qui venait de lever sans effort un million deux cent mille hommes sur un mot de l'Empereur, ne rentrerait jamais sous leur joug. Il n'y avait pas plus de raison pour qu'il fût question d'eux que des Montesquiou, qui prétendaient descendre de Charlemagne ou de Clovis.

Si les circonstances devenaient graves, ce que l'Empereur ne pensait pas, il s'arrangerait avec l'empereur Alexandre; pour qu'ils s'entendissent, il faudrait peu de chose. Qu'est-ce qui importait à la Russie? Le système continental et la Pologne. On

avait renoncé au système continental pour la Russie; la Pologne n'avait jamais été regardée que comme un moyen : l'Allemagne et l'Espagne importaient bien plus à Napoléon que la Pologne. On connaissait l'estime et même l'amitié qu'Alexandre avait pour lui. On savait aussi que la correspondance fréquente, et sur toute espèce de sujets entre ces deux souverains, n'avait jamais été suspendue, même au plus fort de la guerre. Si Napoléon satisfaisait la Russie, l'Autriche ne pouvait se dissimuler qu'il avait un moyen de l'humilier et de la réduire à rien. Une mission au quartier général russe partagerait le monde.

Dans les circonstances actuelles, l'Autriche avait trois partis à prendre : être neutre, alliée ou ennemie. Napoléon préférait que cette puissance restât neutre, mais sans armes, et par conséquent sans lui donner d'inquiétudes, car l'expérience avait prouvé qu'on ne pouvait compter sur l'alliance; il faudrait payer son assistance par la Silésie ou les provinces Illyriennes, ce qui ne pouvait être dans les intérêts de Napoléon. Il était maintenant dans un tel degré de puissance, et cette puissance serait surtout si formidable dans un mois, qu'il préférait la neutralité, ensuite l'alliance, à la guerre. [1]

Toutes ces combinaisons partaient d'une fausse appréciation de la politique des puissances, dirigées avant tout par leur haine commune de Napoléon et de la France.

[1] Lettre de Caulaincourt à Narbonne du 14 mai.

Bubna, dont le cabinet de Vienne avait annoncé l'envoi à Dresde, y arriva le 16 mai, apportant à Napoléon une lettre de son beau-père. Stadion avait été envoyé au quartier général russe et prussien, où une première affaire devait avoir amorti bien des passions et dissipé beaucoup de chimères, et pour savoir quelles étaient les prétentions des deux puissances. La plus belle des chances s'ouvrait à Napoléon, celle de donner la paix au monde. Bubna était chargé de s'entendre sur quelques points propres à servir de base à un arrangement, et à prouver à Napoléon que le médiateur était son ami. Si Napoléon secondait ses efforts par cette modération, qui placerait son règne parmi les plus glorieux, qui lui assurerait l'avenir le plus heureux, en asseyant sur des bases inébranlables la dynastie qu'il avait fondée, et dont l'existence était confondue avec celle d'Autriche, l'empereur François se féliciterait d'avoir contribué à l'œuvre la plus salutaire. Le choix de Bubna, que Napoléon avait honoré de ses bontés, devait lui montrer qu'on ne lui faisait pas porter ces explications par un négociateur.[1]

Il eut une longue conférence avec Napoléon, et s'attacha à justifier la médiation armée de l'Autriche, comme la seule qui pût rabattre les prétentions exagérées des alliés, et comme n'étant pas inconciliable avec l'alliance. Cependant, en refusant son contingent, l'Autriche avait déchiré le traité qui ga-

[1] Lettre de l'empereur François du 11 mai.

rantissait l'intégrité du territoire actuel de l'Empire français. Napoléon demanda ce que devenait cette disposition importante. Bubna déclara qu'il n'avait pas d'instructions pour répondre d'une manière précise. Metternich avait dit et écrit que l'Autriche ne voulait rien pour elle. Bubna demanda, dit-on, les Provinces Illyriennes, une augmentation de son lot dans la Pologne, de ses frontières du côté de la Bavière, et en Allemagne la dissolution de la confédération du Rhin. A ce prix promettait-elle l'alliance? Non; mais la médiation. Sans s'expliquer formellement, on répondit à Bubna que l'Autriche était libre de renoncer à l'alliance; que la France n'en serait point blessée; que ce qu'on craignait par-dessus tout, c'étaient les moyens termes, ressource commune de l'irrésolution et de la faiblesse. Napoléon se laissa entraîner à dire dans un moment d'abandon : « Si Bubna m'ennuie de ses prétentions, je traiterai à tout prix avec la Russie, et nous nous expliquerons ensuite avec messieurs les Autrichiens. » D'imprudens admirateurs répétèrent ce propos, il parvint jusqu'à Bubna, qui le transmit à Vienne.

Sa mission se réduisit à proposer un congrès, qui se réunirait à Prague ou dans une autre ville, et pendant lequel il serait conclu un armistice. Napoléon l'accepta, et énonça pour base de l'armistice, que les armées se retireraient, celles des alliés derrière l'Oder, celle de la France derrière l'Elbe. Bubna transmit directement ce projet à Stadion, c'est-à-dire aux ennemis. Il écrivit que, malgré le

bonheur qui venait d'accompagner ses armes, Napoléon lui avait paru partager l'opinion des alliés, et regarder la paix générale comme le moyen de tranquilliser réellement le monde; qu'il verrait donc avec plaisir au congrès des plénipotentiaires de l'Angleterre et de l'Amérique; qu'il consentait à en admettre un des insurgés espagnols, si l'on pensait qu'il fût possible d'amener l'Angleterre à la paix; qu'il était également disposé pour une paix continentale, et par conséquent à envoyer, ainsi que ses alliés, des plénipotentiaires, aussitôt qu'on connaîtrait les dispositions de la Russie et de la Prusse.

Cette proposition de congrès et d'armistice fut annoncée dans le Moniteur (24 mai). Bubna repartit aussitôt pour Vienne, emportant une réponse de Napoléon à son beau-père, dans laquelle il lui exprimait ses sentimens particuliers pour lui, et en même temps ne lui dissimulait pas que, comme tous les Français généreux, il préférerait mourir les armes à la main, à l'idée de se soumettre, si on voulait lui dicter des conditions.

On informa Narbonne du départ de l'envoyé autrichien. On lui répéta que Napoléon ne pouvait reconnaître aucune médiation armée. Il fallait que l'Autriche s'expliquât sur ce qu'elle voulait, car depuis le Brabant jusqu'à la Toscane, depuis la Lorraine jusqu'à Venise, on pouvait lui supposer des vues d'intérêt. Napoléon desirait toujours la paix. Il tenait le même langage que depuis six mois. Il était même tout disposé à faire des avantages à l'Autri-

che, si, de son côté, elle voulait faire un nouveau traité de coopération. On la préférerait à la guerre afin d'éviter une nouvelle effusion de sang, et surtout les désagrémens qui résulteraient, pour l'Impératrice, de cette situation. L'Empereur attachait un grand prix à ne pas décolorer cette alliance aux yeux de ses peuples. Mais, dans tous les partis que l'Autriche pouvait prendre, sa neutralité était celui qui convenait le mieux aux intérêts de la France. On recommandait à Narbonne toujours la même réserve.[1]

[1] Lettre de Caulaincourt du 18 mai.

CHAPITRE LXXXIX.

Combats de Fischbach, de Capellenberg, de Bischofswerda. Mission de Caulaincourt au quartier russe. — Batailles de Bautzen et de Wurtschen. — Monument à l'armée. — Combat de Reichenbach. — Mort de Bruyères, Kirgener et Duroc. — Dotation à la fille de Duroc. — Alexandre renvoie Caulaincourt à l'Autriche. — Négociation d'armistice. — Bubna revient de Vienne. — Armistice de Plesswitz.

Les négociations n'avaient point ralenti les opérations militaires. Macdonald avait poursuivi l'ennemi, qui s'était retiré, par la route de Bautzen, sur la Lusace et la Silésie, d'où, plein de confiance dans l'Autriche, il s'appuyait sur la Bohême, et il allait au-devant des renforts qu'amenait Barclay de Tolly. Marmont, Bertrand et Oudinot suivaient Macdonald. Miloradowich, avec vingt mille hommes, avait voulu tenir les positions de Fischbach, de Capellenberg et de Bichofswerda, ce qui avait donné lieu à trois combats successifs. Les Russes furent débusqués avec perte; en se retirant, ils brûlèrent la petite ville de Bischofswerda. Les places de Spandau et de Thorn ayant capitulé, l'Empereur ordonna que la capitulation de Thorn serait l'objet d'une enquête; quant à celle de Spandau, qui s'était rendue sans siège,

que le général, les chefs de l'artillerie et du génie, et les membres du comité de défense, qui n'auraient pas protesté, seraient arrêtés et traduits devant une commision de maréchaux, présidée par Berthier.

Le 15 au soir, Macdonald était à une portée de canon de Bautzen, où il reconnut toute l'armée ennemie. Barclay l'avait rejointe avec vingt mille hommes. Elle occupait Bautzen comme une tête de position, et s'y retranchait. Macdonald prit position à une portée de canon de cette petite ville. Les dix jours de repos donnés à l'armée française avaient doublé ses moyens en artillerie et en cavalerie. Les troupes saxonnes s'y étaient toutes réunies. Persuadé que l'ennemi voulait recevoir la bataille, Napoléon dirigea tous les corps sur le camp de Bautzen, même celui de Ney, qu'il avait, après la bataille de Lutzen, dirigé sur Berlin, et qui était en pointe vers Luckau. Tandis que l'ennemi croyait la capitale de la Prusse menacée par ce maréchal, il lui était prescrit de venir avec son corps et celui de Lauriston, forts de soixante mille hommes, se placer sur Hoyerswerda et de se diriger sur Dressa. Ayant ainsi dépassé la Sprée, il se trouverait avoir tourné la position de l'ennemi. En rentrant dans le mouvement général qui concentrait l'armée vers les débouchés de la Lusace, Ney laissait au maréchal Victor et à la cavalerie de Sébastiani le soin d'observer le corps de Bulow, qui couvrait Berlin.

Ces termes de la lettre de Caulaincourt à Narbonne, du 4 mai, *une mission au quartier général*

russe partagerait le monde en deux, étaient une pensée que la perfidie de l'Autriche avait inspirée à Napoléon. Il résolut donc de tenter un rapprochement direct entre lui et l'empereur Alexandre. Berthier demanda aux avant-postes russes si l'on voulait recevoir Caulaincourt, chargé de proposer un armistice. Une lettre close du 18 mai l'autorisa à se rendre auprès d'Alexandre, et lui donna des pleins pouvoirs de conclure un armistice pour tout le temps que durerait le congrès, afin de prévenir la bataille qui paraissait imminente, et d'éviter à l'humanité un effusion de sang inutile. Le même jour, Napoléon partit de Dresde militairement. Il s'arrêta le soir au château de Harta, entre Schmiedfeld et Bichofswerda. Il dicta à Caulaincourt ses instructions pour le cas où il serait admis au quartier général russe.

Il était chargé de sonder l'empereur Alexandre sur la paix, et s'il le trouvait favorable, d'entrer en matière. Le traité de Tilsit et la création du grand duché de Varsovie étaient le point le plus sensible à la Russie; si Alexandre en parlait, pour dissiper ses inquiétudes, on proposerait de borner la confédération à l'Oder, prenant une ligne de Glogau à la Bohême, à-peu-près celle de l'ancienne ligne de neutralité. Par ce moyen, la Westphalie s'augmenterait de un million cinq cent mille âmes, et la Prusse les perdrait. On lui donnerait en place le grand-duché de Varsovie, la ville et le territoire de Dantzig, excepté quarante ou cinquante mille âmes

pour Oldenbourg. Ce serait donc pour la Prusse de quatre à cinq millions d'habitans, Dantzig, Thorn, Modlin, toute la Vistule, et pour la Russie une seconde frontière qui la couvrirait, puisque la Prusse, ayant sa capitale près d'elle, serait dans son système. La France et la Russie seraient donc à trois cents lieues, avec une grande puissance intermédiaire de deux cents lieues. Le roi de Prusse, ami naturel de la Russie, soit que sa capitale fût à Varsovie, à Kœnigsberg ou à Dantzig, serait donc dans le système de la Russie. Ce projet anéantirait à jamais la Pologne, et serait avantageux à la Russie et même à la Prusse.

Napoléon ajouta verbalement à Caulaincourt : « Mon intention est de faire un pont d'or à l'empereur Alexandre, pour le délivrer des intrigues de Metternich. Si j'ai des sacrifices à faire, j'aime mieux que ce soit au profit de l'empereur Alexandre, qui me fait bonne guerre, et du roi de Prusse auquel il s'intéresse, qu'au profit de l'Autriche, qui a trahi l'alliance, et qui, sous le titre de médiateur, veut s'arroger le droit de disposer de tout, après avoir fait la part qui lui convient. » Napoléon se flattait qu'Alexandre saisirait avec joie cette occasion de sortir de la lutte par une voie honorable et sans l'intervention de l'Autriche, et de se venger de cette puissance pour la sotte diversion qu'elle avait faite dans la campagne de 1812.

« Oui, dit Napoléon, en attendant avec une vive impatience une réponse à son parlementaire, je veux

un armistice, et m'entendre avec les Russes pour me débarrasser des Autrichiens. Si nous étions d'un mois plus vieux, je ne demanderais jamais une plus belle occasion pour finir les armes à la main les affaires du monde. Car, j'aurais de la cavalerie, sans cela je ne leur proposerais pas d'armistice. Ils sont loin de s'attendre à ce qui va leur tomber sur le corps (la marche rétrograde de Ney), jamais je n'ai eu une plus belle chance de succès. Ce serait sur les bords de la Vistule que je leur dicterais mes conditions, et que mon beau-père me supplierait d'oublier le passé. »

La nuit vint, on ne reçut point de réponse : il fallut se préparer à combattre.

Le 19 mai, Napoléon arriva à dix heures du matin devant Bautzen, et employa toute la journée à reconnaître l'armée combinée, forte de cent cinquante à cent soixante mille hommes. Elle était couverte de retranchemens, dans la superbe position de Bautzen et Hochkirch, célèbre dans la guerre de Sept ans, et où Frédéric-le-Grand avait bravé les Autrichiens.

L'ennemi ayant appris qu'un corps considérable arrivait par Hoyerswerda, se douta que le projet de Napoléon était de tourner la position par la droite, de changer le champ de bataille, et de faire tomber tous ces retranchemens élevés avec tant de peine. Ce n'était encore que Lauriston auquel on ne supposait que dix-huit ou vingt mille hommes. Le 19, à quatre heures du matin, Yorck se porta contre lui au village de Weissig, avec douze mille Prus-

siens, et Barclay de Tolly avec dix-huit mille Russes, au village de Klix.

Bertrand avait envoyé le général Péry avec la division italienne à Kœnigswartha, pour maintenir la communication de l'armée avec les corps détachés. Cette division ayant négligé de s'éclairer, fut surprise et assaillie par Barclay de Tolly, culbutée et dispersée. Le général Kellermann vint avec de la cavalerie, rallia la division italienne, et reprit le village de Kœnigswartha. Lauriston prit sa revanche de cet échec, il arriva sur Weissig, trouva le général Yorck, l'attaqua, après trois heures de combat emporta le village, et rejeta l'ennemi de l'autre côté de la Sprée, avec perte de cinq mille hommes. Ney coucha à Mankersdorf, Reynier à une lieue en arrière. La droite de la position de l'ennemi se trouvait débordée.

On avait attendu pendant toute cette journée une réponse à la mission pacifique de Caulaincourt; elle ne parvint qu'à la nuit; on refusait verbalement de le recevoir. Tout fut remis au sort des armes.

Le 20, à huit heures du matin, Napoléon se porta sur la hauteur en arrière de Bautzen. Il s'agissait de passer la Sprée sur différentes directions. L'ordre en fut donné aux divers corps. A midi, la canonnade s'engagea : tous les obstacles furent vaincus; la ligne de la Sprée fut forcée; la division Compans, que Marmont avait jetée à droite sur Bautzen, enleva la ville; la division Bonnet emporta le village de Niedkayn et un plateau qui le rendit maître de

tout le centre de la position de l'ennemi; à sa droite, Macdonald chassa Miloradowich de tous les monticules entre Bautzen et les bois; les troupes d'Oudinot couronnèrent toutes les sommités des montagnes. L'ennemi fut rejeté sur sa deuxième position. Blücher seul conservait sa position du matin, et se maintint entre le corps de Ney et l'armée. Napoléon entra à huit heures du soir à Bautzen, et donna ses ordres pour le lendemain.

Le 21, à cinq heures du matin, il se porta à trois quarts de lieue en avant de Bautzen, et fit avancer l'artillerie; la canonnade s'engagea sans qu'aucune opération de vive force fût tentée. Sur la droite, Oudinot soutenait un combat plus sérieux. Sentant l'importance de la position et craignant que leur gauche ne fût tournée, les alliés y avaient réuni une forte partie de leur armée. Napoléon ordonna à Oudinot et à Macdonald de tenir ferme pour empêcher les alliés de dégarnir leur gauche et leur masquer la véritable attaque.

Vers dix heures, l'artillerie se fit entendre à la droite de l'ennemi, et annonçait un vif engagement par delà ses dernières positions. On réveilla Napoléon, qui venait de céder au sommeil au milieu des batteries du duc de Raguse; il tira sa montre et proclama la victoire. C'était le maréchal Ney qui, avec soixante mille hommes, débouchait au village de Klix. Il avait culbuté le corps de Barclay de Tolly, passé la Sprée, et enlevé le village de Preititz. Alarmés par cette attaque imprévue, les alliés précipi-

tèrent leurs réserves sur ce point. Souham, qui s'était emparé du village, n'étant pas soutenu, en fut chassé, sa division se retira en désordre. L'ennemi avait dégarni son centre, l'Empereur saisit ce moment. Soult, à la tête du corps de Bertrand, assaillit Blücher de front; Marmont canonna les retranchemens russes de Basschütz. Par un mouvement à gauche, Napoléon se porta, en vingt minutes, avec la jeune garde et les huit mille chevaux de Latour-Maubourg et une grande quantité d'artillerie, sur le flanc droit de la position de l'ennemi, qui était devenue le centre de l'armée russe. Blücher, débordé à gauche par Mortier et Latour-Maubourg, menacé à revers par Ney et pressé par Soult, appela du secours. L'ennemi fut obligé de dégarnir sa droite pour parer à cette nouvelle attaque; Ney en profita, fit donner trois divisions sur Preititz, le reprit et s'éleva sur les mamelons de Klein-Bautzen. Les alliés, voyant leur droite tournée, se mirent en retraite. celle des Prussiens fut protégée par Barclay de Tolly. A l'entrée de la nuit, les Saxons entrèrent pêle-mêle avec son arrière-garde dans Würtchen; Ney et Lauriston y arrivèrent à sept heures du soir. La gauche des Russes avait tenu ferme au pied des montagnes contre Oudinot et Macdonald. Napoléon envoya Marmont pour prendre cette aile à revers et lui couper la route de Hochkirch; le défaut de cavalerie ne permit pas de la gagner de vitesse. Au moment où la dernière colline fut emportée, Napoléon était assis au haut d'un tertre près de Nider-Kaina, ob-

servant avec une lunette. Il établit son quartier général au centre du camp retranché des alliés, devant l'auberge isolée de Klein-Baschwitz, qu'avait occupée l'empereur Alexandre pendant toute la journée.

La victoire était restée aux Français, mais, comme à Lutzen, elle n'avait rien décidé; aucun trophée n'avait compensé leurs pertes; l'ennemi ne leur avait laissé qu'un champ de bataille couvert de morts et de débris. On a évalué, pour les deux armées, le nombre des tués à dix mille et celui des blessés à vingt mille.

Si la victoire ne fut pas plus utile, on l'a imputé à l'infériorité de la cavalerie française, mais surtout aux fausses manœuvres du maréchal Ney, quand il reprit le village de Preititz; s'il avait plus exactement suivi le plan arrêté, il serait arrivé à midi derrière la ligne ennemie. On remarqua que le nombre des blessés excédait infiniment la proportion ordinaire. Beaucoup l'étant à la main, des personnes lasses de la guerre dirent à l'Empereur qu'ils s'étaient blessés eux-mêmes pour ne plus se battre. Ce fut un coup de foudre pour lui, « car, dit-il, s'il en était ainsi, malgré nos succès, notre position serait sans remède, et la France serait livrée pieds et poings liés. » Il chargea le chirurgien en chef, Larrey, de faire l'examen le plus sévère de ces blessures, demandant sans ménagement la vérité; il déclara qu'il n'avait pas trouvé un coupable. Il reçut le soir même, de la part de l'Empereur, son portrait enrichi de diamans, 6,000 fr. et une pension de 3,000 fr.

A son camp de Klein-Baschwitz, sur le champ de bataille de Wurtchen, le 22 mai à quatre heures du matin, l'Empereur décréta qu'un monument serait élevé sur le mont Cenis, comme un témoignage de sa reconnaissance envers ses peuples de France et d'Italie, et pour transmettre à la postérité la plus reculée le souvenir de cette époque célèbre, où, en trois mois, douze cent mille hommes avaient couru aux armes pour assurer l'intégrité du territoire de l'Empire et de ses alliés. Toutes les académies de l'Empire étaient chargées de présenter un projet. 25 millions étaient consacrés à l'érection du monument : les travaux devaient commencer au printemps.

Bien que les victoires de Lutzen et de Wurtschen n'eussent pas eu d'aussi grands résultats que l'Empereur l'eût desiré, elles avaient rétabli la supériorité des armes françaises. Dès la pointe du jour, l'armée se mit à la poursuite de l'ennemi, qui s'était retiré pendant la nuit dans toutes les directions. Oudinot, avec le 12ᵉ corps, garda le champ de bataille, pour se porter ensuite vers Berlin, et tenir en échec l'armée de Bulow. Il devait être remplacé par Victor avec le 2ᵉ corps et la cavalerie de Sébastiani, qui étaient au moment de rejoindre l'armée. On s'occupa sans relâche des blessés; il y en avait vingt mille de toutes les nations. Les services d'ambulance étaient insuffisans; le pays, dévasté, n'offrait ni chevaux, ni charrette; l'humanité des paysans saxons suppléa à cette pénurie; ils transportèrent les blessés sur des brouettes à Dresde.

L'armée alliée se retirait vers Löbau et Löwenberg. Miloradowich commandait l'arrière-garde et disputait avec avantage le terrain dans un pays hérissé de difficultés. Impatienté de ce qu'on ne l'entamait pas, Napoléon se porta à l'avant-garde pour l'animer par sa présence et y resta toute la journée exposé aux boulets. Attaqué dans sa position près de Reichenbach, l'ennemi plia après un combat meurtrier, abandonna le passage et tint encore sur les hauteurs en arrière de Reichenbach ; l'Empereur le fit attaquer et déposter. « Comment, dit-il avec humeur, après une telle boucherie, aucun résultat ! Point de prisonniers ! ces gens-là ne me laisseront pas un clou ! » Le général de cavalerie légère Bruyères, officier de la plus haute distinction, avait été dans ce combat emporté par un boulet. Un chasseur à cheval de l'escorte impériale fut enlevé de même. « La fortune nous en veut bien aujourd'hui, » dit Napoléon à Duroc.

Le quartier impérial était marqué à Reichenbach. L'ennemi tenait encore du côté de Makersdorf. L'Empereur ordonna au maréchal Ney d'attaquer et de pousser jusqu'à Gœrlitz. Comme les troupes n'arrivaient pas assez vite, Napoléon descendit dans un chemin creux pour atteindre une hauteur d'où il pourrait voir leur mouvement. Il était suivi de Mortier, de Caulaincourt, de Duroc et du général du génie Kirgener. L'ennemi tira trois coups de canon. Un boulet vint frapper un arbre près de l'Empereur. Parvenu sur l'éminence, il se retourna pour demander sa lunette, et ne vit plus que Caulain-

court. On revint, on accourut, on annonça que Duroc avait été tué. « Duroc! s'écria l'Empereur, cela n'est pas possible! il était tout-à-l'heure auprès de moi! » Le boulet qui avait frappé l'arbre, avait ricoché d'abord sur le général Kirgener et ensuite sur Duroc. Kirgener avait été tué raide. Duroc n'était pas encore mort, mais le boulet avait déchiré ses entrailles. On le transporta mourant dans une maison de Makersdorf.

L'Empereur resta encore près d'une demi-heure à la suite de ses troupes. Il fit arrêter la garde. Le quartier impérial fut établi dans un champ sur le bord de la route. L'Empereur y passa le reste de la soirée, assis sur un tabouret devant sa tente, les mains jointes, la tête baissée, gardant le plus morne silence. Toute l'armée partageait sa douleur. A la nuit, il sortit du camp, accompagné de Berthier, de Caulaincourt et du docteur Yvan, alla voir Duroc, et chercha à lui donner quelque espérance. Duroc, qui ne pouvait pas s'abuser, ne lui répondit qu'en le suppliant de lui faire donner de l'opium. L'Empereur, trop affecté, se déroba à ce spectable déchirant[1]. De retour au camp, il se promena seul devant sa tente. Personne n'osait l'aborder. Cependant on avait des dispositions essentielles à faire pour le lendemain. On se hasarda à venir lui demander où il fallait mettre les batteries de la garde, il répondit :

[1] Le Bulletin (Moniteur du 30 mai) rapporta quelques phrases à effet échangées dans cette entrevue. C'est une supposition dont il est facile de voir le but.

« *Tout à demain* ». Duroc ne survécut que douze heures au coup qui l'avait frappé. Napoléon l'avait trouvé au siège de Toulon; ils ne s'étaient pas quittés depuis. Duroc était l'homme le plus avancé dans sa confiance, peut-être le seul pour qui l'Empereur n'eût pas de secrets. Il ne fit qu'un bon usage de son influence. Chargé de missions militaires, politiques, administratives importantes, il s'y distingua par de la mesure, de la modestie, du sang-froid, de l'habileté et du désintéressement. Napoléon perdit un ami véritable, un ami généralement estimé. Il conféra la place de grand-maréchal du palais au général Bertrand, digne de succéder à Duroc.

Tant de pertes douloureuses suggérèrent à l'Empereur un ordre du jour dont l'objet était de rendre moins périlleux le service de ceux qui étaient attachés à sa personne, en le réduisant au plus petit nombre possible.

Le 23, à neuf heures du matin, le général Reynier entra dans Gœrlitz. Des ponts furent jetés sur la Neiss et la Queiss, pour le passage de l'armée. L'ennemi se retirait en Silésie; la Saxe était délivrée. Le quartier impérial fut porté à Gœrlitz; l'Empereur distribua des récompenses, et travailla avec le ministre Maret arrivé de Paris depuis deux jours. Il ordonna que le corps de Duroc serait transporté à Paris, et déposé dans l'église des Invalides. Il acheta la maison où le grand-maréchal était mort, et chargea le pasteur du village de faire poser à la place du lit où il avait expiré une pierre avec cette inscription :

« Ici le général Duroc, duc de Frioul, grand-maréchal du palais de l'Empereur Napoléon, frappé d'un boulet, a expiré dans les bras de son empereur et de son ami. »[1]

Quelques jours après (7 juin), voulant donner à la mémoire du duc de Frioul, décédé sans laisser d'héritiers mâles, une preuve éclatante du souvenir qu'il conservait de ses services, l'Empereur transmit à sa fille le duché de Frioul, et nomma le conseiller d'état Molé, tuteur spécial pour la conservation des biens de la dotation, et l'emploi le plus utile des revenus.

La mort de Bessières, au début de la campagne, celle de Bruyères, de Kirgener, de Duroc, le même jour, inspirèrent des réflexions décourageantes, surtout aux généraux dont l'Empereur avait fait la fortune, et qui préféraient à la gloire les jouissances de la capitale.

Un parlementaire apporta une réponse de Nesselrode, en date du 20, à l'ouverture faite, le 18, pour la mission de Caulaincourt. Alexandre, en termes fort obligeans, refusait de le recevoir. Quant aux communications dont il pourrait être chargé, on le renvoyait au cabinet de Vienne, l'empereur de Russie ne voulant en recevoir aucune que par cet intermédiaire. A cette lettre était joint un billet en date du 21, le soir de la bataille de Wurtchen,

[1] Le 1er avril 1814, le baron de Rosen, en vertu d'un ordre du prince Repnin, fit saisir entre les mains du ministre Hermann la somme de 200 napoléons d'or payés pour cette fondation.

par lequel Nesselrode mandait qu'au moment où il allait la faire partir, le combat s'était engagé; qu'il n'avait pu par conséquent l'adresser que le lendemain. Quoique la réponse fût peu satisfaisante, il était clair qu'on n'aurait pas répondu si l'on avait été victorieux.

La lettre de Nesselrode ne laissait plus de doutes sur l'intelligence de l'Autriche avec les alliés. Pour contenir Alexandre et l'empêcher de s'entendre avec Napoléon, Metternich avait envoyé Stadion dans leur camp. Saisissant les ouvertures pacifiques faites à Bubna, il écrivit à Berthier (le 22): L'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient disposés à un armistice, et à envoyer aux avant-postes des officiers munis de pouvoirs. Napoléon fit répondre qu'on les recevrait quand ils se présenteraient.

En attendant le résultat de ces ouvertures, il continuait sa marche et poursuivait ses avantages. Le 23, l'armée avait passé la Neiss à Gœrlitz; le 24, elle passa la Queiss et entra en Silésie.

Napoléon coucha à Codlitz. Le 25, il fit répondre, de cette ville, par Caulaincourt à Nesselrode : le but de sa mission avait été, si Alexandre eût voulu éviter la bataille, de lui proposer un armistice, et maintenant il osait se flatter qu'il n'y avait plus d'objection à ce que l'Empereur lui accordât l'honneur de lui faire sa cour.

Le 25, l'armée passa la Bober, le 27, la Katzbach. Les alliés ne disputaient plus aucune position, abandonnaient toutes les routes qui conduisaient dans

leurs possessions, même celle de Berlin, pour se tenir près de la Bohême évidemment devenue leur point d'appui.

A Buntzlau, où il séjourna le 26, Napoléon dicta à Daru, dans les plus petits détails, le projet d'organisation d'un bataillon d'équipage militaire d'ambulance destiné à retirer les blessés du champ de bataille.

Les mouvemens militaires offraient peu de circonstances remarquables. Cependant, le 26, entre Haynau et Liegnitz, le maréchal Ney s'avançait vivement à la tête du 5e corps. Lauriston ayant négligé de s'éclairer par sa cavalerie, son infanterie fut surprise par trois mille chevaux. Les généraux Maison et Puthod formèrent leurs troupes en carrés; un bataillon fut sabré, on perdit de l'artillerie et des prisonniers. Le lendemain, le général Sébastiani, à Sprottau, enleva aux alliés vingt-deux pièces de canon et cinq cents hommes.

Nesselrode répondit à Caulaincourt : l'empereur Alexandre éludait encore l'entrevue, et trouvait plus expéditif pour l'armistice, d'envoyer un officier. En conséquence, le commandant en chef des armées avait donné les pouvoirs nécessaires au général comte de Schouwaloff, et au général prussien Kleist, pour négocier et conclure.

Le 27, le quartier général impérial fut porté à Liegnitz, Napoléon y passa la journée du lendemain.

Le 29, le 2e corps de l'armée délivra la place de Glogau et sa brave garnison de quatre mille hommes.

Marmont, Macdonald et Bertrand arrivèrent sous les murs de Schwednitz; Ney, Lauriston et Reynier s'avançaient sur la route de Breslau; Napoléon passa la nuit dans la petite ferme de Rossing. Le 30, avant qu'il ne la quittât, le feu prit à une métairie voisine dans la cour de laquelle se trouvaient quinze fourgons. L'incendie consuma des objets précieux et toute sa garde-robe. Le 1er juin, Lauriston entra à Breslau. Dans un mois, l'armée française avait délivré la Saxe, conquis la moitié de la Silésie, et était arrivée sur l'Oder.

Les commissaires des alliés envoyèrent à Caulaincourt copie de leurs pleins pouvoirs et attendirent aux avant-postes russes. Il était dit, dans cette pièce, que l'empereur et le roi s'étaient décidés à conclure un armistice pendant lequel ***la puissance qui s'était chargée de la médiation de la paix ferait entendre les propositions qui devaient servir de base à cette œuvre salutaire.*** Ainsi cette médiation, que Napoléon avait toujours éloignée, lui était maintenant imposée.

Les instructions de Caulaincourt se référaient à la lettre close du 18 mai; l'armistice y était subordonné à l'établissement d'un congrès.

Bubna revint de Vienne, et entra en conférence, à Liegnitz, avec Maret; l'envoyé autrichien répéta toutes les protestations amicales de sa cour. Elle ne doutait pas de l'ouverture d'un congrès sous sa médiation; elle allait employer ses bons offices pour y parvenir.

La grande question restait toujours, celle de l'alliance. Pressé de s'expliquer à ce sujet, Bubna se dit autorisé à assurer que sa cour était disposée à passer un acte qui, en reconnaissant que le traité de Paris n'avait pas cessé de lier les deux puissances, renfermerait une réserve sur les stipulations qui ne seraient pas d'accord avec les circonstances. Il y avait aussi, pour accepter la médiation de l'Autriche, à discuter et consentir une convention. Bubna assura que sa cour n'avait jamais eu la pensée de procéder différemment. Mais quand il fallut entrer en négociation réglée sur ces divers objets, il se trouva qu'il n'avait pas de pouvoirs : il repartit pour aller en chercher.

Caulaincourt et les plénipotentiaires ennemis se réunirent à l'abbaye de Wahlstadt, entre Liegnitz et Jauer. Les plénipotentiaires rejetèrent toute idée de congrès, leur mission étant purement militaire; ils renvoyaient tout à la médiation de l'Autriche, qu'ils avaient rendue maîtresse de la question de la paix. Par la démarcation qu'ils proposaient, ils demandaient l'évacuation de toute la Silésie. Ils accordèrent par grâce Glogau, où l'armée française était entrée; ils excluaient Breslau où elle entrait; ils refusaient Hambourg, qu'au moment même allait occuper Davoust; ils ne voulaient l'armistice que pour six semaines, disant qu'il n'était qu'à l'avantage des Français. Du reste, les plénipotentiaires se surveillaient ou étaient tellement liés entre eux, qu'il fut impossible à Caulaincourt, ainsi qu'il lui avait été

recommandé, d'entretenir particulièrement le comte Schouwaloff.

Les alliés ayant refusé d'admettre la lettre close de l'Empereur comme pouvoirs, il en fut envoyé de nouveaux à Caulaincourt, qui embrassaient la négociation de la paix et celle de l'armistice. La base de l'armistice était la position qu'occupaient les diverses armées au moment de l'échange des pouvoirs.

Il se divisait en trois parties : 1° l'armée à la tête de laquelle était Napoléon; 2° l'armée d'Oudinot vis-à-vis de celle de Bulow; 3° les partis sur la rive droite de l'Elbe et de l'Oder. Quant à la 32° division militaire, Hambourg, aucune paix ne pouvait être faite aux dépens du territoire constitutionnel de l'Empire. Il serait déshonorant et contraire aux principes des constitutions de stipuler aucun armistice qui laissât l'ennemi sur le territoire français, tandis que l'armée se trouvait sur le territoire étranger. Il y avait un moyen d'éviter toute discussion sur ce point, c'était de faire finir l'armistice aux limites de la 32° division militaire, entre Lunebourg et Boitzembourg, et de laisser aller les choses sur le Bas-Elbe. Quant à la durée de l'armistice, il était nécessaire qu'elle fût de deux mois pour qu'on eût le temps de négocier la paix.

A ces instructions transmises par Berthier, Napoléon, cinq heures après, ajoutait quelques explications ainsi terminées: « Je vous recommande toujours de préparer quelque ouverture directe. Je desire la

paix, je la desire solide, mais il faut qu'elle soit négociée et honorable. C'est spécialement sous ce point de vue que j'attache de l'importance à un armistice. Je n'ai rien à vous répéter sur sa longueur; je le voudrais de deux mois afin d'avoir un temps raisonnable pour discuter et signer la paix.»[1]

La recommandation d'une ouverture directe, concernait la Russie, avec laquelle Napoléon ne perdait pas l'espoir de traiter à l'insu de l'Autriche dont la médiation n'était même plus par lui mentionnée.

On échangea les pleins pouvoirs et on neutralisa le village de Plesswitz pour les conférences. Les plénipotentiaires se montrèrent très récalcitrans et persistèrent dans toutes leurs prétentions.

Napoléon insista sur une plus longue durée de l'armistice par le motif qu'un mois était insuffisant, et qu'en France où l'on raisonnait beaucoup, on pourrait trouver extraordinaire qu'on eût l'espoir dans ce délai, de commencer, de suivre, de mener à bien une négociation, qui, comme un drame, avait ses divers actes, son exposition, son nœud, son dénoûment. La fixation de l'expiration de l'armistice au 20 juillet était de la plus haute importance, pour que cela n'eût pas l'air d'une capitulation ou d'une affaire mal réfléchie. Napoléon était disposé à céder sur Hambourg, avec des ménagemens tels qu'il ne prît jamais l'engagement d'é-

[1] Lettre du 1er juin, trois heures après midi.

vacuer une portion du territoire occupée par ses troupes, et à neutraliser Breslau ; c'était son *ultimatum*.[1]

Les plénipotentiaires ennemis se retranchant toujours dans les limites de leurs instructions, on fut sur le point de rompre les conférences. Elles continuèrent le 2 juin fort avant dans la nuit. Les propositions de l'ennemi étaient encore fort éloignées de l'*ultimatum* de Napoléon ; cependant Caulincourt les transmit comme un progrès, annonçant l'espoir qu'il espérait obtenir quelque chose de plus. En réponse à cette molle condescendance de son négociateur, Napoléon lui ordonna de rompre la négociation.

« Il ne faut pas se dissimuler, écrivait-il, que cet armistice, tel que je le propose dans mon *ultimatum*, n'est pas honorable pour moi. Pourquoi, en effet, pour un armistice de six semaines, abandonner un pays de l'importance de Breslau? C'est moi qui abandonne tout, l'ennemi rien. L'ennemi voudrait-il m'humilier, en me chassant par un armistice, d'une ville dans laquelle je suis entré par le résultat d'une bataille? Sa neutralisation c'est tout ce que l'honneur peut accorder.

« Dites-leur donc, en rompant, que c'est dans le seul desir de la paix que j'ai consenti à un armistice aussi désavantageux, et par pure cajolerie que j'ai consenti à abandonner la capitale de la Silésie; dites-

[1] Lettre de Berthier, Neumarck, du 2 juin.

leur qu'avant huit jours je serai à Berlin. Quant au délai de l'armistice, le terme proposé est une insulte. Ne dirait-on pas que je suis dans une place assiégée, et comment souffrez-vous qu'on emploie de pareilles termes vis-à-vis de vous? Je veux un armistice, mais je le veux en homme d'état, en souverain. Je veux négocier la paix et non la recevoir comme une capitulation. Les ennemis se trompent s'ils espèrent qu'il en sera autrement que par le passé. L'expérience leur a prouvé qu'ils s'étaient trompés constamment. Prévenez-les qu'ils seront battus à la prochaine bataille; que je resterai maître de Breslau, où j'aurai de bons cantonnemens; que je resterai maître de Berlin; que j'ai avec moi et derrière moi des forces telles que rien ne peut m'empêcher d'arriver de tous côtés sur l'Oder; que je ne fais aucun cas de tout le terrain qu'ils me donnent, et que je comprends très bien que c'est moi qui donne tout; qu'enfin j'ai été jusqu'aux limites de ce que l'honneur me permettait de faire.[1]

Les alliés restèrent imperturbables dans leur refus de l'*ultimatum* de Napoléon. Caulincourt attendait des ordres pour partir aussitôt qu'ils auraient reçu réponse à une lettre qu'il les avait engagés à écrire aux souverains. Les maréchaux avaient été prévenus de se tenir prêts à marcher le 4 au matin. Enfin la réponse des souverains arriva; ils consentaient l'ar-

[1] Lettre de Napoléon. Neumarck, 3 juin, six heures et demi du matin.

mistice pour deux mois et la neutralisation de Breslau. Mais la rédaction sur le premier point avait été ainsi convenue : L'armistice sera de deux mois formant soixante jours, et six pour le dénoncer, avec la condition que le second mois sera la conséquence des bases de paix établies dans le premier mois.

Napoléon exprima son mécontentement à Caulincourt de ce qu'il eût adopté une semblable rédaction. « Puisque, lui mandait-il, vous n'êtes pas des plénipotentiaires, que vous ne voulez pas parler des préambules de paix, il est donc ridicule d'en parler là. Cette rédaction a l'air de vouloir imposer la paix; et comment ignorez-vous, vous qui connaissez les relations de l'Autriche, si l'armistice n'est pas pour nous une chose funeste, vu qu'au moment de le dénoncer, l'Autriche interviendra et reprendra couleur? La rédaction est inadmissible. C'est un style de capitulation. Cela ferait supposer qu'une des deux parties contractantes ne ferait la paix que pressée par la force. Or, comme la proposition est faite par les ennemis, cela indique assez que ce serait convenir que c'est moi qui fais la paix par la crainte de leurs armes. Il faut qu'ils soient bien fous, et qu'ils aient une bien fausse idée de l'état des choses s'ils nourrissent encore cette idée. »[1]

Les alliés cédèrent; la rédaction fut changée, le mot paix ne fut pas mentionné. La convention, stipulant un armistice jusqu'au 22 juillet, fut rédigée,

[1] Lettre du 4 juin.

signée et ratifiée le 5 juin. Napoléon quitta Neumarck, se dirigeant sur Dresde. Des officiers allèrent notifier l'armistice sur toute la ligne. Les généraux Flahaut et Dumoustier restèrent chargés de son exécution.

CHAPITRE XC.

Effets de l'armistice. — Hambourg repris par Davoust. — Fortifications, mesures de rigueur. — Négociations avec Bubna. — Opérations militaires, plans divers. — Napoléon adopte la ligne de l'Elbe. — Théâtre français à Dresde. — Arrivée de Fouché, nommé gouverneur de l'Illyrie. — Traités de Reichenbach entre les coalisés. — Metternich à Dresde. — Explication entre lui et Napoléon. — Médiation de l'Autriche acceptée; prolongation d'armistice. — Évènemens en Espagne, bataille de Vittoria. — Napoléon envoie Soult aux Pyrénées. — Précautions relatives au roi Joseph. — Intérieur de la France, intrigues. — Napoléon réprimande le ministre de la police.

L'opinion générale est que l'armistice fut une faute. Il donnait à l'armée française le temps de se refaire, de se renforcer, d'assurer ses communications. Ce n'était pas un avantage, dès qu'il était commun à l'ennemi. Mais il avait un inconvénient majeur; il donnait à l'Autriche les deux mois dont elle avait encore besoin pour compléter ses armemens, rompre ouvertement l'alliance et s'unir à la coalition. Napoléon le pressentait; la fatalité l'entraîna. En faisant les premières ouvertures, lui victorieux, il

semblait douter de la constance de sa fortune, et autoriser ses ennemis à ne plus y croire. En quittant Neumark, il dit : « Si les alliés ne veulent pas de bonne foi la paix, cet armistice peut nous devenir bien fatal ». Il disait, à Sainte-Hélène : « J'eus tort de consentir à l'armistice, car si j'eusse continué de marcher en avant, comme je le pouvais, l'Empereur, mon beau-père, n'eût pas pris parti contre moi.»

Il était loin de s'abuser sur la crise qui menaçait la France; dès son retour de Moscou, il avait vu le danger. A l'ouverture de la campagne, il le jugeait bien. Pour le conjurer, il était décidé aux plus grands sacrifices; mais il avait à conserver sa puissance d'opinion; il était obligé d'user d'une grande circonspection et d'affecter une grande confiance dans sa puissance matérielle, encore respectable. Il soupçonnait bien les alliés de chercher à profiter de la circonstance pour se procurer de grands avantages, il ne pouvait se persuader qu'ils voulussent le renverser, surtout l'Autriche et même la Prusse, tant il croyait qu'il leur était nécessaire, ou plutôt qu'ils n'en auraient pas l'audace, et qu'il était aussi sacré qu'eux.[1]

La situation militaire se trouva ainsi fixée par l'armistice :

Le maréchal Oudinot, parti le 26 mai du champ de bataille de Bautzen pour descendre le cours de la Sprée, avait battu l'avant-garde de Bulow, marché

[1] Las Cases, t. IV, p. 41.

sur Luckau, échoué dans une attaque sur cette place; le 5 juin ses avant-postes s'établirent sur la frontière de la Prusse, à environ quinze lieues de Berlin.

Les généraux russes Woronzow et Czernicheff avaient quitté leurs postes d'observation des garnisons de Magdebourg, Wittenberg et Torgau, pour se porter sur la ligne de communication de l'armée avec Erfurt et la France, et avaient d'abord réussi à enlever des convois et des détachemens. Des mesures étaient prises pour faire cesser les excursions de ces aventuriers, lorsque aux portes de Leipzig le duc de Padoue leur notifia l'armistice.

Sur le Bas-Elbe, le Danemark s'étant rattaché au système de l'Empereur, Davoust avait opéré vivement contre Hambourg; Vandamme s'empara de Haarbourg et des îles. Tettenborn, qui avait commencé à fortifier Hambourg, et enrégimenté une partie de la population, abandonna la place à la hâte, la livrant sans capitulation à la discrétion du vainqueur. Le 30 mai, les Français y rentrèrent. Le 2 juin, les Danois avaient repris Lubeck. Le prince héréditaire de Danemark, déguisé en matelot, s'était jeté sur une barque, qui l'avait porté en Norwège pour y défendre ses droits contre l'usurpation suédoise. De Kaas, ministre du roi, était en route pour se rendre auprès de Napoléon.

A Stettin, à Custrin, à Dantzig, à Zamosc, à Modlin, les garnisons françaises furent trouvées en bon état, maîtresses des dehors de ces places, contre

lesquelles aucuns travaux de siège n'avaient été sérieusement commencés.

Sous les rapports politique et militaire, Hambourg, la clef du Bas-Elbe, était, aux yeux de Napoléon, de la plus haute importance pour les opérations qu'il méditait au nord de l'Allemagne, si l'on ne faisait pas la paix. Pour la mettre en état de défense au moins pendant deux mois de tranchée ouverte, il aurait fallu des dépenses considérables et des années. Il voulait que si cinquante mille hommes s'y présentaient, la ville fût non-seulement à l'abri d'un coup de main, mais que la garnison pût soutenir quinze ou vingt jours de tranchée ouverte, se réfugier dans une citadelle, et s'y défendre un ou deux mois; il espérait obtenir ces résultats avec deux ou trois millions, cent ou cent cinquante bouches à feu, et une garnison de dix mille hommes.

Quoiqu'il ne fût jamais allé à Hambourg, il traça dans tous leurs détails les moyens d'exécution des travaux qui devaient être terminés le 15 juillet. Il y envoya le général du génie Haxo, et le général Drouot, son aide-de-camp; il eut une correspondance suivie avec Davoust, qui avait l'ordre de lui écrire tous les jours, ainsi qu'avec le ministre de la guerre et l'intendant-général Daru.

D'après le grand nombre de troupes qui s'y réunissaient, l'Empereur semblait se priver d'une partie notable de ses forces. Mais il avait dans cette réunion un but plus vaste que la défense de Hambourg. Avec une partie de ces troupes, si la paix

n'avait pas lieu, il comptait opérer dans la direction de Berlin, et, dans les premiers jours de juillet, ordonner au général Vandamme de marcher avec deux divisions sur Magdebourg, et de là en avant de Wittenberg. Alors, avec le reste des troupes, le maréchal Davoust prenait l'offensive, et, après avoir laissé une garnison dans Hambourg, entrait dans le Mecklenbourg pour flanquer la gauche de l'armée.[1]

Pour punir les habitans de Hambourg de leur insurrection contre le régime français, et de leur empressement à appeler, à recevoir et à fêter l'ennemi, l'Empereur avait, le 7 mai, prescrit diverses mesures à Davoust; il y en ajouta d'autres. Ainsi, toutes les dépenses de la guerre, dans la 32e division, excepté la solde, furent mises à la charge de cette division, au moyen de centimes de guerre perçus sur toutes les contributions. Une levée de sept mille chevaux fut ordonnée, payable sur la contribution de Hambourg. Cette ville et celle de Lubeck furent mises en état de siège; défense fut faite aux habitans de porter ou d'avoir chez eux des armes, sous peine d'être traduits à une commission militaire et punis de mort; il fut prescrit de faire une liste des absens dans la 32e division militaire comprenant sept catégories et de séquestrer leurs biens.[2]

Des cinquante millions de contribution imposés à

[1] Lettres des 6, 7, 10, 15, 16, 17, 20, 29 juin.

[2] Décrets des 16 17 et 18 juin.

la ville, trente devaient être payés comptant, dix en bons de la ville et dix en denrées, marchandises et autres fournitures en nature.

Toutes ces mesures de rigueur furent reprochées ensuite à Davoust. Il ne les imagina pas, et ne les exécuta même qu'avec modération. La liste des absens était sans contredit l'opération la plus délicate; il en référa à l'Empereur, qui lui donna carte blanche, et le laissa maître d'accorder une amnistie. Il la publia par un arrêté du 24 juillet, pour les faits d'insurrection, de rébellion et de désertion, et n'en excepta que vingt-huit individus.

L'Empereur nomma le conseiller d'état Chaban intendant des finances de la 32ᵉ division militaire. Il mourut à Hambourg, estimé pour sa bonne et intègre administration.

Le 10 juin au matin, Napoléon rentra à Dresde: il y reçut la visite du roi de Saxe, de l'envoyé danois de Kaas, dont toute la diplomatie ennemie avait essayé en vain d'empêcher le départ, enfin celle du général Bubna, qui revenait de Vienne, à-peu-près comme il y était allé. L'établissement d'un congrès, le lieu, l'époque de sa réunion, la question de l'alliance, il n'en savait absolument rien; en revanche, toujours force paroles amicales. L'objet de son retour était d'apprendre que la médiation de l'Autriche avait été acceptée par les cours de Russie et de Prusse, qu'il ne s'agissait plus de congrès, qu'on ne traiterait que par l'intermédiaire de sa cour; que, pour le moment, on se bornerait à un ar-

rangement continental qui faciliterait la paix maritime. L'Angleterre n'était donc pas en cause; les démarches simulées de Weisseuberg n'avaient abouti à rien qu'à révéler les prétentions excessives du cabinet anglais. Il n'admettait pas même les bases du traité de Lunéville, et les trouvait encore trop favorables à la France.

Continuer la discussion avec Bubna, sans pouvoirs, ignorant ou prétextant ignorance des dispositions de son cabinet, c'était peine et temps perdus. On prit le parti de s'adresser directement à Metternich; il était en Bohême, à Gitschin, où l'empereur d'Autriche était venu avec son cabinet et une cour. Alors commença un échange de notes.

On chanta, le 13, dans toutes les églises un *Te Deum*, pour l'armistice; on tira le canon, on illumina par ordre : du bruit, pas la moindre joie.

En supposant que l'Autriche eût été de bonne foi dans sa médiation, ce n'était pas la certitude de la paix; mais son attitude était tout hostile à la France. Elle rassemblait en Bohême des forces considérables; ses armemens touchaient à leur fin; sa partialité pour les alliés perçait à travers toutes les démarches de ses envoyés, tous les actes de sa diplomatie. Des renforts arrivaient aux armées ennemies : à tout évènement, il fallait donc se préparer à la guerre. Le plan de Napoléon était aussi vaste que ses embarras étaient immenses. C'était sur la ligne de l'Elbe, dans toute son étendue, qu'il établissait l'armée française depuis Dresde jusqu'à Hambourg,

s'appuyant sur toutes les places intermédiaires, Wittenberg, Torgau, Magdebourg. Déjà il avait développé au maréchal Davoust son système pour la défense de Hambourg. Quant à celle de Dresde, dès qu'il y fut arrivé, il s'en occupa sans cesse; il regarda cette ville comme le pivot sur lequel il devait manœuvrer pour faire face à toutes les attaques. Les ennemis se développaient sur une circonférence dont il occupait le centre; les moindres communications s'allongeaient pour eux sur les contours qu'elles devaient suivre; et lui, quelques marches suffisaient pour se porter partout où sa présence et ses réserves seraient nécessaires. Il mit donc dans l'état le plus respectable de défense, Dresde, ses environs, et principalement les deux rives de l'Elbe aux débouchés de la Bohême. Des ordres furent donnés pour perfectionner les fortifications des autres places de l'Elbe, et celles d'Erfurt, entrepôt principal des approvisionnemens, et sur laquelle s'appuyait la ligne de communication avec la France.

En voyant Napoléon concentrer ses forces sur l'Elbe, ceux qui l'environnaient, et qui en avaient assez de la guerre, improuvèrent ses combinaisons. Par la Bohême, disaient-ils, les alliés tourneraient les positions de l'armée française et la prendraient à revers. Elle serait coupée de la France. Ils proposaient de rappeler tout ce qui était au-delà de l'Elbe, de réunir tous les corps détachés, de se retirer en masse sur la Saale, et de là sur le Rhin.

Ce système a trouvé beaucoup de partisans;.....

quand les armes de la France ont été trahies par la fortune.

Mais par cette retraite, on abandonnait d'abord les garnisons de l'Oder et de la Vistule, celles des forteresses de l'Elbe, si on y en laissait, ou bien ces places vides aux troupes alliées; on abandonnait les Danois, les Polonais, les Saxons, les Westphaliens, la confédération du Rhin; ensuite, on livrait l'Italie, la Suisse, la Hollande; au prix de tant de sacrifices pour faire la paix, il est assez probable qu'on l'eût obtenue; mais dans la vue de continuer la guerre, c'était militairement une idée très contestable. Avec quatre cent mille hommes, depuis Amsterdam jusqu'à Bâle, dont il aurait fallu jeter le tiers ou la moitié dans les places de cette longue ligne, il n'en serait plus resté qu'environ deux cent cinquante mille en campagne pour combattre six cent mille alliés. Sur l'Elbe, au contraire, on leur opposait la totalité des forces de la France, on conservait son territoire intact, on ne faisait pas la guerre à ses dépens. D'ailleurs la question n'était pas seulement dans l'abandon de tel ou tel pays, il s'agissait de la supériorité politique de la France : y renoncer bénévolement, c'était abdiquer l'existence. Napoléon n'était-il pas dans une position plus hasardée sur les champs de bataille de Marengo, d'Austerlitz, de Wagram? Depuis Arcole, tous les pas qu'il avait faits dans la carrière n'étaient que des hardiesses de ce genre; en cela, il avait suivi les plus illustres exemples, ceux d'Alexandre, d'Annibal, de César. Toutes les

raisons militaires et politiques se réunissaient pour engager Napoléon à se soutenir sur la ligne de l'Elbe. A Dresde, il tenait un point central qui coupait les communications directes des armées alliées, et lui donnait les moyens de tirer parti de leurs fausses manœuvres pour les battre en détail.

Le plus grand danger pour Napoléon, il l'a signalé lui-même; il voyait clairement arriver l'heure décisive; l'étoile pâlissait, il sentait les rênes s'échapper. Un coup de tonnerre pouvait seul le sauver, car traiter, conclure, c'était se livrer en sot à l'ennemi; il ne restait donc qu'à combattre. Les trahisons commençaient à se glisser dans les rangs; la fatigue, le découragement gagnaient; ses lieutenans devenaient mous, gauches, maladroits, par conséquent malheureux. Ce n'étaient plus les hommes du début de la révolution, ni ceux des beaux momens de Bonaparte. En vain, disait-on, qu'alors on se battait pour la république, pour la patrie, tandis qu'à la fin on ne se battait plus que pour un homme, ses seuls intérêts, son insatiable ambition....... Indigne subterfuge! les jeunes et braves soldats, la foule des officiers ne s'étaient jamais mieux battus; ils ne voyaient devant eux que l'ennemi, en arrière que l'honneur, la gloire, le triomphe de la France. La vérité, c'était que les hauts généraux n'en voulaient plus; Napoléon les avait trop gorgés de considération, d'honneurs, de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, ne demandaient que le repos, et l'auraient acheté à tout prix. Le feu sacré s'étei-

gnait, ils auraient voulu être des maréchaux de Louis XV.[1]

Du reste, ce n'étaient pas seulement les hauts personnages militaires qui étaient dégoûtés de la guerre et qui soupiraient après les douceurs de la paix; à Paris, cette maladie avait aussi gagné d'autres favoris de la fortune : l'archi-chancelier l'écrivait à l'Empereur, qui en témoigna son mécontentement. Tous les bavardages des ministres sur la paix faisaient, répondait-il, le plus grand mal à ses affaires; car tout se savait, et il avait vu plus de vingt lettres des ministres étrangers, qui écrivaient chez eux qu'à Paris on voulait la paix à tout prix, que ses ministres le lui mandaient tous les jours, etc. C'était ainsi qu'on pouvait rendre la paix impossible, et la faute en était surtout au ministre de la police. Il faudrait qu'au lieu de ce ton pacifique on prît un peu le ton guerrier. On avait à Paris des idées bien fausses, si l'on croyait que la paix dépendait de lui. Les prétentions des ennemis étaient excessives, et il savait très bien qu'une paix qui ne serait pas conforme à l'opinion qu'on avait eue en France de la force de l'Empire serait très mal vue par tout le monde.[2]

En vain l'armée avait la même ardeur et le même dévoûment, si les hauts généraux qui la commandaient en avaient assez de la guerre et n'en voulaient plus. Il aurait donc fallu que l'Empereur les ren-

[1] Las Cases, t. VI, p. 98.
[2] Lettre du 30 juin.

voyât chez eux et les remplaçât par de jeunes généraux qui auraient eu à faire leur fortune : c'était révolutionner l'armée. L'Empereur ne pouvait en avoir la volonté, il lui fallait ses maréchaux comme son trône et sa couronne; et même, quand ils n'étaient plus à lui à la vie et à la mort, il leur appartenait. Il en était ainsi de ses hauts fonctionnaires, véritables maréchaux civils, amollis par les honneurs et les richesses, plus occupés de leur propre existence que de celle de Napoléon et de l'intérêt national. C'était sans doute un résultat fâcheux des longues guerres et des institutions de l'Empire. Des démonstrations hypocrites, et il y en eut toujours assez, un zèle, un dévoûment factices ne changeaient pas le fond des cœurs et n'amélioraient pas l'état des choses; on le verra avec le temps s'empirer de plus en plus; il fallait forcément en subir les conséquences.

A Dresde, pendant la marche lente et tortueuse des négociations, Napoléon partageait son activité habituelle entre les travaux du cabinet et de fréquentes et rapides excursions; il les poussa jusqu'à Torgau, Magdebourg et la Basse-Lusace. Il recevait journellement les rapports de Paris, de toutes les parties de l'Empire, et expédiait les affaires comme s'il eût été dans sa capitale; tous les jours il passait la revue tant de la garnison que des troupes qui se rendaient à l'armée.

Par ostentation autant que pour son délassement, Napoléon fit venir de Paris les acteurs de la Comédie-Française, Talma, Saint-Prix, Fleury, mesdemoi-

selles Mârs, Georges, etc. Dresde avait tout-à-fait l'aspect d'une ville française; Paris y avait expédié des ouvriers, des marchands, et jusqu'à des décroteurs.

Un personnage important y apparut subitement, Fouché, duc d'Otrante, disgracié en 1810, depuis réduit, dans son rôle nul de sénateur, à dévorer son ambition et son activité. Que venait-il faire? Pourquoi l'Empereur l'avait-il appelé? Tout simplement parce que, pendant son absence, il ne voulait pas le laisser à Paris; il l'avait nommé gouverneur d'Illyrie en remplacement de Junot, qui avait tout-à-fait perdu la tête. Dans les mémoires de Fouché, on convient que cette mission n'avait pour objet que de l'éloigner du centre des affaires. Si l'on en croit cet ouvrage, prévoyant la chute prochaine de l'Empereur, Fouché aurait dès-lors conçu un projet de régence pour sauver au moins l'Empire réduit à ses limites naturelles, les Alpes et le Rhin. Le conseil de régence aurait été composé de lui, de Talleyrand, de Narbonne, de Macdonald, de Montmorency; on aurait érigé de grands gouvernemens militaires pour satisfaire l'ambition des maréchaux. En passant à Prague, pour se rendre dans son gouvernement, il dut communiquer ce projet aux conseils de l'Autriche, qui refusèrent de prendre aucun engagement, et chercha à saisir quelques fils qui pussent le diriger dans les évènemens.

Depuis la conclusion de l'armistice, la diplomatie ennemie avait fait de grands progrès, non dans le

but de la pacification, mais pour continuer la guerre. Le 15 juin, des traités étaient conclus à Reichenbach entre l'Angleterre, la Russie et la Prusse. Elles n'avaient épargné aucun sacrifice, négligé aucun effort pour mettre des bornes aux projets désastreux de l'ennemi de l'Europe. A une époque où la providence avait si manifestement béni leurs armes, ces trois puissances, animées du desir de rendre aux peuples l'indépendance, la paix et le bonheur, et dans l'intention d'employer tous les moyens qui étaient en leur pouvoir pour atteindre à ce but salutaire, convinrent de régler la nature des subsides en argent et des secours qu'elles se fourniraient mutuellement. La Russie et la Prusse s'obligeaient à poursuivre la guerre avec la plus grande énergie, et à tenir constamment sur pied, indépendamment des garnisons des places fortes, la Russie cent soixante mille hommes et la Prusse quatre-vingt mille. L'Angleterre payait, pour 1813 et par mois, au roi, la somme de 666,666 liv. sterling, à l'empereur celle de 1,133,334 liv. sterling. Elle se chargeait de l'entretien de la flotte russe qui se trouvait dans les ports anglais, qu'elle pourrait employer contre l'ennemi commun; sa dépense était estimée à 500,000 liv. Pour remédier au manque d'argent, qui devenait chaque jour plus sensible sur le continent, il fut convenu d'émettre jusqu'à concurrence de 5 millions sterling, sous le nom d'*argent fédératif*, des billets de banque payables au porteur, garantis par les trois puissances. Enfin l'Angleterre s'engageait à contri-

buer à l'agrandissement de la Prusse, dans des proportions statistiques et géographiques pour le moins telles qu'elles étaient avant 1806. L'Autriche ne fut pas étrangère à ces arrangemens. Stadion était à Reichenbach. Elle ne continuait pas moins ses négociations.

Maret avait demandé : 1° que la cour de Vienne fît connaître si le traité d'alliance de Paris était encore existant, et continuait à lier les deux puissances; 2° dans le cas de l'affirmative, qu'elle donnât des pouvoirs pour négocier la nouvelle convention qui devait suppléer les articles secrets du traité considérés par elle comme n'étant plus applicables à la conjoncture actuelle; 3° qu'elle chargeât une personne munie de ses instructions et de ses pouvoirs, de négocier, conclure et signer une convention relative à la médiation qu'elle avait offerte. Napoléon ne pouvait admettre que les puissances belligérantes traitassent par l'organe de la cour de Vienne, et insistait sur l'ouverture immédiate d'un congrès pour la paix générale, dans un lieu intermédiaire du séjour des diverses cours belligérantes.[1]

Metternich répondit; on ne s'entendait pas; il vint à Dresde, sortant du quartier général des alliés. Le résultat des premières explications fut que le maintien de l'alliance n'était pas compatible avec la qualité de médiateur. L'Empereur autorisa Maret à renoncer à l'alliance, ne voulant pas la

[1] Notes du 15 juin.

rendre onéreuse à ses amis, mais dans le fait, parce que l'Autriche l'avait rompue.

Dans une très longue audience accordée à Metternich, Napoléon, mettant de côté les précautions diplomatiques, aborda franchement les questions, et établit clairement la situation des choses. Ce furent d'abord des reproches sur ce que le cabinet de Vienne n'avait pas franchement déclaré son changement de politique après la campagne de Russie; sur son intervention malencontreuse, après deux batailles gagnées, pour arrêter les résultats de la victoire; sur les suites funestes de l'armistice, qui avaient produit le traité de Reichenbach; sur sa partialité pour les alliés; son dessein de rançonner sans combattre, ou de se jeter dans les rangs des ennemis. « Eh bien! voyons, traitons, j'y consens, dit Napoléon; que voulez-vous? » Metternich s'enveloppait dans le vague obscur des phrases diplomatiques. En soldat qui savait mieux rompre que plier, Napoléon reprit : « Je vous ai offert l'Illyrie pour rester neutre. Cela vous convient-il? Mon armée est suffisante pour amener à la raison les Russes et les Prussiens. Votre neutralité est tout ce que je demande. » A ce mot de neutralité, Metternich se récria. Pourquoi Napoléon resterait-il seul dans la lutte, lorsqu'il pouvait disposer des armées autrichiennes? Pourquoi renoncerait-il à doubler ses forces? L'Autriche ne pouvait plus rester neutre. Il fallait qu'elle fût pour ou contre lui.

A quelles conditions prêtait-elle son appui?

Moyennant l'Illyrie, la moitié de l'Italie, le retour du pape à Rome, l'abandon de la Pologne, de l'Espagne, de la Hollande, de la confédération du Rhin, de la Suisse! « Il me faudrait, s'écria l'Empereur, évacuer l'Europe, dont j'occupe encore la moitié, ramener mes légions, la crosse en l'air, derrière le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, et souscrivant à un traité qui ne serait qu'une vaste capitulation, me livrer comme un sot à mes ennemis, et m'en remettre, pour un avenir douteux, à la générosité de ceux-là mêmes dont je suis aujourd'hui le vainqueur. Et c'est quand mes drapeaux flottent encore aux bouches de la Vistule et de l'Oder, quand mon armée triomphante est aux portes de Berlin et de Breslau, quand de ma personne je suis ici à la tête de trois cent mille hommes, que l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions!... Sans tirer l'épée! Cette prétention est un outrage. Et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet; c'est lui qui vous envoie! Dans quelle attitude veut-il donc me placer en présence du peuple français? Il s'abuse étrangement, s'il croit qu'un trône mutilé puisse être en France un refuge pour sa fille et son petit-fils!...... Ah! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour vous décider à jouer ce rôle contre moi?»

A cette sortie succéda un profond silence. On continuait à marcher à grands pas. Napoléon se radoucit, reprit la conversation, déclara qu'il ne désespérait pas de la paix, insista pour qu'on réunît le

congrès, demanda que, dans le cas où les hostilités recommenceraient, la négociation ne fût pas interrompue, et dit à Metternich en le congédiant, que la cession de l'Illyrie n'était pas son dernier mot.

Bien ou mal fondée, l'inculpation injurieuse faite à Metternich était très déplacée, et ne pouvait que le blesser. Attribuer, comme on l'a fait, la décision définitive de la guerre et du renversement de Napoléon à ce mouvement d'humeur et d'indignation, c'est en exagérer l'importance. On trouve, il est vrai, dans l'histoire de grands effets produits par de petites causes; mais la trahison de l'Autriche s'était assez fortement dessinée avant l'injure faite à son ministre.

Avant de quitter Dresde, trop habile pour ne pas dissimuler son ressentiment, il se montra au contraire plus facile. Résolu à ne tenir aucun compte des engagemens, et intéressé à éviter une trop prompte rupture, il signa, le 30 juin, avec Maret une convention qui devait rester secrète, par laquelle la médiation était offerte et acceptée; les plénipotentiaires russes, prussiens et français, se réuniraient, avant le 5 juillet, dans la ville de Prague; Napoléon s'engageait à ne pas dénoncer l'armistice avant le 10 août, et l'empereur d'Autriche se réservait de faire agréer le même engagement à la Russie et à la Prusse.

On ne doute pas que, lorsqu'il consentit à cette convention, l'Empereur ne s'y décidât par les nouvelles fâcheuses qui lui arrivèrent d'Espagne en c .

moment, et qui ne pouvaient pas encore être connues des ennemis.

Le roi Joseph, forcé d'abandonner la ligne de l'Èbre, avait été complètement battu à Vittoria, le 21 juin, et ramené dans le plus grand désordre sous les murs de Bayonne.

Pendant l'hiver, Wellington avait recomposé et renforcé son armée. Les cortès lui avaient conféré le commandement de toutes leurs forces. Elle était approvisionnée par le Douro et de nombreuses brigades de mulets, et favorisée par les populations.

L'armée française, au contraire, était très affaiblie. Non-seulement on en avait retiré des troupes pour l'expédition de Russie, mais les besoins et les pertes de cette campagne n'avaient pas permis d'envoyer de renforts en Espagne. On en avait encore retiré pour l'armée de Saxe, que le maréchal Soult avait aussi rejointe. Excepté Suchet, qui avait de trente-cinq à quarante mille hommes, les autres armées n'étaient plus que des corps d'environ quinze mille hommes, commandés, celui de Portugal par Reille, du centre par Drouet, du midi par Gazan, du nord par Clausel. La réserve se composait de la garde du roi réduite à trois mille Français et mille Espagnols, et d'une faible division espagnole.

Lorsque après la réunion des trois armées françaises sur la Tormès, le roi était rentré à Madrid, il avait pris une position très étendue, sa droite appuyée sur le Douro, et sa gauche sur le Tage, vers Tolède.

Au mois de mai, Wellington se décida à prendre l'offensive, et à opérer sur la droite des Français, point décisif, puisqu'il menaçait leur seule ligne de retraite, et que par une victoire il pouvait les ramener sur les Pyrénées, secondé par les armées espagnoles; il passa le Douro vers Lamega, fondit sur Zamora, concentra ses forces à Toro, et marcha sur Palencia.

Tout le système de défense du roi Joseph étant tourné, il fut obligé de quitter Madrid, rassembla ses forces à Burgos, et y resta sur la défensive. Les ennemis continuant leurs opérations sur sa droite, il se replia jusque dans les plaines de Vittoria, après avoir fait sauter le fort de Burgos. Tous les militaires sont d'accord qu'on ne pouvait pas choisir une plus mauvaise position pour recevoir une bataille; qu'il n'y avait pas à hésiter, qu'il fallait chercher l'ennemi, l'attaquer partout, ou mieux encore prendre bravement son parti et regagner les Pyrénées.

La gauche de l'armée, sous Clausel, était restée à Logrono pour couvrir la route de Pampelune. Un corps volant, sous les ordres, de Foy, fut posté à Bilbao, pour couvrir le débouché de cette ville sur Saint-Sébastien. Ces détachemens affaiblissaient d'autant l'armée.

Alors se fit sentir plus que jamais le défaut de commandement et de résolution. Des généraux proposaient de renoncer à la route de Bayonne, de se retirer parallèlement à l'Èbre, jusque auprès de Sarragosse, pour joindre Suchet, et tomber sur Wel-

lington quand il aurait été à cent cinquante lieues de ses vaisseaux et de ses dépôts. Jourdan proposa de se baser sur Bayonne, d'éviter une bataille, ou du moins de la recevoir sur les hauteurs de Salinas.

Cinq jours se passèrent sans prendre de parti : en attendant, le 15 juin, Wellington avait franchi l'Èbre. Le 20, on se décida à évacuer sur Tolosa, une partie des bagages, l'armée en restait encombrée; c'étaient tout l'attirail d'une royauté qui déménageait, sans espoir de retour, et une foule de familles espagnoles qui s'y étant attachées, partageaient son sort.

Le 21, fut livrée la bataille qui décida sans retour du sort de l'Espagne. Hill et Beresford attaquèrent la gauche et le centre de l'armée française, pénétrèrent dans l'intervalle qui les séparait, les forcèrent à une retraite précipitée, et les replièrent ainsi sur Vittoria. A midi, de nouvelles têtes de colonnes parurent à la droite, près de la route de Bayonne, à Gamaria-Major. Reille, avec sept mille hommes qui lui restaient de l'armée de Portugal, soutint un combat vigoureux, mais trop inégal, contre vingt-cinq mille hommes, commandés par Graham. Le général Sarrut y fut blessé à mort. Une division anglaise gagna la route; aussitôt l'alarme se répandit sur toute la ligne, chacun s'empressa de prendre en désordre le chemin de Pampelune, le seul qui restât pour atteindre les Pyrénées. La colonne entière d'équipages, canons, caissons, bagages, fut abandonnée et perdue. La perte en hommes fut

d'un millier de prisonniers, et de quatre mille hors de combat.

De Logrono, où il était posté, Clausel, ne pouvant plus se retirer sur Pampelune, se jeta sur Jacca d'où il gagna Pau. Foy évacua la Biscaye, et se retira sur Tolosa, où il ne prévint que de quelques instans les Anglais. L'armée se plaça militairement sur les Pyrénées, ne conservant dans l'Espagne occidentale que Santona, Saint-Sébastien et Pampelune.

Dans l'est, Suchet avait combattu avec des chances diverses le général anglais Murray, qui avait pris l'offensive pour favoriser les manœuvres de Wellington. Il avait commencé l'attaque de Taragone; Suchet, avec Maurice-Mathieu, sorti de Barcelone, le força à se rembarquer. Harispe et Habert, restés sur le Xuccar, avaient battu l'armée espagnole de Del Parque.

A peine Suchet était rentré triomphant à Valence, qu'il reçut la nouvelle de la bataille de Vittoria, et l'ordre de se rapprocher de la frontière de France sans abandonner ses points d'appui pour un retour offensif. Dans les premiers jours de juillet, il fit ses dispositions. Il laissa des garnisons à Denia, à Peniscola, à Sagonte, à Tortose, à Taragone, à Lerida, à Mequinenza et Monzon, au nombre de vingt mille hommes. Il entra dans Barcelone, où il rallia le général Decaen avec l'armée de Catalogne.

L'état désastreux des affaires en Espagne empirait singulièrement la situation de Napoléon. Il avait toujours compté, en cas de besoin, pouvoir tirer encore de la péninsule des renforts, et laisser cin-

quante mille hommes sur les Pyrénées; maintenant, il avait à craindre une invasion du territoire. La défaite de Vittoria ne pouvait qu'accroître les prétentions et les espérances des alliés, et les confirmer dans leur projet d'abattre d'un seul coup Napoléon et l'Empire. Elle inspira à l'empereur d'Autriche ces mots significatifs sur le ton de la plaisanterie qui ne lui était pas familière : « Ah! il paraît que le chaud est aussi contraire à mon gendre que le froid. »

Le plus pressé était d'envoyer un chef aux Pyrénées pour rassembler les débris de l'armée, la réorganiser et arrêter les progrès de l'ennemi. L'Empereur nomma Soult son lieutenant-général commandant ses armées en Espagne, avec de grands pouvoirs, et lui donna l'ordre de partir le jour même, de voyager incognito, d'arriver à Paris le 4 juillet, de n'y pas rester plus de douze heures, et d'aller prendre son commandement. Soult remplaçait le roi Joseph; cette circonstance était embarrassante. L'Empereur desirait qu'il ne fît pas difficulté de se démettre, qu'il restât à Pampelune, qu'il ne vînt pas à Paris donner le triste spectacle d'une royauté déchue. L'archi-chancelier, les ministres de la guerre et de la police furent chargés de s'entendre pour négocier avec lui et observer des ménagemens, mais de recourir à la force si cela devenait nécessaire [1]. Toutes ces précautions furent superflues. Après quelques hésitations, Joseph obéit à l'Empereur.

[1] Lettres de Napoléon du 1er juillet.

Malgré l'éloignement de Napoléon, les souvenirs pénibles de la campagne de Russie, les désastres présens en Espagne, les sacrifices onéreux qu'exigeaient tant de pertes, la lassitude de ces interminables guerres, l'intérieur de la France était tranquille. Elle était maintenue par la forte organisation du gouvernement, une longue habitude d'obéir; elle ne pensait pas à un changement; elle faisait preuve de patience, de résignation, de dévoûment; elle desirait la paix et la voulait honorable. Mais les passions haineuses et jalouses de l'étranger contre la France trouvaient de la sympathie parmi les partisans des Bourbons, des nobles, des prêtres, et jusque parmi des fonctionnaires élevés de l'Empire; par des intrigues on se préparait aux complots. L'ouest en était le théâtre. On agitait la Vendée. On y répandait des proclamations royalistes; on y tenait des discours séditieux. Louis de la Roche-Jacquelin était l'instigateur secret de ces provocations. Favorisé par ses liaisons avec le préfet de la Loire-Inférieure, Barante, il parcourait librement le pays, depuis Bordeaux jusqu'à Nantes. Du côté de Caen et du Mans, d'autres agens essayaient d'enrégimenter les gardechasses. Des émissaires du gouvernement anglais furent arrêtés sur les côtes, porteurs d'instructions. L'opposition du clergé devenait plus active.

Le premier des régimens de gardes-d'honneur, organisé à Tours par Philippe de Ségur, son colonel, s'était recruté en partie dans la Vendée et la Bretagne; il y avait même un *Charette*. On y conservait

les traditions de la guerre civile. Il s'y forma une association contre la vie de l'Empereur, une fois qu'on serait en campagne et appelé à former son escorte. La Roche-Jacquelin vint à Tours et eut des communications avec l'association. Le ministre de la police, Savary, chargea confidentiellement Ségur, et sans lui en dire le motif, d'envoyer plusieurs gardes d'honneur à Paris, en poste, séparément, sans éclat, chacun avec un gendarme. Les associés en prirent de l'ombrage; deux coururent chez le colonel et lui demandèrent avec hauteur ce qu'étaient devenus leurs camarades. Sur la réponse ferme de Ségur, l'un d'eux lui tira un coup de pistolet presque à bout portant, mais sans l'atteindre. Des recherches furent dirigées contre La Roche-Jaquelin, il avait disparu. Ségur intervint vivement en faveur de celui qui avait tiré sur lui : on se borna à le détenir à Sainte-Pélagie, avec quatre ou cinq des plus compromis.

Pendant que le parti des Bourbons et de l'étranger intriguait dans l'ouest et à Paris, le ministre de la police, Savary, y faisait la chasse à des hommes autrefois connus par des opinions révolutionnaires, et les exilait de la capitale. Dans cette vexation stupide se trouva compromis un sieur Biennais, fournisseur de volailles et de gibier, à la maison de l'Empereur; du reste, sa conduite présente était sans reproches. Le ministre demandait qu'on lui ôtât la pratique, on en référa à l'Empereur; il répondit qu'il ne se mêlait pas de semblables détails, et qu'il ne pouvait des-

cendre jusque-là. Mais cette affaire lui fournit l'occasion d'exprimer, dans une lettre à l'archi-chancelier, une opinion très remarquable sur toute réaction, sur son ministre et son préfet de police Pasquier.

« Je vois avec peine, mandait-il, que le duc de Rovigo réagit; il ne connaît ni Paris ni la révolution. Si on le laissait faire, il aurait bientôt mis le feu en France. En vous entretenant de ce fournisseur, ce n'est pas de lui que je vous parle, mais de toutes les mesures de cette nature. A-t-on quelque chose à reprocher à cet homme depuis seize ans? On l'éloigne de Paris comme ayant été violent révolutionnaire. Si on pèse ainsi sur la classe des gens domiciliés et tranquilles, il est à craindre que cela ne produise le plus mauvais effet et n'excite une inquiétude générale. Si le duc de Rovigo voulait éloigner de la France tous ceux qui ont pris part à la révolution, il n'y resterait plus personne. Et comment peut-on faire un crime à des hommes de cette classe de leur exaltation dans la révolution, lorsque le sénat, le conseil d'état et l'armée sont pleins de gens qui y ont marqué par la violence de leurs opinions? Je dois supposer qu'on n'avait rien à reprocher à cet homme depuis seize ans, puisque les gens de ma maison, qui ne sont nullement partisans des opinions révolutionnaires, le gardaient comme fournisseur. Vous ferez connaître au duc de Rovigo que mon intention est qu'il n'éloigne personne de Paris, sans vous en avoir parlé auparavant. Dites-lui aussi que, s'il se

laisse entraîner par le préfet de police (Pasquier) ou des hommes de cette robe, qui ne connaissent ni la situation de la France ni celle de Paris, il aura bientôt mis tout en feu et ébranlé mon gouvernement, qui est fondé sur la garantie de toutes les opinions. Vous demanderez au duc de Rovigo de vous remettre sur-le-champ l'état de toutes les personnes qu'il a exilées de Paris, en les divisant en deux classes : l'une, contenant tous ceux qui se sont mal conduits, et qui, ne possédant rien, desirent toujours des troubles; l'autre, contenant les hommes tranquilles auxquels on n'a rien à reprocher que leurs anciennes opinions. On doit laisser, sans les inquiéter, tous ceux qui appartiennent à cette dernière classe. Au train dont va le duc de Rovigo, je suppose qu'il réagirait bientôt sur tous les généraux qui ont été chauds révolutionnaires. Comme il m'est revenu de plusieurs côtés que beaucoup de gens de cette classe ont été exilés, demandez au duc de Rovigo de vous en remettre l'état exact. »[1]

[1] Lettre du 8 juillet.

CHAPITRE XCI.

Plan de campagne des coalisés arrêté à Trachenberg. — L'Autriche y est engagée. — Traité d'alliance entre le Danemark et la France. — Entrevue de Napoléon et de Marie-Louise à Mayence. — Instructions de Napoléon à ses plénipotentiaires. — Ouverture du congrès à Prague. — Octroi d'Anvers, coup d'autorité de l'Empereur. — Ouverture confidentielle à Metternich. — Ordres de Napoléon à Davoust. — *Ultimatum* de l'Autriche. — Arrivée de Moreau auprès des coalisés. — Réponse de Napoléon à l'*ultimatum*. — Rupture du congrès. L'Autriche déclare la guerre. — Napoléon accepte l'*ultimatum*. —Metternich répond: il est trop tard.—Napoléon propose de négocier pendant les hostilités.

La réunion du congrès, fixée à Prague avant le 5 juillet, fut, d'après les convenances des alliés, renvoyée d'abord au 8 et ensuite au 12. Narbonne partit, le 9, pour cette ville, afin de savoir quels étaient les plénipotentiaires, et où en était la prorogation de l'armistice à laquelle l'Autriche s'était obligée d'obtenir le consentement des alliés. Les commissaires à Neumark furent chargés de proposer à ceux des ennemis une convention à ce sujet. Ils prétextèrent le défaut de pouvoirs, et en référèrent au

général en chef Barclay de Tolly, qui prétendit ne pas en avoir.

Pendant ce temps-là, une réunion militaire et diplomatique avait lieu à Trachenberg (le 9); les alliés y conférèrent sur un plan d'opérations. L'Autriche y était représentée par le général Waquant, son commissaire auprès d'eux, et par le comte Latour, chargé d'assister aux discussions. On voulait former trois armées, chacune à-peu-près de cent cinquante mille hommes : celle de Bernadotte, composée de Russes, de Prussiens et de Suédois, pour opérer au nord dans le rayon de Berlin et contre Hambourg; celle de Blücher, en Silésie, s'avançant par la Lusace sur Dresde; celle des Autrichiens, renforcée de cinquante mille Russes et Prussiens, opérant aussi sur Dresde par la Bohême. L'empereur Alexandre et les généraux opinaient pour attirer aussi en Bohême l'armée de Blücher, afin de couvrir Prague et la ligne d'opérations, tandis que la grande armée des souverains aurait agi par la rive gauche de l'Elbe. On s'arrêta à la formation de trois armées, en laissant celle de Blücher sur l'Oder. Il fut convenu que cent mille Russo-Prussiens fileraient, sous les ordres de Barclay de Tolly, en Bohême, pour agir avec autant d'Autrichiens par Freyberg et Tœplitz sur Dresde. Pour éviter des revers sur des points secondaires, on décida que Blücher et Bernadotte n'accepteraient jamais la bataille lorsque Napoléon se porterait contre eux, mais qu'ils prendraient l'offensive dès qu'il ne serait plus en

leur présence. Depuis un mois, les routes de Bohême étaient préparées pour le passage de l'armée alliée. Les cercles de la Moravie lui fournissaient des vivres : des fusils autrichiens étaient envoyés en Silésie pour armer la landwehr.

L'Autriche avait complété son armement, et fait une nouvelle émission de papier-monnaie. Elle avait traité à Reichenbach avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse. L'Angleterre lui avait assuré 500,000 livres sterling en traites sur Londres, des armes, des effets d'habillemens et d'équipement; elle obtenait d'être replacée dans le même état qu'avant 1803, et la direction des affaires de l'Italie; elle s'obligeait à entrer dans la coalition avec deux cent mille hommes.[1]

Le consentement des ennemis à la prorogation de l'armistice, jusqu'au 10 août, daté du 11 juillet, ne fut envoyé que le 12 à Neumark, et le 15 à Dresde, par Metternich. Ils disaient qu'ils ne s'y étaient décidés que pour donner à l'empereur d'Autriche une preuve d'amitié, de confiance, de condescendance; et qu'ils s'étaient concertés préalablement avec leurs alliés, notamment le prince royal de Suède, qui était venu, le 9, à Trachenberg. Il fallait encore que la réunion de Neumarck donnât force d'exécution au principe de la prorogation.

[1] Cette convention a été tenue secrète, mais son existence résulte de nombreuses révélations faites dans la suite par la diplomatie. L'Autriche avoua dans son manifeste qu'elle était réunie de fait aux alliés, avant de l'être par les traités.

Les plénipotentiaires des alliés se rendirent à Prague; c'étaient Humboldt, pour la Prusse, d'Anstett, pour la Russie. Ce dernier était né Français, une loi précise ne permettait pas de traiter avec lui; il avait négocié le traité de Reichenbach avec l'Angleterre; c'était un agent très actif de guerre. Ce choix n'annonçait pas des dispositions pacifiques; son inconvenance blessait Napoléon. Cependant il ne réclama pas, et nomma pour ses plénipotentiaires Caulaincourt, dont le choix avait été d'avance agréé par l'empereur d'Autriche, et le comte de Narbonne. Le départ de Caulaincourt fut différé de quelques jours, sous le prétexte d'arrangemens à prendre, comme réunissant provisoirement à son service de grand-écuyer celui de grand-maréchal du palais. Le véritable motif de ce retard était qu'à la commission de Neumarck, on n'avait pas fait un pas en avant.

A Hambourg, on terminait les travaux, on complétait les dispositions faites par l'Empereur pour sa marche sur Berlin. Son intention était que le maréchal Davoust occupât un camp sur la rive droite, en avant de la place, de sorte qu'ayant une vingtaine de mille hommes dans la main, il fût inattaquable par des forces supérieures; qu'il pût même les menacer et les contenir, jusqu'à ce qu'un corps de quatre-vingt mille hommes, qu'il ferait marcher sur Berlin, eût tourné tout cela, et l'eût mis à même de marcher en avant. En même temps, la présence du maréchal, en avant de Hambourg, ayant ainsi une position offensive, aurait l'avantage d'obliger

l'ennemi à avoir des forces de ce côté, et de l'empêcher de se concentrer contre l'armée dirigée sur Berlin.

Alquier avait terminé, le 10 juillet, à Copenhague, par un traité d'alliance défensive et offensive, la négociation que Maret avait ouverte à Dresde avec M. de Kaas. Le Danemark s'engageait à déclarer la guerre à la Russie, à la Prusse, à la Suède, au moment de la reprise des hostilités, comme la France à déclarer la guerre à la Suède; à fournir dix mille hommes d'infanterie, deux mille cinq cents de cavalerie, quarante pièces de canon, pour être employés jusqu'à la Vistule, vingt canonnières pour la défense de l'Elbe; à livrer dix mille chevaux, payables comptant; à approvisionner et armer Glückstadt, pour soutenir un blocus de six mois, et un siége proportionné à sa force. L'Empereur s'engageait à joindre aux troupes danoises un corps de vingt mille hommes. Au moyen de ce traité, il estimait que Davoust aurait disponibles et campés, en avant de Hambourg, dans une position offensive, quarante mille hommes avec lesquels il pourrait contenir l'armée suédoise, et tout ce que l'ennemi avait dans le Meklenbourg, et l'empêcher de se porter sur Berlin, à la rencontre de l'armée qu'il y enverrait; enfin être prêt à suivre le mouvement de l'ennemi, et à l'attaquer s'il était en force inférieure.

Prévoyant la reprise des hostilités, Napoléon desira voir l'Impératrice et lui donna rendez-vous à Mayence. Il régla lui-même tous les détails de ce

voyage, le personnel de sa maison, le nombre des voitures, les escortes, les stations, les honneurs à lui rendre. Il partit de Dresde le 23.

A Neumarck on n'en finissait pas. Les commissaires des alliés voulaient borner la prorogation de l'armistice au 4 août, c'est-à-dire que les hostilités recommençassent entre le 10 et le 11; c'était l'avis formel du général en chef, Barclay de Tolly, à qui on en avait référé. Ensuite ils disputèrent sur l'envoi d'officiers français aux commandans des places bloquées et sur la quotité de leur approvisionnement. Narbonne fut chargé de s'en expliquer avec Metternich.

Le ministre autrichien ne vit pas, dans les difficultés de Neumarck, de motifs pour justifier le retard qui avait été apporté à l'ouverture des négociations de Prague. Les déclarations officielles des cours de Russie et de Prusse, et la présence de leurs plénipotentiaires dans cette ville depuis le 12, étaient des garanties suffisantes. Il regrettait donc les dix jours perdus, il lavait de ce retard la puissance médiatrice et les alliés, il demandait qu'on lui fît connaître le terme auquel arriveraient les plénipotentiaires français. [1]

Dans ce moment, Narbonne recevait ses pouvoirs et instructions. Maret se borna à envoyer à Metternich une notice de ce qui s'était passé depuis la convention du 30 juin; enfin celle qui réglait les

[1] Note du 22 juillet.

termes de la prolongation de l'armistice ne fut signée à Neumarck que le 26. Caulaincourt partit immédiatement pour Prague.

On avait donc perdu un mois ou au moins dix-neuf jours ; il n'en restait plus qu'une dizaine pour négocier la paix, le terme était évidemment court. Si les négociations avaient commencé plustôt, il est démontré qu'elles n'auraient pas davantage conduit à la paix; les alliés avaient pris leur parti, ils voulaient la guerre; c'est ce que prouvent leurs conventions de Trachenberg. Il est donc oiseux d'examiner à qui doit être imputée la perte de temps qu'on aurait pu employer aux négociations; si les difficultés survenues à la commission de Neumarck n'étaient pas du fait des alliés; si, tant que la prolongation de l'armistice n'était pas formellement reconnue et consentie par les commissaires ennemis, Napoléon n'était pas fondé à ne pas envoyer ses plénipotentiaires à Prague. Du reste, son peu d'empressement ou sa défiance s'expliquent facilement; car, avant son départ pour Mayence, il avait eu le secret des conférences de Trachenberg.

Les instructions données par Napoléon à ses plénipotentiaires n'annonçaient nullement qu'il sentît le prix du temps, qu'il s'effrayât des dangers de sa position, ni qu'il fût pressé de faire la paix; on y trouvait, au contraire, de la mesure, de la lenteur, de la circonspection, de la hauteur, le sentiment de la puissance et de la plus parfaite sécurité.

Il préférait négocier avec la Russie une paix glo-

rieuse pour elle, et qui fit payer à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi et la faute politique qu'elle avait commise contre l'alliance de 1812, en ramenant ainsi l'une vers l'autre la Russie et la France. Il voulait qu'à l'avenir elle n'eût plus rien à démêler avec la Russie; il était de l'intérêt de la France que l'Autriche ne gagnât pas un village. La base principale de la négociation devait être l'*uti possidetis ante bellum;* l'état des parties principales était à-peu-près le même qu'avant la guerre. Si la France avait éprouvé, par l'effet de la saison, des pertes que l'ennemi avait partagées, ces pertes étaient réparées, et, depuis, la victoire n'avait pas cessé de lui être fidèle. Les places qu'elle possédait, elle les possédait encore; si les ennemis occupaient une partie du territoire de ses alliés, elle en avait à-peu-près autant à leur rendre.

En général, la négociation ne marcherait que lentement. Le moment de la véritable négociation n'arriverait que dans les dix ou douze derniers jours du temps dont la convention de Dresde assurait la disposition; jusque-là il fallait, de la part des plénipotentiaires, de la tenue, de la mesure, de la réserve; dans le moment opportun, ils recevraient des instructions ultérieures pour le parti définitif qui ne pouvait être aperçu et arrêté que lorsque la négociation aurait parcouru sa première période et qu'elle approcherait de son terme.

Par une note du 29 juillet, Metternich ouvrit les négociations, et proposa d'adopter la marche suivie

au congrès de Teschen, où chaque puissance belligérante prenait pour intermédiaire la puissance médiatrice, et lui remettait, par écrit, ce qu'elle voulait communiquer ou répondre à la partie adverse; les plénipotentiaires russes et prussiens, avec qui cette proposition avait été concertée, s'empressèrent de l'adopter. Les plénipotentiaires français en référèrent à Dresde. Ainsi, dès le début, une pure question de forme menaçait de devenir sérieuse et de consommer du temps.

De Mayence, Napoléon annonça à Caulaincourt qu'il serait de retour à Dresde le 3 août, et comme le temps de la dénonciation de l'armistice approchait, il lui traça son langage, il était fort simple. Si l'on voulait continuer l'armistice, il était prêt; il était prêt si l'on voulait se battre; il s'était mis en mesure même contre les Autrichiens. Ainsi, si la Russie et la Prusse voulaient recommencer les hostilités tout en négociant, les chances ne pourraient que lui être favorables, d'autant plus que les armées qu'il avait destinées à observer l'Autriche resteraient en observation sur les derrières et le mettraient en garde contre les caprices et le changement de système de l'Autriche.[1]

Le résultat de tout ce que disait Metternich était que l'Autriche ferait tout pour la paix, mais qu'elle était sérieusement préparée à la guerre, qu'elle y était même décidée, si la paix ne se faisait pas. Elle

[1] Lettre du 29 juillet.

opposerait de la fermeté aux prétentions exagérées des alliés; cependant il ne dissimulait pas que c'était contre la France qu'elle était armée. Si le 10 août les bases de la paix n'étaient pas signées, une déclaration accompagnerait la dénonciation de l'armistice; jusqu'au 10 août, elle ne prendrait pas d'engagement.

Caulaincourt, assez ingénument, se louait des formes et du ton de Metternich et de tout ce qui était autrichien; il y voyait même de la recherche, ne soupçonnant pas que c'était pour le mieux tromper. D'un autre côté, il ne dissimulait pas à l'Empereur que tout lui prouvait que les Autrichiens se croyaient très forts et qu'ils avaient pris leur parti sur la guerre. En effet, Metternich lui disait encore que des batailles perdues par les alliés ne leur feraient pas signer une paix différente de la paix honorable qu'on pourrait faire aujourd'hui, tandis qu'une seule bataille perdue pour la France changerait totalement la question.

Le 3 août, l'Empereur quitta Mayence, et, le lendemain fut de retour à Dresde. C'est alors qu'il rendit cette fameuse décision sur les régisseurs de l'octroi d'Anvers, accusés de dilapidations; traduits devant la cour d'assises de Bruxelles, ils furent déclarés par le jury non coupables et acquittés. Napoléon chargea le grand-juge d'ordonner au procureur général de recueillir des juges ce qui était à leur connaissance, et leur opinion sur la scandaleuse déclaration du jury; de suspendre le jugement,

de remettre les prévenus sous la main de la justice, de réapposer le séquestre sur leurs biens. L'intention de l'Empereur était, qu'en vertu du § 4 de l'article 55 du titre 5 des constitutions de l'Empire, le grand-juge présentât dans un conseil privé, présidé par la régente, un projet de sénatus-consulte pour annuler le jugement, et envoyer l'affaire à la Cour de cassation, qui designerait une autre cour impériale par-devant laquelle la procédure serait recommencée et jugée, les chambres réunies et sans jury; que le procureur général, autorisé par un article du sénatus-consulte, poursuivît ceux des jurés que la clameur publique accusait d'avoir cédé à la corruption.

Dans cette circonstance, quoiqu'il fût dans ses principes et dans sa volonté que ses tribunaux administrassent la justice avec la plus grande indépendance, cependant comme ils l'administraient en son nom et à la décharge de sa conscience, l'Empereur ne pouvait pas ignorer, ni tolérer un pareil scandale, ni permettre que la corruption triomphât, et marchât tête levée à Anvers et à Bruxelles. Il espérait que sa bonne ville d'Anvers serait consolée par cette juste décision souveraine, et qu'elle y verrait la sollicitude qu'il portait à ses peuples, même au milieu des camps et des circonstances de la guerre.[1]

La disposition du sénatus-consulte, du 16 thermidor an x, portant que le sénat annulait les juge-

[1] Lettre au grand-juge. Décret du 4 août.

mens des tribunaux lorsqu'ils étaient attentatoires à la sûreté de l'État, n'était pas applicable à une affaire d'octroi. La poursuite des jurés était le renversement de l'institution. Quoique le pouvoir fût sans aucun intérêt dans le jugement, et que l'Empereur ne fût entraîné que par des considérations morales, rien ne pouvait justifier ce coup d'état judiciaire. La décision fut exécutée. Les fonctions de grand-juge étaient alors exercées par le conseiller d'état Molé, à qui elles venaient d'être confiées provisoirement (juin), en remplacement de Régnier malade. Ce conseiller d'état les conserva: la vieille magistrature eut pour chef un jeune homme de trente-trois ans; mais il s'appelait Molé, il se recommandait à l'Empereur par son nom, son dévoûment à son pouvoir et à sa personne.

Le but du voyage de Mayence avait été de concerter avec quelques ministres et l'Impératrice les mesures que la reprise probable des hostilités exigerait dans l'intérieur de la France. On croit que Napoléon avait aussi pour objet d'obtenir de Marie-Louise une lettre pour son père; si elle devait être sans influence, elle ne pouvait pas nuire; Napoléon pouvait-il penser qu'à la cour, dans le cabinet de Vienne, la tendresse paternelle pût balancer un moment l'intérêt politique?

La réserve qu'il avait recommandée à ses plénipotentiaires n'était plus de saison. Pour la négociation, il n'y avait plus de première période. Le temps était si court que le début et le terme se touchaient.

Il n'y avait pas un moment à perdre pour faire connaître le parti définitif que l'Empereur s'était réservé de prendre; il y était excité par l'urgence, par le besoin de savoir du moins ce que les ennemis voulaient, par les insinuations et les confidences de Metternich à Caulaincourt. D'après les instructions, c'était avec la Russie qu'on aurait préféré négocier; l'Autriche devait être punie de sa mauvaise foi. Maintenant c'était un changement complet de système; la situation des choses l'expliquait. Traiter avec la Russie, c'était impossible, on ne pouvait parvenir à l'empereur Alexandre, à ses plénipotentiaires; l'Autriche s'était mise à la traverse; ils étaient inabordables; bon gré, malgré, il fallait passer par elle.

Le 5 août, en envoyant des instructions sur la réponse à faire à la note autrichienne du 29 juillet, Maret expédia à Caulaincourt une lettre confidentielle. Il lui prescrivait de demander un entretien particulier à Metternich; de lui déclarer que Napoléon avait intérêt à ne pas différer la reprise des hostilités, quand même l'Autriche prendrait parti contre lui; qu'il avait ordre de la part de l'Empereur, et par une voie extra-ministérielle, de faire une démarche qui, sous le sceau de l'honneur, devait rester inconnue des plénipotentiaires ennemis, et même de Narbonne. Cette démarche avait pour objet de savoir de quelle manière l'Autriche entendait que la paix pût se faire, et si l'Empereur Napoléon adhérant à ses propositions, elle ferait cause commune avec la France, ou si elle resterait neutre.

Aussitôt que l'Empereur serait certain du mot de l'Autriche, il donnerait des instructions à ses plénipotentiaires. Par ce moyen, la paix ou la guerre serait décidée en même temps. La simplicité de cette démarche portait avec elle le cachet de l'homme qui la faisait faire, et de toute sa fermeté. Metternich devait donc penser qu'il fallait se mettre à la dernière limite, et ne rien proposer qui fût déshonorant pour l'Empereur Napoléon. L'empereur d'Autriche seul devait être instruit de cette proposition. On ne la communiquerait aux alliés, pour mener ensuite à la pacification, ou générale ou continentale, que si la France et l'Autriche étaient d'accord entre elles sur les moyens de la faire.

A la réception de cette lettre, Caulaincourt vit Metternich : il reçut cette communication comme une marque de haute confiance que son maître apprécierait; il regretta que cette ouverture n'eût pas été faite à l'arrivée de Caulaincourt; alors il y avait le temps, si l'on s'était entendu, de consulter la Russie et la Prusse, tandis qu'il ne restait que trois jours. Il promit d'aller, le lendemain 7, rendre compte à l'empereur son maître; il espérait être de retour en quatre ou cinq heures; il s'empresserait de faire connaître sa réponse, subordonnée à ce qu'il avait dit à Caulaincourt sur le terme du 10 août, et sur l'impossibilité pour l'Autriche de rester neutre. Metternich trouvait qu'il eût été plus simple que l'Empereur Napoléon eût proposé ce qu'il jugeait convenable. A quoi Caulaincourt répondit que

le cabinet autrichien savait certainement quelles étaient les prétentions qu'il ne soutiendrait pas.

Si Napoléon avait dû faire des propositions, sa base eût été simple, l'*uti possidetis ante bellum*, répondit Maret ; si la guerre devait continuer, il arriverait un moment où les ennemis se féliciteraient de pouvoir l'obtenir. C'était un concert avec l'Autriche pour la négociation que l'Empereur avait voulu établir. Il n'avait en cela rien à faire avec les ennemis. C'était le mot de l'Autriche qu'il voulait savoir.

Le 8 août, Napoléon ne faisait aucun doute que les ennemis dénonceraient l'armistice, le 10, et que les hostilités commenceraient le 16 ou le 17. Il mandait donc au maréchal Davoust de compter là-dessus, en conséquence de réunir toutes ses troupes sur la rive droite de l'Elbe, et d'avoir, le 12, son quartier général une lieue en avant de Hambourg, afin de prendre l'offensive, et de tenir en échec devant lui un corps égal d'ennemis. Le projet de l'Empereur était de faire marcher les trente mille hommes de Davoust et les quatre-vingt mille d'Oudinot sur Berlin, avec un corps de six mille, qui pourrait sortir de Magdebourg. Il comptait que dans quatre jours, le 20 ou le 21, on serait dans la capitale de la Prusse. L'Autriche avait trois cent mille hommes sur pied, effectif, ce qui en fournissait deux cent mille sous les armes ; cent vingt mille marchaient sur Dresde, trente mille contre la Bavière, cinquante mille contre le vice-roi qui était à Laybach. Quelque accroissement de force que cela donnât aux al-

liés, Napoléon se trouvait en mesure d'y faire face. Mais Davoust devait sentir qu'il fallait de l'énergie et de l'activité. Il fallait surtout qu'il menaçât de bonne heure, afin qu'on ne le négligeât pas, et qu'on ne se tournât pas entièrement contre ce qui déboucherait sur Berlin. En cas d'un succès, qui devait éparpiller la landwehr et désarmer la landsturm, que Napoléon appelait de la canaille, il se proposait d'envoyer Davoust avec un renfort sur Stettin à la poursuite des Suédois, pour débloquer cette place et celle de Custrin, par là menacer de débloquer Dantzig, et obliger les Russes à y courir en toute diligence, et à se détacher des Autrichiens; ou bien, suivant les circonstances, il rappellerait à lui trente mille hommes pour se renforcer contre l'armée austro-russe.[1]

Dès le 7, Metternich avait donné la réponse de l'Autriche; elle demandait la dissolution du duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, Dantzig à la Prusse; le rétablissement des villes de Hambourg, de Lubeck, etc., dans leur indépendance; la reconstruction de la Prusse, avec une frontière sur l'Elbe; la renonciation au protectorat de la confédération du Rhin; la cession à l'Autriche de toutes les provinces Illyriennes, y compris Trieste; la garantie réciproque de l'état des puissances, grandes et petites, tel qu'il se trouverait fixé par la paix, ne pourrait plus être changé ni altéré que d'un commun accord; l'indé-

[1] Lettre de Napoléon, Dresde, 8 août.

pendance de la Hollande, et celle de l'Espagne, sous Ferdinand VII, en principe. Seulement la publicité et l'exécution de cet article ajournées jusqu'à la paix maritime, vu que cette clause pouvait la faciliter.

Metternich apprit au duc de Vicence l'arrivée du général Moreau au quartier général de Bernadotte, l'engagea à en informer Napoléon, et déclara que, de quelque façon que se terminât la négociation, l'Autriche n'entrerait jamais dans ce qu'il appelait l'intrigue Moreau, et repousserait toute idée de bouleversement d'état en France. La cour d'Hartwell regardait Moreau comme le successeur de Pichegru. En 1811, le comte de Lille avait eu la pensée de le faire venir en Espagne auprès de Wellington, pour l'opposer aux généraux français, et employer son influence pour débaucher l'armée impériale. Ce projet fut ajourné. Après les désastres de la campagne de 1812, qui causèrent une si vive joie à Hartwell et y ramenèrent les espérances, le comte de Lille et ses agens insinuèrent à l'Angleterre et à la Russie, de se servir de Moreau contre Napoléon, comme elles se servaient de Bernadotte. Le prince royal agissait auprès d'elles dans le même sens que les Bourbons. Les plus pressantes sollicitations arrivèrent de toutes parts à Moreau de venir prêter contre son pays le secours de ses conseils et de son nom. L'empereur Alexandre lui écrivit, et l'appela auprès de lui. Il arrivait donc au quartier général des alliés; quand le sort des armes l'amenerait sur le Rhin, il devait expliquer son but dans une proclamation. C'était le

langage hypocrite adopté par la diplomatie : ***Guerre à Napoléon, et non à la France***, cependant, refoulée dans ses anciennes limites, ou tout au plus sur la rive gauche du Rhin; ainsi devait parler le vainqueur de Hohenlinden.

La négociation officielle ou patente marchait de front avec la négociation secrète. Tandis que Caulaincourt demandait à Metternich le mot de l'Autriche, les plénipotentiaires français répondaient par une note, du 6 août, à celle du 29 juillet. Pour lever toutes les difficultés et concilier toutes les prétentions, ils proposaient d'admettre concurremment les deux modes de négociation, c'est-à-dire la remise de notes au médiateur et des conférences régulières. Dans cette note, il était dit que, dès la négociation de l'armistice du 4 juin, la Russie avait manifesté ses intentions, et donné à connaître qu'elle avait ouvert les négociations, non dans le but de la paix, mais dans la vue de compromettre l'Autriche, et d'étendre les malheurs de la guerre.

A cette phrase, saisis d'un accès violent de susceptibilité, les plénipotentiaires ennemis semblèrent perdre de vue la question principale, pour ne s'attacher qu'à une inculpation qu'ils regardaient comme une injure pour leurs cours, pour le médiateur même. Leurs notes ne furent plus remplies que de hauteur, d'amertume, de récriminations; celles des plénipotentiaires français conservèrent du moins le ton de la modération. C'était à la puissance médiatrice à terminer ces débats. Des deux côtés, on

s'en remettait à elle; mais évidemment elle ne le voulait pas, et montrait même de la partialité en faveur des ennemis. On arriva ainsi au 10 août, sans être plus avancé que le premier jour.

Du reste, s'il y avait encore quelques chances de paix, ce n'était plus dans la négociation ostensible, tout dépendait désormais de la négociation secrète avec l'Autriche. Son mot était dur pour Napoléon, accoutumé à faire la loi, jamais il ne l'avait reçue. Ne pouvant croire que ce fût un *ultimatum*, une condition à accepter ou à refuser sur l'heure, sous peine de la guerre, il délibéra pendant toute la journée du 9 août, et répondit en ces termes :

Il n'y aura plus de duché de Varsovie : soit; mais Dantzig sera libre. Ses fortifications seront démolies, et le roi de Saxe sera indemnisé par la cession des territoires de la Silésie et de la Bohême, qui sont enclavés dans la Saxe; les provinces Illyriennes seront cédées à l'Autriche; on consent même à abandonner le port de Fiume, mais Trieste ne sera pas compris dans la cession; la confédération germanique s'étendra jusqu'à l'Oder; enfin, l'intégrité du territoire danois sera consentie. L'auditeur au conseil d'état, Maussion, porta cette réponse; le général Bubna, à qui elle avait été communiquée, envoya un courrier.

Napoléon écrivit au maréchal Davoust : « C'est aujourd'hui le 9; le congrès de Prague va fort mal; probablement l'armistice sera dénoncé, le 11, par les alliés, et la déclaration de guerre de l'Autriche

vous sera signifiée : prenez cela pour votre gouverne.

La fête de Napoléon approchait, de grands préparatifs se faisaient à Dresde pour sa célébration; on l'avança de cinq jours; tout annonçait que, le 15 août, on aurait plus à s'occuper de guerre que de réjouissances. Après avoir passé le 10 en revues, en *Te Deum,* en banquets, chacun apprêta ses armes, et se rendit dans les camps : l'Empereur lui-même se tint prêt à partir.

Tandis que la réponse de Napoléon était en route, le 10 août expirait. A minuit, les plénipotentiaires ennemis déclarèrent à Metternich que leurs pleins pouvoirs avaient cessé; le 11, il en informa les plénipotentiaires français, en déclarant, de son côté, qu'il voyait avec un vif regret cesser ses fonctions de médiateur. Dans la nuit, des feux allumés sur toutes les hauteurs de la route de Prague à Trachenberg, avaient donné le signal aux troupes russes et prussiennes d'entrer en Bohême; l'Autriche se mettait en guerre avec la France : la cessation de l'armistice fut dénoncée pour le 16.

Caulaincourt communiqua cependant à Metternich la réponse de Napoléon que lui apportait aussi le courrier de Bubna. Metternich insista sur la cession de Trieste; il rejeta la ligne de l'Oder pour la confédération germanique, dont il demandait l'indépendance ainsi que celle de la Suisse.

La déclaration de guerre de l'Autriche fut publiée. C'était, comme de raison, une apologie de sa bonne foi, de sa modération, de celle des alliés, de leurs

vains efforts pour rétablir la paix. Napoléon y était accusé d'abord d'ambition, ensuite de mauvaise foi, car il n'avait, disait-on, accepté que pour la forme, et pour ne pas s'exposer au reproche de la prolongation de la guerre, la proposition de la médiation; il voulait en éluder l'effet ou s'en prévaloir peut-être, uniquement pour séparer l'Autriche des puissances qui s'étaient déjà réunies avec elle de principe. Du reste, elle était toujours disposée à prêter la main au rétablissement d'un ordre de choses qui, par une sage répartition de forces, placerait la garantie de la paix sous l'égide d'une association d'états indépendans; elle ne négligerait aucune occasion de parvenir à ce résultat.

L'occasion ne tarda pas à se présenter de mettre à l'épreuve la bonne foi de l'Autriche. Napoléon consentit à toutes les conditions énoncées par Metternich. Quant à la Hollande et aux villes Anséatiques, s'il demandait à les garder, c'était seulement en dépôt jusqu'à la paix maritime, et pour en faire un objet de compensation avec l'Angleterre. Ce consentement fut communiqué par Caulaincourt et par Bubna retournant à Prague, par suite de la déclaration de guerre. Metternich reconnaissant que les concessions de l'Empereur auraient pu faire la paix le 10, répondit que c'était trop tard, et que désormais il fallait en référer à l'empereur Alexandre; vaine défaite, car l'empereur François déclarait qu'il était résolu à courir toutes les chances que lui promettait la guerre.

En annonçant à l'archi-chancelier la détermination de l'Autriche, Napoléon lui écrivit : « Son manifeste est assez insignifiant; l'analyse en bon français est qu'elle croit l'occasion bonne pour reprendre son influence. Les négociations de Prague n'ont pas eu lieu, on n'a pas pu même échanger les pouvoirs. Les plénipotentiaires ne se sont pas vus. Les affaires d'Espagne ont relevé les espérances, l'intrigue anglaise a fait le reste. Le 17 nous nous battrons. »[1]

L'Empereur, portant toute son attention sur le Bas-Elbe, envoya à Magdebourg le général Girard, qui s'était si distingué à Lutzen, pour commander le corps qui devait sortir de cette place, et établir une communication entre Davoust et Oudinot; il renouvela ses ordres les plus pressans au premier de ces maréchaux de commencer son mouvement, et au second de marcher sur Berlin.[2]

L'ambassadeur Narbonne revint à Dresde le 15. Caulaincourt, autorisé à prolonger son séjour, avait obtenu la permission de résider à Kœniggratz. Napoléon dicta l'instruction suivante pour Maret :

« L'Autriche, médiatrice, rendait toute conciliation impossible; mais l'Autriche, en se déclarant en état de guerre, nous met tous dans une position plus vraie et plus simple. L'Europe est ainsi plus près de la paix, car il y a une complication de moins. Eh bien, puisque les alliés fondent tant d'espérances

[1] Lettre du 12 août.
[2] Lettres des 12, 13 et 15 août.

sur les chances des combats, rien n'empêche de négocier en se battant. Ecrivez à M. de Metternich que je propose d'ouvrir dès aujourd'hui un congrès dans une ville frontière qu'on neutralisera. »

Après cette dictée, Napoléon quitta Dresde; il en confia la garde au 14e corps, sous les ordres du maréchal Saint-Cyr. Il était chargé d'occuper la rive gauche de l'Elbe depuis Dresde jusqu'à la Bohême, d'observer tous les débouchés, et, s'il était obligé de reculer devant la grande armée ennemie, de la contenir assez de temps pour que l'Empereur pût exécuter son projet de venir se placer entre les alliés et la Bohême.

Avant de le suivre dans la campagne militaire, il faut anticiper de quelques jours pour en finir avec la campagne diplomatique. Dans une note où l'on reprochait à l'Autriche d'avoir été le principal obstacle à la paix, Maret délayant, en style de chancellerie, la brève instruction de Napoléon, proposait l'ouverture d'un congrès pour travailler, nonobstant les hostilités, à l'œuvre de la paix.

Metternich répondit, au nom des trois cours belligérantes, que ne pouvant décider sur un objet d'un intérêt tout-à-fait commun, sans en avoir préalablement conféré avec les autres alliés, elles allaient porter incessamment à leur connaissance la proposition de la France; c'est-à-dire que désormais tout était remis au sort des armes.

Cette fatale époque, ayant décidé des destinées de l'Empire, a été l'objet de controverses interminables

et d'une foule de jugemens divers. Certes, pour la France et pour Napoléon, il eût mieux valu faire la paix aux conditions proposées à Prague, que de subir à Paris, en 1814, la loi de la coalition. En 1813, la question ne se présentait pas aussi nettement. Pour les armées françaises, le début de la campagne avait été glorieux; elles occupaient une grande partie des conquêtes dont on exigeait le sacrifice, les chances de la guerre n'étaient pas épuisées. Accoutumé à commander en maître, l'Empereur n'était pas un roseau se pliant sous le vent pour ensuite se relever. Le chêne, au risque d'être brisé, se raidissait contre la tempête; sa force et sa puissance étaient dans l'opinion qu'on avait de sa supériorité, dans les prestiges de sa gloire. Il admettait bien que ses ennemis le haïssaient, que ses alliés n'étaient pas toujours contens, mais il ne pouvait supposer à ceux-ci le dessein de l'abandonner, aux uns et aux autres celui de le renverser, à l'Autriche, surtout, son alliée par le sang et par les traités. Il se flattait même que l'Autriche, la Prusse, l'Allemagne le regardaient comme le garant de leur existence; il se sentait nécessaire à toute l'Europe; il ne se croyait pas tellement déchu qu'il dût en passer, dans quelques jours, par un *ultimatum* qui anéantissait des traités solennels, l'œuvre de vingt ans de travaux; il pensait qu'il serait toujours temps de faire un grand sacrifice lorsqu'il aurait éprouvé de grands revers.

Il les avait éprouvés dans la campagne de 1812.

Dès-lors les ennemis déclarés avaient redoublé d'espoir et d'audace, les alliés hypocrites ou contraints avaient défectionné, les alliés sincères étaient chancelans. La vieille coalition de l'Europe s'était reformée; elle embrassait, dans son inimitié, la France et Napoléon, la France révolutionnée, Napoléon conquérant. En vain il avait arrêté la révolution, aboli la république, rétabli la monarchie, les rois n'y avaient rien gagné, ils n'avaient échappé à la lente invasion des principes révolutionnaires que pour subir l'invasion plus rapide de la conquête et de la dynastie napoléonienne. Leur dessein n'était ni de pactiser pour opposer une digue au torrent, ni d'obtenir la réparation d'une partie de leur perte. Mettre des bornes aux ***projets désastreux de l'ennemi de l'Europe, et rendre aux peuples l'indépendance, la paix et le bonheur,*** c'était leur but hautement avoué, et le moyen de l'atteindre, l'extermination de Napoléon, l'abaissement de la France, la guerre à mort. Ils étaient liés par leur intérêt, le souvenir de leurs humiliations, la soif de la vengeance; jamais il ne s'était offert à eux une occasion aussi favorable.

C'est dans cet état de choses que fut conclu l'armistice et que s'ouvrirent les négociations de la paix; chacune des parties se conduisit d'après les conditions et le sentiment de sa situation. L'armistice n'y changeait rien; il leur convenait également pour réparer les pertes faites depuis l'ouverture de la campagne et rassembler toutes leurs forces. Quant

à la paix, Napoléon parut la vouloir; les alliés ne s'y montrèrent pas disposés, ils ne la voulaient pas; l'Angleterre déclina franchement toute participation. Il courut de l'Autriche à la Russie, la Russie le repoussa. Il revint à l'Autriche; l'Autriche, entrée dans la coalition, chercha à l'endormir, le trompa, le trahit. Jugée d'après les lois de la probité, de la morale, sa conduite fut infâme; mais, dans les rapports de rois à rois, la morale n'entre pour rien; droit et honneur au plus fourbe, au plus fort. L'*ultimatum* proposé par l'Autriche, au fond et dans la forme, était une dure condition. Napoléon n'hésita qu'un moment, finit par l'accepter, de bonne ou de mauvaise foi n'importe : on ne peut voir que le fait. On lui répondit par une fin de non-recevoir; c'était trop tard, trop tard de vingt-quatre heures! Rien ne pouvait donc arrêter les alliés; pour eux point de paix à aucun prix, il leur fallait la guerre. Napoléon aura beau faire, la main de fer du destin pèse sur lui; ses ennemis sont implacables; il faut triompher ou périr et la France avec lui; mais les nations ne meurent pas, si la France succombe elle se relevera.

CHAPITRE XCII.

Force des armées. — Arrivée de Murat. — Désertion du général Jomini. — Grande reconnaissance de Napoléon en Bohême. — Il se porte en Silésie; combat de Goldberg; Blücher rejeté au-delà du Bober et de la Katzbach. — La grande armée de Bohême marche sur Dresde. — Napoléon projette de se jeter sur ses communications. — Oudinot battu à Gross-Beeren par Bernadotte. — Napoléon marche au secours de Dresde. — Bataille du 26 août. — Moreau blessé mortellement. — Retraite des coalisés en Bohême. — Ordre à Vandamme de les y poursuivre. — Macdonald battu sur la Katzback par Blücher. — Napoléon projette de marcher sur Berlin. — Vandamme battu à Culm par les coalisés. — Ney remplace Oudinot. — Napoléon se porte contre Blücher. — Ney battu à Dennewitz par Bernadotte. — Traités de Tœplitz entre l'Autriche et les coalisés. — Napoléon revient à Dresde. — Pressé par Blücher et l'armée de Bohême.

Des deux côtés, pendant l'armistice, on avait fait des efforts immenses pour rentrer en campagne.

Suivant les historiens de la coalition, elle avait rassemblé, en troupes de première ligne et en réserves, environ huit cent mille hommes et mille huit cents pièces de canon.

Napoléon avait porté ses armées en Allemagne à environ quatre cent mille hommes; il avait douze cent cinquante pièces de canon attelées.

Ces forces étaient ainsi réparties et opposées :

FRANCE.		COALITION.	
Bavarois à Mnnich.	25,000	Autrichiens à Lintz.	25,000
Augereau à Wurtzbourg.	20,000		
Davoust à Hambourg (13ᵉ corps).	30,000	Walmoden.	30,000
Oudinot, ronte de Berlin.	70,000	Bernadotte, Russes, Suédois, Prnssiens.	120,000
Grande armée de Dresde à Liegnitz.	230,000	Russo-Prussiens en Silésie.	200,000
	375,000	Autrichiens en Bohême.	130,000
			505,000

Napoléon n'avait que quarante mille hommes de cavalerie; la coalition en comptait cent mille.

En quittant Dresde, il avait pris la route de Pyrna, visité aux flambeaux les nouveaux ponts établis sur l'Elbe, entre Lilienstein et Kœnigstein. Il était arrivé dans la nuit du 16 août à Bautzen. Il y fut rejoint par le roi de Naples: les succès de Napoléon avaient réveillé son amitié et son ardeur guerrière. Allié incertain, mais bon Français, il venait réparer ses torts de la dernière campagne. L'Empereur les pardonna, et lui donna le commandement de sa réserve de cavalerie. Cependant à peine revenu à Naples, au mois de janvier, Murat avait fait faire des ouvertures à l'Autriche, sur l'intention où il était de régler sa marche politique d'après celle de cette puissance. Avant de quitter sa capitale, il avait of-

fert secrètement au cabinet autrichien sa médiation entre Napoléon et les coalisés[1]. On assure même qu'il avait conclu un traité d'alliance[2]; il est vrai que l'Autriche n'avait pas encore déclaré la guerre à la France. Il avait eu une entrevue avec lord Bentinck dans l'île de Ponza[3]. Murat voulait servir son beau-frère, son pays, et dans tous les cas conserver son royaume; mais il faisait mystère de ses négociations à l'Empereur.

En même temps l'Empereur apprit une défection. Le 14, du quartier général de Liegnitz, le général Jomini, chef d'état-major du maréchal Ney, officier de mérite, était passé à l'armée russe, où il se rencontra avec le général Moreau. Jomini était Suisse, il avait à se plaindre d'injustices; si cette excuse est valable, on ne peut blâmer la défection du général d'Yorck ni celle des Saxons. Du reste, la violation des engagemens, des devoirs, du droit des gens, tout était légitime, pourvu que ce fût contre la France. Un conseil de guerre condamna Jomini à la peine de mort; il la méritait.

Les hostilités ne pouvaient commencer que le 16; dès le 12, les alliés s'étaient mis en mouvement. Barclay, avec plus de cent mille hommes, entra en Bohême pour se joindre aux Autrichiens. Blücher, avec le même nombre d'hommes, inonda le territoire neutralisé, et, le 14, envoya Sacken s'emparer

[1] Manifeste de l'Autriche, du 11 avril 1815.

[2] Mémoires de Bausset, t. II, p. 235.

[3] Montveran, t. VI, p. 281.

de Breslau. Les Français, surpris de toutes parts dans leurs cantonnemens, se replièrent à la hâte derrière le Bober.

Avant de prendre un parti, Napoléon voulut connaître le mouvement de l'armée autrichienne, et ce qui se passait en Bohême. Il y dirigea de Zittau les corps d'armée de Poniatowski et de Victor, et deux corps de cavalerie. Ils franchirent la frontière, s'emparèrent de Gabel, de Rombourg, de Friedland, de Reichenberg. Ils rencontrèrent une division autrichienne, commandée par le négociateur Bubna, qui se replia en toute hâte. Napoléon, arrivé à Gabel, acquit la certitude que la réunion des Russes et des Autrichiens s'était opérée en Bohême, et qu'ils marchaient sur la frontière de la Saxe, commandés par Schwarzenberg. Calculant qu'avant leur arrivée devant Dresde, il aurait le temps de faire son opération sur Berlin, et de battre les Prussiens en Silésie, il envoya l'ordre à Oudinot de marcher contre Bernadotte, et il se porta rapidement au-devant de Blücher, qui avait passé la Katzbach, et repliant tout devant lui, s'avançait à grands pas.

Arrivé, le 20, à Laubau, Napoléon arrêta la retraite de l'armée; le 21, il la ramena sur le Bober, à la tête de l'avant-garde entra dans Lœwenberg, et fit rétablir le pont, sous le feu des ennemis. Lauriston effectua le passage; la division Maison chassa les Prussiens d'Yorck de leurs positions, et les mena battant jusqu'aux portes de Golberg, tandis que sur la gauche, les maréchaux Ney et Marmont chas-

saient Sacken de Buntzlau. Les 22 et 23, l'ennemi, vivement poursuivi, avait entièrement repassé la Katzbach; mais suivant le plan arrêté à Trachenberg, Blücher avait refusé la bataille, et s'était retiré dans les lignes de Jaüer. Napoléon ne pouvait pas l'y suivre, sans compromettre le salut de Dresde que menaçait l'armée autro-russe. Il laissa Macdonald avec quatre-vingt mille hommes pour contenir Blücher, et revint sur ses pas avec soixante mille.

Les instructions données au maréchal portaient que, dans l'état moral des troupes, il n'y avait rien de mieux à faire que de marcher à l'ennemi aussitôt qu'il voudrait prendre l'offensive : dans ces cas les alliés marcheraient sans doute sur plusieurs points; Macdonald, au contraire, devrait réunir ses troupes sur un seul, afin de déboucher en force sur eux, et de reprendre sur-le-champ l'initiative. On le prévenait du projet qu'avait l'Empereur de déboucher de Zittau sur Prague, dans le cas où l'ennemi ne menacerait pas encore sérieusement le camp retranché de Dresde; ou de déboucher par ce camp, si l'ennemi s'y présentait avec le gros de ses forces. On lui recommandait, dans la supposition qu'il fût attaqué par des forces supérieures, de se replier derrière la Queiss, de tenir Gœrlitz, et de se maintenir sans cesse en communication avec l'Empereur, pour se réunir au besoin. S'il était pressé, et que l'Empereur fût en pleine opération sur Prague, il se retirerait au pis-aller jusque dans le camp retranché de Dresde, attendu que le premier soin de l'Em-

pereur serait de se remettre en communication avec lui.

Dès le 21, la grande armée de Schwarzenberg avait franchi les montagnes qui séparent la Bohême de la Saxe, et s'avançait sur Dresde. Le corps de Saint-Cyr, qui ne pouvait se mesurer avec ces forces immenses, se replia successivement sur Pyrna, la plaine de Dresde, et enfin, le 24, derrière les fortifications de la place.

Napoléon était ce même jour à Gœrlitz : son projet fut d'abord de déboucher avec cent mille hommes par Kœnigstein et Pyrna sur les derrières de l'ennemi, et de marcher sur Prague. Il développa son plan dans une lettre à Maret, et lui prescrivit diverses dispositions.

Napoléon envoya le roi de Naples à Dresde, pour y calmer les esprits, et reconnaître les ennemis. Ayant acquis à Bautzen la certitude que leur mouvement était complètement opéré, il jugea que le moment était venu de se jeter entre eux et la Bohême, en passant l'Elbe sur les ponts de Lilienstein. Déjà il y avait dirigé le corps de Vandamme; mais il fallait que Dresde pût tenir jusqu'au 28. Pour s'en assurer, il y envoya Gourgaud, son officier d'ordonnance, avec ordre de faire la plus grande diligence.

L'Empereur quitta Bautzen, marcha dans la direction de Pyrna, et se rendit à Stolpen, où il reçut de mauvaises nouvelles du Brandebourg. On a vu combien il attachait d'importance au mouvement

combiné d'Oudinot, de Davoust et du général Girard sur Berlin. Il avait supposé que Bernadotte n'avait tout au plus que quatre-vingt-mille hommes, et que, déduction faite de trente mille pour observer Hambourg et Magdebourg, il ne lui en resterait que cinquante mille à opposer à Oudinot qui lui serait supérieur. Ce calcul était erroné : il restait à Bernadotte quatre-vingt-dix mille hommes, dont vingt mille de cavalerie, avec lesquels il avait pris position en avant de Berlin. Après trois jours employés pour opérer son premier mouvement de Dahme sur Baruth, Oudinot, à la tête de soixante mille hommes, se démasqua, le 21 août, dans la plaine de Trebbin. Le 22, il passa le défilé de Thyrow, après un combat assez vif avec l'avant-garde de Bulow; le 23, l'armée s'avança en trois colonnes : Bertrand et le 4e corps à droite sur Johnsdorf; Reynier, avec les Saxons, au centre par la grande route; Oudinot et le 12e corps, par le chemin de Trebbin sur Ahrensdorf. A six heures du matin, Bertrand rencontra, près de Blankensfeld, le corps prussien de Tauenzien, qui, à la faveur de ce village, défendit le débouché des bois. Le combat fut long, opiniâtre et sans résultat. A trois heures du soir, Reynier délogea de Gross-Beeren l'avant-garde de Bulow. Ce général revint à la charge avec trente-cinq mille hommes; les Saxons et la division Durutte ne purent résister à des forces aussi supérieures; ils furent forcés de se retirer ayant trois mille hommes hors de combat. Au bruit du canon, les généraux Guil-

leminot et Fournier, du 12ᵉ. corps, qui étaient en observation devant Wintzingerode et Woronzoff, coururent vers Neu-Beeren, et n'y arrivèrent qu'à la nuit tombante; il était trop tard pour rétablir le combat; ils protégèrent la retraite. Oudinot l'ordonna sur Vittenberg : ce fut plutôt une échauffourée qu'une bataille. On a reproché à Oudinot de l'avoir livrée contre un ennemi supérieur. On doute qu'il s'y fût préparé, et qu'il l'eût prévue; il y prit peu de part. Mais en se retirant sur Vittenberg, il s'éloigna de la direction de Lukau et de Bautzen, la seule convenable pour agir de concert avec l'Empereur. Cet échec compromit la division Girard, sortie de Magdebourg; se trouvant seule au milieu des ennemis, elle fut fort heureuse d'y rentrer, après avoir perdu douze cents hommes. Le maréchal Davoust était arrivé, le 22, à Schwerin, poussant devant lui Walmoden, et détachant la division Loison sur Wismar et Rostock. A la nouvelle de l'affaire de Gross-Beeren, il arréta son mouvement, et prit une position plus rapprochée pour couvrir Hambourg et le Holstein.

L'échec d'Oudinot, joint à la situation des choses à Dresde, décidèrent l'Empereur à marcher au secours de cette ville. Gourgaud, qui l'avait quittée avant la nuit, arriva à Stolpen à onze heures du soir. D'après son rapport, l'opinion de Saint-Cyr et du ministre Maret, la ville ne pouvait pas tenir vingt-quatre heures, et risquait à tout moment d'être enlevée, si elle était attaquée vigoureusement. L'Em-

pereur jugea que le temps manquait à l'exécution de son projet, il y renonça non sans regret. Il chargea Vandamme de se porter sur Kœnigstein avec son corps d'armée, d'attaquer le corps russe commandé par Ostermann et le duc de Würtemberg, et de le forcer à quitter le camp de Pyrna. Il envoya Gourgaud à Dresde pour y remonter les esprits et y annoncer son arrivée.

Le 26, à la pointe du jour, l'Empereur et l'armée marchèrent de Stolpen sur Dresde. A dix heures, l'Empereur était sur le pont; à sa vue, à la vue des troupes qui le suivaient, la confiance succéda à la consternation.

Elles défilèrent depuis ce moment jusqu'au soir, se rendant aux positions qui leur étaient indiquées. Napoléon se porta sur tous les points pour organiser la défense et juger des dispositions des ennemis. Depuis le matin, ils se préparaient à une attaque générale. On assure qu'instruits par le bruit du canon de l'arrivée de l'Empereur, ils furent d'avis d'y renoncer, mais que, par une cause qu'on ignore, le contre-ordre ne fut point expédié.

De trois à quatre heures, au signal de trois coups de canon, les colonnes ennemies s'élancèrent sur les ouvrages avec l'impétuosité d'un torrent, renversant tout sur son passage; celles de Colloredo et de Lichtenstein pénétrèrent jusqu'à la ville. Les Russes et les Prussiens se logèrent dans le Gross-Garten et à Striessen; à la gauche, Bianchi s'empara de Lobeda et des maisons touchant à la porte de Freyberg;

Giulay et Metzko poussèrent jusque vers Friedrichstadt. Saint-Cyr avait eu soin de faire rentrer ses divisions déployées le 25, en sorte que les colonnes d'attaque étaient prêtes à déboucher dès que le feu des retranchemens aurait ébranlé l'ennemi : partout il fut repoussé. Ney, à la tête de deux divisions de jeune garde, refoula la gauche des Autrichiens sur Lobeda; les deux autres divisions, sorties par la porte de Pinar, repoussèrent Kleist; Saint-Cyr, au centre, ramena Chasteller et Colloredo. La résistance fut aussi opiniâtre que l'attaque était impétueuse. Le canon ne cessa de gronder qu'à neuf heures du soir. Rentré un moment au château, l'Empereur remonta à cheval à onze heures, se porta sur le terrain pour combiner les opérations du lendemain, et rentra faire ses dispositions.

Pendant la nuit le temps fut affreux; le 27 au matin la pluie tombait encore par torrens. L'armée ennemie, comme la veille avant son attaque, était rangée en demi-cercle devant la ville, appuyant sa droite en amont de Dresde, son centre sur les hauteurs de Rœknitz, sa gauche traversant la vallée de Tharandt et couronnant les hauteurs de Corbitz. Klenau, depuis trois jours impatiemment attendu par les alliés, arrivait par Freyberg, à la tête de vingt-cinq mille hommes, et devait, dans la soirée, compléter l'investissement de la place, et occuper la ligne directe de retraite des Français. Son avant-garde se montrait à Corbitz; c'était pour faciliter sa réunion que Schwarzenberg s'obstina, contre tous

les avis, à porter trois divisions autrichiennes dans cette direction, où elles se trouvaient en l'air.

Dans la nuit, Napoléon ayant été rejoint par les corps des maréchaux Victor et Marmont, se trouvait à la tête d'environ cent mille hommes, non compris le corps de Vandamme; les ennemis en avaient presque le double : l'attaque ne fut pas moins résolue. A cheval dès six heures du matin, l'Empereur sortit par la porte de Freyberg, reconnut la lacune réservée à Klenau, et y lança le roi de Naples avec la cavalerie de Latour-Maubourg et le corps de Victor. Après un combat très chaud, le centre des Autrichiens fut enfoncé vers Corbitz. Les trois brigades de Metzko, à l'extrême gauche, isolées, débordées, culbutées, mirent bas les armes, dix mille hommes se rendirent prisonniers.

Sur la gauche, du côté du Gross-Garten, Saint-Cyr, soutenu par deux bataillons de la vieille garde, força la position de Strehlen, et rejeta les Prussiens sur Grüna. Entre lui et l'Elbe, Mortier et Nansouty poussaient les Russes de position en position, et les rejetèrent de la route de Pyrna sur celle de Dohna et de celle-ci sur celle de Maxen.

L'Empereur, qui s'y était porté pour encourager les troupes par sa présence, revint au centre, où il s'était tenu pendant la plus grande partie de la bataille. Les masses énormes que les alliés avaient devant lui, sur les hauteurs de Roeknitz, ne permettaient pas de rien entreprendre sur ce point; il se contentait donc de les faire canonner par l'artillerie

de la garde et celle de Marmont. C'est là que, voyant une batterie ralentir ses coups, dont la portée était sans effet, il ordonna de continuer le feu pour attirer l'attention de l'ennemi. Dès les premières salves, on remarqua sur la colline un mouvement extraordinaire, annonçant qu'un personnage distingué avait été frappé : on ne tarda pas à le connaître.

Pour rétablir l'honneur de ses armes, l'ennemi avait des réserves nombreuses massées à son centre et presque intactes. Elles pouvaient se jeter, par Strehlen, sur Ney, qui étendait trop sa gauche. Le conseil en fut donné : les réserves de Kleist et de Miloradowich se disposèrent à ce mouvement, qui aurait pu être décisif. On attendait le signal de Barclay, qui devait descendre de Leubnitz avec ses troupes; il ne descendit point, les réserves ne donnèrent pas.

Dès trois heures, l'artillerie ennemie ralentit son feu, bientôt il cessa. La pluie redoublait : des deux côtés les troupes étaient harassées, abîmées; les généraux, Napoléon, tout son monde étaient percés jusqu'aux os. Le bruit de la retraite des alliés circula. En effet, ils y pensaient sérieusement, dégoûtés par le désastre de leur gauche et inquiets du passage de Vandamme à Kœnigstein. On n'était pas d'accord, la majorité l'emporta, la retraite fut décidée pour la nuit même : les souverains prirent les devans.

L'ennemi perdit beaucoup d'artillerie et trente mille hommes hors de combat, y compris les dix mille prisonniers. En le poursuivant, on ramassa deux cents pièces ou caissons d'artillerie, un millier

de fourgons, une multitude de traîneurs et de blessés : Dresde en fut encombré.

Le lendemain 28, l'Empereur, après avoir parcouru le champ de bataille et pourvu au soin des blessés, se porta sur les hauteurs de Reknitz, et mit son armée à la poursuite de l'ennemi, le roi de Naples et Victor sur la route de Sayda; Marmont sur Altenberg; Saint-Cyr sur Dohna, Maxen et Liebenau; Mortier, avec la jeune garde, par la chaussée de Pyrna.

On amena à l'Empereur un paysan du village de Recknitz, où les souverains avaient eu leur quartier général pendant les deux jours de la bataille. Il avait vu arriver dans ce village le personnage qui avait été blessé la veille au milieu de l'état-major. C'était un général du premier rang, dont il ne savait pas le nom. Au moment où il avait été frappé, il était à cheval, à côté de l'empereur de Russie, qui paraissait prendre un vif intérêt à son sort. On l'avait porté au quartier général sur des piques de Cosaques. Le chirurgien de l'empereur lui avait fait l'amputation; on l'avait transporté sur une chaise longue à Dippoldiswald. Des détachemens de Russes, de Prussiens, d'Autrichiens portaient les brancards. Napoléon crut que c'était Schwarzenberg, et lui donna des regrets. On ne tarda pas à apprendre qu'il se portait très bien, et qu'il commandait la retraite. On amena au roi de Saxe un lévrier qui était resté à Reknitz; sur son collier était écrit : ***J'appartiens au général Moreau.*** Ce premier indice fut

confirmé par d'autres renseignemens. La mort de Moreau jeta la consternation dans le parti bourbonien, qui avait fondé sur lui de si grandes espérances. La cour d'Hartwell en fut au désespoir. Ses amis, les alliés en prirent leur parti.[1]

L'éclat de la victoire de Dresde, une des plus glorieuses que l'Empereur eût remportées, semblait propre à effacer l'échec d'Oudinot; mais elle fut bientôt éclipsée par de nouveaux revers.

Le 25, Vandamme débouchant par Kœnigstein avec ses trente mille hommes, avait attaqué Ostermann, qui masquait ce fort avec la division des vieilles gardes russes et le corps du prince Eugène de Wurtemberg, et l'avait replié sur Pyrna. Le 28, par suite du mouvement rétrograde des alliés, Ostermann fut forcé de reprendre le chemin de Peterswald. Vandamme l'ayant déjà débordé, coupait la route, en premier lieu vers Gieshübel, puis à Hœllendorf. Le général russe, contraint de percer, l'attaqua; les vétérans de la vieille-garde lui ouvrirent le passage, Il atteignit Peterswald et y rallia ses forces.

Vandamme reçut l'ordre de se diriger sur Peterswald avec tout son corps d'armée, la division Corbineau, la 43e division et la brigade du 2e corps, commandée par le général prince de Reuss, ce qui lui ferait une augmentation de dix-huit bataillons. On

[1] Les jambes coupées furent enterrées dans le jardin de la terre de Noethnitz. En 1814, on les exhuma, on les plaça dans une urne, et le 4 novembre on les déposa solennellement dans un monument élevé à Moreau, sur la place même où il avait été blessé.

le prévint que Pyrna serait gardé par les troupes de Mortier, qui y arrivait le soir, et qui releverait aussi les postes de Lilienstein. On lui ordonna d'envoyer chercher à Pyrna le général Baltus avec la batterie de douze et le parc. « L'Empereur desire, lui écrivait Berthier, que vous recueilliez toutes les forces qu'il met à votre disposition, et qu'avec elles vous pénétriez en Bohême et culbutiez le prince de Wurtemberg, s'il voulait s'y opposer. L'ennemi, que nous avons battu, paraît se retirer sur Annaberg. Sa majesté pense que vous pourriez arriver avant lui sur la communication de Tetschen, Aussig et Tœplitz, et par là prendre ses équipages, ses ambulances, ses bagages, enfin tout ce qui marche derrière une armée. L'Empereur ordonne qu'on lève le pont de bateaux devant Pyrna, afin de pouvoir en jeter un sur Tetschen. »[1]

Après avoir donné cet ordre, au moment où le quartier général allait entrer à Pyrna, l'Empereur fut atteint d'une vive indisposition; on le décida à retourner à Dresde. Elle n'eut pas de suites. Alors arrivèrent de tristes nouvelles de Macdonald. Ses instructions, déjà citées, lui recommandaient la plus grande prudence, d'attendre que le général prussien vînt à lui, et de tomber sur un seul point avec tous ses corps réunis. Avant que Blücher eût dessiné ses projets, Macdonald crut devoir prendre l'offensive. Il ordonna, pour le 26 août, le

[1] Lettre de Berthier à 1 lieue de Pyrna, le 28, 4 heures après midi.

passage de la Katzbach et de la Wüthend-Neiss, et dirigea ses trois corps d'armée en cinq colonnes, de Schœnau jusqu'à Liegnitz, sur un front de huit à dix lieues. Lauriston, avec le 5ᵉ, à droite; Macdonald au centre, avec le 11ᵉ et la cavalerie de Sébastiani; Souham à gauche, avec le 3ᵉ, dirigé par Liegnitz, à trois lieues de là, pour y passer la Katzbach et tomber sur la droite de l'ennemi.

Par une fatalité malheureuse, le même jour, à la même heure, instruit sans doute du mouvement de l'armée austro-russe sur Dresde, et que Napoléon avait quitté son armée de Silésie, Blücher se mettait aussi en marche; sortant des lignes de Jauer, il se reportait sur la Katzbach. En arrivant sur les hauteurs, il apprit que les Français étaient occupés à la passer. Pour mieux les engager, il ordonna à l'avant-garde d'Yorck, qui formait son centre, de se replier. A peine les colonnes du 11ᵉ corps couronnaient les hauteurs entre Janowitz et Weinberg, et la cavalerie légère de Sébastiani se formait vers Eichholz, que l'ennemi fondit sur elles. La droite avait réussi à s'appuyer au ravin profond de la Wüthend-Neiss, mais la gauche était en l'air par l'absence du 3ᵉ corps, qui n'était pas encore arrivé; c'est là que la cavalerie ennemie dirigea tous ses efforts et déborda Sébastiani. Les Prussiens d'Yorck firent volte-face, se précipitèrent sur la ligne et la rejetèrent en désordre dans le ravin. Sébastiani, ne pouvant rejoindre Kroitsch, où il avait laissé ses cuirassiers, descendit le torrent, où il sauva ce qui lui restait

de ses escadrons. Souham, entendant la canonnade, se rabattit avec le 3e corps sur Kroitsch, pour arriver plus tôt au combat. Il trouva le passage obstrué par les cuirassiers de Sébastiani, le matériel, des fuyards, et augmenta la confusion et l'encombrement. Pendant cette horrible mêlée, Lauriston combattait avec des succès balancés le corps de Langeron autour du village de Hennersdorf; mais la division Puthod, que Macdonald lui avait ordonné de porter à l'extrême droite au versant des montagnes, se trouva si fort engagée, qu'elle ne put se rabattre à temps vers le corps de bataille. Après avoir cherché à s'ouvrir un passage l'épée à la main, et avoir eu beaucoup d'hommes tués ou noyés, elle fut forcée à mettre bas les armes: le reste de l'armée précipita sa retraite; les élémens déchaînés aggravèrent ses désastres; les cataractes du ciel semblaient ouvertes; ce n'était de toutes parts que torrens débordés, ponts emportés, chemins défoncés. Macdonald revint derrière la Queiss, après avoir perdu vingt mille hommes, la moitié de son artillerie et quantité d'équipages.

Dans cet état de choses, si l'on en croit un historien (Fain), l'Empereur reprit son projet favori de l'expédition sur Berlin; c'était là et non à Prague qu'étaient les fruits de la victoire de Dresde; il irait les cueillir lui-même. Il se livra à toutes les dispositions préparatoires; dans ce dessein, il retint la jeune garde à Pyrna. Il donna l'ordre pour que la tête des colonnes de la garde repassât l'Elbe et fit

une première démarche dans la direction du Brandebourg; il n'attendait plus que les derniers coups qui allaient confiner en Bohême la grande armée ennemie pour quitter Dresde et se mettre en personne à la tête des nouvelles opérations qu'il méditait.

Mais en Bohême, Vandamme éprouvait aussi un revers déplorable. Il s'était mis, le 28 au soir, à la poursuite du corps du duc de Würtemberg, et avait passé la nuit à Peterswald. Le 29, il se remit en marche, déboucha des montagnes, et trouva à Culm, en position, le général russe Ostermann. Il était de la plus grande importance qu'il s'y maintînt pour protéger la retraite de l'armée alliée, et même la personne de l'empereur Alexandre, qui était en danger. C'est ce que lui écrivait de Tœplitz le roi de Prusse, lui promettant de lui envoyer des renforts, à mesure que les troupes arriveraient. En effet Vandamme, s'il culbutait Ostermann, arrivait à Tœplitz, et jetait la confusion dans l'armée alliée déjà en désordre. Dans cette ville se trouvaient le roi Frédéric-Guillaume, le prince royal, les ministres des puissances; on y était dans les plus vives alarmes; on faisait ses paquets pour filer sur Prague; l'empereur d'Autriche était déjà à Laun.

Avant d'avoir réuni toutes ses troupes, dont une partie était restée en arrière, Vandamme attaqua les Russes : ils étaient en force et soutinrent bravement le combat. Pendant l'action, ils reçurent des renforts; on ne put forcer leur position, ils la conservèrent, et Vandamme resta à Culm.

Depuis trente-six heures, il était sans nouvelles de l'Empereur; il espérait toujours qu'il serait appuyé par Mortier, qui était resté à Pyrna, par Saint-Cyr, qui, sur sa droite, poursuivait le corps de Kleist, enfin, par un corps quelconque. Il ne pouvait croire qu'on l'eût abandonné à ses propres forces, évidemment insuffisantes, pour l'expédition dont on l'avait chargé.

Le 30, il attendait encore; l'état des choses était bien changé. La déroute de l'ennemi, qui, la veille, débouchait par les vallées de Geising et de Zinnwald, s'était arrêtée. Des forces très considérables, des gardes russe et prussienne, et plusieurs divisions, étaient venues ou marchaient au secours d'Ostermann. Vandamme se trouva assailli de front, débordé sur sa gauche, resserré à sa droite par des montagnes, n'ayant pour opérer sa retraite que la grande route par laquelle il s'était avancé. On y aperçut un corps de troupes; on crut un instant qu'il était français; l'illusion fut courte; c'était celui de Kleist, qui se retirant sur la droite avec une grande quantité d'artillerie, et désespérant de la sauver dans les mauvais chemins où il était engagé, avait coupé à gauche pour rejoindre la grande route, où il ne fut pas peu surpris de trouver des Français. Pour Vandamme, il ne restait qu'un parti à prendre, c'était de réunir toutes ses troupes et de tomber tête baissée sur les Prussiens; mais cette réunion ne s'opéra pas; les ordres furent mal exécutés. Il arriva un moment où les chefs ne prirent conseil que d'eux-mêmes. Cor-

bineau, avec la cavalerie, se précipita sur les Prussiens, plus disposés à se rendre qu'à résister, et leur passa sur le corps. Voyant que cette irruption n'était qu'une fuite, ils se reformèrent. L'infanterie française qui, formée en carrés, continuait le combat et était accablée, se jeta en partie dans les montagnes de la droite, dans la direction de Saint-Cyr. tout le reste, Vandamme, les généraux Haxo et Guyot restèrent prisonniers. La perte fut de quinze mille hommes et soixante pièces de canon.

Napoléon dînait avec Berthier et Maret. Il parlait de son projet de marcher contre Bernadotte. Il pensait qu'il faudrait à la grande armée ennemie trois semaines pour se reformer et reprendre l'offensive. Vandamme suffirait pour l'inquiéter, l'observer, la contenir, ayant soin d'éviter un engagement sérieux. L'Empereur était gai et content, comme il l'était toujours quand il avait pris un parti. La nouvelle du désastre de Vandamme arriva; il refusa d'y croire jusqu'à ce que Corbineau vint la confirmer. On croyait Vandamme tué; on l'accusa de s'être de lui-même aventuré par fougue, par ambition pour gagner le bâton de maréchal. A un ennemi qui fuit, il faut faire un pont d'or, quand on n'est pas en force pour l'accabler; or Vandamme devait bien sentir qu'il n'était pas assez fort. Ses ordres lui prescrivaient de ne pas dépasser Peterswald, il les avait excédés. Lui en aurait-on donné d'autres? L'Empereur se fit apporter ses minutes et le livre d'ordres de Berthier; on les compulsa, on les relut, on n'y trouva rien

qui eût pu autoriser Vandamme à quitter sa position de Peterswald. Comment accorder ces circonstances rapportées par des témoins oculaires dignes de foi, avec des faits authentiques? avec l'ordre donné, le 28 après midi, par Berthier à Vandamme, de pénétrer en Bohême avec toutes ses forces, de culbuter les Russes, dans l'espoir qu'il arrivera avant l'ennemi sur la communication de Tetschen, Aussig et Tœplitz? cet ordre, que Vandamme a soutenu lui avoir été répété par un ordre de l'Empereur, à lui apporté par le colonel suisse de l'état-major, Stoffel, et en duplicata par Anatole Montesquiou, et dont les généraux Haxo et Corbineau eurent connaissance, cet ordre que Vandamme n'a pu représenter, parce que avant de tomber entre les mains de l'ennemi, il avait détruit ses papiers, mais qui a été trouvé, en 1826, dans le livre d'ordres de Berthier?

Bien plus, on y a trouvé aussi deux lettres de Dresde, le 30 août, à onze heures et demie du matin. Par la première, il était ordonné au maréchal Mortier de soutenir, avec les divisions Lefebvre-Desnouettes, Voguet et Decouz, le général Vandamme, s'il en avait besoin. « Vous savez, y est-il dit, qu'il est sur la route de Tœplitz, ayant les Russes devant lui. Envoyez un officier à son quartier général pour savoir ce qui s'y passe. » Par la seconde lettre, Berthier informait Vandamme de l'ordre donné à Mortier, et de l'envoi d'un officier d'état-major pour avoir des nouvelles.

L'ordre donné à Mortier était trop tardif. Dans

le moment où on l'écrivait, c'en était fait de Vandamme, il succombait. Il confirme toujours celui du 28, et prouve que l'Empereur n'avait pas renoncé au mouvement sur Tœplitz, mouvement habilement combiné, et qui eût été décisif, si Vandamme eût été soutenu. Pourquoi ne le fut-il pas? C'était à Mortier que devait appartenir ce rôle. Mais, et le fait est remarquable, il avait été retenu avec la jeune garde à Pyrna, pour concourir au grand mouvement médité sur Berlin. Evidemment, Vandamme fut un instant oublié; on ne songea à lui que le 30 à onze heures du matin; il n'était plus temps! Comment Saint-Cyr, qui était à la poursuite de Kleist, qui l'avait attaqué le 29, l'avait-il perdu de vue le 30, et pendant qu'il était aux prises avec Vandamme, ne donna-t-il pas signe de vie?

Mesurant toutes les conséquences de ce funeste évènement: « Voilà la guerre, dit Napoléon; bien haut le matin, bien bas le soir: allons il faut changer de plan. »

« Du triomphe à la chute, il n'est souvent qu'un pas. »

Devenu pensif, il fixa de nouveau les yeux sur la carte, il prit un compas, et on l'entendit répéter tout haut ces vers :

« J'ai servi, commandé, vaincu quarante années;
« Du monde entre mes mains j'ai vu les destinées;
« Et j'ai toujours connu qu'en chaque évènement,
« Le destin des états dépendait d'un moment. »

« Cette catastrophe, dit le bulletin, était due à

une ardeur guerrière mal calculée. Après le combat du 29, au lieu de rentrer et de se replacer sur la hauteur, Vandamme resta et prit position à Culm, sans garder la montagne. Il méritait des regrets : il était d'une rare intrépidité; il était mort sur le champ d'honneur, mort digne d'envie pour tout brave. » Sans contredit, les principes les plus vulgaires de la guerre lui défendaient de s'aventurer sans que ses communications fussent assurées; mais les rédacteurs du bulletin n'avaient pas le droit de lui faire ce reproche.

Pendant qu'on faisait ainsi l'oraison funèbre de Vandamme, il avait été amené prisonnier devant l'empereur Alexandre qui, peu généreux dans la victoire, l'avait traité de voleur, de pillard, d'assassin qu'il fallait envoyer en Sibérie, à quoi le général répondit : « Il se peut bien, sire, que je sois un voleur, un pillard, mais il est des crimes plus grands qui n'ont jamais souillé ma main. » A Tœplitz, on le laissa sur une charrette, exposé à la curiosité et aux injures du peuple et de la soldatesque. L'empereur d'Autriche vint jouir de ce spectacle. Ce n'était pas ainsi, qu'après Austerlitz, on avait agi envers les empereurs et leurs prisonniers.

A Laun, pendant qu'il changeait de charrette, Vandamme fut abordé par Rapatel, aide-de-camp de Moreau, qui l'invita, de la part de son général, à venir le voir. Vivement ébranlé par cette rencontre inattendue, Vandamme hésita un moment, puis répondit : « Non. Nous ne pouvons nous être d'aucune utilité. Il

ne me rendra pas ma liberté, je ne lui rendrai pas ses jambes. » On le mena à Prague, où il fut outragé et couvert de boue par une populace qu'on avait d'avance ameutée. Quelques jours après, le corps de Moreau y fut exposé en grande pompe, dans la cathédrale, à la vénération publique. Vandamme, malgré quelques nuages jetés sur son caractère moral, vivra dans l'histoire comme un guerrier intrépide, fidèle à sa patrie, et Moreau comme un Coriolan.

Voilà donc la triste compensation de la belle et grande victoire remportée à Dresde par l'Empereur! Trois de ses lieutenans battus, Oudinot, le 23 août, à Gross-Beeren; Macdonald, le 26, à la Katzbach; Vandamme, le 30 à Culm; une perte de plus de quarante mille hommes, d'un matériel considérable; la désorganisation dans les corps, la démoralisation du soldat, et jusque parmi les chefs. C'était l'inconvénient inhérent aux vastes théâtres de guerre. Des grands capitaines, ses émules, comme lui sortis de la révolution[1], Napoléon restait seul, et il ne pouvait être partout. Ses lieutenans, esclaves de sa pensée, exécuteurs de ses plans, étaient très bons sous ses yeux; mais, abandonnés à eux-mêmes, ils manquaient d'habitude et de confiance. Il en fit une rude épreuve dans cette campagne : tous ceux qu'il plaça à la tête des armées secondaires, ne s'élevèrent pas à la hauteur de leur commandement. Murat, Victor, Marmont, Saint-Cyr, chargés de poursuivre la grande armée en-

[1] Hoche, Pichegru, Moreau, Kléber, Desaix.

nemie en Bohême, ne se mirent en mouvement que le 28, restèrent en arrière de Vandamme, et n'arrivèrent que le 31 aux débouchés des montagnes. S'ils avaient eu l'ardeur de Vandamme, il ne serait pas venu, quoique non soutenu par Mortier, s'abîmer à Culm.

Malgré les échecs d'Oudinot et de Macdonald, après la bataille de Dresde, il y avait à opter entre deux systèmes : reprendre l'opération de Berlin, ou poursuivre à outrance en Bohême la grande armée ennemie. Il résulte des faits, que, dans l'ivresse de la victoire, on choisit le second parti, sans renoncer au premier. Le 29 ce n'était plus cela. Avant que rien fût décidé en Bohême, instruit qu'on était de la défaite de Macdonald, on se prépara, à Dresde, à marcher sur Berlin; Mortier, qui naturellement devait soutenir Vandamme, fut retenu à Pyrna. Aucun avertissement, aucun ordre à ce général. Le 30, nouvelle combinaison. On se ressouvint que Vandamme était aux prises avec Ostermann, on donna l'ordre tardif à Mortier de marcher à son secours avec trois divisions de la jeune garde. On ne peut s'empêcher de reconnaître dans les mesures prises pendant ces trois jours au quartier général, des tergiversations, un défaut d'ensemble et d'à-propos qui furent extrêmement funestes.

De tous ces revers, celui de Culm fut le plus fatal. Il releva les espérances des alliés, le moral de leurs troupes. La joie succéda à la désolation en Bohême. Tous les grands personnages qui, à l'approche de l'armée française, s'étaient éloignés de la frontière,

étaient revenus à Tœplitz. Un nouvel orage s'accumulait de toutes parts sur Dresde. Napoléon résolut de l'attendre dans cette position centrale, dont il continua de faire le pivot de toutes ses opérations. On travailla à réparer les fortifications, on y en ajouta de nouvelles. Il réorganisa le corps de Vandamme, et en donna le commandement à Mouton (Lobau), qui fut remplacé par le général Drouot dans les fonctions d'aide-major-général de la garde. Le 1er corps reprit les positions de Giesshübel et de Peterswald; les corps de Saint-Cyr et de Victor prolongèrent à droite la ligne d'observation jusqu'à Altenberg.

Pour arrêter les progrès de Bernadotte, Ney alla prendre le commandement de l'armée d'Oudinot, qui s'était placé au-dessus de Wittenberg; de sorte que les ennemis s'étaient portés du côté de Luckau et de Bautzen, et inquiétaient les communications de Macdonald; ce qui fit dire par l'Empereur dans ses instructions à Ney (2 septembre): « Il est vraiment difficile d'avoir moins de tête que le duc de Reggio; il n'a point su aborder l'ennemi et il a eu l'art de faire donner un de ses corps séparément. S'il l'eût abordé franchement, il l'eût culbuté partout. » Du reste, à la manière dont la marche de Ney était tracée par ces instructions, on ne mettait pas en doute que le 6 il ne fût à Baruth, à trois journées de Berlin, et en communication avec l'Empereur, qui allait se porter sur Luckau, pour le soutenir, avec cinquante mille hommes.

Une opération plus urgente l'empêcha d'exécuter ce projet. Dans la soirée du 3 septembre, un officier partit pour en avertir Ney, et lui annoncer que l'Empereur volerait à son secours dès qu'il se serait débarrassé de Blücher. Il avait poussé Macdonald entre Bautzen et Bischofswerda, et pénétrait dans ses lignes. Le 3 au soir, Napoléon sortit de Dresde. Le 4, il s'avança au-delà de la Sprée, rencontra Blücher entre Bautzen et Gœrlitz, et lui offrit la bataille. Il fit replier son avant-garde, on le poursuivit; il repassa successivement la Neiss et la Queiss. Napoléon retourna à Dresde, et apprit en route que le maréchal Ney avait été battu.

Il lui avait été prescrit de se porter sur Baruth; par cette manœuvre, l'Empereur avait pour but de replacer cette armée dans le système de Dresde et dans la direction de Torgau sur Berlin, de déborder l'armée de Bernadotte, et de la refouler sur l'Elbe et Magdebourg. Pour cela, il fallait manœuvrer rapidement, ne pas donner le temps à Bernadotte de rassembler ses forces dispersées, et surtout depuis que l'on n'avait plus à compter sur le secours promis, le 6, par l'Empereur, éviter d'engager la bataille avec un ennemi supérieur. Le 5 septembre, Ney commença son mouvement, rencontra l'avant-garde de Tauenzien à Zahen et à Seyda, la rejeta sur Dennewitz, et arriva à Jüterbock. Le 6, il continua sa marche, le 4[e] corps à gauche, le 7[e] au centre, le 12[e] à droite. Au lieu d'attaquer, le 4[e] corps devait tourner Jüterbock par sa droite,

pour masquer le mouvement que Ney voulait faire sur Dahme, et auquel il s'était déterminé par la certitude que toute l'armée ennemie débouchait en grande hâte sur Dennewitz. L'intention était bonne, mais elle fut contrariée par le retard de la marche des 7ᵉ et 12ᵉ corps. A dix heures du matin, le 4ᵉ, débouchant de Dennewitz, donna sur les quinze mille Prussiens de Tauenzien, qui furent renforcés par Bulow, et se trouva engagé dans un combat sérieux. Il ne s'agissait plus du projet du matin, il fallait soutenir le 4ᵉ corps. Toute l'armée marcha successivement à son secours, et insensiblement les deux armées entières finirent par se trouver en ligne de bataille. On combattit vaillamment; la victoire fut un moment douteuse. Quoique Bernadotte, qui s'avançait avec quarante mille Russes et Suédois, n'eût pas encore donné, elle pouvait se déclarer pour les Français, ou rester indécise, mais une vigoureuse attaque de Bulow contre la division Durutte, jeta de la confusion dans les manœuvres; l'arrivée de Bernadotte décida du sort de la bataille, et força Ney à la retraite. Son armée revint dans un désordre affreux, sous le canon de Torgau. Il avoua une perte de huit mille hommes et douze canons; on l'a portée jusqu'à quinze mille, en tués, blessés, prisonniers ou fuyards. Dennewitz fut le triste pendant de la Katzbach. Les causes de cette défaite, si diversement débattues, se résument dans ce fait : admirable au milieu des boulets et dans le tumulte du combat, Ney n'avait pas le génie des combi-

naisons et des manœuvres qui font une science de la guerre.

A Jüterbock, le 10 septembre, Bernadotte publia sa proclamation aux Saxons pour les débaucher. Il disait : « De grands évènemens ne tarderont pas à vous mettre à l'abri d'une politique ambitieuse. Répandez votre sang pour l'indépendance de l'Allemagne, et non pour *un seul homme* auquel vous n'êtes attachés par aucun lien, aucun intérêt commun. La France est un pays vaste et florissant; un conquérant des temps reculés se fût contenté d'un pareil empire. Les Français eux-mêmes desirent de *rentrer dans les limites que leur trace la nature*. Tout en servant le tyran, ils haïssent la tyrannie. Dites-leur hardiment que votre volonté est d'être libres, et eux-mêmes vous admireront et vous encourageront à persévérer dans ce généreux dessein. » Bernadotte ne cachait pas les projets de la coalition sur la France, et s'en faisait l'organe et le coopérateur.

Quelles que fussent les causes de ces revers, ils rendaient chaque jour la position de Napoléon plus critique. Ses armées se fondaient dans les combats; ses troupes s'abîmaient dans des courses sans résultat sur les deux rives de l'Elbe; nul moyen de réparer ses pertes. L'ennemi, au contraire, attendait des renforts; Beningsen s'avançait à grands pas avec une armée de soixante mille Russes qu'il avait organisée à Varsovie. Napoléon devait-il rester à Dresde? n'y avait-il pas nécessité de changer de li-

gne d'opération? ne fallait-il pas quitter l'Elbe, pour se rapprocher de la Saale? A ces questions, qui désormais se présenteront chaque jour, l'avenir, mieux qu'on ne pourrait le faire d'avance, se chargera de fournir la réponse.

Pour abuser jusqu'à la dernière extrémité de son rôle de médiatrice, l'Autriche avait dû tenir secrets ses engagemens avec les coalisés. Après son manifeste de guerre, et vingt-cinq jours de combats, une forme authentique fut donnée à ces engagemens. Trois traités furent signés à Tœplitz, le 9 septembre, entre l'Autriche et la Russie, entre l'Autriche et la Prusse, et entre la Prusse et la Russie. Ces puissances se garantissaient mutuellement leurs états, et se promettaient des secours. Mais outre ces traités patens, il y eut des articles séparés et secrets; ils stipulaient le rétablissement des monarchies autrichienne et prussienne, dans le même état qu'avant 1805; la dissolution de la confédération du Rhin; l'indépendance des états intermédiaires entre les frontières de ces deux monarchies (les maisons royales et ducales de Saxe); la restitution à la maison de Brunswick-Lunebourg de ses possessions en Allemagne; un arrangement à l'amiable entre les trois cours sur le sort futur du grand-duché de Varsovie.

En revenant à Dresde, après avoir éloigné Blücher, Napoléon trouva cette ville en alarme. L'avant-garde de la grande armée alliée avait de nouveau passé les montagnes, et se montrait à Pyrna. Le

8 septembre, il marcha contre elle avec quarante mille hommes, la rejeta en Bohême, et rentra le 12 à Dresde.

Blücher avait repris l'offensive; Wittgenstein se représentait à Peterswald, et descendait à Giesshübel; le 15, Napoléon marcha contre lui, le rejeta dans la vallée de Tœplitz, séjourna les 16 et 17 sur les hauteurs, poussa des reconnaissances jusqu'à Culm, revint, le 18, à Pyrna, et, le 21, fut de retour à Dresde.

Le 22, il se porta contre Blücher avec l'armée de Macdonald, et se trouva, le 23, en présence des Prussiens, en position à Bautzen. Il ne crut pas prudent de s'engager avec un ennemi supérieur, et revint encore à Dresde, ramenant l'armée de Macdonald, à deux lieues de cette ville, dans la position de Weissig.

N'ayant pas réussi dans ses derniers projets d'offensive, Napoléon sentit la nécessité de rétrécir le cercle de sa défensive; on croit même que toutes les combinaisons de la position de Dresde se trouvant épuisées, il était à-peu-près décidé à prendre une autre ligne d'opération. C'était autour de lui un vœu fortement prononcé; l'inquiétude et le découragement s'étaient emparés des esprits. Mais il voulait que les armées ennemies eussent tout-à-fait démasqué les grandes manœuvres auxquelles elles se préparaient, et, en attendant, leur laisser croire qu'il s'obstinait à rester à Dresde. Il donna donc une grande activité aux travaux de fortification de cette

ville et de Pyrna. Il est aussi probable qu'avant de renoncer à cette position centrale, pour courir les chances d'un nouveau système d'opérations, il espérait trouver encore l'occasion de frapper quelque coup éclatant.

CHAPITRE XCIII.

Napoléon appelle le corps d'Augereau. — Succès des partisans ennemis. — Traité d'alliance entre l'Autriche et l'Angleterre. — Les coalisés manœuvrent pour renfermer Napoléon dans Dresde. — Il marche contre Blücher qui lui échappe. — Il projette de porter la guerre entre l'Elbe et l'Oder. — Répugnance des généraux. — Défection de la Bavière. — L'armée se met en retraite sur le Rhin. — Bataille de Wachau. — Meerfeld prisonnier envoyé en mission. — Bataille de Leipzig, 18 et 19 octobre. — L'armée française à Erfurt. — Murat retourne à Naples. — Dévoûment des Polonais. — L'armée austro-bavaroise barre le chemin aux Français. — Bataille de Hanau. — Système militaire et administratif des coalisés en Allemagne. — Tous les princes adhèrent à la coalition.

Après tant de pertes, sans espoir de renforts, l'Empereur se trouva dans la nécessité d'appeler à lui le corps du maréchal Augereau, fort de vingt mille hommes. Le roi de Bavière était vivement pressé par l'Autriche. Il avait écrit à Napoléon qu'il espérait pouvoir rester allié jusqu'à la fin de novembre. Malgré cette assurance, on avait de fortes raisons de croire que le départ d'Augereau serait le signal de la rupture de l'alliance. Mais il fallait pourvoir

au plus pressé. Il partit de Wurtzbourg, le 26 septembre, se dirigeant sur Leipzig.

Les sociétés secrètes, la réunion *Louise*, le *Tugendbund*, prêchaient, au nom de la liberté, de l'indépendance, l'insurrection des peuples, la défection des alliés. Un bataillon saxon, commandé par le major Bunau, passait, le 27 septembre, dans le camp de Bernadotte, qui, par sa proclamation les avait provoqués à la désertion. Des corps de partisans inondaient les routes, interceptant les courriers, les estafettes, les voyageurs. Tettenborn faisait capituler la garnison de Brême. Du côté de Hambourg, Dornberg surprenait la division Pécheux, et lui faisait éprouver de grandes pertes. Czernicheff entrait dans Cassel, en chassait le roi de Westphalie, et débauchait ses troupes. Thielmann, transfuge saxon, et Münsdorf, partisan autrichien, tombaient sur Lefebvre-Desnouettes, à Altenbourg, et le rejetaient sur Zeitz. Tous ces incidens ne seront rien, si Napoléon est victorieux. S'il continue d'être malheureux, ils seront graves. Toute l'Allemagne est prête à déserter sa cause et à l'accabler.

La rareté du numéraire métallique entraînant des difficultés et une perte considérable dans l'envoi des subsides en argent que le gouvernement anglais payait aux coalisés, il fut convenu, le 30 septembre, entre eux et lui, qu'il ferait fabriquer pour deux millions et demi de livres sterling, ou quinze millions d'écus de Prusse, de billets de crédit, qui seraient exclusivement employés aux dépenses de la

guerre, et retirés contre des espèces dans des termes fixes. Ces billets étaient donnés deux tiers à la Russie, un tiers à la Prusse.

Quoique tout-à-fait engagée dans la coalition, l'Autriche était restée ostensiblement avec l'Angleterre dans l'état de rupture qui avait suivi la paix de Tilsit. Un traité préliminaire d'alliance fut conclu entre elles, le 3 octobre, à Tœplitz. L'empereur d'Autriche, fermement résolu de continuer la guerre avec toute la vigueur possible, s'engageait à employer toutes ses forces aux opérations actives contre l'ennemi commun. Le roi de la Grande-Bretagne s'engageait, de son côté, à soutenir de tous les moyens qui étaient en son pouvoir, les efforts de l'Autriche. Les deux parties agiraient dans les opérations militaires avec le plus parfait accord. Elles se communiqueraient sans réserve tout ce qui concernait leur politique. Avant tout, elles s'obligeaient réciproquement à n'entamer avec l'ennemi commun aucune négociation séparée, et à ne conclure aucune paix, suspension d'armes, ni telle convention que ce fût, que d'un commun accord.

Napoléon était presque enserré dans une chaîne de fer, l'Autriche venait y river sa lourde et froide masse, et en former le dernier anneau. En lisant ce traité, en voyant le choix des termes, on sent qu'elle sera implacable pour celui qu'elle appelle l'ennemi commun, et que l'empereur François était décidé à porter le coup mortel à son gendre.

Les alliés avaient temporisé jusqu'à l'arrivée des

soixante mille hommes de Beningsen en Bohême. A la fin de septembre, il releva les postes de Schwarzenberg dans la vallée de Tœplitz. La grande armée déboucha des montagnes dans les plaines méridionales de la Saxe, sur Chemnitz. Dédaignant Macdonald, Blücher courut de Bautzen du côté de Wittenberg pour opérer de concert avec Bernadotte, qui, après avoir passé l'Elbe, le 27 septembre, devant Acken et Rosslaw, s'était porté sur Dessau, y avait rencontré l'avant-garde de Ney, qui s'était replié sur la Mulde. Le 3 octobre, Blücher avait passé l'Elbe à Wartenbourg. L'intention des alliés était évidemment de se porter en deux grandes masses sur les derrières de Napoléon, dans les plaines de Leipzig, pour le renfermer dans Dresde.

Avant que cette barrière soit formée, renoncera-t-il à cette ville? Rassemblera-t-il toutes ses forces? Ira-t-il s'établir derrière la Saale, s'appuyer sur ses magasins d'Erfurt et ses dépôts de Mayence, maître de la grande route militaire de France? Non. Le moment n'était pas encore venu pour lui de prendre une résolution qu'il regardait comme désespérée. Sa dignité, l'honneur de ses armes, l'opinion vivace de sa fortune, la fatalité, l'attachaient encore à Dresde, à la ligne de l'Elbe. Il se décida à se jeter entre les deux masses ennemies, non pour leur échapper avant leur réunion, mais pour tâcher de les battre en détail. Il résolut de se porter d'abord contre Blücher.

Pour contenir l'ennemi du côté de la Bohême, Na-

poléon détacha le roi de Naples à Freyberg avec cinquante mille hommes, et laissa Saint-Cyr avec trente mille à Dresde. Il avait pour intructions d'y tenir tant qu'il pourrait; s'il était forcé de l'évacuer, de détruire les fortifications, les équipages qu'il ne pourrait pas emmener, et de se retirer sur Torgau et Magdebourg, l'Empereur espérant toujours conserver la ligne de l'Elbe, et venir le délivrer.

Il sortit de Dresde le 7 octobre; le roi et la reine de Saxe le suivirent. Avec le reste de ses forces, il marcha sur la rive gauche de l'Elbe, et arriva le 9 à Eilenbourg, où il rallia l'armée de Ney, ce qui lui forma une masse de cent vingt-cinq mille hommes. Il supposait Blücher à Düben et Bernadotte vers Zoerbig. Toute son attention se tourna du côté de Dessau et de Düben. En y gagnant une bataille décisive, en ruinant le pont de Rosslaw, et en s'emparant de celui de Wartenbourg, l'armée de Blücher aurait été détruite. Pour réussir, il fallait d'abord que le roi de Naples manœuvrât de manière à conserver Leipzig, et s'il était forcé à quitter cette ville, qu'il se retirât sur la Mulde. L'Empereur lui envoya le duc de Padoue avec quinze mille hommes, ce qui, avec Augereau, qu'il supposait à Lutzen ou à Leipzig, ferait au roi un renfort d'au moins trente mille hommes. Alors, le 11, l'Empereur attaquerait l'ennemi et le battrait; ou s'il se retirait, il brûlerait ses ponts en se portant sur la rive droite, et il manœuvrerait entre Magdebourg et Dresde, débouchant par une de ces quatre places pour surprendre

l'ennemi. Le 10 au soir, ce projet fut communiqué au roi de Naples et à Saint-Cyr. Blücher semblait pris au dépourvu; l'Empereur avait les plus belles espérances. Il ordonna à Ney de pousser un corps de Wittenberg, dont le blocus avait été levé, par les deux rives de l'Elbe, sur Rosslaw, et un autre de Düben dans la direction de Dessau, afin de forcer les Prussiens à accepter la bataille ou à se laisser enlever les ponts de Dessau et de Wartenbourg. Blücher, instruit du danger qu'il courait, convint avec Bernadotte de renoncer à sa ligne d'opérations, pour se jeter derrière la Saale, et filer rapidement à droite sur Zoerbig, où la jonction des deux armées s'opéra. Le 11, elles gagnèrent Halle. Leurs communications sur l'Elbe furent interceptées; mais Blücher avait évité la bataille, et peut-être une défaite. Pour Napoléon, temps perdu, course inutile; il fallait aviser à un nouveau plan. Il en conçut un dont l'audace révélait tout l'embarras de sa situation.

Pendant que les alliés se concentraient dans les plaines de Leipzig, Napoléon, manœuvrant sous la protection des places et magasins de Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdebourg et Hambourg, établissait la guerre entre l'Elbe et l'Oder; il possédait sur l'Oder les places de Glogau, Custrin, Stettin. Selon les circonstances, il débloquait les places de la Vistule, Dantzig, Thorn et Modlin. Si, dans cette situation, il abandonnait aux ennemis toutes ses communications, il s'en donnait de nouvelles sur le territoire ennemi, dans des pays non dévastés, tels que

le Brandebourg, Berlin, le Mecklenbourg. Il délivrait, il ralliait ses nombreuses garnisons aux opérations de l'armée active. Enfin, il saisissait ensuite la première occasion favorable pour repasser l'Elbe, fort de tout ce qu'il aurait réuni d'avantages, et de tous ceux que de vaines manœuvres auraient fait perdre à l'ennemi. Il y avait à espérer de ce vaste plan, médité depuis deux mois, un tel succès que la coalition en serait désorganisée.

L'Empereur passa à Düben les journées des 11, 12 et 13, presque toujours renfermé dans sa chambre, entouré de ses cartes, calculant, réfléchissant, communiquant son projet à quelques-uns de ses lieutenans, écoutant, discutant les objections. Dans les places, lui disait-on, les arsenaux et les magasins n'étaient pas assez bien pourvus; l'armée comptait beaucoup de jeunes soldats, elle était faible en cavalerie; l'Allemagne était mal disposée; il y avait un grand danger à guerroyer entre l'Oder et la Vistule avec deux cent cinquante mille hommes, sans communications avec la France, quand cinq cent mille ennemis inonderaient l'Allemagne et souleveraient tout. On répondait : Déjà ils étaient presque maîtres de l'Allemagne, l'Empereur ne pouvait plus y compter sur ses alliés qu'en les rassurant par un coup d'éclat; s'il fallait se rouvrir le chemin de la France, on le ferait avec autant d'avantage un mois plus tard, après avoir rallié les garnisons de toutes les places, et amené peut-être des chances favorables.

Ce qui jetait l'Empereur dans l'indécision, c'était ce qu'on n'osait pas avouer, et ce qu'il voyait très clairement. Des généraux qui, dès le commencement de la campagne, regrettaient les jouissances de Paris et n'aspiraient qu'au repos, n'étaient pas disposés, après de grands revers, à tourner le dos à la France pour s'aventurer dans une expédition lointaine et hasardeuse. Pour la tenter, il fallait du dévoûment, pour réussir, brûler ses vaisseaux.

Un évènement fâcheux fit cesser l'hésitation, c'était la défection de la Bavière. Quoique le roi eût fait espérer qu'il tiendrait encore six semaines dans l'alliance, ce qu'on avait craint en appelant Augereau, s'était réalisé. Depuis son départ, le roi n'avait pu résister plus long-temps aux séductions et aux menaces de la coalition, aux intrigues du général de Wrède et du parti autrichien. Il avait signé, le 8 octobre, un traité d'alliance avec l'Autriche, arrangé d'avance au quartier général de Ried par les deux généraux en chef de Wrède et Reuss-Plauen. Une lettre du roi de Würtemberg annonça que, sans déclaration de guerre, ni avertissement préalable, les deux armées autrichienne et bavaroise, cantonnées sur les bords de l'Inn, s'étaient réunies; que cinquante ou soixante mille hommes, sous les ordres du général de Wrède, marchaient sur le Rhin; que le Wurtemberg, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt cent mille hommes cerneraient Mayence.

C'était un argument puissant pour les improbateurs du plan de Napoléon; il y renonça donc. Il céda, dit-on, contre son sentiment intime; car, dans ses combinaisons, il avait admis la défection de la Bavière. Cependant elle diminuait le nombre des chances; le succès de son projet de manœuvrer entre l'Elbe et l'Oder, dépendait de la faculté de se jeter en masse par Magdebourg sur la Westphalie, ou par Dresde en Bohême, en se basant sur la Bavière. Cette alternative lui était enlevée. Suivant le bulletin, il se décida d'après la perte de son allié et les conséquences qu'il prévoyait.

L'Empereur prit donc enfin le parti de retourner sur le Rhin. Changeant de dispositions, il dirigea toutes ses forces sur Leipzig, où les armées ennemies s'étaient donné rendez-vous. Il laissa Saint-Cyr à Dresde, Narbonne à Torgau, Lapoype à Wittenberg, Lemarrois à Magdebourg et Davoust à Hambourg. C'était une nécessité fâcheuse, puisqu'il s'affaiblissait d'autant, et que s'il n'était pas victorieux, toutes ces garnisons étaient perdues.

Le roi de Naples avait tenu ferme contre l'armée de Bohême, pour ralentir sa marche sur Leipzig; Augereau venait d'y arriver en passant à Naumbourg sur le ventre des détachemens qu'elle avait envoyés contre lui; tous les corps de l'armée française accouraient. Le 15 octobre, Napoléon partit de grand matin de Düben, et entra de bonne heure à Leipzig. Il employa toute la journée à examiner l'ensemble de ses positions et à les parcourir en détail,

et la nuit, il fit ses dispositions : ses corps d'armée étaient pour ainsi dire adossés aux différentes portes de Leipzig, pour faire face aux armées ennemies qui arrivaient par toutes les routes. Craignant que Napoléon n'accablât Blücher, qui venait par le nord, les souverains prirent la résolution de l'attaquer de suite, sans attendre Beningsen et Colloredo, qui étaient d'une marche en arrière sur la route de Dresde. La grande armée de Schwarzenberg s'avançait au midi, en descendant le cours de la Pleiss et de l'Elster; un de ses corps, celui de Giulay, manœuvrait entre Weissenfelz et Leipzig, pour couper la route de France; le soir elle était en ligne; c'est donc sur elle que Napoléon se disposa à porter les premiers coups. Il laissa sur la Partha le maréchal Ney, avec les corps de Souham et de Marmont, pour y attendre Blücher et Bernadotte. Il détacha Bertrand pour rouvrir la route de France à l'armée, et, avec le reste de ses forces, montant à moins de cent mille hommes, il comptait attaquer vigoureusement par Wachau, Schwarzenberg qui en avait cent quarante mille.

Le 16, à neuf heures du matin, l'ennemi engagea lui-même la bataille sur ce point. Une canonnade effroyable s'étendit sur toute la ligne : on combattit jusque vers midi avec des succès balancés. Napoléon fit ses dispositions pour prendre plus vigoureusement l'offensive, et frapper un grand coup, en perçant le centre des ennemis, et les culbutant de Gossa sur Magdeborn. Il ordonna au roi de Naples

de lancer la cavalerie ; Latour-Maubourg et Kellermann, soutenus par Victor et Lauriston, se jetant à droite et à gauche pour déborder la ligne ennemie, écrasèrent tout ce qu'ils rencontrèrent. Gossa fut pris, la bergerie d'Auenheim enlevée avec vingt-six pièces de canon. Le plus brillant succès couronnait cette double charge, lorsque Latour-Maubourg eut la jambe emportée par un boulet. Cet accident jeta de l'incertitude dans son corps; cependant la division de cuirassiers de Bordesoult, se jeta sur la gauche du prince de Wurtemberg, culbuta tout ce qui s'opposait à lui, et poussa jusqu'à l'empereur de Russie. Le centre des alliés allait être enfoncé et la bataille gagnée: Alexandre donna l'ordre à Orlow-Denisow de charger avec le régiment de cosaques de la garde, qui formait son escorte; les batteries de réserve de la garde russe se démasquèrent, la cavalerie de Barclay accourut. La blessure de Latour-Maubourg empêcha que la charge fût convenablement soutenue.

Jusqu'à ce moment tout l'effort des Français s'était porté contre les Russes : Schwarzenberg était entre l'Elster et la Pleiss; le corps autrichien de Meerfeld n'avait pu déboucher par Dœlitz; Schwarzenberg marcha au secours de sa droite; les divisions de cuirassiers autrichiens passèrent la Pleiss, débouchèrent sur Markkleiberg, et poussèrent jusqu'à la jeune garde, dans le moment où la cavalerie de Latour-Maubourg abordait celle de l'empereur de Russie.

L'ennemi ayant l'avantage du nombre envoyait des troupes fraîches pour secourir ou relever celles qui étaient fatiguées. Toutes les forces de Napoléon étaient à-la-fois engagées et au feu, pour faire face partout; il ne lui restait que la vieille garde, qui ne devait agir que dans un cas de nécessité, ou pour un coup décisif. Le mouvement des Autrichiens, qui avaient passé la Pleiss, dégagea donc les Russes; ils reprirent même l'offensive sur Gossa. Croyant que ce mouvement devait favoriser le passage de cette rivière, inutilement tenté à Dœlitz par Meerfeld, Schwarzenberg lui ordonna de redoubler d'efforts. Cinq ou six bataillons autrichiens s'emparèrent de Dœlitz et cherchèrent à déboucher, suivis par tout le corps d'armée. Les Polonais, épuisés de fatigue, plièrent sous le nombre; l'aile droite était forcée. Alors Napoléon lança la vieille garde; Poniatowsky envoya sa réserve. En peu d'instans le combat fut rétabli : Dœlitz fut repris; la tête de colonne de Meerfeld fut enveloppée, rejetée dans la rivière, ou faite prisonnière, et le général lui-même forcé de remettre son épée. La nuit vint mettre fin au carnage. Bertrand avait paralysé les vives attaques de Giulay et conservé les ponts de Lindnau, la route de France. L'Empereur nomma sur le champ de bataille Poniatowski maréchal. Cette journée, quoique glorieuse pour les Français, était sans résultat, et ne changeait rien aux difficultés de leur situation, elle s'était même empirée par un combat moins heureux. Au nord de Leipzig, sur la Partha, Mar-

mont avait été obligé de s'engager avec Blücher. Le 3e corps, qui aurait pu lui assurer la victoire sur les Prussiens, perdit toute la journée en marches et contremarches de la Partha sur la Pleiss, de la Bleiss sur la Partha. Livré à ses propres forces, ce maréchal eut affaire à trop forte partie. Avec vingt mille hommes, il ne pouvait résister à soixante mille; ses troupes se défendirent avec une rare valeur; mais elles furent enfin ramenées sur Gohlis, avec perte de vingt pièces de canon et quatre mille hommes hors de combat.

Dans cette journée du 16, cent cinquante mille Français avaient combattu contre deux cent trente mille ennemis, et n'attendaient plus d'autre renfort que le faible corps de Reynier. Bernadotte, Colloredo, Beningsen, arrivaient. La supériorité des alliés était effrayante. En recommençant la bataille, il s'agissait moins pour Napoléon de victoire que de protéger sa retraite. Se faisant toujours illusion sur les sentimens de ces rois qui l'avaient tant flatté dans ses prospérités, il voulut essayer encore la voie des négociations. Le général Meerfeld, son prisonnier, était un des négociateurs de Campo-Formio; à Austerlitz, il avait porté les premières paroles d'un armistice. Cette circonstance parut à Napoléon d'un augure favorable. Il oubliait qu'aux yeux des coalisés, empereur de fortune, il était un intrus, fils de la révolution, représentant de cette France contre laquelle, depuis vingt ans, conspirait la coalition. L'occasion était trop belle pour se venger à-la-fois

d'une nation qu'ils n'avaient pu empêcher de s'affranchir, et d'un guerrier qui les avait vus à ses pieds. Napoléon chargea Meerfeld d'exposer à l'empereur d'Autriche toutes les considérations qu'il crut propres à l'éclairer sur sa véritable politique, et à réveiller en lui les sentimens d'un beau-père. Il demandait un armistice aux conditions suivantes : Renonciation à la Pologne, à l'Illyrie, à la confédération du Rhin; indépendance de l'Espagne, de la Hollande, des Villes anséatiques, à négocier avec la paix maritime, comme moyen de compensation avec l'Angleterre; indépendance du royaume d'Italie, base du traité sur les intérêts italiens; évacuation immédiate de l'Allemagne, retraite de l'armée derrière le Rhin. Porteur de ces propositions, le général Meerfeld fut renvoyé au camp des alliés.

Le 17, on s'attendait à voir recommencer le combat; ayant tout à risquer en quittant ses positions pour offrir la bataille, l'armée était sur la défensive; le temps sombre et pluvieux; dans les deux camps, un morne silence. Pendant tout le jour, il ne fut pas interrompu par un seul coup de canon. Ce calme absolu dans l'armée ennemie parut d'un bon augure pour la mission de Meerfeld. On s'abusait. Les alliés n'avaient différé d'un jour leur attaque, que pour rallier Bernadotte, Beningsen, Colloredo, près de cent vingt mille hommes qui n'arrivèrent que le 17 au soir. Napoléon resta dans une inaction fatale, par la crainte qu'une retraite commencée le 17, ne nuisît à la conclusion de l'armistice dont

il se flattait. L'occasion était favorable pour la commencer le soir de ce jour-là, après l'arrivée du corps de Reynier. Rien ne s'y opposait; Schwarzenberg avait rappelé Giulay sur Zwenkau; le chemin d'Erfurt était libre. Voyant, dans la nuit du 17 au 18, que Meerfeld ne revenait pas, Napoléon comprit enfin qu'il fallait penser à la retraite, et arrêta les mesures préliminaires de l'évacuation de Leipzig. Le matériel était si considérable, les défilés étaient si longs et si nombreux, que ce n'eût pas été trop de la journée du 18 et de la nuit du 19, pour l'opérer avec ordre en présence de l'ennemi. L'Empereur quitta son bivouac à une heure du matin, pour reconnaître le centre de sa nouvelle position; il alla au quartier du maréchal Ney, et lui donna ses ordres. Il traversa Leipzig, se rendit à Lindenau, examina les ponts, ordonna l'établissement de quelques nouveaux passages dans les marais, fit relever les postes du général Bertrand, et lui prescrivit de se mettre en marche pour Lutzen, et de gagner promptement les défilés de la Saale.

Le 18 octobre au matin, les nombreuses colonnes ennemies se mirent en mouvement et attaquèrent dans toutes les directions. L'armée française ne défendit ses positions de Holshausen et de Wachau que pour avoir le temps de prendre à une lieue en arrière, vers Probsthayde et Stœtthœries, une position demi circulaire, la droite appuyée à la Pleiss; la gauche à la Partha, et dont Probsthayde formait le point saillant. Déduction faite du corps

de Bertrand, l'armée, réduite à cent vingt-cinq mille hommes, avait devant elle plus de trois cent mille ennemis serrés en masse dans un demi-cercle de trois ou quatre lieues, avec douze cents pièces de canon. Le mouvement de concentration de l'armée française se fit en bon ordre, malgré les attaques de l'armée ennemie.

Les masses employèrent une partie de la matinée à se former devant la position définitive des Français. Vers midi, elles attaquèrent avec furie sur tous les points; le choc fut terrible, l'engagement général. Sur la Pleiss, c'étaient Hesse-Hombourg qui tomba blessé, Bianchi, Colloredo. Les faibles divisions de Poniatowski et d'Augereau, après avoir défendu héroïquement les abords de Lœssnig et de Connewitz, étaient sur le point de succomber sous le nombre : Oudinot vint à leur secours, rétablit le combat; elles se maintinrent dans les deux villages.

Probsthayde était le point de mire de l'armée de Bohême. Wittgenstein et Kleist, soutenus des réserves russes, s'élancèrent audacieusement sur ce village. L'Empereur fit porter sur la ligne l'artillerie de réserve de Drouot: le brouillard, la fumée, le tumulte de la mêlée, permettaient à peine de se reconnaître. Les premiers bataillons ennemis, le prince Auguste de Prusse, atteignirent Probsthayde; les 2[e] et 5[e] corps les chargèrent avec vigueur, et les en chassèrent; ils revinrent à la charge, le village fut pris et repris, et resta aux Français. D'autant plus profondes que l'espace se rétrécissait à mesure qu'elles

s'avançaient, les colonnes ennemies, mitraillées par cent pièces de canon, et menacées par les corps français, s'arrêtèrent dans l'espace qui séparait les lignes. De part et d'autre continua jusqu'à la nuit une canonnade meurtrière : là furent tués les généraux Vial et Rochambeau. Macdonald et la cavalerie de Sébastiani avaient repoussé toutes les attaques de Beningsen et de Klenau, et s'étaient maintenus dans leur position à Stœtteritz et à Mœlkau.

Au nord, se passaient des évènemens fâcheux, déplorables. Blücher et Bernadotte franchirent la Partha avec quatre-vingt-dix mille hommes, et se dirigèrent sur Schœnfeld et Paunsdorf. Ce dernier village était gardé par les Saxons de Reynier; Marmont occupait l'espace entre les deux villages; Souham, avec le 3e corps, leur servait de réserve. On combattait avec des chances diverses : tout-à-coup les Saxons se portèrent en avant; ce mouvement audacieux fut d'abord regardé comme la suite d'un ordre; mais Reynier ne leur en avait point donné. Il courut à eux, en leur criant : « Où allez-vous donc? Que faites-vous? » Des officiers lui répondirent : « N'ajoutez pas à notre infamie, celle de livrer notre général à l'ennemi. » L'armée saxonne et la cavalerie wurtembergeoise du général Normann, c'est-à-dire douze mille hommes et quarante pièces de canon, passèrent du côté de Bernadotte. D'après son ordre, le commandant de l'artillerie transfuge tourna ses canons et tira contre les Français. Tout a été dit sur cet odieux assemblage de défection et

de félonie, sans exemple, dans les fastes de la guerre. Bernadotte s'avançait; Reynier était réduit à la seule division Durutte; Ney la fit soutenir par la division Delmas; Marmont continuait à défendre Schœnfeld. Le combat se prolongea avec animosité; des files entières des deux braves divisions, et le général Delmas, tombèrent sous les coups de l'artillerie saxonne. La droite de Ney fut ramenée dans la direction de Raudnitz. L'avant-garde de Bernadotte y pénétrait; elle n'était plus qu'à un quart de lieue de Leipzig; les Suédois allaient faire leur jonction avec les Russes de Beningsen.

Instruit à Probsthayde de la défection des Saxons, et appréciant les conséquences fâcheuses qui pouvaient en résulter, Napoléon s'était porté au galop vers Raudnitz, suivi des réserves de la garde. Occupé à rallier sa droite près de Strassenhauser, Ney s'élança alors sur Bulow que Napoléon fit attaquer en flanc du côté de Mœlkau par les cuirassiers de Nansouty. Les charges réitérées arrêtèrent le mouvement de l'ennemi : là, comme à Probsthayde, le combat ne fut plus qu'une sanglante canonnade. Bernadotte y employa à-la-fois l'artillerie saxonne, celle des Suédois, et les batteries anglaises de fusées à la congrève. Après avoir repris jusqu'à sept fois le village de Schœnfeld, Marmont finit par l'abandonner, pour rentrer dans une ligne plus resserrée qui suivait le ruisseau de Raudnitz. Au nord de Leipzig, les corps de Sacken et d'Yorck avaient en vain tenté d'emporter le faubourg de Halle, défendu par

la division Dombrowski et la cavalerie d'Arrighi. Du côté de Lindenau, Bertrand s'était ouvert la route de Weissenfels.

L'armée française combattit avec une valeur admirable; c'est une justice que n'ont pu lui refuser les écrivains ennemis[1]. Aussi ne perdit-elle à gauche que peu de terrain; elle conserva tout le reste de sa position principale; aucun de ses corps ne fut entamé. Mais cette gloire était acquise au prix de grandes pertes, qui l'affaiblissaient de plus en plus; l'ennemi, quoiqu'il n'en eût pas moins éprouvé[2], conservait toujours son immense supériorité numérique. Un demi-succès ne décidait rien, une bataille perdue pouvait tout compromettre. Le sort de la campagne était décidé : la prudence commandait la retraite. Que l'Empereur hésitât encore, cela n'est pas probable; une circonstance pressante en fit une nécessité. Les munitions étaient épuisées; on avait tiré dans la journée quatre-vingt-quinze mille coups de canon, depuis cinq jours, deux cent vingt mille; il n'en restait plus que seize mille. Le grand parc, séparé de l'armée par suite du mouvement sur Leipzig, s'était retiré à Torgau. On ne pouvait se réapprovisionner qu'à Magdebourg ou à Erfurt. l'Empereur se décida pour Erfurt. Les troupes étant exténuées de fatigue et de faim, il était difficile d'opérer la retraite dans la nuit. Après avoir donné

[1] Butturlin, Wilson, Odleben.

[2] Soixante mille hommes suivant la relation de Sir R. Wilson.

des ordres, il quitta son bivouac, et vint à Leipzig, à neuf heures du soir; il passa la nuit à dicter et à expédier dans toutes les directions, sur la route du Rhin, à Paris, sur l'Elbe, sur l'Oder, en Italie, tous ceux que nécessitait la nouvelle position où il allait se trouver en se rapprochant de la France.

Pour se retirer, l'armée avait à traverser, de Leipzig à Lindenau, un défilé de deux lieues, coupé par cinq à six bras de l'Elster sur chacun desquels il n'y avait qu'un pont évidemment insuffisant. Il en aurait fallu deux ou trois; depuis le 15, on avait eu le temps de les faire; cela regardait le chef du génie. On n'y pensa pas, ou, quand on s'en avisa, il était trop tard. L'Empereur ordonna dans la nuit qu'on jetât trois ponts auxiliaires sur la Pleiss; cet ordre ne fut point exécuté; il en fit jeter un sur l'Elster dans le jardin des Juges; mal construit, il s'écroula. Le 18, on aurait pu faire filer les équipages, sous la protection du corps de Bertrand; c'était l'affaire du chef d'état-major général; on les laissa encombrés entre l'armée et Leipzig. Il faut être juste; dans cette imprévoyance, il y eut de la faute de tout le monde. On ne songea à la retraite que lorsqu'il fut trop tard pour prendre les précautions qui devaient l'assurer.

Le 19 l'armée était concentrée sur Leipzig. Victor et Augereau défilèrent les premiers dans le faubourg de Lindenau. Marmont se maintenait dans celui de Halle. Reynier défendait celui de Rosenthal. Ney repliait ses troupes sur les faubourgs de l'est.

Lauriston, Macdonald, Poniatowski prenaient position dans ceux du midi. Ils devaient former l'arrière-garde. La ville avait une enceinte. Tous ses faubourgs étaient barricadés, elle était susceptible d'une défense de vingt-quatre heures. L'ennemi ne pouvait l'enlever de vive force. Dès qu'il s'aperçut du mouvement des corps sur Leipzig, il attaqua sur toute la circonférence.

On crut que l'ennemi se prêterait, dans l'intérêt de la ville, à régler la manière dont les portes seraient remises. Avec l'autorisation de l'Empereur, les magistrats et des officiers saxons, furent envoyés à Schwarzenberg, aux souverains; les généraux de l'arrière-garde parlementèrent; tout arrangement fut refusé. On proposa de faire occuper la ville comme tête de défilé par six mille hommes, avec soixante pièces de canon, de brûler même les faubourgs s'ils faisaient obstacle à la défense. L'Empereur ne voulut pas qu'une des premières villes de l'Allemagne fût sacrifiée pour sauver, dit-on, quelques bagages. Générosité d'autant plus déplacée, que l'ennemi ne s'était pas montré si scrupuleux, et que dans ce cas-là tout doit céder au salut du soldat.

A neuf heures, l'Empereur alla prendre congé du roi de Saxe, le laissa maître de traiter avec les alliés, et lui recommanda ses blessés. Il voulut sortir de la vieille ville par la porte de Ranstedt, elle était encombrée. Il revint sur les boulevards pour gagner le pont par la porte de Saint-Pierre. Partout on avait contenu l'ennemi, on ne lui cédait le terrain que pied-

à-pied. Victor, Mortier avaient passé le défilé; Souham et Marmont les suivaient. Lauriston ébranla ses troupes pour passer à son tour.

L'Empereur ordonna de miner le pont de l'Elster pour le faire sauter quand l'armée aurait toute passé. Il arriva à Lindenau, entra dans le moulin et fut surpris par le sommeil.

L'évacuation successive affaiblissait les Français et leurs moyens de résistance. Les colonnes ennemies forçaient l'entrée des faubourgs, et serraient de près la ville. Les Badois leur livrèrent la porte de Saint-Pierre, elles s'y précipitèrent. Les trois corps d'armée formant l'arrière-garde gagnèrent en toute hâte la grande route, se défendant à la faveur des maisons du faubourg. L'ennemi se prolongeait parallèlement pour gagner la ligne de retraite. Déjà les tirailleurs de Langeron pénétraient jusqu'au pont.

Une forte explosion se fit entendre. Le pont avait sauté. Macdonald, Lauriston, Reynier, Poniatowski, leurs troupes et plus de deux cents pièces de canon, étaient restés du côté de Leipzig. Pour eux plus de moyen de retraite. Comment ce malheur était-il arrivé? On se perdit en une foule de conjectures au milieu des bruits de toute espèce qui circulaient. Il n'y avait pas de remède. L'Empereur suivit avec les débris de l'armée la route d'Erfurt. Le soir, à Markrandstadt, on apprit que Macdonald s'était sauvé en passant l'Elster à la nage. Le bruit se répandit que Lauriston avait péri. L'Empereur renvoya quelques escadrons saxons qui étaient restés fidèles.

Des Français restés entre les masses ennemies et l'Elster sans pont, réduits au désespoir, les uns ne songèrent qu'à vendre chèrement leur vie; les autres tentèrent de traverser la Pleiss et l'Elster, et y furent la plupart engloutis. Poniatowski y trouva la mort; quelques milliers d'hommes parvinrent à échapper. Près de quinze mille, se rendirent à discrétion. Lauriston et Victor furent faits prisonniers.

L'explosion prématurée du pont s'expliqua bientôt d'une manière très simple. Le colonel Montfort, préposé par le général Dulauloy à sa destruction, avait sottement confié cette importante opération à un caporal et à quatre sapeurs. Le caporal voyant l'ennemi arriver, mit le feu aux poudres, et fit sauter le pont.

Ce désastre mit le comble à la joie des souverains alliés réunis dans ce moment sur la grande place de Leipzig. Là se trouvait aussi Bernadotte, pour eux soldat parvenu, entouré de morts, de blessés, de prisonniers français. Sa position n'était pas sans amertume. Aussi ne tarda-t-il pas à quitter Leipzig pour se porter sur Hambourg avec Beningsen. Les alliés donnèrent des destinations à leurs autres armées. Klenau fut détaché sur Dresde. Blücher fut chargé de poursuivre les Français en tournant Erfurt au nord, pour redescendre sur Gotha; Bubna de les suivre en queue par Naumboug. La grande armée ennemie se jeta au sud dans la forêt de Thuringe pour prendre une marche parallèle. Une foule de partisans fut lancée de tous côtés pour entraver la

retraite. Elle s'opéra sans aucun évènement remarquable. Seulement le général Bertrand, par une contre-marche rapide sur les défilés de Naumbourg, y arrêta Giulay dont tous les efforts furent contenus par la division Guilleminot. Le 22, l'armée était à Erfurt.

On commençait à peine à respirer, lorsqu'on apprit que cinquante mille Bavarois et Autrichiens, commandés par de Wrède, étaient en pleine marche sur Würtzbourg, pour barrer le chemin et couper la retraite. Quoiqu'il connût le traité d'alliance conclu à Ried, Napoléon ne s'attendait pas à cette agression, à une agression aussi prompte. Il avait encore des Bavarois sous son drapeau. Il pouvait les désarmer et les retenir prisonniers; il ordonna qu'on les renvoyât à leur roi. Jointe aux manœuvres de l'ennemi pour l'envelopper, la marche des Bavarois ne lui permettait plus de s'arrêter à Erfurt que le temps nécessaire pour rallier l'armée. Il ne lui donna donc que deux jours de repos. Elle se pourvut de tout ce qu'elle pouvait emporter des magasins. L'artillerie fut réorganisée et approvisionnée de munitions. Napoléon distribua de l'avancement, des dotations, des honneurs; il s'occupa de l'intérieur de la France, y annonça le prochain retour de l'armée, et dicta le décret de convocation du Corps-Législatif. Il travaillait dans le même cabinet où, quatre ans auparavant, l'empereur Alexandre était venu passer avec lui de longues soirées.

Au moment de quitter l'Allemagne, le sort des

troupes laissées dans les places de l'Elbe et de l'Oder, était propre à inspirer des alarmes et des regrets. Seulement, depuis Dresde jusqu'à Hambourg, il n'y avait pas moins de quatre-vingts à cent mille hommes. Répartis par masses de trente, de quinze, de dix mille, ils formaient, sous la protection du fleuve et des forteresses, une seule et même ligne. S'ils s'entendaient, s'ils sortaient, s'ils se réunissaient, des nouvelles levées, des landwehr ne pouvaient les arrêter; quatre-vingt mille Français passaient partout. Du moins c'était ce que disait l'Empereur. Il était persuadé que Davoust et Saint-Cyr n'auraient négligé aucune précaution pour être bien informés, et qu'aussitôt qu'ils auraient connu les évènemens, ils ne se seraient plus occupés qu'à se faire jour d'un côté ou d'autre. A Düben, et depuis, on avait tenté divers moyens pour faire parvenir, dans ce sens, des instructions à ces deux maréchaux. On leur écrivit encore d'Erfurt, et on leur expédia des agens secrets. Si ces instructions leur parvenaient, il était douteux qu'ils s'y conformassent. L'entreprise, déjà épineuse, exigeait un concert difficile à établir, surtout entre des chefs rivaux. Si elles ne leur parvenaient pas, aucun d'eux n'était capable d'une résolution qui ne s'arrêtât pas devant la responsabilité. Les lieutenans de l'Empereur n'étaient et ne pouvaient être que des instrumens passifs.

C'est à Erfurt que Murat le quitta pour retourner à Naples. Son départ a été le sujet de graves accusations. Aux avant-postes, le 22 octobre, l'Autriche,

en son nom et au nom de l'Angleterre, lui fit des propositions. Le prix de sa défection était la promesse de lui conserver son royaume. Il en fit un mystère à l'Empereur. Il donna pour prétexte des lettres qui lui annonçaient qu'à Naples on l'attendait avec impatience; que, dans la crise qui se préparait, sa présence y était indispensable pour défendre son royaume. Elle n'était pas nécessaire à l'Empereur; elle pouvait lui être plus utile en Italie. Murat ne le trahissait pas; au fond de l'âme il était toujours Français. Seulement il ne voulait pas être entraîné dans la ruine de son beau-frère; il se flattait, lui, roi parvenu, de s'arranger avec les rois légitimes, et de rester debout au milieu des débris de l'Empire. Dupe d'illusions dont l'éblouissait le trône, il était plus à plaindre qu'à blâmer.

Les désastres de l'armée, la perte de Poniatowski, avaient porté le découragement parmi les Polonais. Quelques chefs parlèrent d'abandonner le drapeau français pour retourner dans leur patrie. Ils envoyèrent une députation à l'Empereur. Sulkowski, nommé leur général en chef, rapporta sa réponse. Il exigeait seulement des Polonais, qu'ils le reconduisissent jusqu'au Rhin; alors ils seraient libres de retourner dans leur pays, et de partager la destinée de leur roi. Les Polonais suivirent le mouvement de l'armée.

Après avoir passé Fulde, ils atteignirent l'Empereur. Il réunit les officiers, au nombre d'une centaine, sur un tertre écarté de la route. Après les avoir loués de la loyauté avec laquelle ils s'étaient

conduits envers lui, et de la résolution qu'ils avaient prise de l'accompagner jusqu'au Rhin, il leur donna des conseils, et chercha à les dissuader du projet par eux formé de retourner dans leur pays. Cette allocution amena des reproches sur ce que Napoléon n'avait pas, en 1812, rétabli hautement la nation polonaise, et des explications de sa part sur les motifs qui en avaient empêché.

Un Polonais lui demanda comment il considérerait le corps, s'il le suivait en France, il répondit: Comme un corps allié, comme les troupes du duché de Varsovie, comme les représentans de leur nation. A ces mots ils s'écrièrent *vive l'Empereur!* et lui promirent de ne plus le quitter.

L'armée partit d'Erfurt, le 25, et arriva, le 28, à Schluctern, inquiétée seulement par les cosaques. En continuant sa route, le 29, de Schluctern à Hanau, l'Empereur fut instruit que déjà les Austro-Bavarois occupaient en force cette ville; dans la journée, ils y furent tous réunis. On a dit qu'il lui restait encore quatre-vingt mille hommes, sans compter vingt-cinq mille traîneurs ou blessés, ce calcul paraît exagéré; mais il n'en avait pas le tiers sous sa main; le reste était en arrière jusqu'à Fulde. Wrède, avec cinquante mille hommes, était au débouché de la forêt de Lamboi, adossé à la Kinzig. Il n'y avait pas à hésiter : il fallait tomber dessus avant que les forces coalisées, qui pressaient en flanc et en queue, ne vinssent prendre part au combat.

Le 30 au matin, l'Empereur jeta en tirailleurs

dans la forêt l'infanterie de Victor et Macdonald présentant cinq mille baïonnettes, soutenue par la cavalerie de Sébastiani. L'avant-garde ennemie fut chassée et rejetée hors de la forêt, au débouché de laquelle de Wrède se trouvait avec quarante mille hommes et quatre-vingts pièces de canon. A trois heures après midi, l'artillerie étant arrivée, l'Empereur lança contre l'ennemi Curial, avec deux bataillons de chasseurs de la vieille-garde; Drouot, avec cinquante pièces de canon; Nansouty, avec la cavalerie de la vieille-garde et celle de Sébastiani. La gauche de l'armée ennemie fut enfoncée, et en partie jetée dans la Kinzig, le reste regagna Hanau, sous la protection des cosaques qui précédaient la marche de Blücher vers Bergen. Jugeant le danger de sa position, de Wrède fit un effort sur sa droite, pour dégager sa gauche, lui donner le temps de se reployer, et s'assurer une retraite sur Aschaffenbourg. Friant, avec deux bataillons de la vieille-garde, le repoussa, et le força à se mettre en retraite; il repassa la Kinzig. Si l'Empereur avait eu avec lui les corps de Bertrand, de Ney, de Marmont, l'armée austro-bavaroise aurait été jetée dans le Mein. Le but essentiel était atteint, elle avait été battue, la route était ouverte, il fallait, sans perdre de temps, marcher sur Francfort. La cavalerie de Sébastiani prit les devans, suivie de quelques colonnes; le reste de l'armée et Napoléon bivouaquèrent dans la forêt, et défilèrent au jour, laissant Hanau sur la gauche.

L'arrière-garde, forte de quatorze mille hommes,

n'avait pas encore atteint la hauteur de cette ville; l'Empereur chargea Marmont de l'attendre et de prendre l'offensive. Le 31, il traversa Hanau que de Wrède venait d'évacuer, l'attaqua au pont de Lamboi, força le passage, enfonça son aile droite, le poussa en désordre sur Auenheim, l'accula au Mein, replia ses troupes et leur fit repasser la Kinzig. L'arrière-garde étant arrivée, Marmont se disposa à la retraite, laissant Bertrand à la garde de Hanau. De Wrède revint sur cette ville, y pénétra; il y fut grièvement blessé et repoussé. Le 4ᵉ corps se mit le soir en marche sur Francfort, sans être davantage inquiété.

La bataille de Hanau, dans laquelle on perdit de chaque côté, en tués, blessés, prisonniers, environ sept mille hommes, fut, en grande partie, gagnée par le courage et le sang-froid de la garde impériale. Son seul aspect imposa aux Bavarois. La fortune ne permit pas que la victoire couronnât les armes d'un prince que l'Empereur avait fait roi, et la basse ingratitude d'un général qu'il avait comblé, et qui avait gagné son illustration en combattant dix ans sous le drapeau français.

Un corps bavarois occupait Francfort, il n'osa pas y attendre l'armée française; elle traversa cette ville. Le 2 novembre, l'Empereur entra à Mayence, et toutes ses troupes y passèrent le Rhin. La division Guilleminot, qui fermait la marche, voulut tenir à Hocheim. Accablée par les forces quadruples des Autrichiens, elle réussit pourtant à rentrer à

Cassel, non sans perte. Ce fut le dernier combat de la campagne. C'était le triste pendant de celle de 1812. Il ne rentra de l'armée que soixante et quelques mille hommes.

Après la bataille de Leipzig, les coalisés, loin de s'endormir sur leur victoire, redoublèrent d'activité pour en recueillir les fruits, et prirent des mesures pour la réunion de toutes les forces disponibles de l'Allemagne, l'administration des pays abandonnés par les Français, et les approvisionnemens. L'Autriche, la Prusse, le Hanovre, la Suède, n'y étaient pas compris. C'était, sur une plus grande échelle, le système déjà adopté avant l'ouverture de la campagne. Sous le rapport militaire, il consistait à former sans délai des corps de volontaires, des troupes de lignes, la landwehr avec des réserves, et même, où cela serait nécessaire, le landsturm. Les contingens étaient fixés, en troupes de ligne, à cent quarante-cinq mille hommes, et au même nombre en landwehr, au total deux cent quatre-vingt-dix mille hommes. Ils devaient être sur pied et complets au 31 décembre. Dans ce compte étaient comprises les forces déjà existantes, telles que les armées de Bavière, de Wurtemberg, etc.

Par des traités des 20 et 21 novembre, le Wurtemberg et Bade adhérèrent à la coalition; l'électeur de Hesse y entra le 2 décembre. Le 15, le Danemark conclut un armistice. Toute l'Allemagne tournait ses armes contre la France, il ne lui restait plus un allié. C'était une croisade de l'Europe.

CHAPITRE XCIV.

Retour de Napoléon à Paris. — Préparatifs de guerre. — Convocation du Corps-Législatif. — Affaires ecclésiastiques; négociation avec le pape. — Propositions des coalisés apportées par Saint-Aignan. — Maret remplacé par Caulaincourt. — Déclaration de Francfort par les coalisés. — Opérations militaires dans le Nord; capitulations de Dresde, Dantzig, Torgau, violées; en Espagne, retraite de l'armée. — Traité avec Ferdinand.

Après avoir, à Mayence, donné une nouvelle organisation aux débris de l'armée et pourvu, autant que possible, à la sûreté des frontières, Napoléon rentra en France et arriva, le 9 novembre, à Saint-Cloud. Simple général, son poste aurait été au camp; empereur, son devoir le rappelait dans sa capitale. Pour la seconde fois, à un an d'intervalle, il y revenait abandonné par la fortune, dépouillé du prestige des victoires.

Par l'organe de Lacépède le sénat fit entendre à l'Empereur ses flatteries accoutumées. Il mit dans sa réponse la franchise et la dignité convenables à la situation : « Il y a un an, dit-il, toute l'Europe marchait avec nous: toute l'Europe marche aujourd'hui

contre nous. C'est que l'opinion du monde est faite par la France ou par l'Angleterre. Nous aurions donc tout à redouter sans l'énergie et la puissance de la nation. La postérité dira que si de grandes et critiques circonstances se sont présentées, elles n'étaient pas au-dessus de la France et de moi. »

Sans doute, si la guerre devenait nationale. Par quel mobile exciter l'enthousiasme de la nation, fatiguée, épuisée par une lutte de vingt ans, depuis la fondation de l'Empire réduite à l'obéissance? Pour quel intérêt espérer qu'elle se passionnât au point de se dévouer corps et biens dans le jeu sanglant des batailles? N'était-il pas à prévoir que lorsque le ressort qui la comprimait perdrait de sa force, elle réagirait contre lui? que le sentiment de la liberté, et les espérances du royalisme seraient ranimés par les revers de l'Empire et les malheurs de Napoléon? que l'étranger profiterait de ces dispositions naturelles pour séparer de lui la nation, flatter tous les partis, souffler la division, paralyser les forces de la France et lui dicter la loi?

Un sénatus-consulte du 15 novembre mit à la disposition du gouvernement trois cent mille conscrits des années 1803 et suivantes jusques et compris 1814, pour être, la moitié mise en activité sur-le-champ, l'autre moitié employée à former des armées de réserve à Bordeaux, Metz, Turin, Utrecht et sur les points où elles pourraient être nécessaires pour garantir l'inviolabilité du territoire de l'Empire.

En présentant ce sénatus-consulte, Regnault de

Saint-Jean-d'Angely, parlant de la rupture du pont sur l'Elster, dit qu'elle avait ajouté aux avantages de l'ennemi, heureux encore une fois d'obtenir un triomphe sans combat, des trophées sans danger et des succès sans gloire. Il vanta la modération de Napoléon et sa générosité. Il annonça que les paroles qui sortiraient de la salle du sénat pour appeler aux armes les descendans de ces mêmes Francs qui, à tant d'époques glorieuses, avaient repoussé l'ennemi de la terre des braves, de la patrie des arts, du centre de la civilisation, seraient répétées par tous les pères, par toutes les mères, par toutes les épouses, par tous les frères.

Le sentiment de l'indépendance nationale vivait toujours dans les cœurs; mais ces phrases sonores et pompeuses ne produisaient pas l'enthousiasme. Il y avait dans les sacrifices plus d'obéissance au pouvoir que de dévoûment.

Tout fut mis en mouvement pour la défense des places, des défilés, des passages, pour les remontes, la fabrication des armes, la confection de l'habillement, de tout le matériel de la guerre. L'Empereur fit verser dans le trésor public trente millions par le domaine extraordinaire. Les conseils d'administration se succédaient d'heure en heure aux Tuileries.

Un autre sénatus-consulte du même jour convoqua au 2 décembre le Corps-Législatif, prorogea les pouvoirs de la quatrième série expirant au 1er janvier 1814, supprima la liste des candidats pour la présidence, et déféra le choix du président à l'Em-

pereur. Cette dernière disposition, envahissement inutile et choquant, fut motivé par les plus puériles considérations. « Il pouvait arriver, dit l'orateur du gouvernement, Molé, que quelque honorables et distingués que fussent ces candidats, ils n'eussent jamais été connus de l'Empereur. Il était dans le palais des étiquettes et des formes qu'il fallait connaître, et qui, faute d'être bien connues, pouvaient donner lieu à des méprises, à des lenteurs que les corps interprétaient toujours mal. Tout cela était évité par la mesure proposée. » Elle annonçait une méfiance que le passé ne justifiait pas, et qui fut d'un mauvais effet. L'Empereur nomma président, Reynier, duc de Massa. Le Corps-Législatif fut profondément blessé.

La petite opposition existant dans le sénat vota contre les sénatus-consultes. Il y eut six non et quatre billets blancs.

Depuis que le pape avait rétracté son consentement au concordat de Fontainebleau, le clergé s'était enhardi dans son hostilité au gouvernement. Des troubles sérieux avaient éclaté en Belgique. L'Empereur, étant à Dresde, avait ordonné d'envoyer à l'armée des séminaristes atteints par la conscription.

Avec toute sa résignation, Pie VII ne manquait pas une occasion de réclamer la restitution de ses états. Apprenant qu'un congrès se réunissait à Prague, il avait écrit secrètement à l'empereur d'Autriche, le 24 juillet. Le congrès fut dissous avant que la lettre ne fût parvenue.

Embrouillée par le mélange du temporel et du

spirituel, envenimée par les passions politiques, la lutte de la puissance impériale et de la puissance ecclésiastique ne laissait pas entrevoir une conciliation, une issue. Dans la situation où se trouvait l'Empereur, la présence du pape à Fontainebleau était une complication extrêmement embarrassante. Il voulut rouvrir des négociations. Duvoisin, évêque de Nantes, en mourant, l'avait conjuré de rendre la liberté au chef de l'Église. Madame de Brignole, dame d'honneur de l'Impératrice, vint à Fontainebleau, de la part de Talleyrand, faire une première ouverture au cardinal Consalvi. Le pape et les cardinaux répondirent que ce n'était ni le temps, ni le lieu pour traiter des affaires de l'Église. En effet ils auraient craint de mécontenter la coalition, dont les succès présageaient une issue favorable à leurs intérêts; ils voulaient lui faire oublier et surtout aux Bourbons la condescendance dont Pie VII avait usé pour le sacre de Napoléon. M. de Beaumont, évêque de Plaisance, ne vint pas moins à Fontainebleau comme négociateur. Le pape lui répondit que rien ne pouvait le faire changer de sentiment, qu'il était décidé à ne traiter qu'à Rome. Les choses en restèrent là. Après deux campagnes désastreuses, refoulé dans l'ancienne France, réduit à la triste nécessité de se défendre d'une invasion, le vainqueur de l'Europe, semblait courber sa tête sous le joug du catholicisme. Il n'y avait plus, disait-il, d'autre croyance possible. Le Temple de la Gloire, le Panthéon, il fallait les convertir en églises, y dire la messe, en donner la garde

aux prêtres. Il discutait dans ses conseils des questions théologiques et religieuses, et les mesures législatives qu'il croyait propres à honorer le clergé. Le ministre des cultes fut chargé de se concerter avec la section de législation pour rédiger un projet de loi dont le principe serait que le mariage d'un prêtre serait puni comme la bigamie. Pendant qu'on était en si beau chemin, le ministre proposa de compléter la législation : 1° sur le délit du prêtre coupable de séduction, d'avoir révélé la confession ; 2° sur la profanation des hosties et des vases sacrés; 3° sur les vols, incendies et autres délits commis dans les lieux saints; 4° sur les outrages contre le culte ou les violences contre ses ministres commis hors des temples. C'était tout simplement une loi de sacrilège bien conditionnée. Ces projets de loi furent rédigés; ils auraient sali les codes français sans les évènemens malheureux qui ne permirent plus de s'en occuper.

Le prince régent d'Angleterre avait déclaré au parlement (5 novembre) qu'il n'était ni dans l'intention de l'Angleterre, ni dans celle des puissances alliées, de demander à la France aucun sacrifice incompatible avec son honneur et ses justes droits. Cette vague parole de paix, jetée en avant pour affaiblir la résistance nationale, sembla prendre quelque consistance, par l'ouverture faite au baron de Saint-Aignan, ministre de France à Weimar. Contre le droit des gens fait prisonnier, il réclama, et le 26 octobre, fut reçu par Metternich qui se chargea de le tirer de cette position, heureux de lui rendre ce

service et en même temps de témoigner l'estime que l'empereur d'Autriche avait conçue pour le duc de Vicence (beau-frère de Saint-Aignan). « Nous voulons sincèrement la paix, ajouta Metternich, nous la voulons encore et nous la ferons: il ne s'agit que d'aborder franchement et sans détours la question. La coalition restera unie. Les moyens indirects que l'Empereur Napoléon emploierait pour arriver à la paix ne peuvent plus réussir; que l'on s'explique franchement et elle se fera. »

Metternich dit à Saint-Aignan de se rendre à Tœplitz. Ce ministre lui écrivit dans cette ville de partir pour le quartier général de l'empereur d'Autriche, à Francfort. Il y arriva le 8 novembre, et alla de suite chez Metternich. Après avoir parlé du progrès des armées coalisées, de la révolution qui s'opérait en Allemagne, de la nécessité de faire la paix, le ministre dit : « Les coalisés, long-temps avant la déclaration de l'Autriche, avaient salué l'empereur François du titre d'empereur d'Allemagne; il n'acceptait point ce titre, et l'Allemagne était plus à lui de cette manière qu'auparavant; il desirait que l'Empereur Napoléon fût persuadé que le plus grand calme et l'esprit de modération présidaient au conseil des coalisés; ils ne se désuniraient point, parce qu'ils voulaient conserver leur activité et leur force, et ils étaient d'autant plus forts qu'ils étaient modérés. Personne n'en voulait à la dynastie de l'Empereur Napoléon; l'Angleterre était bien plus modérée qu'on ne pensait; jamais le moment n'avait

été plus favorable pour traiter avec elle; si l'Empereur Napoléon voulait réellement faire une paix solidé, il éviterait bien des maux à l'humanité, et bien des dangers à la France, en ne retardant pas les négociations; on était prêt à s'entendre; les idées de paix que l'on concevait, devaient donner de justes limites à la puissance de l'Angleterre, et à la France toute la liberté maritime qu'elle avait droit de réclamer, ainsi que les autres puissances de l'Europe; l'Angleterre était prête à rendre à la Hollande indépendante ce qu'elle ne lui rendrait pas comme province française; ce que M. de Meerfeld avait été chargé de dire de la part de l'Empereur Napoléon pourrait donner lieu aux paroles qu'on le prierait (lui Saint-Aignan) de porter; il ne lui demandait que de les rendre exactement, sans y rien changer. L'Empereur Napoléon ne voulait pas concevoir la possibilité d'un équilibre entre les puissances; cet équilibre était non-seulement possible, mais même nécessaire. A Dresde, on avait proposé de prendre en indemnité des pays que Napoléon ne possédait plus, tels que le grand-duché de Varsovie; on pouvait encore, dans l'occurrence actuelle, faire de semblables compensations. »

Saint-Aignan demanda que les paroles qu'il devait porter à Napoléon fussent mises par écrit. Elles furent ainsi rédigées, avec l'approbation de Metternich, Nesselrode, lord Aberdeen, Schwarzenberg, et celle de Hardenberg, absent, que garantissait Metternich.

Les puissances coalisées étaient engagées par des liens indissolubles qui faisaient leur force, et dont elles ne dévieraient jamais. Elles avaient pris la résolution de ne faire qu'une paix générale. Ainsi, point d'armistice, point de négociation qui n'aurait pas cette paix pour but. Elles étaient d'accord sur la puissance et la prépondérance de la France, mais renfermée dans ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Le principe de l'indépendance de l'Allemagne était une condition ***sine quâ non;*** la France devait renoncer à toute souveraineté sur ce pays. L'indépendance de l'Espagne et le rétablissement de l'ancienne dynastie étaient également une condition ***sine quâ non***. En Italie, l'Autriche devait avoir une frontière, qui serait l'objet d'une négociation. Le Piémont offrait plusieurs lignes que l'on pourrait discuter, ainsi que l'état de l'Italie, pourvu qu'elle fût, comme l'Allemagne, gouvernée d'une manière indépendante de la France ou de toute autre puissance prépondérante. L'état de la Hollande serait aussi l'objet d'une négociation, en partant toujours du principe de son indépendance. L'Angleterre était prête à faire les plus grands sacrifices pour la paix, fondée sur ces bases, et à reconnaître la liberté du commerce et de la navigation à laquelle la France avait droit de prétendre. Si ces principes d'une pacification générale étaient agréés par l'Empereur, on pourrait neutraliser sur la rive droite du Rhin tel lieu qu'on jugerait convenable, où les plénipotentiaires des puissances belligérantes

se rendraient sur-le-champ, sans cependant que les négociations suspendissent le cours des opérations militaires.

Saint-Aignan arriva le 15 à Paris. Maret écrivit, le 16, à Metternich. L'Empereur indiquait Manheim pour la tenue du congrès. Caulaincourt s'y rendrait, comme son plénipotentiaire, au jour qu'indiqueraient les puissances. Une paix sur la base de l'indépendance de toutes les nations, tant sous le point de vue continental que sous le point de vue maritime, avait été l'objet constant des desirs et de la politique de l'Empereur. Il concevait un heureux augure du rapport qu'avait fait Saint-Aignan de ce qui avait été dit par le ministre d'Angleterre.

Une tempête éclata contre Maret. On l'accusait d'avoir empêché l'Empereur de signer la paix au congrès de Prague. Avec un prince, tel que Louis XIII ou Louis XV, l'accusation aurait pu avoir quelque fondement, avec Napoléon elle n'était pas présentable. On la propagea dans les salons, dans le public. On en effraya Napoléon; on lui représenta qu'avec cette opinion bien ou mal fondée Maret n'était pas propre à traiter de la paix, que tant qu'il serait chargé des relations extérieures, on ne croirait pas que l'Empereur la voulût sincèrement. Il céda à ces clameurs. On a dit qu'il proposa le ministère à Talleyrand qui le refusa probablement, parce qu'il jugeait la situation désespérée. Avec les projets de restauration qu'il nourrissait, il n'eût pas rejeté cette offre si elle lui eût été faite. Mais dans les conversations de Franc-

fort avec Saint-Aignan, la Russie et l'Autriche avaient fait un houra en faveur de Caulaincourt, comme le plus propre par la bienveillance, dont l'honoraient et empereurs et ministres à arranger bien vite les affaires. Il fut nommé, le 20 novembre, ministre des relations extérieures. Maret ne fut pourtant pas entièrement écarté; il reprit le poste de ministre secrétaire d'état. Peut-être le ministre des temps prospères, ne convenat-iil plus à cette époque de revers; mais cette mutation fut le résultat d'une intrigue dirigée par Talleyrand, ennemi déclaré de Maret, et conspirant la perte de Napoléon. Il avait formulé ses espérances par ce jeu de mots: *c'est le commencement de la fin*. Il observait les évènemens pour en profiter. Son salon était le rendez-vous des conspirateurs. Il était en relations avec les souverains alliés. Le duc de Dalberg était chargé de la correspondance. Napoléon se livrait à ses ennemis. Caulaincourt ne voulait pas le trahir, mais il avait de la déférence pour Talleyrand, et il était sous le charme de l'empereur Alexandre.

Avant que ce changement ministériel fût connu des coalisés, Metternich répondit à la dépêche de Maret. Les trois souverains avaient vu avec satisfaction que l'entretien confidentiel avec Saint-Aignan avait été regardé par Napoléon comme une preuve de leurs intentions pacifiques. Animés d'un même esprit, invariables dans leur point de vue, et indissolubles dans leur alliance, ils étaient prêts à entrer en négociation, dès qu'ils auraient la certitude que

Napoléon admettait les bases générales et sommaires indiquées dans l'entretien avec Saint-Aignan. Dans la lettre de Maret, il n'était fait aucune mention de ces bases. Elle se bornait à exprimer un principe partagé par tous les gouvernemens de l'Europe. Ce principe toutefois, vu sa généralité, ne pouvait remplacer des bases. Les souverains desiraient que Napoléon voulût s'expliquer à ce sujet, comme seul moyen d'éviter que, dès l'ouverture des négociations, d'insurmontables difficultés n'en entravassent la marche. Le choix de la ville de Manheim semblait aux alliés ne pas présenter d'obstacles. (1)

Caulaincourt s'empressa de répondre que Napoléon adhérait aux bases générales et sommaires, qu'il ferait sans regret les grands sacrifices qu'elles entraîneraient de la part de la France, si, par des sacrifices semblables, l'Angleterre donnait les moyens d'arriver à une paix générale et honorable pour tous. (2)

Jusque-là les dispositions réciproques semblaient la promettre. Mais quinze jours s'étaient passés. En adhérant dès le 16 aux bases générales et sommaires, Napoléon aurait évité cette perte de temps et peut-être ses graves conséquences. Du moins on lui en a fait un reproche. La réponse est facile. Par sa lettre du 25, loin d'opposer une fin de non-recevoir, Metternich écrivait que les puissances étaient prêtes

[1] Lettre du 25 novembre.

[2] Lettre du 2 décembre.

à entrer en négociation dès qu'elles auraient la certitude que Napoléon admettait les bases. C'était de leur part un engagement d'attendre au moins pendant le temps nécessaire pour que cette admission leur arrivât. Mais la lettre du 25 n'était pas encore parvenue à Paris, qu'il s'opéra un changement total dans les dispositions pacifiques des puissances, si toutefois elles avaient été un seul instant sincères. Ce changement a été attribué à diverses causes. Le ministère anglais ne voulait, à aucun prix, laisser à la France la Belgique et Anvers. L'empereur de Russie et l'empereur d'Autriche consentaient à ne pas contrarier l'Angleterre, pourvu qu'elle laissât l'un maître en Italie et l'autre à Varsovie. Des agens, expédiés à Francfort par les conspirateurs de Paris, encouragèrent les souverains à pousser jusqu'à la capitale. La perspective d'y entrer triomphans les flattait et surtout Alexandre. Le 1er décembre, ils publièrent à Francfort leur fameuse déclaration.

D'après ce manifeste, le gouvernement français venait d'arrêter une nouvelle levée de trois cent mille hommes; les motifs du sénatus-consulte renfermaient une provocation aux puissances alliées. Elles se trouvaient appelées de nouveau à promulguer à la face du monde les vues qui les guidaient, les principes qui étaient la base de leur conduite, leurs vœux et leurs déterminations. Elles ne faisaient point la guerre à la France, mais à cette prépondérance hautement annoncée que, pour le malheur de la France et de l'Europe, l'Empereur Napoléon avait trop long-temps

exercée hors des limites de son empire..... Les souverains alliés desiraient que la France fût grande, forte et heureuse, que le commerce et les arts, ces bienfaits de la paix y fussent florissans; que son territoire conservât une étendue qu'elle n'avait jamais connue sous ses rois, parce que la puissance française grande et forte, était, en Europe, une des bases fondamentales de l'édifice social; parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il était heureux; parce qu'une nation valeureuse ne pouvait déchoir pour avoir, à son tour, éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante où elle avait combattu avec son audace accoutumée. Mais les puissances aussi voulaient être heureuses et tranquilles; elles voulaient un état de paix qui, par une sage répartition de forces, par un juste équilibre, préservât désormais leurs peuples des calamités sans nombre qui, depuis vingt ans, avaient pesé sur l'Europe. Elles ne poseraient donc pas les armes avant que son état politique ne fût de nouveau raffermi, avant que des principes immuables n'eussent repris leurs droits sur de vaines prétentions, avant que la sainteté des traités n'eût enfin assuré une paix véritable à l'Europe.

La levée des trois cent mille conscrits n'était qu'un mauvais prétexte, elle devait être connue lorsque Metternich écrivait sa lettre du 15 novembre. Devant toute l'Europe marchant en armes, la France ne pouvait pas rester désarmée. Au lieu de ses limites, tracées avec précision par les bases sommaires, ce n'étaient plus que de vagues promesses.

Le vrai but de la déclaration était, par des assurances trompeuses et de vaines flatteries, de séparer la France de Napoléon dans un moment où leur union était plus que jamais nécessaire. Les puissances profitaient de leurs avantages, employaient toutes sortes de moyens. Si c'était leur droit, du moins on ne peut pas contester qu'elles ne voulaient plus la paix, et que, dès ce moment, elles étaient résolues à détrôner l'Empereur, et à refouler la France dans ses anciennes limites. La négociation ne fut donc plus qu'un moyen de parvenir plus facilement à ce but, une comédie politique comme celle de Prague.

Pendant cette première ouverture, les hostilités n'avaient pas cessé. Les opérations militaires avaient continué sur l'Oder, sur l'Elbe, en Espagne, en Italie. Nous les retracerons succinctement jusqu'à la fin de l'année, avant de commencer le récit de l'invasion du territoire français, de la campagne de France.

Après la bataille de Leipzig, les coalisés divisèrent leurs forces; tandis qu'une partie poursuivait l'armée française et marchait sur le Rhin, l'autre se portait contre les places occupées par les Français sur l'Elbe et sur l'Oder, et en faisait le siége ou le blocus. Il y restait environ cent quarante mille hommes. Toutes ces garnisons, isolées, sans concert, étaient désormais inutiles à la France, et n'avaient d'autre perspective que de succomber plus ou moins glorieusement après une stérile résistance.

A Dresde, depuis la retraite de l'armée, Saint-Cyr,

avec ses trente mille hommes, fut abandonné à lui-même, investi, par le corps de blocus augmenté de vingt-cinq mille Autrichiens, commandés par Klenau. Le 14 octobre, en quittant Düben, l'Empereur lui avait envoyé des officiers pour lui prescrire de descendre l'Elbe, et de se réunir à la majeure partie des garnisons de Torgau et de Magdebourg. Aucun ne put arriver jusqu'à lui. Saint-Cyr prit de lui-même cette résolution, mais trop tard et timidement; elle fut arrêtée, le 4 novembre, dans un conseil de guerre. Le 6, à la pointe du jour, Mouton (Lobau), à la tête de dix mille hommes, sortit de la ville par la route de Grossenhain. Ils combattirent en vain pour s'ouvrir un passage; n'étant pas soutenus, ils rentrèrent dans la place; dix jours plus tôt, ils auraient réussi. La disette et la misère y étaient extrêmes, et y causaient une grande mortalité: alors commencèrent des pourparlers pour la reddition de la place. Le 11, une convention fut signée avec le général autrichien Klenau et le général russe Tolstoï. La garnison française se retirait librement en France, elle sortait de la ville avec armes et bagages, elle déposait ses armes devant les fortifications, excepté six cents hommes, qui les conservaient avec deux canons; elle ne pouvait servir qu'après avoir été échangée. Le 12, les Français commencèrent à sortir et déposèrent les armes; plusieurs soldats les jetèrent ou les brisèrent, en s'écriant: « Napoléon vit encore ». La garnison était composée de onze généraux de division, vingt généraux

28.

de brigade, mille sept cent vingt-huit officiers, vingt-sept mille sept cent quatorze soldats, dont six mille restèrent aux hôpitaux. L'évacuation de la ville dura trois jours; à peine fut-elle effectuée qu'on reçut la nouvelle que le prince Schwarzenberg avait refusé de ratifier la convention, et donné l'ordre au général Chasteler de remettre le maréchal Saint-Cyr en possession de Dresde : il était impossible de rétablir les choses dans leur état antérieur, l'ordre était inexécutable, l'honneur défendait au maréchal de consentir à l'infâme violation d'une convention valablement contractée d'après les lois de la guerre. Il resta donc prisonnier avec son corps d'armée.

L'armée de Bernadotte, jugée inutile à la poursuite des Français, fut disloquée. Le corps de Tauenzien l'avait déjà quittée pour bloquer Wittenberg; Bulow fut détaché en Westphalie jusqu'aux confins de la Hollande; Wintzingerode, avec des Russes, prit la même direction. Bernadotte réunit le corps russe de Beningsen à ses Suédois, et se porta sur le Bas-Elbe pour joindre Walmoden, détacher le Danemark, et soumettre Hambourg.

Depuis le 18 août, cinq jours avant la défaite d'Oudinot à Gross-Beeren, Davoust resta sans communication avec l'Empereur, inactif dans son camp retranché de Stecknitz, et laissa battre par Walmoden la division Pêcheux. Conformément à ses instructions générales, il mit Hambourg en état de le recevoir, si les évènemens de la guerre le forçaient

à y rentrer. Après la bataille de Leipzig, entièrement isolé, sans nouvelles, trop faible pour se faire jour sur le Rhin, il s'occupa plus que jamais de se défendre à Hambourg. Le 11 novembre, il reçut, par une lettre du général Carra Saint-Cyr, datée de Munster, le 5, l'ordre de l'Empereur de laisser une bonne garnison à Hambourg, et de se rapprocher de la Hollande. Il n'était plus temps : attaqué par Bernadotte dans son camp retranché de Stecknitz, il l'abandonna; les Danois retournèrent chez eux; il rentra dans la place avec les Français. Là s'ouvrit pour lui une série d'opérations qui lui attirèrent la malédiction des Hambourgeois, et qui, sous le rapport de la défense, lui font le plus grand honneur. Il tint pendant cinq mois contre Bernadotte et Beningsen; pour épargner ses provisions, il renvoya des habitans, et, pour subvenir à ses dépenses, il s'empara des fonds de la banque. A sa place, tout général en aurait fait autant. Ne pouvant le vaincre par les armes, ni le séduire, Beningsen cherchait à l'intimider par des menaces, et à soulever les Hollandais qui faisaient partie de la garnison. « Hâtez-vous, leur disait-il dans ses sauvages proclamations, de venir nous joindre avant que le châtiment terrible des derniers ennemis en Allemagne réfugiés à Hambourg commence; car alors les assaillans, dans l'ivresse de la victoire, confondront l'innocent Hollandais avec le Français coupable. » Il faisait savoir aux habitans qui seraient expulsés, qu'ils trouveraient à son quartier général des armes pour rentrer

triomphans, et le glaive de la vengeance à la main.

A Dantzig, Rapp bravait depuis un an les attaques du duc de Wurtemberg. Il s'y trouvait vingt-cinq mille hommes de garnison, dont cinq ou six mille, à la vérité, hors d'état de servir, trois ou quatre mille Napolitains équivoques; la division polonaise Granjean, et celle du général Heudelet. Après un blocus de six mois, l'ennemi en commença le siège; il aurait pu se prolonger, mais les munitions, les vivres et les médicamens s'épuisèrent. La garnison était exténuée. Tous les genres de séduction furent employés pour ébranler sa fidélité, l'argent, les menaces; le duc de Wurtemberg écrivait, priait, circonvenait les chefs et les soldats; la désertion se mettait dans les troupes étrangères; elles refusaient le service; Rapp était réduit à moins de six mille Français. Il négocia une capitulation; elle fut signé, le 29 novembre. La garnison, prisonnière de guerre, pour être conduite en France, sortait de la place, le 1er janvier 1814, si à cette époque elle n'avait pas été débloquée. Une partie des conventions avait été exécutée; les prisonniers russes avaient été rendus et les forts livrés; l'empereur Alexandre refusa de consentir au retour de la garnison en France. Le duc de Wurtemberg offrit à Rapp, le 24 décembre, de remettre les choses dans l'état où elles étaient auparavant, lui déclarant cependant que s'il se soumettait, la garnison serait convenablement traitée, et que s'il continuait à se défendre, elle serait envoyée en Sibérie. Les choses n'étant plus entières,

Rapp répondit qu'il s'en tenait strictement à la capitulation qu'il ne regardait pas comme anéantie, parce qu'elle avait été violée, et qu'il l'exécuterait ponctuellement : « La force et l'abus du pouvoir pourront nous entraîner en Russie, en Sibérie, partout où l'on voudra. Nous saurons souffrir, mourir même, s'il le faut, victimes de notre confiance dans un traité solennel. L'Empereur Napoléon et la France sont assez puissans pour nous venger tôt ou tard. » La garnison française fut emmenée à Kiow. Les coalisés traitèrent Rapp à Dantzig avec la même mauvaise foi que Saint-Cyr à Dresde.

Torgau fut bloqué par le corps de Tauenzien, de concert avec les Saxons qui étaient passés dans les rangs prussiens. Dans cette place étaient réunis les dépôts des hôpitaux et de la cavalerie. Outre la garnison, elle était encombrée par le grand quartier général auquel étaient réunis près de cinq mille hommes des armes du génie et de l'artillerie, sous le commandement du général Durrieu, et une foule d'équipages et d'éclopés, qui s'y étaient jetés après la bataille de Leipzig, en tout vingt-sept mille hommes. Lebrun de Villeret y commandait; Narbonne en était gouverneur. Une fièvre endémique y exerçait ses ravages, et emportait jusqu'à trois cents individus par jour. Narbonne, blessé d'une chute de cheval, mourut; il fut remplacé par le général Du Taillis. Assiégés, bombardés, nuit et jour, mille hommes restaient à peine pour la défense; tout le reste était mort ou malade; il n'y avait plus de vi-

vres. La place capitula : les blessés et les non-combattans devaient rentrer en France, ils furent retenus prisonniers. Lebrun de Villeret et Du Taillis furent arrêtés et mis quelque temps au secret. Les coalisés faisaient la guerre en sauvages.

A Wittenberg, resserré par les Prussiens, le général La Poype fit une belle défense, et ne capitula qu'à la dernière extrémité. La capitulation fut encore violée, et la garnison emmenée en Prusse et en Russie.

Stettin, Modlin, Zamosc, la citadelle d'Efurt se rendirent.

Custrin, défendu par Fornier d'Albe, ne fut qu'investi; sa position dans une île de l'Oder, en rendait le blocus aussi aisé que l'attaque difficile. Les Prussiens ne se souciaient pas de déruire leurs places, certains qu'avec le temps ils les réduiraient par famine.

A Glogau, cette considération les détermina à se borner aussi à un blocus. Sur cinq mille hommes dont se composait la garnison, le gouverneur fut obligé d'en renvoyer la moitié, formée de troupes allemandes, espagnoles, illyriennes.

Excepté ces deux places et Hambourg qui se soutinrent jusqu'à la fin de la lutte, la France avait à-peu-près perdu tout ce qu'elle occupait sur l'Elbe et sur l'Oder.

Magdebourg, défendu par une forte garnison, ne fut que bloqué, d'abord par Benigsen, ensuite par des milices prussiennes. Une petite guerre

sans intérêt se fit tout l'hiver sous ses murs.

En présence de l'invasion formidable qui menaçait la France, les conquêtes n'étaient plus qu'un objet secondaire, ou plutôt un embarras. Jamais il n'eût été plus nécessaire de rassembler toutes les forces éparses. Le grand Empire était aventuré, il ne fallait plus penser qu'à l'ancien territoire, et, pour le sauver, y établir son camp et y concentrer la guerre. Napoléon aurait dû reprendre le système auquel le général Bonaparte avait dû ses victoires. Il aurait fallu pour cela une prévoyance qui n'était pas compatible avec sa fierté. Craignant de mettre à nu sa détresse, il avait voulu paraître fort partout, et ne prit son parti que lorsqu'il n'était plus temps.

En Espagne, depuis la retraite de l'armée française sur les Pyrénées, et que Soult en avait pris le commandement, les Anglo-Espagnols avaient continué leurs succès; Saint-Sébastien et Pampelune avaient succombé; l'Espagne recueillait les fruits de sa longue résistance. Son territoire était délivré et la France à son tour menacée d'invasion; les Anglais s'en sont attribué tout l'honneur, sans eux l'Espagne aurait été subjuguée. Les Espagnols, au contraire, se vantent d'avoir, par leur persévérance et leur dévoûment, fondé la gloire des armes britanniques; chacune des parties à raison. Il ne fallait pas moins que le concours de la tactique et de l'insurrection pour l'affranchissement de la péninsule; encore ne se serait-il pas accompli sans les résultats

désastreux des campagnes de 1812 et 1813 dans le nord. Après plusieurs mois de combats qui ne furent pas sans gloire pour les armes françaises, et où Soult avait disputé pied à pied le terrain, il fut obligé de se retirer dans le camp retranché de Bayonne.

Après la campagne de Russie, après la rupture du congrès de Prague, immédiatement après la bataille de Leipzig, il avait été question de renvoyer Ferdinand en Espagne. On avait l'espoir mal fondé que sa seule présence arrêterait la marche des Anglais ou leur donnerait de l'occupation, et qu'on en retirerait une armée de cinquante mille hommes. En supposant que cela n'empêchât pas Wellington de continuer la guerre, on acquérait toujours des forces qui n'étaient plus d'aucune utilité dans les places où elles tenaient garnison. L'Empereur, dit-on, ne le voulut pas; il ne s'y décida qu'après son retour à Paris. Maret fut chargé de la négociation; on envoya à Valençay Laforêt, sous un nom supposé, pour que la chose restât secrète. L'Empereur écrivit à Ferdinand. Les circonstances dans lesquelles se trouvaient son Empire et sa politique lui faisaient desirer de terminer d'une seule fois les affaires d'Espagne; l'Angleterre y fomentait l'anarchie et le jacobinisme, travaillait à détruire la noblesse pour établir une république. Il ne pouvait voir qu'avec la plus grande peine la destruction d'une nation si voisine de son Empire, et avec laquelle il avait tant d'intérêts maritimes communs. Il desirait donc ôter tout prétexte à l'influence anglaise et rétablir les

nœuds d'amitié et de bon voisinage qui avaient existé si long-temps entre les deux nations.[1]

Professant toujours le même attachement et le même respect dont il avait donné tant de preuves à l'Empereur, Ferdinand ne crut pourtant pas pouvoir traiter sans le consentement de la nation espagnole, et par conséquent de la régence; il fallait donc que l'Empereur traitât avec elle ou qu'elle envoyât des députés à Valençay, sinon, y ayant déjà passé cinq ans, il était décidé à y rester toute sa vie, si c'était la volonté de Dieu.[2]

On y envoya le duc de San-Carlos; Ferdinand lui donna des pouvoirs; le 11 décembre, un traité fut signé. L'Empereur reconnut Ferdinand roi d'Espagne et des Indes, et s'engagea à retirer ses troupes. Le roi s'obligea à faire évacuer son territoire par les Anglais, et à payer à ses père et mère la somme annuelle de 30 millions de réaux; l'échange des prisonniers fut stipulé.

Quoique ce traité ne contînt aucune clause contraire à l'intérêt et à l'honneur de la nation et de la couronne espagnoles, il était évident que Ferdinand n'aurait ni la volonté ni la force de le maintenir. Il ne devait aucune foi à celui qui l'avait dépouillé, retenu prisonnier, et qui ne renonçait à l'Espagne que lorsqu'il l'avait perdue. Mais rien ne forçait Ferdinand à renouveler encore, dans cette circon-

[1] Lettre du 12 novembre.

[2] Lettre du 21.

stance, la demande d'une nièce de l'Empereur en mariage, d'une fille du roi Joseph. On répondit à cette lâcheté, qu'on aviserait à sa demande quand il la ferait de Madrid.

On avait voulu tenir la négociation secrète pour ne pas donner l'éveil aux Anglais et à Talleyrand, dont elle contrariait les vues. Il en fut informé par Caulaincourt, à qui l'Empereur ne sut pas la cacher. Ainsi elle traîna un mois. On intrigua ensuite pour empêcher la ratification du traité. On le représenta à l'Empereur comme un acte de faiblesse. C'était toucher la corde sensible. D'un autre côté, Ferdinand s'en remit à la régence de Madrid; elle refusa sa ratification. Un décret des cortès avait d'avance déclaré nul tout ce qu'il ferait dans sa captivité. Elles voulaient qu'avant de rentrer dans le royaume, il reconnût les libertés nationales. Pendant toutes ces difficultés, le traité fut sans vigueur. Dans tous les cas, il n'aurait jamais pu être d'aucune utilité. Quand on le négocia, Wellington était devant Bayonne. Ferdinand resta à Valençay, et n'entra en Espagne que trois mois après. L'Empereur se borna à demander à Soult deux divisions de son armée, qu'il dirigea sur la Seine, et à Suchet dix mille hommes qu'il envoya à Lyon.

Le 10 décembre, Soult attaqua l'aile gauche des Anglais restée seule entre la Nive et la mer. Elle fut enfoncée. Le centre vint à son secours. Le combat dura jusqu'au soir sans autre objet que de se maintenir en position. A la nuit, quatre bataillons alle-

mands passèrent à l'ennemi. Le 11 et le 13, on se battit encore sans autre but. Dans ces combats furent tués les généraux Vandermassen, Lamartinière, Conroux, et l'armée française, depuis le 9 jusqu'au 13, perdit environ douze mille hommes. Celle des ennemis ne fut pas moindre, mais elle restait dans une supériorité numérique. Elle comptait encore cent mille hommes, dont cinquante-sept mille Anglais et quarante-trois mille Espagnols. Soult n'avait plus que cinquante-quatre mille hommes. Le 20 décembre, il laissa dans le camp retranché de Bayonne trois divisions sous les ordres de Reille, et avec trois autres, sous ceux de Drouet, il se porta à Peyrehorade.

A l'est de l'Espagne, il n'y avait rien de remarquable. Suchet tenait toujours sa position en avant de Barcelonne. Les ennemis ne l'inquiétaient que faiblement. Il avait attendu avec impatience le moment où il pourrait aller dégager les vingt mille hommes laissés dans les places. La bataille de Leipzig et la retraite sur le Rhin détruisirent ses espérances.

CHAPITRE XCV.

Opérations militaires en Italie. — Le prince Eugène fidèle à l'Empereur, sa campagne. — Murat marche sur le Pô. — — Son but, s'emparer de l'Italie ou conserver son royaume. — Forces, plans et marche des coalisés. — Neutralité de la Suisse violée. — Les coalisés passent le Rhin. — Corps-Législatif; Ouverture de la session. — Communication de l'Empereur. — Exigences du Corps-Législatif; l'Empereur le proroge. — — Envoi de commissaires extraordinaires dans les départemens.

Le prince Eugène, que l'Empereur avait envoyé en Italie après la bataille de Lutzen, était parvenu à y organiser une armée de cinquante mille hommes français et italiens. Napoléon avait conçu un moment l'espérance de porter le corps d'Augereau avec l'armée bavaroise, de concert avec Eugène, jusqu'aux portes de Vienne, en les réunissant dans la vallée du Danube. Cette réunion de plus de cent mille hommes eût fort embarrassé l'Autriche. Mais les évènemens malheureux de la guerre et la situation équivoque de la Bavière le forcèrent de renoncer à ce projet. Lorsque l'Autriche se fut déclarée, Eugène se

trouva menacé à-la-fois du côté de la mer, de l'Illyrie et du Tyrol, car la fidélité de la Bavière chancelait. Le général Hiller s'avançait avec soixante mille hommes, exhortant les Italiens à secouer le joug du tyran commun, à se lever pour l'affranchissement de l'Europe, et à seconder les puissantes armées qui venaient leur rendre leur indépendance. C'était le mot vague et sonore avec lequel chaque parti cherchait à se les rendre favorables. Le prince Eugène occupait avec le gros de ses forces les fameux défilés de Tarvis et de Laybach, tandis qu'un détachement gardait la vallée de l'Adige jusqu'à Prunecken. Hiller, repoussé à Villach et à Kraimbourg eut quelques succès vers Fiume. Eugène y porta la division Pino, le général Nugent fut battu. Hiller, renforcé, passa la Drave, le 19 septembre, et obtint quelques avantages sur les divisions Verdier et Gratien. Eugène se maintint à Tarvis. Mais les Dalmates et les Croates s'étaient soulevés, l'Istrie et l'Illyrie étaient perdues; dès le commencement d'octobre, la Bavière avait accédé à la coalition. Hiller fila avec son corps de bataille en remontant la Drave sur Prunecken, pour joindre sa droite dans la vallée de l'Adige, et porter le théâtre de la guerre par Trente sur Vérone; sa gauche resta dans le Frioul. Eugène ne pouvait plus tenir dans les montagnes. Il résolut de se replier. Alors commencèrent ses alarmes. A Gradisca il décreta une levée de quinze mille conscrits en quinze jours et adressa une proclamation aux peuples d'Italie, leur parlant de gloire et aussi d'indépendance;

mais ces mots ne produisaient aucun effet. Le découragement, une force d'inertie paralysaient toutes les ressources. Le 11 octobre, il communiqua ses inquiétudes au ministre de la guerre de France, et lui demanda des fusils, des renforts et des instructions sur ses opérations.

Clarke ne savait rien de l'Italie. L'Empereur lui avait seulement prescrit de faire préparer sur la frontière des Alpes, tout ce qui était nécessaire pour une armée qui s'y réunirait dans la supposition où l'Italie serait perdue, et pour pouvoir, en cas d'évènement, rester maître de tous les débouchés. On ne pouvait y envoyer des armes et des hommes, à cause des besoins pressans des armées d'Espagne et d'Allemagne. Le ministre estimait qu'Eugène pouvait facilement porter son armée à quatre-vingt mille hommes, que par conséquent il n'avait rien à craindre. Quant à sa manière de manœuvrer, persuadé que l'Empereur lui avait donné carte blanche, Clarke ne pouvait se permettre de lui donner des instructions. Eugène dut se contenter de ses ressources.

De l'Izonzo il se replia sur la Piave, l'ennemi se montrait en force à Bassano. Il n'y avait pas un moment à perdre. Il fallut livrer une sanglante bataille de deux jours, le 31 octobre et le 1er novembre. La ville resta à l'armée italienne qui y passa la nuit. Traversant Padoue et Vicence, elle alla prendre position à Verone et à Legnagno. Elle avait fait des pertes difficiles à réparer. Les Autrichiens allaient se renforcer. Vingt-cinq mille hommes sous Klenau, envoyés

envoyés après la reddition de Dresde, filaient par la Bavière et le Tyrol sur l'Adige. Le maréchal Bellegarde venait prendre le commandement en chef. Dans cette situation critique, Eugène ne désespéra point de la cause qu'il servait et déploya activité et courage. Il courut en Tyrol, chassa l'ennemi de Brescia, le culbuta dans un engagement sérieux à Caldiero; mais ces combats n'étaient pas décisifs.

La coalition fit un autre genre de guerre à Eugène et tenta son ambition. Vers le 15 novembre, un parlementaire autrichien se présenta aux avant-postes pour lui remettre des papiers très importans. Il s'y rendit et trouva un aide-de-camp du roi de Bavière, chargé de la part du roi de lui faire les plus belles propositions, et de l'assurer que les souverains coalisés approuvaient qu'il s'entendît avec son beau-père pour s'assurer la couronne du royaume d'Italie. Eugène repoussa ces propositions flatteuses et en rendit compte à l'Empereur. La vice-reine cessa toutes relations avec sa famille [1]. Eugène n'eut pas de royaume, mais il conquit de nouveaux droits à l'estime de ceux qui avaient en vain cherché à ébranler sa fidélité.

Au fond de l'Italie, l'Empereur avait un allié, le roi de Naples, Murat, son beau-frère. Il pouvait faire une diversion importante; malheureusement il y avait sur ses dispositions des bruits qui n'étaient pas rassurans. A Mayence, pendant le séjour qu'il y

[1] Lettre d'Eugène à sa sœur Hortense, Vérone, 19 novembre.

fit en novembre, Napoléon reçut des rapports sur Murat, d'après lesquels il aurait dit qu'il allait organiser son armée, la réunir, et attendre les évènemens; qu'il ne voulait point se perdre avec l'Empereur, que s'il ne faisait pas la paix, il s'allierait avec les ennemis; qu'il voulait avant tout conserver son royaume. Napoléon demanda à Daure, ordonnateur en chef de l'armée, qui avait été ministre de la guerre à Naples, s'il croyait Murat capable d'une semblable conduite. Daure se borna à répondre qu'il ferait tout pour conserver son trône. « Mais enfin, répliqua l'Empereur, c'est moi qui l'ai fait roi de Naples; c'est à sa femme qu'il doit son royaume. S'il n'avait pas été mon beau-frère, je n'aurais jamais pensé à lui; tous les autres maréchaux avaient autant de droits..... Je ne puis croire à tant d'ingratitude..... Et pourtant, rien n'est plus vrai (En effet il s'était ouvert à Ney avec lequel il était venu à Mayence). Au reste, il y a deux hommes qui ne m'ont jamais pardonné d'être roi de France, Bernadotte et Murat. On dirait que je me suis mis à leur place[1]. » Si Murat, chemin faisant, n'ébaucha pas conditionnellement, en Allemagne, son accession à la coalition, en traversant l'Italie, il dit hautement aux uns, qu'il viendrait au secours du prince Eugène, et secrètement à des amis de l'indépendance, qu'il embrasserait leur cause. Dès qu'il fut arrivé dans ses états, il renoua sur-le-champ les négociations

[1] Mémoires de Bausset.

qui avaient été rompues, pour son accession à l'alliance européenne[1]. Le bruit se répandit en Italie qu'il avait aboli le système continental, permis l'entrée de ses ports à tous les pavillons, et qu'il négociait avec l'Autriche et lord Bentink.

Cependant l'Empereur lui écrivit de se porter avec trente mille hommes sur le Pô, où il recevrait des ordres ultérieurs. Il entra en fureur, rassembla ses ministres, leur lut la dépêche, se plaignit amèrement de ce que Napoléon le traitait comme un caporal, et protesta qu'il ne sacrifierait pas ainsi la sûreté de son royaume et sa couronne. Il répondit (25 novembre) à l'Empereur qu'à l'extrémité où l'on était réduit par les malheurs de la guerre, il n'y avait plus qu'un moyen pour lui d'être utile à la France, et pour Napoléon de sauver l'Italie; c'était qu'il proclamât son indépendance en une seule puissance ou deux, qui auraient le Pô pour limite.

Pour obéir à l'Empereur, mais toujours dans le système de l'indépendance, Murat mit en mouvement son armée, forte de vingt à vingt-cinq mille hommes. Dans les premiers jours de décembre, une division, commandée par Carascosa, entra dans Rome. Quoique l'Empereur eût donné l'ordre de traiter Murat en allié, Miollis pourvut à la défense de Civita-Vecchia et du fort Saint-Ange. Les autres divisions napolitaines se succédèrent, en se dirigeant à-la-fois par les Abbruzes sur Ancône, et par

[1] Manifeste de l'Autriche, du 11 avril 1815.

Rome, soit sur la Toscane, soit vers Pesaro, Rimini et Bologne. Murat annonça à l'Empereur qu'il serait bientôt dans cette dernière ville avec trente mille hommes. En attendant sa réponse sur le projet d'indépendance de l'Italie, il en proposa à l'Autriche le partage, en prenant le Pô pour ligne de démarcation.[1]

Ignorant encore le projet de Murat, l'Empereur écrivit, le 3 décembre, à Eugène, que le mouvement du roi de Naples lui permettait de se maintenir en communication avec Venise, et lui donnerait le temps d'attendre l'armée qu'il formait pour reprendre le pays vénitien. Il recommandait à Eugène d'agir avec le roi le mieux qu'il lui serait possible, de lui envoyer un commissaire italien pour assurer la nourriture de ses troupes, enfin de lui faire toutes les prévenances possibles pour en tirer le meilleur parti.

En même temps, l'Empereur croyant Murat sur le Pô, et qu'à son aspect l'ennemi avait fui loin de ses rives, lui exprimait (4 décembre) son desir que l'armée napolitaine se mît à même de passer le fleuve, et de faire lever le blocus de Venise.

Nugent, parti de Trieste, débarqua à Goro, s'empara de Ferrare, insurgeant les populations, et marcha pour se réunir aux Autrichiens, qui occupaient Padoue. Marshal allait à sa rencontre: Eugène les fit attaquer par la division Maragnet, à Rovigo et

[1] Manifeste du 11 avril 1815.

à Bovara. La mêlée fut opiniâtre; Nugent et Marshal opérèrent leur réunion; Nugent se porta sur Ravenne et Forli, semant des proclamations pour promettre l'indépendance, l'abolition de la conscription, la diminution des impôts. Eugène ne se maintenait qu'avec peine sur l'Adige.

Instruit enfin par la correspondance de Murat de son projet d'indépendance de l'Italie, l'Empereur garda le silence et ne lui répondit pas. Mais par son ordre, le ministre de la guerre écrivit à la grande-duchesse de Toscane, ainsi qu'aux généraux Miollis, gouverneur de Rome, et Barbou, commandant à Ancône, de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que les troupes napolitaines ne pussent pénétrer dans les places fortes ou châteaux des 29ᵉ et 30ᵉ divisions militaires, et de la 5ᵉ division militaire italienne [1]. Ils avaient prévu cette recommandation, Murat leur étant suspect, ainsi qu'à tous les Français.

Le prince Eugène lui envoya son aide-de-camp Gifflenga, pour s'assurer de ses dispositions. Le roi était encore à Naples le 12 décembre, et ne paraissait pas prêt à en sortir. Des revues et des parades se préparaient à Rome, où il annonçait devoir faire un long séjour. Ses prétentions étaient d'avoir toute l'autorité civile et militaire jusqu'au Pô. On lui assurait qu'il n'avait qu'à se présenter en Italie, qu'il y avait un parti très puissant. Il répétait avec

1 Lettre du 13 décembre.

beaucoup de complaisance, et le dit à Gifflenga, que l'Empereur ne savait pas tout le mal qu'il pouvait lui faire en Italie. Il lui demanda quelle était la conduite que le prince Eugène comptait tenir dans cette circonstance. Sur la réponse de l'aide-de-camp que le prince n'avait rien à changer à son dévoûment à l'Empereur, le roi se plaignit de ce que Eugène était trop soumis, ajoutant qu'il n'était aimé de ses sujets que parce qu'ils étaient sûrs qu'il les défendrait contre l'Empereur. Deux parlementaires anglais étaient mouillés sous les murs du palais du roi. Le ministre d'Autriche était débarqué dans un des ports de l'Adriatique, et lui avait envoyé un courrier.

En transmettant ces détails à l'Empereur, Eugène ajoutait : « Un orage se prépare contre nous dans le midi de l'Italie. Certes, dans tout autre temps, il n'y aurait rien à craindre des folies du roi de Naples; mais aujourd'hui, avec une armée ennemie au milieu de notre territoire, tout ce qui ferait espérer un peu de tranquillité aux peuples serait reçu avec plaisir, et ils ne mettent déjà plus en doute que le roi n'ait fait un traité avec les coalisés. Quant à moi, je suis certain maintenant que ses intentions sont plus qu'équivoques, et que les ennemis, n'ayant pu réussir auprès de moi dans leurs démarches, les auront dirigées vers le roi de Naples. »[1]

Un aide-de-camp du roi voulut communiquer

[1] Lettre du 20 décembre.

avec l'ennemi, il en fut empêché par le colonel Armandi, commandant de Forli. Le prince Eugène ordonna qu'on ne permît à aucun officier étranger de traverser ses avant-postes. Le préfet du Rubicon réprimanda sévèrement les autorités civiles et militaires pour avoir favorisé le passage à l'ennemi du secrétaire du roi. « Quand les troupes napolitaines, écrivit Eugène à l'Empereur, seront en ligne et en face de l'ennemi, elles feront ce qu'elles voudront et ce que je ne pourrai empêcher. Je n'ai jusqu'à ce moment rien fait qui puisse donner de l'ombrage au roi, car j'aurais été peiné qu'une de mes demandes eût pu être un prétexte, pour lui, de rompre en visière à votre majesté. Cependant nous arrivons bientôt au terme où il sera difficile de ne pas prendre un parti définitif. Je crois devoir attendre seulement que le roi ait tout-à-fait jeté le masque. »

Le même jour il le jetait, non pas encore en Italie, mais dans une lettre à l'Empereur même, en réponse à celle du 4 décembre.

Son mouvement ayant suspendu ceux des ennemis, il avait rempli le but que l'Empereur lui avait d'abord indiqué. Il refusait de passer le Pô et de marcher sur la Piave. De Bologne, il surveillait ses états menacés par les Anglais, et contenait toute l'Italie méridionale. Il avait fait pour la France, pour l'Empereur, tout ce qu'il pouvait. Il avait rempli son devoir comme Français, comme ami, comme beau-frère. Il se devait à ses peuples, il devait songer à conserver son royaume. Il avait indi-

qué le seul moyen qui restait à prendre; l'Empereur l'avait dédaigné, ou du moins avait gardé le silence, ce qui indiquait que ce plan n'entrait pas dans ses combinaisons. Ce moyen était la proclamation de l'indépendance de l'Italie en une seule puissance ou deux, qui auraient le Pô pour limite. Il répondait que les Autrichiens ne passeraient pas l'Adige, si l'Empereur mettait à sa disposition les provinces en deçà du Pô. Sans cela l'Italie était perdue. Il attendrait une réponse à Florence ou à Bologne. Il partait le lendemain pour aller se mettre à la tête de son armée.[1]

Le roi ne partit pas encore : Fouché était alors à Naples. Obligé d'évacuer l'Illyrie dont il était gouverneur, il avait reçu de l'Empereur le gouvernement de Rome, et, dans cette ville, la mission d'aller trouver Murat pour le maintenir dans les intérêts de la France. Quelle influence eut-il sur les déterminations du roi? on l'ignore; mais Fouché était ennemi de Napoléon. On a publié[2] une lettre dans laquelle, de retour à Rome, il rendait compte de sa mission. On n'y voit que les causes du mécontentement de Murat, ses embarras, ses incertitudes, et le conseil pressant donné à l'Empereur par son envoyé de renoncer à toutes ses conquêtes et de faire à tout prix la paix. Cette lettre, si elle n'a pas été faite après coup, n'apprend rien.

[1] Lettre du 25 décembre.

[2] Mémoires de Fouché, t. II, p. 243.

Un ordre du jour de l'ennemi, imprimé le 22 décembre à Ravenne, prouva que le roi de Naples traitait avec les Autrichiens et avec les Anglais. L'ennemi attaqua le colonel Armandi à Forli, le battit, s'empara de la ville; les Napolitains, établis depuis vingt-deux jours dans les départemens italiens, n'avaient pas envoyé un bataillon pour sauver du pillage Ravenne, Faenza, Césène et Forli. Les aides-de-camp du roi faisaient sans cesse des voyages à Bologne, aucun d'eux ne venait au quartier général du prince Eugène. Le général Pignatelli, sous prétexte de prendre connaissance de la position de l'ennemi, alla trouver le général italien Pino, à Ferrare, pour pratiquer, par son moyen, des intelligences dans l'armée; Eugène prit des mesures pour déjouer ces manœuvres.

« Que votre majesté soit bien persuadée, écrivit-il à l'Empereur, que l'intention du gouvernement napolitain n'est pas de se battre contre les Autrichiens; que ses troupes viennent sur le Pô en tenant le langage le plus insidieux, disant publiquement qu'elles marchent aussi pour contribuer au rétablissement de la paix générale. Quant à moi, je suis parfaitement convaincu que, si les combinaisons des circonstances sont telles que la guerre doive continuer, votre majesté pourrait avoir sur le Pô trente mille ennemis de plus et moi trente mille hommes de plus à combattre; mais jusqu'à ce que cette question soit décidée, on marche pour avoir l'air de marcher et de remplir les desirs de votre

majesté, mais au fond pour se trouver en mesure contre elle. »[1]

Plutôt que de permettre à Murat de proclamer l'indépendance de l'Italie, l'Empereur prétendait la conserver malgré les ennemis qui l'inondaient, et la défection évidente de son beau-frère.

Lorsque les Autrichiens eurent violé la neutralité suisse, le ministre de la guerre écrivit au prince Borghèse de mettre promptement en état de défense le Mont-Cenis et les places du Piémont, et au prince Eugène de faire arriver en toute hâte, à l'armée d'Italie, les renforts qui s'organisaient à Turin et à Alexandrie. Du reste, Clarke était ou feignait d'être dans la plus grande confiance. Suivant lui, tout s'organisait en France avec la plus grande activité pour réunir, sur divers points, des armées nombreuses; des colonnes étaient en marche sur diverses directions, soit pour repousser l'ennemi, soit pour l'envelopper, dans le cas où il chercherait à pénétrer dans l'intérieur.[2]

Dans les derniers jours de décembre, les Napolitains arrivaient à Rimini et à Imola; ils étaient entrés à Ancône comme alliés; ils entrèrent à Bologne le 30 décembre. Ayant des renforts de France et d'Alexandrie, Eugène réorganisa son armée.

Avec les deux cent mille hommes que l'Allemagne devait fournir aux coalisés, ils allaient en avoir

[1] Lettre de Véronne, 28 décembre.

[2] Lettre du 30 décembre.

sur pied un million, dont les deux tiers en première ligne. La force réelle avec laquelle ils se disposaient d'abord à entrer en France était de quatre cent mille hommes.

Napoléon n'avait encore à leur opposer que les corps d'armée qu'il avait laissés aux frontières en repassant le Rhin, en tout soixante-quinze mille hommes. Toutes les ressources avaient été épuisées pour créer l'armée avec laquelle on avait fait la campagne.

Les coalisés, s'ils avaient poursuivi leur marche, auraient pu arriver à Paris. Ils hésitèrent à l'aspect des frontières, s'arrêtèrent, et prirent des cantonnemens d'hiver. Ils répartirent ainsi leurs forces:

A la gauche, l'armée de Bohême ou grande armée, commandée par Schwarzenberg, généralissime de la coalition, et où se tenaient les trois souverains. Elle devait appuyer sur la Suisse, y passer le Rhin, traverser les Vosges, le Jura, et se porter sur Paris, en prenant Langres pour point central de son mouvement, en même temps que sa gauche arriverait au lac de Genève et occuperait les passages du Simplon et du Grand-Saint-Bernard.

Au centre, l'armée de Silésie, sous Blücher, passant le Rhin au-dessus et au-dessous de Mayence, se dirigeant, le long de la Moselle, sur Metz et sur Paris, tandis qu'un corps passerait le Rhin à Coblentz, traverserait les Ardennes à Malmédy et Stavelot, et de Rhétel se rabattrait sur Reims et Châlons.

A la droite, l'armée du nord, sous les ordres de

Bernadotte, opérant par la Hollande et la Belgique. Une grande partie de cette armée se trouvait encore sur l'Elbe. Elle ne se composait que du corps de Bulow, fort de trente-six mille hommes, et de celui de Wintzingerode, en seconde ligne.

Vers le 20 novembre, ces armées commencèrent à se mettre en mouvement et à s'étendre le long du Rhin. Les premiers coups furent portés en Hollande. Molitor n'avait que quatorze mille hommes pour la défendre. Fatiguée du joug français, elle tendait la main aux coalisés comme à des libérateurs. Molitor se retira sur Utrecht. Bulow entra, le 24, à Amsterdam. Un gouvernement provisoire y fut établi; il proclama l'indépendance des Provinces-Unies, et rappela le prince d'Orange. L'amiral Werhuel, n'ayant pu sauver ses vaisseaux, se décida à défendre les ouvrages de Niewe-Drep, du Helder, du Texel, et s'enferma dans le fort Lasalle. Hollandais, mais amiral français, il fit son devoir jusqu'à la dernière extrémité. Le roi Louis, se croyant adoré des Hollandais, s'était mis en tête de retourner dans son royaume. Il l'avait proposé à l'Empereur au commencement d'août. A la fin de novembre, il s'offrit aux magistrats d'Amsterdam. Sa place avait été donnée. D'ailleurs, les souvenirs de 1810 ne pouvaient prévaloir contre l'anathème dont était frappée la dynastie napoléonienne.

Bulow continuant ses progrès, Molitor passa la Meuse, et se retira sur Anvers. Rampon se renferma dans Gorcum, Bizanet à Berg-op-Zoom. L'Empereur

envoya (4 décembre) le général Decaen prendre le commandement pour mettre la ligne de la Meuse en état de défense, et le général Ambert pour assurer les communications avec une colonne mobile. L'ennemi ayant passé la Meuse, Decaen fit évacuer Breda, Gertruydenberg et Wilhemstadt, qui furent occupés par l'ennemi. Mécontent de Decaen et inquiet pour la Belgique, l'Empereur lui retira le commandement. Il donna l'ordre aux divisions Barrois et Lefebvre-Desnouettes de sa garde, ainsi qu'à celle de Boyer, qui se formait à Lille, de se rendre à Bruxelles, et au maréchal Mortier de passer dans le nord avec les divisions Friant et Laferrière. Pour couvrir la marche de ces troupes, il ordonna à Roguet de reprendre Breda, et au maréchal Macdonald de se rapprocher de Bois-le-Duc. Le 20, Roguet parut devant Breda, somma la place, et la bombarda pendant deux jours. Le 22, Lefebvre-Desnouettes prit le commandement. Les Prussiens et les Anglais vinrent en force au secours de la place. Les Français se rapprochèrent d'Anvers, et prirent poste à Hogstraeten et Braschaet. Ils tenaient encore, dans la ligne occupée par l'ennemi, Delfzil, à l'embouchure de l'Ems, Naarden et le Texel, Nimègue, Gorcum, Bois-le-Duc, Flessingue, Walcheren et Berg-op-Zoom.

Nommé, le 21 décembre, au commandement du 1[er] corps d'armée, le général Maison vint à Anvers. Il fit mettre en état de défense les places et les forts occupés par les Français.

Dès que les coalisés eurent lancé leur déclaration de Francfort, leurs armées se mirent en mouvement pour se rapprocher des points où elles devaient passer le Rhin. La neutralité de la Suisse les gênait. Après la bataille de Leipzig, l'empereur Alexandre avait promis qu'elle serait respectée, et y avait envoyé Capo-d'Istria. Une diète extraordinaire avait, le 18 novembre, publié sa déclaration de neutralité. L'armée fédérale avait été mise sur pied. L'Autriche, voulant s'emparer de la route du Simplon pour tourner l'armée d'Italie, avait, de son côté, envoyé en Suisse le saxon Senft de Pilsach, pour s'entendre avec le parti bernois, qui était dans les intérêts de cette puissance. Les Bernois allèrent audevant de ses desirs, et envoyèrent des députés à Schwarzenberg pour lui livrer leur pays. Capo-d'Istria, changeant de rôle, ou en ayant reçu un double de son maître, remit, de concert avec le plénipotentiaire autrichien, Lebzeltern, une note au landaman de la Suisse, pour lui déclarer qu'ils ne reconnaissaient pas sa neutralité, tout simplement parce qu'elle était utile à la France. Schwarzenberg transporta, le 20 décembre, son quartier général à Lorrach, annonçant qu'il allait passer le Rhin. Le général Watteville reploya docilement ses bataillons, et les renvoya chez eux en leur recommandant de *conserver sans tache la belle réputation des Suisses, et en leur souhaitant la bénédiction de Dieu.*

La recommandation produisit son effet; peu de jours après des députés des cantons se réunirent à

Zurich; l'acte de médiation fut aboli, la Suisse se joignit à la coalition.

Les Autrichiens passèrent le Rhin dans la nuit du 20 au 21 à Bâle et successivement tant par cette ville que par Schaffouse et Laufenbourg. Schwarzenberg répandait des proclamations. Il déclarait aux Français que les coalisés ne leur faisaient pas la guerre, mais qu'ils repoussaient loin d'eux le joug que le gouvernement impérial voulait imposer à leur pays; que la seule conquête qu'ils ambitionnaient était celle de la paix, d'une paix qui assurât à l'Europe et à la France un véritable état de repos. L'empereur Alexandre, instruit à Carlsruhe du passage de Schwarzenberg, s'exprima, dit-on, avec véhémence contre cette violation de la foi donnée; mais il fut bientôt apaisé par son résultat; car les Autrichiens envahirent toute la frontière depuis Bâle jusqu'à Genève. Ils investirent Huningue et Béfort, poussèrent à Porentrui, s'emparèrent des forts de Landscrone et Blamont, les firent sauter et entrèrent à Colmar. Milhaud les attaqua et après un combat très vif les chassa de cette ville et les repoussa jusqu'à Ensisheim. Le général Bubna se porta sur Genève, le préfet Capelle avait décampé, le général Jordis, commandant, fut frappé d'apoplexie; son successeur effrayé évacua la ville, les magistrats en portèrent les clefs à Bubna.

Après avoir attendu que Schwarzenberg eût effectué son passage par la Suisse, l'armée de Silésie passa le Rhin depuis Manheim jusqu'à Coblentz.

Blücher lança aussi sa proclamation. Il recommandait aux habitans de demeurer tranquillement chez eux, aux employés de rester à leur poste, de continuer leurs fonctions; il ordonnait que toute communication cessât avec l'empire français, et déclarait que ceux qui ne se conformeraient pas à cet ordre seraient coupables de trahison envers les puissances alliées; qu'il les ferait traduire devant un conseil de guerre et punir de mort. Les actes suivaient les menaces. On enlevait des préfets, on pillait les villes qui opposaient de la résistance. Les armées alliées à mesure qu'elles s'avançaient sur plusieurs lignes qui se succédaient, inondaient le territoire. Les faibles corps d'armée français ne pouvant se présenter en bataille rangée devant un ennemi trop supérieur, étaient obligés de se retirer en lui disputant le terrain.

Jusqu'au mois de janvier, il n'y eut que des manœuvres, des escarmouches, des engagemens partiels qui ralentissaient les progrès des alliés, mais qui ne les arrêtaient pas. La situation devenait inquiétante. Il est vrai que pendant ce temps-là l'armée française recevait des renforts de l'intérieur.

Un décret du 17 décembre ordonna la formation de quatre cent cinquante-sept cohortes de gardes nationales et de cinquante-quatre compagnies d'artillerie, au total cent quatre-vingt mille hommes, destinés à la garde des places fortes, et à la police de villes ouvertes les plus considérables.

Le 19 décembre, l'Empereur fit l'ouverture du Corps-Législatif. Le sénat et le conseil d'état y assistaient.

« D'éclatantes victoires, leur dit-il, ont illustré les armes françaises dans cette campagne; des défections sans exemple ont rendu ces victoires inutiles: tout a tourné contre nous; la France même serait en danger sans l'énergie et l'union des Français. Dans ces grandes circonstances, ma première pensée a été de vous appeler près de moi: mon cœur a besoin de la présence et de l'affection de mes sujets. Je n'ai jamais été séduit par la prospérité; l'adversité me trouverait au-dessus de ses atteintes. J'ai plusieurs fois donné la paix aux nations lorsqu'elles avaient tout perdu. D'une part de mes conquêtes j'ai élevé des trônes pour des rois qui m'ont abandonné. J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour le bonheur du monde.... Monarque et père, je sens que la paix ajoute à la sécurité des trônes et à celle des familles....Rien ne s'oppose de ma part au rétablissement de la paix. Je connais et je partage tous les sentimens des Français; je dis des Français, parce qu'il n'en est aucun qui desirât la paix au prix de l'honneur.»

Après avoir rappelé l'état des négociations, et annoncé la communication des pièces: «Vous êtes, dit-il, les organes naturels de ce trône: c'est à vous de donner l'exemple d'une énergie qui recommande notre génération aux générations futures. Qu'elles ne disent pas de nous: ils ont sacrifié les premiers intérêts du pays! ils ont reconnu les lois que l'Angleterre a cherché en vain, pendant quatre siècles, à imposer à la France! Mes peuples ne peuvent pas craindre que la politique de leur empereur trahisse

jamais la gloire nationale. De mon côté j'ai la confiance que les Français seront constamment dignes d'eux et de moi. »

Communiquer les pièces d'une négociation, c'était de la part du pouvoir une condescendance inaccoutumée; malgré la noble fierté de son langage, il descendait de sa hauteur, suppliait et prêtait le flanc. Deux commissions furent nommées : celle du sénat fut composée de Fontanes, Talleyrand, Saint-Marsan, Barbé-Marbois, Beurnonville; celle du Corps-Législatif de Raynouard, Laîné, Gallois, Flaugergues, Maine de Biran. Parmi ces hommes, la plupart n'étaient pas plus en état de répondre aux vues de l'Empereur qu'aux besoins de la situation où se trouvait la France. Il y avait des ennemis de Napoléon, des flatteurs qui ne pensaient qu'à conserver leur fortune, des personnages élevés par la révolution, sans l'avoir embrassée, quelques honnêtes gens, incapables de trahison, mais aussi d'énergie et de dévoûment à la cause nationale.

Cependant, rapporteur de la commission du sénat, Fontanes remplit assez dignement sa tâche. Après l'expression habituelle de ses hommages et de son admiration pour les institutions monarchiques, le trône et Napoléon, il caractérisa parfaitement les actes des puissances, en démontra le but perfide, et leur opposa les intentions vraiment pacifiques de l'Empereur. Il rappela au peuple ce qu'il se devait à lui-même, ce qu'il devait au monarque. Trente-six millions d'hommes ne pouvaient trahir leur gloire

et leur destinée; la France avait reçu quelques atteintes, mais elle était loin d'être abattue. Le découragement dans le malheur serait encore plus inexcusable que la jactance dans le succès. Ainsi donc, en invoquant la paix, les préparatifs militaires devaient être partout accélérés, et soutenir la négociation.

« Rallions-nous, termina le rapporteur, autour de ce diadème où l'éclat de cinquante victoires brille à travers un nuage passager. La fortune ne manque pas long-temps aux nations qui ne se manquent pas à elles-mêmes. »

Le sénat délibéra une adresse à l'Empereur. On y disait : « La paix est le vœu de la France et le besoin de l'humanité. Si l'ennemi persiste dans son refus, eh bien, nous combattrons pour la patrie entre les tombeaux de nos pères et les berceaux de nos enfans. »

L'Empereur répondit : « Les sacrifices que comportent les bases préliminaires proposées par l'ennemi, et que j'ai acceptées, je les ferai sans regret; ma vie n'a qu'un but, le bonheur des Français. Cependant le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant, sont entamés; les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme! J'appelle les Français au secours des Français; j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, de la Bourgogne et des autres départemens, au secours de leurs frères! Les abandonnerons-nous dans leur malheur? Paix et délivrance de notre territoire doit

être notre cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira ou signera la paix sur les bases qu'il a lui-même proposées. Il n'est plus question de recouvrer les conquêtes que nous avions faites. »

Il n'y avait, dans le langage du sénat, rien qui pût le faire soupçonner capable d'opposition, et encore moins de défection. Napoléon n'était pas encore tombé assez bas.

Au Corps-Législatif, les choses ne se passèrent pas aussi tranquillement. Après la communication des pièces, des discussions s'établirent dans la commission sur le but de la guerre, et sur les conditions nécessaires pour la nationaliser. Raynouard et Laîné, avec une grande vivacité d'expression, demandèrent en échange des sacrifices imposés à la nation, que les bases des libertés publiques fussent posées. Laîné fut chargé du rapport, et le fit dans une séance secrète, le 28.

Pour empêcher la patrie d'être la proie de l'étranger, il faudrait, dit-il, rendre la guerre nationale. Pour l'espérer, il était desirable d'unir plus étroitement la nation et son monarque. C'était un besoin d'imposer silence aux ennemis, sur leurs accusations d'agrandissement; il y aurait une véritable grandeur à les désabuser par une déclaration formelle de ne continuer la guerre que pour l'indépendance du peuple français et l'intégrité de son territoire. C'était au gouvernement à proposer les moyens de repousser l'ennemi et d'asseoir la paix sur des

bases durables. Ces moyens seraient efficaces, si les Français étaient persuadés que le gouvernement n'aspirait plus qu'à la gloire de la paix, que leur sang ne serait plus versé que pour défendre une patrie et des lois protectrices. Mais ces mots consolateurs de paix et de patrie retentiraient en vain, si l'on ne garantissait les institutions qui en promettaient les bienfaits. Il paraissait donc à la commission indispensable qu'en même temps que le gouvernement proposerait les mesures les plus promptes pour la sûreté de l'état, sa majesté fût suppliée de maintenir l'entière et constante exécution des lois qui garantissaient aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques.

La discussion fut très animée. Le président Regnier interrompit Raynouard par ces mots : « Orateur, ce que vous dites est inconstitutionnel. » A quoi il répliqua : « Il n'y a ici d'inconstitutionnel que votre présence. »

La délibération fut renvoyée au 30. Une majorité des quatre cinquièmes vota une adresse à l'Empereur, l'impression et la distribution du rapport de Lainé à six exemplaires. L'Empereur fit arrêter l'impression, saisir les épreuves, et ne reçut pas l'adresse; il vint au conseil d'état.

« Messieurs, dit-il, vous connaissez la situation des choses et le danger de la patrie; j'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du Corps-Législatif; j'ai voulu

les associer ainsi à leurs intérêts les plus chers. Mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi, c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me seconder de leurs efforts, ils gênent les miens. Notre attitude seule pouvait arrêter l'ennemi, leur conduite l'appelle. Au lieu de lui montrer un front d'airain, ils lui découvrent nos blessures; ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen pour l'obtenir était de me recommander la guerre. Ils se plaignent de moi, ils parlent de leurs griefs; mais quel temps prennent-ils, quel lieu? N'était-ce pas en famille, et non en présence de l'ennemi, qu'ils devaient traiter de pareils objets? Étais-je donc inabordable pour eux? Me suis-je jamais montré incapable de discuter la raison? Toutefois, il faut prendre un parti : le Corps-Législatif, au lieu d'aider à sauver la France, concourt à précipiter sa ruine; il trahit ses devoirs; je remplis les miens, je le dissous. »

Il fit donner lecture d'un décret portant que deux cinquièmes du Corps-Législatif ayant déjà épuisé leurs pouvoirs, qu'au 1er janvier un autre cinquième allant se trouver dans le même cas, la majorité serait sans pouvoirs; qu'en conséquence le Corps-Législatif était prorogé et ajourné jusqu'à ce que de nouvelles élections l'eussent complété.

« Tel est, reprit l'Empereur, le décret que je rends; et si l'on m'assurait qu'il doit, dans la journée, porter le peuple de Paris à venir en masse me massacrer aux Tuileries, je le rendrais encore; car tel est mon devoir. Quand le peuple français me confia ses

destinées, je considérai les lois qu'il me donnait pour le régir; si je les avais crues insuffisantes, je n'aurais pas accepté. Qu'on ne pense pas que je sois un Louis XVI; pour avoir été empereur, je n'ai pas cessé d'être citoyen. Si l'anarchie devait être de nouveau consacrée, j'abdiquerais, pour aller dans la foule, jouir de ma part de souveraineté, plutôt que de rester à la tète d'un ordre de choses où je ne pourrais que compromettre chacun, sans pouvoir protéger personne. Du reste, ma détermination est conforme à la loi; si tous veulent aujourd'hui faire leur devoir, je dois être invincible derrière elle, comme devant l'ennemi. »

Le lendemain, 1er janvier, à la réception des autorités aux Tuileries, Napoléon s'emporta dans une allocution violente contre le Corps-Législatif.

« Messieurs, vous pouviez faire du bien et vous n'avez fait que du mal.

« Les onze douzièmes d'entre vous sont bons, les autres sont des factieux.

Qu'espériez-vous en vous mettant en opposition? vous saisir du pouvoir? mais quels étaient vos moyens? Êtes-vous représentans du peuple? je le suis, moi : quatre fois j'ai été appelé par la nation, et quatre fois j'ai eu les votes de cinq millions de citoyens pour moi. J'ai un titre et vous n'en avez pas; vous n'êtes que les députés des départemens de l'Empire.

« Votre commission a été conduite par l'esprit de la Gironde et d'Auteuil. M. Laîné est un conspirateur, un agent de l'Angleterre, avec laquelle il est

en correspondance par l'intermédiaire de l'avocat Desèze : les autres sont des factieux.

« Je suivrai de l'œil M. Laîné, c'est un méchant homme.

« Votre rapport est rédigé avec une astuce et des intentions perfides dont vous ne doutez pas. Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal.

« J'ai sacrifié mes passions, mon orgueil, mon ambition au profit de la France; je m'attendais que vous m'en sauriez quelque gré, et lorsque j'étais disposé à faire tous les sacrifices, j'espérais que vous m'engageriez à ne pas faire ceux qui ne seraient pas compatibles avec l'honneur de la nation. Loin de là, dans votre rapport, vous avez mis l'ironie la plus sanglante à côté des reproches. Vous dites que l'adversité m'a donné des conseils salutaires. Comment pouvez-vous me reprocher mes malheurs? je les ai supportés avec honneur, parce que j'ai reçu de la nature un caractère fort et fier, et si je n'avais pas cette fierté dans l'âme, je ne me serais pas élevé au premier trône de l'univers.

« Cependant j'avais besoin de consolations et je les attendais de vous; vous avez voulu me couvrir de boue, mais je suis de ces hommes qu'on tue et qu'on ne déshonore pas.

« Était-ce par de pareils reproches que vous prétendiez relever l'éclat du trône? Au reste, qu'est-ce que le trône? quatre morceaux de bois dorés, couverts d'un morceau de velours? Le trône est dans la

nation, on ne peut me séparer d'elle sans lui nuire, car la nation a plus besoin de moi que je n'ai besoin d'elle; que ferait-elle sans chef et sans guide?

« Lorsqu'il s'agit de repousser l'ennemi, vous demandez des institutions comme si nous n'en avions pas! N'êtes-vous pas contens de la constitution? il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre ou attendre deux ans après la paix. Vous voulez donc imiter l'Assemblée constituante et recommencer une révolution? Mais je n'imiterai pas Louis XVI, j'abandonnerais le trône et j'aimerais mieux faire partie du peuple souverain que d'être roi esclave. »

On a fait un grand étalage de l'organisation et de la puissance du parti bourbonien. Dans ce moment, une confédération royaliste avait, dit-on, pour chefs les ducs de Duras, de la Trémouille et de Fitz de James; MM. de Polignac, Ferrand, Adrien de Montmorency, Sosthène de La Rochefoucauld, de Sesmaisons et La Roche-Jacquelin[1]. On ne révoque pas en doute les intentions, les desirs, les espérances de ces illustres personnages. Des chefs sans soldats, sans moyens, de petites intrigues, bien occultes sans influence, voilà tout.

Depuis quelques années il s'était formé, à Bordeaux, une association secrète sous la direction de M. Taffard de Saint-Germain, se disant commissaire de Louis XVIII. Cette association s'était recrutée de

[1] Alphonse Beauchamp, histoire de la campagne de 1814.

quelques nobles du Médoc, sous l'influence de M. de La Roche-Jacquelin et de la marquise de Donissan; c'était un foyer d'opposition contre l'Empereur. Une autre association religieuse, sorte de congrégation politique, était dirigée par le chevalier de Gombaut. Tout cela se liait à une vieille pensée d'insurrection dans la Vendée et la Guyenne, sous les ordres de La Roche-Jacquelin, projets conçus et mourans dans des épanchemens de société intime. Il est vrai que depuis les désastres de Leipzig et la menace de l'invasion étrangère, l'association bourbonienne prit quelque consistance. On la verra ne se manifester et n'oser lever la tête que lorsqu'elle sera sûre de l'appui des armées coalisées, et qu'il n'y aura plus pour elle de péril. C'est le destin malheureux du parti, on ne peut trop le constater. Il n'est pas certain que le député Laîné lui appartînt déjà, mais il y fut nécessairement jeté par les apostrophes de l'Empereur et les dangers de l'Empire. Le maire Lynch était encore ardent napoléoniste; sa défection vint plus tard et fut presque aussi subite qu'imprévue. Quelles que pussent être les intentions de Laîné, dans son rapport, il ne fut que l'interprète des sentimens de la commission; il fut adopté par une immense majorité; ils n'étaient pas tous des conjurés. Les autres membres ne furent point accusés de participation à un complot. L'Empereur appela Laîné un *méchant homme* et ses collègues des *factieux*, il menaça de les poursuivre, mais personne ne fut inquiété.

Le Corps-Législatif, produit de l'élection sénatoriale, était trop peu considéré pour que son concours fût d'une grande utilité à l'Empereur; il ne l'avait pas convoqué en 1812, à peine l'avait-on remarqué. Il doublait les contributions par décrets, personne ne pensait à se plaindre. Le sénat lui accordait toutes les levées d'hommes qu'il voulait. En convoquant les députés pour produire quelque effet moral, il se livrait affaibli, menacé, à la merci de ce simulacre de représentation. Elle le sentit, en abusa et plaça elle et l'Empereur dans un défilé sans issue. Elle voulait qu'il déclarât renoncer à ses conquêtes, il ne le pouvait pas, elles valaient bien la peine d'une négociation. Elle exigeait des institutions, mais de quelle nature? Était-on en position, avait-on le temps de traiter un sujet aussi grave? Le moment ne pouvait être plus mal choisi. D'un autre côté, le moment favorable, quand serait-il venu? Incapable de céder à la menace, l'Empereur n'aurait jamais consenti de lui-même à rétrograder, à descendre, c'était contre sa nature. D'ailleurs, pour les choses humaines, il arrive un point de maturité où, indépendamment de toutes convenances, on est entraîné vers leur solution : ce moment était arrivé pour la France, c'est l'Empereur qui l'avait amené. Ce fut une faute. Il eût mieux valu pour la chose publique que le Corps-Législatif ne fût pas sorti de sa marche habituelle; sa levée de bouclier ne pouvait faire de bien, elle força l'Empereur à une rupture, et ce fut un mal; car, incontestablement souverain

absolu, il se donna gratuitement le tort apparent de prendre la dictature.

Par leur déclaration de Francfort, les puissances avaient voulu le séparer de la nation; en congédiant brusquement le Corps-Législatif, il s'en sépara lui-même. Les députés, tombés si bas et presque inaperçus, se relevèrent dans l'opinion et furent regardés comme des victimes du despotisme impérial. Les amis de la liberté, les ennemis de l'Empire, les partisans des Bourbons sympathisèrent avec eux; cette rupture fut donc un évènement funeste.

L'Empereur ordonna l'envoi de commissaires extraordinaires, dans les divisions militaires, chargés d'accélérer les levées de la conscription; l'habillement, l'équipement et l'armement des troupes; le complément de l'approvisionnement des places; la rentrée des chevaux requis pour le service de l'armée; la levée et l'organisation des gardes nationales. Ceux qui étaient envoyés dans les pays que menacerait l'ennemi, ordonneraient des levées en masse et toutes autres mesures quelconques nécessaires à la défense du territoire. Ils étaient autorisés à former des commissions militaires et à y traduire toutes personnes prévenues d'intelligences avec l'ennemi. Ils pouvaient prendre toutes les mesures de haute police et des arrêtés obligatoires pour tous les citoyens; les autorités judiciaires, civiles et militaires étaient tenues de s'y conformer.[1]

Excepté trois conseillers d'état, ces commissaires

[1] Décret du 26 décembre.

étaient des sénateurs, la plupart hommes très peu populaires, dévoués à la prospérité, refroidis par les revers, effrayés de la crise, craignant de compromettre leur fortune et leurs honneurs. Leur mission ne fut, hors quelques exceptions, que de parade.

L'Empereur n'était pas heureux dans ses choix; quelques-uns prouvaient qu'il n'avait pas de rancune. Portalis, disgracié depuis 1811, fut, sur la proposition de son ami Molé, nommé premier président de la cour impériale d'Angers. Il n'avait que trente-cinq ans, mais il avait aussi un nom recommandable; il était éminemment monarchique et dévot.

CHAPITRE XCVI.

Voies et moyens pour les dépenses. — Levées d'hommes. — Organisation de la garde nationale à Paris. — L'Empereur lui fait ses adieux. — Etablissement de la régence. — Départ du pape de Fontainebleau. — Instructions de Napoléon à Caulaincourt. — Congrès de Châtillon. — Italie, défection de Murat. — Campagne de France. — Combats de Saint-Dizier et de Brienne. — Bataille de Brienne. — Belgique; Anvers, Carnot, gouverneur. — Opérations des Autrichiens dans le midi et sur Lyon. — Négociations.

L'année 1814 s'ouvrait avec des besoins immenses, tristes résultats des désastres de deux campagnes. L'Empereur ayant renvoyé le Corps-Législatif, y pourvut par décrets; celui du 4 janvier fixa le budget des recettes à 1,176,800,000.

Celui du 9 ordonna que les contributions seraient perçues comme pour 1813; qu'il serait, en outre, imposé 50 centimes additionnels au principal de la contribution foncière, et que la contribution personnelle et immobilière, et celle des portes et fenêtres seraient doublées. Mais la France fut envahie de toutes parts; les lignes de douane furent rompues, les percepteurs et receveurs des diverses con-

tributions obligés de fuir ou de percevoir pour le compte de l'ennemi; il frappa des réquisitions, ses armées se livrèrent au pillage; quarante-quatre départemens furent séparés de la France. Cette dernière circonstance suffit pour diminuer les recettes d'un tiers, l'effet des autres causes fut incalculable.

Les coalisés avaient lancé contre la France un million de soldats; six cent mille avaient franchi ses frontières ou les menaçaient. Elle n'en avait pas cent cinquante mille à leur opposer, ses places n'étaient pas en état, ni les nouvelles levées en ligne. Gâté par la fortune, l'Empereur n'avait pas assez tôt prévu l'invasion; la rapidité des évènemens ne laissait pas le temps de développer les ressources de la France : à qui s'en prendre? Toute l'action partait d'un seul homme, rien ne pouvait se mouvoir que par son impulsion. Dans cette situation critique, il ne manqua ni de courage, ni d'activité, ni d'espoir, mais il n'était pas en son pouvoir d'arrêter le temps pour réparer les torts de l'imprévoyance.

Ce fut un grand malheur que la levée en masse, ou au moins la garde nationale, n'eût pas été organisée de longue main. Le 9 novembre, lorsque l'Empereur revint à Paris, il était bien tard, cependant, il y avait encore quelque chose à faire; il n'y avait donc pas de temps à perdre ni rien à négliger. Mais en guerre comme en paix, il redoutait les forces populaires, les moyens révolutionnaires, le lendemain d'une victoire du peuple. Moins scrupuleuses, les puissances ennemies y avaient eu recours. Il se

borna à une levée de trois cent mille conscrits. Un mois après, le 17 décembre, il appela cent quatre-vingt mille hommes de garde nationale destinés à la garde des places fortes et à la police des villes ouvertes. Le temps manquait pour toutes ces opérations, que les circonstances et la levée de cinq cent mille hommes, faite au commencement de 1813, rendaient de plus en plus difficiles. Les cohortes urbaines qui, d'après les intructions, se composaient des habitans riches ou aisés, loin d'être utiles à la défense, étaient la plupart disposées à capituler avec l'ennemi. Les commissaires extraordinaires avaient bien le pouvoir de faire des levées en masse, mais d'après leur libre arbitre, il y en avait très peu qui l'osassent. Ils passaient leur temps à recevoir des honneurs et des salves de canon. Les uns craignaient de se compromettre, d'autres s'arrangeaient avec le parti royaliste. Au commencement de janvier seulement on annonça, dans le Moniteur, que la levée en masse était ordonnée dans les départemens frontières, depuis les Vosges jusqu'au Mont-Blanc et dans ceux de la Bourgogne, de la Champagne et de l'Alsace.

A l'exemple de l'Empereur, les maréchaux, les généraux méprisaient tout ce qui n'était pas soldat ou en faisaient peu de cas, et ne secondaient pas ces levées; d'ailleurs, l'invasion ne permettait plus de les organiser sur plusieurs points des frontières, là où elles auraient été le plus nécessaires. Il y eut pourtant des populations qui se dévouèrent; il man-

qua de direction et d'ensemble, il n'y eut point de grand mouvement national.

Les frontières étaient envahies, Paris allait être menacé, il était sans défense; l'Empereur se décida enfin à y pourvoir. Les uns, en petit nombre, lui proposaient de se servir d'hommes capables de mettre en mouvement les masses; la tourbe des courtisans lui conseillait de recourir aux classes élevées plutôt qu'aux jacobins et à la canaille. «Dans ma position, dit-il, il n'y a pour moi de noblesse que dans les faubourgs et de canaille que dans la noblesse.» Il fit des promenades dans les faubourgs, il y trouva du dévoûment; cependant les courtisans l'emportèrent.

Le 8 janvier seulement, l'Empereur décréta l'organisation et la mise en activité de la garde nationale de Paris : c'était lui qui la commandait. Il en donna le commandement en second au maréchal Moncey, et nomma à tous les grades supérieurs. C'était, comme pour les cohortes urbaines, une élite des habitans riches et aisés, bons pour protéger les propriétés et faire la police, mais incapables de se dévouer à la défense de la ville contre l'ennemi. Là où il fallait des commandans et des officiers populaires, on nommait des hommes de cour ou du pouvoir, des hommes titrés pour diriger des bourgeois. La force de cette garde nationale, prise dans une population d'environ six cent mille âmes, était réduite à trente mille hommes; les plus propres à se battre, les plus capables de dévoûment restaient en dehors et désarmés.

Ne pouvant affronter à-la-fois toutes les masses ennemies, Napoléon était réduit à concentrer ses forces, à observer les mouvemens de leurs corps d'armée pour tomber sur ceux qu'il trouverait isolés et les battre ainsi en détail. Avec ce système, il devait obtenir des succès partiels, mais ce ne serait pas sans éprouver des pertes, et, en définitive, ne viendrait-il pas un moment où la victoire resterait aux plus forts bataillons?

L'Empereur jugea qu'il ne pouvait plus différer d'aller se mettre à la tête de ses armées; il y envoya Berthier pour annoncer sa prochaine arrivée.

Dans ce moment où il apportait tant de réserve dans l'emploi de la garde nationale, il décrétait la formation, à Paris, de douze régimens de voltigeurs et de tirailleurs, composés de volontaires âgés de plus de vingt ans jusqu'au-dessous de cinquante : ils ne purent se compléter.

Le 23 janvier, accompagné de l'Impératrice et du roi de Rome, il reçut, au palais des Tuileries, le serment des officiers de l'état-major et des douze légions de la garde nationale. « Je pars avec confiance, leur dit-il, je vais combattre l'ennemi, et je vous laisse ce que j'ai de plus cher, l'Impératrice et mon fils. » Ils acceptèrent le dépôt avec enthousiasme. Ce fut une scène touchante.

Dans un conseil, composé des grands dignitaires, des ministres et des ministres d'état, il reçut aussi le serment de l'Impératrice, à laquelle il conférait la régence. Il nomma son frère Joseph son lieute-

nant. Les pouvoirs de la régente étaient très limités. D'après les lettres-patentes, elle ne pouvait présenter aucun sénatus-consulte, ni proclamer aucune loi. Dans la nuit, l'Empereur brûla ses papiers les plus secrets, il embrassa sa femme et son fils, et le 25, à trois heures du matin, il monta en voiture.

Le lendemain, une députation d'officiers de la garde nationale présenta à l'Impératrice une adresse à l'Empereur, revêtue de cinq cents signatures : c'étaient dans toutes les classes les plus grandes notabilités de Paris. « Partez, sire, y disait-on, partez avec sécurité, que nulle inquiétude sur le sort de ce que vous avez, de ce que nous avons de plus cher ne trouble vos grandes pensées; allez avec nos enfans et nos frères repousser les ennemis coalisés qui ravagent nos provinces. A la force de vos armes, à la puissance de votre génie, nous unirons la force de l'esprit public que raniment les dangers de la patrie, la puissance de la fierté nationale, qui s'indigne de l'insolent orgueil des étrangers..... Les ennemis ont en vain conçu l'injurieux espoir de diviser la nation, son union avec son souverain est indissoluble....... Fiers du dépôt auguste que vous remettez à notre foi, nous défendrons votre capitale contre les étrangers, et votre trône contre tous les efforts de tous les genres d'ennemis....... En recevant la couronne, vous reçûtes aussi nos sermens, nous les renouvelons aux pieds de votre majesté, aux pieds de l'épouse révérée, si digne de votre amour et du nôtre, et devant le berceau de votre auguste fils. »

« J'ai partagé, répondit l'Impératrice, les sentimens que l'Empereur éprouvait en vous parlant. Comme lui j'ai une entière confiance dans votre courage, dans votre dévoûment et dans votre fidélité.»

La plus grande partie des officiers était de bonne foi. Alors on se résignait bien au sacrifice de la plupart des conquêtes, on ne soupçonnait pas que le trône impérial fût en danger.

On avait arrêté un système de travaux pour la défense de la capitale : on s'y prit encore trop tard; on organisa, pour les exécuter, un corps de génie de la garde nationale.

Depuis la tentative de négociation faite auprès du pape, le 18 décembre, il était resté oublié, sa présence à Fontainebleau n'était plus qu'un embarras. Il eût été fâcheux pour l'Empereur que Pie VII fût délivré par les coalisés. Il se détermina à le faire partir : desirant encore un arrangement, il envoya, le 19 janvier, l'évêque de Plaisance, Beaumont, auprès du pape, muni de pouvoirs et d'un projet de traité par lequel on lui rendait ses états, sans aucune condition. Le pape répondit qu'il ne pouvait se prêter à aucune négociation, parce que la restitution de ses états était un acte de justice, et ne pouvait devenir l'objet d'un traité; qu'il ne demandait qu'à retourner à Rome. Le lendemain, M. de Beaumont étant allé prendre congé, le pape lui dit : « Assurez l'Empereur que je ne suis pas son ennemi ; la religion ne me le permettrait pas. J'aime la France, et, lorsque je serai à Rome, on

verra que je ferai tout ce qui sera convenable. »

L'Empereur donna l'ordre de départ du pape; le 23 janvier, il se mit en route, après avoir fait ses adieux aux cardinaux, et leur avoir laissé une instruction très étendue, comme règle de conduite, et pour leur défendre deconsentir à aucune composition. Le 26, les seize cardinaux qui étaient à Fontainebleau, reçurent l'ordre de se rendre dans différentes villes de l'intérieur.

Le pape croyait être parti pour Rome; il avait été dirigé sur Savonne. Le receveur général du département de Montenotte reçut l'ordre de mettre à la disposition du préfet 12,000 francs par mois pour payer la dépense de la maison du pape, pendant tout le temps que, vu les circonstances, le souverain pontife aurait sa résidence à Savonne. Les évènemens rendirent ces dispositions inutiles.

Au milieu de tant de désastres qui affligeaient la France, la fin de la longue lutte avec le pape passa presque inaperçue. Ses fers allaient être brisés; sans soldats, sans trésors, par l'obstination, la patience, il triomphait du plus grand capitaine, du plus puissant monarque. Plus fatale aux princes qui la reconnaissent, qui la protègent, qui s'allient avec elle, qu'à ceux qui s'en affranchissent, la cour de Rome donnait une grande leçon aux rois.

Malgré les protestations répétées des puissances, les apparences étaient peu favorables à la paix. La négociation, suspendue pendant un mois, reprit son cours, et marcha de front avec les opérations

de la guerre. Lorsque l'adhésion de l'Empereur aux bases de Francfort, notifiée, le 2 décembre, par Caulaincourt, parvint à Metternich, les dispositions des puissances étaient changées, elles avaient publié leur déclaration hostile, du 1er; il fit une réponse dilatoire. Les puissances avaient décidé que l'adhésion serait portée sans délai, à la connaissance de leurs alliés, ne doutant pas qu'après la réception de leurs réponses, les négociations ne pussent s'ouvrir; elles furent suspendues. Les puissances donnèrent pour prétexte qu'elles attendaient l'arrivée de lord Castelreagh; lord Aberdeen, qui avait concouru aux bases de Francfort, n'avait point, disaient-elles, de pouvoirs. Il était clair que la négociation n'était, pour elles, qu'un pis-aller tenu en réserve. Napoléon en jugea d'abord ainsi : il envoya cependant Caulaincourt à leur quartier général. D'après ses instructions, il lui paraissait douteux que les alliés fussent de bonne foi, et que l'Angleterre voulût la paix. Lui la voulait solide, honorable; la France, dans ses limites naturelles, sans Ostende, sans Anvers, ne serait plus en rapport avec les autres états de l'Europe. L'Angleterre et toutes les puissances avaient reconnu ces limites à Francfort; il les avait acceptées, mais il était plus que probable que les alliés avaient d'autres idées, leurs propositions n'avaient été qu'un masque. Les négociations une fois placées sous l'influence des évènemens militaires, on ne pouvait prévoir les conséquences d'un tel système. Il fallait donc que Caulaincourt écoutât, ob-

servât tout. Napoléon baserait ses instructions sur ce qu'il apprendrait des vues des alliés. Voulait-on réduire la France à ses anciennes limites? c'était l'avilir. On se trompait, si l'on croyait que les malheurs de la guerre pussent faire desirer à la nation une telle paix. Il n'était pas un cœur français qui n'en sentît l'opprobre au bout de six mois, et qui ne la reprochât au gouvernement assez lâche pour la signer. L'Italie était intacte, le vice-roi avait une belle armée; avant huit jours l'Empereur aurait réuni de quoi livrer plusieurs batailles, même avant l'arrivée de ses troupes d'Espagne. Les dévastations des cosaques armeraient les habitans et doubleraient ses forces. Si la nation le secondait, l'ennemi marchait à sa perte; si la fortune le trahissait, son parti était pris, il ne tenait pas au trône. Il n'avilirait ni la nation, ni lui, en souscrivant à des conditions honteuses. Il fallait savoir ce que voulait Metternich. Il n'était pas de l'intérêt de l'Autriche de pousser les choses à bout.[1]

Sur ses forces, l'Empereur se livrait à des illusions qui devaient bientôt se dissiper. L'armée d'Italie n'était plus d'aucun secours; la France, prise au dépourvu, accoutumée à compter sur ses soldats, trop timidement remuée pour une aussi grande crise, travaillée par la trahison, ne paraissait guère en état de résister à l'invasion.

Caulaincourt fut retenu aux avant-postes enne-

[1] Lettre du 4 janvier.

mis. Avant de lui envoyer des passeports, Metternich attendait toujours lord Castelreagh qui, chemin faisant, commençait par restaurer la maison d'Orange en Hollande, préludant ainsi à la restauration des Bourbons en France. Ce fut, c'était toujours le but de la coalition, le vœu le plus ardent de l'aristocratie anglaise. Castelreagh venait de l'exprimer à Pozzo-di-Borgo, qui avait été envoyé de Francfort à Londres. Cet ennemi mortel de Napoléon, avait visité les princes français, et leur avait donné de grandes espérances. Cependant l'empereur d'Autriche écrivait à Marie-Louise, et lui protestait que, quels que fussent les évènemens, il ne séparerait jamais la cause de sa fille et de son petit-fils, de celle de la France. Mais son ambassadeur Schwarzenberg avait dit à Maret que la politique avait fait le mariage, et que la politique pouvait le défaire. L'empereur François l'avait représenté comme un sacrifice pénible à son cœur. Il écrira ce qu'il voudra; quand même il serait de bonne foi, ce qu'on ne croit pas, sa parole paternelle et royale ne prévaudra pas contre la volonté de son ministre. Napoléon ne l'avait pas calomnié à Dresde, il était dès-lors acquis à l'Angleterre; il était incarné avec la coalition.

L'assurance donnée par l'empereur d'Autriche ayant trait aux projets conçus en faveur des Bourbons, Napoléon pensa qu'il importait de ne montrer, à cet égard, aucune crainte, et de faire entendre que les Bourbons, mis en avant, ne serviraient qu'à réveiller des sentimens bien opposés aux

espérances de leurs partisans, et que si un parti pouvait se former en France, ce serait uniquement celui de la révolution, vulgairement appelé des *jacobins*.[1]

Caulaincourt fut chargé de proposer un armistice à Metternich, autant dans les intérêts de l'Autriche que dans ceux de la France. Quant aux conditions, jamais l'Empereur n'en accepterait de déshonorantes, par exemple, de remettre une seule place française, ou de donner une somme d'argent; mais il consentirait à remettre, en Italie, Venise et Palma-Nova, en Allemagne, Magdebourg et Hambourg, bien entendu sous la réserve des garnisons, magasins, artillerie et vaisseaux. Metternich ne crut pas devoir faire usage de la proposition, convaincu qu'elle ne menerait à rien.[2]

Napoléon fit rappeler à Caulaincourt les conditions de la paix; c'étaient toujours les bases de Francfort. Le système de ramener la France à ses anciennes frontières était inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien de ce système; l'Angleterre le sentait bien. Avec tout autre, la paix sur une telle base serait impossible, et ne pourrait durer. Ni l'Empereur, ni la République, si des bouleversemens la faisaient renaître, ne souscriraient jamais à une telle condition. Pour ce qui était de lui,

[1] Lettre de La Besnardière à Caulaincourt, du 13 janvier.

[2] Lettres des 16, 19 et 25 janvier.

sa résolution était bien prise, elle était immuable. Il ne laisserait pas la France moins grande qu'il ne l'avait reçue. Si donc les alliés voulaient changer les bases acceptées, et proposer les limites anciennes, il ne voyait que trois partis : ou combattre et vaincre, ou combattre et mourir glorieusement, ou enfin, si la nation ne le soutenait pas, abdiquer. Il ne tenait pas aux grandeurs, il n'en acheterait jamais la conservation par l'avilissement. S'il fallait d'autres sacrifices que les bases de Francfort, ils ne pouvaient porter que sur l'Italie et la Hollande.[1]

Ces documens sont importans; ils donnent la clef de toute la négociation et de la conduite de Napoléon. Il était décidé à abandonner le trône, plutôt que de le conserver avili, et de consentir à l'abaissement de la France.

Castelreagh était enfin arrivé au quartier général des souverains, de conserve avec Pozzo-di-Borgo. Ils avaient désigné Châtillon-sur-Seine pour la tenue du congrès. Caulaincourt s'y rendit le 21 janvier. En annonçant que leurs plénipotentiaires y viendraient le 3 février, Metternich ne doutait pas que celui de France n'y trouvât la preuve de l'empressement des puissances à ouvrir la négociation dans le plus court délai possible.

L'Italie était le champ de bataille de toutes les ambitions. L'Autriche aspirait à sa conquête; Napoléon, s'il ne pouvait la conserver, voulait en faire

[1] Lettre du 19.

l'objet d'une négociation. Eugène pouvait bien dans un naufrage rêver une royauté en Italie; Murat ne visait à rien moins qu'à régner sur toute la péninsule. Tous lui promettaient l'indépendance sans la définir. L'Autriche lui présentait son joug au lieu de celui de Napoléon. Le prince Eugène restait comme vassal de son père adoptif. Murat entendait se soustraire à toute influence de la France et de l'Autriche. Napoléon seul ne promettait rien et ne s'expliquait pas. L'embarras aurait été grand pour les Italiens, s'ils avaient eu à choisir. Ils n'en eurent pas la peine. La guerre décida de leur sort, et de tous les esclavages leur infligea le plus lourd.

Toujours bon Français, bon parent, mais, d'un autre côté, roi de deux jours, déjà vivement épris de sa couronne, de l'esprit dynastique, de l'intérêt de sa famille, Murat hésitait, déchiré par deux sentimens opposés, inconciliables. Enserré par l'Autriche et l'Angleterre, il se faisait illusion. Dès qu'il avait prêté l'oreille à leurs insinuations, il s'était, à son insu, mis dans leur dépendance. Pour rester fidèle à la France, demander comme condition *sine quâ non* à un homme comme l'Empereur l'autorisation de proclamer l'indépendance de l'Italie, c'était demander l'impossible. Lorsque l'Empereur aurait abdiqué sa couronne de fer au profit de Murat, il était très douteux que les Italiens eussent consenti à la placer sur la tête du roi de Naples. Pour la saisir malgré eux, il n'était pas de force. Il se serait probablement trouvé, comme il lui arrivera en 1815,

dans l'impossibilité de nationaliser la guerre, et par conséquent de résister à la supériorité de l'Autriche.

Que l'on proclamât ou non l'indépendance de l'Italie, une diversion en faveur de la France exigeait l'union intime et le concours sincère de Murat et du prince Eugène combattant tous les deux au nom de Napoléon et comme ses lieutenans. Cette union était impossible; déjà divisés par de vieilles rivalités de familles, ils ne pouvaient s'accorder sur la question du commandement. Le roi n'aurait pas obéi au vice-roi. Celui-ci, représentant l'Empereur, ne se serait pas mis, avec une armée française, aux ordres de Murat, d'un prince se disant étranger. Ils en étaient si convaincus, qu'il n'en fut pas question entre eux. Sur ce point, l'Empereur ne s'était point expliqué, se réservant, malgré l'éloignement de ces deux armées indépendantes, de diriger lui-même leurs mouvemens. Une réunion de circonstances fatales dominait les affaires en Italie. Le caractère de Murat, ses inquiétudes, ses prétentions, ses embarras, se peignaient parfaitement dans sa correspondance.

Lorsque, par sa lettre, du 25 décembre, il se flattait encore de sauver l'Italie, il ne le pouvait plus. D'abord il n'était plus à temps de recevoir une réponse de l'Empereur, et il était obsédé par les ennemis. Quelques jours après, le comte de Neyperg, plénipotentiaire autrichien, était arrivé à Naples pour proposer un traité d'alliance, et porteur d'une lettre de l'empereur d'Autriche on ne peut pas plus flatteuse. On en négociait les conditions.

Le 3 janvier, Murat écrivit à l'Empereur : « Me voilà parvenu au jour le plus douloureux de ma vie; me voilà livré aux tourmens les plus pénibles qui jamais aient agité mon âme. Il s'agit de choisir : je vois d'un côté la perte inévitable de mes états, de ma famille, de ma gloire peut-être; et de l'autre, des engagemens contraires à mon éternel attachement à votre majesté, à mon inaltérable dévoûment à la France. » Après ce début qui annonçait assez clairement le parti qu'il allait prendre, Murat développait longuement sa justification. Ses peuples voulaient la paix. L'Empereur ne lui avait donné aucun pouvoir dans les pays que l'armée napolitaine avait traversés; il n'y avait rencontré qu'oppositions et obstacles; l'autorité royale et le service avaient été compromis. Quand l'Empereur lui avait demandé de se porter sur la Piave, il n'avait pas déterminé à qui appartiendrait le commandement, lorsque son armée serait réunie à celle du vice-roi. Cependant le plus parfait ensemble, la plus parfaite combinaison des mouvemens étaient nécessaires au succès des opérations. Aux instances qui avaient été faites pour qu'un plénipotentiaire napolitain fût admis au congrès, l'Empereur n'avait pas répondu; on assurait qu'il avait proposé des stipulations contraires aux intérêts du roi de Naples. L'Empereur ne lui montrait que défiance, tandis que les puissances lui prodiguaient les marques les moins équivoques de considération, d'estime, de bienveillance, et les offres les plus flatteuses. S'il commandait à des Fran-

çais, il hasarderait tout, il combattrait partout; à tout évènement, il tâcherait de s'ouvrir une retraite par la rivière de Gênes; mais pouvait-il en agir ainsi avec des troupes napolitaines? Pouvait-il se flatter de les conduire au-delà des Alpes? Malgré leur attachement pour lui, n'abandonneraient-elles pas un souverain qui abandonnerait leur patrie? Ces circonstances pouvaient lui faire un devoir d'embrasser un parti contraire aux plus chères et aux plus constantes affections de son âme. S'il en arrivait ainsi, l'Empereur devait le plaindre, car il aurait fait à ses sujets, à ses enfans, à sa couronne, le plus douloureux sacrifice qui pût lui être arraché. Enfin Murat terminait en conjurant l'Empereur de faire la paix qu'il lui avait conseillée avant la bataille de Dresde, après la bataille, en se séparant de lui, depuis son retour à Paris. Quelque détermination que la fatalité lui imposât, son cœur resterait toujours français.

Murat ne demandait pas mieux, mais il voulait, dans tous les cas, conserver son royaume. C'était impossible. Il fallait opter franchement pour la France ou pour la coalition, mêler son armée avec celle du prince Eugène, tirer au sort le commandement en chef, et se lier tête baissée à la fortune de Napoléon, ou abjurer hautement sa patrie et imiter Bernadotte. Mais Murat était un ambitieux sentimental, combattu entre son cœur et sa tête.

Le 11 janvier, il signa un traité de paix et d'alliance avec l'empereur d'Autriche. L'alliance avait

pour but la poursuite de la guerre, pour concourir, par la réunion de leurs efforts, au rétablissement d'un juste équilibre entre les puissances, et pour assurer un état de paix véritable à l'Europe, et en particulier en Italie, où les deux parties contractantes se garantissaient la défense de leurs états et intérêts respectifs. Elles convenaient de s'aider avec tous les moyens que la providence avait mis à leur disposition, et de ne jamais poser les armes que d'un commun accord. L'empereur emploierait ses bons offices pour faire accéder ses alliés à la garantie des états du roi; il s'engageait à tenir constamment en campagne cent cinquante mille hommes, dont au moins soixante mille pour agir en Italie, et le roi un corps de trente mille.

Par des articles secrets, l'empereur s'obligeait à employer tous les moyens, même de force, pour obtenir, et sous sa garantie, en faveur du roi, un acte de renonciation formelle du roi de Sicile à toutes prétentions sur le royaume de Naples. Par contre, Murat renonçait à toutes prétentions sur la Sicile, et reconnaissait le principe d'une indemnité pour le roi Ferdinand. L'empereur assurait à Murat, en indemnité de ses sacrifices et de ses efforts pour le soutien de la cause commune, une bonne frontière militaire, et une acquisition sur l'échelle de quatre cent mille âmes à prendre dans les états romains.

Le négociateur autrichien avait aussi assuré que lord Bentinck avait des pleins pouvoirs pour

traiter et conclure. Il arriva à Naples et proposa un simple armistice, qui fut rédigé de concert avec le marquis de Gallo. Il fut fait un plan d'opérations militaires pour les armées autrichienne, anglaise et napolitaine. Sans attendre la ratification du traité et l'adhésion de l'Angleterre, Murat ébloui, se mit étourdiment en mesure de l'exécuter, et publia sa fameuse proclamation du 16 janvier.

« Soldats! aussi long-temps que j'ai pu croire que l'Empereur Napoléon combattait pour la paix et le bonheur de la France, j'ai combattu à ses côtés; mais aujourd'hui, il ne m'est plus permis de conserver aucune illusion; l'Empereur ne veut que la guerre. Je trahirais les intérêts de mon ancienne patrie, ceux de mes états et les vôtres, si je ne séparais pas sur-le-champ mes armes des siennes, pour les joindre à celles des puissances alliées, dont les intentions magnanimes sont de rétablir la dignité des trônes et l'indépendance des nations.

« Je sais qu'on cherche à égarer le patriotisme des Français qui sont dans mon armée par de faux sentimens d'honneur et de fidélité; comme s'il y avait de l'honneur et de la fidélité à assujétir le monde à la folle ambition de l'Empereur Napoléon.

« Soldats! il n'y a plus que deux bannières en Europe; sur l'une vous lisez : religion, morale, justice, modération, lois, paix et bonheur; sur l'autre, persécutions, artifices, violences, tyrannie, guerre et deuil dans toutes les familles. »

Ces outrages grossiers soulevèrent toutes les âmes.

Murat les désavouait dans sa conscience; mais, roi de fortune, il croyait, par l'excès de son langage, rassurer les rois légitimes.

« Je viens, écrivit-il à l'Empereur, de conclure un traité de paix avec l'Autriche. Celui qui a combattu si long-temps près de vous, votre beau-frère, votre ami, a signé un acte qui semble lui donner une attitude hostile contre vous; c'est vous en dire assez. Votre majesté peut apprécier, dès-lors, et la nécessité à laquelle je cède, et les déchiremens que j'éprouve. » Murat développait cette nécessité en répétant à-peu-près sa lettre du 3 janvier. D'après la réponse de l'Empereur au sénat, par laquelle il renonçait à ses conquêtes, l'Italie n'était donc plus rien pour lui. Cet avertissement, qu'il donnait sans doute à dessein, Murat l'avait entendu (cet argument dérisoire était assez déplacé). Il espérait ne pas combattre contre la France, le champ de la guerre étant assez vaste pour que l'on pût espérer de ne pas s'y rencontrer; cette paix particulière aurait le bon effet de consolider son trône, de le faire reconnaître par l'Europe entière. Au milieu des prétentions, des préjugés de toutes les vieilles dynasties régnantes, il avait traité d'égal à égal avec elles; il avait su prendre et garder son rang; enfin, il avait besoin d'apprendre quelquefois que l'Empereur l'aimait encore, parce que lui l'aimerait toujours.[1]

[1] Lettre du 15 janvier.

Murat écrivit aux princesses Élisa, Pauline, au prince Borghèse, pour justifier sa conduite; ses lettres étaient déchirantes de regrets et de remords.

Le prince Eugène, de son quartier général de Vérone, adressa deux proclamations à son armée et aux peuples d'Italie. Il y flétrissait la conduite des Napolitains venus, accueillis comme alliés, comme frères, tendant la main à l'étranger et combattant avec lui. Il invitait les Italiens à rester fidèles à leur drapeau, à se rallier autour du fils de leur souverain; il prenait pour devise : ***Honneur et fidélité!*** Le sénat du royaume, dans une adresse, protesta de son dévoûment et de celui du peuple.

L'Empereur arriva, le 25, à Châlons. Dans cette ville comme sur toute sa route, sa présence releva les esprits abattus; il recueillit des témoignages d'espoir et de confiance; il arrêta la marche rétrograde de ses troupes. Berthier lui rendit compte de la situation des ennemis. Leur grande armée de cent vingt mille hommes s'était avancée de Langres sur Chaumont; Blücher, avec environ cinquante mille, avait dépassé Nancy et se dirigeait vers Joinville et Saint-Dizier sur la Marne. L'Empereur n'avait à leur opposer que soixante-dix mille hommes, encore disséminés sur une ligne étendue. Le 26, il transporta son quartier général à Vitry; il espérait se placer entre Blücher et la grande armée et empêcher leur réunion. Le 27 il rencontra des têtes de colonnes ennemies, c'était le corps du général russe Lanskoï sortant de Saint-Dizier. Duhesme les atta-

qua et rentra dans cette ville. L'Empereur apprit que Blücher, avec vingt-six mille Russes, avait déjà filé sur Brienne, se dirigeant vers Troyes, et que le général Yorck, avec vingt mille Prussiens, était encore à Saint-Mihiel sur la Meuse. L'armée de Silésie se trouvait donc coupée en deux. L'Empereur résolut d'attaquer Blücher avant qu'il pût se joindre à la grande armée autrichienne, qui marchait vers Bar-sur-Aube.

Le 28, il traversa la forêt de Der par un très mauvais chemin, mais le plus court; il passa la nuit à Montierender. Le 29, le général Milhaud rencontra la cavalerie ennemie en arrière de Mézières, la chargea et l'enfonça. Le curé de ce village, ancien maître de quartier de Napoléon au collège de Brienne, vint au-devant de lui, il le prit pour guide. Un officier, expédié à Mortier pour lui ordonner de se rapprocher, fut pris. Par ses dépêches, Blücher apprit que l'Empereur allait déboucher sur ses derrières. Déjà en communication avec les Autrichiens par Bar-sur-Aube, il fit revenir le corps de Sacken, il se mit en position à Brienne pour les attendre, ou, s'il était forcé, pour se retirer sur eux. De trois à quatre heures, le combat s'engagea vivement et se continua jusqu'à la nuit, sans avantage décidé d'aucun côté. Blücher le croyant fini se reposait au château. A huit heures du soir, le général Château y pénétra, tandis que le contre-amiral Baste forçait l'entrée de la ville-basse. Blücher et son état-major n'eurent que le temps de se sauver. Hardenberg, ne-

veu du ministre de Prusse, fut fait prisonnier. L'ennemi fit de vains efforts pour reprendre le château. L'Empereur, retournant à Mézières, faillit d'être tué ou enlevé par une bande de cosaques qui s'était approchée de lui à la faveur de la nuit. Le contre-amiral Baste fut tué dans cette action; elle coûta environ trois mille hommes à chaque parti. Dans la nuit, Blücher se retira dans la direction de Bar-sur-Aube.

Le 30, l'armée française était entièrement maîtresse de la position de Brienne. Napoléon se logea au château qui avait été saccagé. Là se retracèrent à lui tous les souvenirs de sa jeunesse; entre l'élève de l'école militaire, et l'Empereur attaqué par toute l'Europe, quelle immensité d'évènemens et de vicissitudes! Quel vaste champ de pensées sérieuses et d'amères réflexions! Cependant, lorsque l'Empire semblait lui échapper, il se perdait en une foule de projets; il voulait rebâtir la ville, acheter le château, y fonder une résidence impériale, une école militaire.

Le 31, Schwarzenberg transféra son quartier général à Bar-sur-Aube pour sontenir Blücher; Yorck arrivait à Saint-Dizier. Napoléon établit son armée à La Rothière, attendant de connaître les projets de l'ennemi, et donna l'ordre de rétablir le pont de Lesmont, son principal moyen de retraite.

Le 1er février, l'ennemi lui présenta la bataille, il fut forcé de l'accepter. Schwarzenberg céda le commandement à Blücher, et mit à sa disposition les

corps de Wittgenstein et de Wrède, forts de quarante mille hommes. Les alliés attaquèrent à une heure après-midi; les Français se défendirent avec intrépidité, mais ils ne purent l'emporter sur des forces infiniment supérieures. A la nuit ils se replièrent sur Brienne, laissant cinquante-quatre canons embourbés ou démontés, ayant cinq ou six mille hommes hors de combat : la perte de l'ennemi ne fut pas moindre.

A la faveur de la nuit, l'armée française fit sa retraite sur Troyes sans être inquiétée par les alliés et à leur insu. A quatre heures du matin, l'Empereur quitta le château de Brienne; mais Marmont, resté sur la rive gauche de l'Aube pour favoriser la retraite, se trouva dans une position difficile et entouré par vingt-cinq mille Bavarois. A la tête de sa division il marcha sur eux, les culbuta et regagna, par le village de Rosnay, la rive droite de l'Aube, sans être poursuivi par l'ennemi, étonné de ce mouvement audacieux, une des plus belles actions de la campagne. L'armée se réunit à Troyes.

L'ennemi avait envahi la Belgique. Menacé par l'armée de Silésie, qui s'étendait vers Trèves, par le corps de Saint-Priest, qui s'avançait vers Bonn, et par le mouvement offensif de Bulow, Macdonald se replia, et le 14 prit position en avant de Maëstricht et d'Aix-la-Chapelle. Maison, laissant Roguet et Ambert devant Anvers, vint s'établir à Louvain, avec Barrois et Castex, et fit des détachemens sur Bruxelles et Malines. Macdonald, ayant reçu l'ordre

de venir sur la Marne, quitta la Belgique, et arriva le 2 février à Châlons. Ce mouvement livrait la Belgique à l'armée russe de Wintzingerode. Castex eut un engagement avec son avant-garde, près de Liége, fut blessé, et se retira sur Saint-Trond. Les Russes se dirigèrent sur Namur et Philippeville, sur Givet et Mézières.

Un soulèvement des habitans, combiné avec une attaque des Prussiens, dans la nuit du 26 janvier, leur livra Bois-le-Duc. La garnison, forte de six cents hommes, se retira dans la citadelle, où elle capitula le lendemain.

Débordé par le corps de Wintzingerode, Maison se replia sur Bruxelles. Bulow se disposa à faire, avec les Anglais, une nouvelle tentative sur Anvers. Le 1er février, ils attaquèrent en quatre colonnes, replièrent les postes avancés; mais, après un combat opiniâtre, ils furent contenus ou repoussés sur tous les points. Dans la nuit du 2 au 3, les Anglais établirent des batteries pour brûler la flotte, et bombardèrent pendant douze heures; les vaisseaux étant blindés, ne souffrirent aucun dommage. Dans ce moment, Carnot parvint, à travers les plus grands dangers, à entrer dans la place, où il venait remplacer, comme gouverneur, le général Lebrun (duc de Plaisance).

En 1809, à la fin de l'entrevue qu'il eut avec l'Empereur pour le remercier de lui avoir rendu sa pension, Napoléon lui dit : « Adieu, monsieur Carnot, tout ce que vous voudrez, quand vous voudrez,

comme vous voudrez.» Carnot ne le revit plus. Le 24 janvier, il lui écrivit : « Sire, aussi long-temps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à votre majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables; aujourd'hui que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent : c'est peu, sans doute, que l'offre d'un bras sexagénaire; mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat, dont les sentimens patriotiques sont connus, pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se persuader que ce serait servir leur pays que de l'abandonner. Il est encore temps, sire, de conquérir une paix glorieuse et de faire que l'amour d'un grand peuple vous soit rendu. »

La fin de cette lettre n'était pas flatteuse; mais l'offre était si noble! L'Empereur nomma Carnot gouverneur d'Anvers, la place la plus importante par sa position, sa grandeur et ses établissemens maritimes. Il n'est pas besoin de dire comment l'auteur *de la Défense des places* sut justifier cette preuve de confiance.

Le lendemain de son arrivée, les Anglais continuèrent le bombardement, il dura trois jours. Le 6, ils se retirèrent avec une perte de quinze cents hommes, et sans avoir occasioné que très peu de dégâts. Bulow réunit son corps à Lier et entra à Bruxelles.

Après avoir passé le Rhin à Bâle, Bubna se dirigea sur Genève. Le 30 décembre, il somma la ville. Elle était défendue par dix-huit cents hommes et cent dix-sept bouches à feu. Un renfort de quinze cents hommes, envoyés de Grenoble, était déjà à Annecy. Mais le général Jordis, qui y commandait, fut frappé d'apoplexie. Depuis trois jours, le préfet Capelle avait déserté son poste. L'aristocratie génevoise s'était emparée de l'autorité. Le commandant en second se laissa persuader d'évacuer la ville. La garnison se replia sur Rumilly. Les magistrats ouvrirent leurs portes aux Autrichiens. Par un décret du 5 janvier, Capelle fut suspendu de ses fonctions et traduit devant une commission d'enquête.[1]

Bubna marcha à Saint-Claude, Poligny, Salins, le 6 janvier, attaqua Dôle, et s'en empara après un combat assez vif avec des gardes nationales. Il échoua pourtant contre Châlons, et fut repoussé. Des renforts ayant porté son corps à dix mille hommes d'infanterie et six mille chevaux, et sa communication étant ouverte avec l'armée de Schwarzenberg, il se rabattit sur Lyon, poussa un parti sur Mâcon, et se présenta devant Bourg. Le général Musnier, qui n'avait que douze cents hommes, se replia sur Lyon. Quoique livrées à elles-mêmes, les gardes nationales de Bourg se défendirent en avant de leur ville et dans les faubourgs. Accablées par le nombre,

[1] Composée des conseillers d'état Lacuée, Réal et Faure. La restauration libéra Capelle. Il en obtint des faveurs.

elles l'évacuèrent; les Autrichiens s'y livrèrent au pillage. Bubna adressa une proclamation aux habitans du département, par laquelle, conformément à celle de son général en chef, il faisait un crime à ceux de leur chef-lieu d'***avoir osé prendre les armes contre ses troupes et s'opposer à elles sous ses murs.*** D'après les lois de la guerre, il aurait pu, disait-il, disposer de leurs biens et de leurs vies, mais il les avait épargnés avec une modération qui exciterait leur repentir. Il invitait les absens à rentrer chez eux. Ainsi, d'après les principes du général autrichien, tout soldat allemand appartenant à la ***landwehr*** et à la ***landsturm***, aurait pu être bien légitimement fusillé.

Le général Zechmeister, que Bubna avait laissé à Genève, y avait assuré sa base d'opérations, l'avait fortifiée, et y avait organisé un corps de chasseurs. Le fort de l'Écluse avait capitulé, le 4; celui de Joux s'était rendu, le 16. Bubna continua son mouvement sur Lyon; Zechmeister se porta sur Chambéry, qu'il occupa, le 20.

En arrivant à Lyon, le 14 janvier, Augereau n'y trouva que les douze cents hommes de Musnier, portés à dix-sept cents par des dépôts; il désespéra de conserver la ville, et se rendit à Valence pour y réunir les troupes venant du midi et de la Catalogne. Le 17, Bubna envoya une sommation. L'apparition de son parlementaire excita la plus vive indignation parmi les patriotes; le 18, l'avant-garde autrichienne attaqua le faubourg de la Croix-Rousse; Musnier

qui, dans la nuit, avait reçu sept cents hommes, la repoussa. Le même jour et la nuit suivante, il en arriva douze cents de Valence, avec du canon. Le 21, Augereau y revint avec quelques escadrons, et appela les Lyonnais aux armes par une proclamation pleine de patriotisme et de dévoûment à l'Empereur. Bubna se mit en retraite, le 22, et retourna à Pont-d'Ain.

Le commissaire impérial, dans la 7e division militaire, chargea le général Marchand, qui organisait les gardes nationales de l'Isère, du commandement des troupes, et lui adjoignit le général Dessaix. Si toutes les populations avaient été animées du même dévoûment que les habitans de cette contrée, si toutes les gardes nationales avaient été dirigées par des chefs tels que ces deux généraux, les coalisés auraient trouvé en France leur tombeau.

Metternich communiqua à Caulaincourt les vues de l'Autriche. La conduite de l'empereur était et resterait uniforme comme l'était son caractère. Ses principes étaient à l'abri de toute influence du temps et des circonstances. Ils avaient été les mêmes dans des époques de malheur, ils le seraient et le resteraient après que des évènemens au-dessus de tout calcul humain allaient rasseoir l'Europe dans la seule assiette qui pût lui convenir. L'empereur était entré dans la présente guerre, sans haine, et il la poursuivait sans haine. Le jour où il avait donné sa fille au prince qui gouvernait alors l'Europe, il avait cessé de voir en lui un ennemi personnel. Le sort

de la guerre avait changé l'attitude de ce même prince. Si l'Empereur Napoléon n'écoutait, dans les circonstances du moment, que la voix de la raison, s'il cherchait sa gloire dans le bonheur d'un grand peuple, en renonçant à sa marche politique antérieure, l'empereur arrêterait de nouveau avec plaisir sa pensée au moment où il lui avait confié son enfant de prédilection. Si un aveuglement funeste devait rendre l'Empereur Napoléon sourd au vœu unanime de son peuple et de l'Europe, l'empereur d'Autriche déplorerait le sort de sa fille, sans arrêter sa marche.[1]

Dans le vague de ces grands mots et de ces beaux sentimens, il était difficile de saisir une idée, une vue, une base. Il ne s'agissait plus, pour les alliés, de leurs propositions de Francfort; leurs prétentions avaient singulièrement grandi, depuis qu'ils avaient passé le Rhin, et qu'ils s'étaient avancés en France. Metternich, qui enlaçait Caulaincourt dans les séductions d'une correspondance confidentielle, ne s'expliquait pas. Qu'était-ce pour lui que la voix de la raison? Qu'était-ce que le vœu unanime du peuple français et de l'Europe? Certes la France et l'Europe ne voulaient pas la même chose. Il n'était pas douteux que l'empereur d'Autriche sacrifierait sa fille, son gendre et la France.

Aussi Caulaincourt, tout en montrant à Metternich une grande confiance, et en cherchant à exal-

[1] Lettre du 29 janvier.

ter le rôle prépondérant qu'il pouvait jouer dans l'œuvre de la paix, se plaignait-il de ce qu'il ne l'avait pas déjà pris; de ce qu'il laissait un libre cours aux passions violentes des plénipotentiaires des autres puissances; de ce qu'au lieu de se présenter au congrès, il y envoyait Stadion, l'ennemi le plus implacable de la France; de ce qu'enfin tout pourrait être décidé par les évènemens de la guerre, qui marchaient pendant le sommeil des négociations.[1]

Le même jour (29 janvier) que Metternich adressait à Caulaincourt des phrases si sentimentales, les bases de la négociation avaient été ainsi arrêtées, à Langres, dans une réunion des ministres des alliés, où se trouvait Metternich. Les quatre puissances, saisies de la dictature européenne, traitaient de la paix avec la France, au nom de l'Europe ne formant qu'un seul tout; la France réduite à ses limites de 1792; les arrangemens généraux de l'Europe, communiqués à Napoléon, sans en faire cependant un objet de négociation; des instructions communes aux plénipotentiaires des quatre puissances; en cas de rupture, donner connaissance à la nation française des conditions proposées à son gouvernement.

Les arrangemens généraux de l'Europe étaient ainsi fixés : Les grandes puissances européennes, actuellement existantes, dans leur état complet d'indépendance, avec des délimitations convenues

[1] Lettre du 31 janvier.

entre elles; l'Allemagne, composée de princes souverains, unis par un lien fédératif, qui garantît son indépendance; la fédération suisse, dans ses anciennes limites, et dans une indépendance placée sous la garantie des grandes puissances et de la France; l'Italie partagée en états indépendans, intermédiaires entres les possessions autrichiennes en Italie et la France; l'Espagne, gouvernée par le roi Ferdinand VII, dans ses anciennes limites; la Hollande, état libre et indépendant, sous la souveraineté du prince d'Orange, avec un accroissement de territoire, et une frontière convenable.

En envoyant Caulaincourt au congrès, Napoléon lui avait fait sentir que, dans l'ignorance où l'on était des prétentions des alliés, il ne pouvait lui donner des instructions. Il en demanda ainsi que des pouvoirs. L'Empereur lui répondit : « Il est encore douteux si l'ennemi veut négocier. Les conditions sont, à ce qu'il paraît, arrêtées d'avance entre les alliés. C'était hier le 3 février, vous ne me dites pas que les plénipotentiaires vous en aient dit un mot. Aussitôt qu'ils vous les auront communiquées, vous êtes le maître de les accepter ou d'en référer à moi dans les vingt-quatre heures. »[1]

Cependant Maret lui envoya des pleins-pouvoirs pour l'accréditer, et lui fit connaître en propres termes que l'Empereur lui donnait carte blanche, pour conduire les négociations à une heureuse fin, prendre

[1] Lettre du 4 février.

le parti le plus convenable dans ces circonstances importantes, arrêter les progrès de l'ennemi, sauver la capitale, et éviter une bataille où étaient les dernières espérances de la nation.[1]

[1] Lettre du 5 février.

CHAPITRE XCVII.

Alarmes à Paris. — Mesures illusoires de défense. — Les coalisés veulent réduire la France aux limites de 1792. — Intrigues de Talleyrand et du parti bourbonnien. — Les Bourbons envoyés sur le continent. — Combats de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauxchamp. — Retraite de Blücher. — Soissons pris et repris. — Swarzenberg reprend l'offensive; ses progrès. — Alarmes dans Paris. — Napoléon revient sur la Seine. — Combats de Mormant, de Villeneuve. — Le comte de Parr propose un armistice. — Nouvelles instructions de Napoléon à Caulaincourt.

La bataille de Brienne avait singulièrement exalté les têtes; les alliés crurent l'armée française dispersée, hors d'état de tenir la campagne, et que rien ne les empêchait plus de marcher, par étapes, sur Paris. Il fut décidé que l'armée de Silésie se porterait à Châlons pour y réunir les corps d'Yorck, de Kleist et de Langeron, et ensuite le long de la Marne et par Meaux sur la capitale; que la grande armée prendrait la route de Troyes et s'y rendrait par les deux rives de la Seine.

Instruit le 5 au soir de cette résolution, Napoléon jugea qu'elle pourrait lui fournir quelques chances

favorables. Il se proposait de se porter à Bar-sur-Seine pour battre l'armée austro-russe, qui lui paraissait avoir fait de fausses dispositions. Il en fut empêché par les nouvelles qu'il reçut de Paris, où la bataille de Brienne avait jeté l'alarme, où on s'attendait à voir arriver l'ennemi par la route de Champagne, et où le gouvernement de la régence se préparait déjà à l'évacuation et à la retraite. L'Empereur se décida donc à se porter à Nogent-sur-Seine, où était déjà Marmont; il fut très contrarié d'être obligé de renoncer à son mouvement sur Bar, mais il sacrifiait tout à la nécessité de couvrir Paris. Dans ce premier accès de frayeur, la régence, le lieutenant-général ne mettaient pas en doute que Paris ne pourrait pas se défendre, et qu'ils ne devaient pas y rester. Joseph eut l'idée, dans ce cas, d'y laisser le roi Louis; l'Empereur trouvait l'idée assez bonne; bientôt il lui parut suffisant d'y laisser un commissaire impérial, et manda à Joseph de se concerter, pour le choix, avec l'archi-chancelier, les ministres des finances, du trésor et de l'intérieur. Il supposait qu'il ne faudrait laisser aucun ministre. Il écrivait de faire ôter de Fontainebleau l'argenterie, tout ce qui était meuble précieux, et surtout ce qui pourrait être trophée, sans cependant trop démeubler le château. Du reste, par le parti qu'il prenait, il espérait qu'on ne serait pas, à Paris, réduit aux extrémités qu'on redoutait. Il demandait que le ministre de la guerre envoyât sur-le-champ des fusils et des cartouches à Montereau et

à Meaux pour armer les gardes nationales [1]; il était bien temps!

Après avoir, à Troyes, donné trois jours de repos à son armée, l'Empereur évacua cette ville et arriva, le 7, à Nogent.

Les frayeurs continuaient à Paris. Joseph lui écrivait que l'ennemi était venu à La Ferté-sous-Jouarre, même à Meaux; l'Empereur traitait cela de vaines alarmes, et cherchait à le rassurer. Macdonald lui mandait de Châlons, le 5, qu'il couvrait les routes d'Épernay, de Montmirail et de Sézanne; deux mille hommes partaient pour occuper Sézanne; l'Empereur s'y rendrait dans la nuit pour battre et culbuter ce qui serait sur cette communication; de là il marcherait rapidement sur la communication de Meaux. Il croyait, par ces manœuvres, avoir obligé l'armée austro-russe à se porter devant Troyes, sur Bar-sur-Aube, et avoir au moins trois marches sur elle.

Joseph demandait que des ordres fussent donnés à La Bouillerie pour la sûreté du trésor du domaine extraordinaire; l'Empereur ne les croyait pas nécessaires. Toutefois on pouvait, en six heures de temps, charger tout sur quinze voitures, et, avec des chevaux que fourniraient les écuries impériales, le transporter d'abord à Rambouillet; mais il ne pensait pas que les choses en fussent encore là. Il ne craignait pas l'ennemi, il était plein d'espérance dans l'évènement.

[1] Lettre à Joseph, de Troyes, 6 février.

« Tenez ferme aux barrières de Paris, ajoutait-il; faites placer à chacune des principales deux pièces de canon, cinquante hommes armés de fusils d'ordonnance, cent fusils de chasse, et cent armés de piques, total deux cent cinquante hommes. Formez tous les jours une réserve de cinq cents hommes armés de fusils d'ordonnance, de mille avec des fusils de chasse, de cinq cents avec des piques, pour se porter partout où il sera nécessaire, avec des batteries attelées de la garde ou de l'École polytechnique. [1]

Et c'était avec de semblables moyens qu'on espérait défendre la capitale!

Le Moniteur annonçait que tout allait à merveille, que les levées d'hommes s'opéraient avec rapidité et enthousiasme; il citait la ville de Lyon, et le maire, d'Albon, trahissait; Bordeaux, et le parti royaliste y correspondait activement avec les Anglais.

Pour exciter le patriotisme, on jouait, sur les théâtres de Paris, des pièces de circonstance; et, chose remarquable, au lieu d'en prendre les sujets dans les guerres de la révolution, on allait les chercher dans les fastes de la vieille monarchie. C'étaient l'Oriflamme, le Siège de Calais, la Rançon de Duguesclin, Bayard à Mézières, Jeanne Hachette, Philippe à Bovines, Charles Martel à Tours, Villars à Denain, comme si, depuis, la France n'avait plus eu de gloire militaire!

[1] Lettre à Joseph, Nogent, 7 février.

Les divisions de garde nationale d'élite, venant à Montereau de Normandie et de Bretagne, s'étaient mises en mouvement. La division de l'armée d'Espagne, commandée par le général Leval, était arrivée à Provins, les autres suivaient. On disait, dans le bulletin, que l'exaspération des habitans était à son comble, ce qui était vrai; que toutes les mesures étaient prises pour qu'au premier mouvement rétrograde l'ennemi fût enveloppé de toutes parts; que des millions de bras n'attendaient que ce moment pour se lever; que la terre violée par l'ennemi serait pour lui une terre de feu qui le dévorerait [1]. Malheureusement il n'en était pas tout-à-fait ainsi; les mesures avaient été partielles, timides et tardives; rien n'avait été fait en grand pour remuer, organiser et diriger les masses. L'Empereur ne les avait pas seulement appelées par une proclamation. Tout ce que les populations envahies tentaient pour nuire à l'ennemi était le résultat spontané de leur patriotisme. Le plus grand nombre, abandonnées à elles-mêmes, subissaient en rugissant le joug de l'étranger. On ne sut point, ou l'on ne voulut pas imprimer au peuple français une de ces grandes commotions qui, dans d'autres temps non moins critiques, avaient sauvé son indépendance, et dont l'étranger lui-même avait donné l'exemple.

Cependant le congrès s'était ouvert à Châtillon le 5 février. Stadion y représentait l'Autriche, Rasu-

[1] Moniteur, 16 février

mowski la Russie, Humboldt la Prusse, lord Aberdeen, lord Cathcart, sir Charles Stewart et lord Castelreagh y représentaient l'Angleterre. Ces négociateurs n'avaient qu'une seule et même instruction dressée par les ministres des quatre cours. Langage, déclarations, tout leur était dicté, remis d'avance, ils ne disaient pas un mot sans s'être concertés. Caulaincourt trouvait sa situation extrêmement difficile; il en était effrayé. Parti les mains presque liées, il avait reçu des pouvoirs illimités. On le retenait et on l'aiguillonnait. On lui laissait ignorer les motifs de ce changement. On lui faisait entrevoir des dangers, mais sans dire quel en était le degré. Dans l'ignorance où on le laissait, il marcherait avec précaution, comme on devait le faire entre deux écueils; mais, à toute extrémité, il ferait tout ce que lui paraîtraient exiger la sûreté de l'Empereur et le salut du pays.[1]

Les anxiétés de Caulaincourt et son incertitude n'étaient que trop bien fondées; il allait être mis à une dure épreuve. Le 7 février, les puissances demandèrent que la France rentrât dans les limites qu'elle avait avant la révolution, sauf des arrangemens d'une convenance réciproque sur des portions de territoire au-delà des limites de part et d'autre, et sauf des restitutions que l'Angleterre était prête à faire, pour l'intérêt général de l'Europe, contre les rétrocessions demandées à la France, lesquelles

[1] Lettre à Napoléon, du 6 février.

restitutions seraient prises sur les conquêtes que l'Angleterre avait faites pendant la guerre; qu'en conséquence la France abandonnât toute influence directe hors de ses limites futures, et que la renonciation à tous les titres qui ressortaient des rapports de souveraineté et de protectorat sur l'Italie, l'Allemagne et la Suisse, fût une suite immédiate de cet arrangement.

Caulaincourt pouvait consentir, il avait carte blanche. Embarrassé, incertain avant la proposition, il le fut encore plus après. Quel Français n'aurait pas hésité! La trouvant trop importante pour pouvoir y répondre immédiatement, il demanda que la séance fût suspendue. Elle fut reprise le soir.

La demande des alliés était destructive des bases proposées par eux à Francfort, et fondées sur ce qu'ils appelaient eux-mêmes les limites naturelles de la France. L'application du principe ne pouvait être juste, si elle n'était point réciproque et impartiale. La somme des sacrifices que la France était disposée à faire, dépendait nécessairement de celle des compensations; il ne pouvait lui être indifférent de savoir au profit de qui tourneraient ces sacrifices, et si, en les faisant, on mettait tout de suite un terme à la guerre. Caulaincourt demanda qu'on s'expliquât sur ces divers points. Les plénipotentiaires déclarèrent qu'ils prenaient sa réponse *ad referendum*.

Caulaincourt en informa l'Empereur. Continuant bénignement ses communications confidentielles

avec Metternich, il cherchait à l'intéresser aux destins de la France; il le conjurait au nom de la gloire immense qu'il avait à recueillir, de se rendre maître des évènemens, d'en arrêter le cours par une prompte paix, de venir avec Nesselrode passer trois heures à Châtillon chez lord Castelreagh, pour finir en trois heures une lutte maintenant sans objet, et qui coûtait à l'humanité tant de larmes[1]. Si, en mettant aux pieds de Metternich la France et l'Empereur, il y avait eu quelque lueur d'espoir de le leur rendre favorable, le plénipotentiaire français aurait peut-être été excusable; mais tant d'humilité avilissait en pure perte. Le ministre autrichien, lié *per fas et nefas* avec les plénipotentiaires des puissances, leur communiquait les épanchemens confidentiels de Caulaincourt pour qu'ils en fissent leur profit.

En recevant la proposition des alliés pour que la France rentrât dans ses anciennes limites, Napoléon s'indigna : en vain Maret et Berthier le conjuraient de céder à la nécessité. Il persista à regarder comme trahison et lâcheté de sa part de laisser la France plus petite qu'il ne l'avait trouvée. Maret n'en obtint que l'autorisation d'écrire à Caulaincourt dans des termes qui lui permissent de continuer la négociation. Napoléon voulut du reste que les conditions de l'ennemi fussent envoyées à Paris; que tous les membres du conseil privé se réunissent pour en

[1] Lettre du 8 février.

prendre communication; que chacun donnât son avis motivé, et qu'il en fût dressé procès-verbal.

Les deux principales armées ennemies manœuvraient séparément. Blücher, s'étendant dans la vallée de la Marne, ambitionnait la gloire d'entrer le premier à Paris. Le terrain ne lui permettant pas de se déployer, il marchait en colonnes prolongées. En les attaquant en flanc, l'Empereur pouvait espérer de les battre. Étendu sur ses cartes, il dit à Maret, qui lui présentait les dépêches préparées pour Caulaincourt : « Il s'agit maintenant de bien d'autres choses; je suis dans ce moment à battre Blücher de l'œil; il s'avance par la route de Montmirail: je pars; je le battrai demain, je le battrai après demain; si ce mouvement a le succès qu'il doit avoir, l'état des affaires va entièrement changer, et alors nous verrons! »

Il semblait naturel que Caulaincourt attendît une réponse, et surtout celle des plénipotentiaires. Entraîné par sa malheureuse confiance en Metternich, il lui écrivit, le 9, et lui proposa de demander aux plénipotentiaires si la France, en consentant, ainsi qu'ils l'avaient demandé, à rentrer dans ses anciennes limites, obtiendrait immédiatement un armistice. Si, par un tel sacrifice, un armistice pouvait être sur-le-champ obtenu, il serait prêt à le faire; il serait prêt encore, dans cette supposition, à remettre sur-le-champ une partie des places que ce sacrifice devrait faire perdre à la France. Il priait Metternich de mettre sa lettre sous les yeux du père de l'Impé-

ratrice, afin qu'il vît le sacrifice que la France était prête à faire, et qu'il décidât.[1]

Loin de toucher le cœur de l'empereur d'Autriche et de son ministre, cette ouverture n'eut d'autre effet que d'interrompre la négociation. On donna pour prétexte que l'empereur de Russie voulait se concerter avec ses alliés. Caulaincourt fit une protestation dont on ne tint compte.

Il ne se dissimulait pas que ce procédé était peu favorable à la paix, il l'écrivit à Metternich. Mais l'Autriche ne la voulait pas plus que ses alliés. Caulaincourt ne le voyait pas encore assez clairement; il supposait qu'ils étaient peu d'accord; tout ce qui se passait depuis quarante-huit heures lui paraissait tenir à un motif auquel on n'était point préparé. Au reste cela ne pouvait tarder à s'éclaircir : la force des évènemens prenait un tel empire que la sagesse et la prévoyance humaine ne pouvaient plus rien[2]. En effet la suspension du congrès remettait tout, pour le moment, au sort des armes.

Outre les deux parties qui négociaient ostensiblement à Châtillon, Napoléon et les puissances, il y en avait une troisième qui y intervenait secrètement, elle se personnifiait dans Talleyrand. Il avait pour but, d'abord et à tout prix, de renverser Napoléon; projet conçu, nourri, depuis six ans par ce personnage. Depuis six ans, le vice-grand-électeur de l'Empire était en état de conspiration, et

[1] Lettre du 9 février.

[2] Lettre à Napoléon, 10 février.

profitait de sa position de grand dignitaire pour dissimuler sa trahison. Pour lui, il ne s'agissait pas d'un changement de personne, d'un homme de moins; c'était tout un système nouveau auquel il ramenait la France, système imaginé par les cours de l'Europe, suivi, assoupi, repris, jamais abandonné. Talleyrand était nécessairement complice de l'étranger : autour de lui se groupaient tous les ennemis de Napoléon, tous ceux de la France, et en première ligne le parti bourbonien. Nul homme n'était plus propre à conduire un complot ourdi avec les cabinets des puissances; il y avait conservé de nombreuses relations, et de hautes amitiés. Par sa naissance, son égoïsme impassible, son cynisme politique, il était digne de marcher de pair avec tout ce que l'aristocratie, la diplomatie, et les conseils des rois, renfermaient de plus distingué, de plus illustre. Le moment d'en finir était arrivé : Talleyrand se mit donc en rapport avec le congrès de Châtillon, et avec les ministres dirigeans, Metternich et Nesselrode. Au moment où l'Empereur allait partir pour l'armée, on lui avait proposé l'arrestation de Talleyrand, ou son éloignement de Paris, comme pour Fouché en 1813; il ne le voulut pas, et fit une grande faute.

Les principaux auxiliaires de Talleyrand étaient le duc de Dalberg, le marquis de Jaucourt, l'abbé de Pradt, le baron de Vitrolles. Dalberg, allemand, naturalisé Français, créé duc, nommé conseiller d'état, doté de 4 millions par l'Empereur, lui devait

toute sa fortune. Proche parent de Nesselrode, ami de Stadion, du baron de Vincent, de Metternich, il avait une certaine influence diplomatique. Ses liaisons, ses antécédens, l'ascendant de Talleyrand en firent un ingrat et un traître. Rien n'annonçait dans Jaucourt un conspirateur; esprit aimable, caractère doux et facile, c'était un de ces nobles qui s'étaient engagés avec modération dans la révolution sans rompre entièrement avec le parti contre-révolutionnaire. Jaucourt n'avait rien à reprocher à Napoléon que de l'avoir fait sénateur; mais il était sous le charme de Talleyrand. L'abbé de Pradt, noble, et de plus prêtre, était doublement contre-révolutionnaire; écrivain et parleur infatigable, esprit remuant, sans suite dans ses idées, dans ses principes, véritable brouillon en politique, grand admirateur de Napoléon, son aumônier, élevé par lui à la première dignité de l'épiscopat, trouvant tout simple de trahir, dans ses revers, le bienfaiteur qu'il avait encensé dans ses prospérités. Vitrolles, noble, homme de bonnes manières, insinuant, actif, ambitieux, qui, malgré ses efforts, n'avait pu faire son chemin sous l'Empire, se faisant le champion de la légitimité dans l'espoir de jouer un rôle important. Venaient ensuite, aux ordres de Talleyrand, des hommes disgraciés par l'Empereur, mécontens, et des agens subalternes, *maniganceurs* et courtiers d'intrigues, gens tarés, vivant de corruption, besogneux et avides d'argent, ardens à se venger de la moralité de Napoléon, dont ils avaient à se plaindre.

Parallèlement au complot Talleyrand, il en existait un autre qui avait le même but : son foyer était dans l'association bourbonienne. Très faible, ainsi que nous l'avons dit, jusqu'à la fin de 1813, elle avait acquis quelque consistance par les évènemens malheureux qui s'étaient développés depuis. Les principaux membres étaient Mathieu de Montmorency, de Quinsonas, Clermont de Mont-Saint-Jean, Just de Noailles, Sosthène de La Rochefoucauld. Talleyrand avait d'anciennes relations avec la plupart de ces personnages. Just de Noailles, chambellan de l'Empereur, était son intime et son allié, mais il communiquait avec l'association par l'intermédiaire d'un homme plus considérable, l'abbé de Montesquiou. Quoique toute sa famille eût été comblée par l'Empereur, ce prêtre avait été le correspondant du comte de Lille à Paris; il y était revenu de Menton, où il avait été exilé.

Sans aucun doute le but commun de l'étranger et de Talleyrand était la restauration des Bourbons; pour eux, c'était le beau idéal de la politique; elle était cependant subordonnée à ce qui domine toutes les affaires humaines, la possibilité. Ainsi, on prévoyait tous les cas éventuels que pourrait amener le renversement de Napoléon. Les chances les plus probables étaient pour le parti bourbonien. Il n'entrait dans aucune composition, il n'en pouvait admettre, il lui fallait tout ou rien, il était impatient, Talleyrand avait beaucoup à faire à modérer ses imprudences.

Les tentatives qu'après la campagne de 1812 la cour d'Hartwell avait faites auprès des puissances n'ayant pas eu de suites, elle fit la morte; après la bataille de Leipsig, elle releva la tête. Lorsque les coalisés arrivèrent sur le Rhin, le comte de Lille publia une déclaration par laquelle il appelait le sénat à opérer lui seul le renversement de la tyrannie de Bonaparte et la restauration de la maison de Bourbon. Blacas, son ministre, remit à plusieurs agens des écrits de lui signés, avec les noms en blanc, où l'on donnait, de la part du roi, toutes les assurances desirables, et où l'on promettait d'oublier les erreurs, de récompenser les services, d'étouffer les ressentimens, de légitimer les rangs, de consolider les fortunes, en un mot, la paisible transition des calamités et des alarmes présentes, au bonheur et à la sécurité à venir.

Le point le plus important était l'autorisation aux Bourbons d'aller sur le continent, à la suite des armées des coalisés, pour encourager leurs partisans en France, et pour être à la disposition et sous la main des puissances. Le gouvernement anglais, nécessairement maître de la décision, ne pouvait qu'accueillir avec empressement un moyen propre à seconder les intrigues du parti royaliste, à diviser la nation et à diminuer les forces de Napoléon. Seulement, comme il ne voulait pas lier trop intimement les intérêts de l'Angleterre aux intérêts des Bourbons, les princes furent autorisés à se rendre aux armées, simplement comme volontaires. Le duc

d'Angoulême s'embarqua le premier, vint en Espagne à l'armée de Wellington; le comte d'Artois aborda, le 2 février, en Hollande, et se dirigea vers le quartier général des alliés; le duc de Berry se rendit à Jersey pour seconder un soulèvement en Normandie, en Bretagne, dans la Vendée.

Après avoir réorganisé sa cavalerie, qui avait beaucoup souffert, et encadré dans son armée les renforts qui lui étaient arrivés, l'Empereur laissa à Nogent les maréchaux Victor et Oudinot, pour disputer à Schwarzenberg le passage de la Seine, et dirigea le reste de ses forces sur Sézanne. Le chemin était mauvais pour le passage de l'artillerie, mais on comptait sur le zèle des habitans de la campagne, qui, dans toutes ces occasions ne manqua jamais. Le 7, Marmont ouvrit la marche, suivi par Ney à un jour de distance. Son avant-garde chassa l'ennemi de Sézanne, traversa la ville, et poussa à Baye; elle y fut attaquée le 9, il se retira à Sézanne, où il fut joint par Ney. Le même jour, l'Empereur partit de Nogent avec Mortier, et n'arriva à Sézanne que fort avant dans la nuit.

L'armée de Silésie, poussant devant elle le corps de Macdonald et le grand parc, continuait son mouvement. Le 10, il sortit de la Ferté-sous-Jouarre, dont il fit sauter le pont. Le corps de Sacken y entra, et celui d'Yorck à Château-Thierry. Blücher instruit du mouvement des Français, fit des dispositions pour réunir son armée. Avant qu'elles fussent exécutées, l'Empereur se mit en mouvement de Sé-

zanne, et fit attaquer le corps russe d'Alsufieff. Après un combat très vif, il se retira sur Champ-Aubert; il y fut poursuivi, enfoncé, mis en déroute, avec perte de quatre mille hommes et vingt-et-une pièces de canon.

Ce premier succès confirma l'Empereur dans les espérances qu'il avait conçues; il craignit alors que Caulaincourt, usant de la latitude que lui donnaient ses pouvoirs, ne mît trop d'empressement à signer le traité. Il lui fit écrire qu'un changement brillant était survenu dans les affaires, que de nouveaux avantages se préparaient, et que le plénipotentiaire de la France pouvait prendre au congrès une attitude moins humiliée.

Le général Yorck, ayant laissé la division du prince Guillaume de Prusse à Château-Thierry, en partit, et se porta à Viffort et Montfaucon. Sacken se mit en marche de la Ferté-sous-Jouarre. Depuis le combat de Champ-Aubert, l'armée de Silésie était séparée en deux. L'Empereur était le maître de se porter sur l'une ou l'autre moitié.

Le 11, à cinq heures du matin, il partit de Champ-Aubert avec le corps de Ney et la cavalerie de la garde. Mortier partit de Sézanne. Marmont resta à Etoge pour couvrir le mouvement et observer Blücher. A dix heures, l'Empereur arriva à Montmirail, où il trouva Nansouty en position, observant Sacken, qui débouchait de Vieux-Maisons. Les divers corps français, retardés par les mauvais chemins, n'étaient pas encore arrivés. Il importait de prévenir

la réunion de Sacken et d'Yorck. Sacken avait vingt-deux mille hommes, l'Empereur en avait dix-huit mille.

S'apercevant qu'il avait été prévenu à Montmirail, Sacken ne voulut pas moins forcer le passage. Le combat s'engagea avec un avantage égal jusque vers deux heures. L'Empereur fit attaquer par la division Michel les hauteurs de l'Epine-aux-Bois, clef de la position ennemie. Friant, à la tête de quatre bataillons, s'élança contre l'extrême gauche des Russes par la ferme des Greneaux; le combat s'engagea corps à corps. La division Guyot des dragons de la garde se rabattit par la grande route sur les derrières de l'ennemi et décida le succès. L'infanterie russe fut enfoncée et sabrée. L'ennemi se jeta en désordre à travers champ pour gagner la route de Château-Thierry, avec perte d'une partie de son artillerie.

Le combat continuait à la gauche. Le village de Marchais, pris et repris trois fois, était resté aux Russes. L'Empereur envoya le général Defrance, avec les gardes d'honneur, par la route de la Ferté; il se rabattit sur les derrières du corps de Szerbatow. En même temps, deux bataillons de la division Michel, conduits par le maréchal Lefebvre et le général Bertrand, abordèrent le village de Marchais. Il fut enlevé. Le corps de Szerbatow fut mis en déroute et poussé sur le bois de Nogent.

Yorck chercha à dégager le corps de Szerbatow, et fit avancer la division Pirch sur la route de Châ-

teau-Thierry. L'Empereur lui opposa Mortier avec six bataillons de la division Michel; les Prussiens furent enfoncés, rejetés sur Fontenelle, et culbutés. La nuit mit fin au combat. Les Russes perdirent dans cette journée trois mille hommes tués ou blessés, sept cents prisonniers, vingt canons et deux cents caissons; les Prussiens, six canons et environ neuf cents hommes; les Français, dix-huit cents. L'armée bivouaqua sur le champ de bataille.

Pendant le combat de Champ-Aubert, l'Empereur avait envoyé l'ordre à Macdonald, qui s'occupait au camp de Meaux de renforcer son armée, de pousser les corps ennemis qui étaient devant lui, et que le mouvement des Français devait rappeler. Il se contenta de faire passer la Marne au général Saint-Germain avec deux mille quatre cents hommes nouvellement montés. Il fit quelques prisonniers, poussa vers Montmirail et arriva, le 12 au matin, à Vieux-Maisons.

Les Russes et les Prussiens étaient en pleine retraite sur Château-Thierry. L'Empereur se mit à leur poursuite. Toutes leurs positions furent forcées. Le corps de Sacken avait passé la Marne, celui d'Yorck était entassé en désordre au pied du coteau de Nesles et dans le faubourg. Il fut chargé par le général Guyot, à la tête de l'escadron des grenadiers à cheval de service. Deux bataillons prussiens se portèrent en avant pour couvrir le passage de la Marne. Le général Petit, avec deux bataillons de grenadiers, les culbuta sur les ponts, où ils mirent le feu. Pen-

dant toute la journée, la ville fut livrée au pillage. La perte de l'ennemi fut de plus de trois mille hommes, dont deux mille prisonniers, et de six canons. Plus de deux mille fuyards, qui ravageaient et incendiaient les campagnes, furent exterminés par les habitans. Il ne se serait peut-être pas sauvé un homme des corps de Sacken et d'Yorck, si Macdonald, au lieu de ne détacher, le 10, de La Ferté-sous-Jouarre, que le général Saint-Germain avec deux mille quatre cents hommes, était parti lui-même avec ses huit mille pour Château-Thierry, où il pouvait arriver le 12, de bonne heure.

Les Prussiens et les Russes marchèrent toute la nuit, et prirent position, le 13 au matin, près d'Oulchy, derrière l'Ourcq. L'Empereur fit réparer les ponts; l'armée passa la Marne; il envoya Mortier à leur poursuite; ils avaient une marche d'avance, on ne put que ramasser quatre cents traîneurs. Yorck se retira à Fismes, et Sacken à Fère en Tardenois.

Blücher était resté tranquille à Bergères pendant le combat de Montmirail, croyant l'armée française en retraite sur Sézanne. Le 13, il se mit en mouvement, avec vingt-deux mille hommes, et quatre-vingt-quatre pièces d'artillerie. Après avoir échangé quelques coups de canon, Marmont se retira en bon ordre sur Fromentières. Ziethen resta devant lui, et Blücher, avec le restant de ses troupes, occupa Champ-Aubert. Averti, le soir, de ce mouvement, l'Empereur laissa Mortier au-delà de la Marne pour observer les corps de Sacken et d'Yorck,

et dirigea ses forces sur Montmirail, augmentées de la division Leval, de l'armée des Pyrénées, arrivée à Sézanne.

Le 14 au matin, l'Empereur partit de Château-Thierry avec le corps de Ney et de la cavalerie de la garde. Marmont, qui continuait sa retraite, reçut l'ordre d'arrêter son mouvement et de reprendre l'offensive. L'Empereur arrivait avec ses troupes, et se porta aussitôt en avant.

Il avait dépassé Vauchamps, lorsque la division Ziethen commença l'attaque contre Marmont; elle fut culbutée en désordre au-delà du village, avec une grande perte. Un bataillon, qui s'était jeté dans une ferme, posa les armes. Le 6e corps occupa Vauchamps. Ziethen se reforma en arrière. La cavalerie de la garde s'engagea avec la sienne et l'enfonça. Blücher déploya ses colonnes, le corps de Kleist à droite, celui de Kapczewicz à gauche. Mais, croyant avoir devant lui cinquante mille Français commandés par Napoléon, il se décida à la retraite, et la fit en bon ordre jusqu'à Janvilliers, où il arriva vers deux heures. Alors la cavalerie de Grouchy se rabattit sur les Prussiens, enfonça plusieurs carrés, prit environ mille hommes, fit poser les armes à deux bataillons refoulés à Janvilliers, et s'empara de quatre canons et cinq caissons. Une charge ordonnée sur la gauche de l'ennemi ne fut pas aussi heureuse; les grenadiers à cheval ne firent que cinq cents prisonniers. Grouchy continua son mouvement sur la droite des Prussiens pour les

prévenir à Champ-Aubert, où ils se retiraient. A la chute du jour, ils arrivèrent au village, et se formèrent en carrés pour traverser la forêt d'Étoges. Grouchy, déjà à la lisière, s'élança sur leurs colonnes, enfonça et sabra plusieurs carrés. Blücher, les chefs des deux corps d'armée, avec l'état-major, furent entraînés par les fuyards.

L'Empereur, arrivant à Champ-Aubert avec l'armée, fit charger la gauche de l'ennemi par la cavalerie de la garde; mais le feu de l'artillerie ennemie ayant forcé Grouchy, dont les batteries étaient encore en arrière, d'ouvrir la route d'Étoges, le corps de Kapczewicz et l'arrière-garde de Ziethen parvinrent à se dégager, abandonnant beaucoup de bagages et des canons. Blücher établit ses troupes en arrière d'Étoges. Marmont y arriva vers huit heures du soir, y trouva la division Urusow, et le prit avec six cents hommes et huit canons. Blücher décampa à onze heures et se retira à Bergères. L'Empereur retourna de suite à Montmirail avec sa garde; Marmont resta à Étoges, Grouchy à Champ-Aubert. La perte de l'ennemi, dans cette journée, s'éleva à six mille cinq cents hommes tués ou blessés, deux mille prisonniers, quinze canons et dix drapeaux.

Blücher continua sa retraite le 15; l'armée de Silésie, diminuée de plus de vingt mille hommes, se trouva réunie autour de Châlons.

L'Empereur avait habilement profité des fautes grossières du général en chef prussien; ses pertes avaient été incomparablement plus fortes que celles

des Français; mais il se renforçait de nouveaux corps d'armée, et l'Empereur n'avait point de réserves. Victorieux sur un point, il devait courir sur un autre, pour faire tête à de nouvelles armées qui s'avançaient de toutes parts sur la capitale.

Ainsi, pendant qu'il battait l'armée de Silésie sur la Marne, Wintzingerode s'avançait sur l'Aisne, suivi des corps de Woronzow et de Strogonow. Il avait enlevé Avesnes et occupait, le 12, la position de Laon, d'où il se proposait de marcher sur Paris, de concert avec Blücher. Le 14, il attaqua Soissons, mal fortifié et défendu par dix-sept cents hommes, la plupart de garde nationale. Le général Rusca, tué presque au premier coup de canon, ne fut point remplacé dans le commandement. Le faubourg et le pont furent mal défendus. Le combat s'engagea dans les rues; huit cents Français furent tués ou blessés. Le général Longchamps sortit avec le reste de la garnison, et, enveloppé en rase campagne par la cavalerie de Czernicheff, fut obligé de mettre bas les armes.

Wintzingerode ayant appris, à Soissons, les désastres de l'armée de Silésie, et reçu de Blücher l'ordre de se rapprocher de Châlons, se remit en marche et arriva, le 17, à Épernay. Mortier, que l'Empereur avait laissé, le 13, au-delà de la Marne, ayant appris, le 14, la prise de Soissons, marcha sur Villers-Cotterets, pour s'interposer entre Paris et l'ennemi. Informé que Wintzingerode avait quitté Soissons, Mortier en reprit possession le 15 au soir,

et y plaça le général Moreau avec quinze cents hommes de vieilles troupes.

Depuis que l'Empereur avait quitté Nogent, Schwarzenberg avait fait des progrès sur la Seine. Les 8 et 9 février, le corps de Wittgenstein passa la Seine à Mery; le 10, Schwarzenberg, informé du mouvement de Napoléon sur Sézanne, et ayant entendu la canonnade de Champ-Aubert, se décida à reprendre l'offensive et à s'avancer en deux colonnes sur les deux rives de la Seine.

Dans la nuit du 10 au 11, le maréchal Victor laissa à Nogent le général Bourmont avec douze cents hommes, et fit repasser la Seine à son armée. Quoique les travaux de défense fussent incomplets, et que la ville ne pût faire une sérieuse résistance, la garnison repoussa trois attaques faites, le 11, par les généraux Pahlen et Hardegg; Bourmont y fut blessé, le colonel Voirol, du 18e, le remplaça.

Le même jour, le prince de Wurtemberg jetait des obus dans la ville de Sens, défendue par le général Allix; l'ennemi s'y introduisit par une issue qui lui fut indiquée. Après s'être battu de rue en rue, Allix repassa le point de l'Yonne, avec la garnison, dans le meilleur ordre. Auxerre fut emporté d'assaut par la division Lichtenstein; la plus grande partie de la garnison, forte seulement de trois cents hommes, y périt.

Schwarzenberg ayant reçu l'avis du combat de Champ-Aubert, se détermina à faire un mouvement de flanc sur Sézanne, pour venir au secours des corps

d'Yorck et de Sacken. Le 12, Pahlen attaqua Nogent. Il enleva quelques maisons avancées et incendia la ville; il ne put y pénétrer; la fusillade dura jusqu'au soir.

Informé de la prise de Bray, Victor ordonna au colonel Voirol d'évacuer Nogent, et se replia lui-même; Wittgenstein voulut s'opposer à la retraite de la garnison. Après quarante heures de résistance, Voirol la ramena en bon ordre à la droite de la Seine et fit sauter le pont. Elle perdit quatre cents hommes et l'ennemi plus de dix-huit cents. Un historien étranger de cette campagne, Plotho, dit que le nom du colonel Voirol appartient à l'histoire militaire comme un exemple de ce que peuvent un courage calme et intrépide et une volonté ferme.

Le 13, l'ennemi s'avança sur tous les points sans aucun évènement digne de remarque, qu'un combat assez vif à Luisetaines entre les Bavarois et le général Gauthier, qui y fut grièvement blessé. Schwarzenberg fut prévenu, par Blücher, de l'échec des corps d'Yorck et de Sacken. Cette nouvelle amena des modifications dans son plan d'opérations, d'après lesquelles son armée devait se trouver en ligne, le 15, de Provins à Montereau, et à cheval sur la Seine.

L'Empereur, informé par Victor et Oudinot du passage de la Seine par l'ennemi, donna l'ordre à Macdonald de marcher à leur secours pendant que lui-même battrait Blücher. Le maréchal partit de Meaux, et arriva, le 14 au matin, à Guignes, avec environ neuf mille hommes.

Bianchi attaqua Montereau, que couvrait Allix avec sa faible division, et l'occupa dans la soirée. Hardegg entra dans Fontainebleau, qui avait aussi été abandonné. Giulay dépassa Pont-sur-Yonne. Les progrès de l'ennemi, sur la Seine, détruisirent l'effet des succès obtenus par l'Empereur contre Blücher, et jetèrent l'alarme dans Paris. La mauvaise organisation de la garde nationale produisit alors ses fruits. Créée depuis plus d'un mois, à peine commençait-elle son service. Après une revue des grenadiers, passée le 11 février par le roi Joseph, ils occupèrent un poste d'honneur dans l'intérieur du palais des Tuileries. A défaut de fusils d'ordonnance, on autorisa les chefs de légion à former, dans chaque compagnie, une ou plusieurs sections de tirailleurs, avec les gardes nationaux exercés à la chasse et munis de fusils à deux coups. Les tirailleurs porteraient les épaulettes et pompons verts, et pourraient être habillés en veste ou en capote, mais uniformes dans la même section.

Quant aux trente ou quarante mille ouvriers qui auraient défendu la capitale ou marché à l'ennemi, ils n'étaient point armés. La plupart des hommes que le pouvoir avait imposés comme chefs aux légions n'étaient pas même capables d'imprimer une action énergique à la garde nationale. On ne sut pas en obtenir une escorte pour des prisonniers de guerre depuis Meaux jusqu'à Versailles. Ce fut avec peine qu'elle fournit des détachemens pour recevoir, hors de la barrière, huit mille prisonniers que l'Em-

pereur jugea à propos de faire promener dans Paris; parade plus qu'inutile, car, au lieu de relever l'esprit public, elle donna aux partisans de l'étranger l'occasion de se montrer humains et généreux, comme pour se le rendre d'avance favorable.

Le roi Joseph, lieutenant de l'Empereur, fit replier les maréchaux et le général Pajol sur l'Yères. Le 15 au matin, l'armée française de la Seine était presque aux portes de Paris; le général Treilhard, qui arrivait des Pyrénées, marchait sur Fontainebleau.

Schwarzenberg n'était qu'à une marche de la capitale. Le 15, il reçut la nouvelle de la défaite de Blücher à Vauchamp et prit l'épouvante. Un conseil de guerre fut tenu; il y fut décidé que l'armée austro-russe se replierait jusqu'à Arcis-sur-Aube, et que les corps de Wrède et de Wittgenstein marcheraient sur Sézanne et de là à Fère-Champenoise ou Sommesous : cette disposition ne fut qu'en partie exécutée. Dans la nuit, on reçut avis de Blücher que l'Empereur avait cessé de le poursuivre; Schwarzenberg reprit quelque confiance. Un nouveau conseil de guerre fut tenu, et il fut résolu que l'armée resterait dans ses positions, pour attendre le développement des manœuvres de l'Empereur, et connaître le moment où l'armée de Silésie pourrait rentrer en ligne.

Le 15, l'Empereur laissa Marmont à Étoges pour observer les mouvemens de Blücher, Grouchy à Montmirail pour servir de réserve à ce maréchal et à Mortier; il envoya le général Vincent, avec un

corps volant, pour occuper Château-Thierry; il continua sa route, l'infanterie en poste, et arriva le soir à La Ferté-sur-Jouarre. Le 16, il porta son quartier général à Guignes où, par un mouvement aussi rapide que savant, il réunit une armée de soixante mille hommes, dont cinquante mille allaient attaquer les corps divisés de l'armée austro-russe.

Wittgenstein s'était avancé jusqu'à Nangis, et Pahlen, avec son avant-garde, jusqu'à Mormant. Dans la nuit du 16 au 17, il reçut l'ordre de se replier sur Provins. Il quitta Nangis le 17 au matin, ordonnant à Pahlen de se retirer ensuite. L'armée française se mettait en marche et débouchait de Guignes. L'Empereur aperçut l'ennemi. Des deux côtés les troupes se déployèrent. N'ayant que quatre mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, Pahlen voulut se mettre en retraite. L'Empereur poussa sa première ligne sur Mormant: Pahlen se retirait paisiblement, mais en assez bon ordre. Il s'approchait de Nangis, qu'occupait encore l'avant-garde du corps de Wrède, commandée par Hardegg. Dans ce moment, Drouot, arrivant avec trente-six bouches à feu de la garde, fit un feu terrible sur les carrés, les enfonça, tandis que Milhaud et Kellermann abordaient la cavalerie, la dispersaient, et, en poursuivant les fuyards, maltraitèrent deux régimens de cavalerie autrichienne de Hardegg. Les carrés mirent bas les armes. Cette journée coûta à l'ennemi environ quatre mille hommes et onze pièces de canon.

L'armée continua son mouvement, excepté la garde, qui resta à Nangis avec l'Empereur, Oudinot sur Provins, Macdonald sur Donnemarie, Victor sur Montereau, où il avait ordre d'arriver le jour même, et de s'emparer du pont. A trois heures après midi, il se trouva en présence de la division Lamothe, du corps de Wrède et des restes de l'avant-garde Hardegg, qui occupaient Villeneuve. Le village fut attaqué et enlevé; deux bataillons furent enfoncés avec perte de trois cents hommes. Lamothe forma son infanterie en carrés, et prit la route de Donnemarie. Le général Gérard avait porté le désordre dans ses colonnes, lorsqu'il dut obéir à l'ordre impératif de venir s'établir à Montigny. Victor ne dépassa pas Salins, et ne poussa vers Montereau qu'une division de cavalerie et une compagnie de sapeurs. Le prince de Wurtemberg se replia sur le plateau de Surville, et y rangea en bataille son corps, fort de quinze mille hommes d'infanterie et de deux mille sept cents chevaux.

Dans la soirée, le comte de Parr se présenta aux avant-postes de la part du prince de Schwarzenberg, pour proposer une suspension d'hostiliés : Napoléon crut avoir trouvé le moyen d'échapper aux lenteurs du congrès. Le conseil-privé, consulté à Paris sur les propositions faites à Châtillon par les puissances, avait été d'avis de s'y soumettre, moins une voix, celle du comte Lacuée de Cessac. Mais, encouragé par les avantages qu'il avait obtenus, Napoléon pensa qu'il était temps enfin de laisser de

côté les prétentions excessives des coalisés. Il écrivit à l'Empereur d'Autriche. Dans sa lettre, il parlait du vif desir qu'il avait d'entrer promptement en accommodement, et faisait entendre qu'après les changemens favorables survenus dans l'état de ses affaires, il comptait bien être traité sur des bases plus conciliantes que celles qui avaient été posées à Châtillon.

Napoléon écrivit en même temps à Caulaincourt : il lui avait donné carte blanche pour sauver Paris et éviter une bataille qui était la dernière espérance de la nation. La bataille avait eu lieu, la Providence avait béni ses armes ; il avait fait trente à quarante mille prisonniers. Il avait pris deux cents pièces de canon, un grand nombre de généraux, et détruit plusieurs armées presque sans coup férir. Il avait entamé la veille l'armée du prince Schwarzenberg, qu'il espérait détruire avant peu. L'attitude de Caulaincourt devait être la même, il devait tout faire pour la paix ; mais l'intention de l'Empereur était qu'il ne signât rien sans son ordre, parce que seul il connaissait sa position. En général, il ne desirait qu'une paix *solide* et *honorable*, et elle ne pouvait être telle que sur les bases de Francfort. Si les alliés eussent accepté les propositions du plénipotentiaire le 9, il n'y aurait pas eu de bataille, l'Empereur n'aurait pas couru les chances de la fortune dans le moment où le moindre insuccès perdait la France ; enfin, il n'aurait pas connu le secret de leur faiblesse. Il était juste qu'en retour il eût les avantages des chances qui avaient tourné pour lui. Il

voulait la paix, mais ce n'en serait pas une que celle qui imposerait à la France des conditions plus humiliantes que les bases de Francfort. Sa position était certainement plus avantageuse qu'à l'époque où les alliés étaient dans cette ville. Ils pouvaient le braver; il n'avait obtenu aucun avantage sur eux, et ils étaient loin de son territoire. Aujourd'hui c'était tout différent; il avait eu d'immenses avantages sur eux, et des avantages tels, qu'une carrière militaire de vingt années et de quelque illustration, n'en présentait pas de pareils. Il était prêt à cesser les hostilités et à laisser les ennemis rentrer tranquilles chez eux, s'ils signaient les préliminaires basés sur les propositions de Francfort.[1]

Les communications étaient lentes, difficiles et peu sûres entre l'Empereur et Caulaincourt. Les courriers français faisaient soixante lieues au lieu de vingt, étaient retardés plusieurs heures et maltraités à chaque poste de Cosaques. Caulaincourt s'en plaignit à Metternich. Il répondit qu'avec la meilleure volonté on ne pouvait pas répondre des hordes de troupes légères; que s'il voulait lui envoyer ses dépêches, il les ferait passer sur la route la plus directe. Le 18, au moment où l'Empereur expédiait sa lettre du 17, il n'avait de dépêches de Caulaincourt que du 14, et ils n'étaient éloignés que de vingt-cinq lieues.

[1] Lettre du 17 février.

CHAPITRE XCVIII.

Combat de Montereau. — Trahison ou faute de généraux. — Italie, suites de la défection de Murat. — Armée de Lyon; impéritie d'Augereau. — Armée des Pyrénées; proclamation du duc d'Angoulême. — Schwarzenberg à Troyes; Blücher marche pour l'appuyer. — Napoléon se porte au-devant de lui. — Combat de Méry. — Schwarzenberg se retire derrière l'Aube. — Lichtenstein propose un armistice. — Préliminaires de paix des coalisés. — Commissaires pour l'armistice. — Napoléon à Troyes. — Punition de traîtres. — Progrès de l'intrigue bourbonienne. — Proclamation du comte d'Artois. — Opérations en Belgique, Bernadotte. — Plan arrêté à Bar-sur-Aube par les coalisés. — Blücher marche sur la Marne. — Conférences de Lusigny. — Napoléon se porte sur la Marne. — Blücher se retire sur l'Aisne.

Napoléon apprenant, le 17 au soir, que Victor n'avait pas occupé Montereau, lui donna l'ordre impératif de l'attaquer le lendemain. Victor ne déboucha par Forges que vers neuf heures du matin. Le combat se soutint jusqu'à midi avec perte du côté des Français; le corps de Gérard vint par Nangis; ce général reçut l'ordre de l'Empereur de prendre le commandement. Avec quarante pièces de canon, il maîtrisa l'ar-

tillerie de l'ennemi, et fit beaucoup de mal à son infanterie. Il était deux heures, Napoléon arriva avec la garde, et ordonna à Duhesme de renouveler l'attaque du coteau de Surville. Le prince de Wurtemberg se préparait à la retraite : les généraux Château et Pajol s'élancèrent sur les ennemis, les culbutèrent, les poussèrent l'épée dans les reins au travers du faubourg, et les acculèrent à la Seine, dans le plus grand désordre. Duhesme et Digeon, avec deux batteries de la garde, achevèrent d'y porter la confusion. Avant que les masses désordonnées de l'ennemi pussent s'écouler, la division Château parvint à la tête du pont, le nettoya, et empêcha l'ennemi de le faire sauter. Le combat de Montereau lui coûta trois mille morts ou blessés, environ trois mille prisonniers, six canons et quatre drapeaux. Les Français eurent près de deux mille hommes hors de combat; le général Château fut blessé à mort près du pont.[1]

Pendant l'action, Napoléon pointa lui-même des pièces, et commanda des décharges. Il répondit aux soldats qui murmuraient de ce qu'il s'exposait ainsi: « Allez, mes amis, ne craignez rien; le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. »

Le combat de Montereau fut un des plus brillans de la campagne, mais il n'avait point rempli le but que s'était proposé l'Empereur, et ne décidait rien. Si le maréchal Victor se fût, comme il en avait l'or-

[1] Il ne mourut que le 8 mai à Paris, âgé de 36 ans.

dre, emparé de Montereau, le 17, l'armée austro-russe était coupée en deux, et elle aurait probablement éprouvé le même sort que celle de Silésie.

Victor n'était pas le seul qui méritât des reproches. La situation critique de la France n'était pas propre à ranimer l'ardeur, et à consolider la fidélité de maréchaux et de généraux qui, dès la campagne de 1812, en avaient assez de la guerre, qui, dans la campagne de 1813, avaient conspiré contre Napoléon. L'astre avait pâli, on ne le suivait plus qu'avec circonspection : on voyait poindre un soleil nouveau. On voulait conserver vie, fortune et honneurs. Ainsi au combat de Nangis, le général L'Héritier avait négligé une charge qui aurait été fatale aux Bavarois; dans la nuit du 17 au 18, le général Guyot avait laissé surprendre quelques pièces d'artillerie au bivouac; à Surville, au moment le plus chaud du combat, les batteries avaient manqué de munitions; on en accusait le général Digeon; le général Montbrun avait abandonné sans résistance à des Cosaques la forêt de Fontainebleau.

Napoléon ne put contenir son mécontentement : il reprocha au général Guyot devant ses troupes, d'avoir si mal gardé son artillerie; il ordonna qu'on fît juger le général Digeon, par un conseil de guerre; il envoya au maréchal Victor la permission de se retirer chez lui. Mais sur les sollicitations du général Sorbier, il déchira l'ordre relatif à Digeon. Victor vint pleurer au château de Surville; l'Empereur lui reprocha de servir de mauvaise grâce, de fuir le

quartier impérial, de ne pas même dissimuler une secrète opposition; de ce que la maréchale, dame du palais, s'éloignait de l'Impératrice. Victor protesta de sa fidélité, et rappela ses longs services, ajoutant que s'il avait fait une faute, il l'avait chèrement payée par la mort du général Château, son gendre. « Je vais prendre un fusil, dit-il enfin : je n'ai pas oublié mon ancien métier; Victor se placera dans les rangs de la garde. » « Eh bien, Victor, restez, répondit Napoléon, en lui tendant la main; je ne puis vous rendre votre corps d'armée puisque je l'ai donné à Gérard, mais je vous donne deux divisions de la garde; allez en prendre le commandement, et qu'il ne soit plus question de rien entre nous. »

Dans le bulletin, daté de Montereau, on retrouve une teinte des sentimens pénibles dont l'Empereur était affecté. Les fautes des généraux L'Héritier et Montbrun y furent signalés. « Le général Château mourra! y était-il dit, il mourra accompagné du moins des regrets de toute l'armée! mort bien préférable pour un militaire à une existence dont il n'aurait acheté la prolongation qu'en survivant à sa réputation, ou en étouffant les sentimens que l'honneur français inspire dans les circonstances où nous sommes. »

Vienne la restauration, et l'on verra, par l'accueil qu'elle fera à certains généraux, quels sont ceux qui méritaient cette apostrophe.

La journée du 19 fut employée à poursuivre les colonnes enemies dans la direction de Troyes. L'Em-

pereur donna une nouvelle organisation à l'armée. Il pensa que le moment était venu de faire entrer l'armée de Lyon dans les combinaisons militaires.

On a attribué à l'Empereur le projet de faire venir, dès le principe, l'armée du prince Eugène sur Genève, pour se réunir au corps d'armée formé à Lyon, sous les ordres d'Augereau, reprendre la Suisse, jeter soixante mille hommes sur les communications des ennemis, et opérer avec cette masse, augmentée des populations insurgées de l'est, mais que, par diverses considérations, il y renonça.

Il est constant, au contraire, qu'au commencement de décembre l'Empereur comptait sur une diversion puissante en Italie, par le concours de l'armée napolitaine avec celle du vice-roi. Il recommandait à Eugène de faire au roi toutes les prévenances possibles pour en tirer le meilleur parti; en conséquence, Eugène envoya son aide-de-camp à Naples; mais Murat avait pris son parti.

En apprenant sa défection, l'Empereur s'écria : « Murat! mon beau-frère, en pleine trahison! Je savais bien qu'il était mauvaise tête, mais je croyais qu'il m'aimait. C'est sa femme qui est la cause de sa défection... Caroline! ma sœur! me trahir! Son armée est réunie à celle de Bellegarde. Murat faire tirer des coups de canon sur des Français! c'est abominable! c'est odieux! Le voilà le Bernadotte du midi; il a mystifié mes agens à Naples et à Rome; ce pauvre Miollis ne s'en doutait pas. Murat devenir l'homme des Autrichiens! il se perdra. Il pouvait jouer un si

beau rôle! Son armée, réunie à celle du vice-roi, agissant de concert, pouvait faire une campagne superbe. Ils étaient plus forts que Bellegarde; leurs troupes étaient meilleures; une bataille gagnée sur les Autrichiens les menait aux portes de Vienne. Ils sauvaient la France et l'Italie. Préférer à ce beau rôle une alliance avec les Autrichiens! avec les Anglais! »

L'Empereur voulut essayer de ramener Murat, et lui envoyer Belliard. Ce général refusa cette mission, persuadé qu'elle serait sans succès, et préférant rester à l'armée; l'Empereur en chargea Faypoult, ancien préfet.

Ce fut seulement lorsque l'Empereur ne put plus se faire illusion sur les dispositions de Murat, et que le roi eut traité avec l'Autriche, qu'il donna l'ordre à Eugène de se porter sur les Alpes *aussitôt que le roi aurait déclaré la guerre à la France.* Il réitéra cet ordre, de Nogent-sur-Seine, le 8 février. D'après ses intentions, le prince Eugène devait ne laisser aucune garnison dans les places d'Italie, si ce n'était des troupes italiennes, et de sa personne venir avec tout ce qui était Français sur Turin et Lyon, soit par Fenestrelles, soit par le Mont-Cenis. On lui annonçait que, dès qu'il serait en Savoie, il serait rejoint par tout ce qu'il y avait de troupes à Lyon.[1]

Au moment où l'ordre était expédié à Eugène de ramener l'armée d'Italie, elle était aux prises avec

[1] Lettre de Clarke, 9 février expédiée par triplicata.

les Autrichiens. La supériorité des forces de Bellegarde, les progrès de Nugent sur la rive droite du Pô, la défection de Murat, la présence de ses troupes dans l'état de Modène, ne permettaient plus à Eugène de garder la ligne de l'Adige, il se retira donc derrière le Mincio. Le 8 février, il sortit de ses positions pour livrer bataille à Bellegarde; toute son armée passa le fleuve. Mais dans le même moment, le général autrichien faisait ses dispositions pour attaquer Eugène sur la rive droite. L'engagement fut général, on se battit avec fureur pendant tout le jour : l'avantage resta aux Franco-Italiens; les deux armées reprirent leurs positions.

Eugène envoya Grenier au secours de Plaisance que menaçait Nugent, suivi des Napolitains. Il chargea les Autrichiens et les rejeta sur le Taro; les Napolitains accoururent à leur aide, Grenier les poursuivit et les repoussa jusqu'à l'Enza. Nugent s'enferma dans Parme; Grenier l'attaqua et y entra de vive force. La ville fut le théâtre d'un combat long et sanglant; les Autrichiens furent mis en fuite après une grande perte.

En apprenant ces succès, le ministre de la guerre ne persista pas moins dans l'exécution de l'ordre donné, le 9 février, par l'Empereur au prince Eugène, de ramener son armée en France. Ce mouvement, commandé par les circonstances, devenait de jour en jour d'une nécessité plus urgente. On espérait qu'il seconderait les opérations que le maréchal Augereau avait en ordre d'entre-

prendre avec les troupes qui se réunissaient à Lyon, et dont les dernières y arriveraient le 24 février. L'Empereur lui avait ordonné d'attaquer le général Bubna, qui, de Genève, avait poussé des colonnes sur Bourg et sur Lyon, et qui, du poste des Échelles dont il s'était emparé, menaçait Grenoble. L'arrivée du prince Eugène à Chambéry ou à Grenoble devait décider bien vite du succès des opérations d'Augereau, et lui permettrait de se porter, par la Franche-Comté, sur les flancs et les derrières de la grande armée autrichienne, dont les têtes de colonne menaçaient à-la-fois Paris et Orléans.[1]

L'ordre de l'Empereur de ramener l'armée d'Italie ne fut pas exécuté; on croit que le combat de Montereau changea ses idées. On ajoute que le lendemain (19 février), il expédia le colonel Tascher, qui depuis huit jours attendait, porter à Eugène l'ordre de continuer à occuper l'Italie; du reste, Eugène se flattait de s'y maintenir.

Dans les premiers jours de février, Bubna songea à renouveler son expédition sur Châlons, pour se mettre en communication avec les Autrichiens à Dijon. Après un combat assez vif, il occupa cette ville. Ses troupes, au nombre de dix-neuf mille hommes, étaient disséminées depuis la première de ces villes jusqu'à Genève. Le 15 février, la tête des troupes de la Catalogne arriva à Lyon. Les généraux Marchand et Dessaix avaient organisé une petite

[1] Lettre du ministre Clarke, du 17 février.

division vers Grenoble; une division de quatre mille hommes avait été formée des gardes nationales des départemens du midi, du Lyonnais, de l'Auvergne et du Nivernais; Augereau avait sous son commandement vingt-cinq mille hommes, dont dix-sept mille directement sous ses ordres, et le reste sous les ordres de Marchand. Quand son plan d'opérations ne lui aurait pas été prescrit par l'Empereur, il était tracé par la situation des armées coalisées en France, et la disposition des troupes qu'il avait devant lui. Il devait se porter sur Genève, insurger la Suisse dont plusieurs cantons étaient bien disposés, rétablir la communication du Simplon, se réunir aux troupes de l'armée d'Italie, si Eugène eût pu en envoyer, et s'avancer vers le Haut-Jura, pour agir en Bourgogne de concert avec l'Empereur. L'occupation seule de Genève aurait été un coup fatal à l'armée austro-russe. Au lieu d'agir avec résolution, ensemble et énergie, Augereau dissémina aussi ses troupes, et tâtonna partout. Marchand, qui ne devait faire qu'une diversion, s'empara de lui-même du plan, et arriva aux portes de Genève. Mais Augereau, maître de Mâcon et de Bourg, se contenta d'avoir dégagé Lyon, suspendit ses opérations, alléguant la faiblesse de son armée, et laissa le temps à Bubna de se reconnaître, et de faire de nouvelles dispositions. Il donna l'ordre au général Scheither de tenir à Châlons tant qu'il pourrait; il envoya le général Klebelsberg par Saint-Claude à Genève pour couvrir cette place.

Un autre plan d'opérations fut, dit-on, prescrit à Augereau par l'Empereur; c'était de remonter la Saône, de culbuter les détachemens qui se trouveraient devant lui, de pénétrer dans les Vosges, de s'y établir sur les derrières de l'ennemi, de faire une guerre acharnée à ses convois, à ses bagages, à ses détachemens isolés; de soulever les habitans, enfin de menacer sa ligne d'opérations et sa route de retraite[1]. Mais ce plan était également au-dessus des forces et de la volonté d'Augereau, un des plus dénaturés de tous les soldats par les honneurs et la fortune. Fatigué de ses doléances sur la faiblesse et le dénûment de son armée, Napoléon donna l'ordre à Suchet d'envoyer encore dix mille hommes à Lyon, et au prince Borghèse d'y en envoyer de Turin sept mille. Mais le temps marchait, et l'ennemi le mettait à profit.

Aux Pyrénées, depuis la mi-janvier, les armées étaient restées en position. Wellington ayant reçu des renforts et rappelé sa cavalerie, avait soixante-quinze mille hommes. Soult en ayant envoyé près de quatorze mille à l'Empereur, n'en avait plus que quarante mille. Wellington résolut de reprendre l'offensive; il y fut encouragé, non-seulement par sa supériorité, l'amélioration du temps, mais encore par La Roche-Jacquelin, que lui avait expédié le comité royaliste de l'Ouest, et par l'arrivée au quartier général de Saint-Jean-de-Luz, du duc d'Angou-

[1] Manuscrit de 1814, Fain, p. 120.

lême, envoyé par le gouvernement anglais. Le 2 février, il publia une proclamation aux soldats français. « J'arrive, leur disait-il, je suis en France, dans cette France qui m'est si chère. Je viens briser vos fers; je viens déployer le drapeau blanc, le drapeau sans tache. Ralliez-vous autour de lui, braves Français, marchons tous ensemble au renversement de la tyrannie. Généraux, officiers, soldats, qui vous rangerez sous l'antique bannière des lis, au nom du roi, mon oncle, qui m'a chargé de faire connaître ses intentions paternelles, je vous garantis vos grades, vos traitemens, et des récompenses proportionnées à la fidélité de vos services. Soldats! mon espoir ne sera point trompé, je suis le fils de vos rois, et vous êtes Français! »

Wellington avait signifié, dit-on, au duc d'Angoulême qu'il eût à se retirer sur les derrières de l'armée, afin de ne pas compromettre les négociations de Châtillon. Le comte Étienne de Damas, le comte d'Escars, le duc de Guiche, ses acolytes, n'avaient pas pu prendre rang dans l'armée anglo-espagnole. Mais d'un autre côté, c'était avec l'autorisation du gouvernement anglais que le prince y était venu. Wellington permettait qu'il s'annonçât par une proclamation. Le drapeau sans tache et la bannière des lis ne firent pas fortune parmi les soldats du drapeau tricolore. Dans cet acte maladroit se révélaient déjà l'esprit contre-révolutionnaire dont était infectée la cour d'Hartwell, et la condamnation des couleurs nationales chères à la France.

Après le combat de Montereau, Schwarzenberg avait concentré toute son armée sur Troyes. Napoléon fut donc obligé de réunir aussi la sienne. Blücher réorganisa son armée à Châlons, la porta à soixante-cinq mille hommes, et reprit l'offensive sur la Marne. Dans la nuit du 18 au 19, il reçut l'invitation de Schwarzenberg de se rendre avec son armée à Méry pour appuyer l'armée autro-russe. Il changea donc de direction, fit occuper cette ville, le 21, par le corps de Sacken, qui poussa une avant-garde à Mégrigny.

Le 22, l'Empereur continuant son mouvement contre l'armée austro-russe, sentit la nécessité d'enlever ce passage à l'armée de Silésie, avant de s'engager dans une bataille qu'il comptait livrer devant Troyes. Oudinot fut chargé de cette opération. Les Russes furent repoussés à Méry, et mirent le feu au pont; l'incendie se communiqua à la ville; la brigade Gruyère franchit les poutres enflammées du pont, et chassa l'ennemi. La générale battit au camp de Blücher, et son armée prit position à deux portées de canon en arrière de Méry. Le général Gruyère engagea un combat de tirailleurs qui dura jusqu'à la nuit; ayant été blessé, sa brigade repassa la Seine, et il détruisit le pont. Le but était rempli, et l'armée de Silésie tenue sur la défensive.

Schwarzenberg s'était décidé à repasser la Seine; avant d'effectuer entièrement ce passage, le 22, il ordonna une reconnaissance de l'armée française. Elle lui en évita la peine. Vers dix heures du matin,

elle déboucha en trois colonnes. Elle comptait environ soixante-quatre mille hommes. Arrivé sur les hauteurs de Fontaine-Saint-Georges, l'Empereur découvrit l'armée austro-russe en position. Tout présageait une grande bataille. La supériorité de l'ennemi ne permettait guère d'en douter. Il était fort de cent cinquante mille hommes, sans compter l'armée de Silésie, qui, à la vérité, n'était en mesure de passer la Seine que dans vingt-quatre heures.

Le 23, à huit heures du matin, les souverains et les généraux se réunirent chez le roi de Prusse. Schwarzenberg y exposa que le maréchal Augereau avait repris l'offensive; que, le 16, Chambéry était perdu et Genève menacé; que rien ne s'opposait à l'entrée des Français en Suisse; qu'alors l'armée austro-russe, coupée de sa base principale et privée de ses magasins, se trouverait dans une position critique, etc., etc. Le résultat de la délibération fut que les armées coalisées se retireraient, pour le moment, derrière l'Aube, et que, pour gagner du temps, on amuserait l'Empereur par la proposition d'un armistice.

Il avait passé la nuit au hameau de Châtres, dans la chaumière d'un charron. Le 23 au matin, il y reçut le prince Wenzel-Lichtenstein, envoyé par Schwarzenberg. Il apportait la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre que son gendre lui avait écrite, le 17, de Nangis. Son langage était pacifique. Il ne dissimulait pas combien les plans des alliés venaient d'être dérangés. Il avouait qu'on avait re-

connu Napoléon aux coups qu'il portait. Il engagea avec l'envoyé autrichien une assez longue conversation. Il lui demanda s'il était vrai que les alliés en voulussent à sa personne et à sa dynastie, et que, conformément au plan favori de l'Angleterre, ils s'occupaient des Bourbons. Lichtenstein repoussa vivement ces bruits, comme n'étant nullement fondés. Napoléon lui fit sentir qu'ils n'avaient que trop de consistance par la présence de ces princes à la suite des armées étrangères. Lichtenstein répondit: ce n'était qu'un moyen de guerre pour opérer une diversion dans quelques provinces, il n'y avait rien de plus; l'Autriche ne s'y prêterait pas; on n'en voulait ni à l'existence de l'Empereur ni à sa dynastie; on desirait la paix, et la preuve en était dans la mission qu'il venait remplir.

Napoléon parut le croire et accueillit la proposition d'armistice. Berthier, à qui Schwarzenberg avait écrit, lui répondit de suite que les assurances données par Lichtenstein du desir de l'Autriche d'arriver promptement à une pacification générale, étaient d'une telle considération aux yeux de l'Empereur, qu'il l'autorisait à accepter la proposition; que les commissaires pourraient se rendre entre Troyes et Vandœuvre, pour convenir de la suspension d'armes.

Lichtenstein était à peine parti, que Saint-Aignan, le porteur des propositions de Francfort, arriva de Paris. Il était chargé, par divers personnages, de présenter à Napoléon le tableau des angoisses qu'on

éprouvait toujours à Paris, et le desir qu'il se confiât moins à son épée, qu'il employât davantage la voie des négociations, et qu'il se décidât à des concessions, la nécessité commandant de tout sacrifier à la conclusion de la paix. C'était surtout l'opinion de Clarke. « Sire, s'écria Saint-Aignan, la paix sera toujours assez bonne, si elle est prompte. — Elle arrivera assez tôt, si elle est honteuse, » répliqua l'Empereur. Son front se rembrunit; Saint-Aignan fut brusquement congédié. On monta à cheval et on suivit en silence la route de Troyes. La réplique de l'Empereur était le résumé de sa réponse à Clarke, auquel il écrivait qu'il fallait le supposer bien fou ou bien bête pour croire que s'il pouvait faire la paix, il ne la ferait pas; que c'était à cette opinion, qu'il en était le maître, mais qu'il ne le voulait pas, qu'il fallait attribuer les malheurs de la France.

Le général Reynier, fait prisonnier à Leipzig, ayant été échangé, et revenant en France, vit à Troyes (février) l'Empereur Alexandre, qui lui dit qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon.—«Que voulez-vous mettre à sa place? demanda Reynier. —N'est-ce pas vous qui l'avez nommé, pourquoi n'en choisiriez-vous pas un autre? Tout dépend de vous. Nous ne voulons imposer personne, mais nous ne voulons plus de lui. N'avez-vous pas Bernadotte? Élu volontairement comme prince royal, ne peut-il pas l'être par les Français? Vous pouvez bien le choisir comme compatriote, quand les Suédois l'ont pris quoique étranger.» Reynier fit des

objections et prit la défense de Napoléon. « Alors, général, dit Alexandre avec humeur, le sort des armes en décidera. » En arrivant aux frontières, Bernadotte disait que les alliés étaient décidés à détrôner Napoléon, et parlait du rétablissement vraisemblable des Bourbons.

Le 15 février, Metternich avait annoncé à Caulaincourt que les plénipotentiaires, réunis à Châtillon, avaient reçu l'ordre d'entrer en pourparler avec lui sur la proposition qu'il avait faite par sa lettre du 9. Si le ministre autrichien n'avait pas répondu à ses lettres confidentielles, c'était parce qu'il n'avait rien à lui dire. On venait de remettre en train les négociations, et ce n'était pas chose facile que d'être le ministre de la coalition. Sous le rapport des affaires, il était plus utile auprès des souverains qu'à Châtillon. Il était impossible, on pouvait l'en croire sur parole, d'être, plus que lui et Stadion, unis de pensées, de vues et de principes. Lord Castelreagh était également un homme de la meilleure trempe, droit, loyal, sans passions, et par conséquent sans préjugés. Il fallait une composition d'hommes tels que les ministres anglais du moment pour rendre possible la grande œuvre à laquelle Caulaincourt travaillait, et qui, Metternich s'en flattait, serait couronnée du succès.[1]

C'était avec ce style de bonhomie et ces phrases sentimentales que le ministre autrichien endormait

[1] Lettre du 15 février.

le plénipotentiaire français. On va voir à l'œuvre son Pilade Stadion, et ces ministres anglais, les meilleures gens du monde.

Les conférences ne se rouvrirent que le 17. Les plénipotentiaires coalisés répondirent franchement au reproche d'avoir abandonné les propositions de Francfort, que la marche politique de leurs cours avait été constamment adaptée aux évènemens amenés par les opérations de leurs armées.

Ensuite le plénipotentiaire autrichien, Stadion, si parfaitement uni avec Metternich de pensées, de vues, de principes, prenant pour texte la lettre que lui avait écrite, le 9, Caulaincourt, dit que les cours alliées estimaient qu'un traité préliminaire, fondé sur le principe que la France rentrât dans ses anciennes limites, et qui aurait, pour suite immédiate, la cessation des hostilités sur terre et sur mer, atteindrait mieux qu'un armistice le but généralement desiré; qu'en conséquence les cours alliées avaient transmis à leurs plénipotentiaires le projet de ce traité.

Caulaincourt fit observer qu'en adressant à Metternich sa demande confidentielle pour un armistice, il était loin de s'attendre que les séances seraient aussi inopinément suspendues, et que la négociation serait interrompue pendant neuf jours, ce qui avait changé l'état de la question et l'objet qu'il se proposait; que des préliminaires exigeant une discussion plus ou moins longue, n'arrêtaient pas un moment même l'effusion du sang comme un armistice.

Sans tenir compte de l'observation, le plénipotentiaire autrichien fit lecture du projet de traité. C'étaient les propositions du 7 février, les anciennes limites et tout le reste. Les puissances déterminaient, d'après les traités existant entre elles, les limites et rapports tant des états cédés par la France que de leurs états entre eux, sans que la France pût aucunement y intervenir. L'Angleterre rendait à la France ses colonies, excepté les Saintes et les îles de France et de Bourbon. L'île de Malte restait à la Grande-Bretagne. La France remettait toutes les places des pays cédés avec l'artillerie, les munitions de guerre et de bouche, les archives, etc. La France remettait aussi aux armées alliées les places de Besançon, Béfort et Huningue pour rester en dépôt jusqu'à la ratification de la paix définitive. Après les ratifications du traité préliminaire qui devaient être échangées au plus tard dans les quatre jours, les hostilités cessaient sur terre et sur mer.

Caulaincourt demanda quelques explications assez inutiles sur le résultat des renonciations exigées de la France; les plénipotentiaires déclarèrent s'en tenir, pour le moment, à leur projet. Caulaincourt, trouvant qu'il était d'une trop haute importance pour y répondre de suite, se réserva de le faire dans une conférence ultérieure. La lettre du même jour, que l'Empereur lui écrivait de Nangis, ne tarda pas à lui apprendre qu'il ne se croyait pas en position d'accepter des conditions aussi dures et une paix qu'il avait toujours regardée comme honteuse.

La négociation s'était arrêtée dans cet état, lorsque Schwarzenberg proposa, le 23, un armistice à l'Empereur : des commissaires étaient nommés pour le négocier, savoir : les généraux Duca pour l'Autriche, Schouwalow pour la Russie, et Rauch pour la Prusse.

Cependant l'armée française, voyant le mouvement de retraite de l'ennemi, se mit en marche pour le suivre; l'arrière-garde de la division Lichtenstein fut enfoncée et acculée sur Troyes. Le général Volckmann, qui l'occupait, fut sommé de rendre la ville, il refusa; on tira sur les portes, il incendia les faubourgs. Une brèche fut faite, on se préparait à l'assaut : il fit signifier que, si on l'attaquait, il brûlerait la ville; l'Empereur, voulant éviter ce malheur, suspendit l'attaque. L'armée prit position devant Troyes, Volckmann l'évacua dans la nuit. Le 24, elle y entra, poursuivit l'ennemi, qui continua son mouvement de retraite jusqu'à Vandœuvre, lui prit des canons et fit des prisonniers. L'Empereur ayant été prévenu que les commissaires des alliés, pour l'armistice, se réunissaient à Lusigny, y envoya le général Flahaut.

Napoléon fut reçu en triomphe par la population et comme un libérateur. Mais, au milieu de l'enthousiasme et de l'expansion, des plaintes et des cris se firent entendre; on lui dénonça des traîtres, on lui demanda vengeance. A mesure que les coalisés s'avançaient en France, le parti des Bourbons cherchait à réveiller les souvenirs de l'ancienne dynastie; pour elle; pas une voix ne s'était fait entendre; les

coalisés eux-mêmes avaient été frappés de cet abandon, de cet oubli. A Troyes, d'anciens émigrés, le marquis de Vidranges et M. de Gouault, excités par deux Français transfuges, le comte de Rochechouart, officier supérieur dans l'armée russe, et par l'adjudant Rapatel, ancien aide-de-camp de Moreau, reprirent la croix de Saint-Louis, la cocarde blanche, parcoururent les rues, s'adjoignirent jusqu'à six habitans, allèrent avec ce mince cortège chez l'empereur Alexandre, le supplier d'agréer le vœu qu'ils formaient ***tous*** pour le rétablissement de la maison royale de Bourbon sur le trône de France. Alexandre leur répondit : il les voyait avec plaisir; il leur savait gré de leur démarche, mais il la croyait un peu prématurée; les chances de la guerre étaient incertaines; il serait fâché de voir de braves gens, tels qu'eux, compromis ou sacrifiés; les alliés ne venaient pas pour donner eux-mêmes un roi à la France, ils voulaient connaître ses intentions, c'était à elle à se prononcer. Après avoir ainsi éludé la question, il changea de conversation. La députation se retira honteuse et fort peu contente.

Napoléon fit traduire MM. de Vidranges et de Gouault devant une commission militaire; ils furent condamnés à mort. Gouault fut passé par les armes, avec cet écriteau : ***Traître à sa patrie!*** Vidranges était absent, il était allé rendre compte au comte d'Artois de sa visite à Alexandre. La restauration a honoré leur dévoûment; elle le devait. Mais leur crime était flagrant, et l'Empereur avait fait justice.

Du reste, au milieu de tant de trahisons qu'il avait bien le droit de réprimer, c'est la seule qu'il punit.

La conspiration la plus dangereuse, on le répète, était celle de Talleyrand à Paris. Sortant du conseil de régence, il tenait conseil royaliste. A mesure que les alliés s'avançaient, le parti prenait plus d'assurance ; on conspirait dans les salons du faubourg Saint-Germain ; on y avait des rapports avec les princes, avec l'ennemi. Par le moyen d'une presse clandestine, Mathieu de Montmorency répandit une proclamation du comte d'Artois, datée de Vesoul, où il prenait le titre de *Monsieur* et de lieutenant-général du royaume. « Français, y disait-il, le jour de votre délivrance approche; le frère de votre roi est arrivé. Plus de tyran, plus de guerre, plus de conscription, plus de droits-réunis. Qu'à la voix de votre souverain, de votre père, vos malheurs soient effacés par l'espérance, vos erreurs par l'oubli, vos dissensions par l'union dont il veut être le gage. Les promesses qu'il vous a faites solennellement, il brûle de les accomplir, et de signaler par son amour et ses bienfaits le moment fortuné qui, en lui ramenant ses sujets, va lui rendre ses enfans. Vive le roi ! »

Napoléon avait dit, dès 1804 que, quelques jours, on ferait une révolution contre lui, avec un drapeau sur lequel serait écrit : *Plus de conscription, plus de droits réunis!*

On projetait des mouvemens à Paris, en faveur

de la cause royale; mais personne ne s'y montrait disposé; on craignait plutôt la colère du peuple; on sentait que rien ne pourrait s'exécuter qu'avec le secours et la présence des coalisés. Ce n'en était pas moins un scandale : tout cela se passait sous les yeux du conseil de régence, du ministre de la police, frappés d'un aveuglement stupide, s'ils ne le savaient pas, coupables d'une insigne lâcheté, s'ils le savaient. Un homme de cœur et de tête aurait dans quelques heures fait arrêter ou chassé de Paris Talleyrand et ses principaux complices, et jeté dans la boue comité et association royalistes. Le peuple y aurait applaudi. Malheureusement cet homme n'existait pas. Savary avait reçu l'ordre de l'Empereur d'éloigner Talleyrand, il ne l'osa pas, de peur de soulever le faubourg Saint-Germain. Ce ministre se laissait piper par Talleyrand, ou ne croyait plus à la fortune de Napoléon. L'Empire avait tout détrempé; nul n'était à la hauteur des évènemens. Là où Napoléon n'était pas il n'y avait plus personne.

On faisait paraître à l'Hôtel-de-ville de Paris, des députations des communes ravagées par les ennemis. On publiait des récits de leurs excès, ou on leur prêtait des projets d'extermination. C'étaient de bien faibles moyens pour agir sur les esprits.

Le ministre de la guerre, accompagné d'un cortège nombreux, promena en triomphe, de son hôtel au palais des Tuileries, dix drapeaux pris sur l'ennemi, et, de la part de l'Empereur, les présenta à l'Impératrice. Clarke n'imagina encore rien de

mieux que de prendre pour texte de son discours emphatique, le temps où les Sarrazins furent défaits par Charles Martel, dans les plaines de Tours et de Poitiers. On aurait dit que depuis il n'y avait plus de France. Les drapeaux furent ensuite déposés aux Invalides.

Désespérant de réduire Anvers par la force, surtout depuis que Carnot y commandait, Bulow essaya de le séduire par les louanges, et d'ébranler, au nom de la liberté, la fidélité du vieux républicain à l'Empire, à la France, à l'honneur. Dans la lettre qu'il lui écrivit, il rappelait les torts du monarque ambitieux, qui l'avait délaissé. Il n'était plus douteux, disait-il, que l'empire tyrannique d'un souverain, qui avait fait le malheur de la France et de l'Europe, tirait vers sa fin.... Ce n'étaient point les Français que combattaient les coalisés.... Il ne s'agissait point de partager la France et d'en forcer les habitans à accepter, contre leur gré, un nouveau souverain...... « Que votre excellence se mette à la tête d'un peuple qui brise ses fers; qu'elle organise ses moyens; qu'elle prépare le bien futur de la France; qu'elle fasse un effort courageux, et qu'elle s'immortalise en formant un parti décidé à délivrer sa patrie, je me ferai un devoir de la soutenir de toutes les manières. »

Carnot répondit qu'il avait le bonheur de commander dans une place aussi bien armée contre la séduction que contre la force ouverte, et que pour conserver l'estime de M. Bulow, il défendrait de tous

ses moyens le poste honorable qui lui avait été confié par sa majesté l'Empereur des Français.[1]

Maison se rapprocha de la frontière de France, par Ath et Tournay. Bulow quitta la Belgique, où il fut remplacé par le corps du duc de Saxe-Weimar, et marcha sur Laon. Maison vint couvrir Lille; le 20, la place de Gorcum capitula; Maison se porta en avant avec le projet de pousser jusqu'à Gand, pour attirer à lui la division Roguet, qui avait l'ordre de quitter Anvers; les mouvemens du duc de Weimar l'arrêtèrent.

Un Français, membre de la coalition armée contre la France, s'avançait avec son armée : c'était, non pas un de ces émigrés ennemis de la révolution, mais un soldat qui avait combattu pour elle, qui lui devait ses honneurs et sa gloire. Bernadotte, prince royal de Suède, venait de passer le Rhin, précédé par une proclamation aux Français. En revoyant ce fleuve, sur lequel il avait si souvent et si heureusement combattu pour eux, il avait senti le besoin de leur dire pourquoi il venait les combattre. Ses motifs étaient les mêmes que ceux des souverains dont il était l'allié. Il n'en voulait qu'au gouvernement et nullement à la nation. Bernadotte n'en portait pas moins les armes contre ses anciens compagnons. Vers la fin de février, il vint se cantonner entre Liège et Louvain.

Loin de suivre le mouvement rétrograde de l'ar-

[1] Lettres des 11 et 18 février

mée austro-russe, Blücher, se regardant comme indépendant des opérations du généralissime, reprit son plan favori de marcher sur Paris, et le 23 au soir passa l'Aube. Schwarzenberg désapprouva sa séparation, l'invita à se diriger sur Dienville, pour former son aile droite. Il répondit qu'il serait imprudent de faire ce mouvement en prêtant le flanc à l'armée française.

Le 25 au matin, les souverains et l'état-major se réunirent à Bar-sur-Aube, chez le roi de Prusse, dans la chambre du général Knesebeck, qui était malade, et des conseils duquel la coalition ne pouvait se passer; il y fut décidé:

1° Que l'armée austro-russe continuerait sa retraite dès qu'elle y serait forcée par l'ennemi; qu'elle se réunirait à Langres aux réserves, soit pour recevoir une bataille, soit pour reprendre l'offensive;

2° Puisque l'armée de Silésie s'était séparée, qu'elle se réunirait sur la Marne aux corps de Wintzingerode et de Bulow, et agirait contre Paris;

3° Qu'il serait formé une armée du Sud, de cinquante mille hommes, pour s'opposer à Augereau, dégager Genève, et couvrir la base d'opérations;

4° Que le duc de Weymar et Bernadotte resteraient en Belgique, pour tenir en échec les garnisons des places fortes frontières, et servir d'appui à la base d'opérations de Blücher;

5° Que l'armée principale se tiendrait sur la défensive, tandis que ses ailes agiraient offensivement;

6° Que le congrès de Châtillon ferait tous ses

efforts pour conclure la paix, mais que les commissaires pour l'armistice poseraient pour condition *sine quâ non* la ligne de démarcation de la Saône et du Rhône pour l'aile gauche.

Tant de prudence, ou plutôt de pusillanimité de la part des coalisés, qui étaient dix contre un, ne s'explique que par l'état d'irritation où l'invasion et ses excès avaient jeté les populations braves et aguerries des départemens de l'Est. Depuis Francfort jusqu'après la bataille de Brienne, le parti royaliste avait flatté les étrangers qu'à leur apparition, toute la France se prononcerait ouvertement pour eux et les Bourbons. Ces illusions s'étaient bien vite dissipées. Les coalisés craignaient, non sans raison, que s'ils venaient à perdre une bataille, l'insurrection éclatât sur leurs derrières et leurs flancs, et les isolât de leurs munitions.

L'Empereur ayant appris que Blücher avait passé l'Aube, retarda la poursuite de l'armée austro-russe, et fit observer l'armée de Silésie par le maréchal Ney. Elle se dirigea sur Sézanne. Le 25, Marmont se mit en retraite sur la Ferté-Gaucher. Le 26, l'armée austro-russe continua sa retraite. La division Duhesme emporta le pont de Doulancourt à la baïonnette, culbuta les Autrichiens, et entra pêle-mêle avec eux à Bar. Dans l'après-midi, le roi de Prusse reçut de Blücher l'avis qu'il s'avançait vers la Marne, et que Napoléon, laissant peu de troupes sur l'Aube, réunissait le gros de son armée à Mery, pour suivre l'armée de Silésie. Cette nouvelle rassura

les coalisés ; il fut décidé qu'on reprendrait l'offensive. Les Cosaques furent poussés entre l'Aube et la Marne. De Wrède tenta un coup de main sur Bar. Les Bavarois pénétrèrent jusqu'à la place, mais ils furent promptement repoussés, avec perte de six cents hommes.

L'armée de Silésie continuait son mouvement, et occupa Rebais, Done, Chailly et Coulommiers. Les maréchaux Marmont et Mortier s'étaient retirés à la Ferté-sous-Jouarre, laissant une arrière-garde à Château-Thierry.

Dans les conférences de Lusigny, l'ennemi n'avait paru avoir en vue qu'une suspension d'armes ; Napoléon se flatta d'y poser les bases de la paix. Pour prix de ses derniers succès, il prétendait garder Anvers et la Belgique. Il espérait que les généraux russes, autrichiens et prussiens se montreraient traitables sur cette question, toute anglaise. Tant qu'elle ne serait pas décidée, il ne voulait pas se priver, par un armistice, des avantages qu'il se flattait d'obtenir sur l'armée austro-russe.

Les généraux ennemis avaient proposé le *statu quo* des armées belligérantes. Flahaut demanda que la ligne s'étendît depuis Anvers jusqu'à Lyon. Cette ligne plaçait les forces de la France sur un seul front, depuis l'Escaut jusqu'aux Alpes. Les commissaires russe et prussien trouvaient que c'était payer trop cher quelque délai dont l'armée autrichienne pouvait avoir besoin pour se reposer. Le commissaire autrichien se montrait assez conciliant. Mais tous

demandaient à chaque question des instructions nouvelles, et le temps se perdait en formes diplomatiques. Il n'y avait pas apparence que les commissaires des puissances cédassent. Depuis le parti pris par Blücher de marcher sur Paris par la Marne, elles n'avaient plus besoin d'armistice; elles s'étaient même décidées à reprendre l'offensive. En effet, le mouvement de l'armée de Silésie ne permettait plus à l'Empereur de combattre l'armée austro-russe; il lui fallait marcher au plus pressé.

Il laissa les maréchaux Oudinot et Macdonald sur l'Aube pour masquer son mouvement, et le 27 au matin, il vint, par une marche forcée, de Troyes au village d'Herbisse, avec la division Friant et la cavalerie de la garde. Il fut rejoint par les maréchaux Ney et Victor, le général Arrighi, venant de Paris, et le général Bordesoul, amenant cinq cents chevaux. L'Empereur eut avec lui vingt mille hommes d'infanterie et cinq mille de cavalerie.

Dans la nuit du 26 au 27, Marmont et Mortier quittèrent la Ferté-sous-Jouarre, détruisirent le pont, et se retirèrent sur Meaux. L'armée de Silésie se porta en avant. L'avant-garde de Sacken attaqua cette ville, et fut contenue par Marmont.

Le 28, Napoléon s'avança entre Esternay et la Ferté-Gaucher, chassant Tettenborn de Fère-Champenoise.

Marmont et Mortier demandèrent des secours à la régence. Il y avait dans les dépôts de la garde environ cinq mille hommes d'infanterie et mille che-

vaux disponibles. On ne crut pas devoir s'en priver. L'Empereur envoya à Mortier la division Poret de Morvan, forte de quatre mille neuf cents hommes, et une brigade de huit cents chevaux, avec quarante-huit bouches à feu.

Sans attendre ce renfort, les deux maréchaux allèrent au devant de Blücher. Il avait rétabli le pont de Lisy. Toute la journée du 28, l'ennemi fut contenu sur l'Ourcq. Blücher, informé de l'approche de Napoléon, et ne voulant pas renoncer à sa marche sur Paris, fit rompre le pont de la Ferté-sous-Jouarre, espérant qu'il battrait les deux maréchaux avant qu'il fût rétabli.

Arrêté par les mauvais chemins, l'Empereur ne put arriver à la Ferté-sous-Jouarre que dans la nuit du 1er mars, et avec sa tête de colonne. Aussitôt il fit travailler à la reconstruction du pont. Pendant ce temps-là ses troupes arrivèrent. Il dirigea sur Château-Thierry, Victor par Bussières, et Arrighi par Vieux-Maisons.

Blücher avait tout disposé pour faire déboucher son armée par Neuchelles, sur la route de Meaux, lorsqu'il apprit l'arrivée de Napoléon sur la Marne. Alors son illusion se dissipa; il renonça à marcher sur Paris, commença à ouvrir les yeux sur sa situation, craignit de se trouver acculé sur Soissons, et se décida, le 2 mars, à repasser l'Aisne pour se réunir aux corps de Bulow et de Wintzingerode. Le corps de Kleist masqua ce mouvement.

CHAPITRE XCIX.

Soissons se rend à l'ennemi; Blücher passe l'Aisne.—Conférences de Lusigny rompues. — Terme fixé à Caulaincourt pour répondre sur les préliminaires. — Traité de Chaumont. — Napoléon poursuit Blücher. — Combat de Craone.—Bataille de Laon. — Saint-Priest défait à Reims. — Belgique, belle défense deBerg-op-Zoom.—Eugène reste en Italie pour s'y maintenir. — Armée de Lyon, bévues d'Augereau. — Armée des Pyrénées, bataille d'Orthès. — Concert entre les royalistes et les Anglais. — Beresford marche sur Bordeaux. Les royalistes lui livrent la ville. — Entrée triomphale du duc d'Angoulême. — Schwarzenberg reprend l'offensive. — Combats de Bar-sur-Aube, de la Ferté, de Saubressel. — Macdonald se retire à Nogent et sur Nangis. — Napoléon marche contre Schwarzenberg. — Ordres au roi Joseph pour la sûreté de l'Impératrice et de son fils.

Dans la nuit du 2 au 3, le pont de la Ferté-sous-Jouarre étant rétabli, les troupes commencèrent à passer. L'Empereur se proposait de faire suivre l'armée de Silésie sur Oulchy par Marmont et Mortier, tandis que lui-même, se dirigeant par Fère-en-Tardenois et Braines, se rendrait maître du passage de l'Aisne à Micy, et prendrait l'ennemi à dos. Le 3,

les deux maréchaux passèrent l'Ourcq, serrant de près l'arrière-garde de Kleist.

Blücher ne savait pas encore où et comment il traverserait l'Aisne, lorsqu'un hasard imprévu vint lui en offrir le moyen et le tirer d'embarras. Le 1er mars, il avait donné l'ordre aux corps de Bulow et de Wintzingerode, venant de Belgique à travers la Picardie, de s'avancer sur Soissons. Ils parurent, le 2, devant cette place, l'investirent, établirent des batteries, et la canonnèrent. La garnison était composée du régiment de la Vistule, fort de quatorze cents hommes; les remparts étaient garnis d'artillerie. Le feu de la place fut aussi vif que celui de l'ennemi. Le canon se faisait entendre sur l'Ourcq, c'était celui des deux maréchaux qui poursuivaient Kleist. Bulow et Wintzingerode savaient que l'armée de Silésie était en retraite, et allait être acculée sur l'Aisne. Il n'y avait pas un moment à perdre. Avant de tenter l'assaut, l'ennemi fit une sommation. Le général Moreau capitula, à la condition de se retirer, avec la garnison et l'artillerie, à Villers-Cotterets. La place fut remise le 3 à midi. Les colonnes de Blucher marchèrent pendant toute la nuit. Le 4, à huit heures du matin, son armée fut réunie sous les murs de Soissons et passa l'Aisne.

L'Empereur apprit la reddition de cette place en arrivant à Fismes. L'armée fit éclater son indignation. Non-seulement l'armée de Silésie échappait à une bataille désastreuse, mais elle se trouvait portée de soixante mille hommes à cent mille. La perte de

cette place changeait toute la face des choses, et fut la principale cause des désastres de la campagne. La lâcheté et l'impéritie d'un général furent plus fatales à la France que toutes les forces réunies des puissances. C'est une vérité attestée par l'ennemi.[1]

L'Empereur rendit à Fismes ce fameux décret motivé sur la déclaration des généraux ennemis, qu'ils feraient fusiller tous les citoyens pris les armes à la main : il portait que tous les citoyens français étaient non-seulement autorisés à courir aux armes, mais qu'il leur était ordonné de le faire; de sonner le tocsin quand ils entendraient approcher le bruit du canon français; de se réunir, de parcourir les bois; de rompre les ponts, de couper les routes et d'attaquer les flancs et les derrières de l'ennemi; que chaque citoyen français, prisonnier de guerre, qui serait exécuté, serait immédiatement vengé, en représailles, par la mort d'un prisonnier ennemi.

Des maires, des magistrats, loin d'encourager les citoyens, les détournaient de s'armer pour faire le plus de mal possible à l'ennemi, qui ne les épargnait pas. Un décret déclara que ces fonctionnaires seraient considérés comme traîtres et traités comme tels.

Ces mesures ont été l'objet d'accusations contre l'Empereur. S'il y avait un reproche à lui faire, c'était de les avoir prises trop tard, et seulement par représailles. La plupart appartenaient à la levée en

[1] Rapport de Bulow Plotho.

masse du peuple français, qui aurait dû précéder l'ouverture de la campagne et l'invasion

Si la reddition de Soissons à l'ennemi était un évènement funeste pour les opérations militaires, les négociations n'offraient pas une perspective plus consolante. Les commissaires nommés pour la conclusion d'un armistice, n'avaient rien terminé, et le 27 février les conférences avaient été rompues. Napoléon, disaient les alliés, avait mêlé à la question militaire, des questions qui ne pouvaient être traitées qu'au congrès de Châtillon, et paraissait avoir eu bien moins en vue de conclure un armistice, que de diviser les alliés, en reproduisant, surtout contre l'Angleterre, les mêmes reproches et les mêmes accusations qui, depuis dix ans, avaient servi de prétexte pour perpétuer la guerre. Cependant ils n'étaient que trop fondés.

Au congrès de Châtillon, les affaires n'étaient pas en meilleur état. Une quatrième conférence se tint le 28 février. Les plénipotentiaires des alliés demandèrent à Caulaincourt une déclaration distincte et explicite sur le projet de préliminaires de paix qu'ils avaient présenté le 17, et basé sur l'offre faite par lui, dans sa lettre du 9, à Metternich. Si, à l'expiration d'un terme convenu, il ne donnait pas une réponse d'accord en substance avec le projet, la négociation serait regardée comme terminée. Le plénipotentiaire autrichien ajouta qu'on n'écouterait aucune proposition qui différât essentiellement du sens de l'offre déjà faite par Caulaincourt, et que si

pareille prétention était mise en avant par la France, les alliés seraient obligés, quoique à regret, de remettre la décision au sort des armes.

L'Autriche fut chargée de faire cette menace, pour ôter tout espoir à Napoléon de l'intéresser à sa cause, et pour répondre à une lettre qu'il avait écrite à son beau-père. Elle avait été communiquée aux cabinets alliés par Metternich, elle y avait été déclarée insidieuse et récriminative.

Caulaincourt se rejeta sur la haute importance des questions qu'embrassait le projet et les retards qu'éprouvaient ses courriers pour communiquer avec son gouvernement. Le terme pour la remise de la réponse fut fixé au 10 mars.

Le lendemain de cette quatrième conférence, l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la Prusse, signèrent, le 2 mars, à Chaumont, un traité d'alliance défensive. Les alliés promettaient de tenir constamment en campagne chacun cent cinquante mille hommes; l'Angleterre fournissait un subside de cinq millions de livres sterling, payable par égale partie, à chacune des trois autres puissances, mensuellement, pendant l'année 1814. Dans le cas où les états de l'une des parties contractantes seraient menacés d'une attaque de la France, les autres viendraient immédiatement à son secours, chacune avec un corps de soixante mille hommes dont dix mille de cavalerie. L'Angleterre se réservait de fournir son contingent en troupes étrangères, à sa solde, ou de payer annuellement une somme d'argent au taux

de vingt livres sterling par fantassin et de trente par cavalier. Il serait convenu de secours additionnels s'ils étaient nécessaires. Les puissances ne feraient point de paix que d'un commun accord. Elles pourraient inviter d'autres puissances à accéder au traité. Il était fait pour vingt ans; et trois ans avant l'expiration de ce terme, il pourrait être renouvelé.

Il y avait des articles secrets au traité de Chaumont : c'étaient pour la plupart les stipulations des préliminaires du 17 février; le traité patent et les articles secrets furent convenus et signés à l'insu de l'Empereur Napoléon et de son plénipotentiaire. Caulaincourt lui rendit compte de la conférence du 28 février : sa lettre ne parvint que le 2 mars à la Ferté-sous-Jouarre, au moment où l'Empereur se flattait d'écraser l'armée de Silésie. Il reçut en réponse l'ordre de demander la présence au congrès de toutes les puissances belligérantes, non pour l'obtenir, mais pour gagner du temps et avoir des éclaircissemens sur la constitution future de l'Europe.

La perte de Soissons avait apporté un grand changement dans la situation réciproque des armées. Napoléon avait perdu le fruit de ses longues marches, il était éloigné de sa ligne d'opérations, qui était entre la Marne et la Seine. Il ne pouvait plus espérer d'acculer Blücher à l'Aisne, et de le forcer à une bataille désavantageuse; il crut devoir au moins continuer à manœuvrer contre sa gauche dans l'espoir de le couper de Laon, de le rejeter dans l'angle

formé par l'Aisne et l'Oise, et d'enlever ses communications avec l'armée autro-russe.

Dans la nuit du 4 au 5 mars, le général Corbineau fut détaché de Fismes avec la cavalerie Laferrière, pour aller s'emparer de Reims qu'il était important d'occuper. Il tourna cette ville par la route de Laon, et, le 5 au matin, il enleva les quatre bataillons russes qui y avaient été laissés.

Napoléon se proposait de passer l'Aisne à Béry-au-Bac, où la route de Reims à Laon traverse la rivière sur un pont. Pour attirer l'attention de Blücher sur un autre point, il donna l'ordre à Mortier et à Marmont d'attaquer Soissons, et à Grouchy de surprendre Braisne. Soissons était défendu par une forte garnison : la canonnade et la fusillade durèrent toute la journée du 5, sans autre résultat que la perte d'environ un millier d'hommes de chaque côté. L'attaque de Braisne réussit mieux : la division Roussel culbuta les cosaques de Czernicheff et fit quelques prisonniers.

Le 6, l'Empereur se mit en mouvement sur Laon. La cavalerie de Nansouty surprit à Béry-au-Bac, les grand-gardes de cavalerie russe qui gardaient le pont et les culbuta. A trois heures après midi, l'Empereur et l'armée étaient passés, et en position devant Corbeny. Marmont et Mortier, rappelés de Soissons, étaient en arrière.

L'occupation de Reims ayant rouvert la communication avec la 2e division militaire, l'Empereur ordonna au général Janssens qui y commandait,

de réunir les hommes disponibles des dépôts et de les conduire à l'armée. L'Empereur fit remonter au grade de colonel, et nomma son aide-de-camp, un de ses anciens camarades au régiment de Lafère, M. de Bussy, émigré, maintenant maire de Baurieux. Dans la nuit arrivèrent des nouvelles du sénateur Rœderer, commissaire extraordinaire à Strasbourg. Dans les Vosges, en Alsace, en Lorraine les garnisons des places, faiblement observées, faisaient des sorties et des excursions contre l'ennemi; les habitans des campagnes tombaient sur ses bagages et ses détachemens. Sur cette frontière héroïque les dispositions étaient excellentes. Pourquoi n'en avait-on pas plus tôt profité?

Averti du passage de l'armée française à Bery-au-Bac, Blücher mit son armée en mouvement pour occuper Laon, et se réserva le corps de Sacken et l'infanterie de celui de Wintzingerode pour défendre l'espace compris entre l'Aisne et la Lette. L'ennemi parut sur les hauteurs de Craone; sa position était très forte, sur un plateau flanqué de profonds ravins; on ne pouvait l'attaquer que de front. Le combat fut terrible. Enfin les Russes furent forcés à se replier et poursuivis jusqu'à Filain. Il y eut de part et d'autre un grand nombre d'hommes hors de combat, et plusieurs généraux blessés.

Au milieu de cette victoire sanglante et sans résultat utile, l'Empereur reçut par Rumigny, commis du cabinet, la nouvelle du traité de Chaumont, et du mauvais succès des négociations. Caulaincourt

demandait des instructions pour un contre-projet. L'Empereur se résignait à faire de grands sacrifices, mais il ne voulait pas ajouter à tant d'humiliations celle de les provoquer par un acte émané de lui-même. « S'il faut recevoir les étrivières, dit-il, ce n'est pas à moi à m'y prêter, et c'est bien le moins qu'on me fasse violence ». Il voulait donc que Caulaincourt prolongeât assez la discussion pour parvenir à bien connaître la véritable intention des alliés sur les sacrifices que la France avait à faire. Il craignait d'en dépasser la somme par trop de précipitation. Rumigny remporta cette réponse au lieu du contre-projet. L'Empereur ne pouvait croire que son existence courût des dangers.

Il se décida à attaquer de nouveau Blücher et à le prévenir à Laon. Dans la nuit du 7 au 8 mars, Ney poussa vers cette ville, suivi des autres corps d'armée; mais celle de Silésie y était déjà réunie, forte de cent mille hommes et en ordre de bataille.

Le 8 au matin l'armée française continua son mouvement, elle ne comptait que trente-cinq mille hommes. Ney déboucha par l'Ange-Gardien sur Chavignon, chassant devant lui la cavalerie légère russe; il débusqua d'Urcel l'ennemi qui se replia sur Etouvelle et engagea une vive canonnade; mais arrêté par le passage des marais que traversait la route enfilée par une forte batterie, il prit position en avant d'Urcel.

Dans la nuit l'Empereur envoya le chef d'escadron Gourgaud, officier d'ordonnance, avec deux batail-

lons et deux escadrons de la vieille garde pour tourner le défilé d'Etouvelle. L'opération devait être secondée par une attaque de front de Ney. Elle était difficile, mais si elle réussissait, on pouvait surprendre Laon. La marche de Gourgaud fut retardée par les chemins et l'obscurité. Ney surprit les Russes, les culbuta en arrière d'Etouvelle et les poussa au-delà de Chivy, où il fut rejoint par Gourgaud à deux heures du matin. Vers cinq heures les autres corps passèrent le défilé. L'Empereur agissait sur deux lignes d'opérations. Dix-neuf mille hommes seulement allaient se trouver opposés à la droite et au centre de l'ennemi, à cinquante-huit mille hommes d'infanterie et vingt-trois mille chevaux.

Le 9, à sept heures du matin, Ney commença l'attaque; le combat dura tout le jour sans rien décider. L'ennemi conserva sa position. Les Français se maintinrent dans les villages devant son front. Blücher voyant la faiblesse du corps de Marmont, qui n'avait pas encore établi de liaison avec l'Empereur, le fit attaquer dans la nuit par les corps d'Yorck et de Kleist. Les troupes du maréchal furent complètement surprises dans leurs bivouacs, et se retirèrent en désordre avec perte d'environ deux mille hommes, quarante canons et cent trente caissons. Le 10, au jour, Marmont poursuivi par l'ennemi quitta Corbeny, et repassa l'Aisne à Bery.

L'Empereur se trouva ainsi privé de la coopération du 6e corps. Il ne lui restait plus que vingt mille hommes. Il est vrai que Blücher en avait dirigé en-

viron soixante mille sur Marmont; mais il lui en restait encore quarante mille à Laon. L'Empereur ne jugea pas moins devoir prendre l'offensive. Blücher ayant affaibli sa droite, peut-être pourrait-on emporter la position de Laon et couper en deux l'armée de Silésie; s'il rappelait les troupes envoyées à la poursuite de Marmont, ce maréchal serait dégagé; ce qui arriva. On combattit toute la journée sans succès pour aborder la position de l'ennemi. L'Empereur se décida à la retraite. Les journées des 8, 9 et 10 lui coûtèrent cinq mille hommes. La perte de l'ennemi ne fut pas moindre; elle n'était rien pour les alliés; celle de l'armée française était désastreuse.

Le 11, l'Empereur continua sa retraite sur Soissons, qui avait été évacué par l'ennemi; Marmont se retira sur Fismes. L'armée de Silésie resta dans l'inaction.

Le général russe, Saint-Priest, émigré français, avec une force d'au moins quinze mille hommes, voulut occuper Reims pour rétablir la communication entre Blücher et Schwarzenberg. Il s'en empara malgré la vive résistance de la faible garnison, qui se retira par la porte de Laon avec perte de deux cent cinquante hommes et neuf canons. Le général Corbineau enveloppé par l'ennemi se cacha dans la ville, on le crut mort ou prisonnier. Defrance accourut aux premiers coups de canon, chargea et enfonça la cavalerie russe, mais fut arrêté par la supériorité de l'ennemi.

L'Empereur marcha sur Reims, laissant Mortier à Soissons. Le 13 au matin, il fit attaquer les Russes. Ils furent enfoncés, dispersés, poursuivis. Ils perdirent cinq mille hommes, onze bouches à feu, cent caissons, un équipage de pont, beaucoup de bagages; on reprit les pièces de Corbineau. Saint-Priest fut blessé à mort. L'Empereur entra dans la ville aux acclamations des habitans.

Il reprocha vivement à Marmont le désastre du 6e corps; il écouta ses explications, et parut s'en contenter. Janssens amena de Mézières les détachemens qui lui avaient été demandés formant un renfort de six mille hommes. Tandis que Ney s'avançait vers Châlons, l'armée passa autour de Reims les 14, 15 et 16 pour prendre quelque repos.

Sur les frontières de la Belgique, la guerre se soutenait sans avantage prononcé pour les ennemis. Depuis le 26 février que Maison, renonçant à son mouvement sur Gand, était revenu à Lille et à Courtrai, il continuait par ses manœuvres de les contenir. Carnot restait maître de la campagne d'Anvers, et tenait les Anglais à distance. Leur général, Graham, tenta de surprendre Berg-op-Zoom où il avait des intelligences. Bizanet y commandait avec une garnison, réduite par les maladies à deux mille quatre cents hommes; la place en aurait exigé une quatre fois aussi forte. Le 8 mars, jour de naissance du prince d'Orange, fut fixé pour cette entreprise. A neuf heures du soir un corps anglais, fort

de quatre mille huit cents hommes, s'avança en quatre colonnes, et réussit à entrer par trois côtés, sans faire de grands progrès jusqu'au jour. Bizanet forma sa garnison en trois colonnes qui, à un signal donné, attaquèrent les Anglais; ils furent refoulés, acculés sur tous les points et obligés de mettre bas les armes. Cette équipée leur coûta deux mille morts, parmi lesquels le général Goore, quatre colonels, et deux mille soixante-dix-sept prisonniers dont les généraux Skerret et Cooke; le dernier mourut de ses blessures. La garnison n'eut que cent soixante morts, trois cents blessés et cent prisonniers. Avec un général Bizanet on n'aurait pas eu à déplorer la lâche reddition de Soissons.

Au point où en étaient les choses, il n'y avait plus rien à attendre de l'armée d'Italie. Depuis qu'après le combat de Montereau (19 février) il avait été écrit à Eugène de s'y maintenir, il paraît qu'on ne s'en occupa plus. Des lettres de lui des 16, 18, 20 et 22 février, furent transmises par le ministre de la guerre à l'Empereur. Le 3 mars, Clarcke ne connaissait pas encore ses intentions, et concluait de ce silence que l'Empereur était disposé à laisser dans ce moment l'armée d'Italie dans la position où elle se trouvait, et qu'il se bornerait à faire revenir les garnisons de la Toscane et des États romains; l'ordre en avait été donné et s'exécutait. Le ministre pensait même que les succès obtenus par Eugène, joints à ceux que l'Empereur avait eus de son côté, lui procureraient les moyens de se mainte-

nir dans sa position et d'attendre les évènemens.[1]

En effet, l'Empereur résolut de faire venir sur Chambéry toutes les troupes qu'il serait possible de retirer des 27ᵉ et 28ᵉ divisions militaires, en ne conservant que sept ou huit mille hommes pour les citadelles de Turin et d'Alexandrie. En même temps il fit écrire au prince Eugène d'envoyer aussi sur Chambéry tout ce que la position de l'armée d'Italie pourrait permettre d'en détacher sans inconvénient pour elle. C'était au prince Eugène à en juger.

L'Empereur attachait la plus grande importance à la diversion qu'il avait prescrite à Augereau, il en attendait les plus grands résultats par l'influence qu'elle devait avoir sur ses propres opérations. Il desirait vivement rendre cette diversion toujours plus active et plus puissante, ce qui nécessitait une augmentation de forces. Clarke engageait donc Eugène à faire, en cette circonstance, tout ce qui serait en son pouvoir, pour répondre aux intentions de l'Empereur et à concourir aussi à l'importante opération qu'il avait ordonnée; son succès pouvait avoir la plus grande influence et contribuer efficacement au salut de la France, qu'on ne pouvait plus attendre que du concours de toutes les volontés, de tous les moyens, de tous les efforts.

Ainsi l'ordre de ramener l'armée d'Italie ne fut donné que le 9 février. Répété le 17, il ne fut pas maintenu. Les 3 et 4 mars, l'Empereur ne deman-

[1] Lettre de Clarke, 3 mars.

dait plus que des détachemens qui pourraient être envoyés sans inconvéniens pour l'armée. Eugène n'en fit pas. Il résulta de cette indécision qu'il ne fut d'aucune utilité ni à la France ni en Italie. Du reste Augereau, de son côté, manqua d'activité et de résolution; perdant de vue le rôle important qu'il avait à remplir, pour s'occuper d'accessoires, il donna le temps à l'ennemi de réunir contre lui des forces considérables. Les communications avec l'armée d'Italie devinrent impossibles.

Ce maréchal, qui avait suspendu ses opérations dans le moment où Napoléon repoussait l'armée austro-russe et où elle songeait sérieusement à la retraite, ne s'avisa que le 28 février d'exécuter les ordres de l'Empereur. Sous tous les rapports, il était trop tard. Il mit ses troupes en mouvement sur Genève. L'armée du Rhône fut échelonnée entre Moret et Lons-le-Saulnier. Le 1er mars, Marchand attaqua les Autrichiens, les rejeta sur Genève et emporta le fort de l'Écluse. Le 3, il occupait Carrouge, Very, Saint-Genis. Serré de tous côtés dans une place peu susceptible de défense, Bubna n'était pas sans inquiétude. Sommé par le général Dessaix, il avait déjà chargé un des principaux habitans d'entrer en négociation pour l'évacuation de la ville, lorsque Augereau vint encore une fois le tirer d'embarras. La division Musnier eut ordre de repasser le Jura pour se réunir aux divisions Pannetier et Digeon. Le général Bardet fut obligé de se retirer sur le fort de l'Écluse. Marchand n'était plus en force.

Bubna rompit les négociations et resta dans Genève.

Revenant au dernier plan qui lui avait été prescrit, Augereau se proposait de faire lever le siège de Besançon et d'Auxonne, de rallier, aussitôt après la prise de Genève, les troupes de Marchand et la brigade Bardet, et de déboucher par Béfort sur le Haut-Rhin. Mais il supposait la prise de Genève, et c'était une affaire manquée. Le 5 mars, Gudin attaqua Poligny, où arrivait l'avant-garde de Wimpfen. Elle fut repoussée vers Arbois. Augereau apprit que le général Bianchi avait fait occuper Louhans et marchait sur Châlons. La nouvelle armée que les alliés avaient décidé, le 25 février, d'envoyer contre lui, s'avançait, à son insu, sous le commandement du prince Hesse-Hombourg, ce qui portait les forces ennemies, dans le midi, à soixante mille hommes. Craignant alors pour Lyon, Augereau replia toutes ses troupes sur cette ville, où, par imprévoyance ou un calcul criminel, rien n'avait été préparé pour sa défense. Dupe de la prudence avec laquelle opéraient les Autrichiens, il voulut occuper Mâcon. Au lieu de s'y porter avec toute son armée, il y envoya, le 11 mars, la division Musnier. Les troupes firent des prodiges. Les Autrichiens, d'après leurs propres rapports, crurent être attaqués par quarante mille hommes. Mais Musnier, pour prévenir une perte certaine, ordonna la retraite, et la fit sans être entamé. Le 16, toute l'armée ennemie fut réunie à la droite de la Saône, aux environs de Mâcon.

Aux Pyrénées, le 14 février, Wellington s'était

mis en mouvement et avait repris l'offensive. Débordé par sa gauche, Soult prit le parti de la retraite. Il la dirigea, non sur l'intérieur de la France, mais parallèlement à la frontière des Pyrénées; il gagna Orthès. Le 26 février, les deux armées étaient en présence sous les murs de cette ville. On a reproché à Soult d'avoir abandonné Bayonne, son point d'appui, la véritable clef stratégique des opérations de la campagne, pour aller se jeter au-devant d'un ennemi plus nombreux, et sur un champ de bataille où toutes les chances étaient contre lui, car il avait laissé la division Abbé à Bayonne, et son armée se trouvait réduite à trente-trois mille hommes. Après avoir laissé des forces devant cette place, Wellington en avait encore plus de quarante-cinq mille.

Il attaqua le 27. Le combat dura toute la journée. Les succès du général Hill menaçant de couper la retraite, Soult l'ordonna. Elle se fit lentement, en bon ordre. L'armée française prit position à Sault de Navailles, sur les deux rives du Luy de Béarn. L'armée anglo-portugaise s'arrêta entre Rotun et Sallespisse. La perte fut de chaque côté d'environ deux mille cinq cents hommes.

Le 28, Soult continua sa retraite. Le 1er mars, il se replia à Aire, abandonnant la ligne d'opérations de Bordeaux, tous les magasins établis dans cette direction, et cette ville importante aux intrigues du parti royaliste qui y appelait l'ennemi. Ayant mis le maire Lynch dans son parti, La Rochejaquelin se rendit auprès du duc d'Angoulême et de Wellington

pour les engager à diriger un corps de troupes sur Bordeaux afin d'y opérer un mouvement royaliste. Le prince accueillit la proposition avec transport, le général anglais favorablement. Il envoya le maréchal Beresford à Mont-de-Marsan pour s'emparer des magasins, et poussa sur Aire le général Hill. Ses attaques furent repoussées, mais Soult se retira, dans la nuit, par les deux rives de l'Adour, faiblement inquiété par l'ennemi, et prit position à Plaisance, Madiran et Maubourget. Il donna une nouvelle organisation à son armée réduite à trente mille hommes. Les garnisons lui en avaient enlevé près de dix-huit mille. Celle de Bayonne était de treize mille. Il n'avait nuls renforts à attendre, car ce maréchal, comme tous les autres, n'estimait que les corps réguliers, et méprisait les ressources qu'aurait pu improviser le patriotisme, s'il avait été secondé. Il ne songea à la formation de corps francs que lorsqu'il fut en pleine retraite, sans qu'on sût ce qu'il se proposait.

Depuis qu'il eut abandonné la ligne de Bordeaux, il s'établit des communications encore plus actives entre le parti royaliste et l'armée anglaise. Le duc d'Angoulême et La Rochejaquelin suivaient le quartier général. A Saint-Sever, un nouveau député, Bontemps du Barry, vint, au nom des royalistes, conjurer Wellington de se porter rapidement sur Bordeaux. Il se décida à y envoyer Beresford avec quinze mille hommes; il partit de Mont-de-Marsan le 8 mars. Pour couvrir ce mouvement, le général

Hill s'étendit entre Aire et Garlin, le général Fane alla occuper Pau. Wellington transporta son quartier général à Aire, pour attendre la nouvelle de l'occupation de Bordeaux, et l'arrivée du général Freyre qui venait le renforcer.

Il fit répandre avec profusion une proclamation par laquelle il provoquait les soldats et les citoyens à la révolte et à la sédition. Soult y répondit par son fameux ordre du jour de Rabastens du 8 mars : « Soldats, y disait-il, vouons à l'opprobre et à l'exécration générale tout Français qui aura favorisé d'une manière quelconque les projets insidieux de l'ennemi. Quant à nous, notre devoir est tracé : combattons jusqu'au dernier les ennemis de notre chère France et de notre auguste Empereur. Haine implacable aux traîtres et aux ennemis du nom français; guerre à mort à ceux qui tenteraient de nous diviser pour nous détruire; contemplons les efforts prodigieux de notre grand Empereur et ses victoires signalées; soyons toujours dignes de lui; soyons Français, et mourons les armes à la main plutôt que de survivre à notre déshonneur. »

Beresford ne trouva sur son chemin que quelques brigades de gendarmerie qui observaient sa marche. Les populations étaient consternées; à Bordeaux même, malgré les efforts du comité royaliste pour soulever le peuple, il restait calme. A l'approche de l'ennemi le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire de l'Empereur, le général Lhuilier, commandant la division et les autorités civiles et

militaires sortirent de Bordeaux avec environ cinq cents hommes de garnison. Les royalistes restèrent maîtres. Le 12 mars, le maire Lynch, ses deux adjoints Tauzia et Montdenard, une partie du conseil municipal, escortés par La Rochejacquelin, de Gombault, de Saluces, Lautrec, Maccarti, Gauthier, Bontemps du Bary à cheval, allèrent à un quart de lieue de Bordeaux, au-devant de Beresford. « Si vous venez, lui dit Lynch, comme vainqueur, vous pouvez vous emparer des clefs de la ville sans qu'il soit besoin que je vous les donne. Mais si vous venez comme allié de notre auguste souverain Louis XVIII, je vous les offre, et bientôt vous serez témoin des preuves d'amour qui se manifesteront partout pour notre roi légitime ». Ces preuves étaient d'autant plus nécessaires, que jusque là le général anglais n'en avait vu aucunes. Il réitéra les assurances de protection données par Wellington, et promit de traiter la ville en véritable alliée. Aussitôt Lynch détacha son écharpe rouge sous laquelle était une écharpe blanche, prit la cocarde royaliste, rentra à Bordeaux avec Beresford aux cris de *vivent les Anglais! vive le roi!* le conduisit à l'hôtel-de-ville, lui présenta les notables royalistes, entre autres Taffard Saint-Germain, commissaire du roi. Sur la proposition d'Alexandre de Saluces, le drapeau blanc fut arboré à la principale porte. Cependant Beresford prit possession de Bordeaux au nom de Georges III.

Ce premier acte accompli, le maire Lynch, ac-

compagné de royalistes, alla à la rencontre du duc d'Angoulême, qui cheminait à la suite des Anglais, le harangua, l'introduisit dans la ville, et le mena à la cathédrale où il fut reçu par l'archevêque et son clergé, qui chantèrent le ***Te Deum***. Les royalistes firent de l'enthousiasme, toutes sortes de folies, et entraînèrent une partie de la population. La poésie et les théâtres mêlèrent les noms du duc d'Angoulême et des Anglais, de Louis XVIII et de Georges III, de Wellington et de Turenne. On fit des vaudevilles à la gloire de nos amis les ennemis. Martignac fut l'Anacréon de cette impie saturnale.

Le duc d'Angoulême renouvela dans une proclamation les plus belles, les plus brillantes promesses. Les Bourbons ont récompensé, honoré les hommes qui livrèrent Bordeaux. Le sentiment national a toujours et partout flétri ceux qui tendent la main aux ennemis de leur pays. Mais la conduite de Lynch restera à jamais la plus infâme trahison. Maire depuis 1809, il s'était montré constamment le magistrat le plus dévoué à la personne de l'Empereur et à la cause de la France. Les journaux étaient remplis de ses discours, de ses protestations.

Le 1er mars en remettant solennellement des drapeaux aux cohortes de la garde nationale, il leur disait : « Les enseignes de l'Empire guideront nos frères dans la poursuite des téméraires qui ont tenté d'envahir notre territoire. La voix de notre auguste souverain vous appelle à défendre vos murs. S'ils étaient en danger, vous me verriez à votre tête

donner l'exemple du dévoûment ». Et le 12, il livrait la ville à l'étranger! Pour l'honneur de la France, Bordeaux n'eut point d'imitateurs.

Voyant que l'armée anglaise restait immobile devant Aire, Soult avait cru pouvoir tenter un mouvement offensif, pour empêcher Wellington de faire un détachement sur Bordeaux. Il poussa une reconnaissance sur Pau. Informé qu'il n'y avait que deux brigades, il se décida à marcher sur Garlin, afin de forcer l'aile droite des Anglais et de réoccuper Aire. Le défaut de vivres que, depuis la perte des magasins de Mont-de-Marsan, il ne pouvait se procurer que par réquisition, retarda son mouvement. Le 13 mars, il se mit en marche, et replia le général Hill. Mais craignant que Wellington ne le tournât par la vallée de Bigorre, il s'arrêta et se retira. Wellington, renforcé par le corps d'armée de Freyre et la brigade Ponsonby, se disposa à reprendre l'offensive. Il ordonna à Beresford de venir le rejoindre et de laisser la division Dalhousie à Bordeaux.

Lorsque Blücher s'avançait vers la Marne et que Napoléon marchait contre l'armée de Silésie, les coalisés s'étaient décidés à reprendre l'offensive. De Wrède échoua dans une tentative d'enlever par un coup de main Bar-sur-Aube qu'occupait la division Duhesme. Schwarzenberg, avec cent mille hommes, avait marqué son mouvement en deux colonnes qui devaient se réunir à Troyes. Il se proposait de faire menacer la ville de front, tandis que Wittgenstein tournerait les positions d'Oudinot. Le

maréchal était tranquille et ne faisait aucune disposition. Il avait même renvoyé son artillerie à Magny-le-Fouchard. L'apparition des cosaques le décida à se mettre en état de défense. A dix heures du matin De Wrède engagea le combat par une attaque sur Bar. Wittgenstein l'attaquait sur la gauche. Le combat se soutint long-temps sur toute la ligne; mais l'ennemi recevant des renforts, et ayant une artillerie de beaucoup supérieure, Oudinot donna vers quatre heures après midi l'ordre de la retraite, elle se fit en bon ordre sur Ailleville. Duhesme qui avait repoussé toutes les attaques de De Wrède contre Bar, fut obligé de suivre la retraite du 7ᵉ corps, et évacua la ville. Cette journée coûta aux Français deux mille hommes et un peu plus à l'ennemi. La valeur des troupes suppléa à l'imprévoyance de leur général.

Macdonald continuait son mouvement sur La Ferté pour rejeter l'ennemi sur la rive droite de l'Aube. Il reçut l'invitation d'envoyer la division Amey et une brigade de cavalerie à Troyes pour la garde du parc. Affaibli par ce détachement, il se décida à se joindre à Oudinot, pour prendre le commandement en chef que l'Empereur lui avait confié. Le 28, il arriva à Bar-sur-Seine. Les deux maréchaux continuèrent leur retraite suivis par l'ennemi. Celle d'Oudinot ne fut sérieusement troublée que par le combat de Laubressel qui fut livré le 3 mars, et lui coûta environ douze cents hommes et trois canons.

Le 4, toutes les troupes étaient réunies à Troyes,

au nombre de trente deux mille hommes dont plus de neuf mille chevaux. Macdonald en prit le commandement. Acculé à la ville et menacé de trois côtés, il ne pouvait songer à recevoir une bataille; il fit ses dispositions de retraite sur Nogent. Lorsque, le 5 au matin, les troupes se mettaient en mouvement, Schwarzenberg fit attaquer. Elles évacuèrent la ville en combattant. Elle fut livrée au pillage pendant quarante-huit heures pour punir les habitans de ce qu'ils s'étaient réjouis, le 23 février, du retour de l'armée française dans leurs murs, et pour venger la mort du traître Gouaut.

Le général Allix qui s'était approché de Châtillon-sur-Seine, lorsque l'armée s'avançait sur l'Aube, se replia sur Auxerre, et s'y renferma avec deux mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux.

Le 7, Macdonald, à Nogent, retira son avant-garde derrière la Seine et rompit le pont. L'armée austro-russe s'arrêta. N'ayant pas de nouvelles du résultat des affaires sur la Marne et l'Aisne, Schwarzenberg n'osait pas s'aventurer au delà de Provins en prêtant le flanc, quoiqu'il eût cent mille hommes. Du côté du midi, il craignait toujours pour sa base d'opérations tant qu'il ne serait pas maître de Lyon. Les populations irritées se levaient sur ses derrières pour intercepter les convois, les petits détachemens et les courriers. Il était inquiet sur ses approvisionnemens. Les alarmes du généralissime se manifestèrent par la proclamation qu'il adressa aux Français, de Troyes, le 10 mars.

La levée des citoyens pour leur défense y était traitée de rébellion. On les provoquait à abandonner leur gouvernement et à trahir leur propre cause. Un ordre du jour prononçait le peine de mort contre les individus, le pillage et l'incendie contre les communes qui agiraient offensivement envers les troupes alliées.

Schwarzenberg sortit enfin de son inaction. Le 14, il fit sans succès une tentative pour forcer Macdonald à quitter sa position. Ayant reçu dans l'après-midi la nouvelle de la bataille de Laon, il attaqua le 15, mais encore avec mollesse. Cependant le maréchal voyant que les forces de l'ennemi se concentraient vers sa gauche, ordonna l'évacuation de Bray, fit rapprocher le 11ᵉ corps, autorisa le général Pactod à se retirer sur Melun ou Brie, marqua par Fontainebleau la retraite d'Allix qui était venu d'Auxerre à Nemours, et envoya les parcs de Guignes sur Charenton.

Le 16, le corps de Rajewski attaqua en trois colonnes. Il devait être secondé par celui de Wrède; il n'arriva pas à temps; les Français soutinrent le combat jusqu'à la nuit.

Le 17, un peu avant le jour, Macdonald, voyant sa gauche menacée et au moment d'être débordée, quitta sa position. Il établit son armée en travers de la route de Provins à Nangis, de manière à couvrir cette dernière ville. Inquiet des mouvemens qu'aurait faits l'Empereur après la bataille de Laon, Schwarzenberg craignait encore de s'aventurer. Le

combat de Reims n'était pas propre à le rassurer; il était difficile à concilier avec la défaite totale de l'Empereur, dont les rapports prussiens s'étaient vantés. Pour être en mesure dans tous les cas, le généralissime prit un terme moyen. Sans abandonner le passage de la Seine, qui venait de lui être cédé, il étendit son armée vers sa droite sur une longue ligne dont la droite était couverte par des corps détachés dans toutes les directions par lesquelles on pouvait attendre Napoléon.

S'il n'avait pu triompher à Laon de l'excessive supériorité de l'armée de Silésie, il l'avait jetée hors de sa ligne d'opérations, et l'armée française, occupant Soissons, Reims et Châlons, coupait la communication entre les deux armées ennemies. Mais Schwarzenberg, malgré la timidité de ses mouvemens, gagnait du terrain et menaçait Paris; c'était donc sur lui qu'il fallait maintenant marcher. On pouvait espérer, par un mouvement rapide, de rencontrer un point faible dans la longue ligne qu'il occupait.

L'Empereur fit passer l'ordre au général Durutte de tirer douze mille hommes des places de la 3e division, et de venir joindre l'armée à Châlons. Le maréchal Ney offrit d'aller organiser la levée en masse dans les départemens de la Meurthe, de la Moselle et des Vosges. Mais l'Empereur ne le voulut pas, pour ne pas sans doute se priver des services d'un de ses lieutenans aussi brave que dévoué.

Pour masquer son mouvement et couvrir Paris au

besoin, il laissa sur l'Aisne les corps de Mortier et Marmont, montant à environ treize mille hommes d'infanterie et six mille chevaux. Il ne conserva avec lui que dix mille hommes d'infanterie et moins de six mille de cavalerie. Il attendait quatre mille cinq cents hommes d'infanterie et quinze cents chevaux de la garde, que Lefebvre-Desnouettes lui amenait de Paris. Il comptait être rejoint sur l'Aube, le 20, par Macdonald avec vingt-deux mille hommes d'infanterie et plus de neuf mille chevaux. C'était donc une armée de cinquante-cinq mille hommes, dont plus de dix-sept mille de cavalerie. La totalité des troupes que l'Empereur avait à opposer à Blücher et à Schwarzenberg, n'était plus que de soixante-dix-sept mille hommes.

Cette situation était très critique, l'Empereur ne se le dissimulait pas. C'est ce que prouve la lettre que, le 16 mars, il écrivit, de Reims, à son frère Joseph; lettre qui, quelques jours après, motiva une résolution à laquelle on a attribué un effet fatal pour lui et pour la France.

« Conformément aux instructions verbales, lui mandait-il, que je vous ai données, et à l'esprit de toutes mes lettres, vous ne devez pas permettre que, dans aucun cas, l'Impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi. Je vais manœuvrer de manière qu'il serait possible que vous fussiez plusieurs jours sans avoir de mes nouvelles. Si l'ennemi s'avançait sur Paris avec des forces telles que toute résistance devînt impossible, faites

partir, dans la direction de la Loire, la régente, mon fils, les grands-dignitaires, les ministres, les officiers du sénat, les présidens de sections du conseil d'état, les grands-officiers de la couronne, le baron de La Bouillerie et le trésor. Ne quittez pas mon fils, et rappelez-vous que je préférerais le voir dans la Seine, que dans les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire. »

CHAPITRE C.

Alarmes de Caulaincourt. — Il remet son contre-projet. — Négociations rompues. — Bataille et combat d'Arcis-sur-Aube. — Napoléon manœuvre sur les communications de l'ennemi. — Les coalisés marchent sur Paris. — Blücher passe l'Aisne. — Mortier et Marmont se replient. — Déclaration des puissances. — Combat de Lafère-Champenoise. — Conseil de régence; l'impératrice quitte Paris. — Proclamation de Joseph. Marmont et Mortier sous les murs de Paris. — Proclamation de Schwarzenberg. — Paris sans défense.

L'état des négociations ne pouvait qu'aggraver les sollicitudes de Caulaincourt. Le 10 mars, terme convenu au congrès pour qu'il remît un contre-projet, s'approchait. A l'issue de la bataille de Craone, l'Empereur avait éludé d'exprimer clairement ses intentions. Il sentait bien qu'il devait faire de grands sacrifices, mais il ne voulait pas les provoquer. Mécontent de son plénipotentiaire, il lui reprochait de voir partout les Bourbons. Caulaincourt répondait que l'Empereur en avait, le premier, parlé dans ses lettres, et que la prévoyance de leur rétablissement, si les choses étaient poussées à bout, n'était pas si déraisonnable. Il se plaignait de ce que son dévoû-

ment était méconnu, et de ce qu'on pouvait tout compromettre en ajournant les déterminations. Il insistait sur les dangers qui menaçaient la France et le trône impérial, et conjurait l'Empereur de les prévenir, en faisant des sacrifices, en les faisant à temps. Il était convaincu que si l'on ne remettait pas le contre-projet demandé, et s'il ne contenait pas des modifications aux bases de Francfort, tout était fini. On ne voulait qu'un prétexte; et faute de se décider à prendre le parti qu'exigeaient les circonstances, tout échapperait sans qu'on pût prévoir quand et comment on pourrait revenir à des idées de conciliation. [1]

Pour augmenter les perplexités de Caulaincourt, Metternich lui écrivait le 8 mars que toute la négociation dépendait de l'Angleterre; qu'il était nécessaire de la terminer au plus vite; que la cession d'Anvers était une condition absolue. Lord Aberdeen disait que l'Empereur aurait lieu de se repentir de n'avoir pas conclu la paix; qu'il ne se trouverait jamais en Angleterre, des ministres aussi bien disposés pour la paix. Tous les deux faisaient des reproches sur la lettre que Napoléon avait écrite à son beau-père.

Enfin, arriva le 10 mars. Une nouvelle instruction avait été adressée, le 9, de Chaumont, aux plénipotentiaires. Le contre-projet attendu de Caulaincourt, lors même qu'il ne s'éloignerait pas des bases

[1] Lettres des 5 et 6 mars.

établies dans le projet de paix préliminaire, ne pouvait être reçu que ***ad referendum***. Si le plénipotentiaire français ne donnait aucune réponse, une conférence serait indiquée pour le 11, et on lui déclarerait que les négociations étaient rompues.

La cinquième conférence s'ouvrit par les plaintes de Caulaincourt sur l'arrestation de ses courriers et les retards qu'éprouvaient ses communications avec l'Empereur. Les plénipotentiaires en prétextèrent cause d'ignorance. Il fit ensuite insérer au protocole par ordre de sa cour de longues observations. Il revenait sur la prétention injuste de réduire la France à ses anciennes limites, tandis que les alliés gardaient des accroissemens; sur la convenance et la nécessité d'évaluer la puissance relative des états et de conserver entre eux un équilibre; enfin sur toutes les questions auxquelles les alliés avaient coupé court par leur projet de paix préliminaire.

Les plénipotentiaires ne prirent pas la peine de discuter ces observations, et se bornèrent à répondre qu'elles ne satisfaisaient pas à leur demande du 28 février. Là-dessus ils se disposaient à lever la séance, lorsque Caulaincourt déclara verbalement que l'Empereur était prêt à renoncer, par le traité à conclure, à tout titre exprimant des rapports de souveraineté, de suprématie, protection, ou influence constitutionnelle, avec les pays hors des limites de la France; à reconnaître l'indépendance de l'Espagne, dans ses anciennes limites, sous la souveraineté de Ferdinand VII, l'indépendance de l'I-

talie, celle de la Suisse, sous la garantie des grandes puissances, celle de l'Allemagne, enfin celle de la Hollande sous la souveraineté du prince d'Orange. Il déclara en outre que si, pour écarter des causes de mésintelligence, rendre l'amitié plus étroite et la paix plus durable entre la France et l'Angleterre, des cessions de la part de la France au-delà des mers pouvaient être jugées nécessaires, elle serait prête à les faire moyennant un équivalent raisonnable.

Les observations et cette déclaration furent communiquées aux cabinets des alliés. Ils donnèrent l'ordre à leurs plénipotentiaires d'insister pour que Caulaincourt déclarât s'il voulait accepter ou rejeter le projet de traité préliminaire, ou remettre un contre-projet, et que la discussion s'ouvrît dans les vingt-quatre heures.

La sixième séance qui eut lieu le 13, matin et soir, fut employée à un vain débat dont le résultat fut que Caulaincourt, pressé par les plénipotentiaires de dire, dans vingt-quatre heures, oui ou non sur leur projet, déclara que le 15 il remettrait un contre-projet.

Traiter avec Napoléon tant qu'ils en avaient quelque chose à craindre, c'était pour les alliés comme un pis-aller. Rompre toute négociation lorsqu'ils croiraient n'avoir plus rien à en redouter, c'était leur pensée secrète. Le moment leur parut arrivé. La bataille de Laon, la jonction d'une partie de l'armée du nord avec Blücher, la marche de leur armée du sud contre Augereau, les avantages de Welling-

ton aux Pyrénées, la position de Schwarzenberg menaçant Paris, enfin les encouragemens envoyés de cette ville par le comité Talleyrand, et que Vitrolles venait d'apporter, la connaissance positive que les alliés acquéraient par ce digne agent de l'état des affaires intérieures, c'est-à-dire des efforts de la trahison pour renverser l'Empire, et livrer la France à l'étranger et aux Bourbons; c'était assez pour que les coalisés rejetassent tout arrangement, et marchassent hardiment à leur but.

En conséquence des instructions arrivèrent de Chaumont, le 14, aux plénipotentiaires. Si le contre-projet ne renfermait pas la substance des bases posées dans le projet de préliminaires, les conférences seraient terminées. Si le contre-projet contenait ces bases, il y avait divergence d'opinion entre les plénipotentiaires sur l'exécution ou l'adoption desdites bases, ils enverraient le contre-projet au quartier général des souverains. S'il arrivait que le plénipotentiaire français demandât à connaître l'*ultimatum* des alliés, on lui répondrait qu'il était contenu dans les bases du projet de préliminaires, sauf les modifications qui ne porteraient pas atteinte à leur substance.

Le 13 mars, Caulaincourt avait rendu compte à l'Empereur de l'état des choses. Mais il ne pouvait pas en recevoir une réponse pour le 15. Il fallait donc qu'il se décidât de lui-même; c'est ce qu'il fit. Dans la septième conférence, il lut son contre-projet en vingt-neuf articles. Il portait en substance :

Renonciation de l'Empereur à tous droits de souveraineté et de possession sur les provinces illyriennes, les départemens français au-delà des Alpes, l'île d'Elbe exceptée, les départemens français au-delà du Rhin; renonciation à la couronne d'Italie en faveur du prince Eugène. Indépendance de la Hollande sous la souveraineté de la maison d'Orange avec un accroissement de territoire; de l'Allemagne dont les états pourraient être unis par un lien fédératif; de la Suisse, de l'Italie et de chacun de ses princes, de l'Espagne sous Ferdinand VII; le pape rétabli dans ses états, excepté Bénévent; la princesse Elisa conservant Lucques et Piombino; Berthier la principauté de Neufchâtel. Le roi de Saxe rétabli dans son grand-duché; le grand-duc de Berg dans le sien. Les villes anséatiques et Raguse, villes libres. Les îles Ioniennes appartenant au royaume d'Italie. L'île de Malte à l'Angleterre. Restitution à la France de ses colonies, sauf la cession, moyennant un équivalent raisonnable, de celles que l'Angleterre desirerait conserver. Un congrès spécial pour les dispositions à faire des territoires auxquels la France renonçait et dont le traité ne disposait pas, et pour déterminer les indemnités à donner aux princes dépossédés. Réserve pour la France des munitions, magasins, arsenaux, vaisseaux et navires, dans tous les territoires, villes et places auxquels elle renonçait. Aussitôt après la signature du traité, cessation des hostilités sur terre et sur mer. Evacuation par les troupes alliées du territoire français : remise par

les troupes françaises des places cédées ou restituées.

Après la lecture du contre-projet, Caulaincourt déclara qu'il était prêt à entrer en discussion, dans un esprit de conciliation sur tous les articles. Les plénipotentiaires le trouvèrent d'une trop haute importance pour répondre de suite, et se réservèrent de proposer une conférence ultérieure.

Elle se tint le 18 mars. Les plénipotentiaires rejetèrent toutes les modifications proposées comme laissant la France trop puissante. Ils persistèrent dans leur projet et déclarèrent que les puissances regardaient les négociations comme terminées par le gouvernement français, et qu'elles ne poseraient pas les armes avant qu'il n'eût reconnu et admis leurs principes.

Sur la réclamation de Caulaincourt la séance fut ajournée au lendemain 19. Il demanda l'insertion au protocole d'une longue note pour justifier son contre-projet, et réfuter les objections des plénipotentiaires. Il déclara que bien loin que la rupture pût être imputée à son gouvernement, il ne pouvait encore considérer sa mission de paix comme terminée; qu'il devait attendre les ordres de sa cour, et qu'il était toujours prêt à discuter dans un esprit de conciliation et de paix toute modification des projets respectifs, etc.

Metternich lui exprima ses regrets de ce que Napoléon ne lui avait pas envoyé des explications franches et précises. D'après son opinion, si les conditions du contre-projet étaient l'***ultimatum*** de l'Empe-

reur, si l'esprit qui régnait dans cette pièce était celui qui présidait encore à ses conseils, toute paix était impossible, les armes décideraient du sort de l'Europe et de la France. Les questions étaient trop fortement placées pour qu'il fût possible d'écrire des romans, sans de grands dangers pour l'empereur Napoléon. Il y aurait des attaques très personnelles contre lui qu'on n'était plus maître d'arrêter. Il dépendait encore de lui de faire la paix; peut-être ne le pourrait-il plus sous peu de jours. Le trône de Louis XIV avec les ajoutés de Louis XV, offrait d'assez belles chances pour ne devoir pas être mis sur une seule carte. [1]

Ces insinuations étaient faites du ton le plus amical pour la France, la dynastie napoléonienne et le plénipotentiaire français. Au fond elles annonçaient l'arrêt de mort de Napoléon. Caulaincourt devait-il accepter le traité préliminaire? Le pouvait-il? Il n'avait plus carte blanche. Son acceptation aurait-elle assuré la paix? Il est permis d'en douter. Il avait demandé de nouvelles instructions, il les attendit.

Lorsque l'Empereur exécutait son mouvement contre Schwarzenberg, la négociation était rompue, et il l'ignorait. Il répondit aux dépêches de Caulaincourt du 13 mars, et loin de le mettre en état de conclure, il lui donnait l'autorisation de faire les concessions qui seraient indispensables pour maintenir l'activité des négociations, et arriver enfin à connaître

[1] Lettre du 18 mars.

l'*ultimatum* des alliés, bien entendu que le traité aurait pour résultat l'évacuation du territoire et le renvoi de part et d'autre de tous les prisonniers.[1]

D'après les développemens donnés à ces indications par le ministre, Maret, la Belgique, Anvers, les provinces du Rhin, l'Italie, les colonies, tout était remis en question. Ainsi, dans son contre-projet, Caulaincourt avait été plus loin que ne l'avait voulu l'Empereur.

Le porteur de ces dépêches trouva le plénipotentiaire revenant de Châtillon au quartier général de Napoléon. Elles étaient désormais sans objet. Caulaincourt écrivit pourtant, de Joigny, à Metternich que les dépêches qu'il venait de recevoir augmentaient tous ses regrets, qu'elles ne lui laissaient pas de doute sur la possibilité qu'on aurait eu de s'entendre même à Châtillon. Évidemment il se flattait d'un vain espoir, car les lettres du 17 n'étaient pas propres à amener une solution.

Schwarzenberg s'était replié sur Troyes; les gros bagages avaient reculé plus loin. Il avait même été question de se retirer jusqu'à Bar. On assure que l'empereur Alexandre voulait qu'on envoyât à Châtillon pour accepter les propositions de Caulaincourt. Dans son anxiété, l'empereur de Russie dit que la moitié de sa tête en grisonnerait.[2]

Le 20, Napoléon se dirigea de Plancy sur Arcis,

[1] Lettre de Reims du 17 mars.

[2] Wilson et Beauchamps.

qu'il considérait comme point de départ pour attaquer les ennemis. Arcis était évacué; il établit ses troupes en avant de cette ville, sur les routes de Troyes et de Lesmont.

Honteux du rôle des armées alliées que battait ou contenait une poignée de Français, l'empereur Alexandre avait repris courage et déclaré dans un conseil qu'il fallait se réunir à Blücher et agir avec une seule masse sur Paris. En conséquence, Schwarzenberg changea de plan, se concentra dans les environs d'Arcis, et donna l'ordre à de Wrède de réoccuper cette ville. Napoléon y arriva à une heure après midi. Au lieu de n'y trouver qu'un point de départ pour poursuivre l'ennemi, il se vit obligé d'y soutenir un combat défensif.

A deux heures après midi, de Wrède commença son attaque. L'infanterie française maintint sa position, et défendit avec succès le village du Grand-Torcy, mais la cavalerie fut renversée par celle des alliés. Les fuyards se jetèrent sur les ponts d'Arcis. Si l'ennemi les avait enlevés, la gauche des Français aurait été coupée. Napoléon mit l'épée à la main, et après beaucoup d'efforts parvint à rallier sa droite. Les ponts furent conservés, et le reste de l'infanterie passa à la gauche de l'Aube. Le combat dura jusqu'à minuit. L'armée se maintint dans sa position. Dix mille hommes y avaient lutté contre trente mille. Elle fit des pertes sensibles. Le général Janssens y fut blessé mortellement.

Schwarzenberg n'ayant engagé que la moindre

partie de ses forces, Napoléon crut qu'il n'avait voulu que masquer sa retraite, et se détermina à le poursuivre. Il s'était renforcé. Le 21 au matin, Macdonald lui amena douze mille hommes. Vers huit heures, il porta son armée au-delà de l'Aube. Arrivée sur le plateau en avant, son avant-garde découvrit l'armée ennemie en bataille préparée à le recevoir. Plus de cent mille hommes en attendaient moins de trente mille. Hasarder ses dernières ressources dans un combat aussi inégal, c'eût été une grande imprudence. L'Empereur ordonna la retraite.

De son côté, Schwarzenberg attendait avec la confiance du succès l'attaque de l'armée française. Enfin ayant vu clairement qu'elle se retirait, il se décida à mettre son armée en mouvement. Craignant toujours une manœuvre sur Brienne, il porta son aile droite au-delà de l'Aube. Le prince de Wurtemberg, avec son corps et la plus grande partie de l'armée, avait déjà dépassé l'Aube, il ne restait sur la rive gauche que le corps d'Oudinot, chargé de couvrir la retraite. Il fut rudement abordé par l'ennemi, qui pénétra dans la ville et l'obligea à repasser la rivière.

Convaincu qu'il n'y avait plus rien à espérer de ces combats partiels, qui n'amenaient aucune solution, et que demeurer entre la Seine et la Marne, c'était la certitude d'être accablé par l'immense supériorité des ennemis, Napoléon revint au projet qu'il avait nourri dès le commencement de la cam-

pagne, de manœuvrer sur leurs communications. La chance était hasardeuse, il découvrait Paris; mais s'il réussissait, il tirait de puissans renforts des garnisons de la Lorraine et de l'Alsace, il encourageait l'insurrection des départemens foulés par l'ennemi, il le privait de toutes ses grandes réserves de munitions, et l'attirait nécessairement sur un terrain où les places favoriseraient ses opérations stratégiques.

Après avoir rappelé à lui les maréchaux Marmont et Mortier, et le général Pactod avec un convoi d'artillerie, dans la soirée du 21 mars, l'Empereur poussa, avec sa garde, jusqu'à Sommepuis; le reste de son armée s'échelonna de ce bourg à l'Aube. Le 22, il passa la Marne au gué de Frignicourt. Ney fit une tentative sur Vitry. Cette place était défendue par cinq mille cinq cents hommes et quarante bouches à feu; ce n'était pas le cas de s'amuser à un siège. L'Empereur renonça à une attaque de vive force. Ses troupes prirent position à Vitry-le-Brûlé; l'Empereur passa outre et s'avança, le 23, à Saint-Dizier.

C'est là que Caulaincourt, après les nombreux détours qu'il avait été forcé de subir, rejoignit le quartier impérial. Sa présence, c'était la rupture des négociations, tout espoir de paix évanoui, la continuation de la guerre, d'une guerre qui menaçait d'engloutir Napoléon et l'Empire. Le sourd mécontentement qui régnait parmi les chefs de l'armée éclata en alarmes, en plaintes, en blâmes; l'Empereur feignit de ne pas s'en apercevoir : le 24, il vint à Vassy.

Pendant toute la journée du 22, Schwarzenberg était resté dans l'indécision sur le véritable mouvement de Napoléon. Dans la matinée du 23, il reçut des dépêches enlevées à un courrier français, parmi lesquelles se trouvait une lettre de Napoléon annonçant son projet à l'Impératrice.

Un grand conseil se tint chez l'empereur Alexandre; deux plans d'opérations y furent débattus. Le premier était de suivre l'armée française par une ligne parallèle, et que l'armée austro-russe se retirât par Vandœuvre, Bar-sur-Seine et Châtillon; le second était d'abandonner la ligne d'opérations actuelle, de se réunir à l'armée de Blücher, et de s'ouvrir une nouvelle ligne d'opérations par la Belgique. Des avis, récemment parvenus de Paris aux souverains, leur annonçaient que la révolution préparée par la défection et la trahison n'attendait que leurs armées pour éclater. Il fut décidé que l'armée austro-russe se réunirait à l'armée de Silésie et manœuvrerait sur les flancs et les derrières de l'armée française.

Le 24, Schwarzenberg apprit que l'armée de Silésie occupait Châlons, que la cavalerie de Wintzingerode était près de cette ville à Vatry: la jonction des deux armées était assurée; alors il dirigea ses colonnes sur Vitry. Arrivés à peu de distance de cette ville, les souverains s'arrêtèrent subitement, et sur un tertre, à côté de la route, réunirent l'état-major général en conseil pour donner communication des nouvelles de Paris; elles étaient apportées par un envoyé porteur d'un billet de Talleyrand ainsi

conçu : « Vous pouvez tout et vous n'osez rien : osez donc une fois. » L'assurance fut donnée que Paris n'était pas en état suffisant de défense, qu'il ne serait pas défendu. Le conseil décida que les armées coalisées s'y rendraient à marches forcées, et que Wintzingerode, avec sa cavalerie, se mettrait à la suite de Napoléon vers Saint-Dizier, et chercherait, par tous les moyens, à lui faire croire qu'il était suivi par toute l'armée coalisée.

Intimidé par la défaite du corps de Saint-Priest à Reims, Blücher était resté plusieurs jours derrière l'Aisne. Le 18 seulement, voyant que Napoléon manœuvrait vers l'Aube, il se décida à suivre son mouvement et à se rapprocher de Schwarzenberg. Marmont, qui était à Bery-au-Bac avec neuf mille hommes, craignit d'avoir sa retraite coupée, fit sauter le pont et se replia sur Fismes, où Mortier fit sa jonction. L'Empereur leur avait envoyé l'ordre de venir le joindre à Vitry par Reims, Épernay et Châlons; ils ne le reçurent, dit-on, que le 21 au soir, ils n'étaient plus à Fismes, ils avaient poussé à Fère-en-Tardenois. Si le fait est vrai, les maréchaux ne pouvaient plus, sans danger, prendre la direction prescrite. Ils firent un détour par Château-Thierry, Montmirail, Étoges et Bergères, et, le 24, ils continuèrent leur mouvement sur Vatry, point intermédiaire entre Châlons et Vitry. C'était trop tard, la jonction n'était plus possible, le but était manqué, le mouvement des deux maréchaux était funeste; il ne leur restait plus qu'à battre en retraite.

C'est alors qu'à Vitry, encouragés par les communications qu'ils avaient reçues de Paris, les coalisés publièrent cette fameuse déclaration où se révéla ouvertement leur projet de séparer la France de Napoléon pour le détrôner plus facilement. Ils prirent pour texte la rupture de la négociation de Châtillon. Ils expliquèrent les motifs qui les avaient portés à l'entamer, les causes pour lesquelles ils l'avaient rompue. Ils rejetèrent, comme de raison, tous les torts sur Napoléon. C'était une répétition de tout ce qu'avaient dit à Châtillon leurs plénipotentiaires, un fatras ampoulé de vérités et de mensonges. On y lisait des phrases plus significatives. On y expliquait ainsi la transition rapide des bases de Francfort à l'*ultimatum* de Châtillon, et à pire encore. « La marche des évènemens avait donné, dans ce moment, aux cours alliées, le sentiment de toute la force de la ligue européenne. Les principes qui présidaient aux conseils des souverains coalisés, dès leur première réunion pour le salut commun, avaient reçu tout leur développement. Rien n'empêchait plus qu'ils exprimassent les conditions nécessaires à la reconstruction de l'édifice social. Ils pouvaient espérer que l'expérience des derniers temps aurait influé sur un conquérant, en butte aux reproches d'une grande nation, et témoin, pour la première fois, dans sa capitale, des maux qu'il avait attirés sur la France; cette expérience pouvait l'avoir conduit au sentiment, que la conservation des trônes se lie essentiellement à la modération et à la justice....

Par où les souverains pourraient-ils juger que la France voulait partager leurs principes qui devaient fonder le bonheur du monde, aussi long-temps qu'ils verraient que la même ambition qui avait répandu tant de maux sur l'Europe, était encore le seul mobile du gouvernement? que prodigue du sang français et le versant à flots, l'intérêt public était toujours immolé à l'intérêt personnel? Sous de tels rapports où serait la garantie de l'avenir, si un système aussi destructeur ne trouvait pas un terme dans la volonté générale de la nation. »[1]

C'est dans ces dispositions des souverains que le 25 au point du jour, leurs armées s'ébranlèrent. Des forces immenses se portèrent contre Marmont, qui se retirait sur Fère-Champenoise où il avait donné rendez-vous à Mortier. Les dernières brigades de son corps furent atteintes le soir par la cavalerie ennemie et souffrirent beaucoup. Le général Jamin resta prisonnier. On perdit vingt-quatre pièces et soixante caissons.

Retardé par des malentendus et des contretemps, Pactod, avec ses huit mille hommes, presque tous gardes nationaux et son convoi, cherchait à rejoindre les maréchaux, lorsqu'il fut assailli par l'avant-garde de Blücher. Au lieu de hâter sa retraite, il accepta le combat. Bientôt entourés de toutes parts, ses carrés repoussèrent plusieurs charges. Il se remit en marche. Battus, mitraillés par soixante bouches

[1] Déclaration du 25 mars.

à feu, ils furent enfoncés et pris, malgré la plus vigoureuse résistance. Il ne s'échappa que mille hommes. Les généraux Pactod, Amey, Delort, Bonté et Thevenet furent faits prisonniers. Dans le naufrage général, le pays connut à peine le glorieux dévoûment de ces soldats citoyens; leurs noms sont ignorés.

Après avoir dépassé Fère-Champenoise, les maréchaux avaient rallié leurs troupes. L'ennemi les poursuivait, et se déployait autour d'elles. Le feu du corps de Pactod se faisait entendre. Le bruit se répandit que c'était l'Empereur qui s'approchait. Il rendit le courage aux Français, et jeta l'ennemi dans l'incertitude. Il y eut un temps d'arrêt. Les maréchaux en profitèrent pour se retirer à Allement.

Les coalisés ont donné à ces deux combats le nom de bataille de la Fère-Champenoise. Elle coûta à la France près de neuf mille hommes dont quatre mille prisonniers et quarante-six pièces de canon; à l'ennemi plus de quatre mille, tous de cavalerie, la seule arme qui donna. Les Français étaient au nombre de dix-huit mille hommes d'infanterie et de quatre mille trois cents cavaliers. Les coalisés avaient vingt-six mille quatre cents hommes de cavalerie. Le colonel Rapatel, ancien aide-de-camp de Moreau, attaché à l'empereur de Russie, fut tué devant un carré de Pactod dans lequel combattait un de ses frères, capitaine d'artillerie.

Ce déplorable échec privait l'Empereur de vingt-cinq mille combattans sur lesquels il avait compté

pour renforcer l'armée qui devait délivrer l'Alsace et la Lorraine. Il ne restait plus aux deux maréchaux qu'à gagner en toute hâte Paris. Le 26, ils se mirent en marche sur Sézanne. Le général Compans, avec mille hommes et un convoi, en était parti dans la nuit; il traversa la Ferté-Gaucher, fila sur Coulommiers, où il fut rejoint par le général Vincent venant de Montmirail, et qui prit le commandement de la cavalerie. Ils n'avaient que deux mille cinq cents hommes. Ils détruisirent les ponts du Morin.

Les deux maréchaux avaient commencé leur mouvement un peu tard. En approchant de La Ferté-Gaucher, ils trouvèrent cette ville occupée par les Prussiens. Trop faibles pour forcer le passage, ils furent obligés de se rabattre sur Provins, où ils arrivèrent le 27. Ils ne pensèrent pas à attirer à eux la division Souham, forte de quatre mille cinq cents hommes, arrivée la veille à Nogent.

Compans se retira sur Meaux où il trouva le général Ledru-des-Essarts. Ce renfort et six cents gardes nationaux volontaires du pays portèrent son petit corps à quatre mille quatre cents hommes d'infanterie et huit cent cinquante chevaux.

L'armée coalisée continua son mouvement vers Meaux, point de réunion indiqué pour les différentes colonnes. Les corps de l'armée de Silésie qui se présentèrent furent contenus par Compans. Schwarzenberg fit peu de chemin. Le corps de Wrède resta à Chailly et à La Ferté-Gaucher pour observer les

mouvemens possibles de l'Empereur dont on craignait le retour.

L'ennemi était aux portes de Paris. Fuyant devant lui des habitans de la campagne y affluaient avec leurs bestiaux; des convois de blessés parcouraient les rues, les hôpitaux en étaient encombrés. D'un autre côté, des familles riches quittaient la ville et se sauvaient vers l'ouest et le midi.

Depuis le 22 mars qu'on sut à Paris que l'Empereur était arrivé, le 20, à Arcis-sur-Aube, on n'en publia plus d'autres nouvelles que celles-ci du 25: « Le quartier général de l'Empereur est à Doulevent. L'armée française occupe Chaumont, Brienne. Elle est en communication avec Troyes, et les patrouilles vont jusqu'à Langres. La santé de sa majesté est très bonne. Le 26, l'Empereur a battu à Saint-Dizier le général Vintzingerode, lui a fait deux mille prisonniers, lui a pris des canons et beaucoup de voitures de bagages. Ce corps a été poursuivi très loin. »

Le 27 il y eut une grande parade dans la cour des Tuileries et au Carrousel. Joseph passa en revue les grenadiers et les chasseurs de la garde nationale et un corps d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie. Ils défilèrent devant l'Impératrice et le roi de Rome. Tout annonçait la résolution de se défendre, quoiqu'on n'en eût guère pris les moyens.

Une bataille était inévitable sous les murs de Paris, elle était imminente. Le conseil de régence s'assembla (28); on y mit en délibération si l'Impé-

ratrice et le roi de Rome resteraient dans la capitale menacée d'un siège. Les uns, parmi lesquels se distingua Boulay de la Meurthe, voulaient qu'ils restassent, leur départ serait le signal du découragement, d'un sauve qui peut; leur présence soutiendrait le courage des défenseurs; c'était le moment d'une résolution à la Marie-Thérèse : l'Empereur pouvait arriver. En cas de malheur, du moins l'Impératrice serait là, imposant aux étrangers et stipulant les droits de son époux, ceux de son fils. Les autres, peu confians dans la défense, croyaient qu'en sortant de Paris, le conseil de régence emmenerait avec lui gouvernement, autorités, tout, n'y laisserait personne avec qui l'ennemi pût traiter, et le mettrait, par cet état de désorganisation, dans un grand embarras; que la régence établie sur la Loire aurait toute liberté d'action, de communication avec l'Empereur, et ferait avec succès un appel à la France. Cependant les premiers étaient en majorité et l'emportaient : on allait rester. Mais la question n'avait pas été posée comme l'entendait l'Empereur; il n'avait calculé ni prévu les suites de la présence ou du départ de la régence. Il aimait mieux voir son fils dans la Seine que dans les mains des ennemis de la France. Il voulait qu'on le fît partir, s'ils s'avançaient sur Paris avec des forces telles que toute résistance devînt impossible. C'étaient les termes de sa lettre du 16 mars à Joseph, il la montra au conseil : le cas était-il arrivé? la résistance était-elle impossible? On le jugea ainsi en décidant le départ. Talleyrand était

là présent au conseil; on dit qu'il combattit le départ; certes, ce n'était pas pour sauver l'Empire.

Le jour même les habitans de Paris virent donc, d'un œil triste, défiler le piteux cortège de la régence, Impératrice, roi de Rome, trésor, voitures de parade et du sacre, grands dignitaires, grands officiers, ministres, papiers et employés, chambellans, cour et gouvernement : le roi de Rome ne voulait pas quitter les Tuileries, il fallut l'enlever de force. Marie-Louise se laissa emmener triste et résignée, c'était tout ce que lui permettait sa nature.[1]

Talleyrand se présenta à la barrière de l'Étoile, en voiture, ses gens en grande livrée. Les préposés l'arrêtèrent demandant les passeports; ils crièrent: « Le prince vice-grand électeur ». On le laissait passer. Le prince répondit que, n'ayant pas de passeports, il ne violerait pas la consigne, et retourna à son hôtel. C'était une chose arrangée : il jouait parfaitement son rôle.

Du conseil de régence, il ne resta plus à Paris que le roi Joseph, quelques ministres, entre autres celui de la police, Savary, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, un des chefs de la garde nationale. Les

[1] Napoléon dit, le 12 avril, au préfet du palais de Bausset : « Les circonstances n'étaient plus les mêmes; il fallait se régler conformément aux nouvelles. La seule présence de Louise à Paris aurait suffi pour empêcher et prévenir la trahison et la défection. Je serais encore à la tête d'une armée redoutable; j'aurais forcé les ennemis à quitter Paris et à signer une paix honorable. »

autorités locales étaient à leur poste, Hulin, commandant de Paris, Pasquier, préfet de police, Chabrol, préfet du département, tous les deux prêts à se ranger du côté des Bourbons. Dans sa lettre du 16 mars, l'Empereur n'avait ordonné le départ que des premiers officiers du sénat; il ne soupçonna pas les sénateurs, ils demeurèrent. Si le conseil de régence avait été capable de quelque prévision, il n'aurait pas dû partager cette confiance, il était averti du danger.

Au point où les choses étaient parvenues, il était difficile que les fonctionnaires les plus attachés à l'Empire ne fussent pas alarmés sur son sort et sur celui de Napoléon; mais ils ne faisaient pas de vœux pour les Bourbons. Ainsi dans le sénat, excepté un très petit nombre de membres, complices de la restauration, et qui se révélèrent quand ils le purent sans danger, tous les autres ne voulaient que délibérer sur les grands intérêts de l'état. Réunis en conférence au nombre de trente, ils en firent demander l'autorisation à l'Impératrice, le jour même de son départ. Leur pensée était de conserver le trône à Napoléon II, ils fondaient quelque espoir sur l'Autriche. La régence, qui se mettait en déroute, avait bien autre chose à faire; laisser derrière elle les sénateurs dans de telles dispositions, c'était une grande faute.

Le roi Joseph, lieutenant de l'Empereur, fit la proclamation suivante:

« Citoyens de Paris, une colonne ennemie s'est

portée sur Meaux. Elle s'avance par la route d'Allemagne, mais l'Empereur la suit de près à la tête d'une armée victorieuse. Le conseil de régence a pourvu à la sûreté de l'Impératrice et du roi de Rome. Je reste avec vous. Armons-nous pour défendre cette ville, ses monumens, ses richesses, nos femmes, nos enfans, tout ce qui nous est cher. Que cette vaste cité devienne un camp pour quelques instans, et que l'ennemi trouve sa honte sous ces murs qu'il espère franchir en triomphe. L'Empereur marche à notre secours; secondez-le par une courte et vive résistance, et conservons l'honneur français.»

Pour avoir le droit de parler ainsi, et pour trouver de l'écho dans l'âme des Parisiens, il aurait fallu les accoutumer de loin à ce langage, et s'adresser surtout à cette partie du peuple qui, au jour du danger, ne craint pas de présenter sa poitrine aux baïonnettes ennemies. Il aurait fallu qu'on ne dédaignât pas de rallier aux drapeaux de la garde nationale bourgeoise, trente mille ouvriers dont on refusait les généreux services. Il aurait fallu des chefs choisis par les soldats parmi des braves éprouvés. Il aurait fallu des canons, des fusils, des munitions, armer tous les hommes de bonne volonté, ouvrir tous les magasins, appeler tous les dépôts qu'on avait à portée. Les ressources ne manquaient pas; on ne voulut pas les employer, ou bien l'on ne sut pas s'en servir. A quoi bon les proclamations quand les actes n'accompagnaient pas les paroles?

Le 28, Compans ne pouvant plus tenir à Meaux,

se replia sur la route de Paris, et prit position à Claye, où il fut joint par trois bataillons de la jeune garde sous les ordres du général Guye, par quatre cents cuirassiers et quatre cents lanciers polonais. Attaqué par les Prussiens, Compans prenant des positions, disputant le terrain, et leur faisant éprouver des pertes, notamment à Grosbois et à Ville-Parisis, se retira à Bondy.

Mortier et Marmont, parvenus ensemble à Nangis, s'étaient séparés. Le premier avait pris le chemin de Guignes, le second celui de Melun. Schwarzenberg poussa, par là route de Lagny, deux colonnes sur Meaux.

Le 29, de bonne heure, la cavalerie prussienne d'avant-garde s'engagea avec le général Vincent. Peu d'instans après, se présentèrent aux avant-postes, en parlementaires, un aide-de-camp de Blücher et un officier d'état-major de l'empereur Alexandre, chargés de porter des paroles de paix au gouvernement à Paris. D'après les ordres de Compans, Vincent reçut les dépêches; elles étaient adressées ***au duc de Feltre***, ministre de la guerre. Que contenaient-elles? On l'ignore. Mais les coalisés savaient très bien que la régence n'avait pas le pouvoir de décider du sort de la France, et qu'elle ne pouvait que référer à l'Empereur de toute ouverture qui serait faite. Ils n'avaient donc pour but que d'ébranler la fidélité de ses principaux fonctionnaires, d'encourager les traîtres à se mettre en action, et d'emporter la capitale par terreur et surprise. Après le

renvoi des parlementaires, le général Yorck insista pour une suspension d'armes de quelques heures; elle fut convenue, à condition que les armées resteraient dans leurs positions respectives. Mais les éclaireurs de Vincent ayant prévenu que les colonnes prussiennes manœuvraient pour couper le général Compans, il se replia sur Paris et s'établit à la butte de Beauregard, à la tête de Belleville. Le général Ornano, avec les dépôts de la garde, éclairait, depuis le matin, la route d'Allemagne, et était en avant du faubourg de la Villette. Mortier et Marmont, réunis à Brie, repassèrent, à midi, la Marne à Charenton; ils occupèrent Saint-Mandé, Vincennes, Charonne, Montreuil, Charenton, Conflans, Bercy et Picpus. L'armée alliée, de son côté, compléta au nord-est l'investissement de Paris.

Une proclamation de Schwarzenberg, du quartier général de Bondy, le 29, annonça aux habitans son arrivée. Le but de la marche des alliés était fondé sur l'espoir d'une réconciliation durable et sincère avec la France. Depuis vingt ans l'Europe était inondée de sang et de larmes; les tentatives faites pour mettre un terme à tant de malheurs avaient été inutiles, parce qu'il existait dans le pouvoir même du gouvernement qui opprimait les Français, un obstacle insurmontable à la paix. Quel Français ne serait convaincu de cette vérité? Les souverains alliés cherchaient de bonne foi une *autorité salutaire en France* qui pût cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernemens. C'était à la ville

de Paris qu'il appartenait, dans les circonstances actuelles, d'*accélérer la paix du monde*. Son vœu était attendu avec l'intérêt que devait inspirer un si immense résultat. Elle n'avait qu'à se prononcer, et dès ce moment l'armée qui était devant ses murs deviendrait le soutien de ses décisions. Les Parisiens connaissaient la situation de leur patrie, la *conduite de Bordeaux*, l'occupation amicale de Lyon, ils trouveraient dans ces exemples le terme de la guerre étrangère et de la discorde civile; *ils ne sauraient plus le chercher ailleurs*.

La conduite de Bordeaux! c'était de proclamer les Bourbons. La proclamation sortait de chez Talleyrand.

L'Europe en armes sous les murs de Paris, rien de préparé pour sa défense, de mauvais tambours en charpente aux ponts de Saint-Maur, de Charenton, de Neuilly et aux barrières; aucun ouvrage de campagne sur les hauteurs qui dominent la ville au nord.

D'après les ordres de l'Empereur, il devait y avoir à Paris deux cents bouches à feu pour l'armement des différens ouvrages, et des pièces de gros calibre sur les hauteurs de Montmartre; il ne s'en trouvait que soixante-douze, dont un tiers de huit et deux tiers de quatre. Quarante-quatre pièces, dont vingt de huit, furent réparties entre les douze grandes barrières. Les vingt-huit autres formèrent deux réserves, dont l'une à la barrière de Fontainebleau, l'autre à la barrière du Trône.

En suite du décret du 8 janvier, la garde nationale de Paris était de trente mille hommes. Le tiers seulement était armé, quatre mille ne le furent même que du 29 au 30.

Après l'avoir répartie en détachemens pour le service intérieur, pour la garde des barrières, et en réserve pour porter secours aux points menacés, il en sortit environ trois mille, sous le commandement du maréchal Moncey, pour prendre rang dans l'armée.

Depuis le départ de l'Impératrice à qui on donna par un luxe criminel ou absurde une escorte de mille hommes de cavalerie pris dans le dépôt de Versailles, quinze cents hommes d'infanterie et trois cents chevaux de la garde, l'armée ne comptait plus que dix-huit mille fantassins et cinq mille cinq cents cavaliers. C'était tout ce qu'on allait opposer à cent vingt mille hommes d'infanterie et vingt-six mille de cavalerie, suivis de près par de fortes réserves. Dans les dépôts situés à une ou deux marches de Paris, il y avait environ vingt mille hommes, savoir à Versailles deux mille, et dans le dépôt général des remontes cinq ou six mille cavaliers, dont bon nombre d'officiers; on ne les fit pas venir.

Le magasin de Grenelle contenait deux cent cinquante milliers de poudre en barils, cinq millions de cartouches d'infanterie, vingt-cinq mille cartouches à boulets, trois mille obus chargés. Les munitions manquèrent le 30, et l'étranger, qui n'en avait plus, les trouva le lendemain fort à propos. Lâche et sotte imprévoyance, négligence calculée, trahison, tout

concourut à l'envi pour que Paris ne pût pas se défendre un jour, et pour le livrer à l'ennemi.

Enfin les forces étaient divisées entre six commandans, dont trois maréchaux, sans ensemble, ni direction, car le roi Joseph, qui commandait en chef, n'était pas militaire, et le ministre de la guerre, Clarke, qui ne l'était guère davantage, était en pleine trahison, ou complètement incapable.

CHAPITRE CI.

Suites de la manœuvre de Napoléon. — Terreur panique de l'empereur d'Autriche. — Arrestation de personnages diplomatiques. — Mission donnée à Weissenberg par Napoléon.— Combat de Saint-Dizier. Napoléon accourt sur la capitale. — Bataille devant Paris. — Capitulation. — Napoléon arrive à Fromentau, et se retire à Fontainebleau. — L'armée évacue Paris. — Entrée des coalisés. — Leur déclaration. — Talleyrand pour les Bourbons. — Gouvernement provisoire. — Le sénat prononce la déchéance de Napoléon. — Déchaînement des royalistes.

Dans un moment aussi critique, il fallait un homme, il ne se trouva pas. Celui qui avait absorbé toutes les individualités, qui faisait tout mouvoir, était éloigné; que faisait-il? Le 24 mars, il était à Vassy. Le 25 à Doulevent. Wintzingerode le suivait. De Vassy, Napoléon avait dirigé la division Jacquinot vers Bar-sur-Aube et la division Piré vers Chaumont. Ce mouvement jeta l'épouvante au quartier pacifique de l'empereur d'Autriche; il s'enfuit avec un gentilhomme et un domestique; il fit d'une seule traite treize lieues dans la traverse, et se réfugia à

Dijon, où il resta trente heures réellement prisonnier. Le parc général d'artillerie et les gros bagages s'enfuirent vers Béfort, harcelés par la levée en masse qui détruisit beaucoup de voitures et de détachemens isolés, et prit des convois d'évacuation d'hôpitaux, plusieurs officiers d'état-major et agens diplomatiques. On distinguait parmi eux Weissenberg, ambassadeur d'Autriche en Angleterre, revenant de Londres, le général suédois de Brandt, le conseiller de guerre Peguilhem, Tolstoy et Markoff, officiers russes. Vitrolles, envoyé par Talleyrand auprès des souverains, et qui s'était rendu ensuite auprès du comte d'Artois, faisait partie de cette capture, il se fit passer pour domestique et s'échappa. Les paysans crurent avoir pris le prince lui-même pour qui des relais étaient commandés sur cette route.

Napoléon profita de cet accident pour tenter une démarche directe auprès de son beau-père. Il en chargea Weissenberg. Il fut remis en liberté, avec ses compagnons, on leur rendit leurs papiers, et on leur procura des chevaux. Cette mission n'eut aucune suite, puisque, dans ce moment, l'empereur d'Autriche était entraîné par une terreur panique à Dijon, et qu'il était loin de Paris lorsque tout s'y décida.

Deux lettres que, le même jour, Caulaincourt écrivit de Doulevent à Metternich, font présumer le but de cette mission. Napoléon lui avait remis ses derniers ordres pour la conclusion de la paix, et

tous les pouvoirs nécessaires pour la négocier de la manière la plus franche et la plus positive, et la signer avec les *ministres* des cours alliées. Il était donc prêt à se rendre à leur quartier général. « Ne laissez pas à d'autres, mon prince, écrivait-il, le soin de rendre la paix au monde. Il n'y a pas de raison pour qu'elle ne soit pas faite dans quatre jours. Si votre bon esprit y préside, si on la veut aussi franchement que nous, saisissons l'occasion et bien des fautes et des malheurs seront réparés. Votre tâche est glorieuse, la mienne sera bien pénible. mais puisque le repos et le bonheur de tant de peuples en peuvent résulter, je n'y apporterai pas moins de zèle et de dévoûment que vous. » [1]

Ces lettres n'apprennent encore rien sur l'étendue des sacrifices auxquels s'était résigné l'Empereur. Elles eurent du reste le même sort que la mission de Weissenberg. Chez les coalisés il n'était plus question de paix.

Informé, le 26, par Macdonald que, jusque-là, l'arrière-garde n'avait vu que de la cavalerie, Napoléon résolut de revenir sur ses pas, et, en forçant le rideau que l'ennemi avait jeté devant ses colonnes, de reconnaître si l'armée coalisée le suivait. L'avant-garde fut culbutée et rejetée derrière la Marne. Wintzingerode, en bataille au-delà de la rivière, fut attaqué et mis en pleine déroute sur la route de Bar-sur-Ornain. Oudinot entra à Saint-Dizier et pour-

[1] Lettres du 25.

suivit les ennemis. Ils perdirent plus de deux mille hommes, dont cinq cents prisonniers, neuf canons, un équipage de pont et tous leurs bagages.

Le combat de Saint-Dizier démontra à l'Empereur qu'il n'avait été suivi que par un corps détaché, et confirma le rapport des prisonniers ennemis que les armées coalisées marchaient sur Paris. Abandonnant la capitale à sa destinée, Napoléon était maître de ses mouvemens, rien ne l'empêchait plus de rallier les garnisons du Rhin et de la Moselle, d'organiser la levée en masse, de fermer les routes et de rompre les communications des armées ennemies engagées au cœur de la France. Depuis l'ouverture de la campagne, il n'avait cessé de prévoir cette rude extrémité et s'était familiarisé avec elle. Ses plans étaient faits, il n'y avait plus qu'à y persister et à les exécuter tête baissée. Mais au moment d'agir tout changea; la considération des dangers de Paris l'emporta. On fatiguait continuellement Napoléon de ce tableau. Il céda, et se décida à marcher au secours de la capitale.

En prenant, sans perdre un instant, la route la plus courte, il est douteux qu'il fût arrivé à temps. Le 27 au matin, l'armée se dirigea sur Vitry. Le commandant fut en vain sommé de se rendre, on renonça à une attaque de vive force. Alors recommença l'incertitude. Il décida enfin que l'armée reviendrait sur Saint-Dizier d'où elle se dirigerait sur Troyes et de là sur Paris par la gauche de la Seine. Le mouvement commença de suite; mais c'était une journée

perdue et une forte marche de plus pour les soldats. Pour comble de malheur l'armée était disséminée, Toute la cavalerie légère avait été jetée sur Chaumont: Oudinot avait poussé jusqu'à Bar-sur-Ornain. Lorsqu'il revint à Saint-Dizier, il rapporta qu'il avait poussé des partis en avant, pour avoir des nouvelles du général Durutte; qu'il était sorti le 26 de Metz, qu'il se trouvait, le 27 à Thionville; que les populations de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, déjà en partie insurgées et armées, demandaient et n'attendaient que le signal de la levée en masse. Oudinot réclama l'autorisation de faire cet appel. Berthier s'y opposa, sous le prétexte qu'il faudrait de la cavalerie pour soutenir cette levée, et qu'il était impossible d'en détacher de l'armée. Son avis prévalut. La cavalerie n'était pas nécessaire dans un pays de bois et de montagnes. Mais on ne voulait pas de mouvement populaire.

Le 28, l'Empereur se porta à Montierender. Le 29, étant en route pour Vandœuvre, et sans nouvelles de Paris depuis dix jours, il rencontra un émissaire de Lavalette, porteur d'un simple papier portant: « Les partisans de l'étranger, encouragés par ce qui se passe à Bordeaux, lèvent tête; des menées secrètes les secondent. La présence de Napoléon est nécessaire, s'il veut que sa capitale ne soit pas livrée à l'ennemi. Il n'y a pas un moment à perdre. » Il expédia son aide-de-camp, le général Dejean pour annoncer son retour. Au pont de Doulencourt on trouva une troupe de courriers et d'estafettes qui

avaient été retenus long-temps à Nogent et à Montereau. L'Empereur apprit que les coalisés étaient entrés à Meaux. Il arriva le soir à Troyes. Il y traça l'itinéraire de l'armée de manière à ce qu'elle fût réunie, le 2 avril, devant Paris. La division Souham reçut l'ordre de se rendre de Nogent à Fontainebleau.

Tandis que l'armée continuait sa marche, Napoléon escorté par les escadrons de service, gagna, le 30, Villeneuve-la-Guyard, et partit à franc-étrier pour Fontainebleau. Chemin faisant, il apprit que l'Impératrice et son fils avaient quitté Paris, que l'ennemi était aux portes, et qu'on se battait.

En effet dès le point du jour, on entendait la générale dans tous les quartiers et au camp. La garde nationale se rassemblait. D'anciens militaires, la plupart ouvriers, accouraient demander des armes. On ne leur remit que quelques piques.

Les troupes s'ébranlèrent. Marmont, avec douze mille hommes fut chargé de défendre la droite de la ligne d'attaque depuis Pantin jusqu'à Montreuil. Mortier avec environ dix mille hommes tenait la gauche depuis Pantin jusqu'à Saint-Ouen. Neuf batteries de position couvraient le front de l'armée et défendaient les principales avenues. Elles se composaient de cinquante-trois pièces dont vingt-quatre de douze. Le roi Joseph, général en chef, avait son quartier-général sur une butte, en arrière de Clignancourt.

Le plan des coalisés embrassait toute la partie septentrionale de Paris. Leur grande armée attaquait

les hauteurs de Belleville, et Blücher celle de Montmartre.

Le combat s'engagea dès six heures du matin, se concentra principalement à Pantin et à Romainville, et se soutint avec de grandes pertes pour l'ennemi jusqu'à onze heures. Barklay suspendit ses attaques pour attendre que sa gauche et sa droite fussent entrées en ligne. Marmont rectifia la sienne. Il avait déjà prévenu le roi Joseph qu'il était trop faible pour contenir les troupes qui étaient devant lui. Sur l'invitation du roi, Mortier le renforça. Le prince de Wurtemberg s'avançait le long de la Marne, forçait l'entrée du parc de Vincennes, se rabattait sur Saint-Maur, enlevait le pont et entrait à Charenton. Pahlen occupait Vincennes, Saint-Mandé et Bercy. Tous ces mouvemens ne s'étaient pas opérés sans une vive résistance aux ponts de Saint-Maur, de Charenton et en avant de la barrière du Trône de la part de quelques vétérans, du bataillon de l'école d'Alfort, d'élèves de l'école polytechnique et de gardes nationaux.

L'armée de Blücher se déployait dans la plaine de Saint-Denis. Yorck et Kleist passèrent le canal de l'Ourcq; la garde prussienne déboucha de Pantin. Une vive canonnade s'engagea. La brigade Robert, après avoir défendu Auberville, se retira sur Lachapelle.

Appuyé à sa droite et à sa gauche, Barklay donna vers une heure le signal d'une attaque générale; ses nombreuses colonnes s'avancèrent contre Mar-

mont. Ses troupes défendirent avec intrépidité ce dernier champ de bataille et firent des prodiges de valeur. Leurs chefs ne s'épargnèrent pas. Compans se couvrit de gloire. Marmont fut démonté. Ricard et Pelleport furent blessés. Un officier du génie, fait prisonnier, admis en présence des souverains et de Schwarzenberg, et qui avait vu le développement de leurs forces, vint en rendre compte aux deux maréchaux et ensuite au roi Joseph. Marmont lui envoya dire qu'il ne pouvait tenir au-delà de quatre heures, ni empêcher que Paris fût inondé pendant la nuit de troupes irrégulières. Il demanda à être autorisé à traiter pour la conservation et la sûreté intérieure de la capitale. L'autorisation lui fut expédiée par le roi. Dès ce moment la question de la défense fut décidée. Marmont avait renoncé à contenir l'ennemi; il ne combattit plus que pour l'honneur des armes.

Les coalisés continuaient leurs progrès sur toute la ligne, et refoulèrent les Français de position en position, jusque sous les murs de la capitale, malgré les efforts d'Arrighy, de Curial, de Christiani, de Mortier, de Béliard et du vieux Moncey, commandant quelques mille gardes nationaux. La brigade Secretant se distingua par sa vaillance, et ne se retira sur la barrière que parce que la batterie qui la couvrait reçut des boulets qui n'étaient pas de calibre.

Dans cette situation critique, le général Dejean, envoyé par Napoléon, arriva près de Mortier. Le maréchal expédia le général Lapointe, son chef

d'état-major, à Schwarzenberg, pour lui communiquer les ouvertures faites à l'empereur d'Autriche, et demander une suspension d'armes *in statu quo*. La proclamation du généralissime faisait assez présumer sa réponse : il refusa. Lapointe n'était pas encore de retour, lorsque Orlow, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, vint sommer Mortier de mettre bas les armes; cette proposition fut rejetée avec indignation.

Resserré dans Belleville, voyant l'ennemi d'un côté à la barrière de Pantin, de l'autre sur les hauteurs de Mont-Louis et de Ménilmontant, Marmont se décida à faire usage de l'autorisation que lui avait adressée Joseph avant qu'il eût perdu sa première ligne de défense et que Mortier eût été attaqué. Auparavant, il envoya prendre l'avis de son collègue; Mortier, n'ayant pas reçu la même autorisation, répondit qu'il fallait en référer au lieutenant de l'Empereur. Mais il venait de partir, son état-major était dissous; il était de trois à quatre heures. Marmont prit sur lui d'envoyer à Schwarzenberg pour lui faire connaître qu'il était prêt à entrer en arrangement. Il demandait une trève de deux heures; il promettait d'évacuer tout le terrain qu'il occupait hors des barrières, et s'engageait, l'armistice expiré, à souscrire à la reddition de la capitale. Les coalisés acceptèrent avec d'autant plus d'empressement ces propositions, qu'ils venaient d'apprendre la marche précipitée de Napoléon sur Troyes; dans quarante-huit heures, il pouvait être sur leurs derrières avec

soixante mille hommes. Des officiers des deux armées furent envoyés sur toute la ligne pour faire cesser les hostilités, et on négocia la capitulation.

A l'extrême gauche, le général Langeron, qui n'avait pas encore donné, jaloux de sa part de gloire, voulut avoir celle de conquérir Montmartre, malgré la suspension d'armes qui en stipulait l'évacuation. Ce point important, que l'Empereur avait ordonné de fortifier, n'avait aucun retranchement; il n'y avait que sept canons de six, et pour garnison qu'une centaine de vétérans et de conscrits, et deux cents sapeurs-pompiers.

Cette journée fatale coûta environ quatre mille hommes tués, blessés ou pris. La garde nationale eut trois cents tués et le double de blessés. On perdit cinquante-trois pièces de batteries immobiles et une partie de celles des deux corps d'armée. Les soixante-douze pièces de la garde nationale furent remises à l'ennemi. L'armée coalisée perdit près de dix-huit mille hommes; les huit bataillons de la garde prussienne perdirent à eux seuls treize cent cinquante-cinq hommes, dont soixante-neuf officiers.

Après la suspension d'armes, Marmont rentra chez lui : une vingtaine de personnes y étaient réunies [1]. On discuta sur ce qu'il y avait à faire; on opina de capituler pour sauver Paris. Le préfet dit qu'il irait dans la nuit, avec le corps municipal, au quartier général des alliés. On décida que la France

[1] Le préfet Chabrol, Bourienne, etc.

était lasse du joug de Napoléon. On prononça le nom des Bourbons. Un aide-de-camp de l'Empereur arriva au milieu de la discussion, il venait de Fromanteau; il témoigna son indignation à la seule idée de capituler; il annonça la prochaine arrivée de l'armée sur Paris : on ne persista pas moins à en finir.

Une autre réunion se tint chez Talleyrand. Là se trouvaient le duc de Dalberg, le sénateur Jaucourt, les abbés Louis, de Pradt, Montesquiou. On y discuta la forme du gouvernement; la légitimité y fut adoptée en principe et le rappel des Bourbons arrêté. Les préfets de Paris, Chabrol et Pasquier, se rendirent, dans la nuit, au quartier général des souverains, pour les prier d'épargner la ville, ils le promirent. Les deux préfets étaient en pleine défection.

En discutant les bases de la convention, les coalisés prétendirent que l'armée se rendît : les débats furent animés; elle fut enfin rédigée et signée à deux heures du matin[1]. Elle portait :

1° Les corps des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse évacueront la ville de Paris, le 31 mars, à sept heures du matin; 2° ils emmeneront le matériel de leur armée; 3° les hostilités ne pourront recommencer que deux heures après l'évacuation de Paris, c'est-à-dire à neuf heures; 4° tous les arsenaux,

[1] Par les colonels Fabvier et Denis, aides-de-camp de Marmont. Mortier n'y fut pas représenté.

ateliers, édifices militaires et magasins resteront dans l'état où ils se trouvaient avant la capitulation; 5° la garde nationale ou garde urbaine est entièrement séparée des troupes de ligne; elle sera conservée, désarmée ou licenciée, selon que les souverains alliés le jugeront nécessaire; 6° le corps de la gendarmerie municipale partagera en tout le sort de la garde nationale; 7° les blessés et maraudeurs qui, après sept heures, seront encore à Paris, seront prisonniers de guerre; 8° la ville de Paris est recommandée à la générosité des hautes puissances.

Vers dix heures du soir, Napoléon n'était plus qu'à cinq lieues de Paris; il relayait à Fromenteau près les fontaines de Juvisi, lorsqu'il apprit qu'il arrivait quelques heures trop tard; que Paris venait de se rendre et que l'ennemi devait y entrer au jour. Quelques troupes qui évacuaient la capitale, étaient déjà arrivées dans ce village. Les généraux se pressaient autour des voitures; parmi eux se trouvait l'aide major-général Belliard. Il donna à l'Empereur les détails de tout ce qui avait amené cette catastrophe. Le premier mouvement de Napoléon fut de pousser droit sur Paris avec les corps des deux maréchaux, d'y faire irruption, le 31, au moment où les souverains y feraient leur entrée triomphale et seraient engagés avec leurs colonnes sur les boulevards. Il espérait que la population, mal disposée pour eux, le seconderait. On objecta que ce serait violer la convention en vertu de laquelle les troupes évacuaient Paris, et d'ailleurs

qu'elles étaient trop fatiguées et en trop petit nombre; enfin, que si cette entreprise audacieuse échouait, l'existence de la capitale serait compromise. Napoléon y renonça, et ordonna que les corps de Mortier et de Marmont prissent position derrière la rivière d'Essonne.

Dans cette extrémité, il envoya Caulaincourt à Paris voir s'il n'était pas encore possible d'intervenir au traité, et lui donna tout pouvoir. Il expédia un courrier à l'Impératrice et passa le reste de la nuit à attendre des nouvelles. Napoléon n'était séparé que par la Seine des avant-postes ennemis, qui s'étaient répandus dans la plaine de Villeneuve Saint-Georges. Les feux de leurs bivouacs éclairaient les collines de la rive droite, tandis que Napoléon, sur la rive opposée, attendait, dans l'obscurité, avec deux voitures de poste et quelques serviteurs. A quatre heures du matin, un piqueur dépêché par Caulaincourt, vint annoncer que tout était consommé, la capitulation signée, et que les alliés entreraient le matin même dans Paris. Napoléon rebroussa chemin, et s'en alla à Fontainebleau.

Le 31, la garde nationale releva les postes intérieurs et prit la garde des barrières, que tenait encore l'armée. Le corps de Mortier sortit aussitôt après, sous les ordres de Curial, par le pont d'Austerlitz et la barrière de Fontainebleau, et s'établit militairement en arrière de Villejuif. A quatre heures du matin, le corps de Marmont se mit en mouvement pour rejoindre celui de Mortier.

Dès que les barrières furent ouvertes, le ministre de Russie, Nesselrode, se rendit chez Talleyrand, y marquer le logement de son maître, et poser les bases de la conférence qui aurait lieu après l'entrée des souverains.

Le peuple était dans la stupeur; il n'y avait plus ni administration ni police; le pavé était au premier occupant.

Vers onze heures, une bande de royalistes parut sur la place de la Concorde, et remonta les boulevards, agitant des mouchoirs blancs et criant: *Vivent les Bourbons!* aucun signe d'adhésion ne répondit à leurs cris. Le peuple resta calme, froid et silencieux, et se montra même, sur quelques points, menaçant pour les crieurs. La capitulation était hautement traitée de trahison. Dans les faubourgs on criait : *Vive l'Empereur!* La garde nationale conservait les couleurs nationales et maintenait l'ordre.

A midi, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le généralissime Schwarzenberg entrèrent dans Paris, avec les gardes russe et prussienne, et les réserves, et défilèrent depuis la porte Saint-Martin, par les boulevards, jusqu'aux Champs-Élysées. Attiré

[1] Vauvineux, Thibaut de Montmorency, Gustave d'Hautefort, le chevalier Dutheil, Charles de Crisnoy, César de Choiseul, Laferté-Menn, Le duc de Mouchy, le duc de Fitzjames, Florian de Kergorlay, vicomte de Châteaubriand, Maurice d'Adhémar, Sosthènes La Rochefoucaud, le duc de Luxembourg, le duc de Crussol, Doudeauville, le comte de Froissard, le vicomte Dubois de la Motte, le vicomte Malartic, Charles de Bethysi, le marquis de Pimodan, Alexandre de Mazancourt.

par la curiosité à un spectacle si nouveau, le peuple gardait un triste et morne silence. Quelques royalistes, formant escorte à Alexandre, leurs femmes surtout, les femmes dites de bonne compagnie, faisaient retentir l'air de leurs acclamations, agitaient leurs blancs mouchoirs, présentaient des couronnes aux Kalmouks et aux Tartares, se jetaient à leur tête et baisaient leurs bottes. Paris, la France, aucune capitale vaincue en Europe, n'avaient jamais été le théâtre d'une aussi impie saturnale, d'une orgie aussi lâche. Rien ne ressemblait moins à un vœu populaire.

Alexandre descendit chez Talleyrand. Le sénateur Beurnonville, ancien ambassadeur à Berlin, fut placé auprès du roi de Prusse, et le duc de Dalberg auprès de Schwarzenberg. Lorsque par cette manœuvre, Talleyrand se fut concerté avec la Russie, la Prusse et l'Autriche, on s'assembla chez lui en conseil. Là se trouvaient l'empereur Alexandre, le roi Frédéric-Guillaume, Schwarzenberg, Lichtenstein, Nesselrode, Pozzo-di-Borgo; la France y était représentée par Dalberg et Talleyrand, que devaient appuyer, au besoin, des royalistes, conspirateurs secondaires, apostés ou accourus dans les antichambres.

Partant de ce qui avait déjà été convenu entre Talleyrand et Nesselrode, Alexandre dit qu'il y avait à choisir entre trois partis : 1° faire la paix avec Napoléon, en prenant toutes les sûretés contre lui; 2° établir la régence; 3° rétablir la maison de Bourbon.

Talleyrand s'attacha à faire ressortir les inconvéniens des deux premières propositions, et à les ruiner dans l'esprit du conseil, ce qui n'était pas difficile. Il passa ensuite aux avantages de la troisième, la seule qui convînt et fût desirée. D'accord sur les convenances, on éleva des doutes sur l'existence du desir. On n'en avait pas trouvé la manifestation sur toute la route traversée par les alliés; au contraire, la population s'était prononcée d'une manière hostile. On opposait la résistance de l'armée, qui se retrouvait au même degré dans les troupes de nouvelle levée et dans les vétérans. Le rappel de la maison de Bourbon paraissait donc contrarié par les dispositions d'un très grand nombre de personnes.

Alexandre demanda à Talleyrand quel moyen il se proposait d'employer pour arriver à son but. Il répondit, par le concours des autorités, qu'il se faisait fort du sénat, et que Paris et la France suivraient. Pour faire cesser l'indécision, il s'étaya du témoignage de l'abbé Louis et de l'évêque de Pradt, et, avec la permission d'Alexandre, ils furent introduits dans le conseil. L'empereur dit qu'il ne faisait pas la guerre à la France, et que ses alliés et lui ne connaissaient que deux ennemis, l'Empereur Napoléon et tout ennemi de la liberté des Français; qu'ils étaient parfaitement libres; et s'adressant aux deux abbés, qu'ils n'avaient qu'à faire connaître ce qui leur paraissait certain dans les dispositions de la nation, et que son vœu serait soutenu par les forces

des alliés. L'abbé de Pradt éclata par la déclaration qu'ils étaient tous royalistes, et que le France l'était comme eux. «Eh bien, dit alors Alexandre, je déclare que je ne traiterai plus avec l'Empereur Napoléon,» et sur une observation de Talleyrand, il ajouta « ni avec aucun membre de sa famille ». Le roi de Prusse et Schwarzenberg, consultés pour la forme, donnèrent leur assentiment.

Cette décision fut rédigée de suite en forme de déclaration; dans moins d'une heure elle fut imprimée et affichée. Elle était ainsi conçue :

Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française. Ils déclarent:

Que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties, lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance du repos.

Les souverains proclament en conséquence, qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille.

Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes. Ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit grande et forte.

Qu'ils garantiront et reconnaîtront la constitution que la nation française se donnera. Ils invitent,

par conséquent, le sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la constitution qui conviendra au peuple français.

Les intentions que je viens d'exprimer, me sont communes avec toutes les puissances alliées.

Paris, le 31 mars 1814, trois heures après midi.

Signé ALEXANDRE.

Dans l'ivresse du triomphe, des agens secondaires se sont persuadés que leur voix avait décidé de la ruine de l'Empereur, dont ils étaient les serviteurs obséquieux. Il faut plaindre leur fatuité. Mais on ne croira jamais que l'empereur de Russie fût assez étourdi pour se laisser entraîner, par l'assertion de deux abbés, à la proscription de la dynastie napoléonienne; c'était un parti pris avant son entrée à Paris. Qu'on se rappelle sa conversation à Troyes avec le général Reynier, et tous les actes de la coalition. Dans ce drame, Alexandre joua le rôle sérieux, et ceux qui se flattaient de l'avoir mené jouèrent celui d'instrumens et de niais.

Dans tous les cas, l'empereur de Russie mentait sciemment, en disant que les souverains alliés ***accueillaient le vœu de la nation française.*** La France n'avait pas parlé, et la poignée d'intrigans qui s'étaient vautrés au-devant de l'étranger n'étaient rien moins que la nation française.

Exclusive de la dynastie impériale, la déclaration de l'empereur Alexandre ne s'expliquait cependant

pas tout-à-fait sur ce qui la remplacerait. Elle le faisait assez comprendre par ces mots : ***Retour à un gouvernement sage.*** Le prince Schwarzenberg avait articulé expressément au duc de Dalberg, que lui et Metternich pensaient que la continuation de l'existence souveraine de Napoléon en France était incompatible avec le repos de l'Europe, et que, Napoléon vivant, il n'y avait rien de mieux à faire que de se fixer au retour de l'ancienne dynastie. C'était la pensée de l'Autriche; Schwarzenberg en avait assez clairement pris l'initiative dans sa proclamation du 29 mars, en présentant aux Parisiens l'exemple de Bordeaux. Nesselrode venait de l'adresser au préfet de police, Pasquier, en lui ***ordonnant*** de la faire insérer dans les journaux, de l'afficher aux coins des rues, en un mot, de lui donner immédiatement la plus grande publicité. Enfin, à peine les coalisés étaient entrés à Paris, que, par ordre de son maître, le même ministre écrivait encore au préfet de police de rendre à la liberté tous les individus qui, ***par leur attachement à leur ancien et légitime souverain,*** avaient été détenus, et de faire insérer sa lettre dans les journaux, évidemment pour préparer le public au retour des Bourbons.

Cela ne suffisait pas aux royalistes, ils étaient pressés, impatiens. Le 31 au soir, ils se réunirent [1], et allèrent porter à Nesselrode le vœu unanime de

1 Chez le comte de Morfontaine. Là se trouvaient Sosthènes La Rochefoucault, César de Choiseul, Ferrand, Châteaubriant.

Paris et de la France pour le rappel des Bourbons. Le ministre russe, s'inquiétant fort peu du défaut de caractère de ces ambassadeurs, leur promit, au nom de son maître, le rétablissement de leurs idoles. Seulement Alexandre et Talleyrand, les grands directeurs de l'entreprise, voulaient que les Bourbons parussent n'être pas imposés par l'étranger, mais, au contraire, appelés par le vœu de la France.

On se gardait bien de prendre les moyens de le connaître; il ne s'agissait que de chercher un organe qui le supposât et qui osât l'exprimer. Il n'y avait plus de discussion possible; tout ce qui aurait pu contredire était dispersé, ou cherchait à se sauver dans le naufrage de l'Empire. Les royalistes avaient le champ libre, sous la protection des baïonnettes étrangères; seuls ils avaient et la parole et la liberté d'action.

Il ne s'était trouvé qu'un homme pour soutenir la cause de Napoléon, c'était Caulaincourt. Dans la nuit du 30 au 31, il était parvenu jusqu'à l'empereur Alexandre, qui l'avait ajourné après son entrée à Paris : la cause était donc jugée et perdue. Quand il put se faire entendre, il se rabattit sur la régence, on parut l'écouter, il se flatta de quelque espoir.[1]

[1] Sa démarche fut ainsi annoncée dans le Moniteur : Le duc de Vicence s'étant présenté auprès des souverains alliés, n'a pu parvenir à s'en faire écouter; ses propositions n'étaient pas celles que les puissances avaient droit d'attendre, surtout d'après la manifestation éclatante des sentimens des habitans de Paris et de toute la France. En

Le conseil départemental et municipal de Paris, sous la présidence de Bellart, prit, dans une proclamation, l'initiative du rappel des Bourbons, qu'il appelait ses *maîtres* légitimes.

Talleyrand s'était fait fort du sénat : l'empereur de Russie l'avait, par sa déclaration, invité à désigner un gouvernement provisoire; il restait à le mettre en mouvement. Par ce qui s'était passé dans la réunion officieuse de sénateurs, le 28 mars, il avait été facile de juger qu'ils abandonnaient Napoléon, qu'ils feraient bon marché de sa dynastie, et qu'on les mettrait dans la nécessité de rappeler les Bourbons. Le 29, ils avaient encore eu une assemblée chez Lambrechts, et, le 30, au palais même du sénat. Cependant ils voulaient, avant tout, la liberté par la monarchie constitutionnelle et représentative. Ils entendaient que tout fût subordonné à cette pensée.

Talleyrand convoqua le sénat : il se composait de cent quarante membres, dont six de la famille impériale et vingt-sept étrangers à l'ancienne France. Le 1er avril, environ trente membres répondirent à l'appel. Talleyrand ouvrit leur séance par une allocution courte, froide et vague, dont le seul but était de les engager à ne pas laisser passer la journée, sans avoir établi un gouvernement. Après une légère discussion, les sénateurs arrêtèrent qu'il serait

conséquence, le duc de Vicence s'est remis en route pour se rendre au quartier général de Napoléon.

nommé un gouvernement provisoire, de cinq membres, chargé de pourvoir aux besoins de l'administration, et de présenter un projet de constitution. Ils acceptèrent la liste faite d'avance, et nommèrent de suite Talleyrand, Beurnonville, Jaucourt, le duc de Dalberg, et l'abbé de Montesquiou : quatre hauts fonctionnaires traîtres à l'Empire, et un commissaire du comte de Lille.

Talleyrand dit qu'un des premiers soins du gouvernement provisoire devant être la rédaction d'un projet de constitution : lorsqu'il s'en occuperait, il en donnerait avis au sénat, qui était invité à concourir de ses lumières à la perfection d'un travail si important. Le vague de ces expressions semblait réduire le sénat à un simple rôle consultatif. Des sénateurs exigèrent qu'il fût posé des bases, et qu'elles fissent partie de l'adresse que publierait le gouvernement provisoire, pour notifier sa création au peuple français. Il fut donc arrêté en principe : 1° que le sénat et le Corps-Législatif seraient déclarés parties intégrantes de la constitution, sauf les modifications qui seraient jugées nécessaires pour assurer la liberté des suffrages et des opinions; 2° que l'armée, ainsi que les militaires en retraite, veuves et officiers pensionnés, conserveraient leurs grades, honneurs et pensions; 3° qu'il ne serait porté aucune atteinte à la dette publique; 4° que les ventes de domaines nationaux seraient irrévocablement maintenues; 5° qu'aucun Français ne pourrait être recherché pour les opinions politiques qu'il avait pu

émettre; 6° que la liberté des consciences serait maintenue et proclamée, ainsi que la liberté de la presse; 7° enfin qu'il serait énoncé dans l'adresse du gouvernement provisoire, que le projet de constitution ne porterait aucune atteinte à ces bases.

La séance fut prorogée à neuf heures du soir, pour obtenir un plus grand nombre d'adhérens; néanmoins on expédia de suite l'extrait du procès-verbal portant nomination du gouvernement provisoire.

A la fin de la journée, le procès-verbal fut revêtu de soixante-deux signatures, parmi lesquelles douze de sénateurs des départemens réunis, celles de la minorité patriote, Lambrechts, Grégoire, Garat, Lanjuinais, Volney, Destutt de Tracy, toutes les autres d'impérialistes très dévoués.

Le gouvernement provisoire s'organisa; nomma pour son secrétaire Dupont de Nemours, et Laborie, adjoint. Il composa ainsi son ministère : le général Dupont à la guerre, Beugnot à l'intérieur, Henrion de Pansey à la justice, Laforêt aux affaires étrangères, Louis aux finances, Malouet à la marine, Anglès à la police; Bourienne s'empara de la direction générale des postes; le commandement en chef de la garde nationale de Paris et du département de la Seine fut conféré au général Dessoles (2 avril); Pasquier resta préfet de police; Chabrol préfet de la Seine. Pour ridiculiser au moins la Légion-d'Honneur, on en nomma l'abbé de Pradt grand-chancelier (6 avril).

Napoléon était toujours Empereur; pour en finir avec lui, ébranler la fidélité des soldats qui l'entouraient encore, absoudre la défection déjà résolue dans l'âme de la plupart des chefs de l'armée, et des principaux fonctionnaires civils, il fallait obtenir du sénat la déchéance de Napoléon. Des écrivains qui, tout en stygmatisant Talleyrand comme un traître, ont une haute idée de son habileté, lui font un grand titre de gloire d'avoir su amener le sénat à se séparer de l'Empereur. Ce n'était pas difficile : dès le 28 mars, il en avait fait son deuil; déjà il en était à la régence. Le 31, les étrangers s'étaient prononcés; le sénat avait accepté d'Alexandre la mission de nommer un gouvernement provisoire, et de faire une constitution sur le tombeau de la dynastie napoléonienne, il n'y avait plus qu'à continuer d'obéir. Talleyrand n'eut donc pas beaucoup de peine à endoctriner la petite opposition libérale qui avait existé dans le sénat. Il s'assembla, le 2 avril, sous la présidence de Barthelemy. Sur la proposition de Lambrechts, il prononça la déchéance de l'Empereur Napoléon et de sa famille, et délia, en conséquence, le peuple français et l'armée du serment de fidélité. Lambrechts voulut ajouter des considérans; mais il était tard; Talleyrand était impatient d'avoir l'acte du sénat. Ses affidés firent ajourner les considérans au lendemain, et décider que la déchéance serait adressée de suite au gouvernement provisoire, pour être publiée; le président envoya la décision le soir même.

Le sénat alla faire hommage de son décret à l'empereur Alexandre; il répondit : « Un homme qui se disait mon allié, est arrivé dans mes états en injuste agresseur; c'est à lui que j'ai fait la guerre et non à la France. Je suis l'ami du peuple français; ce que vous venez de faire redouble encore ce sentiment. Il est juste, il est sage, de donner à la France des institutions fortes et libérales, qui soient en rapport avec les lumières actuelles. Mes alliés et moi, nous ne venons que protéger la liberté de vos décisions. Pour preuve de cette alliance durable, que je veux contracter avec votre nation, je lui rends tous les prisonniers français qui sont en Russie. Le gouvernement provisoire me l'avait déjà demandé, je l'accorde au sénat, d'après les résolutions qu'il a prises aujourd'hui. »

Le sénat se retira pénétré des sentimens de la plus vive reconnaissance et de la plus grande admiration. Il y avait de quoi!

Le lendemain, Lambrechts présenta les considérans du décret de déchéance; ils furent renvoyés pour la forme à une commission, et immédiatement adoptés. Motiver la déchéance de Napoléon, en partant du point de vue du despotisme et de l'ambition, c'était une tâche fort facile. Mais au moins fallait-il la remplir avec décence, avec noblesse; fallait-il ne pas fouler aux pieds sa gloire et sa grandeur, et jeter à ceux des étrangers celle de la France, toujours respectable, malgré ses revers. Dans les considérans de son décret, le sénat oublia qu'il était français,

et qu'il avait d'autant moins le droit de flétrir Napoléon, que pendant tout son règne il en avait été le flatteur ardent, et l'instrument servile.

Soixante-dix-sept membres du Corps-Législatif, qu'on ramassa à Paris, sous la présidence de Félix Faulcon, trop heureux qu'on voulût bien les compter pour quelque chose, adhérèrent aux actes du sénat, allèrent aussi présenter leurs hommages aux souverains étrangers, et offrir leur concours à tout ce qu'ils voudraient. Une fois le branle donné, chaque autorité envoya son adhésion, la cour de cassation, la cour des comptes, la cour impériale, le corps municipal, le préfet Chabrol en tête, le clergé, présidé par le cardinal Maury, le conseil des prises, l'université et son grand-maître Fontanes; l'institut, tout le monde plus tôt ou plus tard. Tous ces adhérens n'étaient pas à beaucoup près les amis des Bourbons, mais chacun voulait conserver sa place. Par exemple personne ne crut que le premier président Séguier, cousin, protégé, courtisan de Cambacérès, l'un des flatteurs de meilleure foi de l'Empereur, fût pénétré de respect et d'admiration pour des princes augustes, modèles de désintéressement et de magnanimité; qu'il ressentit un profond amour pour la noble race des rois légitimes, et qu'il n'eût jamais cessé de faire des vœux secrets pour leur retour. C'était cependant ce que portait l'arrêté revêtu de sa signature. Et les juges du tribunal de Senlis! Ils renfermaient depuis vingt ans dans leurs cœurs les sentimens qu'ils exprimaient.

Le gouvernement provisoire, dans sa proclamation aux armées, renchérit encore sur le sénat, en leur disant que l'homme qui les avait pendant vingt ans conduits à la victoire, ***n'était pas même Français.*** « Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon, le sénat et la France entière vous dégagent de vos sermens. » Le lendemain, il licencia tous les conscrits non incorporés, les bataillons de nouvelles levées et les levées en masse. Ensuite vint une adresse au peuple français. C'étaient le même style, les mêmes injures : Napoléon n'avait gouverné les Français que comme un roi de barbares. Alexandre et ses magnanimes alliés ne parlaient que le langage de l'honneur, de la justice, de l'humanité. Ils venaient réconcilier avec l'Europe un peuple brave et malheureux. Un autre ordre de choses pouvait seul le sauver; c'était l'abri d'un trône paternel, le retour d'un gouvernement tutélaire. Quant aux principes libéraux que le sénat avait posés comme bases de la constitution, et qu'il avait arrêté que le gouvernement provisoire insérerait dans son adresse, pas le moindre mot.

Tous ces lâches outrages n'étaient que le hideux commentaire de l'ordre du jour de Barclay de Tolly aux armées russe et prussienne, où il les complimentait d'avoir délivré la nation française opprimée du tyran qui n'agissait que pour lui seul, et qui avait oublié ce qu'il devait à un peuple estimé et généreux; où il les appelait à détruire, par les armes, le petit nombre de malheureux qui entouraient en-

core l'ambitieux Napoléon. On afficha, dans Paris, la proclamation que le comte d'Artois avait faite à Vesoul.

Lorsque les premières autorités abjuraient toute pudeur et tout sentiment national, il ne faut pas s'étonner que la faction royaliste prostituât la dignité et l'honneur de la France aux pieds de l'étranger et la traînât dans la boue. Dès le 31 mars elle voulut, sur les cadavres encore sanglans des défenseurs de Paris, faire jouer à l'Opéra le *Triomphe de Trajan;* l'empereur de Russie ne le permit pas. Le 3 avril, sur le même théâtre, on chanta, par ordre du gouvernement provisoire, des couplets à la gloire d'Alexandre et à celle de Frédéric-Guillaume, présens; et les royalistes d'éclater en acclamations et en hurlemens. Sur tous les théâtres même scandale. On jetait des couronnes aux cosaques; de grandes dames se disputaient la faveur de les posséder dans leurs salons et dans l'intimité de leurs boudoirs. Un officier, Maubreuil, poussa le délire de l'impudeur jusqu'à traîner, dans les rues, sa croix de la Légion-d'Honneur, attachée à la queue de son cheval. Les plus sanglans outrages étaient prodigués aux images de Napoléon. Des royalistes, à la tête desquels étaient un Montmorency et un La Rochefoucauld, voulurent renverser de la colonne de la place Vendôme sa statue, pour la traîner dans la boue. Ils lui passèrent un câble au cou : on y attela vingt-quatre chevaux, leurs efforts furent impuissans. On appela des ouvriers serruriers, ils essayè-

rent de la scier au-dessus des chevilles, elles étaient pleines, ils y renoncèrent. Les royalistes ne parlaient de rien moins que de faire sauter la colonne avec la mine; ce fut un général russe qui s'y opposa. On fit publier que la colonne était sous la sauve-garde de la magnanimité de l'empereur Alexandre et de ses alliés; que la statue qui la surmontait ne pouvait y rester; qu'elle en descendrait pour faire place à celle de la Paix.

Alarmé des murmures publics, mais voulant satisfaire la fureur des royalistes et sa propre haine, le gouvernement provisoire publia un arrêté pour régulariser ces profanations. Il ordonna que tous les emblèmes, chiffres, armoiries qui avaient caractérisé le gouvernement de Bonaparte, seraient supprimés et effacés partout où ils pouvaient exister; que cette suppression serait exclusivement opérée par les personnes déléguées par les autorités de police ou municipale, sans que le zèle individuel d'aucun particulier pût y concourir et les prévenir; qu'aucune adresse, proclamation, feuille publique ou écrit particulier ne contiendrait d'injures ou expressions outrageantes contre le gouvernement renversé, la cause de la patrie étant trop noble pour adopter aucun des moyens odieux dont il s'était servi.

Sur l'offre de M. de Montbadon de faire descendre, à ses frais, la statue de la colonne par le fondeur Launay, le comte de Rochechouart, colonel aide-de-camp de l'empereur de Russie et commandant

de la place, ordonna à cet artiste, sous peine d'exécution militaire, de procéder sur-le-champ à cette opération, qui devrait être terminée le 6 avril à minuit. Pasquier, préfet de police, concourut à l'exécution de cet ordre, en y apposant sa signature et ces mots laconiques : ***A exécuter sur-le-champ*** [1]. Launay descendit la statue sans le moindre dommage, et la transporta dans ses ateliers.

Les dispositions de l'arrêté du gouvernement provisoire sur les écrits n'arrêta point le débordement de diffamations et de calomnies contre Napoléon. Deux pamphlets obtinrent la palme du genre. Dans sa brochure : ***De Buonaparte et des Bourbons, et de la nécessité de se rallier à nos princes légitimes pour le bonheur de la France et de l'Europe,*** Châteaubriand se livra aux plus extrêmes exagérations, et dit, par exemple, que sous l'Empire « les enfans étaient placés dans des écoles où on leur apprenait, au son du tambour, l'irréligion, la débauche et le mépris des vertus domestiques. » D'après cet écart passionné d'un écrivain du premier rang, on peut se faire une idée des ordures vomies par les cuistres de la littérature. L'abbé de Pradt lança aussi sa bordée : l'évêque qui s'était dit l'aumônier du ***dieu Mars,*** appela Napoléon ***Jupiter Scapin,*** c'est tout dire.

Dès le 30 mars, les frères Bertin et Laborie s'é-

[1] Lorsqu'il fut nommé en 1810, il avait dit que si un Bourbon était caché à Paris, il le ferait arrêter, et que l'Empereur n'en serait instruit que lorsque la loi serait exécutée.

taient emparés du ***Journal de l'Empire;*** c'était justice; l'Empereur leur en avait enlevé arbitrairement la propriété, et d'autant plus injustement, que nul journal ne l'avait servi avec autant de dévoûment. Ils lui rendirent son nom originaire de ***Journal des Débats.*** Il fut dirigé dans le sens de la restauration bourbonienne et devint son organe furibond. Sa destinée était d'appartenir toujours au pouvoir, et par le lien le plus méprisable, l'argent.

TABLE.



CHAPITRE XCII.

CHAPITRE XCIII.

CHAPITRE XCIV.

CHAPITRE XCV.

CHAPITRE XCVI.

CHAPITRE XCVII.

CHAPITRE XCVIII.

CHAPITRE XCIX.

CHAPITRE C.

CHAPITRE CI.

FIN DU TOME SIXIÈME, EMPIRE.







